CODE CIVIL

DU

BAS-CANADA

D'APRÈS LE RÔLE AMENDÉ DÉPOSÉ DANS LE BUREAU DU GREFFIER DU CONSEIL LÉGISLATIF, TEL QUE PRESCRIT PAR L'ACTE 29 VICT., CHAP. 41, 1865.

AUGMENTÉ DES AUTORITÉS CITÉES PAR LES CODIFICATEURS DANS LE PROJET SOUMIS A LA LÉGISLATURE;

D'UN PRÉCIS DES CHANGEMENTS INTRODUITS PAR LE CODE CIVIL DANS LES LOIS DU BAS-CANADA,

PAR

E. Lef. de BELLEFEUILLE, Avocat,

ET D'UNE

Table Alphabétique des Matières.

MONTRÉAL

C. O. BEAUCHEMIN & VALOIS, ÉDITEURS

Rue St.-Paul, Nos. 237 et 239.

1866.

E. SENÉCAL, Imprimeur, Nos. 6, 8 et 10, rue St. Vincent.

PRÉFACE DES ÉDITEURS

Depuis quelques jours, le *Code Civil du Bas-Canada* est devenu la loi du pays. Cet événement, qui forme une des époques les plus importantes de la législation canadienne, ne manquera pas d'avoir, sur les progrès et les développements de celle-ci, une influence très-grande. D'autres étudieront sans aucun doute la portée de ce fait important, le plus considérable dans ce genre depuis l'introduction de la Coutume de Paris en Canada. Pour nous, nous n'avons voulu le signaler que pour recommander à la bienveillance du public l'œuvre que nous avons entreprise et que nous lui présentons aujourd'hui.

Maintenant que le *Code* est la loi du Bas-Canada, il a sa place marquée dans toutes les bibliothèques. Ce livre est aujourd'hui non-seulement utile, mais nécessaire aux magistrats, aux hommes de loi, à tous ceux qui se préparent à la profession du barreau ou qui

en forment déjà partie, aux prêtres, aux curés, aux notaires, à tous ceux qui sont soumis à l'opération de la loi, à tous ceux que ses dispositions peuvent intéresser; en un mot, à tous les citoyens sans exception. Pour un grand nombre d'entre eux qui font du droit leur étude ordinaire, le *Code Civil du Bas-Canada* sera une sorte de *Vade-mecum* indispensable. C'est pour en faciliter l'usage universel que nous avons cru devoir publier la présente édition, d'un format plus petit que l'édition officielle et nécessairement d'un prix bien moindre.

Mais, à l'avantage incontestable d'être moins volumineuse, cette édition en joint un autre que les membres du barreau et les élèves de droit apprécieront hautement. Sous chaque article du *Code*, nous avons ajouté les autorités et les citations d'auteurs fournies par les Codificateurs en présentant à la législature le projet de leur travail. Ces autorités, qui sont nombreuses et savantes, ont dirigé, appuyé et éclairé l'œuvre de la codification; dans la pratique, elles épargneront aux magistrats et aux avocats des recherches souvent longues et pénibles dans les auteurs, et elles devront nécessairement leur faciliter l'étude de questions incidentes soulevées dans les causes par l'application de la loi. Les élèves

de droit, eux-mêmes, en étudiant leur code, se familiariseront avec les noms et les ouvrages des auteurs qu'ils devront plus tard consulter, et apprendront rapidement quels sont ceux qui doivent accompagner leurs études.

Du reste, l'ardeur avec laquelle on s'est disputé le projet du *Code Civil du Bas-Canada*, lorsqu'il a été mis en vente à un prix très-élevé, et quoique ce ne fût là qu'un projet qui devait nécessairement subir beaucoup de modifications, doit faire comprendre à tous que ces autorités ont réellement une grande importance.

On nous dit que des erreurs se sont glissées dans les citations des auteurs, dans le projet même du *Code*, et nous en avons nous-mêmes remarqué quelques-unes. S'il en est qui ont échappé à notre vigilance, nous ne saurions en être responsables, car nous avons toujours reproduit intégralement ces citations, telles qu'elles étaient dans le projet du *Code*, excepté lorsque nous avons fait disparaître des erreurs de chiffres ou d'autres qui ont pu frapper notre attention. Cependant ces erreurs, s'il en existe, ne sauraient être nombreuses et seront toujours facilement corrigibles.

On a aussi ajouté à cette édition un précis des principaux changements introduits par le

Code Civil dans la législation du Bas-Canada, et enfin une table des matières par ordre alphabétique très-détaillée, qu'on trouvera, nous nous en flattons, extrêmement utile dans la recherche des sujets.

PRECIS DES CHANGEMENTS

INTRODUITS PAR LE

CODE CIVIL

DANS LES

LOIS DU BAS-CANADA

L'intention des éditeurs de ce livre étant de donner au public une édition populaire du *Code Civil du Bas-Canada*, et le *Code* contenant plusieurs modifications importantes dans la loi qui régissait ce pays avant le premier août dernier, il convient ici d'indiquer sommairement ces changements, afin que les citoyens dont les personnes, les opérations et tous les actes sont, depuis quelques jours, régis et gouvernés par de nouvelles lois, puissent connaître et apprendre facilement ces divers changements et mettre leurs actions en harmonie avec la nouvelle législation. C'est dans le but de satisfaire à ce besoin, le principal et le plus pressant pour le moment, que nous allons donner ici une énumération très-succincte des modifications que le *Code* fait subir à notre ancien droit. Deux écrivains ont déjà fait, avant nous, le même travail, et nous déclarons franchement ici que leurs recherches nous ont été extrêmement utiles dans la rédaction du nôtre. La brochure de M. McCord, l'un des secrétaires de la commission de codification, nous a paru avoir particulièrement un grand mérite en ce que non-seulement elle donne les changements introduits par le *Code*, mais aussi parce que l'auteur indique les principes qui ont guidé les Commissaires dans les amendements

qu'ils ont suggérés et dans le système qu'ils ont voulu suivre.

Nous nous sommes aussi servi avec avantage du travail de M. D. Girouard et des Rapports des Codificateurs.

Dans cette introduction, nous indiquerons, autant que possible, les changements faits à nos lois d'après l'ordre même du *Code;* nous croyons par là être plus simple et faciliter davantage l'usage que peut avoir notre travail.

Avant de commencer, disons d'abord que les idées qui semblent prévaloir dans le *Code* sont, de faciliter davantage la transmission de la propriété, de rendre les droits des personnes plus stables et plus fermes, particulièrement de protéger les intérêts des tiers, et, enfin, généralement, de simplifier le système de lois de manière à rendre son fonctionnement plus aisé, plus uniforme, et d'éloigner autant que possible les difficultés d'interprétation, les causes de doute et de procès qui pouvaient exister dans notre ancienne législation. Il ne nous appartient pas de dire si le *Code* a réussi à atteindre ce but; mais il est certain que les Commissaires se sont efforcés d'y parvenir. Dans leur second Rapport, p. viii, ils énumèrent assez au long les difficultés qui se présentaient sur leur marche pour donner à entendre qu'ils s'efforceraient de les surmonter.

Le tableau qu'ils font n'est pas exagéré, et quelque soit le succès que consacrera l'application du *Code Civil* dans la pratique, il faut reconnaître que les Commisssaires, sur bien des points, se sont efforcés de simplifier notre corps de droit et d'harmoniser le dispositions discordantes qu'il pouvait contenir.

Si maintenant nous commençons à parcourir le *Code Civil*, une foule de changements plus ou moins considérables dans la loi viendront frapper notre attention.

L'art. **34** décide dans l'affirmative la grande question de savoir si la profession religieuse entraîne encore en Bas-Canada la mort civile. Cet article déclare que les personnes faisant des vœux solennels et perpétuels dans une des communautés religieuses reconnues lors de la cession du Canada à l'Angleterre et approuvées depuis, sont mortes civilement. Sur cette question, comme sur plusieurs autres, M. Day s'est séparé de la majorité des codificateurs; les raisons qu'il donne ne sont pas sans valeur; cependant, nous croyons que le *Code*, en déclarant que la mort civile

est entraînée par la profession religieuse, a exactement reproduit la loi du pays. Nous avons entendu dire que les communautés qui doivent tomber sous l'article du *Code*, sont l'*Hôtel-Dieu*, l'*Hôpital-Général*, les *Ursulines* de Québec et celles des Trois-Rivières, et les sœurs de l'*Hôtel-Dieu* de Montréal. Cependant, nous pensons qu'aucune de ces communautés, sauf peut-être les *Ursulines* de Québec et des Trois-Rivières, ne doit subir l'opération de cette loi.

Les arts. **57** à **65** traitent la question des actes de mariage et particulièrement la formalité des publications de bans.

Les arts. **115** à **127** parlent des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage. Au sujet de ces articles, on a dit qu'ils ne reproduisaient pas la loi du Bas-Canada ; et, qu'en vertu des dispositions qu'ils contiennent, un catholique pourrait désormais se faire marier devant un ministre protestant après avoir obtenu une licence de mariage d'un fonctionnaire protestant. Dans notre opinion, cette interprétation est erronée.

En effet, il est dit, à l'art. **59,** qu'il peut être procédé au mariage sans un certificat de publications de bans, " si les parties ont obtenu des *autorités compétentes* et produisent une dispense ou licence des publications de bans."

Or, quelles sont ces *autorités compétentes* reconnues si formellement par le *Code?*

L'art. **130** nous dit que les publications ordonnées par les arts. **57** et **58** seront faites " par le prêtre, ministre ou autre fonctionnaire *dans l'Eglise* à laquelle appartiennent les parties..."

En conséquence, un catholique devra, comme ci-devant, faire publier ses bans dans l'église paroissiale à laquelle il a coutume d'aller ; et un protestant dans celle qu'il a habitude de fréquenter.

Maintenant, si les parties désirent se faire dispenser de cette formalité, à qui devront-elles s'adresser ? L'art. **134** nous le dit en propres termes : " Il est loisible aux autorités en possession jusqu'à présent du droit d'accorder des licences ou dispenses pour mariage, d'exempter des dites publications."

Mais, jusqu'à la promulgation du *Code*, quelles étaient les autorités revêtues par la loi du pouvoir d'accorder des dispenses de bans ? Comme chacun le sait, pour les ca-

tholiques, c'était l'évêque et l'évêque seul : conséquemment, en vertu de l'art. **134**, l'évêque a encore le droit d'exempter des publications de bans. Mais le possède-t-il encore seul ? Oui, car on appelle autorité compétente celle qui non-seulement peut exercer une fonction ou accomplir un acte, mais celle qui seule peut le faire.

De plus, il est impossible à un catholique qui aurait obtenu une dispense sur de fausses représentations, de se faire marier par fraude en dehors de sa paroisse ; car on sait que les dispenses accordées par les autorités ecclésiastiques ne sont pas autre chose que la permission donnée par l'évêque au curé des parties de procéder à leur mariage sans faire les publications de bans. Aucun prêtre catholique ne consentirait à agir sans l'accomplissement de cette formalité. Mais des catholiques pourraient-ils se faire marier devant un ministre protestant ? Nous ne le pensons pas ; car un ministre protestant ne peut pas procéder au mariage sans une licence, et nous maintenons que les fonctionnaires protestants chargés de distribuer des licences ne sont pas autorités compétentes, dans le sens des arts. **59** et **134** pour les catholiques. Du reste, il est évident que rien dans la loi n'empêche un catholique de devenir protestant pour faciliter la célébration d'un mariage que l'église ne peut faire sans l'accomplissement de certaines formalités préalables. Dans ces occasions solennelles, la conscience seule parle, et lorsque les hommes n'en ont pas, les lois sont presqu'impuissantes.

Outre ces raisons, le fait seul que le *Code* n'indique comme nouvelle aucune des dispositions qui règlent ce sujet, serait suffisant pour faire présumer que l'intention de ses rédacteurs a été de reproduire l'ancienne loi. Mais il y a quelque chose de plus formel que cette simple présomption. L'art. **127** avait d'abord été rédigé de manière à ne s'appliquer qu'aux empêchements *résultant de la parenté ou de l'affinité au degré de cousins germains et autres degrés*. Deux des commissaires, MM. Caron et Morin, recommandèrent dans leur rapport supplémentaire de modifier cet article en mettant les mots *autres causes* au lieu des mots *autres degrés*, " pour, disaient-ils dans ce rapport, lever tous doutes sur l'intention de laisser le sujet dans l'état où il est aujourd'hui." M. Day s'opposa à ce changement parce qu'il avait l'effet d'étendre les causes d'em-

pêchement, et de " reconnaître comme des empêchements légaux certains obstacles au mariage qui dépendent des règles et de la discipline ecclésiastiques et qui n'astreignent que la conscience des parties qu'elles concernent."

Il nous semble qu'après ces déclarations, il est impossible de ne pas croire que l'intention des législateurs ait été de laisser la loi, sur tous les points, dans l'état où elle se trouvait avant la promulgation du *Code*. Du reste, nous sommes bien d'avis, avec plusieurs de nos confrères, qu'une obscurité déplorable règne dans quelques articles, comme, par exemple, dans l'art. **127**, qui, suivant nous, reproduit bien la loi, mais d'une manière très-peu explicite.

Si, maintenant, nous reprenons l'ordre des articles, que nous venons légèrement d'intervertir, nous trouvons l'art. **71** au titre des *Actes de l'Etat Civil*, qui ordonne que les registres dans lesquels sont inscrits les actes de profession religieuse seront légalisés de la même manière que les autres registres de l'état civil; l'art. **77** supplée à une omission dans la loi, en indiquant ce qu'il faut faire quand un acte de l'état civil a été complétement omis du registre. Il existait une disposition dans la loi pour corriger des entrées erronées, mais il n'y en avait pas pour le cas d'une omission complète.

L'art. **93**, au titre des *Absents*, à cause des facilités de communication qui existent aujourd'hui, réduit de dix à cinq ans le terme après lequel les héritiers présomptifs d'un absent peuvent obtenir le droit d'entrer en possession provisoire de ses biens; l'art. **97**, pour protéger les droits de l'absent, oblige les personnes qui ont été envoyées en possession provisoire, à faire examiner les propriétés immobilières par des personnes expérimentées, de manière à constater dans quelle condition elles se trouvent, et ordonne l'homologation de leur rapport, ainsi que le paiement des frais à même les biens de l'absent.

Au titre du *Mariage*, l'art. **123** déclare que les sommations respectueuses aux père et mère ne sont plus obligatoires. Depuis longtemps elles étaient tombées en désuétude dans ce pays, où elles n'avaient plus leur raison d'être; du reste, ces sommations, qu'on ne faisait qu'après que le consentement avait été demandé et refusé, n'étaient bonnes qu'à constater l'entêtement des deux parties et à indiquer

chez l'enfant beaucoup plus d'insubordination que de respect et de soumission.

L'art. **128** contient un changement plus important : il dit que le mariage devra être célébré publiquement ; l'ancienne loi exigeait qu'il fût célébré en face de l'église.

L'art. **132,** suppléant à une omission dans l'ancienne loi, oblige le fonctionnaire devant célébrer le mariage de s'assurer qu'il n'existe entre les parties aucun empêchement légal, quand leur dernier domicile a été hors du Bas-Canada, et que les publications de bans n'y ont pas été faites. L'art. **141** donne les moyens de s'opposer au mariage d'une personne dans l'état de démence, majeure et non interdite, et énumère l'ordre dans lequel les plus proches parents doivent faire opposition. Toutefois cette démence doit être prouvée au plus tôt et constatée par l'interdiction ; et l'art. **143** déclare que toute telle opposition tombe par elle-même si elle n'est pas accompagnée des formalités nécessaires et faite dans le délai fixé par le *Code de Procédure*. L'art. **149,** dans le cas de mariage contracté par erreur ou par violence, déclare qu'aucune action pour annuler le contrat ne pourra être intentée, si la cohabitation a continué pendant six mois après que la partie a acquis sa pleine liberté ou a eu connaissance de son erreur. L'art. **151,** dans le cas de mineurs contractant mariage sans le consentement des parents ou du tuteur et sans l'accomplissement des autres formalités, déclare que les personnes dont le consentement était nécessaire ne peuvent plus attaquer la validité du mariage, si, après avoir eu connaissance de sa célébration, ils laissent écouler six mois sans réclamer. Ces mariages, comme anciennement, deviennent valides quand ils ont été tacitement approuvés ; mais comme dans l'ancienne loi, le terme après lequel on pouvait présumer un consentement tacite n'était pas fixé, le *Code*, bien à propos, a déclaré quel est celui qui serait dorénavant nécessaire.

Les arts. **157** et **158** soumettent les fonctionnaires célébrant un mariage à une pénalité n'excédant pas cinq cents dollars pour toute infraction aux lois qui régissent ces matières.

Au titre *De la Séparation de corps*, l'art. **192** règle que la demande en séparation de corps doit être portée devant le tribunal compétent du district dans lequel les époux ont

leur domicile. Anciennement, en vertu du statut, l'action pouvait être intentée dans n'importe quel district, pourvu que le défendeur y fût assigné personnellement. L'art. **203** pourvoit au cas où la femme laisserait la résidence qui lui a été assignée pendant l'instance en séparation. Le mari peut alors être relevé de l'obligation de lui payer une pension alimentaire, ou, si elle persiste à ne pas retourner à la résidence assignée après que le juge le lui a ordonné, son action peut être déboutée, sauf le droit d'en intenter une autre. L'art. **210,** par un sentiment de convenance et de délicatesse, déclare que la femme séparée de corps qui désire faire des actes et poursuites tendant à l'aliénation de ses immeubles, peut recourir immédiatement à l'autorisation du juge, sans être obligée, comme anciennement, de s'adresser d'abord à son mari, formalité pénible et souvent inutile.

L'art. **223** fixe à deux mois le droit du mari de désavouer un enfant qui lui est né pendant son mariage; l'art. **224** étend cette disposition aux héritiers du mari.

Au titre *De la Filiation*, l'art. **225** définit le mode que doit employer un mari pour désavouer un enfant, et l'art. **226** rend ce mode essentiel, en déclarant que s'il n'est pas employé dans le temps fixé, l'enfant sera tenu pour légitime.

Au titre *De la Minorité*, *Tutelle* et *Emancipation*, l'art. **276** réduit de trois à deux le nombre de tutelles qui permet à une personne d'en refuser une autre; mais la tutelle de ses propres enfants est exceptée. D'après notre ancienne loi, le père mineur pouvait être tuteur de ses enfants; mais, suivant quelques auteurs, la mère mineure ne pouvait l'être. L'art. **282** règle la question en déclarant que le père mineur ne peut refuser la charge et que la mère mineure a droit à cette charge, mais n'est pas tenue de l'accepter. Par l'ancienne loi aussi, les évêques et les prêtres ayant charge d'âmes ne pouvaient être tuteurs; le *Code*, au contraire, ne les exclut pas, et ces qualités ne sont pas mentionnées parmi celles qui excluent de la tutelle. L'art. **301** remédie au défaut qui existait dans l'ancienne loi, en déclarant que les tuteurs ne pourront plus accepter les successions au nom de leurs pupilles, ou y renoncer, sans un avis de parents et l'autorisation du juge, et que, même dans ce cas, l'acceptation

ne peut être que sous bénéfice d'inventaire. Aussi, le même article règle-t-il que les mineurs ne peuvent plus revenir contre l'acceptation des successions ou leur renonciation, quand ces formalités ont été remplies. La loi présume que les mineurs sont suffisamment protégés par ces formalités sans lesquelles on ne peut porter atteinte à leurs intérêts, et, de plus par la bonne foi et l'expérience des tuteurs qui leur sont nommés, et, enfin, par le recours qu'ils ont contre eux. L'art. **302**, voulant conférer une faveur aux mineurs, sans pourtant préjudicier aux intérêts des tiers, déclare que quand un tuteur a renoncé à une succession au nom d'un mineur, cette succession peut ensuite, si personne n'en a pris possession, être acceptée soit par lui-même, autorisé suivant le désir de la loi, s'il est encore mineur; ou de son plein droit, s'il est devenu majeur. Seulement, il doit alors la prendre dans l'état où elle se trouve, et sujette à toute vente ou autres actes accomplis légalement pendant l'intervalle. L'art. **304**, pour des considérations d'uniformité, permet aux mineurs de poursuivre pour leurs gages jusqu'au montant de $50, au lieu de $25 comme le réglait auparavant le statut provincial. L'art. **307** déclare que le mineur ne peut pas revenir contre les transactions faites par le tuteur en son nom avec toutes les formalités voulues par la loi, savoir: après autorisation du tribunal, du juge ou du protonotaire, suivant avis du conseil de famille. En vertu de l'art. **319**, le mineur ne peut revenir contre les actes que la loi lui permet d'accomplir que dans les cas où les majeurs pourraient le faire.

Au titre *De la Majorité*, *De l'Interdiction*, *De la Curatelle* et *Du Conseil Judicaire*, l'art. **344** supplée à une lacune dans l'ancienne loi, en déclarant que nul, à l'exception des époux, des ascendants et des descendants, n'est tenu de conserver la curatelle d'un interdit au-delà de dix ans; et qu'à l'expiration de ce terme, le curateur peut demander et doit obtenir son remplacement.

L'art. **388**, au titre *De la Distinction des Biens*, mettant la loi en conformité avec les idées du jour, déclare que les rentes constituées et toutes les rentes perpétuelles ou viagères sont meubles par la détermination de la loi; sauf la rente résultant de l'emphythéose, qui demeure immeuble. Les arts. **393** et **394** règlent le rachat des rentes, soit

perpétuelles, soit temporaires. Ces dernières, au terme desquelles aucun capital n'est remboursable, sont assimilées aux rentes viagères et ne sont pas rachetables à l'option de l'une des parties seulement.

L'art. **423** limite à une année le droit d'un propriétaire riverain de réclamer une partie considérable et reconnaissable de son champ portée par la force des eaux sur un champ inférieur ou sur la rive opposée. D'après l'ancienne loi, il ne pouvait plus réclamer son terrain lorsqu'il était devenu par un temps très-long comme incorporé à la propriété où il avait été transporté. C'était une disposition très-vague, que le *Code* a avantageusement remplacée par une limitation d'un an.

Au titre *Des Servitudes Réelles*, le *Code* introduit quelques changements propres à adapter aux usages actuels les règles qui gouvernent les relations de mitoyenneté et de voisinage. Ainsi, l'art. **514** permet de placer des solives dans toute l'épaisseur des murs mitoyens, à quatre pouces près ; anciennement, on ne pouvait les placer que jusqu'au milieu du mur. Toutefois cette disposition de l'art. **514** est sans préjudice au droit qu'a un voisin de forcer celui qui a placé des poutres à 4 pouces de la surface du mur, de réduire la poutre jusqu'à la moitié de l'épaisseur, dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu ou y adosser des cheminées. Pour prévenir entre voisins toute cause de procès, qui surgissent si souvent quand il n'y a pas de dispositions expresses, l'art. **519** règle que l'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les mesures à prendre pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre. L'art. **521** règle les droits respectifs des divers propriétaires de différents étages dans la même maison. Il déclare que les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient ; que le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche ; que le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit ; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite. L'art **532** augmente de un pied à quinze pouces l'épais-

seur du contre-mur qui doit être bâti entre une fosse d'aisance et le mur mitoyen ; et il diminue de quatre pieds à vingt-et-un pouces l'épaisseur du contre-mur qu'il doit y avoir entre un puits et le mur mitoyen. Mais l'on n'est plus obligé de faire ce contre-mur lorsque le puits ou la fosse d'aisance est éloignée du mur à la distance fixée par les règlements municipaux et par des usages constants et reconnus ; s'il n'existe pas de tels règlements ou usages, le *Code* fixe cette distance à trois pieds. Celui qui veut avoir cheminée ou âtre, écurie ou étable, dépôt de sel ou autres matières corrosives, auprès du mur mitoyen ou propre au voisin, y exhausser le sol ou y amonceler terres jectisses, est tenu d'y faire un contre-mur ou autres travaux suffisants, déterminés par les règlements municipaux, les usages constants ou reconnus, et, à défaut, par les tribunaux dans chaque cas. Il est à regretter que, sur ce point, le *Code* n'ait pas fixé lui-même pour tous les cas une règle générale ; car le recours aux tribunaux est toujours un fâcheux remède.

Au titre *Des Successions*, on a introduit des changements très-importants, qui tendent beaucoup à simplifier cette matière. Les diverses espèces de biens admises par l'ancien droit coutumier, qui étaient toutes gouvernées par des règles spéciales et formaient la source de tant de difficultés et de procès, ont été abolies. Il est maintenant indifférent qu'une propriété appartenant à une succession soit mobilière ou immobilière, propre ou acquêt, ou de l'une des huit espèces de propres anciennement reconnues. L'art. **599** ne considère ni leur origine, ni leur nature ; mais déclare uniformément que tous ensemble ils ne forment qu'une seule et unique hérédité, qui se transmet et se partage d'après les mêmes règles, ou suivant qu'en a ordonné le propriétaire.

Quant à l'ordre de succession en ligne collatérale et en ligne directe ascendante, de nouvelles règles sont établies. Ainsi, par l'art. **626**, si une personne décédée sans postérité, laisse son père et sa mère et aussi des frères et des sœurs, ou des neveux ou nièces au premier degré, la succession se divise en deux portions égales, dont l'une est déférée au père et à la mère qui la partagent également entre eux, ou au survivant si l'un d'eux est décédé (**627**), et l'autre aux frères et sœurs, ou neveux et nièces du défunt

dans l'ordre ci-après indiqué. Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frères ni sœurs, ni neveux ni nièces au premier degré, ni père ni mère, mais seulement d'autres ascendants, ceux-ci lui succèdent à l'exclusion de tous autres collatéraux (**628**) ; et alors la succession est divisée par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et entre ceux de la ligne maternelle, mais de manière que l'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne à l'exclusion de tous autres, et les ascendants au même degré succèdent par têtes dans la même ligne. (**629**).

En vertu des arts. **631, 632, 633** et **634,** qui règlent les successions collatérales, les frères et sœurs ainsi que les neveux et nièces au premier degré de la personne décédée, ont droit à la moitié de la succession, si le père et la mère lui ont survécu ou l'un d'eux. Si le père et la mère sont tous deux prédécédés, les frères, sœurs et neveux au premier degré du défunt, lui succèdent à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux. Le partage de la moitié ou de la totalité de la succession dévolue aux frères, sœurs, neveux ou nièces, tel qu'on vient de le dire, s'opère entre eux par égales portions, s'ils sont tous du même lit ; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelles et maternelles du défunt, les germains prenant part dans les deux lignes, les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement. S'il n'y a de frères ou sœurs, neveux ou nièces que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous les autres parents de l'autre ligne. Si le défunt, mort sans postérité, sans père ni mère, sans frères, sœurs, ni neveux ou nièces au premier degré, laisse des ascendants dans une des lignes seulement, le plus proche de ces ascendants prend la moitié de la succession, dont l'autre moitié est dévolue au plus proche parent collatéral de l'autre ligne. Si dans le même cas il ne reste aucun ascendant, la succession entière se divise en deux parts égales, dont l'une est dévolue au plus proche parent collatéral de la ligne paternelle et l'autre au plus proche parent de la ligne maternelle.

Outre ces changements importants, il y en a encore qui se rapportent au sujet des successions. Ainsi l'art. **649** déclare que si des héritiers ne sont pas d'accord pour ac-

cepter ou répudier une succession, elle est censée acceptée sous bénéfice d'inventaire. L'ancienne loi voulait que le parti qui aurait été le plus avantageux au défunt prévalût.

Aujourd'hui, l'art. **661** exige que les jugements autorisant l'acceptation d'une succession sous bénéfice d'inventaire soient enregistrés au bureau d'enregistrement du lieu de l'ouverture de la succession. L'art. **683** déclare qu'en ligne collatérale, l'héritier bénéficiaire n'est pas exclu par celui qui offre de se porter héritier pur et simple. Cette disposition est absolument contraire à l'ancienne loi ; mais elle est semblable à celle qui gouverne les successions en ligne directe. Non-seulement elle est plus équitable, mais elle a aussi l'avantage d'établir l'uniformité dans les deux genres de successions. L'art. **712** applique à tous les héritiers, en quelque ligne de succession que ce soit, la règle qui anciennement ne regardait que les héritiers en ligne directe, ou les héritiers en ligne collatérale qui étaient aussi légataires ; et il déclare que dans tous les cas, tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à la masse tout ce qu'il a reçu du défunt par donations entrevifs, directement ou indirectement ; il ne peut retenir les dons, ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été stipulés expressément par préciput et hors part et avec dispense de rapport. L'art. **714** étend les dispositions de l'art. 712 aux donataires qui n'étaient pas héritiers présomptifs lors de la donation, mais qui se trouvent successibles au jour de l'ouverture de la succession. L'art. **728**, pour mettre la loi plus uniforme et plus commode, rend générale une règle qui était auparavant exceptionnelle, en déclarant que dans tous les cas, le donataire peut à son choix rapporter les immeubles en nature ou en moins prenant d'après estimation.

L'art. **731** protége les créances hypothécaires des créanciers sur des immeubles rapportés à la masse de la succession par un héritier. Anciennement les tiers ayant de semblables réclamations sur une propriété sujette au rapport, étaient exposés à perdre leur droit d'hypothèque quand le rapport avait lieu. En vertu de cet article, il faut que le donataire ou légataire rapportant fasse disparaître l'hypothèque, sinon cette créance est chargée au rapportant dans le partage de la succession.

Quant aux lésions en fait de partage de succession, elles ne peuvent plus les faire rescinder, en vertu de l'art. **751.** Cette disposition est la conséquence de celle portée à l'art. 1012, titre des *Obligations*, qui règle la question pour les contrats. Sous l'ancienne loi, un partage de succession pouvait être rescindé si la lésion excédait le quart, sauf le cas de vente de droits successifs faite sans fraude entre copartageants, dans le partage ou par acte postérieur, aux risques et périls du cessionnaire. Mais aujourd'hui, la lésion, quelque grande qu'elle soit, ne sera plus une cause de rescision entre majeurs.

Au nombre des amendements qui tendent à favoriser la transmission de la propriété, il faut signaler ceux qui regardent les secondes noces. Par l'*Edit des Secondes Noces*, qui était en force en Bas-Canada, un veuf ayant des enfants et voulant se remarier, ne pouvait donner à sa nouvelle épouse par donation qu'une portion très-limitée de ses biens. D'un autre côté, il pouvait assez facilement disposer de ses propriétés en faveur d'un étranger par donations entrevifs ; et par testament il pouvait les laisser à qui il voulait, même à sa seconde femme, sans aucune restriction quelconque. Cette anomalie, due non pas à des dispositions injustes de l'*Edit des Secondes Noces*, mais à la faculté illimitée de tester introduite ici par le statut de 1801, est détruite par l'art. **764,** au titre *Des Donations Entrevifs et Testamentaires*, qui déclare que toutes les prohibitions et restrictions des donations et avantages par un futur conjoint dans le cas de secondes noces n'ont plus lieu. Par cet article un homme se remariant peut dépouiller complétement ses enfants du premier lit en faveur d'une femme habile qui a su se rendre maîtresse de lui. L'expérience prouvera si c'est là une sage modification à notre ancien droit. M. McCord dit que cette nouvelle loi aura l'avantage de favoriser puissamment les mariages.

Ci-devant les donations faites en faveur d'un ascendant, qui avait été tuteur ou curateur du donataire, devenaient nulles si l'ascendant se remariait, ou bien s'il se mariait avant la mort du donataire. Cette double restriction contre la transmission de la propriété et contre les seconds mariages, est abolie par l'art. **767.**

D'après l'ancienne loi, on ne pouvait légalement faire de donation en faveur de personnes avec qui on avait vécu en

concubinage, ni en faveur de ses enfants incestueux ou adultérins ; et les enfants illégitimes, mais non incestueux ni adultérins, ne pouvaient pas recevoir de leurs parents de donations universelles. Ces restrictions sont en grande partie abolies par l'art. **768** qui déclare que les enfants illégitimes, non incestueux ni adultérins, peuvent recevoir des donations entrevifs comme toutes autres personnes : cet article permet aussi à des concubinaires de se faire par contrat de mariage des donations entrevifs. On sait qu'anciennement ces donations étaient limitées à des aliments.

Autrefois, les donations faites en faveur du prêtre ou ministre du culte exerçant la direction spirituelle du donateur, à ses médecins, notaires, avocats ou procureurs, étaient susceptibles de réduction ou d'annullation, parce que la loi présumait qu'elles avaient été obtenues par une influence indue. Aujourd'hui, ces donations ne peuvent être mises de côté par la seule présomption de la loi, comme entachées de suggestion et de défaut de consentement. Les présomptions, dans ces cas, s'établissent par des faits comme dans tous les autres. C'est là le sens de l'art. **769.**

En vertu de l'ancienne loi française, les enfants avaient droit à la légitime, nonobstant toute disposition par testaments ou par donations, qui étaient susceptibles de réduction pour former la part légitimaire. Le statut de 1801, en accordant une faculté illimitée de tester en faveur de n'importe qui, dispensa de cette contribution les biens donnés par les testaments ; mais les biens dont on avait disposé par donations entrevifs semblaient encore sujets à cette contribution pour former la légitime de l'enfant. C'était là l'opinion de nos jurisconsultes les plus distingués (1) ; c'était aussi celle de nos codificateurs qui disaient dans leur rapport accompagnant le titre des *Donations entrevifs* (2) : " C'est l'opinion commune que ce droit existe encore en ce pays, pour le cas des donations entrevifs, quoiqu'il ne puisse plus s'exercer au préjudice des donations testamentaires." Quoiqu'il en soit, cette question, qui n'était pas sans embarras et qui a souvent partagé les opinions de nos avocats, est aujourd'hui réglée ; les codificateurs ont

(1) Voir *Jurist*, t. II, p. 141, Quintin & Girard.

(2) p. LII.

tranché la difficulté en déclarant, à l'art. **775**, que les enfants ne peuvent plus réclamer aucune portion légitimaire à cause des donations entrevifs faites par le défunt. Le motif de ce changement, ont-ils dit, est de rendre la loi uniforme. Par conséquent, en vertu de l'art. **775**, un enfant n'a droit à aucune part dans les biens de son père; celui-ci peut le dépouiller complétement de tout son patrimoine, par tous les moyens, soit par testament en vertu de l'acte de 1801, soit par donations entrevifs par l'article que nous venons de citer, et cela sans donner aucune raison, et même sans en avoir, si cela peut se supposer.

Sous l'ancienne loi, il était essentiel que dans la donation faite pour avoir effet entrevifs, le donateur se dessaisit actuellement et fit tradition de la chose donnée. Aujourd'hui, en vertu de l'art. **777**, le consentement des parties suffit comme dans la vente sans qu'il soit besoin de tradition; l'article de plus déclare que si, sans réserve de précaire ou d'usufruit, le donateur reste en possession jusqu'à son décès, sans réclamation de la part du donataire, celui-ci peut opérer la revendication contre l'héritier, pourvu que l'acte ait été enregistré du vivant du testateur. Anciennement, la chose donnée, dans un cas semblable, n'aurait pas pu être réclamée des héritiers du donateur. Du reste, par l'art. **786**, il n'est pas nécessaire, commme anciennement, que l'acte de donation soit accompagné d'un état des choses mobilières données. Ce sera au donataire à faire la preuve légale de l'espèce et quantité désignées. Par la loi française cet état était nécessaire sous peine de nullité.

Quelque facilité que donne cette disposition à la transmission des biens, l'art. **788** en ajoute encore une plus considérable, en déclarant qu'il n'est pas nécessaire que l'acceptation d'une donation soit faite en termes exprès. Dorénavant elle pourra s'inférer de l'acte ou des circonstances. Parmi les circonstances possibles, le *Code* dit que la présence du donataire à l'acte et sa signature sont au nombre de celles qui peuvent faire supposer son acceptation. Dans l'ancienne loi, il était essentiel qu'elle fût expresse; elle ne se présumait que dans les contrats de mariage et dans le don mutuel d'usufruit entre époux. Cette présomption est conservée par le *Code*.

Nous avons déjà dit qu'une des intentions des codificateurs en faisant des changements à la loi avait été de

rendre les droits des personnes plus stables et plus fermes. Dans ce but, et afin de maintenir intacts les contrats, de conserver les relations établies entre les personnes par des conventions légitimes, ils ont limité la durée des actions qui peuvent les troubler, abrégé le temps des prescriptions, et simplifié généralement les règles qui les concernent. Ainsi, par l'art. **792,** le mineur et l'interdit ne peuvent plus revenir contre l'acceptation ou la répudiation d'une donation, faite en leur nom par une personne capable d'accepter ou de renoncer, s'il y a eu autorisation préalable du juge sur avis du conseil de famille. Accompagnée de ces formalités, l'acceptation ou la répudiation a le même effet que si elle était faite par un majeur usant de ses droits. Anciennement, le mineur et l'interdit pouvaient revenir contre une donation acceptée ou répudiée en leur nom, par leur tuteur ou curateur, même après l'accomplissement de toutes les formalités imposées par la loi, s'ils jugeaient que cette donation leur fût défavorable.

L'art. **795** introduit une disposition nouvelle en déclarant que la donation entrevifs de biens présents dépouille le donateur, au moyen de l'acceptation, toujours présumée, de la propriété de la chose donnée, et transfère cette propriété au donataire sans qu'il soit besoin de tradition, comme dans la vente. La tradition était anciennement requise. Dans l'ancienne loi, les donations entrevifs étaient sujettes à être révoquées lorsqu'il survenait des enfants au donateur. Par l'art. **812,** la survenance d'enfants au donateur ne forme une clause résolutoire que moyennant la stipulation qui en est faite. Les commissaires nous disent que le motif qui les a engagés à retrancher cette clause de révocabilité, c'est que cette loi, fondée apparemment sur une présomption de défaut de volonté, opérait encore plus désavantageusement contre les tiers acquéreurs, et elle ne pouvait être justifiée tout au plus que sur les mêmes principes que les réserves coutumières dont elle adoptait la rigueur. Anciennement, on présumait qu'il était tacitement entendu entre les parties que la survenance d'enfants annulerait la donation. Aujourd'hui, on présume le contraire, à moins d'une clause expresse, qui peut toujours être insérée dans l'acte; par là aussi les tiers contractant avec le donateur se sentiront plus à l'aise.

Afin de protéger les contrats contre l'exercice de droits qui

n'y sont pas mentionnés, et les tiers dans les opérations qu'ils peuvent baser sur ces contrats, l'art. **816** déclare que la révocation des donations n'aura lieu pour cause d'inexécution des obligations contractées par le donataire comme charge ou autrement, que si cette révocation est expressément stipulée à l'acte. Dans ce cas, elle est réglée à tous égards comme la résolution de la vente faute de paiement du prix, sans qu'il soit besoin de co damnation préliminaire contre le donataire pour le forcer à l'accomplissement de ses obligations. Anciennement, il fallait obtenir contre le donataire un jugement préliminaire le condamnant à accomplir les conditions imposées par la donation. Cette loi était bien inutilement plus compliquée que la nouvelle.

Au titre *Des Donations Entrevifs et Testamentaires*, l'art. **833**, pour rendre la loi plus simple et plus uniforme, abolit le privilège qu'avaient anciennement les mineurs de plus de vingt ans, de disposer de certaines parties de leurs biens par testament; l'article abolit ce privilége, que le mineur soit émancipé ou non. M. McCord remarque avec raison que quand, en France, l'âge de majorité était fixé à vingt-cinq ans, les mineurs entre vingt et vingt-cinq ans formaient une classe considérable, en faveur de laquelle il était juste de faire des dispositions exceptionnelles; mais maintenant qu'en Canada l'âge de majorité est fixé à vingt-et-un ans, il n'existe pas de raison suffisante pour faire en faveur des mineurs une loi spéciale qui ne pourrait recevoir d'application que pendant un an de leur minorité.

Concernant les formalités des donations testamentaires, le *Code* fait plusieurs changements d'une grande importance. Comme on avait en Bas-Canada les testaments suivant la forme anglaise et ceux suivant la forme française, les commissaires se sont efforcés de simplifier la loi en assimilant autant que possible les deux manières de tester.

Ainsi l'article **843** abolit la formalité imposée par la loi française de dicter, nommer et relire le testament. Dorénavant, pour qu'un testament en forme notariée ou solennelle soit valable, il suffira qu'il ait été reçu devant deux notaires ou devant un notaire et deux témoins. Ces notaires ne devront pas être parents ou alliés du testateur, ou entre eux en ligne directe, ou au degré de frère, oncle ou neveu. Quant aux témoins, rien n'empêche qu'ils soient

parents ou alliés du testateur, ou entre eux ou avec le notaire; il faut qu'ils soient majeurs; les aubains mêmes peuvent être témoins. Ce sont là des dispositions tout à fait nouvelles; l'expérience dira si elles sont prudentes. Anciennement, les témoins ne devaient pas être trop proches parents des notaires ou du testateur. Le droit qui permet aux aubains d'être témoins est aussi une innovation qui, en tout cas, ne peut pas avoir de grands inconvénients. M. le commissaire Caron a différé sur ce point de la majorité des codificateurs, disant qu'on ne doit pas donner à ces personnes des attributions de la nature de celles des fonctionnaires publics de l'ordre légal. Les deux autres commissaires ont recommandé le changement comme une suite naturelle de l'abrogation faite par des statuts provinciaux des incapacités qui pesaient sur les aubains en matière de droit civil. Une proposition analogue a été faite par eux et adoptée concernant les témoins au testament suivant la forme anglaise.

Pour ce qui concerne l'obligation d'avoir des témoins majeurs, nous ferons ici la même observation que nous avons déjà faite ci-dessus. D'après la loi française, il suffisait que les témoins fussent âgés de vingt ans; mais alors, la majorité était fixée à vingt-cinq ans, et la classe de personnes placée entre vingt et vingt-cinq ans était assez nombreuse pour mériter une loi spéciale. Cette raison n'existe plus aujourd'hui; du reste, cet amendement tend à simplifier la loi et à la rendre uniforme en toutes ses parties; on sait, en effet, que les témoins à un testament suivant la forme anglaise doivent être majeurs.

Anciennement, les legs faits en faveur des notaires ou des témoins pardevant qui un testament avait été exécuté, ou à leurs parents ou alliés jusqu'au degré de cousins-germains inclusivement, entachait le testament de nullité absolue. Les codificateurs ont trouvé cette règle trop rigoureuse, injuste envers les légataires et allant beaucoup au-delà de l'abus qu'elle voulait prévenir. En conséquence, l'art. **846** déclare que les legs faits en faveur des notaires ou des témoins, ou à la femme de tel notaire ou témoins, ou à quelqu'un de leurs parents au premier degré, sont nuls, mais ne rendent pas nulles les autres dispositions du testament. Cette disposition se trouve aussi dans le *Code Civil* du canton de Vaud, que les commissaires eux-mêmes

avouent avoir été rédigé avec beaucoup de soin. Du reste, c'est là la règle actuelle des testaments suivant la forme anglaise. Cet amendement à l'ancienne loi a donc un avantage d'uniformité et de simplicité.

L'art. **847** pourvoit au moyen de faire tester suivant la forme solennelle les sourds-muets et autres personnes qui ne peuvent parler. L'article déclare que le sourd-muet et toute autre personne qui ne peut tester de vive voix, s'ils sont suffisamment instruits, peuvent faire un testament solennel au moyen d'instructions écrites de leur propre main, remises au notaire avant ou lors de la confection du testament. Voici l'énumération des autres formalités entièrement nouvelles qui doivent alors être accomplies. Celui qui ne peut entendre la lecture du testament, doit le lire lui-même à haute voix. La déclaration par écrit que l'acte contient la volonté du testateur et a été préparé d'après ses instructions, supplée à la même déclaration de vive voix lorsqu'elle est nécessaire. Mention doit être faite à l'acte de l'accomplissement de ces formalités exceptionnelles et de leur cause ; si le sourd-muet ou autres sont dans l'impossibilité de se prévaloir de ces dispositions, ils ne peuvent tester sous la forme authentique.

Toutes ces additions à l'ancienne loi sont assurément très-utiles, et ils indiquent chez les codificateurs un grand esprit de prévoyance.

Anciennement, les curés et les vicaires avaient le droit de recevoir les testaments de leurs paroissiens en étant assistés de trois témoins ; ils pouvaient aussi remplacer l'un des deux notaires requis par la loi. Le curé ou vicaire ne délivrait pas de copie du testament ; mais il devait le déposer sans délai chez un notaire ou au greffe du protonotaire du district, pour y être conservé et pour que des copies authentiques en fussent données. Cette disposition était utile dans les premiers temps du pays, alors que les notaires étaient rares ; mais depuis longtemps, elle n'est plus mise en pratique, et a tout à fait cessé d'être nécessaire à cause de la facilité de trouver des notaires et des témoins. Aussi l'art. **848** ne la conserve que pour le district de Gaspé, afin d'y obvier au manque de notaires ; et pour tout le reste du Bas-Canada, il règle que les ministres du culte ne peuvent pas remplacer les notaires dans la réception des testaments

et qu'ils ne peuvent y servir qne comme témoins ordinaires.

L'art. **851** apporte quelques changements dans les formalités qui doivent accompagner les testaments suivant la forme anglaise. Anciennement, il n'était pas nécessaire que les témoins fussent présents en même temps pour attester et signer le testament. De plus, on pouvait disposer de ses meubles suivant cette forme par un écrit quelconque, pourvu qu'il indiquât la volonté du testateur. Aujourd'hui, l'art. **851** assimile complètement les dispositions concernant les meubles à celles concernant des immeubles, et il règle de plus que la signature du testateur doit être reconnue par lui devant au moins deux témoins idoines, qui, du reste, peuvent être des femmes, présents en même temps et qui attestent et signent de suite le testament en présence et à la réquisition du testateur. L'art. **852** applique au testament suivant la forme anglaise la règle faite par l'art. 846 pour les testaments solennels, en ajoutant seulement que les legs faits au conjoint des témoins ou à quelqu'un de leurs parents au premier degré sont nuls, mais ne rendent pas nulles les autres dispositions du testament. Comme dans ces testaments les témoins peuvent être des femmes, les dispositions qui seraient faites en faveur de leur mari seraient nulles.

L'art. **871** déclare que lorsque le testateur n'a rien exprimé à cet égard, et lorsqu'il ne s'agit pas de rente viagère ou de pension léguée à titre d'aliment, les fruits et intérêts de la chose léguée courent en faveur du légataire à compter de la demande en justice ou de la mise en demeure. Anciennement, ils ne couraient que de la demande en justice.

L'art. **878**, interprétant l'ancienne loi, a introduit des changements très-importants. D'après la loi française, les légataires universels ou à titre universel pouvaient toujours, même après acceptation, se décharger personnellement des dettes et legs qui leur étaient imposés par la loi ou par le testateur, en rendant compte et en remettant ce qu'ils avaient reçu ou la pleine valeur, de la même manière et d'après les mêmes règles que l'héritier bénéficiaire, sans qu'il fût besoin de bénéfice d'inventaire. Dorénavant, en vertu de l'art. **878**, après avoir accepté le legs, les légataires universels ou à titre universel ne pourront plus

se décharger ainsi des dettes et legs qui leur sont imposés par le testateur ou par la loi, sans avoir obtenu le bénéfice d'inventaire ; ils en seront tenus personnellement ; l'article les déclare, à cet égard et en tout ce qui concerne leur gestion, leur reddition de compte et leur décharge, sujets aux mêmes règles que l'héritier, ainsi qu'à l'enregistrement. De plus, le légataire à titre particulier, auquel le testament impose des dettes et charges dont l'étendue est incertaine, peut, comme l'héritier et le légataire universel, n'accepter que sous bénéfice d'inventaire. Comme on le verra par la suite, cet article tend à mettre la loi en harmonie avec un article subséquent, qui, en fait de saisine et de tous les droits et actions qui en suivent, place les légataires, à quelque titre qu'ils soient, dans la même position que les héritiers.

Les arts. **881** et **882** parlent du cas où un testateur lègue une chose qui ne lui appartient pas et de ce qu'il faut alors faire. D'après l'ancienne loi, si le testateur, en léguant ce qui ne lui appartenait pas, ignorait le droit d'autrui, le legs était nul, à moins qu'il n'apparût de son intention que le légataire eut le legs ou sa valeur, ou à moins que quelque circonstance ne fit présumer que dans tous les cas le testateur aurait fait le legs. Mais si le testateur connaissait le droit d'autrui, le legs était valide et équivalait à la charge de procurer la chose ou d'en payer la valeur. Enfin, si la chose léguée appartenait à l'héritier ou au légataire principal chargé d'acquitter le legs particulier, l'obligation était validement imposée, soit que le testateur connut ou non que la chose ne lui appartenait pas. Cependant, comme les testaments ne sont pas faits en langue ordinaire, et que le testateur a toute facilité pour exprimer ses intentions, le *Code* a jugé à propos d'abolir toutes ces présomptions de l'ancienne loi et de les remplacer par une disposition plus claire, plus uniforme et moins compliquée. L'art. **881** déclare en conséquence que le legs fait par un testateur d'une chose qui ne lui appartient pas, soit qu'il en eut connaissance ou non, est nul, même lorsque la chose appartient à l'héritier ou au légataire chargé du paiement. Toutefois le legs est valide et équivaut à la charge de procurer la chose ou d'en payer la valeur, s'il paraît que telle a été l'intention du testateur. Dans ce cas, si la chose léguée appartient à l'héritier ou au légataire obligé au paie-

ment, soit que le fait fût ou non connu du testateur, le légataire particulier est saisi de la propriété de ce legs. L'art. **882**, continuant à régler le même sujet, dit que si la chose léguée n'appartenait au testateur que pour partie, il est présumé n'avoir légué que la part qu'il y avait, même dans le cas où le surplus appartient à l'héritier ou au légataire principal, à moins que son intention du contraire ne soit évidente. Enfin, l'art. **883** complète ce sujet en disant que si le testateur est devenu, depuis le testament, pour le tout ou pour partie, propriétaire de la chose léguée, le legs est valide pour tout ce qui se retrouve dans la succession, nonobstant la disposition précédente, excepté dans le cas où la chose ne reste dans la succession que parce que l'aliénation faite ensuite volontairement par le testateur s'est trouvée nulle.

L'art. **889** apporte un changement dans la loi pour le cas où la chose léguée se trouve hypothéquée, pour une dette du testateur. Par l'ancienne loi, l'héritier, le légataire universel, ou à titre universel, était tenu de dégager la chose de l'hypothèque. Si la dette était étrangère au testateur et qu'il ne connût pas l'hypothèque, le légataire particulier en demeurait seul chargé. Dorénavant, en vertu du changement introduit par l'art. **889**, si avant ou depuis le testament, l'immeuble légué a été hypothéqué pour une dette restée due, ou même s'il se trouve hypothéqué pour la dette d'un tiers, connue ou non du testateur, l'héritier ou le légataire universel ou à titre universel n'est pas tenu de l'hypothèque, à moins qu'il n'en soit chargé en vertu du testament. On remarque avec raison que rien ne peut faire supposer que l'intention du testateur ait été de charger de cette hypothèque son héritier ou légataire universel.

L'art. **891** règle une question qui était controversée sous l'ancienne loi; il déclare que le légataire particulier ou universel est saisi de la chose léguée, dès l'ouverture du legs, sans être obligé d'obtenir la délivrance légale.

Sous l'ancienne loi, différentes causes rendaient un testament révocable; parmi ces causes on distinguait la participation du légataire à la mort du testateur, une injure grave à sa mémoire, et aussi l'inimitié survenue entre lui et le légataire; en vertu de l'art. **893**, cette inimitié ne fera plus désormais présumer la révocation du testament. En effet,

on doit croire que si la haine contre le légataire eût été assez forte pour changer les intentions bienveillantes du testateur à son égard, il lui aurait été facile de révoquer le legs d'une manière expresse.

En vertu de l'art. **897,** toute aliénation, même en cas de nécessité ou opérée forcément, du droit de propriété à la chose léguée, celle même qui est stipulée avec faculté de rachat, ou par échange fait par le testateur, s'il n'y a lui-même pourvu autrement, emporte la révocation du testament ou du legs pour tout ce qui a été aliéné, même quoique l'aliénation soit nulle, lorsqu'elle a été volontaire. Le changement introduit par cet article est sur la partie qui concerne les ventes forcées. Par l'ancienne loi, si l'aliénation avait lieu par vente forcée, ou si le testateur avait été exproprié pour cause d'utilité publique, ou s'il avait aliéné la chose dans un cas d'urgente nécessité, quoique volontairement, le legs n'était pas présumé revoqué, s'il n'avait pas indiqué que telle fut son intention, soit que la chose se retrouvât ou non ensuite dans sa succession. De plus, par l'ancienne loi, la révocation subsistait toujours, quoique la chose fût rentrée depuis dans la main du testateur. Aujourd'hui, elle ne subsistera que s'il n'a pas exprimé d'intention contraire. Cette disposition est imitée du *Code Napoléon,* et semble plus simple que l'ancienne.

L'art. **899** traite de l'exhérédation et déclare que cet acte de suprême sévérité devra être accompagné de toutes les formalités ordinaires du testament; dans l'ancienne loi, il suffisait que l'acte fût fait devant notaire. Aujourd'hui que nos lois sur les successions et les testaments sont si profondément modifiées, particulièrement en vertu du statut de 1801, il devient inutile de conserver les anciennes formalités par lesquelles un père pouvait déshériter son enfant; car dans le nouveau système de lois, il suffit qu'un testateur lègue tous ses biens à des étrangers, pour que de fait son enfant soit déshérité, et il peut le faire sans donner aucun motif de cette conduite. C'est donc avec raison qu'on a assimilé complétement aux testaments les actes d'exhérédation.

Les arts. **905** et **924** contiennent plusieurs changements utiles quant à la nomination des exécuteurs testamentaires. En vertu du premier de ces deux articles, le testateur peut non-seulement nommer ses exécuteurs testa-

mentaires, comme auparavant, mais de plus il peut pourvoir au mode de leur nomination et même à leur remplacement successif. Anciennement, cette faculté n'existait pas; aussi il arrivait que si les exécuteurs n'étaient pas nommés par le testament, ou si, après avoir été nommés, ils n'acceptaient pas, l'exécution du testament demeurait entièrement à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueillait la succession, ce qui pouvait avoir des inconvénients. Le second de ces deux articles contient une addition importante à l'ancienne loi. Il dit que si le testateur a voulu que la nomination ou le remplacement des exécuteurs testamentaires fût fait par les tribunaux ou par les juges, les pouvoirs à ces fins peuvent être exercés judiciairement en appelant tous les héritiers et légataires intéressés. Le même article règle de plus, que lorsque des exécuteurs et administrateurs testamentaires ont été nommés par le testament et que leur refus d'accepter, ou la cessation de leurs pouvoirs sans remplacement, ou que par des circonstances imprévues, il ne s'en trouve aucun, sans qu'il soit possible de pourvoir au remplacement d'après les termes du testament, alors les juges et les tribunaux peuvent également exercer les pouvoirs requis à cet effet, pourvu qu'il apparaisse de l'intention du testateur de faire continuer l'exécution et l'administration indépendamment du légataire ou de l'héritier. Cette dernière disposition est tout-à-fait nouvelle; car, par l'ancienne loi, les tribunaux et les juges ne pouvaient pas nommer d'exécuteurs testamentaires même quand le testateur en avait exprimé le désir dans son testament.

Sous l'ancienne loi, l'exécuteur testamentaire qui avait accepté sa charge, et cette acceptation se présumait assez facilement, ne pouvait plus y renoncer, à moins qu'il n'en résultât pour lui-même un préjudice grave. Aujourd'hui, en vertu de l'art. **911**, l'exécuteur testamentaire qui a accepté peut renoncer à sa charge avec l'autorisation du tribunal ou du juge; cette autorisation doit être accordée pour des causes légitimes et suffisantes, les héritiers et légataires, s'il y en a, étant présents ou dûment appelés. L'article déclare que la divergence de vues sur l'exécution du testament entre quelqu'un d'eux et la majorité de ses co-exécuteurs, peut constituer une cause suffisante. L'art. **913** pourvoit à la plus facile exécution des testaments,

en déclarant qu'au cas d'absence de quelqu'un des exécuteurs testamentaires, ceux qui se trouvent sur les lieux peuvent agir seuls pour les actes conservatoires et ceux qui requièrent de la célérité. L'art. **917** fixe un point qui était douteux sous l'ancienne loi, et déclare que si, après avoir accepté, l'exécuteur testamentaire refuse ou néglige d'agir, s'il dissipe ou dilapide les biens ou exerce autrement ses fonctions de manière à autoriser la destitution dans le cas d'un tuteur, ou s'il est devenu incapable de remplir sa charge en quelque manière que ce soit, il peut être destitué par le tribunal compétent. Cette disposition très-sage est plutôt un article additionnel à l'ancienne loi qu'un changement.

Nous avons déjà mentionné plus haut le changement opéré par l'art. **924**; sur ce point, nous avons légèrement interverti l'ordre matériel pour suivre l'ordre logique des sujets.

Nous arrivons au titre *Des Substitutions*, et sur ce sujet l'art. **930** règle que les substitutions établies par des donations entrevifs, autres que les contrats de mariage, restent révocables par le donateur, nonobstant l'acceptation du grevé lui-même, tant que l'ouverture n'a pas eu lieu, à moins que l'acceptation de la substitution n'ait été faite par l'appelé ou pour lui, soit formellement, soit d'une manière équivalente, comme dans les donations en général. Anciennement, la révocation pouvait avoir lieu même après l'ouverture, pourvu que l'appelé n'eût pas encore accepté par lui-même ou par personne capable d'accepter pour lui. Cette acceptation devait aussi être plus formelle et plus explicite que pour les donations ordinaires. Le *Code* établit une règle uniforme pour tous les cas, et dorénavant, toute acceptation qui suffirait pour les donations en général, sera aussi suffisante pour les substitutions.

L'art. **932**, sur la durée des substitutions, remet notre loi telle qu'elle était en France avant le *Code Napoléon*. La substitution créée par un testament ou par une donation entrevifs ne pouvait, avant cette nouvelle législation, s'étendre à plus de deux degrés outre l'institué. Telle aurait toujours été la loi en Bas-Canada, suivant quelques jurisconsultes, si l'acte de 1801 n'avait introduit une faculté illimitée de tester, et, en conséquence, donné aux testateurs le droit d'établir des substitutions perpétuelles. Aussi, les

codificateurs avaient-ils dit, en exprimant ce qui, suivant leur opinion, était la loi actuelle : "La limite quant au " nombre de degrés a été abolie par l'introduction de la " liberté de tester." En expliquant cet article, ils disaient que l'origine tout à fait anglaise de la liberté absolue de tester, et l'existence en Angleterre de la faculté de substituer à perpétuité, les avaient portés à penser, mais non sans quelque doute, que la limitation à trois degrés qui recueillent, établie par les anciennes ordonnances, se trouvait abolie. Pour l'avenir, ils ont adopté l'esprit de la nouvelle législation si défavorable aux substitutions, et ont déclaré que toute substitution, qu'elle soit créée par un testament ou par une donation entrevifs, ne pourra s'étendre à plus de deux degrés, outre l'institué.

L'art. **954** introduit un amendement qui compromet beaucoup les priviléges de la femme. Sous l'ancienne loi, une propriété substituée était soumise au recours subsidiaire qu'avait droit d'exercer la femme de l'appelé pour le recouvrement de son douaire ou de sa dot. Cette disposition était fondée sur la présomption fort douteuse que la substitution était faite plutôt pour l'avantage du grevé que pour celui de l'appelé, et que par conséquent le testateur voulait plutôt favoriser les intérêts matrimoniaux du premier que ceux du dernier. Aujourd'hui, ces suppositions ne sont plus possibles ; car l'appelé est toujours celui dont le testateur a l'avantage en vue. Telles sont les raisons en faveur de l'art. **954** qui déclare que la femme du grevé n'a pas de recours subsidiaire sur les biens substitués pour la sûreté de son douaire ou de sa dot.

L'art. **966** décide un point qui était anciennement douteux et renferme des dispositions additionnelles qui règlent des questions considérées comme indécises dans la loi française. Il déclare que si le grevé est débiteur ou créancier du substituant, et a, par son acceptation en qualité d'héritier ou de légataire universel ou à titre universel, fait confusion en sa personne de sa dette ou de sa créance, cette dette ou cette créance revit entre l'appelé et le grevé ou ses héritiers, lors de la restitution des biens substitués, nonobstant cette confusion considérée comme temporaire, sauf les intérêts jusqu'à l'ouverture pour lesquels la confusion subsiste. De plus, le grevé ou ses héritiers ont droit à la séparation des patrimoines dans

l'exercice de leur créance, et ils peuvent retenir les biens jusqu'au paiement.

L'art. **972** contient une disposition importante au sujet de la prohibition d'aliéner. Par les lois françaises, cette prohibition ne produisait aucun effet à moins qu'elle ne fût faite en faveur de quelque personne, ou pour établir un droit de retour, ou qu'elle fût rattachée à quelque disposition ou à un motif suffisant et apparent, ou bien sous peine de nullité ou de quelqu'autre peine. Désormais, il n'en sera plus ainsi ; et quoique le motif de la prohibition d'aliéner ne soit pas exprimé, et qu'elle ne soit pas en termes de nullité ou sous quelqu'autre peine, la volonté du disposant suffit pour y donner effet, à moins que les expressions ne se bornent évidemment à un simple conseil. De plus, lorsqu'il n'y a pas de motif exprimé, la prohibition est interprétée comme constituant un droit de retour en faveur du disposant et de ses héritiers. Cette modification dans la loi est une conséquence logique de la liberté illimitée de tester accordée par les actes de 1774 et de 1801 ; l'ancienne disposition constituait une anomalie dans notre droit. L'art. **972** tend à rendre uniformes nos lois sur les testaments.

L'art. **981** contient une règle additionnelle à la loi anciennement en force. Il déclare que les prohibitions d'aliéner, quoique non accompagnées de substitution, doivent être enregistrées, même quant aux biens meubles, tout comme les substitutions. Est tenu de faire effectuer cet enregistrement celui auquel la prohibition d'aliéner est faite ou son mari, si c'est une femme, ou le tuteur ou curateur, s'il s'agit d'un mineur ou d'un interdit.

Nous avons déjà noté les changements apportés par le *Code* dans la loi concernant les obligations contractées au nom des mineurs par ceux qui ont le droit de le faire, après avoir suivi les formalités imposées par la loi. Le *Code* s'efforce d'établir sur ce point une législation uniforme pour tous les cas, en rendant les mineurs non recevables à revenir contre les actes faits en leur nom par des personnes dûment assistées par un conseil de famille et autorisées par le tribunal ou le juge. La nouvelle législation considère les mineurs suffisamment protégés par toutes ces formalités sans l'accomplissement desquelles on ne peut toucher à leurs droits, ni affecter leurs intérêts ; la

prudence et la bonne foi des tuteurs ou des curateurs sont aussi présumées, et, du reste, les mineurs conservent un recours contre leurs représentants.

L'art. **1006**, le premier que nous ayons à mentionner dans le titre *Des Obligations*, nous présente un nouvel exemple de l'application de ce système dans notre nouvelle législation. Cet article règle que le mineur n'est pas restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage, quelle que soit la nature des avantages stipulés en son nom. Anciennement, le mineur pouvait revenir contre les stipulations de son contrat de mariage, quand les donations ou les autres avantages stipulés en son nom étaient excessifs. L'art. **1010**, continuant à appliquer le principe que nous venons de signaler, contient une disposition générale de la plus haute importance. Désormais, les mineurs n'ont plus droit à restitution, comme ils l'avaient en vertu de l'ancienne législation, pour cause de simple lésion dans leurs contrats faits par leurs tuteurs, ou par eux-mêmes avec l'autorisation de leurs tuteurs, même dans les cas de vente faite par autorité judiciaire sur avis de parents ; et le même changement est opéré quant aux interdits. De sorte que, en vertu de l'article cité, lorsque toutes les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour l'aliénation d'immeubles, soit pour un partage de succession, ont été remplies, ces contrats ou actes ont la même force et le même effet que s'ils étaient faits par des majeurs non interdits.

Nous avons déjà mentionné, en parlant de l'art. 751, le changement apporté dans la loi pour cause de lésion, en fait de succession. L'art. **1012** traite la même question quant aux contrats, et contient une disposition qui est d'une importance primordiale. En vertu de cet article, les majeurs ne peuvent plus être restitués contre leurs contrats pour cause de lésion, seulement. On sait qu'anciennement, les majeurs étaient restituables contre leurs contrats pour cause de lésion dans deux cas qu'il peut être utile de mentionner ici : 1o Dans les partages entre co-héritiers et co-propriétaires, lorsque la lésion excédait le quart de la juste valeur ; 2o dans les ventes d'immeubles, lorsque

la lésion excédait la moitié de la juste valeur, c'est-à-dire lorsque le prix stipulé était moindre que la moitié de la valeur de la propriété.

Mais le changement le plus considérable que le *Code* ait introduit au sujet des contrats et pour faciliter la libre transmission de la propriété, est celui contenu dans l'art. **1025** qui déclare que désormais le consentement seul suffit pour transférer la propriété, sans la tradition. Anciennement, le contrat de vente ne transférait que le *jus ad rem* et non pas le *jus in re.* Pour que la propriété fût transférée, il fallait qu'il y eut tradition. Les raisons qui ont engagé les commissaires à s'éloigner de ce système et à adopter un principe si contraire à l'ancienne législation sont exposées au long dans leur premier rapport. Ils ont préféré la règle du code français qui n'exige pas la tradition, à celle de l'ancienne législation, dont les règles compliquées et obscures ne servaient qu'à augmenter les procès. Cette loi existe en France depuis cinquante ans, et les cours l'ont toujours appliquée dans toute sa rigueur, malgré le langage vague de l'article du code. Il est certain, du reste, que la nouvelle règle est plus simple, plus commode, car elle évite le circuit d'actions et tend à diminuer les procès. Elle écarte aussi toutes les questions substiles et embarrassantes sur la tradition fictive et symbolique au moyen desquelles la jurisprudence, dans tous les pays où l'ancienne règle prévaut, s'est constamment efforcée de se soustraire à son opération. La loi nouvelle introduite dans le *Code Civil* avait été auparavant adoptée non-seulement par le *Code Napoléon*, mais encore par celui de la Louisiane, par ceux des différents états de l'Europe, et particulièrement en Angleterre par le statut impérial de 1856, ch. 60 et 97. Il serait déplacé, disent les commissaires, de s'arrêter sur les raisons qu'on peut faire valoir en faveur de l'une ou l'autre règle. Le sujet est discuté par plusieurs auteurs et particulièrement par Toullier. Il fait remonter l'origine de la loi qui exigeait la tradition aux circonstances d'une société totalement différente de celle de nos jours et en parle justement comme suit : " On tirait de ce principe " erroné des conséquences d'une injustice frappante. Pour " éluder ces conséquences, on avait imaginé des traditions " feintes et symboliques qui rendaient rares l'application

" d'un principe dont on reconnaissait l'injustice sans oser " l'abandonner."

La tradition n'est donc plus requise. Tel est aujourd'hui le principe en force. L'art. **1027** règle l'application de ce principe quant aux tiers, et déclare qu'il s'applique aussi bien à eux qu'aux parties contractantes, sauf, dans les contrats pour le transport d'immeubles, l'obligation de remplir les dispositions particulières contenues dans le *Code* quant à l'enregistrement des droits réels, et que nous indiquerons plus tard. Cette disposition est nouvelle et est entièrement dans l'intérêt des tiers. Le même article **1027** contient une autre disposition et règle le cas où quelqu'un s'oblige successivement envers deux personnes à livrer à chacune d'elles une même chose mobilière. Il règle que celle des deux qui sera en possession actuelle et de bonne foi aura la préférence et demeurera propriétaire, quand même son titre serait de date postérieure. Les raisons de cette modification sont la difficulté de suivre un meuble chez tous ses différents propriétaires, les inconvénients et la dépense qu'il y aurait à faire annuler les différentes transactions qui l'ont fait passer par différentes mains, et enfin les incertitudes et les embarras que cet état de choses répandrait dans le commerce.

L'art. **1040** déclare qu'aucun contrat ou paiement ne peut être déclaré nul en vertu de quelqu'une des dispositions du *Code*, à la poursuite d'un créancier individuellement, à moins que telle poursuite ne soit commencée avant l'expiration d'un an à compter du jour qu'il en a eu connaissance. Si la poursuite est faite par des syndics ou autres représentants des créanciers collectivement, elle devra être commencée dans l'année à compter du jour de leur nomination. Ce délai est nouveau.

L'art. **1047**, parlant de la réception d'une chose non due, change l'ancienne loi qui voulait que celui qui recevait, par erreur de droit ou de fait, ce qui ne lui était pas dû, fût obligé de le restituer, et s'il ne pouvait le restituer en nature, d'en payer la valeur avec les profits qu'il en avait perçus. Dorénavant, la personne qui a reçu la chose ne sera pas tenue de restituer les profits qu'elle en a tirés si elle est de bonne foi.

L'art. **1064** simplifie beaucoup la loi concernant le degré de soin qu'on doit donner, suivant les différents

contrats, à la chose appartenant à autrui. L'article, mettant de côté l'antique distinction entre faute lourde, faute légère et faute très-légère, déclare simplement que l'obligation de conserver la chose oblige celui qui en est chargé d'y apporter tous les soins d'un bon père de famille. Anciennement, cette obligation variait suivant la nature des différents contrats, dont les effets sous ce rapport étaient réglés par des lois spéciales.

L'art. **1069** contient une clause additionnelle à l'ancienne loi, et excepte les matières de commerce des règles ordinaires en fait de défaut ; il les soumet à la loi anglaise qui est beaucoup plus simple, et déclare que dans tout contrat d'une nature commerciale, où un terme est fixé pour l'accomplir, le débiteur est en demeure par le seul laps de temps.

Pour protéger de plus en plus l'intégrité des contrats, et en rendre l'exécution aussi rigoureuse que possible, l'art. **1076** ne permet plus aux tribunaux de réduire une somme fixée dans une convention comme dommages-intérêts pour l'inexécution de l'obligation ; au contraire, cette somme seule convenue d'avance, et nulle autre ni plus forte ni moindre, ne sera payée au créancier pour ses dommages-intérêts. Toutefois, si l'obligation a été exécutée en partie, au profit du créancier, et que le temps de l'entière exécution soit de peu d'importance, la somme stipulée peut être réduite, à moins que le contraire n'ait été stipulé.

L'art. **1101,** adoptant la règle du *Code Napoléon*, renverse complètement l'ancienne loi au sujet de la remise d'une dette par l'un de plusieurs créanciers solidaires. Anciennement, si l'un de ces créanciers faisait remise de la dette, le débiteur en était libéré en entier ; dorénavant, il n'en sera libéré que pour la part de ce créancier.

L'art. **1116** contient un changement qui est une suite de l'esprit général qu'on remarque dans le *Code* d'abréger le terme des prescriptions. Par la loi nouvelle, un créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arriérés ou intérêts de la dette, ne perd son recours solidaire que pour les arriérés ou intérêts échus, et non pour ceux à écheoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant dix ans consécutifs. Anciennement, il en fallait trente.

L'art. **1123,** dans le but de simplifier la loi et de la

rendre plus commode, et aussi pour éviter des dépenses inutiles, abolit l'ancienne règle en vertu de laquelle tous les cohéritiers du débiteur d'une obligation divisible, qui cependant devait être exécutée par un seul comme si elle était indivisible, devaient être poursuivis en même temps pour la faire exécuter. Il sera dorénavant suffisant de poursuivre celui des codébiteurs de qui dépend l'exécution de l'obligation, comme, par exemple, celui qui est en possession de la chose due, si l'objet de l'obligation est un corps certain; ou celui qui est seul chargé, lorsque par le titre de l'obligation l'un d'eux en est seul chargé; ou enfin, chacun des cohéritiers ou représentants légaux lorsqu'il résulte, soit de la nature du contrat, soit de la chose qui en est l'objet, soit de la fin qu'on s'y est proposée, que l'intention des parties a été que l'obligation ne pût s'exercer par parties.

L'art. **1135** contient, au sujet des obligations avec clause pénale, une disposition semblable à celle de l'art. 1076. Il déclare que le montant de la peine ne peut être réduit par le tribunal. Anciennement, celle-ci pouvait être réduite ou modifiée par le juge lorsqu'elle était excessive. Cependant, l'art. **1135** dit que si l'obligation principale a été exécutée en partie à l'avantage du créancier, et que le temps fixé pour l'exécution complète soit de peu d'importance, la peine peut être réduite, à moins qu'il n'y ait une convention spéciale au contraire. Comme l'on voit, cet article ressemble beaucoup à l'art. 1076; c'est en rédigeant des dispositions semblables sur des sujets analogues qu'on simplifie une loi et qu'on en rend l'opération commode, et l'intelligence facile. Nous croyons sincèrement que les codificateurs ont fait beaucoup d'efforts pour obtenir ce résultat. L'art. **1149** continuant à appliquer le même système, déclare que le tribunal ne peut plus, dans aucun cas, ordonner par son jugement, qu'une dette actuellement exigible sera payée par versements, sans le consentement du créancier. Anciennement, la cour de circuit et la cour des commissaires pouvaient, dans leur discrétion, ordonner qu'une somme due fût prélevée par versements.

L'art. **1155,** dans le but de favoriser les actes de transmission de propriété, déclare que dorénavant l'acte d'emprunt ou la quittance contenant une clause de subrogation ne devra plus nécessairement se faire devant notaires; la

présence de deux témoins qui signent sera suffisante. Mais cette subrogation faite devant témoins n'aura d'effet contre les tiers que du jour de leur enregistrement, qui doit se faire en la manière et suivant les règles prescrites pour l'enregistrement des hypothèques.

L'art. **1156**, dans le but de simplifier la loi, déclare que la subrogation aura lieu de plein droit par le seul effet de la loi et sans aucune demande, au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui paie un créancier auquel cet immeuble est hypothéqué, et aussi au profit de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu avec d'autres ou pour d'autres, et qu'il a intérêt d'acquitter. Par l'ancienne loi, il y avait des cas où la subrogation avait lieu de plein droit et d'autres où il fallait en faire la demande; le *Code Napoléon* a fait disparaître cette distinction en accordant de plein droit la subrogation dans tous les cas. Nos commissaires ont adopté cette manière de voir dans l'art. **1156.**

L'art. **1164** apporte dans l'ancienne loi un petit changement qui n'est pas d'une grande importance, mais qui tend à simplifier la loi. Il déclare que si, par les termes de l'obligation ou par la loi, le paiement doit être fait au domicile du débiteur, l'avis par écrit donné par lui au créancier qu'il est prêt à faire le paiement, aura le même effet que les offres réelles, pourvu que dans toute action qui sera ensuite instituée, le débiteur prouve qu'il avait alors entre ses mains la somme ou la chose due prête au temps et au lieu où elle était payable, et lorsqu'il a envoyé l'avis au créancier. Cette simple formalité remplacera pour bien des cas les anciennes offres réelles et à deniers découverts qu'il fallait faire ci-devant par l'entremise d'un notaire et aux frais du créancier.

L'art. **1186** tend à obliger de plus en plus les parties à remplir les obligations qu'elles se sont imposées. Il déclare que la somme que le créancier reçoit d'une caution, pour la libérer de son cautionnement, ne doit pas être imputée à la décharge du débiteur principal. Cette somme pourra être imputée à la décharge des autres créanciers, dans les cas où ils ont un recours contre la caution libérée et jusqu'à concurrence de tel recours. Par l'ancienne loi, ce que le créancier recevait d'une caution, pour la décharge de son cautionnement, devait être imputé sur la dette et tournait à la décharge du débiteur principal et des autres cautions,

à moins que la caution déchargée n'eût raison de craindre que le débiteur principal fût insolvable ou sur le point de le devenir.

L'art. **1208** apporte un changement considérable dans les formalités des actes faits devant notaires. L'ancienne loi exigeait qu'un acte authentique fût reçu par un notaire en présence d'un autre notaire qui signait avec lui, ou de deux témoins idoines. En réalité, ces conditions n'étaient presque jamais remplies dans la pratique : à la campagne particulièrement, un seul notaire recevait toujours les actes, soit que les parties fussent en état de signer ou non, puis, à des intervalles plus ou moins longs, il faisait contresigner par un confrère, absolument ignorant de leur contenu, tous les actes passés depuis la dernière visite ; et de son côté, il lui rendait le même service, sans prendre communication des actes qu'il certifiait. C'est ainsi que depuis de longues années en Bas-Canada, cette partie de la loi était respectée ; la lettre de la loi était bien observée, mais assurément son esprit ne l'était pas. La remarque que nous faisons ici est tellement vraie, qu'il est à la connaissance de tous que plusieurs notaires ayant négligé, pendant les dernières années de leur vie, de faire contresigner les actes qu'ils avaient reçus, les parties à ces actes, que cette informalité menaçait de blesser dans des intérêts souvent très-graves, ont dû faire passer des actes du parlement pour couvrir ce vice de forme et valider des contrats invalides par eux-mêmes suivant la loi ordinaire. C'est donc un changement plein de sagesse et tout-à-fait conforme aux usages du pays, que l'art. **1208** introduit dans la loi. Eu vertu de cet article, un seul notaire sera nécessaire pour recevoir un acte authentique quand toutes les parties savent signer ; quand toutes les parties ne pourront pas signer, il sera nécessaire, pour que l'acte soit authentique, qu'il soit reçu par un notaire en la présence actuelle d'un autre notaire ou d'un témoin qui signe. Ce témoin qui, par l'ancienne loi, était admis s'il n'avait que vingt ans, devra maintenant avoir au moins vingt et un ans ; ce changement est pour rendre la loi uniforme sur la capacité des témoins, et nous avons déjà indiqué plus haut les motifs très-raisonnables de cette modification. Les aubains pourront aussi servir de témoins aux actes notariés en vertu des raisons que nous avons déjà exposées.

La section qui traite de la preuve testimoniale apporte sur ce sujet plusieurs changements que les commissaires ont cru conformes à notre état de société. Ces changements, nécessités d'abord probablement par l'esprit mercantile et les exigences du commerce, ont dû être étendus ensuite aux affaires purement civiles, afin de mettre la loi uniforme sur ce sujet. Il est curieux de suivre les transformations successives que notre droit a subies sur ce point. En vertu de l'ordonnance de Moulins et de l'art. 2 de l'ordonnance de 1667, on ne pouvait prouver par témoins, excepté dans des cas exceptionnels, les choses d'une valeur de plus de cent francs. Par l'acte 10 et 11 Vict., chap. 11, s. 8, reproduit dans les Statuts Refondus du Bas-Canada, chap. 67, les dispositions de l'acte impérial 29 Charles II, intitulé : *Acte des fraudes*, sont déclarées s'appliquer dans le Bas-Canada à tous les contrats relatifs à la vente d'effets de la valeur de $48.66⅔ ou £10 sterling, dans certains cas énumérés à l'acte. Plus tard, par l'acte 23 Vict., chap. 57 (S. R. B. C., c. 82, s. 21), la preuve par témoins est déclarée admissible dans toutes matières n'excédant pas la somme de $25. Enfin, le *Code Civil*, par les arts. **1233**, **1235** et **1236**, fixe à $50 la valeur des choses qui pourront être prouvées par témoins. Les anciennes dispositions pour $48.63⅔ et $25.00 disparaissent donc de notre droit, et la loi fixée à $50 devient uniforme pour tous les cas.

Ce n'est pas le seul changement introduit dans la preuve par témoins. Suivant l'ancienne loi, lorsqu'une personne faisait plusieurs demandes, non fondées sur des écrits, et que chaque demande prise séparément était d'un montant moindre que $25, la preuve testimoniale n'en pouvait être admise si, réunies, ces différentes sommes en formaient une de plus de $25 ; même quoique les créances eussent différentes causes et différentes dates ; à moins toutefois qu'elles n'eussent leur origine dans des successions ou des donations venant de personnes différentes. Par l'art. **1237** non-seulement la somme qui admet la preuve testimoniale est changée, comme dans les autres cas, et fixée à $50 ; mais de plus l'ancienne règle du droit est complétement intervertie. De sorte que désormais, si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes, qui réunies forment une somme excèdant $50, la preuve

par témoins peut être admise, si ces créances procèdent de différentes causes ou ont été contractées à des époques différentes et étaient originairement chacune d'une somme moindre que $50.

Nous ne dirons rien du témoignage d'un seul témoin. Il y a longtemps que le vieux principe du droit romain, *testis unus testis nullus*, a été mis de côté dans notre législation. Le *Code Civil* reconnaît lui aussi le changement introduit il y a quelques années dans nos lois, et l'art. **1230** déclare que le témoignage d'un seul témoin est suffisant dans tous les cas où la preuve testimoniale est admise, même lorsqu'il s'agit de prouver une convention. Sur ce point le *Code* va plus loin que le statut (S. R. B. C., c. 82, s. 16), qui ne permettait de prouver un fait par un seul témoin qu'en matières d'enquêtes.

L'art. **1253** est une conséquence des changements introduits par l'art. 1112 que nous avons signalés plus haut. Il déclare que si dans une cause le serment décisoire est déféré au débiteur par l'un des créanciers solidaires, il ne profite à celui-ci que pour la part de ce créancier; anciennement, il déchargeait le débiteur de la dette entière. Cette nouvelle disposition est cependant soumise aux règles spéciales concernant les sociétés commerciales.

Nous sommes arrivés au titre *Des conventions matrimoniales*, etc., qui apporte d'assez notables changements dans l'ancienne législation. Le premier que nous rencontrons en parcourant les pages du *Code*, concerne le don mutuel d'usufruit, qui devient aboli par l'art. **1265.** De sorte que, désormais, il ne pourra plus être fait, après le mariage, aucun changement aux conventions matrimoniales, pas même, comme nous venons de le dire, par don mutuel d'usufruit. Ce don mutuel était, dans l'ancien droit, une donation égale et réciproque que se faisaient les époux pendant le mariage, par acte entrevifs et irrévocable, de la jouissance des biens de leur communauté. Cette donation était en faveur du survivant, à défaut d'enfant de l'un et de l'autre des époux, à certaines charges déterminées par la loi ou par les conventions des parties. Elle ne pourra plus désormais avoir lieu ; du reste, depuis longtemps elle était tombée en désuétude ; la liberté illimitée de disposer de ses biens par testament l'avait avantageusement remplacée, en accordant aux époux un moyen beaucoup plus

simple et beaucoup plus commode de s'avantager mutuellement.

L'art. **1267** augmente considérablement le pouvoir de contracter du mineur. Il lui permet, lorsqu'il est habile à contracter mariage, de consentir par le contrat de mariage, en faveur de son futur conjoint et des enfants à naître, toutes conventions et donations dont ce contrat est susceptible, pourvu qu'il y soit assisté de son tuteur, s'il en a un, et des autres personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage. Quant aux avantages qu'il y fait à des tiers, ils suivent les règles applicables aux mineurs en général. Ces dispositions sont plutôt des additions imitées du *Code Napoléon* que des amendements à notre ancien droit. En effet, l'art. 1398 du *Code Napoléon* permet au mineur, qui ne doit pas toujours être assisté de son tuteur, de faire toutes les conventions, donations, etc., qu'il pourrait faire s'il était majeur; pourvu qu'il soit assisté au contrat de ceux dont le consentement est requis pour la validité du mariage. D'après notre ancien droit, au contraire, le mineur ne pouvait faire entrer dans la communauté qu'une certaine portion de ses biens, et n'avantager son conjoint que dans certaines proportions réglées par l'usage et les circonstances des parties. Les codificateurs, tout en s'écartant de l'ancienne législation, n'ont pas cru devoir aller aussi loin que le *Code Napoléon* dans la puissance donnée au mineur. Entre les deux systèmes, ils ont adopté un terme moyen. Ainsi ils requièrent l'assistance du tuteur dans tous les cas; le *Code Napoléon*, au contraire, ne l'exige que lorsque son consentement est nécessaire au mariage.

L'art. **1269** déclare que la communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour de la célébration du mariage, et qu'on ne peut pas stipuler qu'elle commencera à une autre époque. Sous l'ancien régime, Pothier nous dit qu'on pouvait stipuler dans son contrat de mariage, que la communauté commencerait après le mariage, mais non pas avant. Le *Code Napoléon* a le premier changé cette disposition, et a déclaré nulle toute stipulation tendant à faire commencer la communauté à un autre jour que celui du mariage. Le *Code Civil* adopte sagement cette disposition, beaucoup plus conforme assuré-

ment que toute autre à la nature de la société formée par la communauté entre les conjoints.

L'art. **1297** contient un changement important, mais qui n'est cependant qu'une suite de certaines dispositions introduites dans des articles précédents. Sous l'ancien droit, la femme mariée, quelqu'incapable qu'elle fût généralement de s'obliger seule, pouvait cependant le faire, sans l'autorisation maritale ou judiciaire, et même engager les biens de la communauté, pour tirer son mari de prison ou pour l'établissement de leurs enfants communs, en cas d'absence du mari. Désormais, elle ne pourra plus faire ces actes de suprême nécessité sans y être autorisée par justice. Cette disposition est une suite d'un article précédent qui permet à la femme de demander l'autorisation du juge même lorsqu'elle ne peut demander celle du mari ; puisqu'il est toujours possible à la femme de se faire autoriser par le tribunal, quand elle ne peut l'être par son mari, les codificateurs n'ont pas cru devoir dispenser la femme d'une formalité aussi facile, même pour les deux cas mentionnés. Sous l'ancienne loi, comme il fallait que la femme s'adressât d'abord à son mari avant d'obtenir l'autorisation du tribunal, qui ne la lui accordait que lorsque le mari refusait de la donner ou était dans l'impossibilité de la donner, on avait sagement permis à la femme de s'obliger et d'engager les biens de la communauté, quoiqu'elle ne fût pas revêtue de l'autorisation maritale ou judiciaire, quand il s'agissait de tirer son mari de prison ou de pourvoir à l'établissement des enfants communs. Cette raison spéciale n'existant plus, et la femme pouvant toujours se faire autoriser par le tribunal, l'art. **1297** rend la loi simple et uniforme sur le sujet des capacités et incapacités de la femme mariée.

L'art. **1313** contient une addition plutôt qu'un changement à la loi actuelle ; il déclare qu'un jugement en séparation de biens est sans valeur à l'égard des tiers, à moins qu'il ne soit inscrit par le protonotaire ou greffier sur un tableau tenu à cet effet et affiché dans le greffe du tribunal qui a rendu ce jugement. Cette disposition, imitée du *Code Napoléon*, a pour but de protéger les tiers dont les intérêts sont quelquefois compromis par ces séparations, qui souvent s'obtiennent très-promptement et avant que le public puisse facilement en avoir connaissance.

L'art. **1341** applique à un autre cas les principes déjà établis à l'art. 301 et ailleurs, de manière à rendre irrévocable toute transaction ou tout acte accompli par le mineur avec les formalités voulues par la loi. L'art. 301 a appliqué cette règle au cas où il s'agit d'accepter une succession ou d'y renoncer; l'art. **1341** y soumet aussi l'acceptation de la communauté. Sous l'ancienne loi, la femme mineure était toujours restituable contre l'acceptation tacite ou expresse qu'elle avait faite de la communauté, lorsqu'elle lui était défavorable. Dorénavant, en vertu de l'art. **1341**, si la femme est mineure, elle ne pourra accepter la communauté qu'avec l'assistance de son curateur, et l'autorisation du juge, sur avis du conseil de famille; mais accompagnée de ces formalités, l'acceptation est irrévocable et a le même effet que si la femme eût été majeure. Le principe de l'irrévocabilité des actes du mineur dûment assisté ayant été une fois posé, le *Code* devait nécessairement continuer de marcher dans cette voie et appliquer à tous les cas la nouvelle loi qu'il promulguait. Il résulte donc de cette disposition que le curateur de la femme ne peut plus, comme par le passé, accepter seul pour elle la communauté; il faut qu'il soit assisté de l'autorisation du juge et de celle des parents; mais avec ces formalités, l'acceptation qu'il fera sera absolue et liera la femme mineure, tout comme si elle l'eût faite elle-même en majorité.

L'art. **1342** adopte un changement introduit par le *Code Napoléon* dans le droit français, et ordonne que l'inventaire qui doit être fait par la femme survivante, sera dressé devant notaire, en minute, et clos en justice de la manière requise par l'art. 1324 pour empêcher la continuation de communauté. C'est là une disposition nouvelle imitée du *Code Napoléon;* l'ancien droit, par la Coutume de Paris, art. 237, n'exigeait la clôture de l'inventaire en justice que lorsqu'il s'agissait d'empêcher la continuation de communauté et non quand la femme l'acceptait. Les codificateurs ont cru devoir mettre la loi uniforme dans les deux cas, attendu que les deux actes, la renonciation à la communauté et sa continuation, sont également importants et intéressent au même degré les parties.

L'art. **1380** introduit dans notre droit une légère modification qui semble conforme aux idées de convenance

et de délicatesse de notre temps. Il permet à la femme, qui renonce à la communauté, de retenir les hardes et le linge nécessaires à son usage personnel avec ses bijoux de noces, ce que le *Code* appelle "*les gages et dons nuptiaux.*" D'après l'ancienne loi, elle ne pouvait réclamer qu'un seul habillement ; tous les autres, même ceux dont elle se servait, étaient laissés à la communauté. Les commissaires, en expliquant l'amendement qu'ils ont proposé et qui est aujourd'hui la loi, nous disent qu'ils ont trouvé cette disposition dure et presque révoltante. Ils l'ont donc modifiée, sans cependant aller aussi loin que le *Code Napoléon*, qui permet tacitement à la femme de garder tous ses bijoux, souvent acquis à même les deniers de la communauté, et qui quelquefois peuvent être d'un grand prix. Pour ces motifs, nos commissaires n'ont pas voulu les enlever à la communauté dont ils proviennent et dont ils doivent former partie ; mais cette considération n'existant pas pour ses présents et gages nuptiaux, l'art. **1380** lui permet de les garder. Cette disposition est appuyée sur un sentiment de haute convenance et de profonde justice, qui ne permettent pas qu'on enlève à la femme les cadeaux qu'elle a reçus à l'occasion de son mariage.

L'art. **1389** ajoute à l'ancienne loi une disposition nouvelle mais non contraire, et qui a semblé aux codificateurs juste et conforme aux principes. Cet article déclare que lorsque, dans le contrat de mariage des époux, il y a une clause de réalisation, le mobilier qui écheoit à chacun des conjoints pendant le mariage doit être constaté par un inventaire ou par quelqu'autre acte d'une égale valeur. Pour ce qui regarde le mari, l'article adopte une disposition pénale introduite pas l'art. 1504 du *Code Napoléon* et déclare que le défaut de tel inventaire ou titre le rend non recevable à exercer la reprise des meubles qui lui sont échus pendant le mariage. Si, au contraire, il s'agit de la femme, la loi, prenant en considération la position dépendante dans laquelle elle se trouve, se montre moins sévère qu'à l'égard du mari, chef de la communauté. Il permet à la femme dans le cas d'une clause de réalisation, de prouver soit par titres, soit par témoins, ou même par commune renommée, le mobilier qui lui est échu pendant le mariage ; il l'exempte, par conséquent, de l'obligation de faire un inventaire ou autre acte équipollent.

Nous arrivons au titre *De la Vente* et nous trouvons dès le premier article une disposition qui change profondément les principes de notre ancien droit; toutefois, ce changement n'est qu'une conséquence de la clause mentionnée plus haut et qui déclare que la tradition n'est plus requise pour transférer la propriété d'une chose. L'art. **1472** définit la vente, un contrat par lequel une personne donne une chose à une autre, moyennant un prix en argent que celle-ci s'oblige de payer; ce contrat est parfait par le seul consentement des parties, quoique la chose ne soit pas encore livrée. La modification que fait cet article au sujet de la nécessité de la tradition, n'est que l'application au cas particulier de la vente du principe général posé par l'art. 1025. Ce n'est pas le seul changement qu'il apporte. Anciennement, la vente était un contrat par lequel une personne s'obligeait de donner à une autre la jouissance libre et paisible d'une chose, comme propriétaire, pour un prix en argent, etc. Aujourd'hui, ce n'est plus cela; le vendeur fait plus que s'obliger de procurer la jouissance d'une chose, il donne la chose elle-même. D'après l'ancien droit, la jouissance de la chose constituait l'objet du contrat; aujourd'hui, c'est la chose qui forme cet objet et qui se trouve transportée à l'acheteur, sans tradition, par le seul consentement des parties. Ces nouvelles dispositions soulèvent nécessairement bien des questions; le *Code* en a résolu une par une législation déduite naturellement des nouveaux principes qu'il a posés. Anciennement, une chose qui n'appartenait pas au vendeur, pouvait être vendue validement sans le consentement du propriétaire. Il est vrai, dit Pothier, que celui qui vend la chose d'autrui ne peut pas, sans le consentement du propriétaire, transférer la propriété de cette chose qui ne lui appartient pas, selon cette règle de droit: *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet.* Mais, remarque le même auteur, le contrat de vente ne consiste pas dans la translation de la propriété de la chose vendue; il consiste dans la translation de la jouissance de cette chose. S'il devient impossible au vendeur de procurer cette jouissance comme il s'y est obligé, il est passible de dommages-intérêts pour l'inexécution d'une obligation valable. L'art. **1487,** corollaire de l'art. 1472, change ces principes et déclare que la vente d'une chose qui n'appartient pas au vendeur est nulle, sauf

certaines exceptions, dont l'une contenue en l'art. **1488**, est extrêmement importante, puisqu'elle excepte de cette disposition la vente en matière commerciale. De plus, lorsqu'ensuite le vendeur devient propriétaire de la chose, la vente est valide. Du reste, en cas de vente d'une chose n'appartenant pas au vendeur, l'acheteur peut recouvrer des dommages-intérêts du vendeur, s'il ignorait que la chose n'appartenait pas à ce dernier.

L'art. **1493**, continuant de développer les principes posés précédemment à l'art. 1025, déclare que l'obligation de livrer est remplie de la part du vendeur, lorsqu'il met l'acheteur en possession actuelle de la chose, ou consent qu'il en prenne possession, tous obstacles en étant écartés. Dans l'ancien droit, il fallait que l'acheteur fût mis en possession corporelle de la chose, ou que les clefs ou les titres lui en fussent remis, ou qu'il fût en possession actuelle, etc. Les codificateurs n'ont été que conséquents avec eux-mêmes en mettant de côté ces conditions.

Les articles **1501, 1502** et **1503** modifient quelque peu l'ancienne loi touchant la vente d'immeubles avec indication de la contenance superficielle. Suivant l'ancien droit, il y avait deux espèces de cas qui demandaient l'application de règles différentes. La première était celle où il y avait différence entre la contenance déclarée et la contenance réelle, et où la vente était faite à tant la mesure; en ce cas, s'il y avait déficit, le vendeur devait faire une diminution correspondante sur le prix; et s'il y avait un excédant, l'acheteur était tenu de payer pour cet excédant ou de le remettre. La seconde espèce était celle où l'immeuble était vendu comme contenant une certaine superficie, moyennant un seul prix; le vendeur était alors tenu de réduire le prix suivant le déficit, mais il n'avait aucune réclamation à exercer contre l'acheteur en supplément de prix, s'il y avait un excédant. Les articles cités rétablissent l'uniformité dans la loi qui doit règler ces deux cas, et donnent au vendeur, en cas d'excédant, un droit correspondant à celui que possède l'acheteur en cas de déficit. En cas d'excédant, le vendeur aura droit à un supplément de prix, et en cas de déficit l'acheteur aura droit à une déduction. De plus, l'art. **1502** dit que si l'excédant ou le déficit est si considérable, eu égard à la quantité spécifiée, qu'on peut présumer que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il

l'avait su, il peut se désister de la vente et recouvrer du vendeur le prix, s'il a été payé, et les frais du contrat, sans préjudice dans tous les cas, à son recours en dommages-intérêts. L'art. **1503**, enfin, déclare que ces règles ne s'appliquent pas lorsqu'il est évident par les termes du contrat qu'on a voulu vendre une chose certaine et déterminée, sans égard à la contenance.

L'art. **1519** pose une nouvelle règle au sujet de la vente de propriétés chargées de servitudes non apparentes. Il dit que si un héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait déclaration lors de la vente, de servitudes non apparentes, assez importantes pour faire annuler la vente ou permettre à l'acheteur de réclamer une indemnité, celui-ci pourra intenter son action aussitôt qu'il aura été informé de l'existence de la servitude. D'après l'ancienne loi, il devait attendre qu'il fût troublé par l'exercice de la servitude. Cette nouvelle règle paraît plus en harmonie que l'ancienne avec la faculté accordée par nos statuts à l'acquéreur d'un héritage de retenir entre ses mains le prix de vente, lorsqu'il est troublé ou qu'il craint de l'être.

Les arts. **1536, 1537, 1538** apportent des changements importants dans le droit et la manière d'opérer la résolution de la vente par défaut de paiement du prix. Sous l'ancienne loi, le vendeur possédait le droit absolu de demander la résolution de la vente quand le vendeur ne payait pas le prix ; dorénavant, en vertu de l'art. **1536**, le vendeur ne pourra la demander que lorsqu'il y aura dans l'acte une stipulation spéciale à cet effet ; et en vertu de l'art. **2102**, cette stipulation même ne pourra avoir d'effet contre les tiers que lorsqu'elle aura été enregistrée. De plus, l'art. **1537** soumet l'exercice de ce droit, qui devient alors purement une affaire stipulée entre les parties, aux règles qui régissent le droit de réméré, et déclare qu'en tout cas ce droit doit être exercé dans les dix ans à compter de l'acte de vente. D'après l'ancienne manière de procéder, lorsque le vendeur demandait la résolution de la vente faute de paiement, l'acheteur était condamné à payer sous un certain délai ; et à défaut par lui de le faire, la résolution était prononcée par un second jugement. L'art. **1538** abolit ces lenteurs de procédure, et dit que le jugement de résolution de la vente faute de paiement sera pro-

noncé de suite, sans accorder aucun délai ultérieur pour le paiement ; néanmoins, l'acheteur pourra toujours payer le prix avec les intérêts et les frais de poursuite en tout temps avant que le jugement soit prononcé ; par là, il sera maintenu dans sa propriété. Comme l'on voit, toutes ces nouvelles dispositions tendent à affirmer les droits stipulés, afin que l'existence des contrats ne soit pas affectée par des droits qui n'y sont pas mentionnés, et que les intérêts des tiers, basés sur ces actes, soient protégés. Nous attirons l'attention du lecteur sur la ressemblance qui existe entre ces dispositions concernant la vente et celles que nous avons déjà signalées en parlant de l'article 816, à l'égard des donations entrevifs. Toutes ces modifications apportées dans notre ancienne loi [illegible]ent du même principe et nous imposent une législation uniforme.

Sous l'ancienne loi, le vendeur était censé avoir abandonné son droit de réclamer le prix, lorsqu'il demandait la résolution de la vente faute de paiement. L'art. **1542** change complétement cette disposition et dit que la demande du prix par une action ou autre procédé judiciaire, ne le prive pas du droit d'obtenir la résolution de la vente faute de paiement. Cette clause ne veut pas dire assurément que le vendeur peut obtenir l'un et l'autre ; du reste, les commissaires n'ont proposé cet article que comme déclarant la loi sur un point douteux.

L'art. **1544** déclare que dans la vente de choses mobilières, l'acheteur est tenu d'enlever les meubles au temps et au lieu où ils sont livrables. Jusqu'ici, l'article est conforme à l'ancien droit ; mais voici une disposition nouvelle. Si le prix n'en a pas été payé, la résolution de la vente a lieu de plein droit en faveur du vendeur, sans qu'il soit besoin d'une poursuite, après l'expiration du terme convenu pour l'enlèvement ; ou, s'il n'y a pas de convention à cet égard, après que l'acheteur a été mis en demeure de le faire, sans préjudice au droit du vendeur de réclamer des dommages-intérêts. Anciennement, il aurait fallu une demande judiciaire pour mettre l'acheteur en demeure. La nouvelle disposition est moins couteuse et plus expéditive.

Nous arrivons à plusieurs articles importants en ce qu'ils modifient beaucoup le droit de réméré. La première disposition, portée par l'art. **1548,** est quant au terme de la faculté de réméré ; anciennement, cette faculté était réglée

par les règles ordinaires de la prescription ; le *Code* déclare que la faculté de réméré ne peut être stipulée pour un terme excédant dix ans ; même, si elle est stipulée pour un terme plus long, elle est réduite à dix ans. Par l'art. **1549**, ce terme est de rigueur, et il ne peut être prolongé par le tribunal. De plus, en vertu de l'art. **1550**, faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acheteur demeure propriétaire irrévocable de la chose vendue. Anciennement, le droit de réméré n'était pas perdu par l'expiration du terme stipulé ; il subsistait jusqu'à ce que l'acheteur en fît prononcer la déchéance par un tribunal compétent. Enfin, par l'art. **1551**, le délai court contre toutes personnes, même contre les mineurs et autres déclarés incapables par la loi, sauf le recours que leur accorde la nouvelle législation et auquel ils peuvent avoir droit contre ceux qui auraient dû protéger leurs intérêts.

L'art. **1561** applique à la vente les règles concernant la rescision des contrats pour cause de lésion exposées aux arts. 1001 et 1012.

Nous trouvons encore dans l'art. **1570** une autre application du principe posé par le *Code* concernant la tradition en fait de vente. Cet article déclare que la vente des créances et droit d'action contre des tiers est parfaite entre le vendeur et l'acheteur, par l'exécution du titre, s'il est authentique, ou sa remise, s'il est sous seing privé. Il fallait, d'après l'ancien droit, opérer la tradition par la signification de l'acte de vente et la remise au débiteur d'une copie de cet acte.

Contrairement à l'esprit général du *Code*, l'art. **1579** contient une clause plus sévère et plus exigeante que la loi précédemment en force dans ce pays. Il veut que dans le cas de vente de droits successifs, sans spécification détaillée des biens dont ils se composent, celui qui vend soit tenu de garantir sa qualité d'héritier ; d'après l'ancien droit, il n'était tenu de garantir que l'existence de la succession.

L'art. **1596** applique au contrat d'échange les principes posés plus haut ; il déclare que l'échange s'opère par le seul consentement des parties ; comme dans la vente, la tradition n'est plus requise.

Au titre *Du Louage*, l'art. **1608** introduit dans l'ancienne loi un changement utile, qui est tout-à-fait con-

forme à la nature des choses et aux usages du pays. Il déclare que l'occupation d'une métairie ou fonds rural, sans bail, par simple tolérance du propriétaire, est considérée comme un bail annuel expirant au premier jour d'octobre. La Saint-Michel était le terme ordinaire pour l'expiration des baux de ferme; cependant, le statut fixait le premier mai comme terme d'expiration de tous les baux, soit de maison, soit de ferme. Cette règle générale était absurde; aussi le changement introduit par le *Code* est-il très-sage.

L'art. **1651** déclare que si le bail d'un fonds rural est fait pour deux années ou plus, le locataire ne peut demander aucune diminution du loyer, dans le cas où la récolte deviendrait perdue en totalité ou en grande partie, par cas fortuit ou par force majeure. D'après l'ancien droit, dans ces cas, le fermier était déchargé d'une partie proportionnelle du prix de location, à moins que la perte ne fût compensée par les récoltes des années précédentes. De plus, si la perte n'était pas compensée de cette manière, l'estimation en était faite, de même que la diminution du loyer, seulement à la fin du bail, en compulsant ensemble les récoltes pendant tout le temps de la jouissance. Du reste, le tribunal pouvait exempter le fermier du paiement du loyer provisoirement et jusqu'à ce que cette estimation pût se faire. M. McCord trouve la nouvelle règle plus simple, plus facile à appliquer et moins propre à engendrer des procès; mais assurément que l'ancienne loi était moins dure et plus favorable au locataire.

Nous trouvons au même titre trois articles qui tendent, comme plusieurs autres que nous avons déjà notés, à empêcher l'exercice de tous droits non stipulés dans les contrats entre les parties. La loi veut, par ces dispositions toutes nouvelles et uniformes entre elles, confirmer les droits acquis et décourager ceux qui, par l'ancienne loi, étaient présumés. Ainsi l'art. **1662** déclare que le locateur ne peut mettre fin au bail dans le but d'occuper lui-même les lieux loués, à moins que ce droit n'ait été expressément stipulé; et dans ce cas, le locateur ne peut donner congé au locataire qu'après trois mois d'avis, tel que réglé à l'art. 1657, à moins qu'il n'en soit autrement convenu. Anciennement, le locateur n'était tenu de donner qu'un avis d'un mois. Puis l'art. **1663** règle que le locataire ne peut, en vertu de l'aliénation de la chose louée, être expulsé avant

l'expiration du bail, par une personne qui devient propriétaire de la chose louée en vertu d'un titre consenti par le locateur, à moins que le bail ne contienne une stipulation à cet effet et n'ait été enregistré. Anciennement, la vente de la chose louée annulait la bail, et le locataire pouvait être expulsé, sauf son recours en dommages-intérêts contre son locateur. Dorénavant, en vertu de l'art. **1664,** le locataire ne pourra recouvrer des dommages-intérêts que lorsque ce droit lui aura été expressément réservé dans le bail.

L'art. **1690** contient une nouvelle disposition qui est une addition à l'ancienne loi, plutôt qu'un amendement. Il déclare qu'un architecte ou un entrepreneur qui se charge de construire à forfait un édifice ou autre ouvrage par marché, suivant plan et devis, ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de changement dans les plans et devis, ni sous celui d'augmentation de la main d'œuvre ou des matériaux, à moins que ces changements ou augmentations ne soient autorisés par écrit, et le prix arrêté avec le propriétaire. Cette disposition, imitée du *Code Napoléon*, et dont tous les commentateurs ont parlé avec louanges, empêchera probablement en ce pays une foule d'abus.

Au titre *Du Prêt*, l'art. **1766** applique à ce contrat la disposition générale de l'art. 1064 et déclare que l'emprunteur est tenu de veiller en bon père de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée. Anciennement, il était tenu de donner le plus grand soin à la chose prêtée et était responsable de la faute la plus légère. Et l'art. **1802,** continuant à appliquer le même principe à tous les contrats qui en sont susceptibles, dit, au titre *Du Dépôt*, que le dépositaire est tenu d'apporter à la garde de la chose déposée le soin d'un bon père de famille.

Au titre *De la Société*, l'art. **1848** déclare que lorsqu'il n'y a pas de stipulation relativement à la part de chaque associé dans les bénéfices et les pertes de la société, ils se partagent également. D'après l'ancienne loi, cette égale division n'avait lieu que dans les sociétés commerciales et dans le cas où la valeur de la contribution respective des associés en deniers, industrie ou autrement, n'était pas déclarée. Lorsque cette valeur était déclarée, elle réglait la proportion des parts. Le *Code* revient au principe du droit romain, sur l'égalité des parts, à défaut de stipula-

tion. Cet article a l'avantage de rendre la loi plus simple et uniforme sur ce sujet. L'art. **1879** fait quelques changements que les commissaires ont cru ressortir de l'intention du législateur qui a réglé, par le statut 12 Vict., c. 75, la question des changements dans les sociétés en commandite; M. McCord même dit que le *Code* corrige une erreur de ce statut. L'art. **1879** déclare que c'est le changement fait dans les noms du gérant, et non plus dans les noms des associés, comme le voulait l'ancienne loi, qui indique une dissolution de la société; les autres changements qui peuvent produire le même effet restent les mêmes. Les changements parmi les commanditaires n'intéressent pas le public, attendu que leur responsabilité est limitée à leur contribution, et que celle-ci peut être transportée.

L'art. **1906,** *Des rentes viagères,* fixe la loi sur un point qui était resté douteux. Il déclare que le contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui est, à l'insu des parties, attaquée d'une maladie dangereuse dont elle meurt dans les vingt jours de la date du contrat, ne produit aucun effet et le prix peut en être répété. Anciennement, il n'y avait pas de terme fixé, et cette incertitude avait des inconvénients et pouvait être une cause de procès. L'art. **1914** dit que lorsqu'un immeuble hypothéqué au paiement d'une rente viagère est vendu par décret forcé, ou autre procédure ayant le même effet, ou par acte volontaire suivi d'une confirmation de titre, les créanciers postérieurs ont droit de recevoir les deniers provenant de la vente en fournissant cautions suffisantes que la rente continuera d'être payée; et à défaut de telles cautions, le crédi-rentier a droit de toucher, suivant l'ordre de son hypothèque, une somme égale à la valeur de la rente au temps de la collocation. Anciennement, le crédi-rentier avait le choix ou d'être colloqué sur les deniers pour une somme égale à la valeur de la rente, ou de demander que les créanciers qui lui étaient postérieurs, fussent tenus de faire, sur les deniers qu'ils recevraient, un emploi pouvant produire un revenu suffisant pour lui assurer le paiement de sa rente, ou enfin de donner eux-mêmes cautions suffisantes pour en assurer la prestation, et alors ils en étaient tenus personnellement. L'art. **1915** indique un moyen nouveau et plus facile d'établir la valeur d'une

rente. Elle était anciennement estimée suivant l'âge et l'état de la santé de la personne sur la tête de laquelle elle était constituée ; ce mode était rempli de difficulté et d'incertitude ; outre les frais considérables qu'il pouvait entraîner. Au contraire, l'appréciation et la perfection atteintes par le système d'assurance sur la vie, et les tables préparées par les compagnies d'assurance pour calculer le degré de risque sur la vie, offraient un moyen facile d'établir la valeur des rentes viagères. L'art. **1915** l'a adopté, en déclarant que la valeur de la rente viagère est estimée au montant qui serait suffisant, au temps de la collocation, pour acquérir d'une compagnie d'assurance sur la vie une rente viagère de pareille somme.

L'art. **1923,** au titre *Des Transactions*, déclare que la transaction sur pièces, qui depuis ont été reconnues fausses, est entièrement nulle. Anciennement, elle n'était nulle qu'en autant qu'elle dépendait des pièces qu'on avait depuis reconnues fausses. M. McCord trouve cette nouvelle règle plus équitable et plus logique, parce que toutes les clauses d'une transaction reposent l'une sur l'autre, et chacune est une partie de la considération, sans laquelle, dans bien des cas, la transaction n'aurait pas eu lieu.

L'art. **1971,** au titre *Du Gage*, permet au créancier de stipuler qu'à défaut de paiement, il aura droit de garder le gage laissé par le débiteur ; mais il faut que ce droit ait été stipulé. Sous l'ancienne législation, une pareille convention était nulle et le créancier ne pouvait retenir le gage qu'après le jugement du tribunal, et suivant un prix convenu à cet effet. La règle du droit français était dans le but de prévenir des opérations usuraires, qu'elle défendait et repoussait complétement. Nos lois ne fixant aucune limite au taux de l'intérêt, les commissaires n'ont trouvé aucun motif légal pour décourager l'usure sous toutes ses formes.

Nous sommes arrivé au titre *Des Priviléges et Hypothèques*, qui contient peu de changements. Le premier toutefois, à signaler, est celui contenu dans l'art. **2003** et reproduit dans l'art. **2009,** qui dit que dans le cas de maladie chronique, le privilége pour les frais de dernière maladie n'a lieu que pour les frais pendant les derniers six mois qui ont précédé le décès. Sous l'ancienne loi, ce privilége était illimité et s'étendait en faveur de tous les frais de la

dernière maladie du défunt, quelque longue qu'elle eût été. Ce serait peut-être le cas de remarquer que dorénavant les médecins, apothicaires et garde-malades s'efforceront de ne pas faire languir leur patient pendant plus de six mois.

L'art. **2006** donne aux domestiques et engagés le droit d'être colloqués par préférence sur tous les biens meubles du défunt pour ce qui peut leur rester dû sur le salaire d'une année à compter du jour de la saisie ou du décès. Anciennement ce privilége était de deux ans échus au jour de la saisie. Quant aux commis, apprentis ou compagnons, leur préférence ne s'étend que pour un terme d'arrérages n'excédant pas trois mois. D'après l'ancienne loi ce terme était aussi de deux années.

L'art. **2011** contient une disposition qui n'était pas contenue dans le projet du *Code* et qui nous semble être nouvelle. Enumérant les cotisations et répartitions qui sont privilégiées sur les immeubles, il dit que le privilége pour cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères ou cimetières, dans les cas où l'immeuble ainsi cotisé a été acquis d'une personne qui ne professe pas la religion catholique, avant d'être assujetti à cette cotisation, ne prendra rang qu'après la créance du bailleur de fonds et tous les priviléges et hypothèques antérieurs à cette acquisition.

L'art. **2047** contient une disposition rétroactive, en ce qu'il déclare que, pour le passé, les hypothèques prendront rang entre les créanciers, suivant la priorité de leur date respective, lorsqu'aucune d'elles n'a été enregistrée conformément aux dispositions contenues au titre : *De l'Enregistrement des Droits Réels.* Mais pour l'avenir, cet article, ainsi que l'art **2130**, règle qu'aucune hypothèque n'a d'effet sans enregistrement : il n'y a d'exception qu'en faveur des compagnies d'assurance mutuelle pour la recouvrement des contributions des assurés.

Nous sommes rendu au titre *De l'Enregistrement des Droits Réels.* Ce titre contient une foule de changements importants qui tendent à rendre plus nécessaire la formalité de l'enregistrement. Tous sont introduits dans le but de protéger les tiers autant que possible. L'art. **2088** déclare que l'enregistrement d'un droit réel ne peut nuire à l'acquéreur d'un héritage qui alors, et avant la mise en force du *Code*, était en possession ouverte et publique à titre

de propriétaire, lors même que son titre n'aurait été enregistré que subséquemment : anciennement, en vertu du statut, une possession publique et ouverte équivalait à l'enregistrement. Par l'art. **2098,** en faisant enregistrer un testament il faudra aussi faire enregistrer une déclaration de la date du décès du testateur. Cette addition à la loi semble utile. De plus, en vertu du même article, tout acte entrevifs transférant la propriété d'un immeuble doit être enregistré. A défaut de cette formalité le titre d'acquisition ne peut être opposé au tiers qui a acquis le même immeuble du même vendeur, pour valeur et dont le titre est enregistré. L'enregistrement a le même effet entre deux donataires du même immeuble. L'art. **2100** déclare que le droit du vendeur, stipulé dans le contrat de vente, de reprendre l'immeuble vendu, faute de paiement du prix, n'affecte les tiers acquéreurs que quand l'acte de vente stipulant ce droit a été enregistré dans les trente jours. En vertu de l'art. **2101,** tout jugement prononçant la résolution d'un acte enregistré transférant la propriété, ou admettant le droit de réméré ou de révocation, doit être enregistré au long dans les trente jours après sa prononciation. Par l'art. **2102,** l'action en résolution de vente, faute de paiement du prix, tel que stipulé, ne peut être exercé contre les tiers, si la stipulation n'a pas été enregistrée, et il en est de même quant au droit de réméré. L'art. **2107** règle que les créances pour frais funéraires et frais de dernière maladie ne conservent leur privilége sur les immeubles, que s'il en est enregistré un bordereau énonçant la nature et le montant des créances et désignant les immeubles qui peuvent y être affectés, et cela dans les six mois du décès du débiteur.

Autre changement important. L'art. **2116** déclare que le droit au douaire coutumier légal n'est conservé que par l'enregistrement, non pas seulement du contrat de mariage, mais aussi de l'acte de célébration du mariage, avec une description des immeubles alors assujétis au douaire. Quant aux immeubles qui subséquemment pourraient échoir au mari et devenir sujets au douaire coutumier, le droit au douaire sur ces immeubles n'a d'effet que du jour de l'enregistrement d'une déclaration à cet effet. L'art. **2119** oblige tout notaire appelé à faire un inventaire, de voir à ce que les tutelles des mineurs et curatelles des in-

terdits, intéressés dans cet inventaire, soient dûment enregistrées, avant de procéder à l'inventaire, sous peine de tous dommages-intérêts. Par l'art. **2126**, la renonciation au douaire, à une succession, à un legs ou à une communauté de biens, ne peut être opposée aux tiers, si elle n'a pas été enregistrée au bureau d'enregistrement de la circonscription dans laquelle le droit s'est ouvert. De plus, en vertu de l'art. **2127**, toute cession ou transport, volontaire ou judiciaire, de créances privilégiées ou hypothécaires, doit être enregistré au bureau d'enregistrement où le titre créant la dette a été enregistré, et un double du certificat de l'enregistrement fourni au débiteur avec la copie du transport ; sans ces formalités, la cession est sans effet à l'égard d'un cessionnaire subséquent qui s'est conformé à ces prescriptions. Toute subrogation aux mêmes droits consentie par acte authentique ou sous seing-privé doit être également enregistrée et signifiée. Si la subrogation est acquise de plein droit, comme cela peut avoir lieu en vertu d'une stipulation, l'enregistrement s'en fait par la transcription de l'acte dont elle résulte, avec déclaration à cet effet. Il faut, enfin, faire mention du transport ou de la subrogation à la marge de l'entrée du titre constituant la dette et renvoyant au numéro de l'entrée du transport ou de la subrogation. L'art. **2128** exige que le bail d'immeubles pour un terme excédant un an soit enregistré pour pouvoir être invoqué à l'égard d'un tiers acquéreur ; et l'art. **2129** déclare que tout acte portant quittance de plus d'une année de loyer d'un immeuble payé par anticipation, ne peut être opposé à un tiers acquéreur, s'il n'a été enregistré avec désignation de l'immeuble. L'art. **2146** exige que toute demande pour la conservation d'intérêts ou d'arrérages de rente en indique le montant ainsi que le titre en vertu duquel ils sont dus, et soit accompagnée d'une déposition sous serment de la part du créancier, disant que le montant en est dû. L'ancienne loi ne requérait cette dernière formalité que lorsque l'acte n'était pas authentique ; le *Code* a cru devoir rendre la loi uniforme dans tous les cas, et l'affidavit est maintenant requis, que l'acte soit en forme authentique ou sous seing-privé. L'art. **2162**, après avoir dit dans quels registres seront inscrits les baux mentionnés en l'art. 2128 et les quittances anticipées des loyers, déclare que les dispositions d'après lesquelles

il est permis de faire les enregistrements à Montréal et à Québec dans des livres séparés, suivant une certaine classification, peuvent être étendues, par proclamation du gouverneur, à tout arrondissement contenant plus de cinquante mille âmes. L'art. **2175**, au sujet de l'obligation d'un propriétaire de terrains marqués au plan et livre de renvoi de déposer au bureau du commissaire des terres de la Couronne un plan et livre de renvoi certifiés par lui, quand il subdivise ses terrains en lots de ville ou de village, restreint cette obligation au cas où il divise son terrain en plus de six lots. L'art. **2178** oblige le registrateur de donner à tous ceux qui le requièrent, copie des actes enregistrés, mais en y faisant mention des cessions ou subrogations, outre les quittances et radiations exigées par l'ancienne législation, qui peuvent y être entrées en marge. Enfin, l'art. **2182** exige que le registre de présentation et l'index des immeubles soient authentiqués et légalisés de la même manière que le registre servant à l'enregistrement.

Toutes ces dispositions au sujet de l'enregistrement des droits réels, que nous venons d'énumérer très-brièvement, sont nouvelles dans notre législation. Elles rendent la formalité de l'enregistrement plus fréquemment nécessaire que sous l'ancienne loi, et elles lui donnent en même temps une importance qu'elle n'avait pas eue jusqu'ici. Ces innovations, d'après M. McCord, ont été faites dans le but de protéger les tiers, en donnant toute la publicité possible aux actes et aux réclamations qui peuvent affecter leurs droits.

Avant de signaler les changements que nous trouvons au titre *De la Prescription*, nous devons remarquer ici que les codificateurs ont eu à vaincre sur ce sujet peut-être plus de difficultés que dans toute autre partie de la législation, à cause du mélange de notre ancien droit avec le droit anglais en ce qui touche les matières commerciales. Pour surmonter ces difficultés, ils n'ont pas cru à propos d'exposer séparément d'après chaque système de lois les prescriptions particulières telles qu'on pouvait les inférer de notre jurisprudence et des dispositions législatives. Ils ont préféré fondre ensemble les deux corps de lois et en faire un résumé pratique, se rapprochant autant que possible de l'usage et de nos anciennes lois.

C'est ainsi que les arts. **2190** et **2191** empruntent

leurs dispositions à l'une et à l'autre législation. Sous notre ancien système de lois, la loi anglaise gouvernait les matières commerciales et elles étaient soumises à la loi du lieu où l'affaire avait été contractée ; tous les autres sujets étaient réglés par la loi française qui les soumettait à la loi du domicile du débiteur ou du possesseur. Quant à l'admissibilité d'une prescription acquise en tout ou en partie sous une loi étrangère, nous avions aussi deux genres de dispositions, suivant qu'il s'agissait d'une affaire commerciale ou civile. Les deux articles cités ci-dessus ont adopté une disposition uniforme pour toutes les acquisitions personnelles et les affaires de biens meubles en matières commerciales ou non. Le premier déclare que dans ces cas, l'on peut invoquer séparément ou cumulativement : 1°. La prescription entièrement acquise sous une loi différente, lorsque la cause d'action n'a pas pris naissance dans le Bas-Canada ou que la dette n'y a pas été stipulée payable, avant que le possesseur ou le débiteur y ait eu son domicile. 2°. La prescription entièrement acquise dans le Bas-Canada, à compter de l'échéance de l'obligation, lorsque la cause d'action y a pris naissance ou que la dette y a été stipulée payable, ou que le débiteur y avait son domicile à l'époque de cette échéance ; et dans les autres cas à compter de l'acquisition de ce domicile par le débiteur ou le possesseur. 3°. La prescription résultant de temps successifs écoulés dans les cas des deux paragraphes précédents, lorsque le temps écoulé sous la loi différente a précédé. L'art. **2191** déclare que les prescriptions qui ont commencé à courir sous les lois du Bas-Canada doivent être parachevées conformément aux mêmes lois, sans préjudice au droit d'invoquer celles qui s'étaient auparavant accomplies sous une loi différente, ou les temps combinés d'après l'une et l'autre loi ; conformément à l'article précédent.

L'art. **2198** déclare que, dans les cas de possession violente ou clandestine, la possession utile à la prescription commence à courir lorsque le vice a cessé. Cette disposition est nouvelle, en ce que sous l'ancien droit le vice provenant de la possession violente ou clandestine ne se couvrait pas en faveur de celui qui avait commis la violence ou possédé clandestinement, ou en faveur de ses successeurs à titre universel, par la cessation de la violence ou de la clandestinité. Cependant le même article déclare

que le voleur et ses héritiers à titre universel ne peuvent, par aucun temps, prescrire la chose volée. Quant à ses successeurs à titre particulier, la loi reste la même.

En vertu de l'art. **2202**, la bonne foi dans la possession se présume toujours; l'ancienne loi ne présumait la bonne foi que lorsque la possession était accompagnée d'un titre. Ce changement est fait dans la vue d'éloigner les doutes et les restrictions; suivant la règle que l'on rencontre dans tout le *Code*, que la fraude ou la mauvaise foi doit toujours être prouvée.

En s'efforçant de simplifier les lois, le *Code* a cru devoir abréger dans bien des cas le terme de prescription; il a cru que les absents n'avaient plus besoin de dix ans de grâce, à cause des nombreux moyens de communication avec toutes les parties du monde que nous avons de nos jours. L'absence seule ne constitue plus une cause de suspension. Les grandes facilités de communication qui existent maintenant entre les différents pays, rendent inexacte la présomption de l'impossibilité d'agir que l'ancienne loi fondait sur l'absence seule, au moins pour un certain temps. Pour ces motifs, le *Code* introduit dans le terme nécessaire pour prescrire, plusieurs changements que nous allons indiquer immédiatement pour plus de clarté, quoique par là il faille nous écarter légèrement de l'ordre des articles. Le premier est à l'art. **2206**, qui déclare que les tiers acquéreurs de bonne foi, avec un titre translatif de propriété, peuvent prescrire par dix ans, soit entre présents, soit entre absents, contre le propriétaire durant le démembrement de la précarité. Le second est à l'art. **2251**, qui dit que celui qui acquiert de bonne foi et par titre translatif de propriété, un immeuble corporel, se libère de toutes les charges par une possession utile de dix ans en vertu de ce titre; il fallait vingt ans anciennement, lorsque le propriétaire ou le créancier était absent. En vertu de l'art. **2252**, le tiers acquéreur de rentes avec titre et bonne foi acquiert le capital par une prescription de dix ans au moyen d'une jouissance exempte de vices, contre le créancier qui a entièrement manqué de jouir et négligé d'agir durant le temps requis, qu'il soit absent ou présent. Par l'art. **2254**, le titre nul par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix ans; il n'est plus question ici de la prescription de vingt ans contre absent, qui n'existe plus.

D

Il faut faire la même remarque à l'art. **2255**, au sujet de la renonciation ou de l'interruption dans la prescription de dix ans, qui ne peut recommencer à s'accomplir que par trente ans ; à l'art. **2256** et à l'art. **2257**, qui substituent dans des cas particuliers le terme uniforme de dix ans, à celui qui variait dans l'ancienne loi de dix à vingt ans, suivant que le créancier était présent ou absent.

L'art. **2207**, parlant de la prescription dans les cas de substitution, promulgue une disposition nouvelle en permettant à la prescription de courir contre l'appelé avant l'ouverture du droit, en faveur des tiers, à moins qu'il ne soit protégé comme mineur ou autrement ; mais l'appelé a le bénéfice d'une action en interruption pour arrêter cette prescription. On sait qu'anciennement l'appelé était à l'abri de la prescription des tiers avant l'ouverture de la substitution.

L'art. **2218** déclare que la prescription acquisitive des immeubles corporels non réputés choses sacrées, et la prescription libératoire qui se rapporte au fonds des rentes et redevances, aux legs, aux droits d'hypothèques, ont lieu contre l'Eglise de la même manière que contre les particuliers. Anciennement la prescription n'avait lieu qu'au bout de quarante ans et la bonne foi était requise durant tout le temps de la possession sans titre ; quant au tiers acquéreur et à l'acquéreur immédiat, il suffit que leur bonne foi ait existé lors de l'acquisition, et non pendant les quarante ans. Aujourd'hui, en vertu du même article, les acquéreurs avec titre et bonne foi prescrivent par dix ans. Du reste, la prescription acquisitive des meubles corporels non sacrés et les autres prescriptions libératoires, y compris celle des sommes en capital, ont lieu contre l'Eglise comme entre particuliers : anciennement il fallait quarante ans, avec bonne foi durant tout ce temps.

L'art. **2219** décide un point contesté, par une disposition que bien des personnes considéreront comme nouvelle, quoiqu'elle ne soit pas donnée comme telle dans le *Code*. L'article, tout en admettant que la dîme est portable et non quérable, déclare cependant que les arrérages n'en peuvent être demandés que pour une année. Plusieurs de nos jurisconsultes les plus distingués ont pensé que le curé pouvait exiger vingt-neuf années d'arrérages de dîme, et c'est l'opinion que Mgr. Désautels adopte et soutient avec

beaucoup de science et de talent, dans son *Manuel des Curés.* (1) Ce n'est pas le lieu pour nous de discuter l'article du *Code;* nous dirons seulement que sous l'ancienne loi cette question était fort controversée, et la jurisprudence nous offre sur ce point des décisions contradictoires. Aujourd'hui la difficulté est tranchée et les curés sauront quelle conduite ils devront adopter, s'ils ne veulent pas perdre leurs droits.

L'art. **2232,** auquel se rapporte l'art. **2269,** explique et limite l'application de la règle du droit romain : *contra non valentem agere non currit prescriptio.* Il déclare que la prescription n'est suspendue que contre les personnes qui sont dans l'impossibilité absolue en droit ou en fait d'agir par elles-mêmes ou par d'autres : l'anciennne loi n'en exemptait que les personnes incapables d'agir par elles-mêmes. De plus la prescription ne court pas, même en faveur des tiers acquéreurs, contre ceux qui ne sont pas nés, ni contre les mineurs, les idiots, les furieux et les insensés pourvus ou non de curateur ou de tuteur. Cependant ces personnes sont soumises aux prescriptions de trente ans, autres que celles en faveur des tiers acquéreurs et celles en cas de rescision de contrats, sauf recours contre les tuteurs ou curateurs. Ceux qui ont un conseil judiciaire et l'interdit pour cause de prodigalité ne sont pas sujets à ces dispositions. De plus, la prescription court contre les absents comme contre les présents et dans le même temps ; excepté ce qui concerne l'envoyé en possession définitive, qui ne commence à prescrire qu'au retour de l'absent ou à son décès connu ou légalement présumé (art. 2203) ; anciennement l'absent n'était pas sujet à la prescription, parce que la loi le considérait dans l'impossibilité d'agir.

L'art. **2240** applique à toutes les prescriptions la règle uniforme qui ne concernait anciennement que les prescriptions brièves ; elles se comptent par jours et non par heures ; elles sont acquises lorsque le dernier jour du terme est accompli, et le jour où elles ont commencé n'est pas compté. L'art. **2245** abolit la prescription centenaire ou immémoriale et déclare que la prescription trentennaire aura dans tous les cas les mêmes effets ; et l'art. **2270** applique cette disposition même aux prescriptions commencées

(1) P. 90.

avant la promulgation du *Code*, qui pourront s'accomplir comme si elles n'avaient été que trentennaires. L'art. **2246** permet, contrairement à l'ancienne loi, d'opposer en compensation toutes espèces de créances, même commerciales, quoiqu'elles soient prescrites, pourvu que la compensation ait eu lieu avant la prescription. Par cette dernière condition le *Code* atteint le même but que l'ancienne loi, et empêche un débiteur de mauvaise foi de se libérer de ses dettes, en opposant des créances prescrites qu'il a achetées. En vertu de l'article cité, une telle compensation n'aurait aucune valeur, car elle n'aurait pas produit son effet avant l'échéance de la prescription; de plus, les dettes commerciales sont régies par les mêmes règles que toutes les autres. L'art. **2248** déclare que le terme de dix ans apposé par la loi, ou le terme plus court fixé par la convention, à la faculté de réméré est de toute rigueur, sans qu'aucune prescription soit requise. Anciennement le droit de réméré stipulé sans terme se prescrivait par trente ans. Il en est de même du terme apposé au droit du vendeur de rentrer dans l'immeuble faute de paiement du prix, qui precédemment se prescrivait par le même délai, et qui dorénavant subira les dispositions de l'art. **2248.**

L'art. **2250** établit une prescription uniforme de cinq ans contre tous arrérages de rentes, même viagères, ceux de l'intérêt, ceux des loyers et fermages et en général contre tous arrérages de fruits naturels ou civils, à l'exception de ce qui est dû à Sa Majesté. Les rentes constituées, les arrérages d'usufruit et généralement les prestations périodiques, sous l'ancienne loi, étaient soumis à cette prescription; mais les autres arrérages n'étaient prescrits que par trente ans.

L'art. **2260** énumère les actions qui seront dorénavant prescrites par cinq ans. Nous allons mentionner celles qui subissent des changements: 1o L'action des notaires pour services professionnels; anciennement il n'y avait pas d'autre limitation que la prescription générale de trente ans. 2o L'action contre les notaires, avocats et autres dépositaires en vertu de la loi, pour la remise des pièces qui leur sont confiées, à compter de la réception lorsque ces titres n'ont pas servi. Sous l'ancienne loi, cette action était prescrite par cinq ans à compter de la fin des procédés, quand ils avaient servi; mais seulement par dix ans

depuis leur réception, lorsqu'ils n'avaient pas été produits, ou que les procédés n'avaient pas eu de fin. 3o Toute action d'une nature commerciale, billets, lettres de change, comptes ou autres ; cette clause abolit l'ancienne prescription de six ans pour les comptes de commerce et les soumet à une règle uniforme. 4o Toute action pour ventes d'effets mobiliers, même entre non commerçants. 5o Toute action sur louage d'ouvrage et prix du travail soit manuel, professionnel ou intellectuel, et matériaux fournis, sauf certaines exceptions que nous allons énumérer; sous l'ancienne loi, ces actions auraient été prescrites par six ans ou par trente.

L'art. **2261** déclare prescriptible par deux ans l'action dans les cas suivants: 1o Pour séduction et frais de gésine; elle ne l'était anciennement que par cinq ans. 2o Pour dommages résultant de délits et quasi-délits, à défaut d'autres dispositions applicables; ces actions duraient auparavant six ans. 3o Pour salaires des employés non réputés domestiques, et dont l'engagement est pour une année ou plus; sous l'ancienne loi, ces actions n'étaient prescrites que par six ou trente ans, suivant qu'il s'agissait d'une affaire commerciale ou non. 4o Quant aux précepteurs et instituteurs, pour enseignement, y compris la nourriture et le logement par eux fournis ; anciennement la prescription arrivait au bout d'un an.

L'art. **2262** énumère les cas dans lesquels l'action se prescrit par un an: 1o Pour injures corporelles, sauf les cas réglés par des lois spéciales; l'ancienne loi exigeait trente ans. 2o. Pour gages des domestiques de maison ou de ferme, des commis de marchands et des autres employés dont l'engagement est pour moins d'une année. Les commis de marchands étaient anciennement soumis à la prescription de six ans, et les domestiques et autres employés avaient le droit d'exiger le salaire d'une année, outre l'année ou le mois courant, suivant qu'ils avaient été engagés au mois ou à l'année.

L'art. **2267** met fin à la question, si une prescription libératoire devait seulement établir une présomption de paiement ou éteindre complétement l'action. L'article non-seulement déclare que les prescriptions établies par les arts. 2250, 5260, 2261 et 2262 éteignent complétement la créance ; mais de plus aucune action ne peut être reçue

après l'expiration du temps fixé pour la prescription ; et le débiteur n'est pas même tenu de plaider à l'action, remarque M. Girouard. L'art. **2268** déclare que la prescription des meubles corporels a lieu par trois ans, à compter de la dépossession, en faveur du possesseur de bonne foi, même si cette dépossession a eu lieu par vol. Cette prescription peut en conséquence être invoquée par toute personne qui se trouve en possession actuelle de la chose trois ans après la dépossession de celui qui réclame le meuble comme sa propriété ; quoique le possesseur actuel ne l'ait pas possédée pendant trois ans, comme l'exigeait l'ancienne loi. Dans ce dernier système, il était difficile et souvent impossible pour le possesseur à cause de la nature des meubles qui peuvent facilement changer de mains, de prouver les possessions antérieures à la sienne. L'article écarte cette difficulté et étend aussi la prescription au cas où l'objet a été volé, parce qu'alors la loi, pour déterminer la légalité de la possession, prend en considération plutôt la bonne foi du possesseur actuel que la culpabilité de la personne dont il tire son titre.

De plus le même article étend à toute affaire de commerce, en général, la règle qui dit que la prescription n'est pas nécessaire pour empêcher la revendication, si la chose a été achetée de bonne foi.

Au titre *De l'Emprisonnement en matières civiles*, les arts. **2272** et **2276** décident la question fort controversée de savoir si la femme est contraignable par corps lorsqu'elle devient adjudicataire de biens meubles ou immeubles vendus en exécution du jugement d'un tribunal. Il n'y a plus de doute aujourd'hui que la femme est contraignable par corps dans ce cas, malgré un jugement de M. le juge Loranger cité par M. Girouard.

L'art. **2548**, au titre *De l'Assurance*, règle que dans le cas d'acceptation du délaissement du bâtiment, le fret gagné après le sinistre appartient à l'assureur, et celui gagné auparavant appartient au propriétaire du bâtiment ou à l'assureur du fret à qui il a été abandonné. Cette question est très-controversée parmi les auteurs ; les uns prétendent que l'assureur a droit à tout le fret, les autres qu'il n'a droit à rien ; les codificateurs ont cru sage d'adopter la loi américaine, qui transige entre ces deux opinions extrêmes.

L'art. **2613** contient des dispositions finales concernant la manière dont le *Code* devra opérer à l'égard des lois qui seront en force lors de sa promulgation. L'article déclare que ces lois seront abrogées lorsque le *Code* contient une disposition qui a expressément ou implicitement l'effet de les abroger; de plus, lorsque ces lois sont contraires à des dispositions contenues dans le *Code;* et, enfin, lorsque le *Code* contient une disposition sur le sujet particulier de telles lois. Cependant, le *Code* ne devra pas avoir d'effet rétroactif, et toutes les transactions, tous les sujets et toutes les actions commencés avant la promulgation du *Code* restent soumis aux lois sous lesquelles ces actions ou ces sujets ont pris origine.

Tels sont les principaux changements introduits par le *Code Civil* dans l'ancienne législation du Bas-Canada. Plusieurs d'entre eux auraient fourni le sujet de remarques intéressantes, mais nous avons dû écarter toutes celles qui n'étaient pas absolument nécessaires pour bien faire comprendre la différence entre les nouvelles et les anciennes lois. C'était le cadre que nous nous étions tracé dès l'origine, et nons nous y sommes conformé aussi scrupuleusement que possible. Ce travail, commencé comme les dernières pages du livre s'imprimaient, a nécessairement été exécuté avec une grande précipitation, et il n'est pas impossible qu'il s'y soit glissé des négligences de style et peut-être même des inexactitudes pour lesquelles nous sollicitons instamment la bienveillance du lecteur. Tel qu'il est, nous espérons cependant que ce *Précis* sera utile à ceux qui voudront se rendre compte rapidement des principales modifications que le *Code* a fait subir à notre droit.

TITRE

DE LA

DE L'I

EN GÉ

TITRE I

PRIVAT

Chap. I

" II

Sec.

" I

TITRE I

Chap. I

" II

" III

" IV

" V

" VI

TITRE T

TABLE DES MATIÈRES.

ARTS.

TITRE PRELIMINAIRE.—DE LA PROMULGATION, DE LA DISTRIBUTION, DE L'EFFET, DE L'APPLICATION, DE L'INTERPRÉTATION ET DE L'EXÉCUTION DES LOIS EN GÉNÉRAL.. 1

LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

TITRE PREMIER.—DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

Chap. I.—De la jouissance des droits civils........ 18
" II.—De la privation des droits civils......... 30
Sec. I.—De la mort civile.......................... 31
" II.—Des effets de la mort civile............... 35

TITRE DEUXIÈME.—DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

Chap. I.—Dispositions générales.................. 39
" II.—Des actes de naissance...................... 54
" III.—Des actes de mariage....................... 57
" IV.—Des actes de sépulture...................... 66
" V.—Des actes de profession religieuse...... 70
" VI.—De la rectification des actes et registres de l'état civil.............................. 75

TITRE TROISIÈME.—DU DOMICILE..................... 79

TITRE QUATRIÈME.—Des absents.

Dispositions générales.................................. 86
Chap. I.—De la curatelle aux absents.............. 87
" II.—De la possession provisoire des héritiers de l'absent.................................. 93
" III.—Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter à l'absent........................ 104
" IV.—Des effets de l'absence relativement au mariage.................................. 108
" V.—De la surveillance des enfants mineurs du père qui a disparu..................... 113

TITRE CINQUIÈME.—Du mariage.

Chap. I.—Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter mariage............ 115
" II.—Des formalités relatives à la célébration du mariage........................ 128
" III.—Des oppositions au mariage.............. 136
" IV.—Des demandes en nullité de mariage... 148
" V.—Des obligations qui naissent du mariage.................................. 165
" VI.—Des droits et des devoirs respectifs des époux.................................. 173
" VII.—De la dissolution du mariage........... 185

TITRE SIXIÈME.—De la séparation de corps.

Chap. I.—Des causes de la séparation de corps... 186
" II.—Des formalités de la demande en séparation de corps........................ 192
" III.—Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en séparation de corps........................ 200
" IV.—Des effets de la séparation de corps.... 206

TITRE SEPTIÈME.—De la filiation.

Chap. I.—De la filiation des enfants légitimes ou conçus pendant le mariage............ 218
" II.—Des preuves de la filiation des enfants légitimes.................................. 228
" III.—Des enfants naturels........................ 237

TITRE HUITIÈME.—DE LA PUISSANCE PATERNELLE. 242

TITRE NEUVIÈME.—DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

Chap. I.—De la minorité........................ 246
" II.—De la tutelle........................ 249
Sec. I.—De la nomination du tuteur........................ 249
" II.—Du subrogé-tuteur........................ 267
" III.—Des causes qui dispensent de la tutelle........................ 272
" IV.—De l'incapacité, des exclusions et destitutions de la tutelle........................ 282
" V.—De l'administration du tuteur........................ 290
" VI.—Du compte de la tutelle........................ 308
Chap. III.—De l'émancipation........................ 314

TITRE DIXIÈME.—DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION, DE LA CURATELLE ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

Chap. I.—De la majorité........................ 324
" II.—De l'interdiction........................ 325
" III.—De la curatelle........................ 337
" IV.—Du conseil judiciaire........................ 349

TITRE ONZIÈME.—DES CORPORATIONS.

Chap. I.—De la nature des corporations, de leur source et de leur division...... 352
" II.—Des droits, des priviléges et des incapacités des corporations.
Sec. I.—Des droits des corporations........................ 357
" II.—Des priviléges des corporations...... 362
" III.—Des incapacités des corporations.... 364
Chap. III.—De l'extinction des corporations et de la liquidation de leurs affaires.
Sec. I.—De l'extinction des corporations....... 368
" II.—De la liquidation des affaires des corporations éteintes........................ 371

LIVRE DEUXIEME.

DES BIENS, DE LA PROPRIÉTÉ ET DE SES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS.

TITRE PREMIER.—De la distinction des biens.. 374

Chap. I.—Des immeubles........................ 375
" II.—Des meubles........................ 383
" III.—Des biens dans leurs rapports avec ceux à qui ils appartiennent ou qui les possèdent.................. 399

TITRE DEUXIÈME.—De la propriété............ 406

Chap. I.—Du droit d'accession sur ce qui est produit par la chose.................. 409
Chap. II.—Du droit d'accession sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose............ 413
Sec. I.—Du droit d'accession relativement aux choses immobilières............ 414
" II.—Du droit d'accession relativement aux choses mobilières............ 429

TITRE TROISIÈME.—De l'usufruit, de l'usage et de l'habitation.

Chap. I.—De l'usufruit........................ 443
Sec. I.—Des droits de l'usufruitier............ 447
" II.—Des obligations de l'usufruitier...... 463
" III.—Comment l'usufruit prend fin........ 479
Chap. II.—De l'usage et de l'habitation........ 487

TITRE QUATRIÈME.—Des servitudes réelles.

Dispositions générales........................ 499
Chap. I.—Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux.................. 501
Chap. II.—Des servitudes établies par la loi..... 506
Sec. I.—Du mur et du fossé mitoyen et du découvert........................ 510
" II.—De la distance et des ouvrages intermédiaires pour certaines constructions........................ 532

Sec. III.—Des vues sur la propriété du voisin. 533
" IV.—Des égouts des toits.................... 539
" V.—Du droit de passage..................... 540
Chap. III.—Des servitudes établies par le fait de l'homme.
Sec. I.—Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens 545
" II.—Comment s'établissent les servitudes 549
" III.—Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due......... 553
" IV.—Comment les servitudes s'éteignent. 559

TITRE CINQUIÈME.—De l'emphytéose.

Sec. I.—Dispositions générales................ 567
" II.—Des droits et obligatious respectives du bailleur et du preneur............ 573
" III.—Comment finit l'emphytéose...............579

LIVRE TROISIÈME.

DE L'ACQUISITION ET DE L'EXERCICE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ.

Dispositions générales.................................. 583

TITRE PREMIER.—Des successions.

Dispositions générales.................................. 596
Chap. I.—De l'ouverture des successions et de la saisine des héritiers.
Sec. I.—De l'ouverture des successions...... 600
" II.—De la saisine des héritiers............. 606
Chap. II.—Des qualités requises pour succéder.. 608
Chap. III.—Des divers ordres de succession.
Sec. I.—Dispositions générales................ 614
" II.—De la représentation..................... 619
" III.—Des successions déférées aux descendants.................................... 625
" IV.—Des successions déférées aux ascendants.................................... 626
" V.—Des successions collatérales......... 631

Sec. vi.—Des successions irrégulières......... 636
Chap. IV.—De l'acceptation et de la répudiation des successions.
Sec. i.—De l'acceptation des successions...... 641
" ii.—De la renonciation aux successions.. 651
" iii.—Des formalités de l'acceptation, du bénéfice d'inventaire, de ses effets et des obligations de l'héritier bénéficiaire.......................... 660
" iv.—Des successions vacantes.............. 684
Chap. V.—Du partage et des rapports.
Sec. i.—De l'action en partage et de sa forme. 689
" ii.—Des rapports.......................... 712
" iii.—Du paiement des dettes................ 735
" iv.—Des effets du partage et de la garantie des lots.......................... 746
" v.—De la rescision en matière de partage. 751

TITRE DEUXIÈME.—DES DONATIONS ENTREVIFS ET TESTAMENTAIRES.

Chap. I.—Dispositions générales.................. 754
Chap. II.—Des donations entrevifs.
Sec. i.—De la capacité de donner et de recevoir par donation entrevifs................. 761
" ii.—De la forme et de l'acceptation des donations.......................... 776
" iii.—De l'effet des donations................ 795
" iv.—De l'enregistrement quant aux donations entrevifs en particulier......... 804
" v.—De la révocation des donations.......... 811
" vi.—Des donations par contrat de mariage, tant de biens présents qu'à cause de mort.......................... 817
Chap. III.—Des testaments.
Sec. i.—De la capacité de donner et de recevoir par testament.................. 831
" ii.—De la forme des testaments............ 840
" iii.—De la vérification et de la preuve des testaments.......................... 856
" iv.—Des legs.
§ 1. Des legs en général...................... 863
§ 2. Des legs universels et à titre universel. 873

§ 3. Des legs à titre particulier. 880
§ 4. De la saisine du légataire.......... 891
Sec. v.—De la révocation des testaments et des legs et de leur caducité 892
" vi.—Des exécuteurs testamentaires.......... 905
Chap. IV.—Des substitutions.
Sec. i.—Règles sur la nature et la forme des substitutions 925
" ii.—De l'enregistrement des substitutions.. 938
" iii.—De la substitution avant l'ouverture... 944
" iv.—De l'ouverture de la substitution et de la restitution des biens.......... 961
" v.—De la prohibition d'aliéner 968

TITRE TROISIÈME.—Des obligations.

D.spositions générales.......... 982
Chap. I.—Des contrats.
Sec. i.—De ce qui est nécessaire pour la validité des contrats.......... 984
§ 1. De la capacité légale pour contracter.. 985
§ 2. Du consentement 988
§ 3. De la cause ou considération des contrats 989
§ 4. De l'objet des contrats.......... —
Sec. ii.—Des causes de nullité des contrats...... 991
§ 1. De l'erreur 992
§ 2. De la fraude.......... 993
§ 3. De la violence et de la crainte.......... 994
§ 4. De la lésion 1001
Sec. iii.—De l'interprétation des contrats.......... 1013
" iv.—De l'effet des contrats 1022
" v.—De l'effet des contrats à l'égard des tiers 1028
" vi.—De l'annulation des contrats et paiements faits en fraude des créanciers. 1032
Chap. II.—Des quasi-contrats.......... 1041
Sec. i.—Du quasi-contrat *Negotiorum gestio*... 1043
" ii.—Du quasi-contrat résultant de la réception d'une chose non due.......... 1047
Chap. III.—Des délits et quasi-délits 1053
" IV.—Des obligations qui résultent de l'opération de la loi seule.......... 1057
" V.—De l'objet des obligations.......... 1058

Chap. VI.—De l'effet des obligations.
Sec. I.—Dispositions générales 1063
" II.—De la demeure 1067
" III.—Des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations.......... 1070
Chap. VII.-Des diverses espèces d'obligations.
Sec. I.—Des obligations conditionnelles 1079
" II.—Des obligations à terme........................ 1089
" III.—Des obligations alternatives.................. 1093
" IV.—Des obligations solidaires.
§ 1. De la solidarité entre les créanciers.... 1100
§ 2. De la solidarité de la part des débiteurs 1103
Sec. V.—Des obligations divisibles et indivisibles 1121
" VI.—Des obligations avec clause pénale..... 1131
Chap. VIII.—De l'extinction des obligations.
Sec. I.—Dispositions générales........................ 1138
" II.—Du paiement.
§ 1. Dispositions générales 1139
§ 2. Du paiement avec subrogation.......... 1154
§ 3. De l'imputation des paiements........... 1158
§ 4. Des offres et de la consignation.......... 1162
Sec. III.—De la novation.................................. 1169
" IV.—De la remise.. 1681
" V—De la compensation................................ 1187
" VI.—De la confusion.................................... 1198
" VII.—De l'impossibilité d'exécuter l'obligation 1200
Chap. IX.—De la preuve.
Sec. I.—Dispositions générales 1203
" II.—De la preuve littérale.
§ 1. Des écrits authentiques........................ 1207
§ 2. Des copies des titres............................ 1215
§ 3. De certains écrits faits hors du Bas-Canada 1220
§ 4. Des écritures privées 1221
Sec. III.—De la preuve testimoniale.................. 1230
" IV.—Des présomptions................................. 1238
" V.—De l'aveu... 1243
" VI.—Du serment des parties......................... 1246
§ 1. Du serment décisoire........................... 1247

§ 2. Du serment déféré d'office.................. 1254

TITRE QUATRIÈME.—DES CONVENTIONS MATRIMONIALES ET DE L'EFFET DU MARIAGE SUR LES BIENS DES ÉPOUX.

Chap. I.—Dispositions générales.................... 1257
Chap. II.—De la communauté de biens 1268
Sec. I.—De la communauté légale.................... 1270
§ 1. De ce qui compose la communauté légale, tant en actif qu'en passif........ 1272
§ 2. De l'administration de la communauté, et de l'effet des actes de l'un et de l'autre époux relativement à la société conjugale........................ 1292
§ 3. De la dissolution de la communauté et de sa continuation dans certains cas. 1310
I. De la dissolution de la communauté... 1310
II. De la continuation de la communauté. 1323
§ 4. De l'acceptation de la communauté et de la renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.............................. 1338
§ 5. Du partage de la communauté.......... 1354
I. Du partage de l'actif.................... 1355
II. Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes................ 1369
§ 6. De la renonciation à la communauté et de ses effets.......................... 1379
Sec. II.—De la communauté conventionnelle, et des conditions les plus ordinaires qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale.......... 1384
§ 1. De la clause de réalisation............... 1385
§ 2. De la clause d'ameublissement........... 1390
§ 3. De la clause de séparation de dettes... 1396
§ 4. De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte. 1400
§ 5. Du préciput conventionnel................ 1401
§ 6. Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté...................... 1406
§ 7. De la communauté à titre universel.... 1412

Dispositions communes aux articles de cette section 1413
§ 8. Des conventions exclusives de la communauté 1415
I. De la clause portant que les époux se marient sans communauté 1416
II. De la clause de séparation de biens 1422
Chap. III.—Des douaires.
Sec. I.—Dispositions générales 1426
" II.—Dispositions particulières au douaire de la femme 1450
" III.—Dispositions particulières au douaire des enfants 1466

TITRE CINQUIÈME.—De la vente.

Chap. I.—Dispositions générales 1472
" II.—De la capacité d'acheter ou de vendre. 1482
" III.—Des choses qui peuvent être vendues.. 1486
" IV.—Des obligations du vendeur.
Sec. I.—Dispositions générales 1491
" II.—De la délivrance 1492
" III.—De la garantie.—Dispositions générales 1506
§ 1. De la garantie contre l'éviction 1508
§ 2. De la garantie des défauts cachés 1522
Chap. V.—Des obligations de l'acheteur 1532
" VI.—De la résolution et de l'annulation du contrat de vente 1545
Sec. I.—Du droit de réméré 1546
" II.—De la rescision de la vente pour cause de lésion 1561
Chap. VII.—De la licitation 1562
" VIII.—De la vente aux enchères 1564
" IX.—De la vente des vaisseaux enregistrés.. 1569
" X.—De la vente des créances et autres choses incorporelles.
Sec. I.—De la vente des créances et droits d'action 1570
" II.—De la vente des droits successifs 1579
" III.—De la vente des droits litigieux 1582
Chap. XI.—Des ventes forcées et des cessions ressemblant à la vente.

Sec. I.—De ventes forcées 1585
" II.—De la dation en paiement 1592
" III.—Du bail à rente 1593

TITRE SIXIÈME.—De l'échange 1596

TITRE SEPTIÈME.—Du louage.

Chap. I.—Dispositions générales 1600
" II.—Du louage des choses.
Sec. I.—Dispositions générales 1605
" II.—Des obligations et des droits du locateur 1612
" III.—Des obligations et des droits du locataire 1626
" IV.—Règles particulières au bail de maison. 1642
" V.—Règles particulières au bail des terres et propriétés rurales 1646
" VI.—Comment se termine le contrat de louage des choses 1655
Chap. III.—Du louage d'ouvrage.
Sec. I.—Dispositions générales 1666
" II.—Du louage du service personnel des ouvriers, domestiques et autres...... 1667
" III.—Des voituriers 1672
" IV.—De l'ouvrage par devis et marchés...... 1683
Chap. IV.—Du bail à cheptel 1698

TITRE HUITIÈME.—Du mandat.

Chap. I.—Dispositions générales 1701
" II.—Des obligations du mandataire.
Sec. I.—Des obligations du mandataire envers le mandant 1709
" II.—Des obligations du mandataire envers les tiers 1715
Chap. III.—Des obligations du mandant.
Sec. I.—Des obligations du mandant envers le mandataire 1720
" II.—Des obligations du mandant envers les tiers 1727
Chap. IV.—Des avocats, procureurs et notaires...... 1732
" V.—Des courtiers, facteurs et autres agents de commerce 1735
De l'extinction du mandat 1755

TITRE NEUVIÈME.—Du prêt.
Dispositions générales.. 1762
Chap. I.—Du prêt à usage ou commodat.
Sec. i.—Dispositions générales 1763
" ii.—Des obligations de l'emprunteur......... 1766
" iii.—Des obligations du prêteur................ 1773
Chap. II.—Du prêt de consommation.
Sec. i.—Dispositions générales 1777
" ii.—Des obligations du prêteur................. 1781
" iii.—Des obligations de l'emprunteur 1782
Chap. III.—Du prêt à intérêt.................................. 1785
" IV.—De la constitution de rente..................... 1787
TITRE DIXIÈME.—Du dépot 1794
Chap. I.—Du dépot simple.
Sec. i.—Dispositions générales 1795
" ii.—Du dépôt volontaire 1799
" iii.—Des obligations du dépositaire 1802
" iv.—Des obligations de celui qui fait le dépôt 1812
" v.—Du dépôt nécessaire............................ 1813
Chap. II.—Du séquestre 1817
Sec. i.—Du séquestre conventionnel 1818
" ii.—Du séquestre judiciaire 1823
TITRE ONZIÈME.—De la société.
Chap. I.—Dispositions générales 1830
" II.—Des obligations et des droits des associes entre eux................................ 1839
" III.—Des obligations des associés envers les tiers.. 1854
" IV.—Des diverses espèces de sociétés......... 1857
Sec. i.—Des sociétés universelles..................... 1858
" ii.—Des sociétés particulières..................... 1862
" iii.—Des sociétés commerciales 1863
§ 1. Des sociétés en nom collectif.............. 1865
§ 2. Des sociétés anonymes......................... 1870
§ 3. Des sociétés en commandite.................. 1871
§ 4 Des sociétés par actions.......................... 1889
Chap. V.—De la dissolution de la société. 1892
" VI.—Des effets de la dissolution.................. 1897
TITRE DOUZIÈME.—Des rentes viagères.
Chap. I.—Dispositions générales.......................... 1901
" II.—Des effets du contrat.................................. 1907

TITRE TREIZIÈME.—DES TRANSACTIONS.............. 1918
TITRE QUATORZIÈME.—DU JEU ET DU PARI....... 1927
TITRE QUINZIÈME.—DU CAUTIONNEMENT.
Chap. I.—De la nature, de la division et de l'étendue du cautionnement.................. 1929
" II.—De l'effet du cautionnement.
Sec. I.—De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution........................ 1941
" II.—De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution 1948
" III.—De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs 1955
Chap. III.—De l'extinction du cautionnement......... 1956
" IV.—De la caution légale et de la caution judiciaire.. 1962
TITRE SEIZIÈME.—DU CONTRAT DE NANTISSEMENT.. 1966
Chap. I.—Du nantissement des immeubles.......... 1967
" II.—Du gage.. 1968
TITRE DIX-SEPTIÈME. — DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.
Chap. I.—Dispositions préliminaires 1980
" II.—Des priviléges.
Dispositions générales.. 1983
Sec. I.—Des priviléges sur les biens meubles... 1993
" II.—Des priviléges sur les immeubles......... 2009
III.—Comment se conservent les priviléges sur les immeubles.............................. 2015
Chap. III.—Des hypothèques.
Sec. I.—Dispositions générales 2016
" II.—Des hypothèques légales 2024
§ 1. Hypothèque légale des femmes mariées. 2029
§ 2. Hypothèque légale des mineurs et des interdits.. 2030
§ 3. Hypothèque légale de la couronne 2032
§ 4. Hypothèque légale des compagnies d'assurance mutuelle...................... 2033
Sec. III.—De l'hypothèque judiciaire 2034
" IV.—De l'hypothèque conventionnelle........ 2037
" V.—Du rang que les hypothèques ont entre elles 2047

Chap. IV.—De l'effet des privilégés et hypothèques relativement au débiteur ou au tiers-détenteur.......... 2053
Sec. I.—De l'action hypothécaire.......... 2058
§ 1. De l'exception de discussion.......... 2066
§ 2. De l'exception de garantie.......... 2068
§ 3. De l'exception de subrogation (*cedendarum actionum.*).......... 2070
§ 4. De l'exception résultant des impenses. 2072
§ 5. De l'exception résultant d'une créance privilégiée ou hypothèque antérieure. 2073
" II.—De l'effet de l'action hypothécaire...... 2074
Chap. V.—De l'extincton des priviléges et hypothèques.......... 2081

TITRE DIX-HUITIÈME.—De l'enregistrement des droits réels.

Chap. I.—Dispositions générales.......... 2082
" II.—Règles particulières à différents titres d'acquisition de droits réels.......... 2098
" III.—Du rang que les droits réels ont entre eux.......... 2130
" IV.—Du mode et des formalités de l'enregistrement.......... 2131
Sec. I.—De la transcription.......... 2132
" II.—De l'inscription.......... 2136
Chap. V.—De la radiation de l'enregistrement des droits réels.......... 2148
" VI.—De l'organisation des bureaux d'enregistrement.
Sec. I.—Des bureaux et des registres.......... 2158
" II.—Du plan et du livre de renvoi officiel et dispositions qui s'y rattachent...... 2166
" III.—De la publicité des registres.......... 2177

TITRE DIX-NEUVIÈME.—De la prescription.

Chap. I.—Dispositions générales.......... 2183
" II.—De la possession.......... 2192
" III.—Des causes qui empêchent la prescription, et en particulier de la précarité et des substitutions.......... 2201
" IV.—De certaines choses imprescriptibles et des prescriptions privilégiées.......... 2211

Chap. V.—Des causes qui interrompent ou suspendent la prescription.
Sec. I.—Des causes qui interrompent la prescription 2222
" II.—Des causes qui suspendent le cours de la prescription 2232
Chap. VI.—Du temps requis pour prescrire.
Sec. I.—Dispositions générales 2240
" II.—De la prescription trentenaire, de celle des rentes et intérêts, et de la durée de l'exception 2242
" III.—De la prescription par les tiers acquéreurs 2251
" IV.—De quelques prescriptions de dix ans 2258
" V.—De quelques courtes prescriptions 2260
" VI.—Dispositions transitoires 2270
TITRE VINGTIÈME.—De l'emprisonnement en matières civiles 2271

LIVRE QUATRIÈME.

LOIS COMMERCIALES.

Disposition générale 2278
TITRE PREMIER.—Des lettres de change, billets et chèques ou mandats a ordre.
Chap. I.—Des lettres de change.
Sec. I.—De la nature et de l'essence des lettres de change 2279
" II.—De la négociation des lettres de change. 2286
" III.—De l'acceptation 2290
" IV.—De la note et du protêt faute d'acceptation 2298
" V.—Du paiement 2306
" VI.—Du protêt faute de paiement 2319
" VII.—De l'avis du protêt 2326
" VIII.—Des intérêts, de la commission et des dommages 2332
" IX.—Dispositions générales 2340
Chap. II.—Des billets promissoires 2344
" III.—Des chèques ou mandats à ordre 2349
TITRE DEUXIÈME.—Des batiments marchands. 2355

Chap. I.—De l'enregistrement des bâtiments..... 2356
" II.—Du transport des bâtiments enregistrés..... 2359
" III.—De l'hypothèque sur les bâtiments...... 2374
" IV.—Du privilége ou gage maritime sur les bâtiments, leur cargaison et leur fret..... 2383
" V.—Des propriétaires, du maître et des matelots..... 2389
TITRE TROISIÈME.—De l'affrétement.
Chap. I.—Dispositions générales..... 2410
" II.—De la charte-partie..... 2414
" III.—Du transport des marchandises à la cueillette..... 2419
" IV.—Du connaissement..... 2420
" V.—Des obligations du propriétaire ou fréteur et du maître..... 2423
Chap. VI.—Des obligations de l'affréteur
Sec. I.—Dispositions générales..... 2437
" II.—Du fret, de la prime, de la contribution et des frais de surestarie..... 2442
TITRE QUATRIÈME.—Du transport des passagers par batiment marchand..... 2461
TITRE CINQUIÈME.—De l'assurance.
Chap. I.—Dispositions générales.
Sec. I.—De la nature et de la forme du contrat 2468
" II.—Des déclarations et réticences..... 2485
" III.—Des garanties..... 2490
Chap. II.—De l'assurance maritime.
Sec. I.—Dispositions générales..... 2492
" II.—Des obligations de l'assuré..... 2499
§ 1. De la prime..... 2500
§ 2. Des déclarations et réticenses..... 2503
§ 3. Des garanties..... 2504
Sec. III.—Des obligations de l'assureur..... 2507
" IV.—Des pertes..... 2521
" V.—Du délaissement..... 2538
" VI.—Des pertes résultant de la contribution. 2551
Chap. III.—De l'assurance contre le feu..... 2568
" IV.—De l'assurance sur la vie..... 2585
TITRE SIXIÈME.—Du prêt a la grosse..... 2594
DISPOSITIONS FINALES..... 2613

CODE CIVIL

DU

BAS-CANADA.

TITRE PRÉLIMINAIRE.

DE LA PROMULGATION, DE LA DISTRIBUTION, DE L'EFFET, DE L'APPLICATION, DE L'INTERPRÉTATION ET DE L'EXÉCUTION DES LOIS EN GÉNÉRAL.

1. Les actes du parlement impérial affectant le Canada, y sont censés promulgués et y deviennent exécutoires à compter du jour où ils ont reçu la sanction royale, à moins qu'une autre époque n'y soit fixée.

1 Blackstone's Comm., pp. 102 à 107. 1 Chitty, Crim. Law, 638. 1 Pandectes Françaises, p. 407. Chalmer's Opinions, 158, 228, 231, 292, 511.

2. Les actes du parlement provincial sont réputés promulgués :

1. S'ils sont sanctionnés par le gouverneur, à compter de cette sanction ;

2. S'ils sont réservés, à compter du moment où le gouverneur fait connaître, soit par proclamation, soit par

Nota.—On a inséré dans ce code entre crochets [ ] les changements et additions faits en vertu du statut de 1865, intitulé : *Acte concernant le Code Civil du Bas-Canada*, et contenus en la cédule de résolutions attachées à cet acte.

discours ou message adressé aux corps législatifs, qu'ils ont reçu la sanction royale.

Stat. Ref. Canada, ch. 5, s. 4. Acte d'Union, ss. 38, 39. 1 Pand. Franç., 407, p. XXVI. Stat. Ref. B. C., c. 3, s. 1.

3. Tout acte provincial sanctionné par le gouverneur cesse d'avoir force et effet à compter du moment où il a été annoncé, soit par proclamation, soit par discours ou message adressé aux corps législatifs, que cet acte a été désavoué par Sa Majesté dans les deux ans qui ont suivi la réception, par l'un de ses principaux secrétaires d'état, de la copie authentique qui lui a été transmise de cet acte.

Acte d'Union, s. 38.

4. Une copie authentique des statuts sanctionnés par le gouverneur, ou dont la sanction a été publiée, comme dit en l'article 2, est fournie par le greffier du conseil législatif à l'imprimeur de Sa Majesté, lequel est tenu d'en imprimer et distribuer à ceux y ayant droit, un nombre de copies qui lui est indiqué par l'état que doit lui transmettre, après chaque session, le secrétaire de la province.

Stat. Ref. C., ch. 5, s. 7.

5. Ont droit à cette distribution : les membres des deux chambres de la législature ; les départements publics, corps administratifs et officiers publics spécifiés dans le dit état.

Ibid, ss. 8, 9.

6. Les lois du Bas-Canada régissent les biens immeubles qui y sont situés.

1 Fœlix (Demangeat) Nos. 60, 61 et suiv. 1 Marcadé, No. 75. 1 Boullenois, pp. 7, 26, 27, 28 et suiv. Pothier, Intr. aux Cout., Nos. 22, 23 et suiv. 1 Toullier, No. 119. C. N. 3.

Les biens meubles sont régis par la loi du domicile du propriétaire. C'est cependant la loi du Bas-Canada qu'on leur applique dans les cas où il s'agit de la distinction et de la nature des biens, des priviléges et des droits de gage, des contestations sur la possession, de la juridiction des tribunaux, de la procédure, des voies d'exécution et de saisie, de ce qui intéresse l'ordre public

et les droits du souverain, ainsi que dans tous les autres cas spécialement prévus par ce code.

1 Fœlix, No. 61. 1 Boullenois, pp. 8, 338, 339. Pothier, Intr. aux Cout., No. 24. 1 Toullier, No. 117. 1 Marcadé, p. 56. 5 Pand. Franç., pp. 35-6. 1 Duranton, No. 99. 18 Merlin, p. 432. 1 Rogron, p. 7. 1 Zachariæ, p. 38. 1 Delsol, p. 24. 1 Proudhon (Valette,) p. 98. Lahaie, p. 2, sur art. 3. Rivière, p. 25. 1 Prevost de la Jannès, p. LXXXIII. Demante, p. 8. 1 Demolombe, No. 94. Cubain, pp. 412-3. 8 Savigny, pp. 169, 173.

Les lois du Bas-Canada relatives aux personnes sont applicables à tous ceux qui s'y trouvent, même à ceux qui n'y sont pas domiciliés; sauf, quant à ces derniers, l'exception mentionnée à la fin du présent article.

1 Toullier, Nos. 113 et suiv. 1 Zachariæ, p. 36-37. 1 Fœlix, pp. 19, 62.

L'habitant du Bas-Canada, tant qu'il y conserve son domicile, est régi, même lorsqu'il en est absent, par les lois qui règlent l'état et la capacité des personnes; mais elles ne s'appliquent pas à celui qui n'y est pas domicilié, lequel y reste soumis à la loi de son pays, quant à son état et à sa capacité.

1 Toullier, Nos. 114-115. 1 Zachariæ, p. 37. 1 Fœlix, p. 58. 1 Boullenois, pp. 147, 152. 1 Maleville, p. 10.

7. Les actes faits ou passés hors du Bas-Canada sont valables, si on y a suivi les formalités requises par les lois du lieu où ils sont faits ou passés.

Domat, *Liv. Prél.*, tit. 1, § 2, No. 20. Pothier, *Introd. aux Cout.*, ch. 1, Nos. 6, 7. Dard, et les auteurs cités par lui, p. 2. Lahaie, p. 2. C. N. 3. C. Louis., 9.

8. Les actes s'interprètent et s'apprécient suivant la loi du lieu où ils sont passés, à moins qu'il n'y ait quelque loi à ce contraire, que les parties ne s'en soient exprimées autrement, ou que, de la nature de l'acte, ou des autres circonstances, il n'apparaisse que l'intention a été de s'en rapporter à la loi d'un autre lieu; auxquels cas il est donné effet à cette loi, ou à cette intention exprimée ou présumée.

1 Fœlix, pp. 80 et suiv. 1 Toullier.

9. Nul acte de la législature n'affecte les droits ou prérogatives de la Couronne, à moins qu'ils n'y soient compris par une disposition expresse.

Sont également exempts de l'effet de tel acte, les droits des tiers qui n'y sont pas spécialement mentionnés, à moins que l'acte ne soit public et général.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 25.

10. Un acte est public soit par sa nature même, soit pour avoir été déclaré tel ; tout autre acte est privé.

Chacun est tenu de prendre connaissance des actes publics ; les actes privés, au contraire, doivent être plaidés.

Ibid., § 27.

11. Le juge ne peut refuser de juger sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi.

ff L. 12 *De legibus*. Domat, *Liv. Prél.*, tit. 1, sec. 2, Nos. 9 à 24. S. R. B. C., c. 82, s. 1. 1 Pand. Franç., pp. 424 et suiv. 1 Locré, *Esprit du Code*, 213, 214. 1 Duranton, Nos. 95, 100. Dard, p. 2, art. 4. C. N., 4. C. L., 21.

12. Lorsqu'une loi présente du doute ou de l'ambiguité, elle doit être interprétée de manière à lui faire remplir l'intention du législateur et atteindre l'objet pour lequel elle a été passée.

Le préambule, qui fait partie de l'acte, sert à l'expliquer.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 28. S. R. B. C., c. 82, s. 1.

13. On ne peut déroger par des conventions particulières aux lois qui intéressent l'ordre public ou les bonnes mœurs.

Pothier, *Obl.*, No. 15. Merlin, Rep. vo. *Loi*, No. 43, § 8. Lahaie, p. 4. C. N. 6. C. L. 11.

14. Les lois prohibitives emportent nullité, quoiqu'elle n'y soit pas prononcée.

Cod. L. 5, *De legibus.*, liv. 1, tit. 14. 1 Toullier, No. 90. 1 Bouhier, p. 390. C. L. 12.

15. La disposition qui prescrit qu'une chose se fera ou sera faite est obligatoire. Celle qui énonce qu'une chose peut se faire ou être faite est facultative seulement.

S. R. B. C., c. 1, s. 13, § 3.

16. Le recouvrement des pénalités, confiscations et amendes encourues pour contraventions aux lois, s'il n'y est autrement pourvu, se fait par action ordinaire portée au nom de Sa Majesté seulement ou conjointement avec un autre poursuivant, devant tout tribunal

ayant juridiction civile au montant réclamé, excepté la cour des commissaires pour la décision sommaire des petites causes, à laquelle la connaissance de ces poursuites est interdite.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 17. S. R. B. C., c. 94, s. 8.

17. Les mots, termes, expressions et dispositions énumérés en la cédule qui suit, chaque fois qu'ils se rencontrent dans ce code ou dans un acte de la législature provinciale, ont le sens, la signification et l'application qui leur sont respectivement assignés dans cette cédule, et sont interprétés en la manière y indiquée, à moins qu'il n'existe quelques dispositions particulières à ce contraires.

CÉDULE.

1. Chacun des mots "Sa Majesté," "le Roi," "le Souverain," "la Reine," "la Couronne," signifient le Roi ou la Reine, Ses Héritiers et Successeurs, souverains du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 1.

2. Les mots "Parlement Impérial" signifient le parlement du Royaume-Uni de la Grande Bretagne et d'Irlande; les mots "Actes" ou "Statuts Impériaux" signifient les lois passées par ce parlement, et les mots "acte", "statut," partout où ils sont employés dans ce code, sans qualification, s'entendent des actes et statuts du parlement de la province du Canada.

Par les mots "Parlement Provincial" l'on entend le parlement du Canada; et les mots "Actes" ou "Statuts Provinciaux" signifient les lois passées par ce parlement.

3. Les mots "Gouvernenr," "Gouverneur de cette province," "Gouverneur Général," ou "Gouverneur en Chef," signifient le gouverneur, le lieutenant gouverneur, ou la personne administrant le gouvernement de cette province.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 2.

4. "Gouverneur en Conseil" signifie le gouverneur, le lieutenant gouverneur, ou la personne administrant le

gouvernement, agissant avec l'avis du conseil exécutif de cette province.

Ibid., § 3.

5. Le mot " Proclamation " signifie proclamation sous le grand sceau, et par " grand sceau " l'on entend le grand sceau de la province du Canada.

S. R. B. C., c. 1, s. 13, § 6.

6. " Bas-Canada " signifie cette partie du Canada qui formait, avant l'union, la province du Bas-Canada; et " Haut-Canada," cette partie qui, à la même époque, formait la province du Haut-Canada.

S. R. C., s. 6, § 4 et 5.

7. Les mots " Le Royaume-Uni " signifient le royaume-uni de la Grande Bretagne et d'Irlande; et " Etats-Unis," les Etats-Unis d'Amérique.

Ibid., § 6.

8. Le nom communément donné à un pays, place, corps, corporation, société, officier, fonctionnaire, personne, partie ou chose, désigne et signifie le pays, la place, le corps, la corporation, la société, l'officier, le fonctionnaire, la personne, la partie ou la chose même, ainsi dénommés, sans qu'il soit besoin de plus ample description.

Ibid., § 6.

9. Le genre masculin comprend les deux sexes, à moins qu'il ne résulte du contexte de la disposition qu'elle n'est applicable qu'à l'un des deux.

Ibid., § 7.

10. Le nombre singulier s'étend à plusieurs personnes ou à plusieurs choses de même espèce, chaque fois que le contexte se prête à cette extension.

Ibid.

11. Le mot " personne " comprend les corps politiques et incorporés et s'étend aux héritiers et représentants légaux, à moins que la loi ou les circonstances particulières du cas ne s'y opposent.

Ibid., § 8.

12. Les termes " écritures," " écrits," et autres ayant la même signification, comprennent ce qui est imprimé ou autrement figuré ou copié.

Ibid., § 9.

13. Par le mot " mois " on entend un mois de calendrier.

Ibid., § 11. Story on Bills, 379. Warton's, L. L. p. 656.

14. Par " Jour de Fête " l'on entend les jours suivants : les Dimanches, le premier jour de l'an, l'Epiphanie, l'Annonciation, le Vendredi-Saint, l'Ascension, la Fête-Dieu, la Fête de St. Pierre et St. Paul, la Toussaint, le jour de Noël, et tout autre jour fixé par proclamation comme jour de jeûne ou d'actions de grâces ; sauf les dispositions établies par les statuts qui concernent la perception du revenu et le paiement des lettres de change et billets promissoires.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 12 ;—c. 16, s. 16 ;—c. 57, s. 5. S. R. B. C., c. 64, s. 32.

15. Dans le mot " serment " est comprise " l'affirmation solennelle " qu'il est permis à certaines personnes de faire au lieu de serment.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 13. S. R. B. C., c. 34, s. 8.—c. 82, s. 13.

16. Le mot " Magistrat " signifie Juge de Paix. " Deux Juges de Paix," signifient deux Juges de paix ou plus assemblés ou agissant ensemble.

Lorsqu'il est ordonné qu'une chose se fera par ou devant un juge de paix, magistrat, fonctionnaire ou officier public, l'on doit entendre celui dont les pouvoirs ou la juridiction s'étendent au lieu où se doit faire cette chose.

L'autorisation de faire une chose comporte tous les pouvoirs nécessaires à cette fin.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 20.

17. Le droit de nomination à un emploi ou office comporte celui de destitution.

Ibid., § 22.

18. Les devoirs imposés et les pouvoirs conférés à un officier ou fonctionnaire public sous son nom officiel, passent à son successeur et s'étendent à son député, en autant qu'ils sont compatibles avec cette charge.

Ibid., § 23. S. R. B. C., c. 77, s. 16.

19. Lorsqu'un acte doit être exécuté par plus de deux personnes, il peut l'être valablement par la majorité de ces personnes, sauf les cas particuliers d'exception.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 24. S. R. B. C., c. 1, s. 13, § 5.

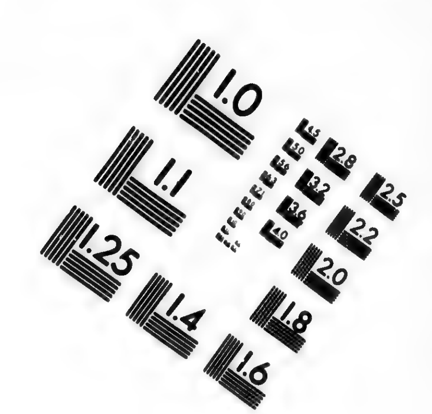
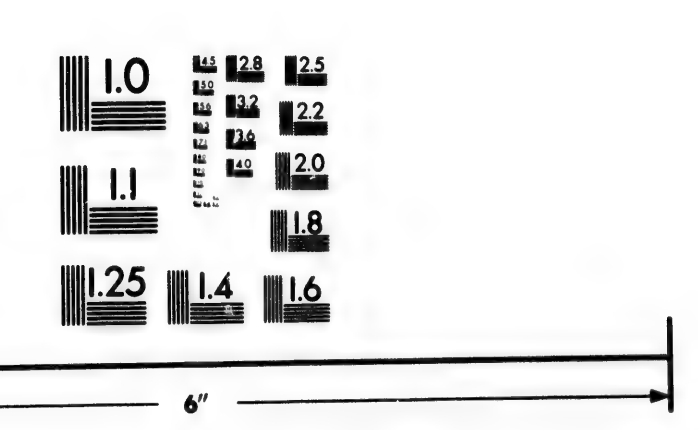


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



20. La livre sterling équivaut à la somme de quatre piastres quatre-vingt-six centins et deux tiers, ou un louis quatre chelins et quatre deniers, argent courant. Le " souverain " vaut la même somme.

S. R. C., c. 10, s. 4. S. R. B. C., c. 82,s. 3.

21. Par les mots " Habitant du Bas-Canada," on entend toute personne qui a son domicile dans cette partie de la province.

22. Les termes " Actes de l'état civil " signifient les entrées faites sur les registres tenus d'après la loi, aux fins de constater les naissances, mariages et sépultures.

Les " Registres de l'état civil " sont les livres ainsi tenus et dans lesquels sont entrés ces actes.

Les " fonctionnaires de l'état civil " sont ceux chargés de tenir tels registres.

23. " La faillite " est l'état d'un commerçant qui a cessé ses paiements.

2 Bornier sur Ord. 1673, 666. Guyot, Répert. vo. Faillite, 273. Bonnin, No. 726, p. 312. Pardessus, No. 1081. 1 Delvincourt, Dr. Com., 242.

24. Le cas fortuit est un événement imprévu causé par une force majeure à laquelle il était impossible de résister.

LIVRE PREMIER.

DES PERSONNES.

TITRE PREMIER.

DE LA JOUISSANCE ET DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS

CHAPITRE PREMIER.

DE DA JOUISSANCE DES DROITS CIVILS.

18. Tout sujet britannique est, quant à la jouissance des droits civils dans le Bas-Canada, sur le même pied que ceux qui y sont nés, sauf les dispositions particulières résultant du domicile.

Capitulation de Québec en 1759. Traité de paix de Saint-Germain en 1763.

19. La qualité de sujet britannique s'acquiert soit par droit de naissance, soit par l'effet de la loi.

S. R. C., c. 6, s. 4. 1 Duranton, p. 120.

20. Est sujet britannique par droit de naissance, tout individu qui naît dans une partie quelconque de l'empire britannique, même d'un père étranger, et aussi celui dont le père ou l'aïeul paternel est sujet britannique, quoique né lui-même en pays étranger ; sauf les dispositions exceptionnelles résultant des lois particulières de l'empire.

S. R. C., c. 8, ss. 1 & suiv. Pothier, *Des personnes*, p. 573. 1 Duranton, No. 120. Lahaie, sur art. 5. 1 Blackstone, p. 374, notes 16, 17, 18, 366, note 1. 2 Kent. 38. 2 Stephens, 429, 515. Chalmer's Op. 332. 1 Hale, *Pleas of the Crown*, p. 68. 1 Commyns, 541. Chitty, on Prerogatives, 13. Manuel, 23.

21. L'étranger devient sujet britannique par l'effet de la loi, en se conformant aux conditions qu'elle prescrit à cet égard.

I Blackstone, 374, notes 16, 17, 18. 2 Stephens, 427 à 433. Hale, loc. cit. Foster, 184. Donegani vs. Donegani, Stuart's Rep. 605.

22. Ces conditions, en autant qu'il y est pourvu par nos lois provinciales, sont :

1. Une résidence pendant trois ans au moins dans une partie quelconque de la province du Canada, avec intention de s'y établir;

2. La prestation des serments de résidence et d'allégeance exigés par la loi; si c'est une femme le serment de résidence suffit;

3. L'obtention du tribunal compétent, avec les formalités voulues, du certificat de naturalisation requis par la loi.

S. R. C., c. 8, ss. 1, 2, 3, 4.

23. L'étrangère devient naturalisée par le seul fait du mariage qu'elle contracte avec un sujet britannique.

S. R. C., c. 8, s. 7.

24. La naturalisation confère, dans le Bas-Canada, à celui qui l'y acquiert, tous les droits et priviléges qu'il aurait, s'il fût né sujet britannique.

Ibid, s. 1.

25. L'étranger a droit d'acquérir et de transmettre, à titre gratuit ou onéreux, ainsi que par succession ou par testament, tous biens meubles et immeubles dans le Bas-Canada, de la même manière que le peuvent faire les sujets britanniques nés ou naturalisés.

Ibid, s. 9. Pothier, *Des personnes*, p. 578. C. N. 11.

26. L'étranger peut aussi servir comme juré, dans tous les cas où, d'après la loi, le jury doit être composé pour moitié d'étrangers.

S. R. C., c. 8, s. 23. S. R. B. C., c. 84, s. 41, § 3 *et* s. 4.

27. L'ét anger, quoique non résidant dans le Bas-Canada, peut y être poursuivi pour l'exécution des obligations qu'il a contractées même en pays étranger.

12 Vic., c. 3 , ss. 14, 49, 94. S. R. B. C., c. 83, s. 61. 2 Pand. F anç., 140. 1 Pigeau, 85. Raveau, 6. Ord. 1667, tit. 2, art. 7. C. N. 14.

28. Tout habitant du Bas-Canada peut y être pour-

suivi pour les obligations par lui contractées hors de son territoire, même envers un étranger.

C. N. 15.

29. Tout individu non résidant dans le Bas-Canada, qui y porte, intente ou poursuit une action, instance ou procès, est tenu de fournir à la partie adverse, qu'elle soit ou non sujet de Sa Majesté, caution pour la sûreté des frais qui peuvent résulter de ces procédures.

S. R. B. C., c. 83, s. 68. 2 Pand. Franç., 143. Pothier, *Des personnes*, 577. C. N. 16.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA PRIVATION DES DROITS CIVILS.

30. Les droits civils se perdent:

1. Dans les cas prévus par les lois de l'empire.
2. Par la mort civile.

Richer, *Mort civile*, p. 52 et suiv. Pothier, *Successions*, vol. 6, pp. 10, 11. 1 Favard, Conf., p. 61. 1 Toullier, No. 180, 266 et suiv. St. Imp. 14 et 15 Hen. VIII, ch 4. 1 Petersdorf, 463 ou 321. 2 Tomlins, vo. *Treason*, par. 2. 1 Blk. p. 370, note 3, et p. 374, note 21. Foster, p. 84. 1 Burge, pp. 707-8. Et les autres autorités sous les deux articles qui suivent.

SECTION I.

DE LA MORT CIVILE.

31. La mort civile résulte de la condamnation à certaines peines afflictives.

Richer, *Mort civile*, 15, 16. Pothier, *Mariage*, 264. *Id.*, *Des personnes*, 585. *Id.*, *Introd. aux Cout.*, No. 28. 11 Rép. Guyot, vo. *Mort civile*, p. 634. 2 Blackstone, 121. 1 *Id.*, 132, 133, Note. 16. C. N. 22.

32. La condamnation à la mort naturelle emporte la mort civile.

Pothier, *Cout d'Orl.*, *Intr.*, No. 30. Richer, *Mort civile*, p. 26. Rép. Guyot, *eod. loc.*, 634. Rochon vs. Leduc, Décisions du B. C., vol. 1, p. 252. C. N. 23.

33. Toutes autres peines afflictives perpétuelles emportent aussi la mort civile.

1 Blackstone, 134. Rép. Guyot, *eod. loco.* Richer, p.

26. Pothier, Intr. aux Cout., No. 30. *Id.*, *Des personnes*, 595. *Id.*, *Des successions*, 5.

34. Les incapacités résultant, quant aux personnes qui professent la religion catholique, de la profession religieuse par l'émission de vœux solennels et à perpétuité dans une communauté religieuse reconnue lors de la cession du Canada à l'Angleterre et approuvée depuis, restent soumises aux lois qui les réglaient à cette époque.

Pothier, *Des personnes*, 587-8-9. *Id.*, *Successions*, 125. *Id.*, *Mariage*, No. 264. *Id.*, *Intr. aux Cout.*, No. 28. Ord. 1662, *tit.* 20, *art.* 15, 16. 11 Guyot, *loc. cit.* Richer, pp. 596, 607 et suiv., 643, 647, 651, 660. 1 Blackstone, 132-3, *note* 16. 2 *Id.*, 121.

SECTION II.

DES EFFETS DE LA MORT CIVILE.

35. La mort civile emporte la perte de tous les biens du condamné, lesquels sont acquis au souverain à titre de confiscation.

Cout. de Paris, art. 183. 2 Blackstone, 381. Pothier, *Cout. d'Orl. Intr.*, No. 31. 11 Rép. Guyot, p. 637. 2 Pand. Franç., 174. Richer, 46, 337. C. N. 25.

36. La personne morte civilement ne peut,

1. Recueillir ni transmettre à titre de succession.

ff L. 18, *De bon. possess.* 2 Pand. Franç., 183. Pothier, *Des Personnes*, 587. 11 Rép. Guyot, 637. Richer, 203, 208, 217 et suiv. Pothier, *Successions*, p. 9. C. N. 25.

2. Elle ne peut disposer de ses biens, ni acquérir, soit par acte entrevifs ou à cause de mort, soit à titre gratuit ou onéreux ; elle ne peut ni contracter ni posséder ; elle peut cependant recevoir des aliments.

Pothier, *Des Personnes*, 587. N. Deniz. *Vo. aliments*, No. 24. 1 Argou, p. 16. 11 Rép. Guyot, 637. 1 Domat, *Liv. Prél.* p. 106. 1 Pigeau, 66. 1 Bourjon, 128. 1 Duperrier, 36 et suiv. C. N. 25.

3. Elle ne peut être nommée tuteur ni curateur, ni concourir aux opérations qui y sont relatives.

2 Pand. Franç., 185-6. Pothier, *Des Personnes*, 611. 11 Rép. Guyot, p. 637.

4. Elle ne peut être témoin dans aucun acte solennel

ou authentique, ni être admise à porter témoignage en justice, ni à servir comme juré.

ff L. 18, § 1, *Qui testam. facere.* L. 20. 2 Pand. Franç., 185-6. *ff* L. 3, *De testibus,* § 5. 11 Rép. Guyot, 637-8. Richer, 251, 254.

5. Elle ne peut procéder en justice ni en demandant ni en défendant.

ff L. 2, *De cap. minutis.* 2 Pand. Franç., 189, 190. Jousse, art, 8, tit. II, De l'ord. 1667, p. 28. Rodier, sur do., p. 31. 1 Pigeau, p. 66.

6. Elle est incapable de contracter un mariage qui produise quelque effet civil.

Pothier, Com. 20. *Id., Mariage,* 433, 440, 486. *Id., Successions,* c. 1, s. 2, art. 2, § 4. 11 Rép. Guyot, 638. Ord. 1639, art. 7. 2 Pand. Franç., 191 et suiv.

7. Celui qu'elle avait contracté précédemment est pour l'avenir dissous quant aux effets civils seulement; il subsiste quant au lien.

Pothier, *Successions,* 20; *Mariage,* 467. 3 Pand. Franç., 446 et suiv. Gousset, *Code Civil,* art. 227, pp. 94-5., art. 25, pp. 19, 20. 1 Maleville, pp. 41 et suiv. 1 Duranton, No. 225.—2 Duranton, 520. 1 Toullier, 285-6.

8. Son conjoint et ses héritiers peuvent exercer respectivement les droits et actions auxquels sa mort naturelle donnerait lieu; sauf les gains de survie auxquels la mort civile ne donne ouverture que lorsque cet effet résulte des termes du contrat de mariage.

ff L. 121, § 2, *De verb. signif.* 2 Pand. Franç., 198. 1 Demolombe, No. 210. Richer, p. 506. Lacombe, p. 459. 1 Toullier, No. 286.

37. La mort civile est encourue à compter de la condamnation judiciaire.

Pothier, *Successions,* c. 1, s. 1, pp. 5, 6. c. 3, pp. 125-6. *Id., Des Personnes,* tit, 3, p. 596. 20 Merlin, Rép., vo. *Mort civile,* § 1, p. 432. Richer, 143-4-6-7. 5 Merlin, vo. *Condamné,* No. 1, pp. 349, 350. *ff* L. 15, 1, *De interd. et releg.* L. 10, § 1. L. 29, *De pœnis.* Gousset, p. 21, sur art. 26.

38. Le pardon, la libération, la remise de la peine ou sa commutation en une autre qui n'emporte pas mort civile, rendent la vie civile au condamné, mais sans effet

rétroactif, à moins d'un acte du parlement qui comporte cet effet.

S. R. C., c. 99, s. 113.

TITRE DEUXIÈME.

DES ACTES DE L'ÉTAT CIVIL.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

39. L'on ne doit insérer dans les actes de l'état civil, soit par note, soit par énonciation, rien autre chose que ce qui doit être déclaré par les comparants.

C. N. 35.

40. Dans les cas où les parties ne sont pas obligées de comparaître en personne aux actes de l'état civil, elles peuvent s'y faire représenter par un fondé de procuration spéciale.

C. N. 36.

41. Le fonctionnaire public donne lecture aux parties comparantes ou à leur fondé de procuration, et aux témoins, de l'acte qu'il rédige.

C. N. 37.

42. Les actes de l'état civil sont inscrits sur deux registres de la même teneur, qui sont tenus pour chaque église paroissiale catholique, pour chaque église protestante, congrégation ou autre société religieuse, légalement autorisée à tenir tels registres; chacun desquels est authentique et fait également foi en justice.

Ord. 1667, tit. 20, art. 8. Déclaration de 1736, art. 1. S. R. B. C., c. 20, ss. 1, 16, 17. C. N. 40.

43. Ces registres sont fournis par les églises, congrégations ou sociétés religieuses, et doivent être de la forme réglée au Code de Procédure Civile.

S. R. B. C., c. 20, s. 1, § 2. C. N. 40.

44. Les registres sont tenus par les curés, vicaires, prêtres, ou ministres, desservant telles églises, congré-

gations ou sociétés religieuses, ou par tout autre fonctionnaire à ce autorisé.

S. R. B. C., c. 20, s. 1, § 1. C. N. 40.

45. Le double registre ainsi tenu doit, à la diligence de celui qui le tient, être présenté, avant qu'il en soit fait usage, a un des juges de la Cour Supérieure, ou au protonotaire du district, ou au greffier de la Cour de Circuit au lieu du protonotaire dans le cas mentionné dans le statut de la 25e Vict., chap. 16; pour, par tel juge, protonotaire ou greffier, être numéroté et paraphé en la manière prescrite dans le Code de Procédure Civile.

S. R. B. C., c. 20, s. 1, § 2. C. N. 41.

46. Les actes de l'état civil sont inscrits sur les deux registres, de suite et sans blancs, aussitôt qu'ils sont faits; les ratures et renvois sont approuvés et paraphés par tous ceux qui ont signé au corps de l'acte; tout y doit être écrit au long, sans abréviation ni chiffres.

S. R. B. C., c. 20, s. 1. C. N. 42.

47. Dans les six premières semaines de chaque année, un des doubles est, à la diligence de celui qui les a tenus, ou qui en a la garde, déposé au greffe de la Cour Supérieure de son district ou au greffe de la Cour de Circuit dans les cas pourvus par le statut ci-dessus mentionné au présent chapitre; ce dépôt est constaté par le reçu que doit en délivrer, sans frais, le protonotaire ou greffier de la Cour.

Cout. Paris, 241. Ord. de Blois, art. 181. Ord. de 1539, art. 51, 52, 53. Ord. de 1667, art. 8, tit. 20. S. R. B. C., c. 20, s. 8.

48. Tout protonotaire ou greffier est tenu, dans les six mois du dépôt, de vérifier l'état des registres déposés en son greffe, et de dresser procès-verbal sommaire de cette vérification.

Ord. 1667, tit. XX, art. XI.

49. L'autre double du registre reste en la garde et possession du prêtre, ministre ou autre fonctionnaire qui l'a tenu, pour par lui être conservé et transmis à son successeur en office.

Ord. de 1667, tit. XX, art. 8, et Déclar. 1736, art. 19, 20. S. R. B. C., c. 20, s. 8. C. N. 43.

50. Les dépositaires de l'un et de l'autre des registres

sont tenus d'en délivrer, à toute personne qui le requiert, des extraits qui, étant par eux certifiés et signés, sont authentiques.

S. R. B. C., c. 20, s. 8, § 2. C. N. 44.

51. Sur preuve qu'il n'a pas existé de registres pour la paroisse ou congrégation religieuse, ou qu'ils sont perdus, les naissances, mariages et décès peuvent se prouver soit par les registres et papiers de famille ou autres écrits, ou par témoins.

S. R. B. C., c. 20, s. 13. 2 Pand. Franç., 263. Ord. 1667, tit. XX, art. 14, et Décl. de 1736. C. N. 46.

52. Tout dépositaire des registres est civilement responsable des altérations qui y sont faites, sauf son recours, s'il y a lieu, contre les auteurs de ces altérations.

2 Pand. Franç., 278. Dard, sur art. 51. C. N. 51.

53. Toute contravention aux articles du présent titre de la part des fonctionnaires y dénommés, qui ne constitue pas une offense criminelle punissable comme telle, est punie par une amende qui n'excède pas quatre-vingts piastres et n'est pas moins de huit.

Ord. 1667. tit. XX, art. 12, 13, 18. Décl. de 1736, art. 19, 33, 39. 2 Pand. Franç., 278. 2 Vic., c. 4, s. 2. S. R. B. C., c. 20, s. 9. C. N. 50.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES ACTES DE NAISSANCE.

54. Les actes de naissance énoncent le jour de la naissance de l'enfant, celui du baptême, s'il a lieu, son sexe et les noms qui lui sont donnés ; les noms, prénoms, profession et domicile des père et mère, ainsi que des parrains et marraines, s'il y en a.

S. R. B. C., c. 20, s. 5. Ord. 1667, tit. XX, art. 9. Décl. 1736, art. 4. C. N. 57.

55. Ces actes sont signés, dans les deux registres, tant par celui qui les reçoit que par le père et la mère, s'ils sont présents, et par le parrain et la marraine, s'il y en a ; quant à ceux qui ne peuvent signer, il est fait mention de la déclaration qu'ils en font.

S. R. B. C., c. 20, s. 5, § 2. Ord. 1667, tit. 20, art. 10. C. N. 39.

56. Dans le cas où il est présenté au fonctionnaire public un enfant dont le père ou la mère, ou tous deux, sont inconnus, il en est fait mention dans l'acte qui en doit être dressé.

S. R. B. C., c. 20, s. 5, § 2. C. N. 55, 56, 58.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ACTES DE MARIAGE.

57. Avant de célébrer le mariage, le fonctionnaire chargé de le faire se fait représenter un certificat constatant que les publications de bans requises par la loi ont été régulièrement faites, à moins qu'il ne les ait faites lui-même, auquel cas ce certificat n'est pas nécessaire.

Pothier, *Mariage*, Nos. 66 à 84, 349. C. N. 63.

58. Ce certificat, qui est signé par celui qui a fait les publications, contient, ainsi que les publications elles-mêmes, les prénoms, noms, profession et domicile des futurs époux, leur qualité de majeurs ou de mineurs, les prénoms, noms, profession et domicile de leurs pères et mères, ou le nom de l'époux décédé. Et dans l'acte de mariage il est fait mention de ce certificat.

Pothier, *Mariage*, Nos. 66 et suiv. Ord. de Blois, art. 40. 2 Pand. Franç., 320-1. C. N. 63, 166.

59. Il peut cependant être procédé au mariage sans ce certificat, si les parties ont obtenu des autorités compétentes, et produisent une dispense ou licence, permettant l'omission des publications de bans.

Pothier, *Mariage*, loc. cit. et. No. 70. Ord. de Blois, art. 40. S. R. B. C., c. 20, s. 6. C. N. 63.

60. Si le mariage n'est pas célébré dans l'année à compter de la dernière des publications requises, elles ne suffisent plus et doivent être faites de nouveau.

3 Nouv. Denizart, vo. *Bans* de Mariage, p. 111. 2 Pand. Franç., 328. 2 Merlin, Rép., vo. *Bans*, p. 442. 2 Guyot, Rép., vo. *Bans*, p. 175. 1 Toullier, No. 567. C. N. 65.

61. Au cas d'opposition, mainlevée en doit être obtenue et signifiée au fonctionnaire chargé de la célébration du mariage.

Pothier, Mar., No. 82. Guyot, Rép. Vis. *Opposition à*

un mariage, alin. 1 et 2. Ferrière, Dict. de Droit, *iisdem verbis.*

62. Si, cependant, cette opposition est fondée sur une simple promesse de mariage, elle est sans effet, et il est procédé au mariage de même que si elle n'eût pas été faite.

S. R. B. C., ch. 34, s. 4.

63. Le mariage est célébré au lieu du domicile de l'un des époux. S'il est célébré ailleurs, le fonctionnaire qui en est chargé est tenu de vérifier et constater l'identité des parties.

Le domicile, quant au mariage, s'établit par six mois d'habitation continue dans le même lieu.

Fenet Pothier, p. 18. Pothier, *Mariage,* 356. C. N. 74.

64. L'acte du mariage est signé par celui qui l'a célébré, par les époux, et par au moins deux témoins, parents ou non, qui y ont assisté ; quant à ceux qui ne peuvent signer, il en est fait mention.

S. R. B. C., c. 20, s. 6.

65. L'on énonce dans cet acte :

1. Le jour de la célébration du mariage ;
2. Les noms et prénoms, profession et domicile des époux, les noms du père et de la mère, ou de l'époux précédent ;
3. Si les parties sont majeures ou mineures ;
4. Si elles sont mariées après publication de bans ou avec dispense ou licence ;
5. Si c'est avec le consentement de leurs père et mère, tuteur ou curateur, ou sur avis du conseil de famille, dans les cas où ils sont requis ;
6. Les noms des témoins, et, s'ils sont parents ou alliés des parties, de quel côté et à quel degré ;
7. Qu'il n'y a pas eu d'opposition, ou que mainlevée en a été accordée.

Pothier, *Mariage,* 375. S. R. B. C., c. 20, s. 6, § 1 et 2. C. N. 76.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES ACTES DE SÉPULTURE.

66. Aucune inhumation ne doit être faite que vingt-quatre heures après le décès ; et quiconque prend sciem-

ment part à celle qui se fait avant ce temps, hors les cas prévus par les règlements de police, est passible d'une amende de vingt piastres.

S. R. B. C., c. 21, s. 1. C. N. 77.

67. L'acte de sépulture fait mention du jour où elle a lieu, de celui du décès, s'il est connu, des noms, qualité ou occupation du défunt, et il est signé par celui qui a fait la sépulture et par deux des plus proches parents ou amis qui y ont assisté, s'ils peuvent signer ; au cas contraire, il en est fait déclaration.

S. R. B. C., c. 20, s. 7. Ord. 1667, tit. 20, art. 10. Déclar. de 1736, art. 10. 2 Pand. Franç., 382. C. N. 79.

68. Les dispositions des deux articles précédents sont applicables aux communautés religieuses et aux hôpitaux où il est permis de faire des inhumations.

Ord. 1667, tit. XX, art. XIII. S. R. B. C., c. 20, s. 11. C. N. 80.

69. Lorsqu'il y a des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donnent lieu de la soupçonner, ou bien lorsque le décès arrive dans une prison, asile ou maison de détention forcée, autre que les asiles pour les insensés, l'on ne peut faire l'inhumation sans y être autorisé par le coroner ou autre officier chargé, dans ces cas, de faire l'inspection du cadavre.

Décl. 20 Sept. 1712. 20 Isambert, p. 574. Décl. 1736, art. 12. 1 Jousse, p. 306. 1 Russell, on *Crimes*, 468. 1 Blackstone, 265, note 27. 4 & 5 Vict., c. 24. C. N. 81.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES ACTES DE PROFESSION RELIGIEUSE.

70. Dans toute communauté religieuse où il est permis de faire profession par vœux solennels et perpétuels, il est tenu deux registres de même teneur pour y insérer les actes constatant l'émission de tels vœux.

Ord. 1667, titre 20, art. 15. Décl. 1736, art. 25. Serpillon, pp. 332-7-8. Sallé, 234-5-7, p. 236, Note (a.)

71. [Ces registres sont cotés et paraphés comme les autres registres de l'état civil, et les actes y sont insorits en la manière exprimée en l'article 46.]

Ord. 1667, art. 16. Décl. 1736, art. 25. Serpillon, 332. Sallé, 236.

72. Les actes font mention des noms et prénoms et de l'âge de la personne qui fait profession, du lieu de sa naissance et des noms et prénoms de ses père et mère.

Ils sont signés par la partie elle-même, par la supérieure de la communauté, par l'évêque ou autre ecclésiastique qui fait la cérémonie, et par deux des plus proches parents ou par deux amis qui y ont assisté.

Décl. 1736, art. 27-28,

73. Les registres durent pendant cinq années, après lesquelles l'un des doubles est déposé comme dit en l'article 47; et l'autre reste dans la communauté pour faire partie de ses archives.

Décl. 1736, art. 8.

74. Les extraits de ces registres, signés et certifiés par la supérieure de la communauté, ou par les dépositaires de l'un des doubles, sont authentiques et sont délivrés par l'une ou par les autres au choix et à la demande de ceux qui les requièrent.

Décl. 1736, art. 29.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE LA RECTIFICATION DES ACTES ET REGISTRES DE L'ÉTAT CIVIL.

75. S'il a été commis quelqu'erreur dans l'entrée au registre d'un acte de l'état civil, le tribunal de première instance au greffe duquel a été ou doit être déposé ce registre, peut, sur la demande de toute partie intéressée, ordonner que cette erreur soit rectifiée en présence des autres intéressés.

Ord. 1667. Déclar. de 1736, art. 30. 1 Encyclopédie de Droit, pp. 205-6, Sebire et Carteret. Merlin, Rép., vo. *Actes de l'état civil.* 1 Rogron, C. C., art. 99, p. 85. Code Proc. civ., art. 855. 35 Geo. III., c. 4, s. 13. C. N. 99.

76. Les dépositaires de ces registres sont tenus d'y inscrire en marge de l'acte rectifié, ou, à défaut de marge, sur une feuille distincte qui y reste annexée, le jugement de rectification, aussitôt que copie leur en est fournie.

Décl. 1736, art. 30.

77. [Si l'on a entièrement omis d'entrer aux registres un acte qui devrait s'y trouver, le même tribunal peut, à la demande d'un des intéressés, et après que les autres

ont été dûment appelés, ordonner que cette omission soit réparée, et le jugement à cette fin est inscrit sur la marge des registres, à l'endroit où aurait dû être entré l'acte omis, et, à défaut de marge, sur une feuille distincte qui y demeure annexée.]

35 Geo. 3, ch. 4, sec. 11, 13. 1 Maleville, 375. Ord. 1667, tit. 20, art. 14. Serpillon, pp. 338 à 341. Décl. 1736, art. 30. Jousse, p. 321. Rodier, pp. 356 et suiv. 1 Bornier, 160. 27 Merlin, p. 263, 11. Do., 148. C. P. C., art. 855. 1 Toullier, No. 342, 350. C. N. 99.

78. Le jugement de rectification ne peut, en aucun temps, être opposé aux parties qui ne l'ont pas demandé, ou qui n'y ont pas été appelées.

2 Pand. Franç. sur art. 100, p. 406. Rogron, sur *Ibid.*, p. 85. C. N. 100.

TITRE TROISIÈME.

DU DOMICILE.

79. Le domicile de toute personne, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où elle a son principal établissement.

Cod. L. 7, *De incolis*. Pothier, *Introd. aux Coul*,. 8, 20. *Id.*, *Mariage*, 355. Merlin, Rép., vo. *Domicile*, § 2, Nos. 3, 4. 2 Pand. Franç., 409, 413. 1 Toullier, Nos. 364-6. C. N. 103.

80. Le changement de domicile s'opère par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y faire son principal établissement.

Pothier, *Introd. aux Coul.*, 14. *ff.* L. 4 & 20, *ad municipalem et de incolis*. 1 Toullier, p. 323. C. N. 103.

81. La preuve de l'intention résulte des déclarations de la personne et des circonstances.

C. N. 104.

82. Celui qui est appelé à une fonction publique temporaire ou révocable, conserve son domicile, s'il ne manifeste l'intention contraire.

Pothier, *eod. loc.*, 9, 15. Cod. L. 2, *De incolis*. C. N. 106. C. L. 46.

83. La femme non séparée de corps n'a pas d'autre domicile que celui de son mari.

Le mineur non émancipé a son domicile chez ses père et mère ou tuteur.

La majeur interdit pour démence a le sien chez son curateur.

Pothier, *loc. cit.*, 10, 11, 12, 18, 19. *Id.*, *Mariage*, 357. 2 Pand. Franç., p. 423. C. N. 108. C. L. 48.

84. Les majeurs qui servent ou travaillent habituellement chez autrui, ont le même domicile que la personne qu'ils servent ou chez laquelle ils travaillent, lorsqu'ils demeurent avec elle dans la même maison.

ff. loc. cit. L. 6, § 3. L. 22. Merlin, Rép., vo. *Domicile*, § 4, No. 1. 2 Pand. Franç., 227. 1 Bourjon, p. 90. C. N. 109.

85. Lorsque les parties à un acte y ont fait, pour son exécution, élection de domicile dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites qui y sont relatives, peuvent être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile.

Loyseau, des Seigneuries, c. 14, No. 15. Bacquet, *Droits de justice*, c. 8, No. 16. Raviot, *Quest.*, 297, No. 21. 8 Merlin, Rép., vo. *Domicile élu*, § 2, édit. in 8. Dard, pp. 26, 27. 2 Pand. Franç., 431. C. N. 111.

TITRE QUATRIÈME.

DES ABSENTS.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

86. L'absent, dans le sens du présent titre, est celui qui, ayant eu un domicile dans le Bas-Canada, a disparu sans que l'on ait aucune nouvelle de son existence.

1 Maleville, 127, 116. De Moly, Absence, 5. 2 Esprit du code, 281. 1 Toullier, No. 381. Encyclopédie de Droit, 42.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA CURATELLE AUX ABSENTS.

87. S'il y a nécessité de pourvoir à l'administration des biens d'un absent qui n'a pas de procureur fondé,

ou dont le procureur n'est pas connu ou refuse d'agir, il peut, à cette fin, être nommé un curateur.

Bretonnier, *Quest. de droit*, vo. *Absent*, c. III, p. 7. Nouv. Denizart, vo. *Absence*, p. 56. S. R. B. C., c. 86, s. 2 et suiv. Biret, *Traité de l'absence*, p. 21. Rogron sur art. 112. C. N. 112.

88. Il est statué sur la nécessité de cette nomination à la demande des intéressés, sur l'avis du conseil de famille, composé et convoqué en la manière pourvue au titre *De la minorité, de la tutelle et de l'émancipation*, avec l'homologation du tribunal ou de l'un de ses juges ou du protonotaire.

S. R. B. C., c. 86, s. 2 et suiv.; c. 78, s. 23.

89. Les curateurs nommés aux biens des absents prêtent serment de bien et fidèlement remplir les devoirs de leur charge et de rendre compte.

2 Pigeau, Vol. 2, pp. 510, 511. C. L. 52.

90. Le curateur est tenu de faire faire, devant notaire, bon et fidèle inventaire et estimation de tous les biens commis à sa charge, et il est soumis, quant à son administration, à toutes les obligations dont le tuteur est tenu.

Pigeau, *eod. loc.* C. L. 52.

91. Les pouvoirs de ce curateur se bornent aux actes de pure administration; il ne peut aliéner, engager, ni hypothéquer les biens de l'absent.

Encyclop. de Droit, vo. *Absent*. Arrêtés de Lamoignon, tit. 6, *Des Absents*, pp. 37 et suiv. Jurisp. du Code Civil, par Bavoux & Loiseau, pp. 137 et suiv.

92. La curatelle à l'absent se termine:

1. Par son retour;

2. Par sa procuration adressée au curateur ou à toute autre personne;

3. Par l'envoi en possession provisoire de ses biens accordé à ses héritiers dans les cas prévus par la loi.

Sebire et Carteret, Encyclop. de Droit, vo. *Absent*. Arrêtés de Lamoignon, tit. 6, pp. 37 et suiv. 1 Bavoux et Loiseaux, p. 137.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA POSSESSION PROVISOIRE DES HÉRITIERS DE L'ABSENT.

93. Lorsqu'une personne a cessé de paraître au lieu de son domicile ou de sa résidence, et que, depuis [cinq] ans, on n'en a point eu de nouvelles, ses héritiers présomptifs au jour de son départ ou de ses dernières nouvelles, peuvent se faire envoyer, par justice, en possession provisoire de ses biens, à la charge de donner caution pour la sûreté de leur administration.

Pothier, *Intr. à la Cout. d'Orl.*, tit. 17, No. 37. *Id.*, *Des Successions*, c. 3, s. 1, § 1. Bretonnier, *Quest. de Droit*, c. 3, pp. 7, 8. 3 Pand. Franç., 3. C. N. 115. C. L. 58.

94. La possession provisoire peut être ordonnée avant l'expiration du délai ci-dessus, s'il est établi, à la satisfaction du tribunal, qu'il y a de fortes présomptions que l'absent est mort.

Bretonnier, vo. *Absents*, c. III, p. 6. Encyclop. de Droit, p. 144. Lebrun, *Successions*, liv. 1, c. 1, sec. 1, No. 5. Arrêts du 2 janvier, 1634,—23 mars, 1688, J. A. 2 Bretonnier sur Henrys, *liv.* 4, *quest.* 46. 3 Pand. Franç., p. 14. 10. Nouv. Denizart, vo. *Absent*, p. 62. C. N. 117. C. L. 61.

95. Le tribunal, en statuant sur cette demande, a égard aux motifs de l'absence et aux causes qui ont pu empêcher d'avoir des nouvelles de l'absent.

Pothier, Introd. Cout. d'Orl., tit. 17, No. 37. Lebrun, *Successions*, loc. cit. C. N. 117. C. L. 62.

96. La possession provisoire est un dépôt, qui donne à ceux qui l'obtiennent l'administration des biens de l'absent et qui les rend comptables envers lui ou ses héritiers ou représentants légaux.

C. N. 125.

97. Ceux qui ont obtenu la possession provisoire doivent faire procéder devant notaire à l'inventaire du mobilier et des titres de l'absent, [et à la visite par experts des immeubles, afin d'en constater l'état. Le rapport est homologué par le tribunal et les frais en sont pris sur les biens de l'absent.]

Le tribunal qui a accordé la possession ordonne, s'il y a lieu, de vendre tout ou partie du mobilier; auquel

cas il est fait emploi du prix de vente, ainsi que des fruits échus.

Biret, *Absence*, p. 129. C. N. 126.

98. Si l'absence a continué pendant trente ans du jour de la disparition, ou de la dernière nouvelle reçue, ou s'il s'est écoulé cent ans depuis sa naissance, l'absent est réputé mort à compter de son départ, ou de la dernière nouvelle reçue; en conséquence, si la possession provisoire a été accordée, les cautions sont déchargées, le partage des biens peut être demandé par les héritiers ou autres y ayant droit, et la possession provisoire devient définitive.

Biret, *Absence*, pp. 245, 248. Arrêtés de Lamoignon, *Absents*, c. 6, art. 4, p. 38. 2 Lamoignon, *Mémoires*, tit. 6, *Absents*, p. 43. 3 Pand. Franç., pp. 46-7. Bretonnier, vo. *Absents*, p. 13. Lahaie, p. 41, sur l'art. 129. 1 Nouv. Denizart, vo. *Absence*, p. 55. 10 Nouv. Denizart, vo, *Absence*, p. 70. Arrêt du 2 janvier 1634, J. A. 1 Guyot. Rép., vo. *Absent*, p. 68. 2 Demolombe, p. 71. C. N. 129.

99. Nonobstant les présomptions en l'article précédent, la succession de l'absent est ouverte, du jour de son décès prouvé, au profit des héritiers habiles à succéder à cette époque, et ceux qui ont joui des biens de l'absent sont tenus de les restituer.

Dard, p. 31. C. N. 130. C. L. 72.

100. Si l'absent reparaît, ou si son existence est prouvée, pendant la possession provisoire, les effets du jugement qui l'a ordonnée cessent.

C. N. 131. C. L. 73.

101. Si l'absent reparait, ou si son existence est prouvée, même après l'expiration des cent années de vie ou des trente ans d'absence, tel que porté en l'article 98, il recouvre ses biens dans l'état où ils se trouvent, le prix de ceux qui ont été aliénés, ou les biens provenant de l'emploi de ce prix.

3 Pand. Franç., 45-6. Biret, Absence, 245. 2 Demolombe, 283-9. Merlin, Quest., vo. Héritier, pp. 325, 328, 330-2. 9. N. Deniz., vo. Héritier, § 2, No. 16, p. 600. C. N. 132.

102. Les enfants et descendants directs de l'absent peuvent également, dans les trente ans à compter de l'époque où la possession provisoire est devenue définitive,

demander la restitution de ses biens, comme il est dit en l'article précédent.

C. N. 133. Pand. Franç., loc. cit. C. L. 75.

103. Après le jugement accordant la possession provisoire, celui qui a des droits à exercer contre l'absent ne peut les poursuivre que contre ceux qui ont été envoyés en possession.

Arrêtés de Lamoignon, tit. 6, art. 6, p. 38. Bretonnier, *Absents*, p. 15. Mémoires de Lamoignen, p. 44. C. L. 76. C. N. 104.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AUX DROITS ÉVENTUELS QUI PEUVENT COMPÉTER A L'ABSENT.

104. Quiconque réclame un droit échu à un absent doit prouver que cet absent existait quand le droit a été ouvert; à défaut de cette preuve, il est déclaré non recevable dans sa demande.

Pothier, *Successions*, pp. 8, 9, c. 1, sec. II, art. 1. Nouv. Deniz. vo. *Absence*. Biret, *Absence*, pp. 157 & suiv. Pothier, *Intr. à Cout. Orl.*, tit. 17, Nos. 6, 7. 2 Domolombe, pp. 4, 5. 1 Guyot, Rép. vo. *Absent*, 66. Lahaie, 43, sur art. 135. 10 Nouv. Deniz, *Absence*, 70. Bretonnier, *Quest. Absents*, 9, 10, § II, p. 57. Arrêt du 2 janv., 1634. C. N. 135.

105. S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un absent, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut.

10 Nouv. Denizart, vo. *Absent*, p. 70. 1 Toullier, Nos. 473 à 475, 400, 481. 4 *Id.*, pp. 6, 16. 7 *Id.*, p. 4. 10 *Id.*, p. 7. 2 Du Parc Poullain, p. 46, Nos. 7, 8. 3 Pand. Franç., p. 59. Biret, 287-9. C. N. 136.

106. Les dispositions des deux articles précédents ont lieu sans préjudice des actions en répétition d'hérédité et d'autres droits, lesquels compètent à l'absent ou à ses héritiers et représentants légaux, et ne s'éteignent que par le laps de temps établi pour la prescription.

3 Pand. Franç., 60. C. N. 107.

107. Tant que l'absent ne se représente pas, ou que les actions ne sont point exercées de son chef, ceux qui ont recueilli la succession gagnent les fruits par eux perçus de bonne foi.

1 Merlin, Rep. *Absent*, sur art. 108, p. 94. Pothier, *Propriété*, Nos. 95-6. 1 Delvincourt, No. 4, p. 50. C. N. 138.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES EFFETS DE L'ABSENCE RELATIVEMENT AU MARIAGE.

108. Les présomptions de décès fondées sur l'absence, quelle qu'en soit la durée, ne sont pas applicables au cas du mariage ; l'époux de l'absent ne peut jamais en contracter un nouveau sans rapporter la preuve certaine du décès de son époux absent.

Biret, *Absence*, pp, 30, 216 à 232. 2 Demolombe, Nos. 7, 260. DeMoly, *Absence*, No. 511. 1 Zachariæ, p. 315, 202. Daguesseau, 28e *Plaidoyer*. Rolland de Villargues, *Absent*, Nos. 343-4. 1 Merlin, Rép. *Absence*, p. 96. 3 Pand. Franç., p. 61. 2 Lamoignon, *Mémoires*, p 42. 1 *Id.*,Arrêtés, p. 38. 10 Nouv. Denizart, p. 71. Bretonnier, *Quest. de Droit*, *Absent*, c. 1. Pothier, Mariage, No. 106. Encyclop. de Droit, *Absent*, p. 45. 1 Guyot, Rép. *Absent*, p. 67.

109. Si les conjoints sont communs en biens, la communauté est dissoute provisoirement du jour de la demande à cette fin par les héritiers présomptifs, après le temps requis pour se faire envoyer en possession des biens de l'absent, ou à compter de l'action que le conjoint présent porte contre eux au même effet ; et dans ces cas il peut être procédé à la liquidation et au partage des biens de la communauté, à la demande de l'époux présent, des envoyés en possession ou de tous autres intéressés.

Pothier, Communauté, No. 505. 1 Guyot, Rép. vo. *Absent*, p. 69. 1 Chardon, p. 220, Des 3 Puissances.

110. Aux cas de l'article précédent, les conventions et droits des conjoints subordonnés à la dissolution de leur communauté, deviennent exécutoires et exigibles.

1 Lamoignon, *Arrêtés*, p. 37. 2 *Id.*, Mémoires, p. 42.

111. Si c'est le mari qui est absent, la femme peut se faire mettre en possession de tous les gains et avantages matrimoniaux lui résultant de la loi ou de son contrat de mariage ; mais à la condition de fournir bonne et suffisante caution de rendre compte et de rapporter, au cas de retour, tout ce qu'elle aura ainsi reçu.

2 Lamoignon, *Mémoires*, p. 42. 1 Encyclop. de Droit, *Absents*, p. 49. Bretonnier, *Quest. de Droit*, p. 4.

112. Si l'époux absent n'a pas de parents habiles à lui succéder, l'autre époux peut demander la possession provisoire des biens.

Pothier, *Intr.* Cout. d'Orl, tit. 17. *ff* L. unic. *undè vir et uxor.* 1 Toullier, p. 411. 1 Delvincourt, p. 48. 3 Pand. Franç., 64. Lahaie, p. 45. C. N. 140.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE LA SURVEILLANCE DES ENFANTS MINEURS DU PÈRE QUI A DISPARU.

113. Si le père a disparu, laissant des enfants mineurs issus d'un commun mariage, la mère en a la surveillance et elle exerce tous les droits du mari, quant à leur personne et à l'administration de leurs biens, jusqu'à ce qu'il y ait un tuteur.

Cod. argumentum ex lege I, ubi pupilli educari. 3 Pand. Franç. sur art. 141, p. 65. 1 Toullier, p. 389. 1 Duranton, p. 438. C. N. 141.

114. Après la disparition du père, si la mère est décédée ou incapable d'administrer les biens, il peut être nommé aux mineurs un tuteur provisoire ou permanent.

Bretonnier, *Absents*, c. 2, p. 6. 1 Guyot, Rép. vo. *Absent*, p. 68. 3 Pand. Franç., 65. C. N. 142.

TITRE CINQUIÈME.

DU MARIAGE.

CHAPITRE PREMIER.

DES QUALITÉS ET CONDITIONS REQUISES POUR POUVOIR CONTRACTER MARIAGE.

115. L'homme, avant quatorze ans révolus, la femme, avant douze ans révolus, ne peuvent contracter mariage.

Pothier, *Mariage*, No. 94. Institutes, titre *de nuptiis*. 3 Pand. Franç., p. 139. Dard, sur art. 144. C. N. 144.

116. Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a pas de consentement.

Pothier, *Mariage*, Nos. 92, 93, 227, 307. 3 Pand. Franç., pp. 141 et suiv. C. N. 146.

117. L'impuissance naturelle ou accidentelle, existant lors du mariage, le rend nul, mais dans le cas seulement où elle est apparente et manifeste.

Cette nullité ne peut être invoquée que par la partie même avec qui l'impuissant a contracté ; elle n'y est plus recevable si elle a laissé passer trois ans sans se plaindre.

Pothier, *Mariage*, 96, 445, 458. Merlin, Rép. vo. *Congrès*, Nos. 3, vo. *Impuissance*, No. 2. III Demolombe, No. 12. V Locré, Leg. civile, p. 85. VI do., p. 35. II Toullier, No. 805. III Pand. Franç., 275. II Duranton, Nos. 67, 71. Anc. Deniz., vo. *Impuissance*, No. 32, 36. C. N. 180, 313.

118. On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier.

Pothier, *Mariage*, Nos. 103, 105 3 Pand. Franç., p. 154. Lahaie, p. 47. C. N. 147.

119. Les enfants qui n'ont pas atteint l'âge de vingt-un ans accomplis, pour contracter mariage, doivent obtenir le consentement de leur père et de leur mère ; en cas de dissentiment le consentement du père suffit.

Pothier, *Mariage*, Nos. 324 à 328.—Pothier, *Des Personnes*, 1 part., tit. 6, sec. 2. 3 Pand. Franç., p. 165. Déclaration de 1639. Daguesseau, 30e Plaid. C. N. 148.

120. Si l'un des deux est mort, ou s'il est dans l'impossibilité de manifester sa volonté, le consentement de l'autre suffit.

Cod. L. 25, *de nuptiis*. 3 Pand. Franç., 164, 178. C. N. 149.

121. L'enfant naturel qui n'a pas atteint l'âge de vingt-un ans révolus, doit, pour se marier, y être autorisé par un tuteur *ad hoc* qui lui est nommé à cet effet.

Cod., Loc. cit. Pothier, *Mariage*, 342.

122. S'il n'y a ni père ni mère, ou s'ils se trouvent tous deux dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les mineurs, pour contracter mariage, doivent obtenir le consentement de leur tuteur, ou curateur au cas d'émancipation, lequel est tenu lui-même pour donner ce consentement, de prendre l'avis du conseil de famille, dûment convoqué pour en délibérer.

ff L. 20, *de ritu nupt.* *Cod.* L. 8, *de nuptiis.* 3 Pand. Franç., 189. Pothier, *Mariage*, Nos. 321, 333, 334, 336. Lahaie, p. 52. Ord. de Blois, art. 43. Décl. de 1721, art. 5. Décl. de 1743, art. 12. Edits et Ord. Royaux. C. N. 160.

123. Les sommations respectueuses aux père et mère ne sont plus obligatoires.

124. En ligne directe, le mariage est prohibé entre les ascendants et descendants et entre les alliés, soit légitimes, soit naturels.

Instit., liv. 1, tit. 10. *ff* L. 53, 54. *de ritu nupt.* Pothier, *Mariage*, Nos. 132, 148, *in fine*, 153. 8 Pand. Franç., pp. 192, 197, 295 et suiv. 1 Merlin, vo. *Affinité*, 1. C. N. 161.

125. En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur, légitimes ou naturels, et entre les alliés au même degré, aussi légitimes ou naturels.

ff L. 14, L. 39, *de ritu nupt.* *Cod.* L. 5, *de incest. nupt.* Pothier, *Mariage*, Nos. 133, 154, 158, 160. 1 Toullier, No. 537 C. N. 162.

126. Le mariage est aussi prohibé entre l'oncle et la niéce, la tante et le neveu.

ff loc. cit. Inst. De nuptiis, L. 39. 10 Merlin, vo. *Empêchement*, § 4. Pothier, *Mariage*, Nos. 133, 146, 148, 154, 161. C. N. 163.

127. Les autres empêchements, admis d'après les

différentes croyances religieuses, comme résultant de la parenté ou de l'affinité et d'autres causes, restent soumis aux règles suivies jusqu'ici dans les diverses églises et sociétés religieuses.

Il en est de même quant au droit de dispenser de ces empêchements, lequel appartiendra tel que ci-devant, à ceux qui en ont joui par le passé.

2 Steph., 240, 284.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES FORMALITÉS RELATIVES A LA CÉLÉBRATION DU MARIAGE.

128. Le mariage doit être célébré publiquement devant un fonctionnaire compétent reconnu par la loi.

C. N. 165.

129. Sont compétents à célébrer les mariages, tous prêtres, curés, ministres et autres fonctionnaires autorisés par la loi à tenir et garder registres de l'état civil.

Cependant aucun des fonctionnaires ainsi autorisés ne peut être contraint à célébrer un mariage contre lequel il existe quelqu'empêchement, d'après les doctrines et croyances de sa religion, et la discipline de l'église à laquelle il appartient.

Pothier, *Mariage*, 346, 349, 354 à 360. 1 Russell, *on Crimes*, p. 192 et suiv. 35 Geo. III, c. 4, s. 1. S. R. B. C., c. 20, ss. 16, 17.

130. Les publications ordonnées par les articles 57 et 58, sont faites par le prêtre, ministre ou autre fonctionnaire, dans l'église à laquelle appartiennent les parties, au service divin du matin, ou, s'il n'y en a pas le matin, à celui du soir, à trois dimanches ou jours de fête, avec intervalles convenables. Si les parties appartiennent à différentes églises, ces publications ont lieu dans celle de chacune.

Sur nécessité de la publication.

Pothier, *Mariage*, 72-3-4-5, 356. Ord. de Blois, art. 40. Merlin, Rép. vo. *Mariage*, § 4. Wharton, L. L. vo. *Bans*. 1 Russell, *on Crimes*, 189 et suiv.:

Par qui. 4 Geo. IV, c. 76, ss. 6, 7. 1 Russell, p. 193.

Où. Pothier, *Mariage*, 72. 2 Pand. Franç., p. 321. 4 Geo. IV, c. 76, s. 2. Lewis, *on Marriage*, 8. 22 Russell, p. 190.

Nombre de publications et quand.

Pothier, 74-5-7. 4 Geo. IV, *loc. cit.* 2 Pand. Franç., 322-4. 1 Russell, *loc. cit.*

131. Si le domicile actuel des futurs époux n'est pas établi par une résidence de six mois au moins, les publications doivent se faire en outre au dernier domicile qu'ils ont eu dans le Bas-Canada.

Guyot, Rép. vis. *Bans de Mariage*, p. 175.

132. [Si le dernier domicile est hors du Bas-Canada et que les publications n'y aient pas été faites, le fonctionnaire qui, dans ce cas, procède à la célébration du mariage, est tenu de s'assurer qu'il n'existe entre les parties aucuns empêchements légaux.]

133. Si les parties, ou l'une d'elles sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications sont encore faites au lieu du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent.

Pothier, 72, 357. C. N. 168.

134. Il est loisible aux autorités en possession jusqu'à présent du droit d'accorder des licences ou dispenses pour mariage, d'exempter des dites publications.

Pothier, 77, 78. Ord. de Blois, art. 40. 2 Pand. Franç., 324. 4 Geo. IV, c. 76 en plusieurs sections. 35 Geo. III, c. 4, s. 4. C. N. 169.

135. Le mariage célébré hors du Bas-Canada entre deux personnes sujettes à ses lois, ou dont l'une seulement y est soumise, est valable, s'il est célébré dans les formes usitées au lieu de la célébration, pourvu que les parties n'y soient pas allées dans le dessein de faire fraude à la loi.

2 Merlin, *Rép.* vo. *Bans.* pp. 436-7. 1 Toullier, No. 577. 1 Vazeille, p. 314. Rolland de Villargues, *Mariage*, No. 22. 3 Favard, rép., p. 30. Pothier, *Mariage*, 327, 363. 1 Bouhier, 390.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES OPPOSITIONS AU MARIAGE.

136. Le droit de former opposition à la célébration du mariage appartient à la personne engagée par mariage avec l'une des deux parties contractantes.

Pothier, No. 81. 3 Pand. Franç., p. 241. C. N. 172.

137. Le père, et à défaut du père, la mère, peut former opposition au mariage de son enfant mineur.

Pothier, Mariage, 81. Merlin, vo. Opposition à Mariage sur art. 173. 1 Toullier, p. 489. C. N. 173.

138. A défaut de père et de mère, le tuteur ou, au cas d'émancipation, le curateur peut aussi faire opposition au mariage de son pupille ; mais le tribunal auquel elle est soumise ne peut statuer sur cette opposition qu'après avoir pris l'avis du conseil de famille, dont il doit ordonner la convocation.

Pothier, Mariage, 81. Merlin, Opposition à Mariage sur art. 172. 1 Toullier, p. 425, 490. 3 Pand. Franç., 248. 2 Favard, Mariage, sec. 2, § 1, No. 3, p. 59. 1 Delv., p. 62. C. N. 175.

139. S'il n'y a ni père, ni mère, ni tuteur, ni curateur, ou si le tuteur ou curateur a donné son consentement au mariage sans prendre l'avis du conseil de famille, les aïeuls et aïeules, l'oncle et la tante, le cousin et la cousine germains, majeurs, peuvent former opposition au mariage de leur parent mineur, mais seulement dans les deux cas suivants :

1. Lorsque le conseil de famille qui, d'après l'article 122, aurait dû être consulté, ne l'a pas été ;

2. Lorsque le futur époux est dans l'état de démence.

Autorités sous l'art. précédent. 2 Toullier, pp. 446-7. Pothier, Mariage, No. 81. C. N. 174.

140. Lorsque l'opposition est faite dans les circonstances et par une des personnes énumérées en l'article précédent, si le futur époux mineur n'a ni tuteur ni curateur, l'opposant est tenu de lui en faire nommer un ; s'il a déjà un tuteur ou curateur, qui ait consenti au mariage sans consulter le conseil de famille, l'opposant doit lui faire nommer un tuteur *ad hoc* ; pour les tuteur, curateur ou tuteur *ad hoc*, représenter les intérêts du mineur sur cette opposition.

141. [Si le futur époux, étant majeur, est dans l'état de démence, et non interdit, les personnes suivantes peuvent, dans l'ordre où elles sont mentionnées, faire opposition à son mariage :

1. Le père, et à son défaut, la mère ;
2. A défaut de père et de mère, les aïeuls et aïeules ;
3. A défaut de ces derniers, le frère ou la sœur, l'oncle

ou la tante, le cousin ou la cousine germains, majeurs;

4. A défaut de tous les susnommés, les parents et alliés du futur époux, qualifiés à assister à l'assemblée du conseil de famille, qui doit être consulté sur son interdiction.]

3 Pand. Franç., 246-7.

142. Lorsque l'opposition est fondée sur l'état de démence du futur époux, l'opposant est tenu de promouvoir son interdiction et d'y faire statuer sans délai.

3 Pand. Franç., 247. Pothier, *Mariage*, No. 81. 22 Rép. Merlin, vo. *Opposition au Mariage*, pp. 88 et suiv., et No. 4 sur art. 174. C. N. 174.

143. [Quelle que soit la qualité de l'opposant, c'est à à lui à adopter et suivre les formalités et procédures requises pour soumettre son opposition au tribunal et l'y faire décider sous les délais voulus, sans qu'il soit besoin de demande en mainlevée; à défaut de quoi, l'opposition est regardée comme non avenue, et il est, nonobstant, passé outre à la célébration du mariage.]

3 Pand. Franç., 254.

144. Au Code de Procédure Civile se trouvent les règles quant à la forme, au contenu et à la signification des actes d'opposition, ainsi que celles relatives à la péremption décrétée en l'article précédent et aux autres procédures requises.

145. Les oppositions sont portées devant le tribunal de première instance du domicile de celui au mariage duquel on s'oppose, ou du lieu où doit se célébrer le mariage, ou devant un juge de ce tribunal.

3 Pand. Franç., 253.

146. S'il y a appel, les procédures sont sommaires et elles ont la préséance.

3 Pand. Franç., 253-4.

147. Si l'opposition est rejetée, les opposants, autres que le père et la mère, peuvent être condamnés aux dépens, et sont passibles de dommages-intérêts suivant les circonstances.

3 Pand. Franç., 255-6. C. N. 179.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DEMANDES EN NULLITÉ DE MARIAGE.

148. Le mariage qui a été contracté sans le consentement libre des deux époux, ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre.

Lorsqu'il y a erreur dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des deux époux qui a été induit en erreur.

Pothier, Mariage, 444, 308. 3 Pand. Franç., 146-7. Merlin, Rép. *Mariage*, s. 1, § 2, s. 6, § 2. C. N. 180.

149. [Dans les cas de l'article précédent, la demande en nullité n'est plus recevable, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois, depuis que l'époux a acquis sa pleine liberté, ou que l'erreur a été reconnue.]

C. N. 181.

150. Le mariage contracté sans le consentement des père et mère, tuteur ou curateur, ou sans l'avis du conseil de famille, dans le cas où ce consentement ou avis était nécessaire, ne peut être attaqué que par ceux dont le consentement ou avis était requis.

Pothier, *eod. loc.* et 447. C. N. 182.

151. [Dans le cas des articles 148 et 150 qui précèdent, l'action en nullité ne peut plus être intentée ni par les époux, ni par le tuteur ou curateur, ni par les parents dont le consentement est requis, toutes les fois que ce mariage a été approuvé expressément ou tacitement par ceux dont le consentement était nécessaire; ou lorsqu'il s'est écoulé six mois sans réclamation de leur part, depuis qu'ils ont eu connaissance du mariage.]

Pothier, Mariage, No. 446. *Id.* Des Personnes, 1 part, tit 6, s. 2. 3 Pand. Franc., 267-268. C. N. 183.

152. Tout mariage contracté en contravention aux articles 124, 125, 126, peut être attaqué soit par les époux eux-mêmes, soit par tous ceux qui y ont intérêt.

Pothier, 444, 449, 451. 3 Pand. Franc., 271 à 275. C. N. 184.

153. Néanmoins le mariage contracté par des époux

qui n'avaient pas encore l'âge requis, ou dont l'un des deux n'avait pas atteint cet âge, ne peut plus être attaqué :

1. Lorsqu'il s'est écoulé six mois depuis que cet époux ou les époux ont atteint l'âge compétent ;

2. Lorsque la femme qui n'avait pas cet âge, a conçu avant l'expiration de six mois.

Pothier, 94, 95. Pand. Franç., 275, 281. C. N. 185.

154. Le père, la mère, le tuteur ou curateur et les parents qui ont consenti au mariage contracté dans les cas de l'article précédent, ne sont pas recevables à en demander la nullité.

Pothier, 446. 3 Pand. Franç., 282-3. C. N. 681.

155. Dans le cas où, d'après l'article 152, l'action en nullité compète à tous ceux qui y sont intéressés, l'intérêt doit être né et actuel, pour donner ouverture à ce droit d'action en faveur des aïeux, des parents collatéraux, des enfants nés d'un autre mariage, et des tiers.

Pothier, Mariage, No. 1. Merlin, Quest., t. 10, § 5, p. 19. Merlin, Répert., vo. Mariage, t. 19, p. 483. Lahaie sur art. 187. Lebrun, *Successions*, liv. 3, c. 6. 3 Pand. Franç., p. 283 et suiv. C. N. 187.

156. Tout mariage qui n'a pas été contracté publiquement et qui n'a pas été célébré devant le fonctionnaire compétent, peut être attaqué par les époux eux-mêmes et par tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel, sauf au tribunal à juger suivant les circonstances.

Pothier, Mariage, 361, 362, 451. C. N. 191.

157. [Si les publications requises n'ont pas été faites ou suppléées au moyen de dispense ou licence, ou bien si les intervalles prescrits ou d'usage pour les publications et la célébration n'ont pas été observés, le fonctionnaire qui célèbre un mariage sous de telles circonstances est passible d'une amende qui n'excède pas cinq cents piastres.]

158. [La pénalité imposée par l'article précédent est également encourue par le fonctionnaire qui, dans l'exécution du devoir qui lui est imposé, ou dont il s'est chargé, touchant la célébration d'un mariage, contrevient aux règles qui sont prescrites à cet égard par les divers articles du présent titre.]

C. N. 193. Pothier, Mariage, 364.

159. Nul ne peut réclamer le titre d'époux et les effets civils du mariage, s'il ne représente un acte de célébration, inscrit sur les registres de l'état civil, sauf les cas prévus par l'article 51.

Pothier, 378. Ord. 1667, tit. 20, art. 7. C. N. 194.

160. La possession d'état ne peut dispenser les prétendus époux qui l'invoquent de reprérenter l'acte de célébration du mariage.

Pothier, 374 à 378. Ord. 1667, tit. 20, art. 8. Décl. de 1736. 3 Pand. Franç., 319. C. N. 195.

161. Lorsqu'il y a possession d'état, et que l'acte de célébration du mariage est représenté, les époux sont non recevables à demander la nullité de cet acte.

3 Pand. Franç., 322. C. N. 196.

162. Si néanmoins dans le cas des articles 159 et 160, il existe des enfants issus de deux individus qui ont vécu publiquement comme mari et femme, et qui sont tous deux décédés, la légitimité des enfants ne peut être contestée sous le seul prétexte du défaut de représentation de l'acte de célébration, toutes les fois que cette légitimité est appuyée sur une possession d'état qui n'est pas contredite par l'acte de naissance.

Cod., L. 9, *De nuptiis*. *ff* L. 14, *De probat.* 1 Cochin, Plaidoyer Bourjelas.—3 Pand. Franç., 325 à 337.—Merlin, Rép. vo. *Légitimité*, s. 1, § 2, p. 28.—1 Toullier, pp. 320, 498.—2 Do, p. 151.—1 Delvincourt, p. 173.—C. N. 197.

163. Le mariage qui a été déclaré nul produit néanmoins les effets civils, tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il est contracté de bonne foi.

Pothier, *mariage*, 104, 437, 438, 419, 441. *Successions*, c. 1, s. 2, art. 3, § 4. *Intr. au traité de la Communauté*, No. 17. *Cout. d'Orl.*, tit. 17, No. 13. Merlin, *Rép. vo*, *Légitimité*, s. 1, § 1, No. 8. C. N. 201.

164. Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des époux, le mariage ne produit les effets civils qu'en faveur de cet époux et des enfants nés du mariage.

Pothier, *mariage*, 439, 440. *Communauté*, 20. *Successions*, c. 1, sec. 2, art. 3, § 4. *Int. Cout. d'Orl.*, tit. 17, No. 13. Dard, p. 45 C. N. 202.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES OBLIGATIONS QUI NAISSENT DU MARIAGE.

165. Les époux contractent, par le seul fait du mariage, l'obligation de nourrir, entretenir et élever leurs enfants.

Pothier, *Mariage*, 384, 394. Merlin, *Rép. vo. Aliments*, § 1, art. 1, Nos. 3, 5, 6. *ff* L. 4, 5. *de agnosc. & alendis liberis.*

166. Les enfants doivent des aliments à leurs père et mère et autres ascendants qui sont dans le besoin.

Pothier, *oblig.*, 123. *Mariage*, 389, 390, 392, 393, 395. *Personnes*, part. 1, tit. 6, sec. 2. *Intr. gén.* aux Cout., No. 117. 1 Marcadé, No. 722. C. N. 205.

167. Les gendres et belles-filles doivent également et dans les mêmes circonstances des aliments à leurs beau-père et belle-mère; mais cette obligation cesse:

1. Lorsque la belle-mère a convolé en secondes noces;

2. Lorsque celui des deux époux qui produisait l'affinité et les enfants de son union avec l'autre époux sont décédés.

3. Pand. Franç., 360. C. N. 206.

168. Les obligations résultant de ces dispositions sont réciproques.

Pothier, *Mariage*, 385-7. Merlin, *Aliments*, § 2, *bis*, No. 2. 2 Toullier, p. 3. 1 Delvincourt, p. 92. C. N. 207.

169. Les aliments ne sont accordés que dans la proportion du besoin de celui qui les réclame, et de la fortune de celui qui les doit.

Pothier, *loc. cit. Mariage*, 385, 389, 390. Pand. Franç., pp. 356 à 364. C. N. 208.

170. Lorsque celui qui fournit ou qui reçoit des aliments est replacé dans un état tel que l'un ne puisse plus en donner, ou que l'autre n'en ait plus besoin, en tout ou en partie, la décharge ou réduction peut en être demandée.

3. Pand. Franç., 364. C. N. 209.

171. Si la personne qui doit fournir les aliments justifie qu'elle ne peut payer la pension alimentaire, le tribunal peut ordonner qu'elle recevra dans sa demeure,

qu'elle nourrira et entretiendra celui auquel elle doit des aliments.

Pothier, *Mariage*, No. 391. *Des personnes*, 1 part., tit. 6, § 2. Merlin, *Rép.*, *vo. Aliments*, § 1. Lahaie, p. 71. C. N. 210.

172. Le tribunal prononce également si le pére ou la mére qui, quoique capable, offre de recevoir, nourrir et entretenir l'enfant à qui il doit des aliments, doit, dans ce cas, être dispensé de payer la pension alimentaire.

Pothier, *Mariage*, 391, 394, 395. 1 Soefve, cent. III, c. 100. 2 Despeisses, p. 241, No. 67. Pand. Franç., 366, 369. C. N. 211.

CHAPITRE SIXIÈME.

DES DROITS ET DES DEVOIRS RESPECTIFS DES ÉPOUX.

173. Les époux se doivent mutuellement fidélité, secours et assistance.

Pothier, *mariage*, 380, 382. Merlin, *rép.*, *V. aliments*, § 3, No. 5. 1 Marcadé, p. 548, No. 724. C. N. 212.

174. Le mari doit protection à sa femme; la femme obéissance à son mari.

Pothier, *mariage*, 382, 400. *Puissance marit.*, No. 1. II Toullier, p. 14. I Delvincourt, p. 79. C. N. 213.

175. La femme est obligée d'habiter avec le mari, et de le suivre partout où il juge à propos de résider. Le mari est obligé de la recevoir et lui fournir tout ce qui est nécessaire pour les besoins de la vie, selon ses facultés et son état.

Pothier, *mariage*, 382; *Puissance marit.*, 1; *Introd. au tit.* 10. *Cout. d'Orl.*, No. 143. III Pand. Franç., p. 376. C. N. 214.

176. La femme ne peut ester en jugement sans l'autorisation ou l'assistance de son mari, quand même elle serait non commune ou marchande publique. Celle qui est séparée de biens ne le peut faire non plus si ce n'est dans les cas où il s'agit de simple administration.

Cout. Paris, art. 224, 234. Pothier, *Obl.*, 878. *Puis, marit.*, 15, 55, 56, 61, 62. *Cout. d'Orl.*, *intr. au tit.* 10, No. 201. III Pand. Franç., 378 à 387. C. N. 215.

177. La femme, même non commune, ne peut donner ou accepter, aliéner ou disposer entrevifs, ni

autrement contracter, ni s'obliger, sans le concours du mari dans l'acte, ou son consentement par écrit, sauf les dispositions contenues dans l'acte de la 25 Vict., chap. 66.

Si cependant elle est séparée de biens, elle peut faire seule tous les actes et contrats qui concernent l'administration de ses biens.

Pothier, *obl.*, 50, 52; *Puis. marit.*, 2, 15, 34, 42, 43, 71; Propriété, 7; *Com.*, 522; *Cout. d'Orl.*, tit. 15, No. 5. Merlin, *rép.*, *vo. Autorité marit.*, sec. 2, § 3, No. 2. III Maleville, p. 262. II Locré, *Esprit du Code*, 510 et suiv. C. N. 217.

178. Si le mari refuse d'autoriser sa femme à ester en jugement ou à passer un acte, le juge peut donner l'autorisation.

Cout. Paris, 224. Pothier, *Puis. marit.*, 12, 57, 59. *Cout. d'Orl.*, tit. 10, No. 201. III Pand. Franç., 421-2-3-4. Merlin, *rép.*, *vo. Autorité marit.* sec. 8, No. 2 et suiv. V Toullier, pp. 78, 209. C. N. 218.

179. La femme, si elle est marchande publique, peut, sans l'autorisation de son mari, s'obliger pour ce qui concerne son négoce, et en ce cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entr'eux.

Elle ne peut être marchande publique sans cette autorisation expresse ou présumée.

Paris, 235, 236. Pothier, *Puis. marit.*, 20, 21, 22. *Cout. d'Orl.*, tit. 10, Nos. 196-7. Arrêtés de Lamoignon, tit. 32, art 82. C. N. 220.

180. Si le mari est interdit ou absent, le juge peut autoriser la femme, soit pour ester en jugement soit pour contracter.

Pothier, *Puis. marit.*, 25-6-7-8. III Pand, Franç., 397-8. Fenet Pothier, sur art. 222, p. 57. C. N. 222.

181. Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme.

Pothier, *intr. à Communauté*, 5. *Puis. marit.*, 67. Denizart, *actes de notoriété*, 22 Fév., 1695, 12 Nov., 1699, 23 Fév. 1708. Le Prêtre, cent. 1, c. 67. III Pand. Franç. p. 435. C. N. 223.

182. Le mari, quoique mineur, peut, dans tous les cas, autoriser sa femme majeure; si la femme est mineure, l'autorisation du mari majeur ou mineur ne suffit

que pour les cas où un mineur émancipé pourrait agir seul.

1 Maleville, 208. Lacombe, vo. autorisation, No. 6. 3 Pand. Franç., No. 206, p. 436. 2 Merlin, vo. autorisation, s. 5, § 2, pp. 182-3. C. N. 224.

183. Le défaut d'autorisation du mari, dans les cas où elle est requise, comporte une nullité que rien ne peut couvrir et dont se peuvent prévaloir tous ceux qui y ont un intérêt né et actuel.

Pothier, Puis. marit., 74-5. 2 Merlin, vo. autorisation, p. 174-5. 2 Toullier, No. 661. 1 Marcadé, No. 749, note 1, p. 567. 2 DeMoly, p. 436. 3 Zachariæ, p. 343. 2 Duranton, No. 515. 1 Delsol, p. 204. C. N. 225.

184. La femme peut tester sans l'autorisation de son mari.

Pothier, *Puis. marit.*, 43, 47. *Donat. test.*, c. 3, sec. 1. III Pand. Franç., p. 442. C. N. 226.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DE LA DISSOLUTION DU MARIAGE.

185. Le mariage ne se dissout que par la mort naturelle de l'un des conjoints; tant qu'ils vivent l'un et l'autre, il est indissoluble.

Pothier, *mariage*, 462-7. Gousset, code civil, sur art. 25, 94. III Pand. Franç., p. 446. II Duranton, No. 520. C. N. 227.

TITRE SIXIÈME.

DE LA SÉPARATION DE CORPS.

CHAPITRE PREMIER.

DES CAUSES DE LA SÉPARATION DE CORPS.

186. La séparation de corps ne peut être demandée que pour cause déterminée; elle ne peut être fondée sur le consentement mutuel des époux.

Rousseau de Lacombe, Séparation, No. 9, p. 639.

Pothier, *Mariage*, 517.—II Pigeau, pp. 200, 213, 240. 1 Maleville, 272.—4 Pand. Franç., p. 149. C. N. 306.

187. Le mari peut demander la séparation de corps pour cause d'adultère de sa femme.

Pothier, *mariage*, 525. II Pigeau, 239. C. N. 229.

188. La femme peut demander la séparation de corps pour cause d'adultère de son mari, lorsqu'il tient sa concubine dans la maison commune.

Cod. L. 8, *De repudiis*. Novel. 22, c. 15, § 1; 117, c. 9, § 5. Lacombe, vo. *adultère*, p. 13. Guyot, vo. *adultère*, p. 196. II Pigeau, 209, 210, 211, 223. Merlin, *rép. vo. adultère*, p. 243, No. 8 *bis*. C. N. 230.

189. Les époux peuvent réciproquement demander la séparation de corps pour excès, sévices et injures graves de l'un envers l'autre.

2 Pigeau, 236-9. Gousset, p. 96. 4 Pand. Franç., 35. C. N. 231.

190. La gravité et suffisance de ces excès, sévices et injures sont laissées à l'arbitrage du tribunal, qui, en les appréciant, doit avoir égard à l'état, condition et autres circonstances des époux.

Pothier, 508. 2 Pigeau, 203. Gousset, p. 96.

191. Le refus du mari de recevoir sa femme et de lui fournir les choses nécessaires à la vie, suivant son état, sa condition et ses moyens, est une autre cause pour laquelle la femme peut demander la séparation de corps.

Pothier, 511. 2 Pigeau, 205.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES FORMALITÉS DE LA DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS.

192. La demande en séparation de corps est portée devant le tribunal compétent du district dans lequel les époux ont leur domicile.

Pothier, 518. 2 Pigeau, 214. C. N. 234.

193. Cette demande est intentée, instruite et jugée de la même manière que toute autre action civile, avec cette différence qu'il n'est pas permis aux parties d'en admettre les allégations dont il doit toujours être fait preuve devant le tribunal.

Pothier, 519. 1 Pigeau, 228. 2 Pigeau, 226. 4 Pand. Franç., Nos. 127 et suiv., 152. C. N. 307.

194. La femme doit demander par requête libellée adressée au juge du tribunal, à être autorisée à ester en jugement et à se retirer pendant le procès dans un lieu qu'elle indique.

Pothier, 518. 2 Pigeau, 216.

195. Si les griefs allégués sont trouvés suffisants, le juge, en accordant à la femme l'autorisation d'ester en jugement, lui permet de laisser son mari et de résider ailleurs pendant le cours du procès.

Pothier, *loc. cit.* 2 Pigeau, 218. C. N. 268.

196. L'action en séparation de corps est éteinte par la réconciliation des époux, survenue soit depuis les faits qui ont pu autoriser cette action, soit depuis la demande en séparation.

Pothier, 520. 2 Pigeau, 219. C. N. 272.

197. Dans l'un et l'autre cas, le demandeur est déclaré non recevable dans son action.

Il peut néanmoins en intenter une nouvelle pour cause survenue depuis la réconciliation, et alors faire usage des anciennes causes pour appuyer sa nouvelle demande.

Pothier, 520. 2 Pigeau, 219. C. N. 273.

198. Si l'action est renvoyée, le mari est tenu de reprendre sa femme et la femme de retourner chez son mari, sous tel délai qui est fixé par la sentence.

Pothier, 521. 2 Pigeau, p. 232. 4 Pand. Franç., 77.

199. Lorsque la demande a été formée pour cause d'excès, de sévices ou d'injures graves, encore qu'ils soient bien établis, le tribunal peut ne pas admettre de suite la séparation, mais suspendre son jugement jusqu'à un jour ultérieur qu'il indique, afin de laisser aux époux le temps de s'entendre et de se réconcilier.

2 Pigeau, 231. II Duranton, No. 610. C. N. 259.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES MESURES PROVISOIRES AUXQUELLES PEUT DONNER LIEU LA DEMANDE EN SÉPARATION DE CORPS.

200. L'administration provisoire des enfants reste au mari demandeur ou défendeur en séparation, à moins qu'il n'en soit autrement ordonné par le tribunal ou le juge pour le plus grand avantage des enfants.

14 Pand. Franç., p. 90, No. 66 —Massol, Séparation, 151 et suiv. IV Locré, *Esprit du Code*, pp. 332 et suiv. C. N. 267.

201. La femme poursuivie en séparation peut quitter le domicile de son mari et résider pendant le procès dans le lieu qui est indiqué ou approuvé par le tribunal ou le juge.

Pothier, 518.

202. Soit qu'elle soit poursuivie ou qu'elle poursuive, la femme peut demander une pension alimentaire proportionnée à ses besoins et aux moyens de son mari; le montant en est fixé par le tribunal qui ordonne aussi au mari, s'il y a lieu, de faire remettre à la femme, dans l'endroit où elle s'est retirée, les hardes et linge dont elle a besoin.

Pothier, *eod. loc.* 2 Pigeau, 216. II Duranton, Nos. 595, 612. C. N. 268. C. P. C., 878.

203. [Si la femme laisse le lieu qui lui a été assigné sans la permission du tribunal ou du juge, le mari peut se faire libérer de la pension alimentaire; il peut même obtenir le renvoi sauf à se pourvoir de l'action portée contre lui, si la femme refuse de se conformer à l'ordre qui lui est donné de retourner au lieu qu'elle a ainsi quitté, sous le délai qui lui est imparti.]

II Duranton, No. 578. C. N. 269.

204. La femme commune en biens, poursuivante ou poursuivie en séparation de corps, peut, à compter de l'ordonnance dont il est question aux articles 195 et 201, obtenir du tribunal ou du juge permission de faire saisir-gager les effets mobiliers de la communauté, pour la conservation de la part qu'elle aura droit d'y prétendre au cas de partage; par suite de quoi le mari est tenu, lorsqu'il en est requis, de représenter les choses ainsi saisies ou leur valeur, comme gardien judiciaire.

2 Toullier, p. 59.—2 Pigeau, 184.—1 Maleville, 250.—4 Pand. Franç., 94.—C. N. 270.

205. Toute obligation contractée par le mari à la charge de la communauté, toute aliénation par lui faite des immeubles qui en dépendent, postérieurement à la date de l'ordonnance dont il est fait mention aux articles 195 et 201, est déclarée nulle, s'il est prouvé qu'elle a

été faite ou contractée en fraude des droits de la femme.

IV Pand. Franç., 96.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES EFFETS DE LA SÉPARATION DE CORPS.

206. La séparation de corps, pour quelque cause que ce soit, ne rompt pas le lien du mariage, et ainsi aucun des deux époux ne peut en contracter un nouveau du vivant de l'autre.

Pothier, 523.

207. Cette séparation délie le mari de l'obligation de recevoir sa femme, et la femme de celle de vivre avec son mari; elle donne à la femme le droit de s'établir, où elle veut, un domicile autre que celui de son mari.

Pothier, 522.—Bouhier, Cout. Bourg., ch. 22, No. 201. —2 Toullier, No. 773.—Proudhon, Cours de Dr. Fr., ch. 19, § 3. Massol, p. 198.—4 Pand. Franç., p. 163.

208. La séparation de corps emporte celle de biens; elle fait perdre au mari les droits qu'il avait sur les biens de la femme et donne à celle-ci le droit de se faire restituer sa dot et ses apports, à moins que par la sentence ils ne soient déclarés forfaits, ce qui n'a lieu qu'au cas d'adultère.

La séparation donne aussi à la femme le droit d'exiger les dons et avantages qui lui ont été faits par le contrat de mariage, sauf les gains de survie, auxquels elle ne donne pas ouverture, à moins que le contraire n'ait été spécialement stipulé.

Pothier, 522. 4 Pand. Franç., 163-4. C. N. 311, 1452.

209. Lorsqu'il y a communauté de biens, la séparation en opère la dissolution, impose au mari l'obligation de faire inventaire des biens qui la composent, et donne à la femme, au cas d'acceptation, le droit d'en poursuivre le partage; à moins que par la sentence elle n'ait été déclarée déchue de ce droit.

Pothier, *eod. loc.* 4 Pand. Franç., *eod. loc.*

210. Cette séparation rend la femme capable d'ester en jugement et de contracter seule pour tout ce qui regarde l'administration de ses biens: mais pour les

actes et poursuites tendant à l'aliénation de ses immeubles, elle a besoin de l'autorisation [du juge.]

Pothier, *eod. loc.* 4 Pand. Franç., 164.

211. Pour quelque cause que la séparation ait lieu, l'époux contre lequel elle est admise perd tous les avantages que l'autre époux lui avait faits.

2 Pigeau, 233. 1 N. Deniz., 291. 8 *Ibid*, 543. 4 Pand. Franç., 135-6. 2 Duranton, No. 629. 1 Paillet, *Manuel Droit Français* (Edit. Lenormand), 110-1. Lahaie, sur art. 299. Massol, 297, 299, 305, 306. 4 Anc. Deniz., *Vo.* Révocation, 386. 16 Merlin, *Rép.* 61. 2 Nouv. Pigeau, 571. 1 Maleville, 269. C. N. 299, 1452.

212. L'époux qui a obtenu la séparation de corps, conserve les avantages à lui faits par l'autre époux, encore qu'ils aient été stipulés réciproques et que la réciprocité n'ait pas lieu.

2 Pigeau, 233-4. 4 Pand. Franç., 135. C. N. 300.

213. Si l'un des époux séparés de corps n'a pas de biens suffisants pour sa subsistance, il peut faire condamner l'autre à lui payer une pension alimentaire qui est réglée par le tribunal, d'après l'état, les facultés, et autres circonstances des parties.

Massol, 194. 2 Duranton, No. 633. 4 Pand. Franç., 165, No. 134. 2 Pigeau, 234. 2 Toullier, No. 780. 1 Nouv. Deniz., *Vo. Aliments*, 453. Merlin, *Rép.*, *Vo.* aliments, § 3, p. 176. C. N. 301.

214. Les enfants sont confiés à l'époux qui a obtenu la séparation de corps, à moins que le tribunal, après avoir consulté le conseil de famille s'il le juge convenable, n'ordonne, pour le plus grand avantage des enfants, que tous ou quelques-uns d'eux soient confiés aux soins de l'autre époux, ou d'une tierce personne.

2 Pigeau, 233. 9 Fenet, *Travaux prép.*, 486. Massol, 321-2. 1 Paillet, 111. 2 Duranton, 580, No. 636. 1 Rogron, 205. C. L. 153. C. N. 302.

215. Quelle que soit la personne à laquelle les enfants sont confiés, les pères et mères conservent respectivement le droit de surveiller leur entretien et leur éducation et sont tenus d'y contribuer à proportion de leurs facultés.

2 Pigeau, 233. 4 Pand. Franç., 140-1. C. N. 303.

216. La séparation de corps admise en justice ne

prive les enfants nés du mariage d'aucun des avantages qui leur sont assurés par la loi ou par les conventions matrimoniales de leurs père et mère ; mais il n'y a d'ouverture à ces droits que de la même manière et dans les mêmes circonstances où ils seraient ouverts s'il n'y avait point eu de séparation.

4 Pand. Franç., 142. C. N. 304.

217. Les époux séparés de corps, pour quelque cause que ce soit, peuvent toujours se réunir et par là faire cesser les effets de la séparation.

Par cette réunion, le mari reprend tous ses droits sur la personne et les biens de sa femme ; la communauté de biens est rétablie de plein droit et considérée, pour l'avenir, comme n'ayant jamais été dissoute.

Pothier, *mariage*, 524.

TITRE SEPTIÈME.

DE LA FILIATION.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES OU CONÇUS PENDANT LE MARIAGE.

218. L'enfant conçu pendant le mariage est légitime et a pour père le mari..

L'enfant né le ou après le cent quatre-vingtième jour de la célébration du mariage, ou dans les trois cents jours après sa dissolution, est tenu pour conçu pendant le mariage.

Autorités sous l'article qui suit.

219. Le mari ne peut désavouer cet enfant, même pour cause d'adultère, à moins que la naissance ne lui en ait été cachée ; auquel cas il est admis à proposer tous les faits propres à justifier qu'il n'est pas le père.

VIII N. Deniz., p. 5 et suiv. ff L. 6, *de his qui sui vel alieni.* ff L. 11, § 9, *ad legem julianam de adulteris.* III Henrys, liv. 6, ch. 5, *quest.* 38, pp. 850-4.. Lebrun, *succes.*, liv. 1, ch. 4, sec. 2, No. 6, p. 52. II Toullier, No. 789. Merlin, rép., Vo. *légitimité*, sec. 2, § 2, Nos. 4, 5. IV Pand. Franç., 186-7. C. N. 313.

220. Le mari ne peut non plus désavouer l'enfant en opposant son impuissance naturelle ou accidentelle survenue avant le mariage. Le désaveu lui est cependant permis si, pendant tout le temps où l'enfant peut légalement être présumé avoir été conçu, le mari était, pour cause d'impuissance survenue depuis le mariage, par éloignement, ou par suite de tout autre empêchement, dans l'impossibilité physique de se rencontrer avec sa femme.

ff L. 6, *de his qui sui vel alieni*. Lebrun, *suc.*, liv. 1, c. 4, sec. 2, Nos. 3 et 4. III Henrys, liv. 6, c. 5, quest. 38, p. 850 à 854. Merlin, Rép., Vo. *légitimité*, sec. II, § 2. Guyot, Rép., Vo. *légitimité*, pp. 379 et suiv. II Toullier, Nos. 791, 799. IV Pand. Franç., 179, 180, 183. C. L. 208. C. N. 312.

221. L'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour de la célébration du mariage, peut être désavoué par le mari.

ff L. 12, *de statu hominum*. *Cod.*, L. 4, *de posthumis hæredibus*. Pothier, *Succes.*, p. 8. Guyot, Rép., vo. *légitimité*, 372. II Pand. Franç., 181. II Toullier, No. 791. II Boileux, 62, 66, 67. C. N. 314.

222. Cependant l'enfant né avant le cent quatre-vingtième jour du mariage, ne peut être désavoué par le mari dans les cas suivants :

1. S'il a eu connaissance de la grossesse avant le mariage ;

2. S'il a assisté à l'acte de naissance, et si cet acte est signé de lui ou contient sa déclaration qu'il ne sait signer.

3. Si l'enfant n'est pas déclaré viable.

II Toullier, Nos. 821 et suiv. IV Pand. Franç., 188-9. Merlin, vo. *légitimité*, sec. 2, § 1, No. 4. C. N. 314.

223. [Dans les divers cas où le mari est autorisé à désavouer, il doit le faire :

1. Dans les deux mois, s'il est sur les lieux lors de la naissance de l'enfant ;

2. Dans les deux mois après son retour, si à cette même époque il a été absent du lieu ;

3. Dans les deux mois après la découverte de la fraude, si on lui a caché la naissance de l'enfant.]

C. N. 316. C. L. 210.

224. [Si le mari est mort avant d'avoir fait son dé-

saveu, mais étant encore dans le délai utile pour le faire, les héritiers ont deux mois pour contester la légitimité de l'enfant, à compter de l'époque où cet enfant s'est mis en possession des biens du mari, ou de l'époque où les héritiers ont été par lui troublés dans leur possession.]

C. N. 317. C. N. 211.

225. [Les désaveux de la part du mari ou de ses héritiers doivent être proposés au moyen d'une action en justice, dirigée contre le tuteur ou un tuteur *ad hoc* donné à l'enfant s'il est mineur; à laquelle action la mère vivante doit être appelée.]

II Marcadé, p. 22. V Demolombe, Nos. 164, 170, 365. IV Pand. Franç., 192-3. V Locré, *Esprit du Code*, 112 et suiv. Rogron, sur art. 318. II Boileux, 88. II Toullier, Nos. 842-3. C. N. 318.

226. Si le désaveu n'a pas lieu, [tel que prescrit au présent chapitre,] l'enfant qui aurait pu être désavoué est tenu pour légitime.

(Conséquence *contrario* de ce chapitre.)

227. L'enfant né après le trois centième jour de la dissolution du mariage est tenu pour n'en être pas issu et est illégitime.

L. 3, § 11, *ff de suis et legit. hœr.* Ferrière, Dict. de Droit., vo. *Naissance.* Guyot, Rép., *eodem verbo.* Ferrière, Cout. de Paris, art. 118, glose 3, sect. 2, § 1, Nos. 22, 23, 24. Lebrun, Successions, livre 1, ch. 4, sect. 1, No. 12. Merlin, Rép., vo. *Légitimité*, sect. 2, § 3. Favard de Langlade, conf. sur l'art. 315, vol. 2, p. 273. 1 Maleville, p. 280.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES PREUVES DE LA FILIATION DES ENFANTS LÉGITIMES.

228. La filiation des enfants légitimes se prouve par les actes de naissance inscrits sur le registre de l'état civil.

ff L. 14. *De probationibus.* Cod., L. 15. *De probationibus.* S. R. B. C., ch. 20, § 13. C. N. 319.

229. A défaut de ce titre, la possession constante de l'état d'enfant légitime suffit.

Cod., L. 9, *De nuptiis.* IV Daguesseau, 47e *Plaidoyer.* II Cochin, (*Edit.* 1821), pp. 43 et suiv. II Despeisses, 35. III Pand. Franç, 198-9. C. L. 213. C. N. 314.

230. Cette possession s'établit par une réunion suffisante de faits qui indiquent le rapport de filiation et de parenté entre un individu et la famille à laquelle il prétend appartenir.

Cod., L. 9. *De nuptiis*. N. Deniz., *Vo. Etat*, pp. 9 et suiv. 1 Bourjon, pp. 17-18. II Cochin, 43 et suiv. II Daguesseau, 256. II Toullier, No. 871 et suiv. V Locré, *Esprit du Code*, 125 et suiv. C. N. 321.

231. Nul ne peut réclamer un état contraire à celui que lui donne son titre de naissance et la possession conforme à ce titre. Et réciproquement nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance.

II Cochin, 107. IV Cochin, 345. N. Deniz., *Vo. Etat*, (Quest. d'), 9. II Toullier, No. 881. V Demolombe, No. 219. III Pand. Franç., p. 200. C. N. 322.

232. A défaut de titre et de possession constante, ou si l'enfant a été inscrit soit sous de faux noms, soit comme né de père et mère inconnus, la preuve de filiation peut se faire par témoins.

Cependant cette preuve ne peut être admise que lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit, ou lorsque les présomptions ou indices résultant de faits dès lors constants sont assez graves pour en déterminer l'admission.

Cod., L. 2, *de testibus*. L. 6, *de fide instrum*. L. 9, *de nuptiis*. Arrêt, 16 Mars 1641. Ord. 1667, tit. 20, art. 14. Guyot, Rép., vo. *Légitimité*, sec. 2, ₴4, No. 5. IV Cochin, 344, 346, 483, 486. Lacombe, vo. *Etat*, 270. S. R. B. C., c. 20, sec. 13. Merlin, *rép.*, vo. naissance. *Ibid.*, vo. *Quest. d'état*, ₴ 1 et suiv. II Toullier, No. 883. IV Pand. Franç., 201-2, V Locré, 140-1. C. N. 323

233. Le commencement de preuve par écrit résulte des titres de famille, des registres et papiers domestiques du père ou de la mère, des actes publics et même privés, émanés d'une partie engagée dans la contestation, ou qui y aurait intérêt, si elle était vivante.

ff L. 29, *de probationibus*. Ord. 1667, tit. 20, art. 14. V Locré, 141-2-3. II Toullier, Nos. 890 et suiv. Rodier, sur ord. 1667, tit. 20, art. 14. S. R. B. C., c. 20, s. 13. IV Pand. Franç., 203. C. N. 324.

234. La preuve contraire peut se faire par tous les moyens propres à établir que le réclamant n'est pas l'enfant de la mère qu'il prétend avoir, ou même, la maternité prouvée, qu'il n'est pas l'enfant du mari de la mère.

S. R. B. C., c. 20, art. 13. 1 Jousse, ord. 1667, tit. 20, art. 1, p. 344. II Toullier, Nos. 820, 893 et suiv. IV Pand. Franç., 204-5. C. L. 216. C. N. 325.

235. L'action en réclamation d'état est imprescriptible à l'égard de l'enfant.

II Toullier, No. 908. II Marcadé, pp. 35-6. Lahaie sur art. 328. C. N. 328.

236. Cette action ne peut être intentée par les héritiers de l'enfant qui n'a pas réclamé, qu'autant qu'il est décédé mineur, ou dans les cinq ans après sa majorité ; ils peuvent cependant continuer l'action commencée.

ff L. 1, *ne de statu defunctorum*. Dunod, *prescrip.*, part. 2, c. 7, pp. 159 et suiv. II Henrys, liv. 4, Quest. 28. Lacombe, 270-1, Vo. Etat, No. 4. II Marcadé, 36 et suiv. I Biret, *Explic. du Code*, 102. II Toullier, Nos. 911 et suiv. Merlin, vo. légitimité, sec. 4, s. 1, No. 1, pp. 471 et suiv. C. N. 329.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES ENFANTS NATURELS.

237. Les enfants nés hors mariage, autres que ceux nés d'un commerce incestueux ou adultérin, sont légitimés par le mariage subséqnent de leurs père et mère.

Pothier, *Mariage*, Nos. 408, 411, 412, 415, 422. *Des Personnes*, tit. 4, pp. 601, 602. Successions, sec. 2, c. 1, art. 3, § 5, p. 20. Fenet Pothier, sur art. 331, pp. 77, 78. II Toullier, No. 924. I Biret, *Code Civil*, 104. II Pand. Franç., p. 80. II Marcadé, 43. C. L. 217. C. N. 331.

238. La légitimation a lieu même en faveur des enfants décédés qui ont laissé des descendants légitimes, et dans ce cas elle profite à ces derniers.

Instit. de hæreditatibus quæ. Pothier, *mariage*, No. 413. *Ibid.*, *successions*, sec. 2, art. 3, § 5, quest. 4, p. 23. II Pand. Franç., 87. IV *Ibid.*, 223-4. II Toullier, Nos. 931 et suiv. C. L. 218. C. N. 332.

239. Les enfants légitimés par le mariage subséquent ont les mêmes droits que s'ils étaient nés de ce mariage.

Pothier, *mariage*, No. 421. *Ibid*, *Successions*, c. 1, sec. 2, art. 3, § 5, quest. 4. Lebrun, successions, Nos. 16, 17, p. 24. II Toullier, No. 929. II Marcadé, p. 48. IV Pand. Franç., 225 à 228. C. L. 219. C. N. 333.

240. La reconnaissance volontaire ou forcée par le père ou la mère de leur enfant naturel, donne à ce dernier le droit de réclamer des aliments contre chacun d'eux, suivant les circonstances.

Lacombe, *Vo.* Bâtard, No. 6. Guyot. rép., *Vo. aliments*, 318. II Boileux, 122. II Pand. Franç., 229.

241. La recherche judiciaire de la paternité et de la maternité est permise à l'enfant naturel, et la preuve s'en fait tant par écrits que par témoins, sous les circonstances et restrictions portées aux articles 232, 233 et 234 relatifs à la preuve de la filiation des enfants légitimes.

Fournel, *séduction*, 129 et suiv. Merlin, *rép.*, *vo. filiation*, No. 2. II Toullier, Nos. 937, 967. 1 Gin, pp. 197 et suiv. C. N. 340, 341.

TITRE HUITIÈME.

DE LA PUISSANCE PATERNELLE.

242. L'enfant, à tout âge, doit honneur et respect à ses père et mère.

ff L. 9, *de obsequiis*. *ff* L. 6, *de in jus vocando*. Novelle 12, c. II. Pothier, *mariage*, No. 389. *Des personnes*, p. 604. III Domat, p. 16. IV Pand. Franç., 317. Pocquet, *Puiss. pat.*, 30. 1 Gin, 220. C. L. 233. C. N. 371.

243. Il reste sous leur autorité jusqu'à sa majorité ou son émancipation, mais c'est le père seul qui exerce cette autorité durant le mariage, sauf les dispositions contenues dans l'acte de la 25e Vict., chap. 66.

ff lib. L., tit. XVI; L. 196. *Institut.*, *lib.* I. tit. II et XII. Pothier, *mariage*, Nos. 389, 399. *Personnes*, pp. 604-5. *Int. aux cout.*, tit. 9, No. 2. Arrêtés de Lamoignon, tit. II, arts. 1 et suiv. II Toullier, Nos. 1041-6-9, 1176. II Pand. Franç., 305. IV Pand. Franç., 324, 327 et suiv. C. L. 234. C. N. 372, 373.

244. Le mineur non émancipé ne peut quitter la maison paternelle sans la permission de son père.

Pothier, *Personnes*, tit. 6, sec. II. Merlin, *Rép.*, *Vo. Puis. patern.*, sec. 3, § 6. II Toullier, Nos. 1046-7. Pocquet, p. 32. IV Pand. Franç., 328. C. L. 236. C. N. 374.

245. Le père, et à son défaut la mère, a sur son enfant mineur et non émancipé un droit de correction modérée et raisonnable, droit qui peut être délégué et que peuvent exercer ceux à qui l'éducation de cet enfant a été confiée.

Pothier, *Personnes*, 605. Pocquet, 32. V. Journal des Aud., liv. 12, c. 25. *Canadian Abstract* (Doucet), 85. Arrêtés de Lamoignon, tit. 3, art. 18. Cugnet, 121. Pothier, *Garde*, 371. N. Deniz., *Vo. Garde*, 183, 201. II Toullier, 1050. Fenet Pothier, 85. 1 Gin, 224, 227, 240, 242. IV Pand. Franç., 350 et suiv., 357-8. C. L., 236.

TITRE NEUVIÈME.

DE LA MINORITÉ, DE LA TUTELLE ET DE L'ÉMANCIPATION.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA MINORITÉ

246. Tout individu de l'un ou de l'autre sexe demeure en minorité jusqu'à ce qn'il ait atteint l'âge de vingt-un ans accomplis.

S. R. B. C., c. 34, s. 1. IV Pand. Franç., 474. X. Fenet, 544 et suiv. C. N. 388.

247. L'émancipation ne fait que modifier l'état du mineur, mais elle ne met pas fin à la minorité, et ne confère pas tous les droits résultant de la majorité.

Guyot, *Rép.*, *Vo. Emancipation*, pp. 659, 660.

248. Les incapacités, les droits et priviléges résultant de la minorité, les actes et poursuites dont le mineur est capable, les cas où il peut se faire restituer, le mode et le temps de faire la demande en restitution, toutes ces questions et autres en résultant sont réglées au livre

troisième du présent code, et au Code de Procédure Civile.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA TUTELLE.

SECTION I.

DE LA NOMINATION DU TUTEUR.

249. Toutes les tutelles sont datives. Elles sont déférées sur avis du conseil de famille, par les tribunaux compétents, ou par un des juges qui les composent, ayant juridiction civile dans le district où le mineur a son domicile, ou par le protonotaire du même tribunal.

Pothier, *Intr. aux Cout*, liv. 1, tit. 9, art. 183. Meslé, *Minorité*, 8, 77, 85, 86, 133. 1 Bourjon, 47. Guyot, *Rép.*, Vo. *Tutelle*, 313. Lamoignon, *Tutelles*, p. 8. Pothier, *Personnes*, p. 610. Lacombe, Vo. Tutelle, sec. 4, Nos. 1 et 2, p. 774. II Pigeau, 303. I Pigeau, 71. 34 Geo. III, c. 6, section 9. 12 Vic., c. 38, s. 74. 14, 15 Vic., c. 58. 16 Vic., c. 91. 18 Vic., c. 17. S. R. B. C., c. 86. 1 Maleville, 360. IV Pand. Franç., 892, 509. Mercier, De tutelis, 5. Décl. 15 Déc. 1721. Décl. 1 Oct. 1741. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

250. La convocation du conseil de famille peut être provoquée par tous les parents et alliés du mineur, sans égard au degré de parenté, par le subrogé-tuteur, par le mineur lui-même en certains cas, par ses créanciers et par toutes autres parties intéressées.

Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, art. 3, p. 8. Pothier, *Intr. aux Cout.*, tit. 9, § 3, p. 269. *Ibid.*, *Personnes*, tit. 6, sec. 4, § 2, p. 610. 2 Pigeau, 301-3. Meslé, 89. 17 Guyot, *Rép.*, 316. 2 Boileux, 336. 7 Demolombe, Nos. 281, 282. C. N. 406.

251. Doivent y être appelés les plus proches parents et alliés du mineur, au nombre de sept au moins, et pris tant dans la ligne paternelle que maternelle, aussi également que possible.

ff L. 2, *Qui petant tutores*. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, art. 4, p. 8. Raveau, 5. Pothier, *Intr. aux Cout.*, tit.

9, No. 11. *Ibid.*, *Personnes*, tit. 6, sec. 9, art. 1, § 2. 2 Pigeau, 303. Meslé, 91. 17 Guyot, p. 317. C. N. 407.

252. Ces parents, à l'exception de la mère et autres ascendantes en état de viduité, doivent être mâles, majeurs de vingt-un ans, et résidant dans le district où doit se faire la nomination du tuteur.

Lamoignon, *arrêtés*, tit. 4, art. 4, p. 8. 2 Pigeau, 303. 4 Pand. Franç., 513.

253. Si cependant ils ne se trouvent pas en nombre suffisant dans ce district, ils peuvent être pris dans les autres; et même à défaut de parents de l'une et de l'autre ligne, les amis du mineur peuvent être appelés pour former ou compléter le nombre requis.

Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, art. 4. Pothier, *Personnes*, 610. 2 Pigeau, 303. 17 Guyot, 318. 2 Boileux, 351. C. N. 409.

254. Les parents et alliés du mineur qualifiés à faire partie du conseil de famille, et qui n'y ont pas été convoqués, ont le droit de s'y présenter et d'y donner leur avis, de même que s'ils eussent été appelés.

2 Pigeau, 303.

255. Le juge ou protonotaire, sur requête de la part d'une personne compétente, convoque par devant lui les parents, alliés ou amis qui doivent composer le conseil de famille, et émet, à cette fin, un ordre qui est notifié aux parties à la diligence de celui qui en provoque la convocation.

S. R. B. C., c. 86, ss. 2, 10; c. 78, s. 23.

256. Si les parties à convoquer résident à plus de cinq lieues, le tribunal, le juge ou le protonotaire peut, s'il en est requis, autoriser un notaire, ou toute autre personne compétente, à tenir sur les lieux les dites assemblées, à administrer le serment requis, à recueillir les avis sur les nominations à faire, et même à administrer le serment d'office au tuteur choisi.

S. R. B. C., c. 78, s. 23; c. 86, ss. 2, 3.

257. Dans tous les cas où, d'après les articles précédents, le juge peut convoquer par devant lui, ou déléguer le droit de convoquer le conseil de famille, il est loisible à tout notaire, résidant ou étant au lieu où doit se faire l'assemblée, sans égard à la distance, de la convoquer lui-même sans l'autorisation du juge, et d'y agir

de la même manière à tous égards que s'il eût été délégué par le juge.

S. R. B. C., c. 86, ss. 5, 9.

258. Le notaire ne peut cependant procéder comme en l'article qui précède, qu'en autant qu'il en est requis par une des personnes à la demande desquelles la convocation aurait pu être faite par le juge, et, dans ce cas, le requérant fait devant le notaire une déclaration de l'objet et des motifs de sa demande, de la même manière que si elle était adressée au juge. De cette déclaration le notaire est tenu de dresser acte par écrit.

S. R. B. C., c. 86, s. 6.

259. Les assemblées que peuvent ainsi convoquer les notaires se composent de la même manière que celles appelées devant le juge; ce n'est qu'à défaut de parents et alliés que les amis du mineur y sont admis, et ce défaut doit être constaté par le notaire et mentionné dans son rapport.

S. R. B. C., c. 86, s. 7.

260. La déclaration mentionnée en l'article 258 est d'abord lue aux parents assemblés; le notaire prend leur avis et dresse, par écrit, un acte de leur délibération, lequel acte doit contenir mention des oppositions qui ont été faites et des diverses opinions qui ont été émises, ainsi que de la qualité, résidence et degré de parenté de ceux qui ont composé l'assemblée.

S. R. B. C., c. 86, ss. 7, 8.

261. Dans tous les cas où ces assemblées sont convoquées et tenues par un notaire, soit qu'il ait été délégué par le juge ou par le protonotaire, ou qu'il ait agi sans délégation, ce notaire est tenu de faire au tribunal ou au juge ou au protonotaire auquel il appartient, un rapport complet et circonstancié de ses procédés, accompagné des actes et déclarations qu'il est de son devoir de rédiger.

S. R. B. C., c. 86, ss. 2, 7, 9, c. 78, s. 23.

262. Le tribunal, juge, ou protonotaire auquel ce rapport est adressé peut homologuer ou rejeter les procédés y contenus, lesquels, sans homologation, ne sont d'aucun effet. Il leur est également loisible d'ordonner, sur ces procédés, tout ce qu'ils jugent convenable, de

même que si le conseil de famille eût été convoqué devant eux.

S. R. B. C., c. 86, ss. 2, 8, c. 78, s. 23.

263. Dans tous les cas où un tuteur a été nommé hors de cour, le tribunal, sur requête de toute personne apte à provoquer l'assemblée du conseil de famille, peut, après avoir entendu ce tuteur, annuler sa nomination et en ordonner une nouvelle.

2 Pigeau, 307-8. S. R. B. C., c. 86, s. 4.

264. L'on ne nomme qu'un seul tuteur à chaque mineur, à moins qu'il n'ait des biens immeubles éloignés les uns des autres ou situés dans différents districts, auquel cas il peut être nommé un tuteur pour chacun des lieux ou districts où sont situés les immeubles. Ces tuteurs sont indépendants les uns des autres; chacun n'est tenu que pour la partie des biens qu'il a administrés.

C'est le tuteur du domicile qui a l'administration de la personne du mineur.

L'on peut cependant, en certains cas, nommer un tuteur distinct à la personne du mineur.

L'on peut aussi nommer tuteurs conjoints la mère, ou autre ascendante remariée, et son second mari.

Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, arts. 15 et 16. Pothier, *Int. aux Cout.*, tit. 9, No. 12. Meslé, 98. 4 Pand Franç., 462. C. N. 417.

265. Le tuteur agit et administre en cette qualité du jour de sa nomination, si elle a eu lieu en sa présence, sinon du jour qu'elle lui est notifiée.

ff L. 1, § 1, *De administ. et periculo tutorum.* Pothier, *Int. aux Cout.*, tit. 9, No. 13. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, arts. 56-7-8-9. C. L. 297. C. N. 418.

266. La tutelle est une charge personnelle qui ne passe pas aux héritiers du tuteur. Ceux-ci sont seulement responsables de la gestion de leur auteur. S'ils sont majeurs, ils sont tenus de la continuer jusqu'à la nomination d'un nouveau tuteur.

1 Bourjon, p. 70. Meslé, p. 221. C. N. 419.

SECTION II.

DU SUBROGÉ-TUTEUR.

267. Dans toute tutelle, il doit y avoir un subrogé-tuteur dont la nomination est faite par le même acte, de la même manière, et est sujette à la même révision que celle du tuteur. Ses fonctions consistent à voir à ce que l'acte de tutelle soit enregistré, assister à l'inventaire, surveiller l'administration du tuteur, le faire destituer si le cas y échet, et agir pour les intérêts du mineur chaque fois qu'ils sont en opposition à ceux du tuteur.

Paris, 240. Pothier, *personnes*, 626-7. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, art. 11. Meslé, 103, 170.—4 Anc. Denizart, 576. 1 Maleville, 383. 4 Pand. Franç., 522. 2 Toullier, Nos. 1128 et suiv. C. L. 300, 301. C. N. 420, 422. S. R. B. C., c. 37, s. 31.

268. Le subrogé-tuteur ne remplace pas de plein droit le tuteur, lorsque la tutelle devient vacante ou que le tuteur devient incapable par absence ou autre cause; mais il doit en ce cas, sous peine des dommages-intérêts qui pourraient en résulter pour le mineur, provoquer la nomination d'un nouveau tuteur.

Meslé, 653. C. N. 424.

269. Si pendant la tutelle il arrive que le mineur ait des intérêts à discuter en justice avec son tuteur, on lui donne, pour ce cas, un tuteur *ad hoc*, dont les pouvoirs s'étendent seulement aux objets à discuter.

2 Lange, 148. 1 Pigeau, 71. Fenet-Pothier, 95-6. Deniz., act. de notoriété, 473. 16 Merlin, vo. Subrogé-tuteur, p. 450.

270. Les fonctions du subrogé-tuteur cessent de la même manière que celles du tuteur.

4 Pand. Franç., 526. 2 Toullier, No. 1136. C. N. 425.

271. Les dispositions contenues aux sections trois et quatre du présent chapitre, s'appliquent aux subrogés-tuteurs.

C. N. 426.

SECTION III.

DES CAUSES QUI DISPENSENT DE LA TUTELLE.

272. Nul ne peut être contraint d'accepter la tutelle s'il n'a été appelé au conseil de famille qui l'a élu.

Meslé, 268. Arrêt du 14 Janvier, 1641. 9 Mars, 1714. Lapeyrère, 515. Pothier, *personnes*, 610. 1 Maleville, 382. 4 Pand. Franç., 549, 550.

273. Celui qui n'est ni parent, ni allié, ne peut être forcé d'accepter la tutelle, que dans le cas où le mineur n'a aucuns parents ou alliés en état de la gérer.

Serres, *Institutes*, tit. 25, § 10. Pothier, *personnes*, 610. 1 Bousquet, 526. 4 Pand. Franç., 536. C. N. 432.

274. Tout individu âgé de soixante-et-dix ans accomplis peut refuser d'être tuteur; celui qui a été nommé avant cet âge peut, lorsqu'il y est parvenu, se faire décharger de la tutelle.

Cod., L. unica, qui ætate se excusant. Instit., lib. 1, tit. 25, § 13. 1 Argou, 53. Lacombe, *vo. tuteur*, 778. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, art. 37. 4 Pand. Franç., 537. 6 Locré (*Esprit du code*), 163-4. C. N., 433.

275. Tout individu atteint d'une infirmité grave et habituelle est dispensé de la tutelle. Il peut même s'en faire décharger si cette infirmité est survenue depuis sa nomination.

Cod., L. unica, qui morbo se excusant. ff L. 11, 40, *de excus. tutorum.* Pothier, *personnes*, p. 612. *Ibid, int.* tit. 9 *Cout. d'Orl.*, No. 14. 1 Argou, 53. Arrêtés de Lamoignon, tit, 4, art. 37. 4 Pand. Franç., 539. C. L. 317. C. N. 434.

276. [Deux] tutelles sont pour toute personne une juste dispense d'en accepter une troisième, autre que celle de ses enfants. Celui qui, époux ou père, est déjà chargé d'une tutelle, n'est pas tenu d'en accepter une seconde, excepté celle de ses enfants.

C. N. 435.

277. Ceux qui ont cinq enfants légitimes sont dispensés de toute tutelle autre que celle de leurs enfants. Dans ce nombre sont comptés ceux qui, quoique décédés, ont laissé des enfants actuellement existants.

Pothier, *int.* tit. 9, *Cout. d'Orl.*, No. 14. *Ibid., personnes*, 612. 1 Bousquet, 530. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, arts. 44-5-6. 6 Locré (*Esprit du code*), 174. 4 Pand. Franç., 544-5. C. N. 436.

278. La survenance d'enfants pendant la tutelle ne peut autoriser à l'abdiquer.

Pothier, loc. cit. Arrêtés de Lamoignon, tit. 4, arts. 46, 53. 1 Bousquet, 532. C. N. 437.

279. Si celui qu'a élu le conseil de famille est présent, il est tenu, sous peine d'en être déchu, de proposer ses excuses afin qu'il y soit fait droit sur le champ, lorsque c'est devant le tribunal, le juge ou le protonotaire qu'il est procédé, ou afin qu'elles soient rapportées devant le tribunal, le juge ou protonotaire, par le notaire ou par la personne déléguée, si c'est devant l'un ou l'autre que le conseil de famille a été convoqué.

Lamoignon, tit. 4, art. 56. Ferrière, *tutelles*, 123. Meslé, 269. C. N. 438, 439. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

280. Si la personne élue n'est pas présente, copie de l'acte d'élection lui est signifiée, et elle est tenue, sous cinq jours et sous peine d'en être déchue, de loger ses excuses au greffe du tribunal devant lequel ou devant le juge ou protonotaire duquel il a été procédé, ou entre les mains du notaire ou de la personne déléguée, si c'est devant l'un ou l'autre qu'a été convoqué le conseil de famille, pour alors être fait ainsi que dit en l'article précédent.

Arrêtés de Lamoignon, art. 56, tit. 4. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

281. La décision rendue sur les excuses par le juge ou le protonotaire hors de cour, est sujette à révision par le tribunal, du jugement duquel il y a aussi appel; mais la personne élue est, pendant le litige, tenue d'administrer provisoirement, et les actes d'administration qu'elle fait sont valables, même dans le cas où elle serait déchargée de la tutelle.

Art. 263, du présent titre. Lamoignon, arts. 58, 59. S. R. B. C., c. 86, s. 4. *Ibid.*, c. 78, s. 23. C. N. 440.

SECTION IV.

DE L'INCAPACITÉ, DES EXCLUSIONS ET DESTITUTIONS DE LA TUTELLE.

282. Ne peuvent être tuteurs:

1. Les mineurs, excepté le père qui est tenu d'accepter la charge, et la mère qui, quoique mineure, a droit à la tutelle de ses enfants, mais n'est pas tenue de l'accepter.

Arrêtés de Lamoignon, arts. 23-4-5-7. Anc. Denizart, vo. tutelle, 769. Meslé, 247. C. N. 441, § 1.

2. Les interdits.

Pothier, *personnes*, 611. Anc. Denizart, vo. *tutelle*, 769. Meslé, 245. Arrêtés de Lamoignon, art. 36. 4 Pand. Franç., 556.

3. Les femmes, autres que la mère et les ascendantes, lesquelles ont droit, tant qu'elles sont en viduité, et dans le cas du dernier paragraphe de l'article 264, à la tutelle de leurs enfants et petits-enfants, mais ne sont pas tenues de s'en charger.

Pothier, *personnes*, pp. 602, 611. Arrêtés de Lamoignon, arts. 24-5-6. *Novel.* 111, c. 5. Ferrière, *tutelles*, 56. Meslé, 245. Anc. Denizart, vo. *tutelle*, 769. 2 Pigeau, 306. 4 Pand. Franç., 558. C. L. 442,

4. Tous ceux qui ont, ou dont les père et mère ont avec le mineur un procès dans lequel l'état de ce mineur, sa fortune ou une partie notable de ses biens, sont compromis.

Arrêtés de Lamoignon, art. 42. Meslé, 252-3. 1 Bousquet, 537-8. 1 Maleville, 398-9. Pand. Franç., 444-5.

283. La mère et l'aïeule qui ont été nommées tutrices en viduité, sont privées de cette charge du jour qu'elles contractent un second mariage, et si, avant la célébration de ce mariage, les mineurs n'ont été pourvus d'un nouveau tuteur, le mari de la mère ou aïeule tutrice demeure responsable de la gestion des biens des mineurs pendant ce second mariage, même au cas où il n'y aurait pas de communauté.

Arrêtés de Lamoignon, arts. 29, 32. Meslé, 112, 114,

284. La condamnation à une peine infamante emporte de plein droit l'exclusion de la tutelle ; elle emporte de même la destitution dans le cas où il s'agit d'une tutelle antérieurement déférée.

Lamoignon, art. 36. Meslé, 236-7. Serres, *instituts*, 86. Laroche, liv. 4, tit. 9, art. 4. 1 Bousquet, 539. 4 Pand. Franç., 559. C. N. 443.

285. Sont aussi exclus de la tutelle, et même destituables s'ils sont en exercice :

1. Les personnes d'une inconduite notoire ;

2. Ceux dont la gestion atteste l'incapacité ou l'infidélité.

ff L. 5, L. 8, *de suspectis*. Pothier, *personnes*, 621. Meslé, 226-8. 1 Bousquet, 539 et suiv. 4 Pand. Franç., 560.—C. N. 444.

286. La demande en destitution se poursuit devant le tribunal compétent, par un des parents ou alliés du mineur, par le subrogé-tuteur, ou par toute autre personne ayant intérêt à la destitution.

Lamoignon, art. 115. Meslé, 229, 12 Vic., c. 38, § 14. 1 Bousquet, 542-3-6. 4 Pand. Franç., 563. C. N. 446, 448.

287. La destitution ne peut être prononcée que sur l'avis du conseil de famille, qui se compose de même que pour la nomination à la tutelle et est convoqué ainsi que le tribunal l'ordonne.

Lamoignon, art. 115. Meslé, 229. 1 Bousquet, 543. 4 Pand. Franç., 564-5.

288. Le jugement qui prononce la destitution doit être motivé, et ordonner la reddition de compte et la nomination d'un nouveau tuteur, qui est nommé avec les formalités ordinaires, aussitôt que le jugement est devenu exécutoire, soit par acquiescement, soit par défaut d'appel en temps utile, soit enfin que sur appel il ait été confirmé.

S. R. B. C. c 83, s. 39. C. N. 447.

289. Pendant le litige, le tuteur poursuivi garde la gestion et administration de la personne et des biens du mineur, à moins qu'il n'en soit ordonné autrement par le tribunal.

Lamoignon, art. 116. 1 Bourjon, 70, No. 197. 1 Du Parc Poullain, 341. 2 Toullier, 355. 4 Pand. Franç., 564-6. 2 Boileux, 391. 1 Bousquet, 546. 2 Valette sur Proudhon, 350, note a.—7 Demolombe, 301.—1 Maleville, 397.

SECTION V.

DE L'ADMINISTRATION DU TUTEUR.

290. Le tuteur prend soin de la personne du mineur et le représente dans tous les actes civils.

Pothier, *personnes*, 614, 620. *Ibid., droit de propriété*, Nos. 7. 266. *Ibid., int. Cout. d'Orl.*, tit. 9, No. 15. Anc. Deniz., *vo. tutelle*, Nos. 61-4. 1 Argou, 61. 1 Bousquet, 549.

Il administre ses biens en bon père de famille, et répond des dommages-intérêts qui peuvent résulter d'une mauvaise gestion.

Pothier, *personnes*, 620. 4 Anc. Deniz., 772. 1 Bousquet, 550-1. Fenet (Pothier), 103. 4 Pand. Franç., 565-6.

Il ne peut ni acheter les biens du mineur, ni les prendre à ferme, ni accepter la cession d'aucun droit ou d'aucune créance contre son pupille.

Pothier, *personnes*, 620. Meslé, 153-4. 4 Anc. Deniz, 772-4. *Novel*, 72, c. 5. Lamoignon, Tit: 4. Arts. 91, 96. 1 Bousquet, 553-4. Louet et Brodeau, *lettre* T, No. 4. 6 Cochin, 528. C. N. 450.

291. Dès que sa nomination lui est connue, et avant que de s'immiscer, le tuteur doit prêter serment de bien et fidèlement administrer la tutelle.

Cod. L. 27, *De episcopis et cler.* 1 Argou, 55-56. 4 Anc. Denizart, 772. Lamoignon, Tit. 4, Art. 57. Pothier. *Personnes*, 618. *Ibid.*, *Cout. d'Orl.*, *Int.* au Tit. 9, No. 31, Ord. 1579. Papon, liv. 15, tit. 5, art. 4. 4 Pand. Franç., 565.

292. Aussitôt le serment prêté, le tuteur requiert la levée dés scellés, s'ils ont été apposés, et fait procéder immédiatement à l'inventaire des biens du mineur, en présence du subrogé-tuteur.

S'il lui est dû quelque chose par le mineur, il doit le déclarer dans l'inventaire, à peine de déchéance

Pothier, *Personnes*, 618. Lamoignon, arts. 60, 63, 65. Meslé, 122-3. 1 Argou, 56. Lacombe, *vo Tuteur*, No. 4, p. 781. Domat, liv. 2, tit. 1, sec. 3, No. 10. 1 Gin, 322. C. N. 451.

Novel. 72, c. 4. Papon, liv. 15, tit. 5, No. 2. 1 Freminville, *Tutelles*, No. 208. 4 Anc. Deniz., 772, No. 65. 2 Henrys, 311-2. Lamoignon, tit. 4, art. 68. 1 Bousquet, 556. 1 Gin, 323. 2 Proudhon, 357 à 359. C. N. 451.

293. Dans le mois qui suit la clôture de l'inventaire, le tuteur fait vendre en présence du subrogé-tuteur, à l'enchère et après les publications requises dont le procès-verbal de vente fait mention, tous les effets mobiliers autres que ceux qu'il a droit ou est tenu de conserver en nature.

Cod., L. 22, L. 24, *De administratione tutorum.* Ord.

1560, art. 102. Serres, 78. Lamoignon, tit. 4, art. 70. 4 Ancien Denizart, 772-3. 2 Henrys, liv. 4, quest. 112. Meslé, 136. 1 Gin, 323. 4 Pand. Franç., 574. C. N. 452.

294. Dans les six mois à compter de cette vente, le tuteur, après les dettes et autres charges acquittées, doit placer les deniers qui lui restent entre les mains, du produit de la vente et de ceux qu'il a trouvés lors de l'inventaire ou qu'il a reçus depuis des débiteurs du mineur.

1 Argou, 57. Lamoignon, art. 99. Pothier, *Personnes*, 619. 4 Anc. Deniz., 772 et suiv. 1 Gin, 325-6.

295. Il doit aussi, pendant la durée de la tutelle, faire emploi de l'excédant des revenus sur les dépenses, ainsi que des capitaux qui lui sont remboursés et des autres sommes qu'il a reçues ou dû recevoir, et ce sous le même délai de six mois à compter du jour où il a eu ou dû avoir entre ses mains une somme suffisante, eu égard aux moyens du mineur, pour former un placement convenable.

ff L. 15, *De administratione tutorum*. Lamoignon, arts. 99, 100, 101, 102, 103, 104. 1 Argou, 58. Meslé, 164. Pothier, *Personnes*, 619, 620. 4 Anc. Deniz., 772 et suiv. 1 Gin, 326.

296. A défaut par le tuteur d'avoir fait, dans les délais, les emplois voulus, il est tenu envers son pupille des intérêts des sommes qu'il aurait dû avoir placées, à moins qu'il ne justifie que l'emploi lui a été impossible, ou à moins que, sur demande de sa part, le juge ou le protonotaire, sur avis du conseil de famille, ne l'en ait dispensé, ou n'ait prolongé les délais.

1 Argou, 57-8. Pothier, *personnes*, 619, 620. Lamoignon, art. 99, 102. 14 Anc. Deniz., 773, Nos. 66-7. Meslé, 161 et suiv. 2 Pigeau, 112. Leprestre, *cent*. 1, c. 52. 1 Gin, 326. Dard, 96, note *a*. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

297. Sans l'autorisation du juge ou du protonotaire, accordée sur avis du conseil de famille, il est interdit au tuteur d'emprunter pour son pupille, d'aliéner ou hypothéquer ses immeubles et aussi de céder ou transporter ses capitaux ou ses actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce et d'industrie.

Cod., L. 4, *de prædiis et aliis rebus*. Ferrière, *tutelles*. 226 et suiv. Meslé, 144 et suivant. 1 Argou, 60-1.

Lamoignon, arts. 87, 88. Pothier, *obligations*, No. 76. *Vente*, No. 14. *Personnes*, tit. 6, sect. 4, art. 3, 4. *Cout. d'Orl.*, *intr. au titre* 9, No. 16, *intr. au titre* 15, No. 6. *Droit de propriété*, Nos 222-5 1 Bousquet, 565. 4 Pand. Franç., 586. S. R. B. C., c. 78, s. 23. C. N. 457.

298. Cette autorisation n'est accordée que pour cause de nécessité, ou d'un avantage évident.

Dans le cas de nécessité le juge ou le protonotaire n'accorde son autorisation qu'après qu'il est constaté, par un compte sommaire présenté par le tuteur, que les deniers, effets mobiliers et revenus du mineur sont insuffisants.

L'autorisation indique, dans tous les cas, les biens qui doivent être vendus ou hypothéqués, et toutes les conditions jugées utiles.

299. Cette vente, quoiqu'autorisée, pour être valable, doit être faite en justice, en présence du subrogé-tuteur, au plus offrant, sur enchères reçues publiquement par le tribunal, le juge, le protonotaire, ou par une autre personne à ce commise, après publications faites au nombre et aux lieux indiqués par le décret d'autorisation.

Pothier, *Personnes*, 617. *Cout. d'Orl.*, *Intr. au titre* 9, No. 16. Ferrière, *Tutelles*, 226, 227, 232. Meslé, 144. 1 Argou, 60-1 1 Maleville, 411. 1 Bousquet, 567. S. R. B. C., c. 78, s. 23. C. N. 459.

300. Les formalités exigées par les articles 298 et 299 pour l'aliénation des biens dn mineur, ne s'appliquent point aux cas où un jugement a ordonné la licitation sur provocation d'un co-propriétaire par indivis; seulement en ce cas la licitation ne peut se faire que dans la forme prescrite par la loi. Les étrangers y sont admis.

Pothier, *Personnes*, 617. *Vente*, No. 516. *Société*, No. 171. *Commun.*, No. 710. 4 Pand. Franç., 588. C. N. 460.

301. [Le tuteur ne peut accepter ni répudier une succession échue au mineur, sans autorisation, sur avis du conseil de famille. L'acceptation n'a lieu que sous bénéfice d'inventaire. Accompagnée de ces formalités, l'acceptation ou la renonciation a le même effet que si elle était faite par un majeur.]

302. [Dans le cas où la succession répudiée au nom du mineur n'a pas été accceptée par un autre, elle peut

être reprise soit par le tuteur autorisé à cet effet, sur nouvel avis du conseil de famille, soit par le mineur devenu majeur, mais dans l'état où elle se trouve lors de la reprise et sans pouvoir attaquer les ventes ou autres actes qui ont été légalement faits pendant la vacance.]

2 Freminville, Tutelle, pp. 2, 3. 4 Pand. Franç., pp. 490 et suiv. 1 Maleville, 412-3. 6 Locré, Esp. du Code, 280-1. 1 Bousquet, 572. 1 Zachariæ, 438. C. N., 462.

303. La donation faite au mineur peut être acceptée par son tuteur ou un tuteur *ad hoc*, par ses père et mère ou autres ascendants, sans qu'il soit besoin d'aucun avis de parents pour rendre valable cette acceptation.

Ord. 1731, art. 7. Meslé, 393. 1 Ricard, *Donations*, 195. 1 Sallé, *sur Ord.* de 1731, pp. 45 et suiv. C. N., 463.

304. Les actions appartenant au mineur sont portées au nom de son tuteur, sauf celles pour gages que le mineur âgé de quatorze ans peut intenter seul jusqu'au montant de [cinquante piastres.]

Nulle action portée par le tuteur n'est maintenue, s'il ne justifie de l'enregistrement préalable de l'acte de tutelle.

S. R. B. C., c. 82, s. 35 : c. 37, s. 33 ; c. 94, s. 21. 1 Pigeau, p. 67.

305. Le tuteur ne peut provoquer le partage définitif des immeubles du mineur, mais il peut, même sans autorisation, répondre à une demande en partage dirigée contre le mineur.

Pothier, *Commun.*, Nos. 695-6 ; *Société*, No. 164 ; *Personnes*, tit, 6, sec. 4, art. 3, § 2. Lamoignon, tit. 6, art. 111. Lebrun, *Successions*, liv. 4, ch. 1. 1 Maleville, 414-5. 4 Pand. Franç., 599, 600.

306. Le tuteur ne peut appeler d'un jugement qu'après y avoir été autorisé par le juge ou le protonotaire sur avis du conseil de famille.

Ord. Avril, 1560. Meslé, 44. Locré (*Esprit du Code*), 290.

307. [Le tuteur ne peut transiger au nom de son mineur qu'après y avoir été autorisé par le tribunal, le juge ou le protonotaire, sur avis du conseil de famille; accompagnée de ces formalités, la transaction a le même effet que si elle était faite avec un majeur.]

C. N. 467.

SECTION VI.

DU COMPTE DE LA TUTELLE.

308. Le tuteur est comptable de sa gestion lorsqu'elle finit.

ff L. 1, § 3, *De tutelæ et rationibus*. *Novel.* 72, *c. ult.* Ord. 1667, tit. 29. Pothier, *personnes*, 622. *Cout. d'Orl., Intr. au titre* 9, No. 17. Ord. 1560. 2 Pigeau, 27. 1 Bousquet, 580. 1 Maleville, 417. 1 Gin, 339. C. N. 469.

309. Le tuteur peut être forcé, même pendant la tutelle, à la demande des parents et alliés du mineur, du subrogé-tuteur, et de toutes autres parties intéressées, de représenter de temps à autre un compte sommaire de sa gestion, lequel compte doit être fourni sans frais ni formalités de justice.

ff L. 5, § 11. *De rebus eorum.* 2 Louët et Brodeau, *lettre* M, som. 15, p. 170. Serpillon, *sur Ord.* 1667, tit. 29, p. 535. Lacombe, *Vo. Tuteur*, sec. 8, p. 784. Meslé, 290. Du Parc Poullain, 297. Raveau, 557. 2 Pigeau, 104 et suiv. 1 Bourjon, 62. 1 Maleville, 418. 1 Gin, 341. C. N. 470.

310. Le compte définitif de tutelle se rend aux dépens du mineur, lorsqu'il a atteint sa majorité, ou obtenu son émancipation ; le tuteur doit en avancer les frais.

On y alloue au tuteur toutes dépenses suffisamment justifiées et dont l'objet est utile.

Ord. 1667, tit. 29. Pothier, *personnes*, 614, 623. *Cout. d'Orl., intr.* tit. 9, No. 18. Domat, liv. 2, tit. 1, sec. 5, Nos. 1, 2. 1 Delvincourt, 129. 4 Pand. Franç., 467, 607. C. N. 471.

311. Tout traité relatif à la gestion et au compte de la tutelle, qui peut intervenir entre le tuteur et le mineur devenu majeur, est nul, s'il n'est précédé de la reddition d'un compte détaillé et de la remise des pièces justificatives.

Pothier, *personnes*, 622. *Cout. d'Orl., intr. tit.* 9, No. 18. 1 Argou, 68. Lamoignon, tit. 4, art. 129. 1 Maleville, 420. 1 Gin, 340. C. N. 472.

312. Si le compte donne lieu à des contestations,

elles sont poursuivies et jugées en la manière pourvue au Code de Procédure Civile.

Pothier, *personnes*, 624. Ord. 1667, *tit.* 29.

313. La somme à laquelle s'élève le reliquat dû par le tuteur porte intérêt sans demande, à compter de la clôture du compte. Les intérêts de ce qui est dû au tuteur par le mineur ne courent que du jour de la mise en demeure par le tuteur, après la clôture du compte.

Pothier, *personnes*, 624-5. Lamoignon, tit. 4, art. 127-8. 1 Argou, 68. 1 Bousquet, 584. 1 Maleville, 421. 1 Gin, 341-2.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'ÉMANCIPATION.

314. Le mineur est émancipé de plein droit par le mariage.

Paris, 239, 272. Lamoignon, tit. 2, art. 2; tit. 4, art. 121. 1 Argou, 64. Meslé, 210-2-6. Pothier, *personnes*, 621. *Cout. d'Orl.*, *intr.* tit. 9, No. 21. 4 Pand. Franç., 610. 1 Gin, 342 et suiv. C. N. 476

315. Le mineur non marié peut être émancipé, à sa propre demande, à celle de son tuteur et de ses parents et alliés, par le tribunal, les juges ou les protonotaires auxquels il appartient de conférer la tutelle, sur l'avis du conseil de famille convoqué et consulté de même que dans le cas de la tutelle.

34 Geo. 3, ch. 6., s. 8. 12 Vic., ch. 38, s. 8. S. R. B. C., ch. 86, s. 1. ch. 78, s. 23. 1 Argou, 64. Pothier, *personnes*., 622. *Cout. d'Orl.*, *intr.* tit. 9, No. 8. Nouv. Denizart, *Vo. émancipation*, § 5, No. 4, p. 502. 4 Pand. Franç., 616. 1 Gin, 344. C. N. 478.

316. Si l'émancipation est accordée hors de cour, elle est sujette à révision et peut être annulée par le tribunal auquel appartient le juge ou le protonotaire qui l'a prononcée. De ce jugement il y a appel.

S. R. B. C., c. 86, s. 1. c. 78, s. 23.

317. Soit que l'émancipation résulte du mariage ou qu'elle soit accordée en justice, il doit être nommé un curateur au mineur émancipé.

5 Nouv. Denizart, p. 503.

318. Le compte de tutelle est rendu au mineur émancipé, assisté de son curateur.

Lamoignon, *tit.* 4, *art.* 124. Pothier, *personnes*, 626. Meslé, 290. 1 Gin, *art.* 346. 1 Maleville, 420-8. 4 Pand. Franç., 616. C. N. 480.

319. Le mineur émancipé passe les baux dont la durée n'excède pas neuf ans; il reçoit ses revenus, en donne quittance et fait tous les actes qui ne sont que de pure administration, [sans être restituable contre ces actes dans tous les cas où les majeurs ne le sont pas.]

Pothier, *personnes*, 622. *Cout. d'Orl. intr.*, *tit.* 9, No. 21. Serres, 61-2. 1 Maleville, 428. 1 Gin, 346. 4 Pand. Franç., 618. C. N. 481.

320. Il ne peut intenter une action immobilière ni y défendre, sans l'assistance de son curateur.

Pothier, *Personnes*, 602-3, 632. *Oblig.*, *No.* 877. Serres, *Instit.*, 141-2. Boutaric, *Instit.*, 107. 1 Pigeau, 68. 1 Argou, 71-2. 1 Maleville, 428. 1 Gin, 340. 4 Pand. Franc., 618 et suiv. C. N. 482.

321. Le mineur émancipé ne peut faire aucun emprunt sans l'assistance de son curateur. Les emprunts considérables, eu égard à sa fortune, faits par actes emportant hypothèque, sont nuls, même avec cette assistance, s'ils ne sont autorisés par le juge ou le protonotaire sur avis du conseil de famille, sauf les cas auxquels il est pourvu par l'article 1005.

ff L. 27, § 2, *de minoribus*. Ferrière, *tutelles*, 230-1. Meslé, 390-1. Serres, *instit.*, 141. 2 Freminville, *tutelles*, No. 1066. 1 Maleville, 430-1. 4 Pand. Franç., 648. 6 Locré, *Esp. du code*, 350 et suiv. S. R. B. C., c. 78, s. 23. C. N. 483.

322. Il ne peut non plus vendre ni aliéner ses immeubles, ni faire aucun acte autre que ceux de pure administration, sans observer les formes prescrites au mineur non-émancipé.

A l'égard des obligations qu'il aurait contractées par voie d'achat ou autrement, elles sont réductibles au cas d'excès; les tribunaux prennent à ce sujet en considération la fortune du mineur, la bonne ou mauvaise foi des personnes qui ont contracté avec lui, l'utilité ou l'inutilité des dépenses.

Cod., L. 3, *de his qui veniam ætatis*. Pothier, *per-*

sonnes, 603. *Cout. d'Orl.*, tit 9, art 181, note 5. 6 Locré, *Esp. du Code*, 354. 1 Maleville, 430. 4 Pand. Franç., 619. C. N. 484.

323. Le mineur qui fait commerce est réputé majeur pour les faits relatifs à ce commerce.

1 Despeisses, part. IV, tit. XI, sec. 2, No. 22, et les auteurs qu'il cite. 2 Henrys, liv. 4, *quest.* 127. Lacombe, Vo. *Restitution*, sec. 2, No. 10. Ord. 1673, tit. 1, art. 6. 2 Bornier, 448. 4 Pand. Franç., 622-3. 1 Maleville, 431. 4 Sebire et Carteret, 571. C. N. 487.

TITRE DIXIÈME.

DE LA MAJORITÉ, DE L'INTERDICTION, DE LA CURATELLE ET DU CONSEIL JUDICIAIRE.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA MAJORITÉ.

324. La majorité est fixée à vingt-un ans accomplis. A cet âge on est capable de tous les actes de la vie civile.

Pothier, *personnes*, tit. 5. S. R. B. C., c. 34, s. 1. C. N. 488.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'INTERDICTION.

325. Le majeur ou le mineur émancipé qui est dans un état habituel d'imbécillité, démence ou fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

ff De curatoribus furioso. Cod., L. 1, L. 6, *de curatore furiosi. Instit. de curatoribus*, § 3. Pothier, *personnes*, 625. Anc. Deniz., *Vo. interdiction*. Merlin, *rép.*, *Vo. Interdit.* § 3, 4, Nos. 1, 2, 6. C. N. 489.

326. Doivent également être interdits ceux qui se portent à des excès de prodigalité qui donnent lieu de craindre qu'ils ne dissipent leurs biens.

Pothier, *personnes*, 625. Merlin, *rép.*, *Vo. Interdiction*,

§§ 1 et 2, No. 1. 4 Pand. Franç.. 636. 1 Maleville, 434. 2 Toullier, 1309. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

327. Toute personne est admise à provoquer l'interdiction de son parent ou allié prodigue, furieux, imbécile ou en démence ; il en est de même de l'un des époux à l'égard de l'autre.

Pothier, *personnes*, 625. Merlin, *rép.*, *Vo. Interdiction*, §§ 3, 4. Dict. de droit, *Vo. Interdiction*, 58. C. N. 490.

328. La demande en interdiction est portée devant le tribunal compétent, ou devant un des juges ou le protonotaire de ce tribunal ; elle doit contenir l'articulation des faits d'imbécillité, démence, fureur ou de prodigalité. C'est à celui qui poursuit l'interdiction à produire la preuve de ces faits.

34 Geo. 3. c, 6, s. 8. Pothier, *personnes*, 625. *Dict.* de droit, *loc. cit.* Nouv. Deniz., *Vo. Curatelle*, 710. 2 Toullier, No. 1319. 1 Maleville, 435. 1 Gin, 355. C. N. 492, 493. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

329. Le tribunal, le juge ou le protonotaire, auquel la demande est adressée, ordonne la convocation du conseil de famille, comme dans le cas de la tutelle, et prend son avis sur l'état de la personne dont l'interdiction est demandée ; mais celui qui la provoque ne peut faire partie de ce conseil de famille.

Pothier, *personnes*, tit. 6, sec. 5, art. 1. Denizart, *actes de notoriétés*, 113. 1 Gin, 356. C. N. 494, 495. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

330. Lorsque la demande est fondée sur l'imbécillité, la démence ou la fureur, le défendeur doit être interrogé par le juge accompagné d'un greffier ou assistant, ou par le protonotaire; l'interrogatoire est rédigé par écrit et communiqué au conseil de famille. Cet interrogatoire n'est pas de rigueur, si l'interdiction est demandée pour cause de prodigalité ; mais dans ce cas le défendeur doit être entendu ou appelé.

ff. L. 5, *De curatoribus furioso*. Denizart, *Acte de notoriété*, 113. 1 Bourjon, 77. Dict. de Droit, *Vo. Interdiction*, 58-9. C. N. 496. S. R. B. C., c. 78, s. 23.

331. En rejetant la demande en interdiction, l'on peut, si les circonstances l'exigent, donner au défendeur un conseil judiciaire.

6, Merlin, Rép., *Vo. Conseil Judic.*, No. 1, p. 96. Dict. de Droit, *Vo. Interdiction*, 58, 59. C. N. 499.

332. Si l'interdiction est prononcée hors de cour, elle est sujette à révision par le tribunal, sur requête de la partie elle-même ou de quelqu'un de ses parents. Le jugement du tribunal est aussi sujet à appel.

41 Geo. III, c. 7, s. 18.

333. Tout arrêt ou jugement en interdiction ou en nomination d'un conseil, est, à la diligence du demandeur, signifié à la partie et inscrit sans délai par le protonotaire ou greffier sur le tableau tenu à cet effet, et affiché publiquement dans le greffe de chacune des cours ayant, dans le district, le droit d'interdire.

Dict. de Droit, *Vo. Interdiction*, 59. 1 Bourjon, 79. Denizart, *Actes de Notoriété*, 115. C. N. 501.

334. L'interdiction ou la nomination du conseil a son effet du jour du jugement, nonobstant l'appel.

Tout acte fait postérieurement par l'interdit pour cause d'imbécillité, démence ou fureur, est nul ; les actes faits par celui auquel il a été donné un conseil sans en être assisté, sont nuls s'il lui sont préjudiciables, de la même manière que ceux du mineur et de l'interdit pour prodigalité d'après l'article 987.

Dict. de Droit, *Vo. Interdiction*, 58-9. Pothier, *Oblig.*, No. 51. *Donations entrevifs*, sec. 1, art. 1. Guyot, *Rép.*, *Vo.* Interdiction, 443, 450. C. N. 502.

335. Les actes antérieurs à l'interdiction prononcée pour imbécillité, démence ou fureur, peuvent cependant être annulés, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été faits.

1 Bourjon, 76, Nos. 8, 9, 10, 11. 1 Ricard, *Donations, part.* 1, *c.* 3, *sec.* 3, No. 146. 2 Augeard, 96, *Arrêt du* 2 *Avril* 1708. C. N. 503.

336. L'interdiction cesse avec les causes qui l'ont déterminée ; néanmoins la mainlevée n'est prononcée qu'en observant les formalités prescrites pour parvenir à l'interdiction, et l'interdit ne peut reprendre l'exercice de ses droits qu'après le jugement de mainlevée.

Pothier, *Personnes*, 625-6. 1 Bourjon, 77-8. Nouv. Deniz., *Vo. Curatelle*, p. 716. Guyot, *Rép.*, *Vo. Interdiction*, 450. C. N. 512.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE LA CURATELLE.

337. Il y a deux espèces de curatelle, l'une à la personne et l'autre aux biens.

Pothier, *Personnes*, 628. N. Deniz., 716-7.

338. Les personnes auxquelles on donne des curateurs sont :

1. Les mineurs émancipés ;
2. Les interdits ;
3. Les enfants conçus, mais qui ne sont pas encore nés.

Pothier, loc. cit. 5 N. Deniz., 706. 1 Do., 64. Bretonnier, *Quest. de Droit*, *Vo. Absent*, c. 111.

339. Les curateurs à la personne sont nommés avec les formalités et d'après les règles prescrites pour la nomination des tuteurs. Ils prêtent serment avant d'entrer en exercice.

N. Deniz., loc. cit. Pothier, loc cit.

340. Le curateur au mineur émancipé n'a aucun contrôle sur sa personne ; il lui est donné aux fins de l'assister dans les actes et poursuites dans lesquels il ne peut agir seul. Cette curatelle cesse avec la minorité.

Pothier, 626. 5 N. Deniz., 701.

341. Le curateur à l'interdit est nommé par la sentence qui prononce l'interdiction.

Dict. de Droit, *Vo.* Interdiction, p. 58. 5 N. Deniz., p. 708, § V. Pothier, 625.

342. Le mari, à moins de raisons jugées valables, doit être nommé curateur à sa femme interdite. La femme peut être curatrice à son mari.

Guyot, *Rép. Vo.* Interdiction, 442. 15 Merlin, p. 403. Meslé, 365. 1 Bourjon, 77. 2 Pigeau, 83. Actes de Notoriété, 115. 4 Pand. Franç., 653.

343. Le curateur à l'interdit pour imbécilité, démence ou fureur, a sur la personne et les biens de cet interdit tous les pouvoirs du tuteur sur la personne et les biens du mineur ; il est tenu à son égard à toutes les obligations du tuteur envers son pupille.

Ces pouvoirs et obligations ne s'étendent que sur les biens, dans le cas où l'interdiction est pour prodigalité.

Actes de Notoriété, 115. Lamoignon, tit. 4, art. 137. Pothier, 626; *Ibid.*, *Propriété*, No. 7; *Succession*, c. 3, sec. III, art. 1, § 3. Intr. au tit. 17 Cout. d'Orl., No. 40.

344. (Nul à l'exception des époux, des ascendants et descendants, n'est tenu de conserver la curatelle d'un interdit au-delà de dix ans. A l'expiration de ce terme, le curateur peut demander et doit obtenir son remplacement.)

C. N. 508.

345. Le curateur à l'enfant conçu, mais qui n'est pas encore né, est chargé d'agir pour cet enfant dans tous les cas où ses intérêts l'exigent; il a, jusqu'à sa naissance, l'administration des biens qui doivent lui appartenir, et il est alors tenu d'en rendre compte.

Pothier, des *Personnes*, 627. 5 N. Deniz., 717. 11 Toullier, p. 315. C. N. 393.

346. Si pendant la curatelle il arrive que celui qui y est soumis ait des intérêts à discuter contre son curateur, on lui donne pour ce cas un curateur *ad hoc*, dont les pouvoirs s'étendent seulement aux objets à discuter.

5 N. Deniz., p. 701.

347. Les curateurs aux biens sont ceux que l'on nomme :

1. Aux biens des absents ;
2. Dans les cas de substitutions ;
3. Aux biens vacants ;
4. Aux biens des corporations éteintes ;
5. Aux biens délaissés par les débiteurs arrêtés ou emprisonnés, ou pour cause d'hypothèque ;
6. A ceux acceptés sous bénéfice d'inventaire.

5 N. Deniz., 700. Pothier, 628.

348. Ce qui regarde le curateur aux biens des absents est exposé au titre *Des absents*. Ce qui concerne le curateur aux biens des corporations éteintes est réglé au titre *Des Corporations*. C'est au livre troisième et au Code de Procédure Civile que se trouvent les règles touchant la nomination, les pouvoirs et les devoirs des autres curateurs mentionnés en l'article précédent, lesquels prêtent aussi serment.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU CONSEIL JUDICIAIRE.

349. L'on donne un conseil judiciaire à celui qui, sans être complètement insensé ou prodigue, est cependant faible d'esprit ou enclin à la prodigalité, de manière à faire craindre qu'il ne dissipe ses biens et ne compromette gravement sa fortune.

Dict. de Droit, *Vo. Conseil*, 397 ; *Vo. Interdit*, 58, 9. Anc. Deniz., *Vo. Conseil*, 624. Guyot, *Rép. Vo. Interdiction*, 436. C. N. 513, 514.

350. Ce conseil est donné par ceux auxquels il appartient d'interdire, sur la demande de ceux qui ont droit de provoquer l'interdiction et avec les mêmes formalités. Cette demande peut aussi être faite par la partie elle-même.

Dict. de droit, *Vo. Conseil*, 397. *Vo. Interdiction*, 59, 60. Anc. Deniz., *Vo. Conseil*, 625, No. 7. Nouv. Deniz., *Vo. Conseil Judiciaire*, § 2, p. 254 C. N. 514.

351. Si les pouvoirs du conseil judiciaire ne sont pas définis par la sentence, il est défendu à celui à qui il est nommé de plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier et en donner décharge, d'aliéner, ni de grever ses biens d'hypothèques, sans l'assistance de ce conseil.

La défense ne peut être levée que de la même manière que la nomination a eu lieu.

Pothier, *Personnes*, 626. 1 Bourjon, 80. Dict. de droit, *Vo. Conseil*, 397. Anc. Deniz., *Vo. Conseil*, 624-5, Nouv. Deniz., *Vo. Conseil Judiciaire*, § 2, pp. 254 et suiv. C. N. 513.

TITRE ONZIÈME.

DES CORPORATIONS.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA NATURE DES CORPORATIONS, DE LEUR SOURCE ET DE LEURS DIVISIONS.

352. Toute corporation légalement constituée forme une personne fictive ou morale dont l'existence et la

successibilité sont perpétuelles, ou quelquefois pour un temps défini seulement, et qui est capable de certains droits et sujette à certaines obligations.

Pothier, *Personnes*, 628. Nov. Deniz., *Vo. Corps*, 581. 3 Blackstone, 467.

353. Les corporations sont constituées par acte du parlement, par charte royale ou par prescription.

Sont aussi légalement constituées celles qui existaient au temps de la cession du pays et qui depuis ont été continuées et reconnues par autorité compétente.

2 V., c. 26. S. R. B. C., c. 19.

354. Les corporations sont multiples ou simples.

Les corporations multiples sont celles composées de plusieurs membres; les corporations simples, celles qui consistent dans un seul individu.

1 Blackstone, 469. 1 Warton's *Law Lexicon*, 219. Grant, *on Corporations*. 5 Nouv. Deniz., 581. 1 Lorieux, 485-6.

355. Les corporations sont ecclésiastiques ou religieuses, ou bien elles sont séculières ou laïques.

Les corporations ecclésiastiques sont multiples ou simples. Elles sont toutes publiques.

Les corporations séculières sont multiples ou simples; elles sont publiques ou privées.

Grant, 9. 1 Blackstone, 470. 1 Warton's L. L., 219. Dunod, 2e *part.*, 8. Pothier, *Prescription*, 142, 191. Vic., c. 26. Acte de 1856, c. 103.

356. Les corporations séculières se subdivisent encore en politiques et en civiles. Les politiques sont régies par le droit public, et ne tombent sous le contrôle du droit civil que dans leurs rapports, à certains égards, avec les autres membres de la société individuellement.

Les corporations civiles étant par le fait de l'incorporation rendues personnes morales ou fictives, sont, comme telles, régies par les lois affectant les individus, sauf les priviléges dont elles jouissent et les incapacités dont elles sont frappées.

1. Blackstone, 41 et suiv. 1 Pand. Franç., 365. Duranton, 17. 1 Marcadé, 19.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES DROITS, DES PRIVILÉGES ET DES INCAPACITÉS DES CORPORATIONS.

SECTION I.

DES DROITS DES CORPORATIONS.

357. Toute corporation a un nom propre qui lui est donné lors de sa création, ou qui a été reconnu et approuvé depuis par une autorité compétente.

C'est sous ce nom qu'elle est désignée et connue, qu'elle agit et que l'on agit contre elle, et qu'elle fait tous ses actes et exerce tous les droits qui lui appartiennent.

3 Blackstone, 475. Arnold on Corporations, 8, C. L. 423.

358. Les droits qu'une corporation peut exercer sont, outre ceux qui lui sont spécialement conférés par son titre ou par les lois générales applicables à l'espèce, tous ceux qui lui sont nécessaires pour atteindre le but de sa destination. Ainsi elle peut acquérir, aliéner et posséder des biens, plaider, contracter, s'obliger et obliger les autres envers elle.

Pothier, Personnes, 628. 5 Nouv. Deniz., 597. 3 Blackstone, 475-6. 1 Ferrière, Dict. de droit, 441. 2 Vic., c. 16. Index des Statuts, Wicksteed, 126. C. L. 424.

359. A ces fins toute corporation est, de droit, autorisée à se choisir parmi ses membres, des officiers dont le nombre et les dénominations sont déterminés par son titre d'incorporation ou par ses propres statuts ou règlements.

Pothier, *Personnes*, 629. Dict. de droit, *loc. cit.* 3 Domat, tit. 15, sec. 2, No. 9. S. R. C., c. 5, s. 6, § 24.

360. Ces officiers représentent la corporation dans tous les actes, contrats ou poursuites, et la lient dans toutes les choses qui n'excèdent pas les limites des pouvoirs qui leur sont conférés. Ces pouvoirs sont déterminés, soit par la loi, soit par les statuts de la corporation, soit enfin par la nature des devoirs imposés.

Pothier, *eod. loc.* Dict. de droit, *eod. loc.* C. L. 430.

361. Toute corporation a droit de faire pour la régie de sa discipline intérieure, pour la conduite de ses procédés et l'administration de ses affaires, des statuts et réglements auxquels ses membres sont tenus d'obéir, pourvu qu'ils soient legalement et régulièrement faits.

Pothier, *eod. loc.* 5 Nouv. Deniz., 594. 3 Blackstone, 476. S. R. C., c. 5, s. 6, § 24. C. L. 430.

SECTION II.

DES PRIVILÉGES DES CORPORATIONS.

362. Outre les priviléges spéciaux qui peuvent être accordés à chaque corporation par son titre de création ou par une loi particulière, il en est d'autres qui résultent du fait même de l'incorporation, et qui existent de droit en faveur de tous corps incorporés, à moins qu'ils n'aient été ôtes, restreints, ou modifiés par l'acte d'incorporation ou par la loi.

3 Blackstone, 475. S. R. C., *loc. cit.*

363. Le principal privilége de cette espèce est celui qui consiste à limiter la responsabilité des membres de la corporation à l'intérêt que chacun d'eux y possède, et à les exempter de tout recours personnel pour l'acquittement des obligations qu'elle a contractées dans les limites de ses pouvoirs et avec les formalités requises.

Pothier, *Personnes*, 628-9. Dict. de Droit, *loc. cit.* 5 Nouv. Deniz., 597. 3 Blackstone, 468. S. R. C., *loc. cit.*

SECTION III.

DES INCAPACITÉS DES CORPORATIONS.

364. Les corporations sont soumises à des incapacités qui leur interdisent ou qui restreignent à leur égard l'exercice de certains droits, facultés, priviléges et fonctions dont jouissent les personnes naturelles. Ces incapacités résultent de la nature même de l'incorporation, ou bien elles sont imposées par la loi.

3 Blackstone, 475. Pothier, *Personnes*, 630. Dict. de Droit, 441. Nouv. Deniz., 597.

365. En conséquence des incapacités qui résultent de la nature même des corporations, elles ne peuvent

exercer ni la tutelle, ni la curatelle, sauf l'exception contenue dans le chapitre 34 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, ni prendre part aux assemblées des conseils de famille.

On ne peut leur confier l'exécution des testaments, ni aucune autre administration dont l'exercice nécessite la prestation du serment, et fait encourir une responsabilité personnelle.

Elles ne peuvent être assignées personnellement ni comparaître en justice autrement que par procureur.

Elles ne peuvent ni poursuivre ni être poursuivies pour assaut, batterie ou autre voie de fait qui se commettent sur la personne.

Elles ne peuvent servir ni comme témoins, ni comme jurés dans les cours de justice.

Elles ne peuvent être ni gardiens, ni séquestres judiciaires, ni être chargées d'aucun autre devoir ou fonction dont l'exercice puisse entraîner la contrainte par corps.

Pothier, *Personnes*, 628-9. 3 Blackstone, 476. Dict. de Droit, 441. 5 Nouv. Deniz., 597.

366. Les incapacités résultant de la loi sont :

1. Celles qui sont imposées à chaque corporation par son acte de création ou par une loi applicable à l'espèce à laquelle cette corporation appartient.

2. Celles comprises dans les lois générales du pays touchant les gens de main-morte et corps incorporés, leur interdisant l'acquisition de biens immeubles ou réputés tels, sans l'autorisation du souverain, excepté pour certaines fins seulement, à un montant et pour une valeur déterminée.

3. Celles qui résultent des mêmes lois générales, d'après lesquelles les gens de main-morte ne peuvent ni aliéner ni hypothéquer leurs immeubles qu'en se conformant à certaines formalités particulières et exorbitantes du droit commun.

Pothier, *des Personnes*, 630. 1 Ferrière, *loc. cit.* 5 N. Denizart, p. 597.

367. Le droit de faire le commerce de banque est interdit à toute corporation qui n'y est pas spécialement autorisée par le titre qui l'a constituée.

S. R. C., c. 5, s. 6, § 24.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'EXTINCTION DES CORPORATIONS ET DE LA LIQUIDATION DE LEURS AFFAIRES.

SECTION I.

DE L'EXTINCTION DES CORPORATIONS.

368. Les corporations deviennent éteintes :

1. Par l'acte de la législature qui décrète leur dissolution.

2. Par l'expiration du terme ou l'accomplissement de l'objet pour lesquels elles ont été formées, ou par l'avénement de la condition apposée à leur création.

3. Par la forfaiture légalement encourue.

4. Par la mort naturelle de tous les membres, la diminution de leur nombre ou toute autre cause de nature à en interrompre l'existence corporative, lorsqu'il n'est pas pourvu à la successibilité dans ces cas.

1 Black., 484.

5. Par le consentement mutuel de tous les membres, sous les modifications et dans les circonstances ci-après déterminées.

S. R. B. C., c. 88, s. 10.

369. Les corporations ecclésiastiques et séculières d'un caractère public, autres que celles formées pour le secours mutuel de leurs membres, ne peuvent se dissoudre par consentement mutuel, sans un abandon formel et légal ou sans l'autorité de la législature, suivant le cas. Il en est de même des banques, des compagnies de chemin de fer, canaux et télégraphes, de celles pour ponts et chemins de péage, et généralement de toutes les corporations privées qui ont obtenu des priviléges exclusifs ou excédant ceux qui résultent, de droit, de l'incorporation.

(Règle que l'on ne peut par des pactes privés déroger aux lois d'ordre public.) L. 38, *ff de pactis*. L. 45, *de reg. jur.* L. 6, Cod., *de pactis*.

370. Les corporations publiques formées pour le secours mutuel de leurs membres, et celles d'un carac-

tère privé non comprises dans l'article précédent, peuvent se dissoudre par consentement mutuel, en se conformant aux conditions qui peuvent leur avoir été imposées spécialement, et sauf les droits des tiers.

(Règle inverse qu'en matière privée l'on peut renoncer à ses droits.) L. 7, § 7, *ff de pactis*. L. 29, Cod., *eod. tit.*

SECTION II.

DE LA LIQUIDATION DES AFFAIRES DES CORPORATIONS ÉTEINTES.

371. La corporation éteinte est, pour la liquidation de ses affaires, dans la position d'une succession vacante. Les créanciers et autres intéressés ont, sur les biens qui lui ont appartenu, les mêmes recours que ceux qui peuvent être exercés contre les successions vacantes et les biens qui en dépendent.

372. Pour faciliter l'exercice de ces recours, il est nommé, par le tribunal compétent, avec les formalités suivies dans le cas de succession vacante, aux biens de la corporation éteinte, un curateur qui la représente et est saisi des biens qui lui ont appartenu.

S. R. B. C., c. 88, s. 10.

373. Ce curateur est tenu de prêter serment, de donner caution et faire inventaire. Il doit aussi disposer des meubles et faire procéder à la vente des immeubles, et à la distribution du prix entre les créanciers et autres y ayant droit, de la même manière qu'il est procédé à la discussion, distribution et partage des biens vacants auxquels il a été nommé un curateur, et dans les cas et avec les formalités réglées au Code de Procédure Civile.

R. R. B. C., c. 88, s. 10.

LIVRE DEUXIÈME.

DES BIENS, DE LA PROPRIÉTÉ, ET DE SES DIFFÉRENTES MODIFICATIONS.

TITRE PREMIER.

DE LA DISTINCTION DES BIENS.

374. Tous les biens, tant corporels qu'incorporels, sont meubles ou immeubles.

Paris, 88. II Du Parc Poullain, p. 55. Arrêtés de Lamoignon, II part., tit. 8, art. 1, Pothier, *Com.*, 27, 66. *Ibid.*, Intr. Gen. aux Cout., 45. 3 Toullier, pp. 4, 5. 5 Pand. Franç., 35. C. N. 516.

CHAPITRE PREMIER.

DES IMMEUBLES.

375. Les biens sont immeubles, ou par leur nature, ou par leur destination, ou par l'objet auquel ils s'attachent, ou enfin par la détermination de la loi.

C. N. 517. C. L. 454. Pothier, Intr. Cout., 49. *Ibid.*, Des choses, pp. 638. 642. Lamoignon, tit. 8, art. 1, p. 46. II Marcade. No. 340, p. 327. IX Demolombe, No. 93 et suiv. II Boileux, p. 595. II Maleville, pp. 5, 6. II Marcadé, No. 340, pp. 327-8, No. 371, p. 364. IX Demolombe, pp. 40, 41, No. 94, et pp. 248, 249, No. 378 et suiv. II Boileux, p. 619, sur art. 526.

376. Les fonds de terre et les bâtiments sont immeubles par leur nature.

Pothier, Des choses, p. 638. *Ibid.*, Introd. aux Cout., No. 47. Lamoignon, tit. 8, art. 1, p. 47. III Toullier, p. 8. II Du Parc Poullain, p 63. Institutes, De rerum divisione, *lib.* II, tit. 1, § 30. C. N. 518. C. L. 455.

377. Les moulins à vent ou à eau, fixés sur des piliers et faisant partie du bâtiment, sont aussi immeubles par leur nature, lorsqu'ils y sont édifiés pour perpetuelle demeure.

Paris, 90. Pothier, Com., Nos. 36, 37. *Ibid.*, Des choses, pp. 638-9. *Ibid.*, Intr. aux Cout., No. 47. II Boileux, p. 600, sur art. 519. II Marcadé, pp. 328-9. C. N. 519.

378. Les récoltes pendantes par les racines, et les fruits des arbres non encore recueillis sont pareillement immeubles.

A fur et à mesure que les grains sont coupés et que les fruits sont detachés, ils deviennent meubles pour la partie ainsi coupée et detachée. Il en est ainsi des arbres; ils sont immeubles tant qu'ils tiennent au sol par les racines et deviennent meubles dès qu'ils sont abattus.

Paris, 92. *ff* L. 44, *De rei vindicatione.* L. 25, § 6, *Quæ in fraudem creditorum.* Lamoignon, tit. 8, art. 19. Pothier, Com., No. 45; Des choses, p. 640. III Toullier, p. 8. V Pand. Franç., p. 40 et suiv. C. N. 520.

379. Les objets mobiliers que le propriétaire a placés sur son fonds à perpetuelle demeure, ou qu'il y a incorporés, sont immeubles par destination tant qu'ils y restent.

Ainsi sont immeubles, sous ces restrictions, les objets suivants et autres semblables:

1. Les pressoirs, chaudières, alambics, cuves et tonnes;

2. Les ustensiles nécessaires à l'exploitation des forges, papeteries et autres usines.

Sont aussi immeubles par destination les fumiers ainsi que les pailles et autres substances destinees à le devenir.

ff L. 15, *De actionibus empti.* I Bourjon, 143. III Toullier, pp. 12, 14. C. N. 523.

Sur § 3. II Du Parc Poullain, pp. 65-6, Nos. 8, 9. Paris, 90. Pothier, Com., Nos. 50 à 52. *Ibid.*, Des choses, p. 638 et suiv.

Sur § 4, Pothier, Com., No. 47 et suiv. *Ibid.*, Des choses, loc. cit. II Du Parc Poullain, p. 66, No. 10 et suiv. V Pand. Franç., pp. 66-7. II Maleville, p. 10.

Sur § 5. Pothier, Com., No. 40. *Ibid.*, Des choses, p. 639. *ff* L. 17, *De actionibus empti, &c.*

Sur § 1. Paris, 90. Pothier, Com., 47 et suiv. *Ibid.*, Des choses, p. 641. V Pand. Franç., pp. 68-9. II Du Parc Poullain, pp. 66, Nos. 10, 11. Dard sur art. 524, p. 112. Fenet Pothier sur art. 524, p. 123. C. N. 524.

380. Sont censés avoir été attachés à perpétuelle demeure les objets placés par le propriétaire qui tiennent à fer et à clous, qui sont scellés en plâtre, à chaux ou à ciment, ou qui ne peuvent être enlevés sans être fracturés, ou sans briser ou détériorer la partie du fonds à laquelle ils sont attachés.

Les glaces, les tableaux et autres ornements sont censés mis à perpétuelle demeure, lorsque, sans eux, la partie de l'appartement qu'ils couvrent demeurerait incomplète ou imparfaite.

Paris, 90. Pothier, Com., 47 et suiv. *Ibid.*, Des choses, p. 641. Lamoignon, tit. 8, art. 6. II Du Parc Poullain, p. 66, No. 10. C. N. 525.

381. Sont immeubles par l'objet auquel ils s'attachent: l'emphytéose, l'usufruit des choses immobilières, l'usage et l'habitation, les servitudes, les droits ou actions qui tendent à obtenir la possession d'un immeuble.

Pothier, Com. 67 II Boileux, pp. 611 et suiv. II Marcadé, 342 et suiv. IX Demolombe, Nos. 529 et suiv., Nos. 490 et suiv. II Zachariæ, p. 20. 1 Demante, p. 298. 2 Furgole, Don., quest. 31, No. 17. Pothier, Intr. aux Cout., No. 51. 1 Argou, p. 109. C. N. 526.

382. Sont immeubles par la détermination de la loi absolument ou à certaines fins, les biens mobiliers dont elle ordonne ou autorise l'immobilisation.

La loi déclare immeubles, jusqu'au rachat, le capital des rentes constituées, créées avant la promulgation de ce code, ainsi que les deniers provenant du rachat de toutes rentes constituées qui appartiennent à des mineurs lorsqu'il est fait pendant la minorité.

Il en est de même quant aux sommes revenant au mineur du prix de ces immeubles vendus pendant la minorité, lesquelles demeurent immeubles tant qu'elle dure.

La loi déclare immeubles les sommes données par les ascendants à leurs enfants en considération de leur ma-

riage, pour être employées en achat d'héritages ou pour être propres à eux seulement, ou à eux et à leurs enfants.

Paris, 93, 94. I Laurière, pp. 241 à 246. I Argou, 102 et suiv. II Du Parc Poullain, pp. 63 et suiv. Pothier, Des choses, p. 646. Intr. aux Cout., No. 55. Meslé, p. 510. V. Pand. Franç., 75-6. II Marcadé, p. 364. IX Demolombe, p. 248.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES MEUBLES.

383. Les biens sont meubles par leur nature ou par la détermination de la loi.

Pothier, Intr. aux Cout., 45, 46. *Ibid.*, Com., 28, 29. *Ibid.*, Des choses, p 638. I Argou, p. 98. IX Demolombe, Nos. 388 et suiv. II Marcadé, No. 373, p. 364. C. N. 527.

384. Sont meubles par leur nature les corps qui peuvent se transporter d'un lieu à l'autre, soit qu'ils se meuvent par eux-mêmes, comme les animaux, soit qu'il faille une force étrangère pour les changer de place, comme les choses inanimées.

ff L. 93, *De verb. signif.* Pothier, Com., Nos. 28, 29, 30, 34, 39. *Ibid.*, Des choses, p. 638. *Ibid.*, Intr. aux Cout., No. 46. III Toullier, pp. 13, 14.—IX Demolombe, Nos. 394-5. C. N. 528.

385. Les bateaux, bacs, navires, moulins et bains sur bateaux, et généralement toutes usines non fixées par des piliers et ne faisant pas partie du fonds, sont meubles.

Pothier, Com., 29, 36. *Ibid.*, Introd. aux Cout., 46. *Ibid.*, Des choses, p. 638. 1 Lamoignon, tit. 8, art. 13 et 14. Ord. de la marine, liv. II, tit. 10, art. 1. C. N. 531.

386. Les matériaux provenant de la démolition d'un édifice, ou d'un mur ou autre clôture, ceux assemblés pour en construire de nouveaux, sont meubles tant qu'ils ne sont pas employés.

Mais les choses faisant partie de l'édifice, mur et clôture, et qui n'en sont séparées que temporairement, ne cessent pas d'être immeubles, tant qu'elles sont destinées à y être replacées.

Pothier, Com., 39, 62, 193. *Ibid.*, Intr. Cout., 48. *Ibid.*, Des choses, p. 642 V. Pand. Franç., p. 88. C. N. 532.

387. Sont meubles par la détermination de la loi les immeubles dont elle autorise à certaines fins la mobilisation et aussi les obligations et actions qui ont pour objet des effets mobiliers, y compris les créances constituées ou garanties par la province ou les corporations,— les actions ou intérêts dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces immeubles sont réputés meubles à l'égard de chaque associé, seulement tant que dure la société.

1 Laurière, pp. 225 et suiv. Lamoignon, tit. 8, art. 1 et 2. Pothier, Com., 69. *Ibid.*, Intr. Cout., 50, 52, 56. *Ibid.*, Des choses, pp. 644 et suiv. Paris, 89. C. N. 529.

388. [Sont aussi meubles par la détermination de la loi, les rentes constituées et toutes les autres rentes perpétuelles ou viagères, sauf celle résultant de l'emphytéose, laquelle est immeuble.]

IX Demolombe, pp. 286-7. II Marcadé, p. 347. Pothier, Intr. aux Cout., No. 55. C. N. 529.

389. Nulle rente, soit foncière ou autre, affectant un bien-fonds, ne peut être créée pour un terme excédant quatre-vingt-dix-neuf ans, ou la durée de la vie de trois personnes consécutivement.

Ces termes expirés, le créancier de la rente peut en exiger le capital.

Ces rentes, quoique créées pour quatre-vingt-dix-neuf ans, ou la durée de la vie de trois personnes, sont, en tout temps, rachetables, à l'option du débiteur, de la même manière que le sont les rentes constituées auxquelles elles sont assimilées.

S. R. B. C., c. 50, s. 1, pp. 484 et suiv.

390. Il est cependant loisible aux parties de stipuler, dans le titre constitutif de ces rentes, qu'elles ne seront remboursées qu'à un certain terme convenu, qui ne peut pas excéder trente ans; toute convention étendant ce terme au-delà étant nulle quant à l'excédant.

Ibid., s. 2.

391. Les rentes, foncières ou autres, affectant des biens-fonds, créées ci-devant pour un terme excédant quatre-vingt-dix-neuf ans, ou la durée de la vie de trois

personnes, sont rachetables à l'option du débiteur ou du détenteur de l'immeuble affecté.

392. Ne sont cependant pas sujettes à ce rachat les rentes créées par bail emphytéotique, ni celles auxquelles le créancier n'a qu'un droit conditionnel ou limité.

Ibid., s. 3.

393. [Le rachat des rentes autres que les rentes viagères, si le taux auquel il doit se faire n'est ni réglé par la loi, ni valablement stipulé, a lieu pour la remise du prix capital originaire, ou de la valeur pécuniaire attribuée par les parties aux choses moyennant lesquelles la rente a été créée. Si ce prix ou cette valeur n'apparaissent pas, le rachat se fait moyennant une somme qui puisse produire la même rente à l'avenir, au taux de l'intérêt légal à l'époque du rachat.]

Des dispositions particulières quant au rachat des rentes en remplacement des droits seigneuriaux se trouvent au chapitre quarante-et-unième des Statuts Refondus pour le Bas-Canada.

394. [Les rentes viagères et les autres rentes temporaires au terme desquelles aucun capital n'est remboursable, ne sont pas rachetables à l'option de l'une des parties seulement.

Il est pourvu au titre douzième du troisième livre au mode de rachat des rentes viagères, lorsqu'il doit avoir lieu forcément en justice.

La rente temporaire non viagère, sans capital remboursable, est estimée dans les mêmes cas comme les rentes viagères.]

395. Le mot " meubles," employé seul dans une loi ou dans un acte, ne comprend pas l'argent comptant, les pierreries, les dettes actives, les livres, les médailles, les instruments des sciences, arts et métiers, le linge de corps, les chevaux, équipages, armes, grains, vins, foins et autres denrées, non plus que les choses qui font l'objet d'un commerce.

ff. De supellectili legatâ. 1 Bourjon, liv. 1, ch. 4, s. 1, p. 140. Pothier, Don. Test., c. 7, art. 4, s. 2. Pothier, Fenet, sur art. 533. V. Pand. Franç., p. 89. VII Locré, Esprit du Code, p. 79. C. N. 533.

396. Les mots " meubles meublants" ne comprennent que les meubles destinés à garnir et orner les

appartements, comme tapisseries, lits, siéges, glaces, pendules, tables, porcelaines et autres objets de cette nature.

Les tableaux et les statues y sont aussi compris, mais non les collections de tableaux qui sont dans les galeries ou pièces particulières.

Il en est de même des porcelaines : celles-là seulement qui font partie de la décoration de l'appartement sont comprises sous la dénomination de meubles meublants.

1 Bourjon, liv. 1, c. 4, sec. 2, p. 140. Fenet Pothier, 131. V. Pand. Franç., 92-3. Pothier, Don. Test., c. 7, art. 4, § 2 et 9. Merlin, Rép., Vo. *Biens*, § 1, No. 15. III Toullier, p. 18. C. N. 534.

397. L'expression " biens meubles," celle de " mobilier," ou " effets mobiliers," comprennent généralement tout ce qui est censé meuble d'après les règles ci-dessus établies.

La vente ou le don d'une maison *meublée* ne comprend que les meubles meublants.

Pothier, Don. Test., c. 7, art. 4, sec. 2, 3, 4. 1 Bourjon, liv. 1, c. 4, s. 3. V. Pand. Franç., p. 95. III Toullier, 18. C. N. 535.

398. La vente ou le don d'une maison, avec tout ce qui s'y trouve, ne comprend pas l'argent comptant, ni les dettes actives et autres droits dont les titres peuvent être déposés dans la maison. Tous les autres effets mobiliers y sont compris.

Pothier, Don. Test., c. 7, art. 4, § 5. V Toullier, p. 504. V. Pand. Franç., pp. 95, 96. C. N. 536.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES BIENS DANS LEURS RAPPORTS AVEC CEUX A QUI ILS APPARTIENNENT OU QUI LES POSSÈDENT.

399. Les biens appartiennent ou à l'état, ou aux municipalités et autres corporations, ou enfin aux particuliers.

Ceux de la première espèce sont régis par le droit public ou par les lois administratives.

Ceux de la seconde sont soumis à certains égards pour

leur administration, leur acquisition et aliénation, à des règles et formalités qui leur sont propres.

Quant aux particuliers, ils ont la libre disposition des biens qui leur appartiennent sous les modifications établies par la loi.

Cod., L. 21, *Mandati*. Pothier, Propriété, Nos. 6, 7. III Toullier, pp. 23 et suiv. IX Demolombe, pp. 330 et suiv. III Encyclop. de Droit, p. 135, No. 116. II Marcadé, p. 380, No. 393. V. Pand. Franç., 96 et suiv. VII Locré, Esprit du Code, 86. C. N. 537. Pothier, Intr. Cout., No. 101. *Ibid.*, Des personnes, part. 1, tit. 7, art. 1, p. 637.

400. Les chemins et routes à la charge de l'état, les fleuves et rivières navigables et flottables et leurs rives, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres et les rades et généralement toutes les portions de territoire qui ne tombent pas dans le domaine privé, sont considérées comme des dépendances du domaine public.

Boutillier, Somme rurale, liv. 1, tit. 72, 73, 85. Loisel, Instit. cout., liv. II, tit. II, art, V. Lebret, De la souveraineté, liv. II, c. 15. Loyseau, Seigneuries, c. 12, No. 120. Chitty, On prerogative, 142, 206, 207. II Blackstone, 261, 262, note 6. III Toullier, No. 30 et 31, p. 24. III Encyclopédie de Droit, p. 136. C. N. 538. S. R. B. C., c. 24.

401. Tous les biens vacants et sans maître, ceux des personnes qui décèdent sans représentants, ou dont les successions sont abandonnées, appartiennent au domaine public.

Paris, 167. Code, *De bonis vacantibus*. *Ibid.*, L. 2, *De petitionibus bon.* III Toullier, p. 25. V. Pand. Franç., p. 109. VII Locré, p. 99. Dard, p. 117, note (*a*). C. N. 539.

402. Les portes, murs, fossés, remparts des places de guerre et des forteresses, font aussi partie du domaine public.

Ibidem. C. N. 540.

403. Il en est de même des terrains, des fortifications et remparts des places qui ne sont plus places de guerre ; ils appartiennent à l'état, s'ils n'ont été valablement aliénés.

Edit de décembre 1681. III Toullier, pp. 25, 28, 348. II Marcadé, 382. III Encyclop., 136. VII Locré, 96, 97. V. Pand. Franç., 110, 111. C. N. 541.

404. Les biens des municipalités et des autres cor-

porations sont ceux à la propriété ou à l'usage desquels ces corps ont un droit acquis.

ff L. 6, *De divisione rerum.* III Toullier, Nos. 44, 45, 47 à 62. C. N. 542. 3 Encyclop. de Droit, 137. V. Pand. Franç., 111.

405. On peut avoir, sur les biens, ou un droit de propriété, ou un simple droit de jouissance, ou seulement des servitudes à prétendre.

III Toullier, p. 245. II Marcadé, p. 384. III Encyclopédie de Droit, 138. C. N. 543.

TITRE DEUXIÈME.

DE LA PROPRIÉTÉ.

406. La propriété est le droit de jouir et de disposer des choses de la manière la plus absolue, pourvu qu'on n'en fasse pas un usage prohibé par les lois ou les règlements.

Cod., L. 21, *Mandati.* Pothier, Propriété, Nos. 4, 13, 14. *Ibid.*, Bail à rente, Nos. 42, 112. Introd. Cout., Nos. 100, 101. C. N. 544. V. Pand. Franç., p. 180. II Marcadé, 395.

407. Nul ne peut être contraint de céder sa propriété, si ce n'est pour cause d'utilité publique et moyennant une juste et préalable indemnité.

Pothier, Vente, Nos. 510 à 514. *Ibid.*, Propriété, 274. V. Pand. Franç., p. 183. C. N. 545.

408. La propriété d'une chose soit mobilière, soit immobilière, donne droit sur tout ce qu'elle produit, et sur ce qui s'y unit accessoirement, soit naturellement, soit artificiellement. Ce droit se nomme droit d'accession.

ff L. 6, *De adquirendo rerum.* L. 5, *De rei vindicatione.* Pothier, *Propriété*, 5, 150, 151, 260. *Ibid.*, *Introd. Cout.*, 100. C. N. 546.

CHAPITRE PREMIER.

DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI EST PRODUIT PAR LA CHOSE.

409. Les fruits naturels ou industriels de la terre,

les fruits civils, le croît des animaux, appartiennent au propriétaire par droit d'accession.

ff L. 6, L. 9, *De adquirendo rerum dom.* L. 5, *De rei vindicatione.* Pothier, *Propriété,* 151 à 154. V Pand. Franç., pp. 161, 184. III Toullier, p. 71. C. N. 547.

410. Les fruits produits par la chose n'appartiennent au propriétaire qu'à la charge de rembourser les frais des labours, travaux et semences faits par des tiers.

ff L. 9, *De adquirendo rerum d m.* L. 5, *De rei vindicatione.* Pothier, Propriété, 151. V. Pand. Franç., 185. C. N. 548.

411. Le simple possesseur ne fait les fruits siens que dans le cas où il possède de bonne foi; dans le cas contraire, il est tenu de rendre les produits avec la chose au propriétaire qui la revendique. Le possesseur de bonne foi n'est pas tenu de compenser les fruits avec le remboursement des ameliorations auquel il a droit.

ff L. 25, *De usuris et fructibus.* Cod., L. 12, *De rei vindicatione.* Pothier, Possession, 82, 83. *Ibid.*, Prescription, 78. *Ibid.*, Propriété, 155, 28 , 332 à 336, 341 et suiv. *Ibid.*, *Intr. Cout.*, 107; Vente, 326. C. N. 549.

412. Le possesseur est de bonne foi lorsqu'il possède en vertu d'un titre dont il ignore les vices, ou l'avénement de la cause résolutoire qui y met fin. Cette bonne foi ne cesse néanmoins que du moment où ces vices ou cette cause lui sont dénoncés par interpellation judiciaire.

ff L. 109, *De verborum signific.* Serres, Institutes, p. 88. II Argou, 501. Pothier, Possession, No. 82, p. 550; Propriete, Nos. 335, 341, 342. I Furgole, 328. II Marcadé, Nos. 550 et suiv. IX, Demolombe, pp. 586 et suiv. III Toullier, p. 49. II Maleville, 28 et suiv. I Demante, No. 553. I Duranton, No. 584. Dard, p. 120, note (a). III Encyclopedie, *Vo. Bonne foi*, p. 236. C. N. 550.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU DROIT D'ACCESSION SUR CE QUI S'UNIT ET S'INCORPORE A LA CHOSE.

413. Tout ce qui s'unit et s'incorpore à la chose appartient au propriétaire, suivant les règles qui sont ci-après établies.

Instit., lib. II, tit. 1, § 29. *ff* L. 23, § *penul.*, *De rei vindicat.* Pothier, Propriété, 156. III Toullier, p. 73. IX Demolo[illegible], Nos. 640 et suiv. C. N. 551.

SECTION I.

DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES IMMOBILIÈRES.

414. La propriété du sol emporte la propriété du dessus et du dessous.

Le propriétaire peut faire au-dessus toutes les plantations et constructions qu'il juge à propos, sauf les exceptions établies au titre des servitudes.

Il peut faire au-dessous toutes les constructions et fouilles qu'il juge à propos et tirer de ces fouilles tous les produits qu'elles peuvent fournir, sauf les modifications résultant des lois et règlements relatifs aux mines, et des lois et règlements de police.

ff L. 24, *de servitutibus præd. urb.* L. 21, § 2, *quod vi aut clàm.* Cod., L. 8, L. 9, *de servitutibus et aq[illegible]* Paris, 187. Pothier, Com., 32. Lamoignon, part. II, tit. 20, art. 13. Merlin, Rép., Vo. Cave, Voisinage, § 5. IV Duranton, No. 370. II Maleville, 31-2. C. N. [illegible].

415. Toutes constructions, plantations et ouvrages sur un terrain ou dans l'intérieur, sont présumés faits par le propriétaire, à ses frais, et lui appartenir, si le contraire n'est prouvé; sans préjudice de la propriété qu'un tiers pourrait avoir acquise ou pourrait acquérir par prescription, soit d'un souterrain sous le bâtiment d'autrui, soit de tout autre partie du bâtiment.

ff Arg. ex lege 7, § 10, *De adquirendo rerum.* Pothier, Propriété, 177. 1 Delvincourt, p. 181, note 4. IV Duranton, No. 372. II Marcadé, pp. 406-7. C. N. 553.

416. Le propriétaire du sol qui a fait des constructions et ouvrages avec des matériaux qui ne lui appartiennent pas, doit en payer la valeur; il peut aussi être condamné à des dommages-intérêts, s'il y a lieu; mais le propriétaire des matériaux n'a pas droit de les enlever.

ff L. 23, § 7, *De rei vindicatione.* *Ibid.*, L. 1, L. 2, *de tigno juncto.* Pothier, Propriété, 170, 171, 172, 178. II Maleville, p. 32. V. Pand. Franç., pp. 202-3. III Toullier,

p. 82. II Marcadé, No. 424. IX Demolombe, 606. I Demante, Nos. 558 et suiv. C. N. 554.

417. Lorsque les améliorations ont été faites par un possesseur avec ses matériaux, le droit qu'y peut prétendre le propriétaire du fonds dépend de leur nature et de la bonne ou mauvaise foi de celui qui les a faites.

Si elles étaient nécessaires, le propriétaire du fonds ne peut les faire enlever ; il doit dans tous les cas en payer le coût, lors même qu'elles n'existent plus, sauf la compensation des fruits perçus, si le possesseur était de mauvaise foi.

Si elles n'étaient pas nécessaires et qu'elles aient été faites par un possesseur de bonne foi, le propriétaire est encore tenu de les retenir si elles existent et de payer soit la somme déboursée, soit celle au montant de laquelle la valeur du fonds a été augmentée.

Si, au contraire, le possesseur était de mauvaise foi, le propriétaire peut, à son choix, les retenir en payant ce qu'elles ont coûté ou leur valeur actuelle, ou bien lui permettre de les enlever à ses frais, si elles peuvent l'être avec avantage pour ce tiers et sans détériorer le sol ; aux cas contraires, les améliorations restent aux propriétaires du fonds sans indemnité ; le propriétaire peut, dans tous les cas, forcer le possesseur de mauvaise foi à les enlever.

I Merlin, Rép. *Vo. Améliorations*, p. 367. Lacombe, *Vo. Impenses*, pp. 342 et suiv. Pothier, Propriété, 170-1-2, 346-7. V. Pand. Franç., 204. II Maleville, 34 et suiv. III Toullier, p. 83. Lahaie, p. 54. Fenet, Pothier, pp. 138-9. Lawrence et Stuart, 6, L. C. R., p. 294. Ord. 1667, tit. 27, art. 9. II Marcadé, sur art. 555. C. N. 555.

418. Au cas du troisième aliéna de l'article précédent, si les améliorations faites par le possesseur sont tellement considérables et dispendieuses que le propriétaire du fonds ne puisse les rembourser, il lui est permis, d'après les circonstances, à la discrétion du tribunal, de forcer le tiers à retenir le terrain en en payant la valeur suivant estimation.

419. Dans le cas où le tiers détenteur est tenu de restituer l'immeuble sur lequel il a fait des améliorations dont il a droit d'être remboursé, il lui est permis de le retenir jusqu'à ce que le remboursement soit effectué, sans préjudice au recours personnel de ce tiers pour

l'obtenir, sauf le cas de délaissement sur poursuite hypothécaire auquel il est spécialement pourvu au titre *Des Privilèges et Hypothèques*.

420. Les atterrissements et accroissements qui se forment successivement et imperceptiblement aux fonds riverains d'un fleuve ou d'une rivière s'appellent alluvions.

Que le fleuve ou la rivière soit ou non navigable ou flottable, l'alluvion qui en procède profite au propriétaire riverain, à la charge, dans le premier cas, de laisser le marchepied ou chemin de halage.

II Maleville, 35-6. Ord. des Eaux et Forêts, 1669, tit. 28, art. 7. II Edits et Ord., p. 24. VII Locré, Esprit du code, pp. 165 et suiv. C. N. 556. Institutes, liv. II, tit. 1, § 20. Maynard, liv. 10, c. 3. Dupérier, liv. 2, quest. 3. Dumoulin, sur Paris, § 1, glos. 5, No. 115. Bacquet, Dr. de justice, c. 30, No. 8. II Bousquet, pp. 56-7. Lacombe, *Vo.* Alluvion, p. 34.

421. Quant aux relais que forme l'eau courante qui se retire insensiblement de l'une de ses rives, en se portant sur l'autre, le propriétaire de la rive découverte en profite, sans que le riverain du côté opposé puisse rien réclamer pour le terrain qu'il a perdu.

Ce droit n'a pas lieu à l'égard des relais de la mer qui font partie du domaine public.

ff L. 7. § 1, *De adquirendo rerum*. Ord. 1681, liv. 4, tit. 7. Lebret, liv. II, c. 14. Pothier, Propriété, No. 159. V Pand. Franç., p. 211. II Maleville, p. 37. III Toullier, p. 105. II Blackstone, 262. Com. Dig. Prerog., D. 61. Chitty, Prerog., 207-8. II Bousquet, p. 58. II Marcadé, p. 417.

422. L'alluvion n'a pas lieu sur les bords des lacs et étangs qui sont propriété privée; le propriétaire non plus que le riverain ne gagnent ni ne perdent par suite des crues ou des décroissements accidentels des eaux, au delà ou en deçà de leur niveau ordinaire.

ff L. 7, § 6. L. 12, *De adquirendo rerum*. II Bousquet, p. 59. 5 Pand. Franç., p. 213. 4 Proudhon, Dom. Publ., 577 et suiv. Lacombe, *Vo.* Alluvion, No. 3, p. 34. C. N. 558.

423. Si un fleuve ou une rivière, navigable ou non, enlève par une force subite une partie considérable et

reconnaissable d'un champ riverain et la porte vers un champ inférieur ou sur la rive opposée, le propriétaire de la partie enlevée peut la réclamer; [mais il est tenu, à peine de déchéance, de le faire dans l'année, à compter de la possession qu'en a prise le propriétaire du fonds auquel elle a été réunie.]

ff L. 7, § 2, *De adquirendo rerum.* Anc. Deniz., *Vo.* Alluvion, No. 4, p. 94. Lacombe, *Vo.* Alluvion, No. 2, p. 34. Pothier, Propriété, Nos. 158, 165. 1 Nouv. Denizart, *Vo.* Alluvion, No. 2, pp. 465-6-7. C. N. 559.

424. Les isles, islots et atterrissements qui se forment dans le lit des fleuves ou des rivières navigables ou flottables, appartiennent au souverain, s'il n'y a titre au contraire.

Pothier, Propriété, Nos. 160 à 163. Loisel, Inst. Cout., liv. II, tit. II, art. 12. Bacquet, Droits de justice, c. 30, Nos. 2, 5, 6. Boutaric, Instit., liv. II, tit. 1, § 22. C. N. 560.

425. Les isles et atterrissements qui se forment dans les rivières non navigables et non flottables appartiennent aux propriétaires riverains du côté où l'isle s'est formée. Si l'isle n'est pas formée d'un seul côté, elle appartient aux propriétaires riverains des deux côtés, à partir de la ligne que l'on suppose tracée au milieu de la rivière.

ff L. 29, *De adquirendo rerum.* Inst., § 22, *De adquirendo rerum.* Pothier, Propriété, No. 164. Lacombe, *Vo.* Isle, Islet, No. 1, p. 373. C. N. 561.

426. Si une rivière ou un fleuve, en se formant un bras nouveau, coupe et embrasse le champ d'un propriétaire riverain et en fait une isle, le propriétaire conserve la propriété de son champ, encore que l'isle se soit formée dans un fleuve ou dans une rivière navigable ou flottable.

ff L. 7, § 4, *De adquirendo rerum.* Instit., § 22, *De divisione rerum.* Pothier, Propriété, No. 162. Anc. Deniz., *Vo.* Alluvion, No. 4. II Marcadé, p. 421. V Pand. Franç., pp. 137-8. C. N. 562.

427. Si un fleuve ou une rivière navigable ou flottable abandonne son cours pour s'en former un nouveau, l'ancien lit appartient au souverain. Si la rivière n'est ni navigable ni flottable, les propriétaires des fonds nou-

vellement occupés prennent, à titre d'indemnité, l'ancien lit abandonné, chacun dans la proportion du terrain qui lui a été enlevé.

Pothier, *Propriété*, Nos. 161-4. II Henrys, liv. III, *quest.* 30. Serres, Instit., liv. II, tit. 1, § 23. II Bousquet, p. 65. C. N. 563.

428. Les pigeons, lapins, poissons, qui passent dans un autre colombier, garenne ou étang, deviennent la propriété de celui à qui appartiennent ces étang, garenne ou colombier, pourvu qu'ils n'y aient pas été attirés par fraude et artifice.

ff L. 3, § II, *De adquirendo rerum.* Pothier, *Propriété*, 166-7-8, 278-9. Instit., lib. II, tit. 1, § 14, 15, 16. Lapeyrère, *Lettre Q*, No. 29. II Bousquet, p. 66. II Maleville, p. 43. Merlin, Rép., Vo. *Colombier*. X Demolombe, p. 150. V Pand. Franç., 216-7. VII Locré, *Esp. du Code*, pp. 189, 190. C. N. 564.

SECTION II.

DU DROIT D'ACCESSION RELATIVEMENT AUX CHOSES MOBILIÈRES.

429. Le droit d'accession, quand il a pour objet deux choses mobilières, appartenant à deux maîtres différents, est entièrement subordonné aux principes de l'équité naturelle.

Les règles suivantes, obligatoires dans les cas où elles s'appliquent, servent d'exemple dans les cas non prévus, suivant les circonstances.

Instit., *lib.* II, tit. 1, § 27. II Bousquet, p. 67, sur art. 565. V Pand. Franç., pp. 128 et suiv., 217. II Marcadé, pp. 425-6. III Toullier, p. 73. II Maleville, pp. 43-4. C. N. 565.

430. Lorsque deux choses, appartenant à différents maîtres, ont été réunies de manière à former un tout, lors même qu'elles sont séparables, et que l'une peut subsister sans l'autre, le tout appartient au maître de la chose qui forme la partie principale, à la charge de payer la valeur de la chose unie à celui à qui elle appartenait.

ff L. 26, § 1, *De adquirendo rerum.* Pothier, *Propriété*, Nos. 169, 170, 179, 180. I Sebire et Carteret, Vo

Accession, p. 104. IV Duranton, No. 435. VII Locré, p. 193. III Toullier, p. 74. C N. 566.

431. Est réputée partie principale celle à laquelle l'autre n'a été unie que pour l'usage, l'ornement ou le complément de la première.

ff L. 26, § 1, *De adquirendo rerum*. Pothier, *Propriété*, Nos. 173, 174. II Marcadé, pp. 426-7. III Toullier, p. 74. V Pand. Franç., p. 218. Sebire et Carteret, Vo. *Accession*, pp. 103 et suiv. IV Duranton, Nos. 436 et suiv. C. N. 567.

432. Cependant quand la chose unie est beaucoup plus précieuse que la chose principale, et a été employée à l'insu du propriétaire, celui-ci peut demander que la chose unie soit séparée pour lui être rendue, quand même il pourrait en résulter quelque dégradation de la chose à laquelle elle a été jointe.

ff L. 9, § 2, *De adquirendo rerum*. Instit., lib. II, § 1, 25, *De divisione rerum*. Pothier, *Propriété*, Nos. 177 et 179. Sebire et Carteret, Vo. *Accession*, pp. 104-5. IV Duranton, No. 439. V Pand. Franç., pp. 218-9. C. N. 568.

433. Si de deux choses unies pour former un seul tout, l'une ne peut pas être regardée comme l'accessoire de l'autre, est réputée principale celle qui est la plus considérable en valeur, ou en volume, si les valeurs sont à peu près égales.

Pothier, *Propriété*, No. 174. ff L. 27, § 2, *De adquirendo rerum*. III Toullier, p. 75. V Pand. Franç., p. 219. IV Duranton, No. 440. 1 Sebire et C., p. 104. I Demante, No. 573. C. N. 569.

434. Si un artisan ou une autre personne a employé une matière qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, soit que la matière puisse ou non reprendre sa première forme, celui qui en était le propriétaire a le droit de réclamer la chose qui en a été formée, en remboursant le prix de la main-d'œuvre.

ff L 7, § 7, L 26, § 1, 3, *De adquirendo rerum*. Pothier, *Propriété*, Nos 186-8, 191. III Toullier, p. 76. V Pand. Franç., pp. 219, 220. C. N. 570.

435. Si cependant la main-d'œuvre est tellement importante qu'elle surpasse de beaucoup la valeur de la matière employée, l'industrie est alors réputée la partie principale, et l'ouvrier a droit de retenir la chose travaillée, en rendant le prix de la matière au propriétaire.

ff L. 9, § 1, 2, *De adquirendo rerum*. Pothier, *Propriété*, No. 173. I Sebire et C., pp. 104-5. V Pand. Franç., 220-1. C. N. 571.

436. Lorsqu'une personne a employé en partie la matière qui lui appartenait, et en partie celle qui ne lui appartenait pas, à former une chose d'une nouvelle espèce, sans que ni l'une ni l'autre des deux matières soit entièrement détruite, mais de manière qu'elles ne peuvent pas être séparées sans inconvénient, la chose est commune aux deux propriétaires, en raison, quant à l'un, de la matière qui lui appartient ; quant à l'autre, en raison, à la fois, de la matière qui lui appartient, et du prix de la main-d'œuvre.

ff L. 7, § 8, 9, L. 12, § 1, *De adquirendo rerum*. Pothier, *Propriété*, No. 187. III Toullier, p. 77. V Pand. Franç., p. 157, Nos. 31 et suiv., et p. 221. C. N. 572.

437. Lorsqu'une chose a été formée par le mélange de plusieurs matières appartenant à différents propriétaires, mais dont aucune ne peut être regardée comme matière principale, si les matières peuvent être séparées, celui à l'insu duquel les matières ont été mélangées peut en demander la division.

Si les matières ne peuvent plus être séparées sans inconvénient, ils en acquièrent en commun la propriété, dans la proportion de la quantité, de la qualité et de la valeur des matières appartenant à chacun.

ff L. 12, § 1, *De adquirendo rerum*. L. 5, *De rei vindicatione*. Pothier, *Propriété*, Nos. 175, 190, 191. III Toullier, p. 78. V Pand. Franç., pp. 157, 222. C. N. 573.

438. Si la matière appartenant à l'un des propriétaires était de beaucoup supérieure par la quantité et le prix, en ce cas, le propriétaire de la matière supérieure en valeur peut réclamer la chose provenue du mélange, en remboursant à l'autre la valeur de sa matière.

ff Arg. ex lege 27, *De adquirendo rerum*. Pothier, *Propriété*, No. 192. III Toullier, p. 78. C. N. 574.

439. Lorsque la chose reste en commun entre les propriétaires des matières dont elle est formée, elle doit être licitée au profit commun, si l'un d'eux l'exige.

ff L. 5, *De rei vindicatione*. Instit., *lib*. 1, *tit*. 2, § 28, *De rerum divisione*. Pothier, *Propriété*, No. 192. 2

Bousquet, p. 75. V. Pand. Franç., pp. 156 et suiv. II Marcadé, p. 432. C. N. 575.

440. Dans tous les cas où le propriétaire, dont la matière a été employée, sans son consentement, à former une chose d'une autre espèce, peut réclamer la propriété de cette chose, il a le choix de demander la restitution de sa matière en même nature, quantité, poids, mesure et bonté, ou sa valeur.

Pothier, *Propriété*, Nos. 191-2. V. Pand. Franç., p. 223. II Bousquet, p. 76. II Marcadé, p. 432, No. 453. C. N. 576.

441. Celui qui est tenu de restituer un objet mobilier auquel il a fait des améliorations ou augmentations dont il a droit d'être remboursé, peut retenir cet objet jusqu'à ce que le remboursement ait été effectué, sans préjudice à son recours personnel.

442. Ceux qui ont employé des matières appartenant à d'autres et sans leur consentement, peuvent être condamnés à des dommages-intérêts, s'il y a lieu.

C. N. 577.

TITRE TROISIÈME.

DE L'USUFRUIT, DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

Servitudes Personnelles

CHAPITRE PREMIER.

DE L'USUFRUIT.

réel et temporaire

443. L'usufruit est le droit de jouir des choses dont un autre a la propriété, comme le propriétaire lui-même, mais à la charge d'en conserver la substance.

ff L. 1, 2, 4, *De usufructu et quem;* L. 28, *De verborum signific.* Instit., *lib.* II, *tit.* 4, *in pr.* Pothier, *Douaire*, Nos. 194, 209, 215 à 218, 220. *Ibid.*, *Vente*, No. 548. II Bousquet, p. 77. II Marcadé, pp. 444 et suiv. II Maleville, p. 50. VII Locré, pp. 218 et suiv. C. N. 578.

444. L'usufruit est établi par la loi ou par la volonté de l'homme.

ff L. 6, § 1, *De usufructu*, etc. Pothier, *Vente*, No. 548. Guyot, *Rép., vo. usufruit*, p. 393. Paris, 230, 314, 249, 255, 262. II Bousquet, p. 78. V. Pand. Franç., pp. 231 et suiv. II Marcadé, p. 447. II Maleville, pp. 50-1. C. N. 579.

445. L'usufruit peut être établi purement ou à condition, et commencer de suite ou à certain jour.

ff L. 4, *De usufructu*, etc. Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 8, p. 817. V. Pand. Franç., p. 241. II Marcadé, 449. C. N. 580.

446. Il peut être établi sur toute espèce de biens meubles ou immeubles.

ff L. 3, § 1, 7, *De usufructu*, etc. Lacombe, *vo. Usufruit*, p. 817, No. 4. II Marcadé, pp. 449 et suiv. C. N. 581.

SECTION I.

DES DROITS DE L'USUFRUITIER.

447. L'usufruitier a droit de jouir de toute espèce de fruits, soit naturels, soit industriels, soit civils, que peut produire l'objet dont il a l'usufruit.

ff L. 1, 7, 9, 15, 59, 68, *De usufructu*, etc. Pothier, *Douaire*, Nos. 194, 199, 200. Pothier, *Propriété*, No. 153. III Toullier, p. 261. V. Pand. Franç., p. 242. C. N. 582.

448. Les fruits naturels sont ceux qui sont le produit spontané de la terre. Le produit et le croît des animaux sont aussi des fruits naturels.

Les fruits industriels d'un fonds sont ceux qu'on obtient par la culture ou l'exploitation.

ff L. 77, *De verborum signif.* L. 36, § 5, *De hereditatis petitione*. Pothier, *Douaire*, Nos. 198-9. *Com.*, No. 115. III Toullier, p. 262. V Pand. Franç., pp. 161, 245. C. N. 583.

449. Les fruits civils sont les loyers des maisons, les intérêts des sommes dues, les arrérages des rentes. Les prix des baux à ferme sont aussi rangés dans la classe des fruits civils.

ff L. 121, *De verborum signif.* L. 36, *De usuris et fruct.* L. 62, *De rei vindicatione*. Pothier, *Douaire*, Nos. 203-4. Com., Nos. 205, 221. V. Pand. Franç.,

pp. 161, 245 et suiv. 2 Hennequin, 366. III Toullier, p. 263. C. N. 584.

450. Les fruits naturels et industriels pendants par branches ou tenant par racines, au moment où l'usufruit est ouvert, appartiennent à l'usufruitier.

Ceux qui sont dans le même etat au moment où finit l'usufruit, appartiennent au proprietaire, sans recompense, de part ni d'autre, des labours et des semences, mais aussi sans préjudice de la portion des fruits qui peut être acquise au colon partiaire, s'il en existe un au commencement ou à la cessation de l'usufruit.

ff L. 27, L. 58, L. 59, *De usufructu*, etc. L. 13, *Quibus modis ususfructus et usus.* L. 32, L. 42; *De usu et usufructu.* Paris, 231. Pothier, *Douaire*, Nos. 160, 194, 199, 202, 273, 275. *Ibid.*, Com., Nos. 206-7-9. 212-3. *Ibid.*, Intr., Cout. d'Orl., au titre 10. *Ibid.*, Mandat, No. 192. III Toullier, p. 264. V. Pand. Franç., pp. 248 et suiv. N. Deniz., *vo. Fruits*, § 3, No. 3. III Du Parc Poullain, pp. 290-1. C. N. 585.

451. Les fruits civils sont réputés s'acquérir jour par jour, et appartiennent à l'usufruitier à raison de la durée de son usufruit.

Cette règle s'applique aux prix des baux à ferme, comme aux loyers des maisons et aux autres fruits civils.

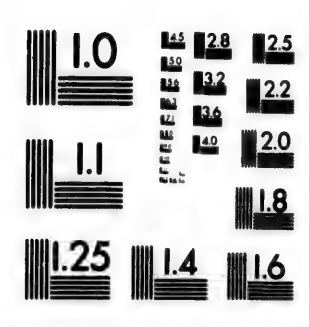
ff L. 7, *De soluto matrimonio.* *ff* L. 26, *De usufructu et quem.* Pothier, *Douaire*, Nos. 160 et 205. *Ibid., Com.*, Nos. 220-1. C. N. 586.

452. Si l'usufruit comprend des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, comme l'argent, les grains, les liqueurs, l'usufruitier a le droit de s'en servir, mais à la charge d'en rendre de pareille quantité, qualité (et valeur) ou leur estimation, à la fin de l'usufruit

ff L. 7, *De usufructu earum rerum.* Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 4, p. 817. Pothier, *Don entre mari et femme*, No. 215. II Maleville. pp. 55, 63. II Hennequin, pp. 251 et suiv. V. Pand. Franç., p. 251. III Toullier, p. 259. Merlin, Rép., *vo. Usufruit*, § 4, No. 8. C. N. 587.

453. L'usufruit d'une rente viagère donne aussi à l'usufruitier, pendant la durée de son usufruit, le droit de retenir pour le tout les termes qu'il a reçus comme payables d'avance, sans être tenu à aucune restitution.

IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



Pothier, *Douaire*, No. 25. *Ibid.*, *Don entre mari et femme*, No. 219. *Ibid.*, Com., No. 232. II Maleville, p. 55. V. Pand. Franç., p. 245. Lacombe, vo. *Usufruit*, No. 4, p. 817. II Hennequin, p. 248-9. C. N. 588.

454. Si l'usufruit comprend des choses qui, sans se consommer de suite, se détériorent peu à peu par l'usage, comme du linge, des meubles meublants, l'usufruitier a le droit de s'en servir pour l'usage auquel elles sont destinées, et n'est obligé de les rendre, à la fin de l'usufruit, que dans l'état où elles se trouvent, non détériorées par son dol ou par sa faute.

ff L. 15, § 1, 2, 3, 4, *De usufructu, etc.* L. 9, § 3, *Usufructuarius quemadmod.* Pothier, *Douaire*, Nos. 194, 209, 215-6-7-8, 220. *Ibid.*, *Vente*, No. 549. II Maleville, p. 56. Merlin, *vo. Usufruit*, § 2, No. 3, § 4. V. Pand. Franç., p. 252. III Toullier, p. 248, 324. Proudhon, *Usufruit*, t. 1, No. 67; t. 2, Nos. 887, 1056, 1081, 1111; tome 3, No. 1726; tome 4, No. 2234, et tome 5, Nos. 2579 et 2651. II Bousquet, 84-5. Domat, liv. 1, Usufruit, tit. 11, § 3. C. N. 589.

455. L'usufruitier ne peut abattre les arbres qui croissent sur le fonds soumis à l'usufruit. C'est parmi ceux qui sont renversés accidentellement qu'il doit prendre ce dont il a besoin pour son usage.

Si cependant parmi ces derniers il ne s'en trouve pas en quantité et des qualités convenables pour les réparations dont il est tenu et pour l'entretien et l'exploitation de l'héritage, il lui est loisible d'en abattre autant qu'il en faut pour ces objets, en se conformant à l'usage des lieux ou à la coutume des propriétaires; il peut même en abattre pour le chauffage, s'il s'en trouve de la nature de ceux généralement employés à cet usage dans la localité.

ff L. 12, *De usufructu et quem.* Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 7, pp. 819, 823. Pothier, *Douaire*, N. 197. V. Pand. Franç., p. 259. III Proudhon, *Usufruit*, p. 55, No. 1194. N. Deniz., *vo. Baliveaux*, § 4. III Toullier, p. 271, *note* (1). C. N. 592.

456. Les arbres fruitiers qui meurent, ceux même qui sont arrachés ou brisés par accident, appartiennent à l'usufruitier, mais il est tenu de les remplacer par d'autres, à moins que la plus grande partie n'en ait été

ainsi détruite, auquel cas il n'est pas obligé au remplacement.

ff L. 12, *De usufructu et quem.* Pothier, Douaire, Nos. 210, 211. III Toullier, p. 271. III Proudhon, Nos. 1175, 1199. V. Pand. Franç., 262. C. N. 594.

457. L'usufruitier peut jouir par lui-même, louer et même vendre son droit ou le céder à titre gratuit.

S'il donne à ferme ou à loyer, le bail expire avec son usufruit; cependant le fermier ou le locataire a droit et peut être contraint de continuer sa jouissance pendant le reste de l'année commencée à l'expiration de l'usufruit, à la charge d'en payer le loyer au propriétaire.

ff L. 12, L. 67, *De usufructu et quem.* L. 9, *Locati conducti.* Pothier, *Douaire*, Nos. 195. 220, 270; Vente, No. 549. *Ibid.*, Louage, No. 43. Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 15, p. 825. Loyseau, *Déguerpissement*, liv. 6, c. 1, No. 6. III Toullier, No. 413, p. 273. III Proudhon, *Usufruit*, Nos. 1212, 1215. X Demolombe, No. 349, p. 309. C. N. 595.

458. L'usufruitier jouit de l'augmentation survenue par alluvion au fonds dont il a l'usufruit.

Mais son droit ne s'étend pas sur l'isle qui se forme, pendant l'usufruit, auprès du fonds qui y est sujet et auquel cette isle appartient.

ff L. 9, § 4, *De usufructu, etc.* Pothier, *Douaire*, No. 68. II Maleville, p. 60. V. Pand. Franç., pp. 263-4. II Bousquet, p. 89. C. N. 596.

459. Il jouit des droits de servitude, de passage et généralement de tous les droits du propriétaire, comme le propriétaire lui-même.

ff L. 12, *Communia prædiorum.* L. 20, § 1, *Si servitus vindicetur.* L. 25, *De servit. prædior. rusticor.* Pothier, *Douaire*, Nos. 195, 209, 210. II Maleville, p. 60. II Bousquet, p. 89. V. Pand. Franç., pp. 264-5. III Toullier, pp. 262, 273. Merlin, *vo. Usufruit*, § 4, No. 11. C. N. 597.

460. Les mines et les carrières ne sont pas comprises dans l'usufruit.

L'usufruitier peut cependant en tirer les matériaux nécessaires pour les réparations et entretien des héritages sujets à son droit.

Si cependant ces carrières, avant l'ouverture de l'usu-

fruit, ont été exploitées comme source de revenu, par le propriétaire, l'usufruitier peut continuer cette exploitation de la même manière qu'elle a été commencée.

Pothier, *Douaire*, No. 195. *Com.*, Nos. 97, 204. *Ibid.*, intr. au tit. X, Cout. d'Orl., No. 100. X Demolombe, No. 433. X *Ibid.*, No. 430, p. 376. Projet du Code Nap., liv. II, tit. 3, art. 23, p. 146. Merlin, *Rép.*, vo. *Usufruit*, § 4, No. 3. II Maleville, sur art. 598, *in fine*, p. 62. C. N. 598.

461. L'usufruitier n'a aucun droit sur le trésor trouvé, pendant la durée de l'usufruit, sur le fonds qui y est sujet.

ff L. 7, § 12, *Soluto Matrimonio.* Serres, *Institutes*, p. 91. 1 Despeisses, No. 9, p. 558. Pothier, *Douaire*, No. 196. V. Pand. Franç., pp. 266-7. C. N. 598.

462. Le propriétaire ne peut, par son fait, de quelque manière que ce soit, nuire aux droits de l'usufruitier.

De son côté, l'usufruitier ne peut, à la cessation de l'usufruit, réclamer aucune indemnité pour les améliorations qu'il a faites, encore que la valeur de la chose en soit augmentée.

Il peut cependant enlever les glaces, tableaux et autres ornements qu'il a fait placer, mais à la charge de rétablir les lieux dans leur premier état.

ff L. 15, § 6, 7; L. 16, *De usufructu*, etc. *ff* L. 12, *De usu et usufructu.* Pothier, *Douaire*, Nos. 241-2-3, 271-7-8-9. *Ibid.*, *Propriété*, No. 12. Fenet Pothier, sur art. 524, p. 126. II Maleville, p. 63. II Bousquet, pp. 91-2. III Toullier, pp. 12, 284, 285, 292 et suiv., 306. V. Pand. Franç., pp. 267 et suiv., Nos. 37, 38. Proudhon, Nos. 1108, 1124, 1426, 1463. C. N. 599.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DE L'USUFRUITIER.

463. L'usufruitier prend les choses dans l'état où elles sont, mais il ne peut entrer en jouissance qu'après avoir fait dresser, en présence du propriétaire, ou lui dûment appelé, un inventaire des biens meubles et un état des immeubles sujets à son droit, s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit.

ff L. 65, § 1, *De usufructu.* L. 12, *De usu et usufructu.*

L. 1, *in pr.* et § 4, *usufructuarius quemad. caveat.* Cod., L. 4, § 1, *De usufructu et habitatione.* Serres, *Institutes*, pp. 148, 310. Pothier, *Douaire*, Nos. 221-8. Don entre mari et femme, Nos. 44, 212, 215, 240. XVII Guyot, *vo. Usufruit*, p. 393. Merlin, *vo. Usufruit*, § 2, No. 2. II Maleville, pp. 65-6, 279. 1 Argou, 202. V. Pand. Franç., pp. 271-3. X Demolombe, Nos. 473-4. III Toullier, Nos. 419, 420. C. N. 600.

464. Il donne caution de jouir en bon père de famille, si l'acte constitutif ne l'en dispense; cependant le vendeur ou le donateur, sous réserve d'usufruit, n'est pas tenu de donner caution.

ff L. 2, L. 7, L. 9, § 1, *Usufructuarius quemad.* Cod., L. 1, *De usufructu et habitatione.* Pothier, *Douaire*, Nos. 211, 221. Paris, 285. Lacombe, *vo. Usufruit*, pp. 818 et suiv., Nos. 1 et suiv. Guyot, *Répert.*, *vo. Usufruit*, pp. 393-4. 1 Argou, p. 204. III Toullier, pp. 279, 280. Fenet Pothier, sur art. 601, p. 154. V Pand. Franç., pp. 275 et suiv., Nos. 41 et suiv. X Demolombe, Nos. 480 et suiv. C. N. 601.

465. Si l'usufruitier ne peut fournir de cautions, les immeubles sont loués, donnés à ferme ou mis en séquestre.

Les sommes comprises dans l'usufruit sont placées; les denrées et autres objets mobiliers, qui se consomment par l'usage, sont vendus, et le prix en provenant est pareillement placé.

Les intérêts de ces sommes et le prix des baux appartiennent, dans ces cas, à l'usufruitier.

ff L. 5, § 1, *Ut legatorum seu fideicommis.* Carondas, sur art. 285 de Paris. Pothier, *Douaire*, No. 227. II Marcadé, pp. 483 et suiv. Lacombe, vo. *Usufruit*, No. 1, p 819. Guypape, *Quest.* 250. V Pand. Franç., 281-2. Ricard, *Don mutuel*, No. 285. X Demolombe, Nos. 493 et suiv. II Proudhon, *Usufruit*, Nos. 840 et suiv. C. N. 602.

466. A défaut de cautions, le propriétaire peut exiger que les effets mobiliers qui dépérissent par l'usage, soient vendus, pour le prix en être placé et perçu comme dit en l'article précédent.

Cependant l'usufruitier peut demander, et les juges peuvent accorder, suivant les circonstances, qu'une

partie des meubles nécessaires pour son usage, lui soit laissée sous sa simple caution juratoire, et à la charge de les représenter à l'extinction de l'usufruit.

ff L. 5, § 1, *Ut legatorum seu fideicom.* Instit., *De satisdationibus*, § 2. 1 Salviat. 142. Pothier, *Douaire*, No. 227. Serres, *Institutes*, pp. 105-6. Autorités sous l'art. précédent. C. N. 603.

467. Le retard de donner caution ne prive pas l'usufruitier des fruits auxquels il peut avoir droit; ils lui sont dus du moment où l'usufruit a été ouvert.

ff L. 10, § 1, *De usufructu earum.* Institut., § 3, *De fidejussoribus*. Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 1, p. 818. V. Pand. Franç., p. 283. II Maleville, p. 69. X Demolombe, No. 516, p. 445. C. N. 604.

468. L'usufruitier n'est tenu qu'aux réparations d'entretien. Les grosses demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par le défaut de réparations d'entretien, depuis l'ouverture de l'usufruit, auquel cas l'usufruitier en est aussi tenu.

ff L. 7, § 2, L 13, *De usufructu et quem.* Cod., L. 7, *De usufructu*. Pothier, *Douaire*, Nos. 238, 239, 280. *Ibid.*, *Don entre mari et femme*, 236-7-8. *Ibid.*, *Bail à rente*, No. 43. *Ibid.*, Communauté, No. 272. Lacombe, *vo. Usufruit*, sect. II, No. 11. V. Pand. Franç., pp. 284-5. II Maleville, p. 69. C. N. 605.

469. Les grosses réparations sont celles des gros murs et des voûtes, le rétablissement des poutres et des couvertures entières, celui des digues et des murs de soutenement et de clôtures aussi en entier.

Toutes les autres réparations sont d'entretien.

ff L. 7, *De usufructu et quem.* Paris, 262. Pothier, *Douaire*, No. 238. *Ibid.*, *Com.*, No. 272. 2 Bourjon, p. 34. Lacombe, *vo. Usufruitier*, sect. 2, No. 11. II Maleville, p. 70. V. Pand. Franç., pp. 287-8. X Demolombe, Nos. 551 et suiv., 582. C. N. 606.

470. Ni le propriétaire ni l'usufruitier ne sont tenus de rebâtir ce qui est tombé de vétusté, ou ce qui a été détruit par cas fortuit.

ff L. 7, § 2, L. 46, § 1, L. 65, § 1, *De usufructu, et* Domat, *De l'usufruit*, sect. 5, No. 5. V Du Parc Poullain, p. 324, No. 411. II Desgodets, sur art. 262, C. P

pp. 29 et suiv. Pothier, *Douaire*, Nos. 238, 239, 246. *Ibid.*, *Don entre mari et femme*, No. 238. Lacombe, *vo. Usufruit*, No. 12, p. 821. III Toullier, Nos. 443 et suiv., pp. 296 et suiv. II Maleville, p. 71. II Marcadé, pp. 488 et suiv. V. Pand. Franç., pp. 289 et suiv. X Demolombe, No. 707. Serres, *Institutes*, p. 108. C. N. 607.

471. L'usufruitier est tenu, pendant sa jouissance, de toutes les charges ordinaires, telles que rentes foncières et autres redevances ou contributions annuelles dont est grevé l'héritage lors de l'ouverture de l'usufruit.

Il est pareillement tenu des charges extraordinaires qui y sont imposées depuis, telles que les répartitions pour l'érection et la réparation des églises, les contributions publiques ou municipales et autres impositions semblables.

ff L. 27, § 3, 4, L. 7, § 2, L. 52, *De usufructu, etc.* *ff* L. 28, *De usu et usufructu*. Paris, 287. Lacombe, vo. *Usufruit*, No. 14. Carondas, *Pand.*, liv. II, ch. 12. Pothier, *Don entre mari et femme*, Nos. 236, 242. *Ibid.*, *Douaire*, No. 230. Guyot, *Répert.*, *vo. Usufruit*, p. 396. Fenet Pothier, sur art. 608, pp. 157 et suiv. II Maleville, p. 71. V. Pand. Franç., pp. 291 et suiv. III Toullier, No. 431. II Marcadé, pp. 493 et suiv. II Hennequin, p. 445. II Demante, No. 451 *bis*. X Demolombe, pp. 550 et suiv., Nos. 601 et suiv. C. N. 608, 609.

472. Le legs fait par un testateur d'une rente viagère ou pension alimentaire, doit être acquitté par le légataire universel de l'usufruit dans son intégrité, ou par le légataire à titre universel de l'usufruit, dans la proportion de sa jouissance, sans aucune répétition de leur part.

Cod., L. ult., § 4, *De bonis quæ liberis*. Anc. Deniz., vo. *Usufruit*, No. 36. Guyot, *Répert.*, *vo. Usufruit*, p. 396. II Maleville, p. 72. V. Pand. Franç., p. 294. VII Locré, Esprit du Code, pp. 299 à 302. IV Duranton, Nos. 636-7. II Boileux, p. 763. C. N. 610.

473. L'usufruitier à titre particulier, n'est tenu au paiement d'aucune partie des dettes héréditaires, pas même de celles auxquelles est hypothéqué le fonds sujet à l'usufruit.

S'il est forcé, pour conserver sa jouissance, de payer

quelques-unes de ces dettes, il a son recours contre le débiteur et contre le propriétaire du fonds.

ff L. *ult., de usu et usufructu* Lacombe, *vo. Legs*, p. 403, *vo. Usufruit*, No. 15. Guyot, Répert., *vo. Usufruit*, p. 396. II Marcadé, Nos. 531 *et suiv.*, pp. 501 *et suiv.* II Boileux, pp. 759 *et suiv.* VII Locré, p. 304. V Pand. Franç., p. 295. X Demolombe, No. 604. II Toullier, No. 432. IV Proudhon, *Usufruit*, Nos. 1829, 1843. Dalloz, Dict., vo. *Usufruit*, No. 572. C. N. 611.

474. L'usufruitier, soit universel, soit à titre universel, doit contribuer avec le propriétaire au paiement des dettes comme suit :

On estime la valeur des immeubles et autres objets sujets à l'usufruit, on fixe ensuite la contribution aux dettes à raison de cette valeur.

Si l'usufruitier veut avancer la somme pour laquelle le propriétaire doit contribuer, le capital lui en est restitué à la fin de l'usufruit, sans aucun intérêt.

Si l'usufruitier ne veut pas faire cette avance, le propriétaire a le choix ou de payer la somme, et dans ce cas, l'usufruitier lui tient compte des intérêts pendant la durée de l'usufruit, ou de faire vendre jusqu'à due concurrence une portion des biens soumis à l'usufruit.

Cod., L. 15, *De donationibus*. Dargentré, sur art. 219, Cout. de Bretagne. Guypape, *Quest.* 541. Lapeyrère, lettre V, No. 75. Lacombe, *vo. Dettes*, p. 172, No. 13, et p. 821. Paris, art. 334, 335. V Nouv. Deniz., vo. Contrib. aux dettes, p. 499. 17 Guyot, Répert., p. 396. II Boileux, pp. 761-2. II Marcadé, p. 500, No. 529. C. N. 612.

475. L'usufruitier n'est tenu que des frais des procès qui concernent la jouissance, et des autres condamnations auxquelles ces procès peuvent donner lieu.

ff L. 60, *De Usufructu.* L. 5, *si ususfructus*. Lacombe, *vo. Usufruit* p. 821. X Demolombe, Nos. 619 et suiv. 3 Toullier, p. 289. II Boileux, p. 767. II Marcadé, p. 574. II Pand. Franç., p. 299. C. N. 613.

476. Si pendant la durée de l'usufruit, un tiers commet quelque usurpation sur le fonds, ou attente autrement aux droits du propriétaire, l'usufruitier est tenu de le lui dénoncer, faute de quoi il est responsable de tout le dommage qui peut en résulter pour le propriétaire,

comme il le serait de dégradations commises par lui-même.

ff L. 15, § 7, *De usufructu.* L. 1, § 7, L. 2, *Usufructuarius quemad.* Pothier, *Douaire*, Nos. 281-2. Fenet—Pothier, p. 159. II Boileux, p. 768, No. 614. II Marcadé, p. 506, sur art. 614. C. N. 614.

477. Si l'usufruit n'est établi que sur un animal qui vient à périr sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est pas tenu d'en rendre un autre, ni d'en payer l'estimation.

ff L. 70, § 3, *De usufructu.* Anc. Denizart, vo. Usufruit, § 2, No. 6. II Maleville, 75. III Toullier, p. 291. C. N. 615.

478. Si le troupeau, sur lequel un usufruit a été établi, périt entièrement par accident ou par maladie, et sans la faute de l'usufruitier, celui-ci n'est tenu envers le propriétaire que de lui rendre compte des cuirs ou de leur valeur.

Si le troupeau ne périt pas entièrement, l'usufruitier est tenu de remplacer jusqu'à concurrence du croît, les têtes des animaux qui ont péri.

ff L. 68, § 2, L. 69, L. 70, § 1, 2, 3, 4, 5, *De usufructu.* Instit., *De divisione rerum*, § 38. V, Pand. Franç., pp. 302 et suiv. II Toullier, p. 291. II Maleville, p. 76. II Boileux, pp. 765-6. C. N. 616.

SECTION III.

COMMENT L'USUFRUIT PREND FIN.

479. L'usufruit s'éteint par la mort naturelle et par la mort civile de l'usufruitier, s'il est viager;

Par l'expiration du temps pour lequel il a été accordé;

Par la consolidation ou la réunion sur la même tête des deux qualités d'usufruitier et de propriétaire;

Par le non-usage du droit pendant trente ans, et par la prescription acquise par les tiers;

Par la perte totale de la chose sur laquelle l'usufruit est établi.

ff L. 3, § *ult.*, L. 17, L. 27, *Quibus modis, &c.* *ff* L. 8, *De annuis legatis.* *ff* L. 22, L. 29, *De usu et usufructu.* *ff* L. 10, *De capite minutis.* Cod., L. 12, L. 14, L. 16, *De usufructu.* Instit., *De usufructu*, § 3. Cod., L. 13,

De *servitutibus & aquâ*. L. 3, *De prescriptione*, § 30, *vel.* 40. Pothier, *Douaire*, Nos. 247, 249, 255, 74, 253, 268. Pothier, *Don entre mari et femme*, Nos. 252 et suiv. Pothier, *Vente*, No. 549. Dard, p. 136. Merlin, *vo. Usufruit*, § 5, art. 1, art. 3, No. 3. Guyot, *vo. Usufruit*, pp. 402 et suiv. Lacombe, *vo. Usufruit*. sec. 4, pp. 827 et suiv. Serres, Institutes, pp. 106-7-8. V Pand. Franç., p. 307, Nos. 62 à 68. II Boileux, pp. 771 et suiv. C. N. 617.

480. L'usufruit peut aussi cesser par l'abus que l'usufruitier fait de sa jouissance, soit en commettant des dégradations sur le fonds, soit en le laissant dépérir faute d'entretien.

Les créanciers de l'usufruitier peuvent intervenir dans les contestations, pour la conservation de leurs droits; ils peuvent offrir la réparation des dégradations commises et des garanties pour l'avenir.

Les tribunaux peuvent, suivant la gravité des circonstances, ou prononcer l'extinction absolue de l'usufruit, ou n'ordonner la rentrée du propriétaire dans la jouissance de l'objet qui en est grevé, que sous la charge de payer annuellement à l'usufruitier ou à ses ayants cause, une somme déterminée jusqu'à l'instant où l'usufruit devra cesser.

ff L. 38, *De rei vindicatione*. Instit., *De usufructu* § 3. Papon, *Arrêts*, liv. 14, tit. II, art. 6. Mornac, sur L. 4, Cod., *De usufructu*. Favre, Cod., liv. 3, tit. 3, *Définition* 1. Maynard, liv. 8, ch. 7. Guyot, *Vo. Usufruit* § 4, pp. 405 et suiv. Lacombe, *Vo. Usufruit*, No. 18, p. 830. Pothier, *Douaire*, No. 249. V Pand. Franç., pp. 324 et suiv. C. N. 618.

481. L'usufruit accordé sans terme à une corporation ne dure que trente ans.

ff L. 68, *Ad legem falcidiam*. Domat, tit. XI, *de l'usufruit*, p. 310, Edit. in 8. Dunod, *Prescriptions*, pp. 21 2. Serres, *Institutes*, p. 107. Lacombe, *Vo. Usufruit*, p. 828, No. 7. Guyot, *Vo. Usufruit*, p. 403. V Pand. Franç., pp. 327-8. II Maleville, p. 79. C. N. 619.

482. L'usufruit accordé jusqu'à ce qu'un tiers ait atteint un âge fixe, dure jusqu'à cette époque, encore que le tiers soit mort avant l'âge fixé.

Cod., L. 12, *De usufructu*. Guyot, *Vo. Usufruit*,

307, § 5. Merlin, Vo. Mort civile, § 1, art. 3, No. 11. III Toullier, No. 450. C. N. 620.

483. La vente de la chose sujette à usufruit ne fait aucun changement dans le droit de l'usufruitier; il continue de jouir de son usufruit, s'il n'y a pas formellement renoncé.

ff L. 17, § 2, *De usufructu et quemad.* ff L. 19, *Quibus modis ususfructus.* V Pand. Franç., pp. 315, 332. III Toullier, pp. 251, 293, 321, 322. II Maleville, p. 80. C. N. 621.

484. Les créanciers de l'usufruitier peuvent faire annuler la renonciation qu'il aurait faite à leur préjudice.

ff L. 10, L. 15, *Quæ in fraudem creditorum.* II Maleville, p. 80. V Pand. Franç., p. 332. II Marcadé, 560, p. 528. C. N. 622.

485. Si une partie seulement de la chose soumise à l'usufruit est détruite, l'usufruit se conserve sur le reste.

ff L. 34, § 2, L. 53, *De usufructu et quemad.* Serres, p. 108. Guyot, *Vo. Usufruit*, p. 404. Lacombe, *Vo. Usufruit*, sec. 6, No. 14, p. 829. III Toullier, p. 320. V Pand. Franç., p. 333. II Maleville, p. 81. C. N. 623.

486. Si l'usufruit n'est établi que sur un bâtiment, et que ce bâtiment soit détruit par un incendie ou autre accident, ou qu'il s'écroule de vétusté, l'usufruitier n'a droit de jouir ni du sol, ni des matériaux.

Si l'usufruit est établi sur un domaine dont le bâtiment détruit faisait partie, l'usufruitier jouit du sol et des matériaux.

ff L. 5, § 2, L. 9, L. 10, *Quibus modis ususfructus.* ff L. 34, § ult., L. 36, *de usufructu et quemad.* Institutes, *de usufructu*, § 3, *in fine*. Serres, p. 108. Lacombe, Vo. Usufruit, p. 829. V Pand. Franç., pp. 318, 333. II Boileux, p. 783. Fenet (Pothier), sur art. 624, p. 162. X Demolombe, Nos. 704 à 711. C. N. 624.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'USAGE ET DE L'HABITATION.

487. L'usage est le droit de se servir de la chose d'autrui et d'en percevoir les fruits, mais seulement jusqu'à concurrence des besoins de l'usager et de sa famille.

Lorsque le droit d'usage est applicable à une maison, il prend le nom d'habitation.

ff De usu et habitatione, toto titulo. Lacombe, *Vo. Usage*, p. 814, *Habitation*, p. 326. Pothier, *Habitation*, Nos. 1, 2, 3 et suiv. Guyot, *Vo. Usage*, p. 378. Merlin, Rép., *Vo. Habitation*, p. 191. V Proudhon, Nos. 2739 et suiv. II Boileux, pp. 784-5. II Marcadé, p. 534. V Pand. Franç., p. 237.

488. Les droits d'usage et d'habitation ne s'établissent que par la volonté de l'homme, par acte entre-vifs ou de dernière volonté.

Ils se perdent de la même manière que l'usufruit.

Pothier, *Habitation*, Nos. 22 et suiv. Nouv. Deniz., *Vo. Habitation*, § IV, p. 569. Merlin, *Vo. Habitation*. II Marcadé, No. 568, p. 535. II Boileux, p. 785, *note* (2). C. N. 625.

489. On ne peut exercer ces droits sans donner préalablement caution et sans faire des états et inventaires, comme dans le cas de l'usufruit.

ff L. 13, *De usufructu et quem.* L. 1, *Usufructuarius quemad.* Cod., *De usufructu et habitatione.* Pothier, *Habitation*, No. 20. Merlin, *vo. Habitation*, sect. 1, § 2, No. 6, p. 199. C. N. 626.

490. L'usager et celui qui a un droit d'habitation, doivent jouir en bon père de famille.

Cod., *Arg. ex lege* 4, *De usufructu et habit.* 7 Locré, p. 337. C. N. 627.

491. Les droits d'usage et d'habitation se règlent par le titre qui les a établis, et reçoivent, d'après ses dispositions, plus ou moins d'étendue.

Pothier, *Habitation*, Nos. 17, 31. Nouv. Deniz., vo. *Habitation*, p. 563. Proudhon, *Usufruit*, No. 2768. C. N. 628.

492. Si le titre ne s'explique pas sur l'étendue de ces droits, ils sont réglés ainsi qu'il suit.

C. N. 629.

493. Celui qui a l'usage d'un fonds ne peut exiger des fruits qu'il produit que la quantité qu'il lui en faut pour ses besoins et ceux de sa famille.

Il peut en exiger pour les besoins mêmes des enfants qui lui sont survenus depuis la concession de l'usage.

ff L. 12, L. 19, *De usu et habitatione.* II Boileux, p.

788. II Marcadé, p. 537. Proudhon, No. 2768. 2 Maleville, p. 83. C. N. 630.

494. L'usager ne peut céder ni louer son droit à un autre.

ff L. 2, L. 8, L. 11, *De usu et habitatione.* II Boileux, p. 791. II Marcadé, p. 538. Merlin, vo. *Habitation,* sec. 1, § II, p. 196. C. N. 631.

495. Celui qui a un droit d'habitation dans une maison peut y demeurer avec sa famille, quand même il n'aurait pas été marié à l'époque où ce droit lui a été donné.

ff L. 2, L. 3, L. 4, L. 5, L. 6, L. 7, L. 8, *De usu et habit.* Pothier, vo. *Habitation,* No. 18. Lamoignon, Arrêtés, tit. 35, art. 13, p. 233. C. N. 632.

496. Le droit d'habitation se restreint à ce qui est nécessaire pour l'habitation de celui à qui ce droit est accordé, et de sa famille.

ff, loco citato. Pothier, *Habitation,* No. 33. Merlin, vo. *Habitation,* sect. 1, § 3, No. 6. C. N. 633.

497. Le droit d'habitation ne peut être cédé ni loué.

ff L. 8, *De usu et habitatione.* Instit., *De usu et habitatione,* § 5. Pothier, *Habitation,* No. 18. Merlin, vo. *Habitation,* p. 196. Proudhon, No. 2345. C. N. 634.

498. Si l'usager absorbe tous les fruits du fonds, ou s'il occupe la totalité de la maison, il est assujetti aux frais de culture, aux réparations d'entretien et au paiement des contributions comme l'usufruitier.

S'il ne prend qu'une partie des fruits, ou s'il n'occupe qu'une partie de la maison, il contribue au prorata de ce dont il jouit.

ff L. 18, *De usu et habitatione.* Serres, Institutes, p. 109. Pothier, *Habitation,* Nos. 21, 22, 23. Merlin, vo. *Habitation,* p 200, sec. 1, § 2. Proudhon, *Usufruit,* Nos. 2762, 2786, 2793, 2823. V Pand. Franç., p. 340. C. N. 635.

TITRE QUATRIÈME.

DES SERVITUDES RÉELLES.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

499. La servitude réelle est une charge imposée sur un héritage pour l'utilité d'un autre héritage appartenant à un propriétaire différent.

ff L. 15, § 1, *De servitutibus*. *Ibid.*, *Toto titulo*, 8. *Instit.*, *lib.* 2, *tit.* 3. Pothier, *Intr. au tit.* 13, *Cout. d'Orl.*, Nos. 2, 3, 4. Merlin, *Rép.*, vo. *Servitude*, § 1. 2 Maleville, pp. 85-6. 7 Locré, *Esp. du Code*, pp. 348-9 et suiv. 2 Marcadé, p. 557, No. 558. C. N. 637.

500. Elle dérive ou de la situation naturelle des lieux, ou de la loi ; ou elle est établie par le fait de l'homme.

ff L. 2, *De aquâ et aquæ*. 1 Prévost de la Jannès, p. 353. Lalaure, *Servitudes*, p. 14. 2 Laurière *sur Paris*, p. 165. 2 Maleville, p. 86. Rogron, sur art. 639. C. N 639.

CHAPITRE PREMIER.

DES SERVITUDES QUI DÉRIVENT DE LA SITUATION DES LIEUX.

501. Les fonds inférieurs sont assujettis envers ceux qui sont plus élevés à recevoir les eaux qui en découlent naturellement sans que la main de l'homme y ait contribué.

Le propriétaire inférieur ne peut pas élever de digue qui empêche cet écoulement. Le propriétaire supérieur ne peut rien faire qui aggrave la servitude du fonds inférieur.

ff L. 1, § 13, 23 ; L. 2, § 1, *De aquâ et aquæ*. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 20, art. 7. Pothier, *Société*, 235-6-7-9. Merlin, *Rép.*, *vo. Eaux pluviales*, Nos. 2 et 3. 2 Marcadé, pp. 559, 560. 3 Toullier, pp. 356 *et suiv*. Lalaure, *Servitudes*, p. 19. Carondas, *Pandectes*, liv. 4, c. 22, tit. 1. 2 Bousquet, p. 126. C. N. 640.

502. Celui qui a une source dans son fonds peut en user et en disposer à sa volonté.

Cod., L. 6, *De servit. et aquâ.* *ff* L. 1, § 12; L. 21, L. 26, *De aquâ et aquæ.* Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 20, art. 6. Dunod, *Prescriptions*, pp. 88, 89. 2 Henrys, *liv.* 4, *quest.* 75. 2 Favard de Langlade, pp. 221 et suiv. 2 Maleville, p. 88. V Pand. Franç., p. 368. 7 Locré, pp. 368-9 et suiv. C. N. 641.

503. Celui dont l'héritage borde une eau courante ne faisant pas partie du domaine public, peut s'en servir à son passage pour l'utilité de cet héritage, mais de manière à ne pas empêcher l'exercice du même droit par ceux à qui il appartient, sauf les dispositions contenues dans le chapitre 51 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et autres lois spéciales.

Celui dont l'héritage est traversé par cette eau peut en user dans toute l'espace qu'elle parcourt, mais à la charge de la rendre, à la sortie du fonds, à son cours ordinaire.

ff L. 26, *De damno infecto.* 5 N. Den., vo. Cours d'eau, 561, No. 3. Dunod, Presc., p. 88. 2 Henrys, liv. 4, *quest.* 189. Ord. 1669, tit. 27, art. 44. Guyot, *Rép.*, vo. *Cours d'eau*, pp. 135-6. 2 Basnage, *Serviudes*, p. 489. Merlin, *Rép.*, *Vo. Cours d'eau*, No. 3. 1 Demante, No. 661. 2 Bousquet, pp. 130 et suiv. 2 Marcadé, p. 569. 2 Maleville, p. 91. C. N. 644.

504. Tout propriétaire peut obliger son voisin au bornage de leurs propriétés contiguës.

Les frais de bornage sont communs; ceux du litige, au cas de contestation, sont à la discrétion du tribunal.

Cod., L. 5, *Communi dividundo.* Pothier, *Société*, 231-2-3. 1 Fournel, *Voisinage*, p. 240. 3 N. Den., vo. *Bornage*, p. 654-5. 2 Bousquet, pp. 134 et suiv. 2 Maleville, p. 93. 5 Pand. Franç., p. 379. 3 Toullier, No. 180. 1 Pardessus, *Servitudes*, No. 129. 3 Sebire et Carteret, p. 250. Millet, *Bornage*, p. 552. Solon, *Servitudes*, p. 87, No. 78. C. N. 646.

505. Tout propriétaire peut obliger son voisin à faire pour moitié ou à frais communs, entre leurs héritages respectifs, une clôture ou autre espèce de séparation suffisante suivant l'usage, les règlements et la situation des lieux.

2 Edits et Ord., pp. 272, 424. 13 et 14 Vict., c. 40, sec. 2 à 9. S. R. B. C., c. 26, sec. 32, 33. Paris, art.

209 à 213. 5 Pand. Franç., pp. 394 et suiv.—2 Maleville, 93-4. Pothier, *Cout. d'Orl.*, *Int. au til.* 5. 3 Guyot, *Rép.*, *vo. Cloture*, pp. 596 et suiv. 4 N. Den., vo. *Clos*, pp. 571 et suiv. C. N. 647, 648.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LA LOI.

506. Les servitudes établies par la loi ont pour objet l'utilité publique ou celle des particuliers.

C. N. 649.

507. Celles établies pour l'utilité publique ont pour objet le marche-pied ou chemin de halage le long des rivières navigables ou flottables, la construction ou réparation des chemins ou autres ouvrages publics.

Tout ce qui concerne cette espèce de servitude est déterminé par des lois ou des règlements particuliers.

C. N. 650.

508. La loi assujettit les propriétaires à différentes obligations l'un à l'égard de l'autre indépendamment de toute convention.

C. N. 651.

509. Partie de ces obligations est réglée par les lois concernant les municipalités et les chemins.

Les autres sont relatives au mur et au fossé mitoyens; au cas où il y a lieu à contremur; aux vues sur la propriété du voisin; à l'égout des toits et au droit de passage.

SECTION I.

DU MUR ET DU FOSSÉ MITOYEN ET DU DÉCOUVERT.

510. Dans les villes et les campagnes, tout mur servant de séparation entre bâtiments jusqu'à l'héberge, ou entre cours et jardins, et même entre enclos dans les champs, est présumé mitoyen, s'il n'y a titre, marque ou autre preuve légale au contraire.

Paris, 211. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 20, art. 30. Pothier, *Obl.* 844; *Société*, 201-6; *Orl.*, tit. 13, art. 234. Merlin, Vo. *Mitoyenneté*, § 1, Nos. 2 à 5. 2 Maleville, 95-6. 1 Demante, 361. 5 Pand. Franç., 404-5-7. 7 Locré, dp. 410 et suiv. 2 Marcadé, p. 575. C. N. 653.

511. Il y a marque de non-mitoyenneté lorsque la sommité du mur est droite et à-plomb de son parement d'un côté, et présente de l'autre un plan incliné; lors encore qu'il n'y a que d'un côté ou un chaperon ou des filets et corbeaux de pierre qui ont été mis en bâtissant le mur.

Dans ces cas le mur est censé appartenir exclusivement au propriétaire du côté duquel sont l'égout ou les corbeaux et filets.

Paris, 214. Desgodets, p. 390. 1 Lepage, pp. 43-4. Lamoignon, tit. 20, art. 31. Pothier, *Société*, No. 205 : *Orl.*, tit. 73, art. 241. 5 Pand. Franç., p. 409. 2 Maleville, pp. 96-7. 1 Demante, 361. 2 Marcadé, p. 577. C. N. 654.

512. La réparation et la reconstruction du mur mitoyen sont à la charge de tous ceux qui y ont droit, et proportionnellement au droit de chacun.

Paris, 205. Pothier, *Société*, 219, 220-2. Desgodets, pp. 278 et suiv. 3 Toullier, pp. 131 à 133. Merlin, vo. *Mitoyenneté*, § 2, No. 1. 5 Pand. Franç., pp. 409 et suiv. C. N. 655.

513. Cependant tout copropriétaire d'un mur mitoyen peut se dispenser de contribuer aux réparations et reconstruction, en abandonnant le droit de mitoyenneté et en renonçant à faire usage de ce mur.

Paris, 210. Desgodets, p. 377. Pothier, *Société*, No. 221. 2 Marcadé, pp. 378-9. 2 Maleville, p. 97. 5 Pand. Franc., p. 416. C. N. 656.

514. Tout copropriétaire peut bâtir contre un mur mitoyen et y placer des poutres ou solives dans toute l'épaisseur du mur (à quatre pouces près), sans préjudice du droit qu'a le voisin de le forcer à réduire la poutre jusqu'à la moitié du mur dans le cas où il voudrait lui-même asseoir des poutres dans le même lieu, ou y adosser des cheminées.

ff L. 52, § 13, *Pro socio*. L. 12, *Communi dividundo*. Paris, 198, 207, 208. Orléans, 232. Pothier, *Société*, 207-8-9. Desgodets, pp. 205 et suiv. Lamoignon, tit. 20, art. 36-7. 5 Pand. Franç., 416. 2 Maleville, 98. 1 Lepage, 58. 7 Locré, 421. C. N. 657.

515. Tout copropriétaire peut faire exhausser à volonté, mais à ses dépens, le mur mitoyen, en payant

indemnité pour la charge en résultant et en supportant pour l'avenir les réparations d'entretien au-dessus de l'héberge commune.

L'indemnité ainsi payable est le sixième de la valeur de l'exhaussement.

A ces conditions la partie du mur ainsi exhaussée est propre à celui qui l'a faite, mais quant au droit de vue, elle reste sujette aux règles applicables au mur mitoyen.

Paris, 195, 197. 2 Laurière, 172. Desgodets, 168, 194. Lamoignon, tit. 20, art. 29. Pothier, *Société*, 200, 212, 213, 222. 2 Maleville, 98-9. 5 Pand. Franç., 418. 2 Marcadé, 579, 580. C. N. 658.

516. Si le mur mitoyen n'est pas en état de supporter l'exhaussement, celui qui veut l'exhausser doit le faire reconstruire en entier à ses frais, et l'excédant d'épaisseur doit se prendre de son côté.

Paris, 195. Desgodets, p. 174. 2 Laurière, 173. Pothier, *Société*, Nos. 212, 215, 250, 252. 2 Marcadé, p. 580. 5 Pand. Franç., 419. C. N. 659.

517. Le voisin qui n'a pas contribué à l'exhaussement peut en acquérir la mitoyenneté en payant la moitié de la dépense qu'il a coûté et la valeur de la moitié du sol fournit pour l'excédant d'épaisseur, s'il y en a.

Paris, 195. Orléans, 237. Pothier, *Société*, 217, 252. V Pand. Franç., p. 419. II Maleville, 99. II Marcadé, 580. C. N. 660.

518. Tout propriétaire joignant un mur a de même la faculté de le rendre mitoyen en tout ou en partie, en remboursant au propriétaire la moitié de la valeur de la portion qu'il veut rendre mitoyenne et moitié de la valeur du sol sur lequel le mur est bâti.

Paris, 194. Pothier, *Société*, 247, 248, 250, 251, 254. Cout. d'Orl., tit. 13, arts. 235, 237. Merlin, *vo. Vue*, § 3, No. 8. V Pand. Franç., pp. 420-1. II Marcadé, 581. C. N. 661.

519. L'un des voisins ne peut pratiquer dans le corps d'un mur mitoyen aucun enfoncement, ni y appliquer ou appuyer aucun ouvrage sans le consentement de l'autre, ou sans avoir, à son refus, fait régler par experts les moyens nécessaires pour que le nouvel ouvrage ne soit pas nuisible aux droits de l'autre.

Paris, 199, 203. Orléans, 231. Pothier, *Société*, No.

218. Desgodets, 218. V Pand. Franç., 422 et suiv. II Maleville, 99, 100-1. C. N. 662.

520. Chacun peut contraindre son voisin, dans les cités et villes incorporées, à contribuer à la construction et réparation du mur de clôture faisant séparation de leurs maisons, cours et jardins situés ès dites cités et villes, jusqu'à la hauteur de dix pieds du sol ou rez-de-chaussée, y compris le chaperon, sur une épaisseur de dix-huit pouces, chacun des voisins devant fournir neuf pouces de terrain; sauf à celui à qui cette épaisseur ne suffit pas à l'augmenter à ses frais et sur son propre terrain.

Paris, 209. Orléans, 236. *ff* L. 35, L. 36, L. 37, L. 39, *De damno infecto.* Pothier, *Société,* 192, 223, 234. Cout. d'Orl,, tit. 13, art. 236. Desgodets, pp. 209, 236. V Pand. Franç., p. 432. II Maleville, 101-2. Perrault, *Extraits de la Prévosté, Québec,* p. 73. *Ibid., Extraits, Conseil Sup.,* p. 33. C. N. 663.

521. [Lorsque les différents étages d'une maison appartiennent à divers propriétaires, si les titres de propriété ne règlent pas le mode de réparation et reconstruction, elles doivent être faites ainsi qu'il suit :

Les gros murs et le toit sont à la charge de tous les propriétaires, chacun en proportion de la valeur de l'étage qui lui appartient.

Le propriétaire de chaque étage fait le plancher sur lequel il marche ;

Le propriétaire du premier étage fait l'escalier qui y conduit ; le propriétaire du second étage fait, à partir du premier, l'escalier qui conduit chez lui, et ainsi de suite.]

Orléans, 257. Lamoignon, tit. 20, art. 32. 2 Bousquet, p. 146. 7 Locré, pp. 442, 443. 2 Pand. Franç., 436. C. N. 664.

522. Lorsqu'on reconstruit un mur mitoyen ou une maison, les servitudes actives et passives se continuent à l'égard du nouveau mur ou de la nouvelle maison, sans toutefois qu'elles puissent être aggravées et pourvu que la reconstruction se fasse avant que la prescription soit acquise.

5 Pand. Franç., p. 440. 7 Locré, p. 444. C. N. 665.

523. Tous fossés entre deux héritages sont réputés mitoyens s'il n'y a titre ou marque du contraire.

Pothier, *Société*, 224. 3 Toullier, p. 154. 7 Locré, p. 445. I Maleville, 104. II Marcadé, 585. C. N. 666.

524. Il y a marque de non-mitoyenneté, lorsque la levée ou le rejet de la terre se trouve d'un côté seulement du fossé.

Pothier, *Société*, 224. 2 Bousquet, p. 149. 5 Pand. Franç., 442. C. N. 667.

525. Le fossé est censé appartenir exclusivement à celui du côté duquel le rejet se trouve.

Pothier, *Société*, 224. 3 Toullier, p. 154. C. N. 668.

526. Le fossé mitoyen doit être entretenu à frais communs.

Pothier, *Société*, 226. Desgodets, pp. 399 et suiv. 5 Pand. Franç., 442 et suiv. 7 Locré, 447. 2 Maleville, 104. 2 Marcadé, 585. C. N. 669.

527. Toute haie qui sépare des héritages est réputée mitoyenne, à moins qu'il n'y ait qu'un seul des héritages en état de clôture, ou s'il n'y a titre ou possession suffisante au contraire.

2 Coquille, *quest*. 298. 2 Marcadé, pp. 585 et suiv. Pothier, *Société*, Nos. 225-6. Lamoignon, tit. 20, art. 40. Desgodets, p. 384. Merlin, *vo. Haie*, No. 3. 3 Toullier, pp. 154-5-6. 7 Locré, 445. I Lepage, 219. C. N. 670.

528. Aucun des voisins ne peut planter ou laisser croître des arbres à haute tige ou autres auprès de la ligne séparative, qu'à la distance prescrite par les règlements ou par les usages constants et reconnus ; et à défaut de tels règlements et usages, cette distance doit être déterminée d'après la nature des arbres et leur situation, de manière à ne pas nuire au voisin.

ff L. 13, *Fin. regund.* Desgodets, p. 386, Note (1). 1 Guyot, *Rép.*, *vo. Arbres*, 561. Lamoignon, tit. 20, art. 41. Pothier, *Société*, No. 242. *Cout. d'Orl.*, tit. 13, art. 259. 1 Fournel, pp. 134-7-8-9, 141. N. Den., *vo. Arbres*, pp. 247-8. 1 Lepage, 224-5. 2 Bousquet, 150. 5 Pand. Franç., 449 et suiv. 7 Locré, 449 et suiv. Perrin, *Code des constructions*, Nos. 781 et suiv. 1 Solon et Carteret, *vo. Arbres*, p. 3. 2 Maleville, 104-5. 2 Marcadé, p. 590. C. N. 671.

529. Le voisin peut exiger que les arbres et haies qui sont en contravention à l'article précédent soient arrachés.

Celui sur la propriété duquel s'étendent les branches des arbres du voisin, quoique situés à la distance voulue, peut contraindre ce dernier à couper ces branches.

Si ce sont les racines qui avancent sur son héritage, il a droit de les couper lui-même.

ff L. 1, § 1, 6, 7, *de arbor. cædendis*. Coquille, *quest.* 274. Basnage, *sur art.* 608, *Cout. de Norm.* Fournel, 134 et suiv. Pothier, *Société*, No. 243. 5 Pand. Franç., pp. 453 et suiv. Merlin, *vo. Arbre*, No. 6. Maleville, 106. C. N. 672.

530. Les arbres qui se trouvent dans la haie mitoyenne sont mitoyens comme la haie, et chacun des deux voisins a droit de requérir qu'ils soient abattus.

ff L. 13, *Fin. Regund.* L. 2, *de arbor. cædendis*. Desgodets, 186. 1 Fournel, 149 à 154. Pothier, *Société*, No. 226. 1 Lepage, pp. 228, 231-2. 3 Toullier, p. 157. C. N. 673.

531. Tout propriétaire ou occupant d'un terrain en état de culture, adjacent à un qui n'est pas défriché, peut contraindre le propriétaire ou occupant de ce dernier à faire abattre le long de la ligne séparative tous les arbres qui sont de nature à nuire à l'héritage cultivé, et ce sur toute la longueur, et sur la largeur, en la manière et au temps déterminés par la loi, par les règlements qui en ont force ou par les usages constants et reconnus.

Sont cependant exceptés ceux de ces arbres qui peuvent être conservés dans ou auprès de la ligne, avec ou sans retranchement des branches et des racines, d'après les trois articles précédents.

Sont également exceptés les arbres fruitiers, les érables et les planes, lesquels peuvent être conservés dans tous les cas auprès ou le long de la ligne, mais sont sujets au même retranchement.

L'amende pour contravention n'exempte pas de la condamnation à donner le découvert, prononcée par un tribunal compétent, ni des dommages actuellement encourus depuis la mise en demeure.

S. R. B. C., c. 26, s. 17.

532. Les dispositions suivantes sont établies pour les cités et villes incorporées :

1. Celui qui veut avoir puits auprès du mur mitoyen

ou propre au voisin, doit y faire en maçonnerie un contre-mur d'un pied d'épaisseur.

Paris, 191. C. N. 674.

2. Celui qui veut avoir fosse d'aisance auprès des dits murs, doit y faire un contre-mur de même nature de [quinze pouces] d'épaisseur.

Si cependant il y a déjà un puits vis-à-vis sur l'héritage voisin, l'épaisseur doit être de [vingt-et-un pouces.]

Paris, 191. C. N. 674.

3. [L'on n'est plus obligé de faire ce contre-mur lorsque le puits ou la fosse d'aisance est éloigné du mur à la distance fixée par les réglements municipaux et par des usages constants et reconnus. S'il n'existe pas de tels réglements ou usages, cette distance est de trois pieds.]

4. Celui qui veut avoir cheminée ou âtre, écurie ou étable, dépôt de sel ou d'autres matières corrosives, auprès du mur mitoyen ou propre au voisin, y exhausser le sol ou y amonceler terres jectisses, est tenu d'y faire un contre-mur ou autres travaux suffisants [déterminés par les réglements municipaux, les usages constants ou reconnus, et à défaut, par les tribunaux dans chaque cas.]

Paris, 188, 189, 192. C. N. 674.

SECTION III.

DES VUES SUR LA PROPRIÉTÉ DU VOISIN.

533. L'un des voisins ne peut, sans le consentement de l'autre, pratiquer dans le mur mitoyen aucune fenêtre ou ouverture, en quelque manière que ce soit, même à verre dormant.

ff L. 10, *De servit. præd. urb.* L. 28, *Communi divid. Cod.*, L. 8, *De servitut. et aquâ.* Paris, 199. Pothier, *Société*, Nos. 217, 240. Lamoignon, tit. 20, art. 22. Desgodets, pp. 218 à 224. Orléans, 231. Merlin, *Rép.*, *vo. Vue*, § 3, No. 9. II Pand. Franç., pp. 467-8. VII Locré, p. 455. C. N. 675.

534. Le propriétaire d'un mur non mitoyen, joignant immédiatement l'héritage d'autrui, peut pratiquer dans ce mur des jours ou fenêtres à fer maillé et verre dormant;

c'est-à-dire que ces fenêtres doivent être garnies d'un treillis de fer dont les mailles n'ont que quatre pouces au plus d'ouverture, et d'un châssis scellé en plâtre ou autrement de manière à ce qu'il ne puisse être ouvert.

ff L. 2, *De servit. præd. urb.* L. 26, *De damno infecto.* Paris, 200, 201. Orléans, 229. Lamoignon, tit. 20, art. 23. Merlin, *Rép.*, *vo. Vue*, § 3, No. 9. Desgodets, pp. 225, 247. II Laurière, p. 175. II Maleville, 109 et suiv. V Pand. Franç., 470 et suiv. C. N. 676.

535. Ces fenêtres ou jours ne peuvent être établis qu'à neuf pieds au-dessus du plancher ou sol de la chambre que l'on veut éclairer si c'est au rez-de-chaussée ; et à sept pieds du plancher pour les étages supérieurs.

Paris, 200. II Laurière, p. 175. Desgodets, pp. 225 et 242. VII Locré, p. 464. C. N. 677.

536. On ne peut avoir vues ou fenêtres d'aspect, ni galeries, balcons ou autres semblables saillies sur l'héritage clos ou non-clos de son voisin, si ce n'est à la distance de six pieds de cet héritage.

Paris, 202. Pothier, *Cout. d'Orl.*, *tit.* 13, *note* 2, art. 231. Desgodets, pp. 247 à 259. II Laurière, 176. Lamoignon, *tit.* 20, art. 27. II Maleville, 110-1. VII Locré, 467. C. N. 678.

537. L'on ne peut avoir vues ou baies de côté ou obliques sur cet héritage, s'il n'y a deux pieds de distance.

Paris, 202. Desgodets, pp. 247 et suiv. C. N. 679.

538. Les distances dont il est parlé dans les deux articles précédents se comptent depuis le parement extérieur du mur où l'ouverture se fait, et s'il y a balcon ou autres semblables saillies, depuis leur ligne extérieure.

Desgodets, pp. 247 et suiv. Merlin, *vo. Vue*, § 1, No. 7. 2 Bousquet, 157. 5 Pand. Franç., p. 174. C. N. 680.

SECTION IV.

DES ÉGOUTS DES TOITS.

539. Les toits doivent être établis de manière à ce que les eaux et les neiges s'écoulent sur le terrain du propriétaire, sans qu'il puisse les faire verser sur le fonds de son voisin.

Pothier, *Société*, No. 240. Desgodets, pp. 49, 50, 51 et suiv. Lamoignon, *tit*. 20, *art*. 6. Pocquet, *Des servit.*, *liv*. 2, *tit*. 4, art. 26. 2 Toullier, p. 211. 7 Locré, p. 473. 5 Pand. Franç., p. 475. 2 Maleville, 111. C. N. 681.

SECTION V.

DU DROIT DE PASSAGE.

540. Le propriétaire dont le fonds est enclavé, et qui n'a aucune issue sur la voie publique, peut exiger un passage sur ceux de ses voisins pour l'exploitation de son héritage, à la charge d'une indemnité proportionnée au dommage qu'il peut causer.

Pothier, *Vente*, Nos. 514, 515; *Société*, 246; *Douaire*, 210. Lamoignon, *tit*. 20, *art*. 21. 2 Maleville, p. 112. V Pand. Franç., p. 478. C. N. 682.

541. Le passage doit généralement être pris du côté où le trajet est le plus court du fonds enclavé à la voie publique.

Pothier, *Vente*, 514, 515. Lamoignon, *tit*. 20, *art*. 21. 2 Maleville, p. 113. C. N. 683.

542. Cependant il doit être fixé dans l'endroit le moins dommageable à celui sur le fonds duquel il est accordé.

Domat, *Servitudes*, *tit*. 12, sec. 3, No. 2, p. 334. 2 Maleville, 114. 7 Locré, 476 à 500. C. N. 684.

543. Si l'héritage ne devient enclavé que par suite d'une vente, d'un partage ou d'un testament, c'est au vendeur, au copartageant ou à l'héritier, et non au propriétaire du fonds qui offre le trajet le plus court, à fournir le passage, lequel est dans ce cas dû, même sans indemnité.

ff L. 22, *De condict. indeb.* L. 1, § 2, 3, *Si ususfructus petitur*. Graverol sur Laroche, *lettre S*, *liv*. 3, *tit*. 4. Coquille, *sur les Cout.*, *quest*. 74, pp. 214 et suiv. Lapeyrère, *lettre S*, No. 39. 2 Fournel, *Voisinage*, pp. 404 et suiv. 2 Maleville, p. 130. 5 Pand. Franç., 478. 1 Pardessus, *Servitudes*, pp. 495-8. Code Sarde, 619. C. L. 697, 698.

544. Si le passage ainsi accordé cesse d'être nécessaire, il peut être supprimé, et, dans ce cas, l'indemnité

payée est restitutée, ou l'annuité convenue cesse pour l'avenir.

1 Pardessus, *Servitudes*, pp. 502-3. Code Sarde, 620. C. Canton de Vaud, 475.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES SERVITUDES ÉTABLIES PAR LE FAIT DE L'HOMME.

SECTION I.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SERVITUDES QUI PEUVENT ÊTRE ÉTABLIES SUR LES BIENS.

545. Tout propriétaire usant de ses droits et capable de disposer de ses immeubles, peut établir sur ou en faveur de ses immeubles telles servitudes que bon lui semble, pourvu qu'elles n'aient rien de contraire à l'ordre public.

L'usage et l'étendue de ces servitudes se déterminent d'après le titre qui les constitue, ou d'après les règles qui suivent, si le titre ne s'en explique pas.

ff L. 1, L. 6, L. 16, *Communia præd.* L. 5, *De servitut.*, L. 19, *De usufructu et quemadmodum.* Pothier, *Intr. au tit.* 13, *Cout d'Orl.*, Nos. 5, 6, 9, 10. 3 Toullier, pp. 62, 241 à 246, 426, 446. 5 Pand. Franç., pp. 484 *et suiv.* 1 Domat, *Servitudes*, sec. 1, nos. 3, 14. 2 Maleville, pp. 131-3. 7 Locré, 507 *et suiv.* 2 Bousquet, 162 *et suiv.* C. N. 686.

546. Les servitudes réelles sont établies ou pour l'usage des bâtiments ou pour celui des fonds de terre.

Celles de la première espèce s'appellent urbaines, soit que les bâtiments auxquels elles sont dues soient situés à la ville ou à la campagne.

Celles de la seconde espèce se nomment rurales, sans égard à leur situation.

C'est de l'héritage dominant que les servitudes prennent leur nom, indépendamment de la qualité du fonds servant.

ff L. 1, L. 2, *De servit. præd. rust.* L. 198, *De verb. signif.* Pothier, *Intr. au tit.* 13, *Cout. d'Orl.*, nos. 2, 3, 4. 2 Du Parc Poullain, 294. 2 Maleville, pp. 116 *et suiv.* 7 Locré, 515 *et suiv.* 3 Toullier, p. 341. 2 Bousquet,

164. 5 Pand. Franç., pp. 345 *et suiv.* 485, 486. C. N. 687.

547. Les servitudes sont ou continues ou discontinues.

Les servitudes continues sont celles dont l'usage peut être continuel sans avoir besoin du fait actuel de l'homme; telles sont les conduits d'eau, les égouts, les vues et autres de cette espèce.

Les servitudes discontinues sont celles qui ont besoin du fait actuel de l'homme pour être exercées; tels sont les droits de passage, puisage, pacage et autres semblables.

ff L. 14, *De servitut.*, L. 1, *De aquâ cotidianâ et æstivâ.* 3 Toullier, 413, 443. 2 Marcadé, 614. 5 Pand. Franç., 486-7. 2 Bousquet, 165. 1 Demante, 377. 2 Maleville, 120. 7 Locré, 515. C. N. 688.

548. Les servitudes sont apparentes ou non apparentes.

Les servitudes apparentes sont celles qui s'annoncent par des ouvrages extérieurs tels qu'une porte, une fenêtre, un aqueduc, des canaux ou égouts, et autres semblables.

Les servitudes non apparentes sont celles qui n'ont pas de signe extérieur, comme, par exemple, la prohibition de bâtir sur un fonds ou de ne bâtir qu'à une hauteur déterminée.

ff L. 20, *De servitut. præd. urb.* 3 Toullier, p. 443. 1 Demante, 377. 7 Locré, pp. 512-3. 5 Pand. Franç., 487. 2 Maleville, 115 à 121. 2 Marcadé, 614. C. N. 689.

SECTION II.

COMMENT S'ÉTABLISSENT LES SERVITUDES.

549. Nulle servitude ne peut s'établir sans titre; la possession, même immémoriale, ne suffit pas à cet effet.

Paris, 186. Pothier, *Intr. au titre* 13, *Cout. d'Orl.*, No. 10; *Cout. d'Orl., titre* 13, art. 225; *Prescription*, Nos. 164, 286, 287. 2 Maleville, p. 122. C. N. 690-691.

550. Le titre constitutif de la servitude ne peut être remplacé que par un acte recognitif émanant du propriétaire du fonds asservi.

3 Toullier, pp. 446-7. 2 Bousquet, 170. 2 Maleville, 127. 5 Pand. Franç., 491-2. C. N. 695.

551. En fait de servitude, la destination du père de famille vaut titre, mais seulement lorsqu'elle est par écrit, et que la nature, l'étendue et la situation en sont spécifiées.

ff L. 7, *Comm. præd.* Paris, 215, 216. Serres, *Inst.* p. 145. Bourjon, *titre des Servitudes, sec.* 3. Pothier, *Cout. d'Orl., tit.* 13, art. 228 *et notes.* Lalaure, *Servitudes*, p. 170. 3 Toullier, 449, 451, 466, 476. C. N. 692, 693.

552. Celui qui établit une servitude est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour qu'il en soit fait usage.

Ainsi la servitude de puiser de l'eau à la fontaine d'autrui emporte le droit de passage.

ff L. 11, *Comm. præd.* L. 10, *De reg. juris.* 2 Maleville, p. 127. 5 Pand. Franç., 494. C. N. 696.

SECTION III.

DES DROITS DU PROPRIÉTAIRE DU FONDS AUQUEL LA SERVITUDE EST DUE.

553. Celui auquel est due une servitude a droit de faire tous les ouvrages nécessaires pour en user et pour la conserver.

ff L. 20, § 1, *De servit. præd. urb.* L. 10, *De servitutibus.* L. 15, *De servitut. præd. rust.* L. 11, *Comm. præd.* Domat, *liv.* 1, *tit.* 12, *sect.* 1, No. 7, *sect.* 4, Nos. 1, 2, *sec.* 5, No. 3. Lalaure, pp. 60, 74, 300. 3 Toullier. pp. 240, 241, 500. 7 Locré, p. 535. 5 Pand. Franç., 499, 2 Maleville, 128. C. N. 697.

554. Ces ouvrages sont à ses frais et non à ceux du propriétaire du fonds assujetti, à moins que le titre constitutif de la servitude ne dise le contraire.

ff L. 15, *De servitutibus.* L. 6, § 2, *Si servit. vindic.* Domat, *loc. cit.* 1 Maleville, p. 128. 5 Pand. Franç., pp. 499 et suiv. C. N. 698.

555. Dans le cas même où le propriétaire du fonds assujetti est chargé par le titre de faire les ouvrages nécessaires pour l'usage et pour la conservation de la servitude, il peut toujours s'affranchir de la charge en

abandonnant l'immeuble assujetti au propriétaire de celui auquel la servitude est due.

ff L. 23, § 2, *De servit. præd. rust.* L. 12, *Comm. præd. Cod.*, L. 3, *De servitut. et aquâ.* 1 Domat, *Servitudes*, sec. 4, No. 6. Favard, *Vis. Déguerpissement*, *Servitudes*. 3 Toullier, pp. 150, 217, 220, 224, 226, 501, 510, 511. 2 Maleville, 129. 7 Locré, 537 et suiv. C. N. 699.

556. Si l'héritage pour lequel la servitude a été établie, vient à être divisé, la servitude reste due pour chaque portion, sans néanmoins que la condition du fonds assujetti puisse être aggravée.

Ainsi s'il s'agit d'un droit de passage, tous les copropriétaires ont droit de l'exercer, mais sont obligés de le faire par le même endroit.

ff L. 17, *De servitutibus.* L. 23, *De servit. præd. rust.* Domat, *Des servitudes*, sec. 4, No. 7. 3 Toullier, pp. 494-5. 2 Bousquet, 172. 7 Locré, 538-9. 2 Maleville, 130. 5 Pand. Franç., 502. C. N. 700.

557. Le propriétaire du fonds qui doit la servitude, ne peut rien faire qui tende à en diminuer l'usage ou à le rendre plus incommode.

Ainsi il ne peut changer l'état des lieux, ni transférer l'exercice de la servitude dans un endroit différent de celui où elle a été primitivement assignée.

Cependant si l'assignation primitive était devenue plus onéreuse au propriétaire du fonds assujetti, ou si elle l'empêchait d'y faire des améliorations avantageuses, il peut offrir au propriétaire du fonds dominant un endroit aussi commode pour l'exercice de ses droits, et celui-ci ne peut pas le refuser.

ff L. 9, *Si servit. vindic.* L. 20, § 3, L. 31, *De servit. præd. urb. Cod.*, L. 5, § 9, *De servitut.* Pothier, *Intr. au tit.* 13, *Cout. d'Orl.*, No. 7. *Société*, No. 212. 5 Pand. Franç., p. 503. 2 Maleville, 131. 2 Bousquet, 173. C. N. 701.

558. De son côté, celui qui a un droit de servitude ne peut en user que suivant son titre, sans pouvoir faire, ni dans le fonds qui doit la servitude, ni dans celui à qui elle est due, de changement qui aggrave la condition du premier.

ff L. 20, § 5, *De servit. præd. urb.* L. 24, L. 29, *De*

servit. præd. rust. L. 1, §§. 15, 16, *De aquâ cotid. et æstiv.* Domat., *liv.* 1, *tit.* 12, *sec.* 1, No. 8. Pothier, *Société*, Nos. 236-7-9. 3 Toullier, pp. 490-2. 2 Maleville, p. 132. 2 Bousquet, 175. 2 Marcadé, 630. C. N. 702.

SECTION IV.

COMMENT LES SERVITUDES S'ÉTEIGNENT.

559. Les servitudes cessent lorsque les choses se trouvent en tel état qu'on ne peut plus en user.

Pothier, *Intr. Coul. d'Orl., tit.* 13, No. 13. Domat., *liv.* 1, *tit.* 12, sec. 6. 2 Marcadé, p. 630. 5 Pand. Franç., 507. C. N. 703.

560. Elles revivent si les choses sont rétablies de manière à ce qu'on puisse en user, même après le temps de la prescription.

ff L. 34, L. 35, *De Servit. præd. rust.* L. 14, *Quemad. Servit.* L. 19, *Si servitus vindic.* Domat., *liv.* 1, *tit.* 12, sec. 6, No. 1. 8 Proudhon, *Usufruit*, No. 3698. 3 Toullier, pp. 522, 527, 531-2-3. 2 Bousquet, p. 174. 5 Pand. Franç., 507 *et suiv.* 2 Maleville, 133-4. C. N. 704.

561. Toute servitude est éteinte, lorsque le fonds à qui elle est due et celui qui la doit sont réunis dans la même main par droit de propriété.

ff L. 10, *Comm. præd.* L. 30, *De servitut. præd. urb.* Domat, *liv.* 1, *tit.* 12, sec. 6. Pothier, *Intr. tit.* 13 *Cout. d'Orl.*, Nos. 14, 16. *Cout. d'Orl.*, art. 226. 3 Toullier, p. 503. 2 Maleville, 134. 7 Locré, 547. 5 Pand. Franç., 509. 2 Bousquet, 175. C. N. 705.

562. La servitude est éteinte par le non usage pendant trente ans, entre âgés et non privilégiés.

Paris, 186. Domat, *liv.* 1, *tit.* 12, sec. 6, Nos. 5 à 8. Pothier, *Intr. au titre* 13, *Cout. d'Orl.*, Nos. 17, 18. *Cout. d'Orl.*, art. 226. Domat, *Servitudes*, sec. 1, No. 13. Serres, *Inst.*, p. 147. 2 Cochin, pp. 236-7. 3 Toullier, p. 524. Merlin, *Servitudes*, § 33, No. 11. C. N. 706.

563. Les trente ans commencent à courir pour les servitudes discontinues du jour où l'on cesse d'en jouir, et pour les servitudes continues, du jour où il a été fait un acte contraire à leur exercice.

Dunod, *Prescriptions*, 295. Domat, *Servitudes*, sec.

6, Nos. 5, 8. Serres, p. 144. Lamoignon, *tit.* 20, art. 10. Pothier, *Intr. tit.* 13, *Cout. d'Orl.*, Nos. 18, 19, 20. 2 Bousquet, p. 177. 5 Maleville, 135. 3 Toullier, 527. C. N. 707. C. L. 786.

564. Le mode de la servitude peut se prescrire comme la servitude elle-même et de la même manière.

ff L. 10, L. 14, L. 17, *Quemad. servitut. amitti.* 2 Maleville, p. 137. 5 Pand. Franç., 514. 3 Toullier, 486. C. N. 708. C. L. 792.

565. Si l'héritage en faveur duquel la servitude est établie appartient à plusieurs par indivis, la jouissance de l'un empêche la prescription à l'égard de l'autre.

ff L. 5, L. 10, L. 16, *Quemad. servit. amitti.* Domat, *Servitudes*, sec. 1, Nos. 19, 20. 5 Pand. Franç., p. 514. 2 Maleville, 138-9. C. N. 709.

566. Si parmi les copropriétaires il s'en trouve un contre lequel la prescription ne peut courir, comme un mineur, il conserve le droit de tous les autres.

ff L. 10, *Quemad. servit. amitti.* Pothier, *Cout. d Orl.*, art. 226, *note* 2. Domat, *Servitudes*, sec. 1, No. 21. Serres, pp. 145-6. 2 Bousquet, 178. 5 Pand. Franç., 515-6. 2 Maleville, 138. C. N. 710.

TITRE CINQUIÈME.

DE L'EMPHYTÉOSE.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

567. L'emphytéose ou bail emphytéotique est un contrat par lequel le propriétaire d'un immeuble le cède pour un temps à un autre, à la charge par le preneur d'y faire des améliorations, de payer au bailleur une redevance annuelle, et moyennant les autres charges dont on peut convenir.

Cod., L. 1, L. 2, L. 3, *De jure emphyt.* Domat, *liv.* 1 *tit.* 4, sec. 10, No. 1. 6 Guyot, *Rép.*, *vo.* Emphytéose, p. 680. Anc. Deniz., *vo.* Emphythéose, p. 296, No. 1. 7 Nouv. Deniz., *vo.* Emphytéose, p. 238. 2 Argou, p. 300. 1 Dict. de droit, p. 784. Dunod, *Prescription*, p

338. 2 Proudhon, *Domaine de propriété*, No. 709. 1 Proudhon, *Usufruit*, No. 97, p. 98. Pothier, Bail à rente, 1, 55, 57.

568. La durée de l'emphytéose ne peut excéder quatre-vingt-dix-neuf ans, et doit être pour plus de neuf.

S. R. B. C., secs. 1, 2, 3. 2 Anc. Deniz., *vo*. Emphytéose, p. 296. 7 Nouv. Deniz., *Eod. verbo*, No. 6, p. 538. 13 *Ibid*., p. 280. 1 Dict. de droit, p. 783. 1 Domat, p. 221. 1 Bourjon, p. (1). 2 Sobire et Carteret, 221. Pothier, Bail à rente, 45.

569. L'emphythéose emporte aliénation ; tant qu'elle dure, le preneur jouit de tout les droits attachés à la qualité de propriétaire ; il n'y a que celui qui a la libre disposition de ses biens qui puisse la constituer.

Domat, *liv*. 1, *tit*. 4, sec. 10, No. 5. 6 Guyot, *Rép*., *vo*. Emphytéose, 682. 2 Anc. Deniz., *eod. verbo*, No. 2, p. 296. 7 Nouv. Den., *eod*., *vo*. § 2, No. 6, p. 539. 13 *Ibid*., p. 280. 1 Dict. de droit, p. 784. 3 Delvincourt, p. 185. Pothier, 111.

570. Le preneur qui jouit de ses droits, peut aliéner, transporter et hypothéquer l'immeuble ainsi baillé, sans préjudice aux droits du bailleur ; s'il ne jouit pas de ses droits, il ne le peut faire sans autorisation et formalites de justice.

Domat, *loc. cit*., No. 6. Lacombe, p. 262. 2 Argou, 304. 6 Guyot, *Rép*., 681-2. 1 Dict. de droit, 784. 7 Nouv. Den., 539, 543. 1 Duranton, Nos. 76, 77, 78, 80. 2 Sebire et Carteret, 681-2. Fœlix et Henrion, *Rentes foncières*, p. 24.

571. L'immeuble baillé à emphytéose peut être saisi réellement par les créanciers du preneur, auxquels il est loisible d'en poursuivre la vente en suivant les formalités ordinaires du décret.

6 Guyot, *Rép*., 682. 1 Dic. de droit, 785. 2 Anc. Deniz., p. 297. 7 Nouv. Deniz., 542.

572. L'emphytéote est recevable à exercer l'action possessoire contre tous ceux qui le troublent dans sa jouissance et même contre le bailleur.

2 Proudhon, *Dom. de propriété*, p. 325. 2 Sebire et Carteret, 456. Pothier, No. 3.

SECTION II.

DES DROITS ET OBLIGATIONS RESPECTIFS DU BAILLEUR ET DU PRENEUR.

573. Le bailleur est tenu de garantir le preneur et de le faire jouir de l'immeuble baillé pendant tout le temps légalement convenu.

Il est également obligé de reprendre cet immeuble et de décharger l'emphytéote de la rente ou redevance stipulée, an cas où ce dernier veut deguerpir, à moins qu'il n'y ait convention au contraire.

Domat, *loc. cit.*, No. 7. 6 Guyot, *Rép.*, 682-3. 2 Dict. de droit, 786. 5 Argou, 300 et suiv. 7 Nouv. Deniz., 542. 2 Sebire et Carteret, 455. Pothier, 32, 121, 123 et suiv.

574. De son côté le preneur est tenu de payer annuellement la rente emphytéotique; s'il laisse passer trois années sans le faire, il peut être déclaré en justice déchu de l'immeuble, quand même il n'y aurait pas de stipulation à ce sujet.

Cod., L. 2, *De jure emphyt.* Carondas, *liv.* 7, *Rép.* 39. Domat, *loc. cit.*, No. 10. 1 Dict. de droit, 784. 7 Nouv. Deniz., p. 542. 13 Nouv. Deniz., 281. Pothier, 1, 35, 40, 38.

575. Cette rente est payable en entier sans que le preneur puisse en réclamer la remise ou la diminution, soit à cause de la stérilité ou des accidents de force majeure qui auraient détruit la récolte ou empêché la jouissance, ni même pour perte partielle du fonds.

Cod., L. 1, *De jure emphyt.* Domat, *loc. cit.*, No. 8. 1 Dic. de droit, 784. 6 Guyot, *Rép.*, 682. 7 Nouv. Deniz., 543. 2 Sebire et Carteret, No. 27, p. 456. Pothier, 14, 15, 16.

576. L'emphytéote est tenu d'acquitter tous les droits réels et fonciers dont l'héritage est chargé.

6 Guyot, *Rép.*, 682. Dormat, *loc. cit.*, *sec.* 20. 7 Nouv. Den., 543. 2 Sebire et Carteret, 456. Pothier, 66. *Voir aussi* 110.

577. Il est tenu de faire les améliorations auxquelles il s'est obligé, ainsi que toutes les réparations, petites et grosses.

Il peut y être contraint, même avant l'expiration du bail, s'il néglige de les faire et que l'héritage en souffre une détérioration notable.

Domat, *loc. cit.*, sec. 10, No. 9. 6 Guyot, *Rép.*, 682. 7 Nouv. Deniz., 544. 2 Sebire et Carteret, 457. Pothier, 57, 58, 59 et suiv.

578. Le preneur n'a pas le droit de détériorer l'immeuble baillé; s'il y commet des dégradations qui en diminuent notablement la valeur, le bailleur peut le faire expulser et condamner à remettre les choses dans leur ancien état.

Domat, *loc. cit.* Novelle 120, c. 8. 6 Guyot, *Rép.*, 682. 7 Nouv. Deniz., 543. Pothier, 42 et suiv.

SECTION III.

COMMENT FINIT L'EMPHYTÉOSE.

579. L'emphytéose n'est pas sujette à la tacite reconduction.

Elle prend fin—

1° Par l'expiration du temps pour lequel elle a été contractée, ou après quatre-vingt-dix-neuf ans, au cas où un terme plus long aurait été stipulé;

2° Par la déchéance prononcée en justice pour les causes portées aux articles 574 et 578, ou autres causes de droit;

3° Par la perte totale de l'héritage baillé;

4° Par le déguerpissement.

Domat, *loc. cit.*, No. 7. VI Nouv. Deniz., *vo. Déguerpissement*, ¶ 2, Nos. 1 *et suiv.* VII *Ibid.*, p. 542. I Duvergier, No. 181. Troplong, *Louage*, No. 40. II Sebire et Carteret, *Bail emphyt.*, Nos. 31 *et suiv.* 2 Devilleneuve et Gilbert, *Emphytéose*, No. 37. Pothier, 53, 121, 116, 114, 190.

580. L'emphytéote n'est admis à user du déguerpissement qu'en autant qu'il a satisfait pour le passé à toutes les obligations qui résultent du bail, et notamment qu'il ait payé ou offert tous les arrérages de la redevance, et fait les améliorations convenues.

Paris, 109. I Laurière, 327. Loyseau, *loc. cit.*, et No. 13. VI Nouv. Deniz., 128. VII *Ibid.*, 542. Pothier, 147 et suiv., 185 et suiv.

581. A la fin du bail, de quelque manière qu'elle arrive, l'emphytéote doit remettre en bon état les biens reçus du bailleur, ainsi que les constructions qu'il s'était obligé de faire, mais il n'est pas tenu de réparer les bâtiments qu'il a fait ériger sans y être obligé.

Brodeau *sur* Louet, E., *som*. 22. I Dic. de droit, 783-6. VII Nouv. Den., 543-4. II Sebire et Carteret, 457. Pothier, 45, 43.

582. Quant aux améliorations faites par le preneur volontairement et sans y être tenu, le bailleur peut, à son choix, les retenir en payant ce qu'elles ont coûté ou leur valeur actuelle, ou bien permettre à l'emphytéote de les enlever à ses frais, si elles peuvent l'être avec avantage pour lui et sans détériorer le sol; aux cas contraires, elles restent sans indemnité au bailleur, qui peut néanmoins forcer l'emphytéote à les enlever conformément aux dispositions de l'article 417.

II Argou, 303-4. Dic. de droit, 786. VII Nouv. Den., 544 *et suiv.* I Duvergier, No. 174. II Devilleneuve et Gilbert, p. 370. Pothier, 41.

LIVRE TROISIÈME.

DE L'ACQUISITION ET DE L'EXERCICE DES DROITS DE PROPRIÉTÉ.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

583. La propriété des biens s'acquiert par appréhension ou occupation, par accession, par succession, par testament, par contrat, par prescription, et autrement par l'effet de la loi et des obligations.

Pothier, *Propriété,* Nos. 19 et suiv. 3 Marcadé, pp. 1, 2, 3. 3 Boileux, pp. 4 et suiv. C. N. 711, 712.

584. Les biens qui n'ont pas de maître sont considérés comme appartenant au souverain.

Cod., De bonis vac., L. 1. *ff De adquirendo rerum. Instit.,* lib. II, tit. 1, § 12. Domat, *Dr. public,* liv. 1, tit. 6, sec. 3, Nos. 1, 2, 3, 4. Despeisses, vol. 3, p. 150, No. 3. Code Civil B. C., art. 401. 4 Toul., pp. 6, 38, 51, 320. C. N. 713.

585. Il est des choses qui n'appartiennent à personne et dont l'usage est commun à tous. Des lois d'ordre public règlent la manière d'en jouir.

ff L. 2, *De divisione rerum.* Pothier, *Propriété,* Nos. 21, 22, 51, 60. 3 Toul., p. 22. 3 Marcadé, p. 5. C. N. 714.

586. La propriété d'un trésor appartient à celui qui le trouve dans son propre fonds; si le trésor est trouvé dans le fonds d'autrui, il appartient pour moitié à celui qui l'a découvert, et pour l'autre moitié au propriétaire du fonds.

Le trésor est toute chose cachée ou enfouie sur laquelle personne ne peut justifier sa propriété et qui est découverte par l'effet du hasard.

ff L. 31, § 1, *De adquirendo rerum. Cod.,* L. *unica, De thesauris. Instit.,* lib. II, tit. 1, § 39. Domat, *Dr. publ.,* liv.

1, tit. 6, sec. 3, No. 7. 3 Despeisses, p. 144, sec. 4. Pothier, *Prop.*, Nos. 64, 65, 66. Fenet-Pothier, sur art. 716, pp. 186 et suiv. 3 Marcadé, pp. 6, 7. C. N. 716.

587. La faculté de chasser et de pêcher est sujette à des lois spéciales d'ordre public, et aux droits légalement acquis aux particuliers.

ff L. 3, *De adquirendo rerum. Instit.*, lib. II, tit. 1, §§ 2 et 12. Ord. 1516, art. 89. Ord. 1681, liv. V, p. 356. Ord. 1669, titres 30, 31. S. R. C., c. 62. S. R. B. C., c. 29. Pothier, *Prop.*, Nos. 33, 47, 51, 52, 53, 56. 4 Merlin, *Rép.*, *Vo. Chasse*, § II, p. 129 et suiv. 3 Marcadé, p. 5. C. N. 715.

588. Les choses qui sont le produit de la mer, et qui n'ont appartenu à personne, tirées de son fonds, trouvées sur ses flots ou jetées sur ses rivages, appartiennent par droit d'occupation à celui qui les a trouvées et se les est appropriées.

Stephen's Blackstone, Book 4, pp. 436, 525 et suiv. *Contra*, Ord. de la Marine, liv. 4, tit. 9, arts. 19, 20. C. N. 717.

589. Les choses, auparavant possédées, qui sont trouvées à la mer ou sur ses rivages, ou le prix si elles ont été vendues, continuent d'appartenir à leur propriétaire s'il les réclame ; et s'il ne les réclame pas, elles appartiennent au souverain ; sauf dans tous les cas les droits de celui qui les a trouvées et conservées, pour leur sauvetage et leur conservation.

Stat. Imp. 17 et 18 Vic., c. 104. *Blacks.*, *loc. cit.* Ord. de la Marine, liv. 4, tit. 9, art. 24, et Valin *sur icelui*. C. N. 717.

590. Ce qui concerne les vaisseaux naufragés et leurs marchandises, et les objets et débris qui en proviennent, la manière d'en disposer ainsi que du prix produit, et le droit de sauvetage, est réglé spécialement, d'après les mêmes principes, par le statut impérial, intitulé : " *The Merchant Shipping Act*, 1854."

Stat. Imp. 17 et 18 Vict., c. 104, ss. 443 à 500. C. N. 717.

591. Les foins croissant sur les grèves du fleuve Saint-Laurent, qui ne sont pas propriété privée, sont, dans certains lieux, attribués par des lois spéciales ou

par des titres particuliers, au propriétaire riverain, sous les restrictions imposées par la loi ou les règlements.

Dans les autres cas, s'il n'en a pas été disposé autrement par le souverain, ils appartiennent, par droit d'occupation, à celui qui les exploite.

S. R. B. C., c. 27, ss. 1, 2.

592. Les choses trouvées dans ou sur le fleuve Saint-Laurent ou la partie navigable de ses tributaires, ou sur leurs rivages, doivent être dénoncées, et il en est disposé en la manière pourvue par des lois provinciales particulières.

12 Vict., c. 114, ss. 98, 99. 22 Vict., c. 12.

593. Les choses trouvées sur terre, sur la voie publique ou ailleurs, même sur la propriété d'autrui, ou qui se trouvent autrement sans propriétaire connu, sont, dans beaucoup de cas, sujettes à des lois spéciales quant aux avis publics à donner, au droit du propriétaire de les réclamer, à l'indemnité de celui qui les a trouvées, à la vente, et à l'appropriation du prix.

A défaut de telles dispositions, le propriétaire qui ne les a pas volontairement abandonnées, peut les réclamer en la manière ordinaire, sauf une indemnité, s'il y a lieu, à celui qui les a trouvées et conservées ; si elles ne sont pas réclamées, elles appartiennent à ce dernier par droit d'occupation.

Les rivières non-navigables sont, pour les fins du présent article, considérées comme lieu terrestre.

Domat, liv. 1, tit. 6, sec. 3, No. 6. Pothier, *Prop.*, Nos. 67 et suiv. C. N. 717.

594. Au nombre des choses sujettes aux dispositions particulières mentionnées en l'article qui précède se trouvent :

1. Les bois et autres objets faisant obstruction sur les grèves et sur les terrains adjacents ;

2. Les effets non réclamés entre les mains des possesseurs de quais et des garde-magasin, et des personnes qui se chargent des transports soit par terre soit par eau ;

3. Ceux restant aux bureaux de poste avec les lettres mortes ;

4. Les effets supposés volés et demeurés entre les mains des officiers de justice ;

5. Les animaux trouvés errants

S. R. B. C., c. 66 ; c. 104 ; c. 26, ss. 9, 10 ; c. 28, s. 2. S. R. C., c. 31, ss. 29, 30, 31.

595. Quelques-uns des sujets qui tombent sous l'intitulé du présent titre, se trouvent incidemment compris dans les livres précédents.

TITRE PREMIER.

DES SUCCESSIONS.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

596. La succession est la transmission qui se fait par la loi ou par la volonté de l'homme, à une ou plusieurs personnes des biens, droits et obligations transmissibles d'un défunt.

Dans une autre acception du mot, l'on entend aussi par succession l'universalité des biens ainsi transmis.

Pothier, *Successions*, p. 2. 4 Toul., p. 63. 6 Pand. Franç., pp. 7, 8. 1 Rogron, Code Civil, p. 610.

597. L'on appelle succession *ab intestat* celle qui est déférée par la loi seule, et succession testamentaire celle qui procède de la volonté de l'homme. Ce n'est qu'à défaut de cette dernière que la première a lieu.

Les donations à cause de mort participent de la nature de la succession testamentaire.

Celui auquel l'une ou l'autre de ces successions est dévolue est désigné sous le nom d'héritier.

Pothier, *Successions*, pp. 1, 2. S. R. B. C., c. 34, s. 2. 1 Rogron, p. 610. 11 Merlin, *Rép.*, pp. 152 et suiv. 6 Pand. Franç., pp. 115 et suiv. C. Louis., 875.

598. La succession *ab intestat* se subdivise en légitime, qui est celle que la loi défère aux parents, et en succession irrégulière quand, à défaut de parents, elle est dévolue à quelqu'un qui ne l'est pas.

Pothier, *Suc.*, pp. 1, 2. 6 Pand. Franç., p. 22. C. L. 873, 874. C. N. 756 et 766.

599. [La loi ne considère ni l'origine, ni la nature des biens pour en régler la succession. Tous ensemble ils ne forment qu'une seule et unique hérédité qui se

transmet et se partage d'après les mêmes règles, ou suivant qu'en a ordonné le propriétaire.]

6 Pand. Franç., 199 et suiv. Dard, 161, 162, *note* (*c*). S. R. B. C., c. 34, s. 2, § 1. C. N. 732.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS ET DE LA SAISINE DES HÉRITIERS.

SECTION I.

DE L'OUVERTURE DES SUCCESSIONS.

600. Le lieu où la succession s'ouvre est déterminé par le domicile.

Cod., L. Unica, Ubi de hereditate agatur. 2 Pand. Franç., 408. 1 Toullier, p. 221; 4 *Ibid.*, p. 413. 1 Delvincourt, 46. C. N. 110.

601. Les successions s'ouvrent par la mort naturelle, et aussi par la mort civile.

Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 1; *Com.*, No. 502; *Intr. aux Cout.*, No. 176; *Orl.*, No. 36. Paris, 337. Code Civil B. C., art. 35. Fenet-Pothier, p. 189. C. N. 718.

602. La succession est ouverte par la mort civile du moment où cette mort est encourue.

ff L. 10, § 1, *De pœnis.* L. 6, *De injusto, rumpto, irrito.* Rogron, p. 611. 1 Chabot, *Suc.*, pp. 13, 14. C. N. 719.

603. Si plusieurs personnes respectivement appelées à la succession l'une de l'autre, périssent dans un même événement sans que l'on puisse établir laquelle est décédée la première, la présomption de survie est déterminée par les circonstances, et, à leur défaut, d'après l'âge et le sexe, conformément aux règles contenues aux articles suivants.

ff L. 32, § 14, *De don: inter virum et uxorem; De rebus dubiis.* Pothier, *Suc.*, ch. 3, sec. 1, § 1; *Intr.*, *tit.* 17, *Orl.*. No. 38. Merlin, *Rép.*, *vo. Mort*, § 2, art. 2. 6 Pand. Franç., 124 et suiv. 2 Maleville, 167. C. N. 720.

604. Si ceux qui ont péri ensemble avaient moins de quinze ans, le plus âgé est présumé avoir survécu.

S'ils étaient tous au-dessus de soixante ans, c'est le moins âgé qui est présumé avoir survécu.

S'ils avaient les uns moins de quinze ans et les autres plus de soixante, les premiers sont présumés avoir survécu.

Si les uns étaient au-dessous de quinze ans ou audessus de soixante et les autres dans l'âge intermédiaire, la présomption de survie est en faveur de ces derniers.

ff L. 22, L. 23, *De rebus dubiis*. 4 Poullain Duparc, No. 43, p. 30. 1 Chabot, *Suc.*, sur art. 722, pp. 30 et suiv. C. N. 721.

605. Si ceux qui ont ainsi péri étaient tous dans l'âge intermédiaire entre quinze et soixante ans accomplis, l'on suit, s'ils étaient du même sexe, l'ordre de la nature, d'après lequel c'est ordinairement le plus jeune qui survit au plus âgé.

Mais s'ils étaient de sexe différent, le mâle est toujours présumé avoir survécu.

ff loc. cit. 4 Poullain Duparc, *loc. cit.* 1 Chabot, *Suc.*, sur art. 722. 2 *Ibid.*, p. 32. 3 Marcadé, pp. 15 et suiv. Rogron, sur art. 722. C. N. 722.

SECTION II.

DE LA SAISINE DES HÉRITIERS.

606. Les successions *ab intestat* sont déférées aux héritiers légitimes dans l'ordre réglé par la loi ; à défaut de tels héritiers elles sont dévolues à l'époux survivant, et s'il n'y en a pas, elles passent au souverain.

ff L. unic. undè vir & uuor, Cod., eod. tit., L. 1 ; L. 4, *De bonis vacant.* Pothier, *Suc.*, ch. 1, sec. II, art. 3, § 3. 1 Toullier, p. 66. 2 Demante, p. 9. 6 Pand. Franç., pp. 141-2. C. N. 723.

607. Les héritiers légitimes, lorsqu'ils succèdent, sont saisis de plein droit des biens, droits et actions du défunt, sous l'obligation d'acquitter toutes les charges de la succession ; mais l'époux survivant et le souverain doivent se faire envoyer en possession par justice dans les formes indiquées au Code de Procédure Civile.

Paris, 318. Pocquet, pp. 195-6. 3 Laurière, pp. 80 et suiv. Pothier, *Suc.*, ch. 3, sec. 2 ; *Propriété*, Nos. 248, 261, 332, 336 ; *Possession*, No. 57 ; *Orl.*, tit. 17, No. 301. 4 Toullier, pp. 91, 97, 99, 258 et suiv. 2 Demante, p. 9,

No. 24. 6 Pand. Franç., pp. 144 et suiv.; p. 155, No. 85; p. 163. 2 Maleville, 170. C. N. 170.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES QUALITÉS REQUISES POUR SUCCÉDER.

608. Pour succéder il faut exister civilement à l'instant de l'ouverture de la succession; ainsi sont incapables de succéder :

1. Celui qui n'est pas encore conçu ;
2. L'enfant qui n'est pas né viable ;
3. Celui qui est mort civilement.

ff L. 6, L. 7, *De suis et leg. hered.* Paris, 337. Pocquet, pp. 197-8. 4 Poullain Du Parc, pp. 26 et suiv. Pothier, *Suc.*, c. 1, sec. 2 ; *Intr.*, tit. 17, *Orl.*, Nos. 6, 8. Lamoignon, tit. 41, arts. 3, 4, 5. 2 Maleville, 173. 6 Pand. Franç., 165. Dard, p. 165. C. N. 725.

609. L'étranger est admis à succéder dans le Bas-Canada, de la même manière que les sujets britanniques.

S. R. C., c. 8, sec. 9. Pothier, *Pers.*, p. 578 ; *Suc.*, sec. II. 6 Pand. Franç., pp. 180 et suiv. C. N. 726.

610. Sont indignes de succéder et comme tels exclus des successions :

1. Celui qui est convaincu d'avoir donné ou tenté de donner la mort au défunt ;
2. Celui qui a porté contre le défunt une accusation capitale jugée calomnieuse ;
3. L'héritier majeur qui, instruit du meurtre du défunt, ne l'a pas dénoncé à la justice.

ff L. 9, *De jure fisci ;* L. 7, § 4, *De bonis damnatorum ;* L. 9, § 1, 2, *De his quæ ut indignis.* Pocquet, 197. Lacombe, vo. *Indignité*, Nos. 1, 2, 3, 4, 5. Pothier, *Suc.*, c. I, sec. II, art. 4, § 2 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 14. 6 Pand. Franç., 181 et suiv. 2 Maleville, 174. 1 Rogron, 623-4. Fenet-Pothier, 19, 194. 1 Chabot, pp. 69 et suiv. C. N. 727.

611. Le défaut de dénonciation ne peut cependant être opposé aux ascendants et aux descendants du meurtrier, ni à son époux ou à son épouse, ni à ses frères et sœurs, ni à ses oncles et tantes, ni à ses neveux et nièces, ni à ses alliés aux mêmes degrés.

ff Cod., L. 13, L. 17, *De his qui accusari non possunt.*

1 Henrys, liv. 4, ch. 6, quest. 101 Lebrun, *Suc.*, liv. 3, ch. 9, No. 6. Ord. de 1690, titre : *Des Plaintes*. Louët et Brodeau, C., ch. 25 ; H., ch. 5 ; S. ch., 20. 1 Furgole, 611 et suiv. 6 Pand. Franç., 191-3-4. 2 Maleville, 176. 1 Chabot, 83. 2 Bousquet, 28. C. N. 728.

612. L'héritier exclu de la succession pour cause d'indignité, est tenu de rendre les fruits et revenus qu'il a perçus depuis l'ouverture de la succession.

1 Furgole, 598. 6 Pand. Franç., 193. 4 Toul., 117. 2 Maleville, 177. 2 Bousquet, 29. C. N. 729.

613. Les enfants de l'indigne ne sont pas exclus de la succession pour la faute de leur père, s'ils y sont appelés de leur chef et sans le secours de la représentation, qui n'a pas lieu dans ce cas.

Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 9, No. 6. Pothier, *Suc.*, ch. 1, sec. II, art. 4, § 1, 2 ; ch. II, sec. I, art. 1, § 2. Lacombe, *eod. verbo*, No. 6. Fenet-Pothier, 195. C. N. 730.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES DIVERS ORDRES DE SUCCESSION.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

614. Les successions sont déférées aux enfants e descendants du défunt, à ses ascendants et à ses paren collatéraux, dans l'ordre et suivant les règles ci-apr déterminées.

ff L. 7, *De bonis damnatorum*. Pothier, *Suc.*, p. 4 *Intr.*, tit. 17, *Orl.*, No. 15. 2 Pand. Franç., 198. Da 161, notes B. C. C. N. 731.

615. La proximité de parenté s'établit par le nomb de générations ; chaque génération forme un degré.

ff L. 10, § 10, *De gradibus et affinibus*. Pothier, *Ma* No. 123. *Suc.*, ch. 1, sec. 2, art. 3. 4 Toul., p. 165. Pand. Franç., 212 et suiv. C. N. 735.

616. La suite des degrés forme la ligne.

On appelle ligne directe la suite des degrés entre p sonnes qui descendent l'une de l'autre ; ligne collatér la suite des degrés entre personnes qui ne descend

pas les unes des autres, mais qui descendent d'un auteur commun.

La directe se divise en ligne directe descendante et en ligne directe ascendante.

La première est celle qui lie le chef avec ceux qui descendent de lui ; la deuxième est celle qui lie la personne avec ceux de qui elle descend.

ff L. 1, *De gradibus et affinibus.* Pothier, *Mar.*, Nos. 121-2. *Suc.*, ch. 1, sec. 2, art. 3. C. N. 736.

617. En ligne directe l'on compte autant de degrés qu'il y a de générations entre les personnes ; ainsi le fils est à l'égard du père au premier degré, le petit-fils au second ; et réciproquement du père et de l'aïeul à l'égard du fils et du petit-fils.

ff L. 10, § 9, *loc. cit.* Pothier, *loc. cit.* 2 Maleville, 183. C. N. 737.

618. En ligne collatérale les degrés se comptent par les générations depuis l'un des parents jusqu'à et non compris l'auteur commun, et depuis celui-ci jusqu'à l'autre parent.

Ainsi deux frères sont au deuxième degré ; l'oncle et le neveu sont au troisième, les cousins germains au quatrième, et ainsi de suite.

ff L. 1, § 1, *loc cit. Instit., De gradibus et cognat.*, § 7. Pothier, *Suc.*, ch. 1, sec. 2, art. 3 4 Toul., p. 168. 6 Pand. Franç., 212. 2 Maleville, 183. C. N. 738.

SECTION II.

DE LA REPRÉSENTATION.

619. La représentation est une fiction de la loi, dont l'effet est de faire entrer les représentants dans la place, dans le degré et dans les droits du représenté.

Novelle 18, ch. 4. Pothier, *Suc.*, p. 40. *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 17. 4 Poullain DuParc, pp. 26-27. 2 Maleville, 184. C. N. 739.

620. La représentation a lieu à l'infini dans la ligne directe descendante.

Elle est admise soit que les enfants du défunt concourent avec les descendants d'un enfant prédécédé, soit que tous les enfants du défunt, étant morts avant lui, les

descendants de ces enfants se trouvent entre eux en degrés égaux ou inégaux.

Cod., L. 3, *De suis et legit.* *Instit.*, *De hereditatibus quæ ab intest.* *Novelles* 118, 127, ch. 1. Paris, 319. Lamoignon, tit. 41, art. 20. Pothier, *Suc.*, p. 41. 3 Laurière, 82. 2 Pand. Franç., 220. C. N. 740.

621. La représentation n'a pas lieu en faveur des ascendants; le plus proche dans chaque ligne exclut le plus éloigné.

Novelle 118, ch. 2. 4 Poullain DuParc, p. 27, No. 36. Pothier, *Suc.*, 79. 1 Boucher d'Argis, 11. Lamoignon, tit. 41, art. 26. 4 Toul., 191. C. N. 741.

622. En ligne collatérale la représentation est admise dans le cas seulement où des neveux et nièces viennent à la succession de leur oncle ou tante concurremment avec les frères et sœurs du défunt.

Paris, 320. *Novelle* 118, ch. 4. Pocquet, p. 206. 1 Laurière, *sur art.* 320. Pothier, *Suc.*, pp. 94, 101. 6 Pand. Franç., 233. 2 Maleville, 185. C. N. 742.

623. Dans tous les cas où la représentation est admise, le partage s'opère par souches; si une même souche a plusienrs branches, la subdivision se fait aussi par souche dans chaque branche, et les membres de la même branche partagent entre eux par tête.

Novelle 118, c. 1. Paris, 320, 321. 3 Laurière, pp. 87, 93. 1 Argou, 436. Pocquet, 206. Pothier, *Suc.*, 46. Guyot, *Rép.*, *Vo. Successions*, p. 575. Lamoignon, tit. 41, art. 23. 6 Pand. Franç., 240. 2 Maleville, 186. C. N. 743.

624. On ne représente pas les personnes vivantes, mais seulement celles qui sont mortes naturellement ou civilement.

On peut représenter celui à la succession duquel on a renoncé.

Novelle 118, c. 1. 4 Poullain DuParc, No. 38. 1 Argou, 437. Pothier, *Suc.*, ch. 2, sec. 1, art. 1. *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 18. Lamoignon, tit. 41, art. 25. 6 Pand. Franç., 243. 2 Maleville, 187. C. N. 744.

SECTION III.

DES SUCCESSIONS DÉFÉRÉES AUX DESCENDANTS.

625. Les enfants ou leurs descendants succèdent à leurs père et mère, ayeuls et ayeules ou autres ascendants, sans distinction de sexe ni primogéniture, et encore qu'ils soient issus de différents mariages.

Ils succèdent par égales portions et par tête quand ils sont tous au même degré et appelés de leur chef; ils succèdent par souche, lorsqu'ils viennent tous ou en partie par représentation.

Novelle 118, c. 1. Paris, 302. 3 Laurière, pp. 11, 12. Pothier, *Suc.*, c. 2, sec. 1, art. 1, § 4; sec. 3, § 1. C. N. 745.

SECTION IV.

DES SUCCESSIONS DÉFÉRÉES AUX ASCENDANTS.

626. [Si quelqu'un décédé sans postérité, laisse son père et sa mère et aussi des frères ou sœurs, ou des neveux ou nièces au premier degré, la succession se divise en deux portions égales dont l'une est déférée au père et à la mère qui la partagent également entre eux, et l'autre aux frères et sœurs, ou neveux et nièces du défunt, d'après les règles prescrites en la section suivante.]

6 Pand. Franç., 248 à 253. 2 Maleville, 189. 2 Bousquet, 58. 2 Marcadé, 76-7. C. L. 899. C. N. 748.

627. [Au cas de l'article précédent, si le père ou la mère est prédécédé, la portion qui lui aurait été déférée accroît au survivant.]

6 Pand. Franç., 280. 2 Maleville, 194-5. 2 Bousquet, 59, 61. 2 Marcadé, 78. C. L. 900. C. N. 749.

628. [Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frères ni sœurs, ni neveux ni nièces au premier degré, ni père ni mère, mais seulement d'autres ascendants, ces derniers lui succèdent à l'exclusion de tous autres collatéraux].

6 Pand. Franç., 249 et suiv. 2 Maleville, 189. C. L. 901. C. N. 746.

629. [Au cas de l'article précédent, la succession est divisée par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et entre ceux de la ligne maternelle.

L'ascendant qui se trouve au degré le plus proche recueille la moitié affectée à sa ligne à l'exclusion de tous autres.

Les ascendants au même degré succèdent par têtes dans la même ligne.]

6 Pand. Franç., pp. 249 et suiv. 2 Maleville, p. 189. 2 Marcadé, p. 77. 2 Bousquet, 55 et suiv. C. L. 902. C. N. 746.

630. Les ascendants succèdent, à l'exclusion de tous autres, aux biens par eux donnés à leurs enfants ou autres descendants décédés sans postérité, lorsque les objets donnés se trouvent en nature dans la succession; et s'ils ont été aliénés, les ascendants en recueillent le prix, s'il est encore dû.

Ils succèdent aussi à l'action en reprise qui pouvait appartenir au donataire sur les biens ainsi donnés.

ff L. 6, *De jure dotium*. *Cod.*, L. 2, *De bonis quæ liberis*. Paris, 313. Orl. 315. Lamoignon, tit. 41, art. 35. Pothier, *Suc.*, c. 2, sec. 2. 3 Boileux, pp. 82 et suiv. 1 Rogron, p. 636. 3 Marcadé, p. 76. 2 Maleville, pp. 190 et suiv. 4 *Conférences du Code*, sur art. 747, pp. 29 et suiv. 2 Bousquet, p. 57. 6 Pand. Franç., pp. 259 et suiv. C. L. 904. C. N. 747.

SECTION V.

DES SUCCESSIONS COLLATÉRALES.

631. [Si le père et la mère de la personne décédée sans posterité ou l'un d'eux lui ont survécu, ses frères et sœurs ainsi que ses neveux ou nièces au premier degré, ont droit à la moitié de sa succession.]

6 Pand. Franç., 288. 4 Toul., pp. 205 et suiv. 2 Maleville, 195 et suiv. C. L. 907. C. N. 751.

632. [Si le père et la mère sont tous deux prédécédés, les fréres, sœurs, et neveux au premier degré du défunt, lui succèdent à l'exclusion des ascendants et des autres collatéraux.

Ils succèdent ou de leur chef ou par représentation, ainsi qu'il a été réglé en la section deuxième du présent chapitre.]

Novelle 118, c. 2; 127, c. 1. 4 Toul., 178, 200 à 218. 6 Pand. Franç., 282 et suiv.

633. [Le partage de la moitié ou de la totalité de la succession dévolue aux frères, sœurs, neveux ou nièces, aux termes des deux articles précédents, s'opère entre eux par égales portions s'ils sont tous du même lit; s'ils sont de lits différents, la division se fait par moitié entre les deux lignes paternelle et maternelle du défunt, les germains prenant part dans les deux lignes, les utérins ou consanguins chacun dans leur ligne seulement. S'il n'y a de frères ou sœurs, neveux ou nièces, que d'un côté, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous autres parents de l'autre ligne.]

6 Pand. Franç., 289. 2 Marcadé, pp. 78, 79. 4 Toul., 216. Rogron, 646. 2 Bousquet, 63. 3 Boileux, 104. C. L. 909. C. N. 752.

634. [Si le défunt, mort sans postérité, sans père ni mère, sans frères, sœurs, ni neveux ou nièces au premier degré, laisse des ascendants dans une des lignes seulement, le plus proche de ces ascendants prend la moitié de la succession, dont l'autre moitié est dévolue au plus proche parent collatéral de l'autre ligne.

Si dans le même cas il ne reste aucun ascendant, la succession entière se divise en deux parts égales dont l'une est dévolue au plus proche parent collatéral de la ligne paternelle et l'autre au plus proche parent de la ligne maternelle.]

Entre collatéraux, sauf le cas de la représentation, le plus proche exclut tous les autres; ceux qui sont au même degré partagent par tête.

6 Pand. Franç., 299. 4 Toul., 219. 2 Maleville, 198. Rogron, 647. 3 Marcadé, 80. C. L. 910. C. N. 753.

635. Les parents au-delà du douzième degré ne succèdent pas.

A défaut de parents au degré successible dans une ligne, les parents de l'autre ligne succèdent pour le tout.

C. N. 755.

SECTION VI.

DES SUCCESSIONS IRRÉGULIÈRES.

636. Lorsque le défunt ne laisse aucuns parents au degré successible, les biens de sa succession appartiennent à son conjoint survivant.

ff L. unic. undè vir et uxor. Cod., eod. tit. 3 Poullain DuParc, p. 310. Pothier, *Intr., tit.* 17, *Orl.*, No. 35. Loyseau, *Seigueuries*, c. 12, No. 104. 4 Toul., Nos. 283, 319. C. N. 767.

637. A défaut de conjoint survivant, la succession est acquise au Souverain.

Cod., L. 1, L. 2, L. 3, L. 4, L. 5, *De bonis vacantibus.* Paris, 167. Pothier, *Suc.*, c. 6. Loyseau, *Seigneuries*, c. 12, Nos. 101 et suiv. 6 Nouv. Den., *Vo. Deshérence*, 323. Code Civil B. C., art. 401. Dard, *autorités citées sur art.* 768. C. N. 768.

638. Aux cas des deux articles précédents, les biens de la succession dévolue à l'époux survivant ou au souverain, doivent être constatés à leur diligence au moyen d'un inventaire ou autre acte équivalant, avant que l'envoi en possession puisse être demandé.

Pothier, *Suc.*, p. 229. 6 Nouv. Den., 319, 321. 4 Toul., pp. 289, 32, 535. 1 Chabot, *Suc.*, p. 592. 2 Demante, 35, 36.

639. Cet envoi en possession se poursuit devant le tribunal supérieur de première instance du district où s'ouvre la succession, et sur cette demande il est procédé et statué de la manière et dans les formes réglées au Code de Procédure Civile.

6 Nouv. Den., 323. Code Civil B. C., art. 607. 4 Toul., pp. 321 et suiv. 1 Chabot, 592. 2 Demante, 37. C. N. 770.

640. Dans tous les cas où les régles et formalités prescrites n'ont pas été suivies, les héritiers, s'il s'en présente, sont admis à réclamer une indemnité et même des dommages-intérêts, suivant les circonstances, pour les pertes qui en seraient résultées.

1 Chabot, 598 et suiv. 2 Demante, 38. C. L. 927. C. N. 772.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE L'ACCEPTATION ET DE LA RÉPUDIATON DES SUCCESSIONS.

SECTION I.

DE L'ACCEPTATION DES SUCCESSIONS.

641. Nul n'est tenu d'accepter la succession qui lui est déférée.

Cod., L. 16, *De jure deliberandi*. Paris, 316. Pothier, *Propriété*, No. 248; *Suc.*, c. 3, sec. 2. 2 Maleville, p. 260. C. N. 775.

642. Toute succession peut être acceptée purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire.

ff L. 57, *De adquirendâ vel omit. hereditate*. *Cod.*, L. 22, *De jure deliberandi*. Pothier, *Suc.*, c. 2, sec. 3; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 44. 2 Maleville, 259. C. N. 774, 788, 789, 793.

643. La femme mariée ne peut accepter valablement une succession sans y être autorisée par son mari ou en justice, suivant les dispositions du chapitre 6 du titre *Du Mariage*.

Les successions échues aux mineurs et aux interdits ne peuvent être valablement acceptées que conformément aux dispositions contenues aux titres relatifs à la minorité et à la majorité.

Code civil B. C., arts. 177, 178, 180. Pothier, *Puis. marit.*, No. 33; *Suc.*, c, 3, sec. 3, art. 1, § 1; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 40. 6 Pand. Franç., 363. 2 Maleville, 227. C. N. 776, 217, 461, 462, 463.

644. L'effet de l'acceptation remonte au jour de l'ouverture de la succession.

ff L. 138, L. 193, *De regulis juris*. Paris, 318. Pothier, *Propriété*, No. 248. C. N. 777.

645. L'acceptation peut être expresse ou tacite; elle est expresse quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé; elle est tacite quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en sa qualité d'héritier.

ff L. 20, L. 42, L. 78, L. 86, L. 88, *De adquirendâ vel omit. hered.* *Cod.*, L. 2, L. 10, *De jure deliberandi*. Paris, 317. Orl., 334. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 1. C. N. 778.

646. Les actes purement conservatoires, de surveillance et d'administration provisoire ne sont pas des actes d'adition d'hérédité, si on n'a pas pris le titre et la qualité d'héritier.

ff L. 20, L. 78, *De adquirendâ vel omit. hered.* Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 8, sec. 2, No. 4. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 1. Serres, p. 318. Merlin, vo. *Héritier*, sec. II, §.

1, Nos. 3, 4; vo. *Acceptation de success.*, No. 2. 4 Toul., p. 348.

647. La donation, vente ou transport que fait de ses droits successifs un des cohéritiers, soit à un étranger, soit à tous ses cohéritiers, soit à quelques-uns d'eux, emporte de sa part acceptation de la succession.

Il en est de même: 1. De la renonciation, même gratuite, faite par un des héritiers au profit d'un ou de plusieurs de ses cohéritiers; 2. De la renonciation qu'il fait, même au profit de tous ses cohéritiers indistinctement, lorsqu'il reçoit le prix de sa renonciation.

ff L. 24, *De adquirendâ vel omit. hered.*; L. 6, *De regulis juris.* Pothier, *Vente*, No. 530; *Suc.*, c. 3; c. 5, sec. 3, art. 1. 6 Pand. Franç., 378. 2 Maleville, 228. C. N. 780.

648. Lorsque celui à qui une succession est échue est décédé sans l'avoir répudiée, ou sans l'avoir acceptée expressément ou tacitement, ses héritiers peuvent l'accepter ou la répudier à sa place.

ff L. 86, *De adquirendâ vel omit. hered.* *Cod.*, L. 3, L. 19, *De jure delib.* Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 2; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, Nos. 41, 64. 6 Pand. Franç., 379, 380. 2 Maleville, 229. C. N. 781.

649. [Si ces héritiers ne sont pas d'accord pour accepter ou pour répudier la succession, elle est censée acceptée sous bénéfice d'inventaire.]

C. N. 782.

650. Le majeur ne peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession que dans le cas où cette acceptation a été la suite du dol, de la crainte ou de la violence; il ne peut jamais réclamer sous prétexte de lésion seulement; il en est autrement dans le cas où la succession se trouverait absorbée ou notablement diminuée par la découverte d'un testament inconnu au moment de l'acceptation.

ff L. 22, *De adquirendâ vel omit. hered.* *Cod.*, L. 4, *De repud. vel abst.* Lacombe, 576. 16 Guyot, 561-2. 6 Pothier, *Com.*, No. 532; *Suc.*, pp. 138-9. 3 Furgole, 413. 6 Pand. Franç., 381. 2 Maleville, 231. C. N. 783.

SECTION II.

DE LA RENONCIATION AUX SUCCESSIONS.

651. La renonciation à une succession ne se présume pas ; elle se fait par acte devant notaire ou par une déclaration judiciaire de laquelle il est donné acte.

4 Furgole, 52 et suiv. Lacombe, 576. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, § 3 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, Nos. 64-5. Merlin, *Rép.*, vo. Renonciation, § 1, No. 3. C. N. 784.

652. L'héritier qui renonce est censé n'avoir jamais été héritier.

Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 2, alin. 9, 10 ; sec. 4, § 4. Propriété, Nos. 248, 261. C. N. 785.

653. La part du renonçant accroît à ses cohéritiers. S'il est seul, la succession est dévolue pour le tout au degré subséquent.

ff L. 13, *De adquirendâ vel omit. hered.* L. 59, L. 63, L. 66, *De hered. instit.* *Cod.*, L. 4, *De repud. vel abstin. hered.* Pothier, *Suc.*, ch. 3, sec. 2, 4, § 4; *Propriété*, No. 248 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, Nos. 39, 67 ; *Vente*, No. 546. 6 Pand. Franç., 385 et suiv. 4 Toullier, p. 196. 2 Maleville, 235. 3 Marcadé, 157 et suiv. C. N. 786.

654. On ne vient jamais par représentation d'un héritier qui a renoncé ; si le renonçant est seul héritier de son degré, ou si tous ses cohéritiers renoncent, les enfants viennent de leur chef et succèdent par tête.

Brodeau *sur* Louët, let. R, ch. 17. Chenu, cent. 1, quest. 22. Leprêtre, cent. 1, ch. 23. 2 Henrys, liv. 4, quest. 4. 6 Pand. Franç., 392. C. N. 787.

655. Les créanciers de celui qui renonce au préjudice de leurs droits, peuvent faire rescinder cette renonciation et ensuite accepter eux-mêmes la succession, du chef de leur débiteur, en son lieu et place.

Dans ce cas la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers qui l'ont demandée et jusqu'à concurrence seulement de leurs créances. Elle ne l'est pas au profit de l'héritier qui a renoncé.

ff L. 6, *De his quæ in fraudem*. Pothier, *Suc.*, ch. 3, sec. 3, art. 1, § 2 ; *Intr.*, tit. 17 ; *Orl.*, No. 4. 6 Pand. Franç., 394. C. N. 788.

656. L'héritier est toujours à temps de renoncer à

la succession, tant qu'il ne l'a pas acceptée formellement ou tacitement.

Pothier, *Suc.*, p. 163; *Com.*, Nos. 534, 544, 556; *Intr. cout.*, tit. X, No. 93. Lacombe, p. 577. 2 Maleville, 238. C. N. 789.

657. L'héritier qui a répudié une succession peut, nonobstant, la reprendre tant qu'elle n'ést pas acceptée par un autre y ayant droit; mais il la reprend dans l'état où elle se trouve alors et sans préjudice aux droits acquis par des tiers sur les biens de cette succession par prescription ou par actes valablement faits pendant qu'elle a été vacante.

Lebrun, *Suc.*, ch. 3, sec. 3, art. 1, p. 136. Code Civil B. C., art. 302. 2 Maleville, 238. 6 Pand. Franç., 397. *Contrà*, Pothier, *Suc.*, p. 136. C. N. 790.

658. L'on ne peut renoncer à la succession d'un homme vivant, ni aliéner les droits éventuels qu'on y peut prétendre, si ce n'est par contrat de mariage.

Lacombe, 570 et suiv. Pothier, *Suc.*, ch. 1, sec. 2, art. 4, §§ 2, 3; ch. 3, sec. 3, art. 1, § 2. 2 Maleville, 238. 2 Bousquet, 116 et suiv. 3 Marcadé, 167. Code Civil B. C., art. 1061. C. N. 791.

659. L'héritier qui a diverti ou recélé des effets de la succession est déchu de la faculté d'y renoncer; il demeure héritier pur et simple nonobstant sa renonciation subséquente, sans pouvoir prétendre aucune part dans les objets divertis ou recélés.

ff L. 71, § 4, *De adquir. vel omit. hered.* Pothier, *Suc.*, ch. 3, art. 2, § 3. *Com.*, No. 690; *Orl.*, tit. X, note 7, sur art. 204. Merlin, *Rép.*, vo. *Recélé*, No. 2. C. N. 792.

SECTION III.

DES FORMALITÉS DE L'ACCEPTATION, DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE, DE SES EFFETS ET DES OBLIGATIONS DE L'HÉRITIER BÉNÉFICIAIRE.

660. Pour être admis au bénéfice d'inventaire, l'héritier est tenu d'en faire la demande par requête présentée au tribunal ou à un des juges du tribunal supérieur de première instance du district ou la succession s'est ouverte; sur cette demande il est procédé et statué en

la manière et avec les formalités réglées au Code de Procédure Civile.

Serres, 314. Rodier, *sur Ord.* 1667, p. 95. 2 Edits et Ord. Canada, p. 104. 2 Beaubien, *Lois du B. C.*, p. 43,

661. [La sentence accordant la demande doit être enregistrée dans le bureau d'enregistrement du lieu de l'ouverture de la succession.]

662. Cette demande doit être précédée ou suivie d'un inventaire fidèle et exact des biens de la succession, fait par-devant notaires, dans les formes et sous les délais réglés par les lois sur la procédure.

Serres, 314. Rodier, 95. Pothier, *Suc.*, p. 143, Int. tit. 17, *Orl.*, No. 48. 1 Den., 305 et suiv. C. N. 794.

663. L'héritier bénéficiaire est aussi tenu, si la majorité des créanciers ou des autres personnes intéressées l'exige, de donner caution bonne et solvable, au montant de la valeur du mobilier porté en l'inventaire, et des deniers provenant de la vente des immeubles qu'il peut ou pourra avoir entre les mains.

A défaut de fournir cette caution, le tribunal peut, suivant les circonstances, ordonner que l'héritier sera déchu du bénéfice d'inventaire, ou que les meubles seront vendus et le produit ainsi que les autres deniers de la succession qu'il peut avoir entre les mains, déposés en cour pour être employés à en acquitter les charges.

Pothier, *Intr.*, tit. 17, *Orl.*, No. 48. Lamoignon, p. 246. 2 Bousquet, 144 et suiv. 2 Maleville, 251. C. N. 807.

664. L'héritier a trois mois pour faire inventaire à compter de l'ouverture de la succession.

Il a de plus, pour délibérer sur son acceptation ou sur sa renonciation, un délai de quarante jours qui commence à courir du jour de l'expiration des trois mois donnés pour l'inventaire, ou du jour de la clôture de l'inventaire, s'il a été terminé avant les trois mois,

ff L. 1, L. 2, L. 3, L. 4, *De jure deliberandi.* *Cod.*, L. 22, §§ 2, 3, *De jure deliberandi.* Ord. 1667, tit. 7, arts. 1, 2, 3, 4, 5. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 5; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 68. 6 Pand. Franç., 413. C. N. 795.

665. Si cependant il existe dans la succession des objets susceptibles de dépérir, ou dispendieux à conser-

ver, l'héritier peut faire vendre ces effets, sans qu'on puisse en induire une acceptation de sa part; mais cette vente doit être faite publiquement, et après les affiches et publications requises par les lois sur la procédure.

ff L. 5, L. 6, *De jure delib.* L. 20, *De adquirenda vel omit. hæred.* Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, § 5. C. N. 796.

666. Pendant la durée des délais pour faire inventaire et délibérer, l'héritier ne peut être contraint à prendre qualité, et il ne peut être obtenu contre lui de condamnation; s'il renonce, pendant les délais et aussitôt qu'ils sont expirés, les frais par lui faits légitimement jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession.

ff L. 22, § 1, *De jure delib.* Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 5. *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 68. C. N. 797.

667. Après l'expiration des délais ci-dessus, l'héritier, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai que le tribunal saisi de la contestation accorde ou refuse suivant les circonstances.

ff L. 3, *De jure delib.* Ord. 1667, tit. 7, art. 4. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 5; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 70. C. N. 798.

668. Les frais de poursuite, dans le cas de l'article précédent, sont à la charge de la succession si l'héritier justifie ou qu'il n'avait pas eu connaissance du décès, ou que les délais ont été insuffisants, soit à raison de la situation des biens, soit à raison des contestations survenues; s'il n'en justifie pas, les frais restent à sa charge personnelle.

Pothier, *locis cit.* 4 Toullier, pp. 353, 380. C. N. 799.

669. L'héritier conserve cependant, après l'expiration des délais accordés par l'article 664, même de ceux donnés par le juge suivant l'article 667, la faculté de faire encore inventaire et de se porter héritier bénéficiaire, s'il n'a pas fait d'ailleurs acte d'héritier, ou s'il n'existe pas contre lui de jugement passé en force de chose jugée qui le condamne en qualité d'héritier pur et simple.

ff L. 10, *De jure delib.* *Cod.*, L. 19, *eod. tit.* Pothier, *Suc.*, c. 3, arts. 1, 2; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, Nos. 46, 70. Merlin, *Rép.*, vo. *Héritier*, sec. 2, 3, § 2; Vo. *Succession*, sec. 1, § 5, No. 4. 6 Pand. Franç., 419 et suiv. 2 Maleville, 284 et suiv. C. N. 800.

670. L'héritier qui s'est rendu coupable de recélé ou

qui a omis sciemment et de mauvaise foi de comprendre dans l'inventaire des effets de la succession, est déchu du bénéfice d'inventaire.

Cod., L. 22, § 10, 12, *De jure delib.* Novelle 1, c. 2, § 2. Lapeyrère, *let. H*, No. 3. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 2, § 3. Furgole, *Testaments*, c. 3, sec. 6, No. 189. 6 Pand. Franç., 287. C. N. 801.

671. L'effet du bénéfice d'inventaire est de donner à l'héritier l'avantage : 1. De n'être tenu au paiement des dettes de la succession que jusqu'à concurrence de la valeur des biens qu'il a recueillis ; 2. De ne pas confondre ses biens personnels avec ceux de la succession, et de conserver contre elle le droit de réclamer le paiement de ses créances.

ff L. 22, *De jure delib.* Pothier, *Com.*, No. 739 ; *Obl.*, 642 ; *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 2, §§ 1, 7, 8 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, Nos. 49, 52. Merlin, *Rép.*, vo. *Bénéfice d'inventaire*, No. 15. 6 Pand. Franç., 287. C. N. 802.

672. L'héritier bénéficiaire est chargé d'administrer les biens de la succession et doit rendre compte de son administration aux créanciers et aux légataires. Il ne peut être contraint sur ses biens personnels qu'après avoir été mis en demeure de présenter son compte, et faute d'avoir satisfait à cette obligation.

Après l'apurement du compte, il ne peut être contraint sur ses biens personnels que jusqu'à concurrence seulement des sommes dont il se trouve reliquataire.

Lebrun, *Suc.*, liv. 3, ch. 4, § 85. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 2, §§ 4, 6. *Intr.* tit. 17, *Orl.*, Nos. 49, 54. 6 Pand. Franç., 425. 2 Maleville, 249. C. N. 803.

673. Dans son administration des biens de la succession, l'héritier bénéficiaire est tenu d'apporter tous les soins d'un bon père de famille.

Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 5, No. 85. Ferrière, G. C., sur art. 342, gl. 1, § 2, No. 24. Pothier, *Suc.*, tit. 3, c. 3, art. 2, § 4. Code Civil B. C., art. 1070. 6 Pand. Franç., 429. C. N. 804.

674. Si l'héritier bénéficiaire fait vendre les meubles de la succession, la vente doit s'en faire publiquement et après les affiches et publications requises par les lois sur la procédure.

S'il les représente en nature, il n'est tenu que de la

dépréciation ou de la détérioration causée par sa négligence.

Paris, 344. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 4, art. 2, § 5 ; *Orl.*, tit. 17, note 1, sur art. 342. 2 Bousquet, 142. 2 Maleville, 250. C. N. 804.

675. Quant aux immeubles, s'il devient nécessaire de les vendre, l'on procède à cette vente ainsi qu'à la distribution du prix en provenant, de la manière et dans les formes suivies à l'égard des biens appartenant aux successions vacantes, suivant les règles posées en la section suivante.

Cod., L. 22, § 4, 5, 6, *De jure delib.* Pothier, *Suc.*, *loc. cit.*; *Orl.*, art. 343. Stat. Ref. B. C., c. 88, sec. 10. Merlin, *Rép.*, vo. *Bénéfice d'inventaire*, No. 9 *bis*. 4 Toullier, p. 385. 2 Maleville, 29. 6 Pand. Franç., 431.—C. N. 806.

676. L'héritier bénéficiaire, avant de disposer des biens de la succession et après avoir fait inventaire, donne avis de sa qualité en la manière réglée au Code de Procédure Civile.

Après deux mois à compter du premier avis donné, s'il n'y a pas de poursuites, saisies ou contestations judiciaires, par ou entre les créanciers et les légataires, il est loisible à l'héritier bénéficiaire de payer les créanciers et les légataires à mesure qu'il se présentent.

S'il y a poursuites, saisies ou contestations à lui notifiées judiciairement, il ne peut payer que suivant qu'il est réglé par le tribunal.

Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 2, § 6 ; *Orl.*, tit. 17, No. 50. C. N. 808.

677. L'héritier bénéficiaire peut en tout temps :

1. Renoncer, soit en justice, soit par acte devant notaire, au bénéfice d'inventaire, pour devenir héritier pur et simple, en donnant les mêmes avis que lors de son acceptation ; 2. Rendre compte final en justice, en donnant les mêmes avis que lors de son acceptation. et tous autres avis que le tribunal ordonne, aux fins d'être déchargé de son administration, soit qu'il ait légalement acquitté, par ordre de justice ou extra-judiciairement, toutes les dettes de la succession, soit qu'il les ait dûment payées jusqu'à la concurrence de la pleine valeur de ce qu'il a reçu.

Moyennant la décharge qu'il obtient du tribunal, il

peut retenir en nature les biens restant entre ses mains faisant partie de l'hérédité.

Extension de l'article précédent. C. N. 808.

678. L'héritier bénéficiaire peut aussi, de l'agrément de tous les intéressés, rendre compte à l'amiable et sans formalités de justice.

Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 4, art. 2. Lamoignon, (Arrêtés), tit. 43, art. 13.

679. Si la décharge est basée sur ce que l'héritier bénéficiaire a acquitté toutes les dettes, sans qu'il ait cependant payé jusqu'à concurrence de ce qu'il a reçu, il n'est pas déchargé à l'égard des créanciers qui se présentent dans les trois ans de la décharge en établissant une cause satisfaisante pour ne s'être pas présenté sous les délais voulus ; mais il est tenu de les satisfaire tant qu'il n'a pas payé la pleine valeur de ce qu'il a reçu.

Pothier, *Suc.*, p. 146. C. N. 809.

680. La décharge de l'héritier bénéficiaire ne préjudicie pas au recours des créanciers non payés, contre le légataire qui a reçu à leur préjudice, à moins qu'il n'établisse qu'ils eussent pu être payés en usant de diligence, sans que le légataire fût demeuré obligé envers d'autres créanciers qui ont été payés au lieu du réclamant.

Pothier, *Suc.*, p. 146 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 51. C. N. 809.

681. Les frais de scellé, s'il en a été apposé, d'inventaire et de compte sont à la charge de la succession.

Cod., L. 22, §§ 4, 5, 6, *De jure delib.* Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 2, § 6 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 50.

682. La forme et le contenu du compte que doit rendre l'héritier bénéficiaire sont réglés au Code de Procédure Civile.

Pothier, *Suc.*, p. 146. Code Civil B. C., art. 308.

683. [En ligne collatérale, de même qu'en ligne directe, l'héritier qui accepte sous bénéfice d'inventaire n'est pas exclu par celui qui offre de se porter héritier pur et simple.]

SECTION IV.

DES SUCCESSIONS VACANTES.

684. Après l'expiration des délais pour faire inven-

taire et pour délibérer, s'il ne se présente personne qui réclame la succession, s'il n'y a pas d'héritiers connus, ou s'ils ont renoncé, cette succession est réputée vacante.

Pothier, *Suc.*, p. 248; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No, 1. Guyot, *Rép.* vo. *Curateur*, p. 197. Merlin, *Rép.*, vo. *Curateur*, § 3, No. 1. 6 Pand. Franç., 438. 2 Maleville, 209. C. N. 811.

685. Sur la demande de toute personne intéressée, un curateur est nommé à cette succession vacante par le tribunal ou par un des juges du tribunal de première instance du district où elle s'est ouverte.

Cette nomination se fait en la manière et avec les formalités réglées au Code de Procédure Civile.

ff L. 1, L. 2, *De curatoribus*. Guyot, *Rép.*, vo. *Curateur*, p. 197. Merlin, *Rép.*, vo. *Héritier*, § 2, sec, 2. 6 Pand. Franç., 438. 2 Maleville, 254.

686. Ce curateur donne avis de sa qualité, prête serment et fait avant tout procéder à l'inventaire; il administre les biens de la succession, en exerce et poursuit les droits, répond aux demandes portées contre elle et rend compte de son administration.

ff L. 2, § 1, *De curatoribus*. Guyot, *loc. cit.* Merlin, *loc. cit.* 4 Toullier, pp. 311-3. 2 Bousquet, pp. 150-1-2. C. N. 813.

687. Après la nomination du curateur, s'il se présente un héritier ou légataire prétendant à la succession, il lui est loisible de faire mettre la curatelle de côté pour l'avenir et d'obtenir la possession, sur action devant le tribunal compétent, en justifiant de ses droits.

Dorion & Denechaud, No. 857, Québec, 20 fév. 1832.

688. Les dispositions de la section troisième du présent chapitre sur la forme de l'inventaire, sur les avis à donner, sur le mode d'administration et sur les comptes à rendre de la part de l'héritier bénéficiaire, sont applicables aux curateurs aux successions vacantes.

4 Toullier, p. 400. 2 Delvincourt, p. 36. 2 Bousquet, p. 151. C. N. 814

CHAPITRE CINQUIÈME.

DU PARTAGE ET DES RAPPORTS.

SECTION I.

DE L'ACTION EN PARTAGE ET DE SA FORME.

689. Nul ne peut être contraint à demeurer dans l'indivision ; le partage peut toujours être provoqué nonobstant prohibition et convention contraires.

Il peut cependant être convenu ou ordonné que le partage sera différé pendant un temps limité, s'il existe quelque raison d'utilité qui justifie ce retard.

ff L. 24, *Communi dividundo*. *Cod.*, L. 5, *eod. tit.* Pothier, *Suc.*, p. 168 ; *Com.*, Nos. 694, 697, 698 ; *Société*, Nos. 162-3-6, 197 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, Nos. 71-2. Merlin, *Rép.*, vo. *Partage*, § 1, Nos. 2, 3. C. N. 815.

690. Le partage peut être demandé même quand l'un des cohéritiers aurait joui séparément de partie des biens de la succession, s'il n'y a eu un acte de partage ou possession suffisante pour acquérir la prescription.

Cod., L. 21, *De pactis* ; L. 4, *Communi divid.* Pothier, *Soc.*, No. 166 ; *Com.*, No. 698 ; *Suc.*, p. 169 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 72. Merlin, *Rép.*, vo. *Prescription*, sec. 3, § 3, art. 1, No. 3. 2 Maleville, 257. 7 Pand. Franç., 53 et suiv. C. N. 816.

691. Ni le tuteur au mineur, ni le curateur à l'interdit ou à l'absent, ne peuvent provoquer le partage des immeubles de la succession dévolue à ce mineur, interdit ou absent ; mais ils peuvent y être forcés, et alors le partage se fait en justice et avec les formalités requises pour l'aliénation des biens des mineurs.

Il est cependant loisible au tuteur ou curateur de demander le partage définitif des meubles et un partage provisionnel des immeubles de cette succession.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 1, § 2 ; *Com.*, Nos. 695-6 ; *Personnes*, tit. 6, sec. 4, art. 3 ; *Soc.*, No. 164. Code Civil B. C., art. 305, et les arts. 87 à 91. C. N. 817.

692. Le mari peut, sans le concours de sa femme, provoquer le partage des meubles ou des immeubles à elle échus, qui tombent dans la communauté ; à l'égard des objets qui en sont exclus, le mari ne peut en provo-

quer le partage sans le concours de sa femme; il peut seulement, s'il a droit de jouir de ses biens, demander un partage provisionnel.

Les cohéritiers de la femme ne peuvent provoquer le partage définitif qu'en mettant en cause le mari et la femme.

Pothier, *Puis. marit.*, Nos. 83, 84; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 154; *Suc.*, c. 4, art. 1, § 2. 7 Pand. Franç., 63 et suiv. C. N. 818.

693. Si tous les héritiers sont majeurs, présents et d'accord, le partage peut être fait dans la forme et par tel acte que les parties intéressées jugent convenables.

Si quelques-uns des héritiers sont absents ou opposants, s'il y a parmi eux des mineurs ou des interdits, dans tous ces cas le partage ne peut se faire qu'en justice, et l'on y suit les règles tracées aux articles suivants.

S'il y a plusieurs mineurs représentés par un seul tuteur et qui aient des intérêts opposés dans le partage, il doit être donné à chacun d'eux un tuteur spécial et particulier pour les y représenter.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 4. 7 Pand. Franç., 163. 2 Maleville, 268. C. N. 819, 838.

694. L'action en partage et les contestations qu'il soulève, sont soumises au tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, si elle s'ouvre dans le Bas-Canada, sinon, à celui du lieu où sont situés les biens, ou à celui du domicile du défendeur.

C'est sous l'autorité de ce tribunal que se font les licitations et les procédures qui s'y rattachent.

7 Pand. Franç., 96. 2 Maleville, 261. S. R. B. C., c. 82, s. 27. C. N. 822.

695. Sur l'action en partage ainsi que sur les incidents qui en résultent, il est procédé comme sur les poursuites ordinaires, sauf les modifications introduites par le Code de Procédure Civile.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art 4. C. N. 823.

696. L'estimation des immeubles se fait par experts choisis par les parties intésessées, ou, à leur refus, nommés d'office.

Le procès-verbal des experts doit présenter les bases de l'estimation; il doit indiquer si l'objet estimé peut être commodément partagé, de quelle manière, et fixer,

en cas de division, chacune des parts qu'on peut en former et leur valeur.

Pothier, *Vente*, No. 516 ; *Société*, No. 168 ; *Suc.*, c. 4, sec. 4 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 75. C. N. 824.

697. Chacun des cohéritiers peut demander sa part en nature des biens-meubles et immeubles de la succession ; néanmoins, s'il y a des créanciers saisissants ou opposants, ou si la majorité des cohéritiers juge la vente nécessaire pour l'acquit des dettes et charges de la succession, les effets mobiliers sont vendus publiquement en la forme ordinaire.

ff L. 26, L. 28, *Familiæ ercisc.* Pothier, *Com.*, No. 700 ; *Société*, No. 168 ; *Suc.*, c. 5, art. 4. 2 Toullier, p. 371. C. N. 826.

698. Si les immeubles ne peuvent se partager commodément, ils doivent être vendus par licitation, devant le tribunal.

Cependant les parties, si elles sont toutes majeures, peuvent consentir que la licitation soit faite devant un notaire sur le choix duquel elles s'accordent.

ff L. 20, L. 30, L. 55, *Familiæ ercisc. Cod.*, L. 3, *Communi divid.* Pothier, *Com.*, Nos. 707, 708, 710 ; *Vente*, 516 ; *Cont. Mariage*, 586 ; *Soc.*, 171 ; *Suc.*, c. 4, art. 4. 7 Pand. Franç., p. 111 et suiv. C. N 827.

699. Après que les meubles et les immeubles ont été estimés, et vendus s'il y a lieu, le tribunal peut renvoyer les parties devant un notaire dont elles conviennent, ou qui est nommé d'office si elles ne s'accordent pas sur le choix.

On procède devant ce notaire aux comptes que les copartageants peuvent se devoir, à la formation de la masse générale, à la composition des lots et au fournissement à faire à chacun des copartageants.

Pothier, *Soc.*, Nos. 167, 168, 170 ; *Suc.*, c. 4, art. 1, § 3, p. 204, et art. 4 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 174. 7 Pand. Franç., 135 et suiv. C. N. 828.

700. Chaque cohéritier fait rapport à la masse, suivant les règles ci-après établies, des dons qui lui ont été faits et des sommes dont il est débiteur.

Pothier, *Suc.*, c, 4, art. 1, § 3, et art. 4 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 76. 7 Pand. Franç., pp. 137-8. C. N. 829.

701. Si le rapport n'est pas fait en nature, les cohé-

ritiers à qui il est dû, prélèvent une portion égale sur la masse de la succession.

Les prélèvements se font, autant que possible, en objets de même nature, qualité et bonté que les objets non rapportés en nature.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 8 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 94. 4 Toul., p. 422. 2 Maleville, p. 266. 7 Pand. Franç., 138, 139, 140. C. N. 830.

702. Après ces prélèvements, il est procédé, sur ce qui reste dans la masse, à la composition d'autant de lots qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 4. 2 Maleville, 266. 7 Pand. Franç., 140 et suiv. C. N. 831.

703. Dans la formation et la composition des lots, on évite, autant que possible, de morceler les héritages et de diviser les exploitations ; il convient aussi de faire entrer dans chaque lot, s'il se peut, la même quantité de meubles, d'immeubles, de droits ou de créances de même nature et valeur.

ff L. 55, *Familiæ ercisc.* *Cod.*, L. 7, L. 21, *Communi divid.* L. 11, *Communia utriusque.* Pothier, *Com.*, No. 701 ; *Suc.*, c. 4, art. 4 ; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 97. 4 Toul., p. 426. 2 Maleville, 267. 7 Pand. Franç., 141 et suiv. C. N. 832.

704. L'inégalité des lots en nature, lorsqu'elle ne peut être évitée, se compense par un retour, soit en rente, soit en argent.

ff L. 55, *Familiæ ercisc.* *Intit.*, *De officio judicis*, § 4. Pothier, *Com.*, No. 701, 5e *alinéa* ; *Soc.*, No. 170, 2e *alinéa* ; *Suc.*, c. 4, art. 4, 17e *alinéa* ; art. 5, § 2, *alin.* 1, 2, 3 : *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 97. 4 Toul., p. 426. 7 Pand. Franç., 148. C. N. 833.

705. Les lots sont faits par l'un des cohéritiers, s'ils peuvent convenir entre eux sur le choix et si celui qui est choisi accepte la charge ; dans le cas contraire, les lots sont faits par un expert désigné par le tribunal. Ces lots ainsi faits sont ensuite tirés au sort.

Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 1, No. 42. 1 Despeisses, *Société*, part. 1, sec. 4, dist. 3, No. 8. Renusson, sur Paris, tit. *des Suc.* Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 4, *alin.* 5, 19, 20. 2 Maleville, 267. 7 Pand. Franç., 154. C. N. 834.

706. Avant de procéder au tirage des lots, chaque copartageant est admis à proposer sa réclamation contre leur formation.

4 Toul., p. 423. 7 Pand. Franç., 159. C. N. 835.

707. Les règles établies pour la division des masses à partager sont également observées dans les subdivisions à faire entre les souches copartageantes.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 1, § 1. 2 Delvincourt, 48. 2 Maleville, 268. 7 Pand. Franç., 159, 160. C. N. 836.

708. Si dans les opérations renvoyées devant un notaire, il s'élève des contestations, il doit dresser procès-verbal des difficultés et des dires respectifs des parties, et les soumettre pour décision au tribunal qui l'a commis. Sur ces incidents il est procédé suivant les formes prescrites par les lois sur la procédure.

4 Toul., p. 422. 2 Delvincourt, 49. 7 Pand. Franç., 161. C. N. 837.

709. Lorsque la licitation a lieu par suite de ce que parmi les cohéritiers il se trouve des absents, des interdits ou des mineurs même émancipés, elle ne peut être faite qu'en justice, avec les formalités prescrites pour l'aliénation des biens des mineurs.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 4. Code Civil B. C., arts. 300, 689, 691. 2 Delvincourt, 47. Pand. Franç., 166. C. N. 460, 819, 839.

710. Toute personne, même parente du défunt, qui n'est pas son successible, et à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à la succession, peut être écartée du partage, soit par tous les cohéritiers, soit par un seul, en étant remboursée du prix de la cession.

Cod., L. 22, L. 23, *Mandati vel contrà.* Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 2, sec. 3, No. 66. Merlin, *Rép.*, *Droits Suc.*, Nos. 8, 9, 9 bis, 11 et 12. 2 Maleville, 271. 2 Chabot, *Suc.*, 319. 2 Bousquet, 181. 7 Pand. Franç., 170. C. N. 841.

711. Après le partage, remise doit être faite à chacun des copartageants des titres particuliers aux objets qui lui sont échus.

Les titres d'une propriété divisée restent à celui qui en a la plus grande partie, à la charge d'en aider ceux de ses copartageants qui y ont intérêt, quand il en est requis.

Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui que les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider ses copartageants à toute réquisition.

S'il y a difficulté sur ce choix, il est réglé par le juge.

ff L. 4, L. 5, L. 6, *Familiæ erisc.;* L. *ult.*, *De fide instrument. Cod.*, L. 5, *Com. utriusque.* Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 1, Nos. 44, 45. Pothier, *Suc.*, c. 2, sec. 1, art. 2, § 4. 2 Maleville, 273. 7 Pand. Franç., 176. 4 Toul., p. 424, 430. 2 Bousquet, 183. C. N. 842.

SECTION II.

DES RAPPORTS.

712. [Tout héritier, même bénéficiaire, venant à une succession, doit rapporter à la masse tout ce qu'il a reçu du défunt par donation entrevifs, directement ou indirectement; il ne peut retenir les dons, ni réclamer les legs à lui faits par le défunt, à moins que les dons et legs ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part, ou avec dispense de rapport.]

ff L. 1, *De collatione bonorum. Cod.*, L. 17, L. 20, *De collationibus.* Paris, 301, 302, 303, 304. Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 6, sec. 1. Pothier, *Suc.*, c. 3, sec. 3, art. 1, § 4; c. 4, arts. 2, 65; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, Nos. 56, 76, 77. Merlin, *Rép.*, vo. *Rapport à Suc.*, § 3, art. 4, No. 8; § 4, art. 2, No. 11. 7 Pand. Franç., 224. C. N. 843.

713. L'héritier peut cependant, en renonçant à la succession, retenir les dons entrevifs ou réclamer les legs qui lui ont été faits.

Cod., L. 17, L. 20, *De collationibus;* L. 25, *Familiæ ercisc. Novel.* 92, c. 1. Paris, 307. 3 Laurière, p. 24. Ord. 1731, art. 34. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 1; *Intr.* tit. 17, *Orl.*, No. 76. 2 Maleville, 275. 7 Pand. Franç., 235. C. N. 845.

714. [Le donataire qui n'était pas héritier présomptif lors de la donation, mais qui se trouve successible au jour de l'ouverture de la succession, doit le rapport, à moins que le donateur ne l'en ait dispensé.]

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 3, § 2. 2 Maleville, 276. 7 Pand. Franç., 238. C. N. 846.

715. Les dons et legs faits au fils de celui qui se

trouve successible à l'époque de l'ouverture de la succession, sont sujets au rapport.

Le père venant à la succession du donateur ou testateur est tenu de les rapporter.

ff L. 6, *De collationibus*. Paris, 306. 3 Laurière, 23. Orléans, 308. Lebrun, *Suc.*, liv. 3, ch. 6, sec. 2, No. 45. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 4; art. 3, § 2. 1 Argou, 490. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 44, art. 4. Pocquet, 490. Pand. Franç., 240, 241. 2 Maleville, sur art. 847. C. N. 847.

716. Le petit-fils venant à la succession de son aïeul est tenu de rapporter ce qui a été donné à son père, quand même il renoncerait à la succession de ce dernier.

Cod., L. 19, *De collationibus*. Paris, 308. Lebrun, liv. 3, c. 6, sec. 2, No. 46. Pocquet, règle XII, p. 268. 1 Argou, 491. Lamoignon, tit. 44, art. VII, *contrà*. C. N. 848.

717. L'obligation de rapporter les dons et legs faits pendant le mariage, soit à l'époux successible, soit à son conjoint seul, soit à l'un et à l'autre, dépend de l'intérêt qu'y a l'héritier successible et du profit qu'il en retire, d'après les règles exposées au titre des conventions matrimoniales, quant à l'effet des dons et legs faits aux conjoints pendant le mariage.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 4, 6*e* à 13*e alin.*; art. 3, § 2, 24*e, alin.* Merlin, *Rép.*, vo. *Rapport à suc.*, § 6, No. 4. 7 Pand. Franç., 248 et suiv. 2 Maleville, 278. C. N. 849.

718. Le rapport ne se fait qu'à la succession du donateur ou testateur.

Lebrun, part. II, p. 130. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 4, *alin.* 6 à 13; *Intr.* tit. 17, *Orl*, No. 84. 2 Maleville, 279. 7 Pand. Franç., 254. C. N. 850.

719. Le rapport est dû de ce qui a été employé pour l'établissement d'un des cohéritiers, ou pour le paiement de ses dettes.

Cod., L. 20, *De collationibus*. Bartol, *Ad leg.* 1, § 15, *De collat.*, Nos. 4 à 6. Loyseau, Offices, c. 6, Nos. 25, 26, 56, 58. Lacombe, *Vo. Rapport*, sec. 3, No. 10. Pothier, *Suc.*, p. 180. Lamoignon, tit. 44, arts. 13, 14, 15, 16, 17, 2 Maleville, 279. 7 Pand. Franç., 256 et suiv. 4 *Conf. du Code*, 88. Chaudon, *Observ. Collations*, 213. C. N. 851.

720. Les frais de nourriture, d'entretien, d'éducation, d'apprentissage, les frais ordinaires d'équipement, ceux de noces et les présents d'usage, ne sont pas sujets à rapport.

ff L. 1, §§ 15, 16, *De collat.* L. 20, § 6, L. 50, *Familiæ ercisc.* Lacombe, vo. *Rapport*, sec. 3. Pothier, *Suc.*, c. 4, pp. 180 et suiv. Lamoignon, tit. 44, art. 17. C. N. 852.

721. Il en est de même des profits que l'héritier a pu retirer de conventions faites avec le défunt, si elles ne présentent aucun avantage indirect, lorsqu'elles sont faites.

ff L. 36, L. 38, *De cont. empt. Cod.*, L. 3, L. 9, *De cont. empt.* Pothier, *Suc.*, 180 et suiv. Chopin, sur Anjou, liv. 3, c. 1, tit. 4, No. 5. 2 Maleville, 281 et suiv. 7 Pand. Franç., 270, 275. C. N. 853.

722. Les fruits et les intérêts des choses sujettes à rapport ne sont dus qu'à compter du jour de l'ouverture de la succession.

ff L. 5, *De dotis collat. Cod.*, L. 20, *De collat.* Paris, 309. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 3. Pocquet, *Règle* XV, p. 227. Lamoignon, tit. 44, art. 29. Merlin, vo. *Rapport*, § 4, art. 2, No. 18. C. N. 856.

723. Le rapport n'est dû que par le cohéritier à son cohéritier ; il n'est pas dû aux légataires ni aux créanciers de la succession.

ff L. 1, *De collat.* Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 6 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 88. Pocquet, *Régle* 9, p. 225. 7 Pand. Franç., sur art. 857, p, 301. C. N. 857.

724. Le rapport se fait en nature ou en moins prenant.

Paris, 304, 305, 3 Laurière, pp. 20, 21, *règle* XVI. Pocquet, *règle* X, p. 226. C. N. 858.

725. C'est en moins prenant que se rapportent toujours les objets mobiliers ; ils ne peuvent être rapportés en nature.

Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 6, sec. 3. Ferrière, sur Paris, art. 306. Duplessis, sur Paris, liv. 3, c. 6, sec. 3. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 7 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 90. Basnage, sur Normandie, arrêt 9 déc. 1653. 2 Maleville, 290. 4 Conf. du Code, pp. 101 et suiv. 7 Pand. Franç., 290. C. N. 868.

726. Le rapport de l'argent reçu se fait aussi en moins prenant dans le numéraire de la succession. En cas d'insuffisance, le donataire ou légataire peut se dispenser de rapporter du numéraire, en abandonnant jusqu'à due concurrence du mobilier ou, à défaut de mobilier, des immeubles de la succession.

Ferrière, sur Paris, art. 305. Pothier, *Obl.* Lacombe, 554. 7 Pand. Franç., 294, No. 476. 2 Chabot, 550. C. N. 869.

727. L'immeuble donné ou légué, qui a péri par cas fortuit et sans la faute du donataire ou légataire, n'est pas sujet à rapport.

ff L. 2, § 2, *De collat ;* L. 40, *De cond. indeb. ;* L. 58, *De legatis.* Lacombe, 555. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 7; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 91. Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 6, sec. 3, No. 40. 2 Maleville, 283. 7 Pand. Franç., 276. C. N. 855.

728. [En fait d'immeubles le donataire ou légataire peut, à son choix, les rapporter dans tous les cas en nature ou en moins prenant d'après estimation.]

729. Si l'immeuble est rapporté en nature, le donataire ou légataire a droit d'être remboursé des impenses qui y ont été faites ; les nécessaires, conformément aux règles établies à l'article 417, les non nécessaires, suivant l'article 582.

Code Civil B.-C., arts, 417, 582. Pothier, *Mariage, no.* 577; *Suc. c.* 4, *art.* 2, § 7 : *Intr. tit.* 17, Orl., *nos.* 92, 97. Orléans, 306. Lacombe, 555. C. N. 861, 862.

730. D'autre part le donataire ou légataire doit tenir compte des dégradations et détériorations qui ont diminué la valeur de l'immeuble rapporté en nature, si elles résultent de son fait ou de celui de ses ayants-cause.

Il en est autrement si elles ont été causées par cas fortuit et sans leur fait.

Pothier, *Mar., no.* 576; *Suc., c.* 4, *art.* 2, § 7; *Intr. tit.* 15, Orl,, *no.* 78; *tit.* 17, *nos.* 91. Lacombe, 555. C. N. 863.

731. [Lorsque le rapport se fait en nature, si l'immeuble rapporté a été affecté d'hypothèques ou charges, les copartageants ont droit à ce que le donataire ou le légataire les fasse disparaître ; s'il ne le fait, il ne peut rapporter qu'en moins prenant.

Les parties peuvent cependant convenir que le rapport aura lieu en nature; ce qui se fait sans préjudice aux créanciers hypothécaires, dont la créance est chargée au rapportant dans le partage de la succession.]

732. Le cohéritier qui fait en nature le rapport d'un immeuble peut en retenir la possession jusqu'au remboursement effectif des sommes qui lui sont dues pour impenses ou améliorations.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 3, § 7. Ord. 1667, tit. 27, art. 9. 1 Rogron, p. 811. C. N. 867.

733. Les immeubles restés dans la succession s'estiment d'après leur état et leur valeur au temps du partage.

Ceux sujets à rapport ou rapportés en nature, soit qu'ils aient été donnés ou légués, s'estiment suivant leur valeur au temps du partage, d'après leur état à l'époque de la donation, ou de l'ouverture de la succession quant au legs, en ayant égard aux dispositions contenues dans les articles qui précèdent.

Pothier, *Suc.* c. 4, art. 2, sec. 7; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, no. 95. Lacombe, 555. C. N. 860, 861.

734. Les biens meubles trouvés dans la succession et ceux rapportés, comme legs, s'estiment également suivant leur état et valeur au temps du partage, et ceux rapportés comme donnés entrevifs, d'après leur état et valeur au temps de la donation.

Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 2, § 7; *Intr. til.* 17, *Orl.*, no. 90. Lacombe, 555. 4 *Conf. du Code*, 101. 2 Maleville, 290. 7 Pand. Franç., 290. C. N. 868.

SECTION III.

DU PAIEMENT DES DETTES.

735. L'héritier venant seul à la succession en acquitte toutes les charges et dettes.

Il en est de même du légataire universel.

Le légataire à titre universel contribue en proportion de la part qu'il a dans la succession.

Le légataire particulier n'est tenu qu'au cas d'insuffisance des autres biens, et aussi hypothécairement avec recours contre ceux tenus personnellement.

Cod., L. 2, L. 7, *De heredit. et action.*; L. 1, L. 2, §

unus ex pluribus. Paris, 332, 333, 334. *Orléans*, 360. 3 Laurière, 141 et suiv. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 2, alin. 1; *Intr. tit.* 17 *Orl.*, nos. 108, 126; *Don. test.*, c. 2, sec. 1, § 2. Dard, sur art. 870, p. 194. C. N. 870, 871.

736. S'il y a plusieurs héritiers ou plusieurs légataires universels, ils contribuent à l'acquittement des charges et dettes chacun en proportion de sa part dans la succession.

Mêmes autorités que sous l'article précédent. C. N. 870, 871.

737. Le légataire à titre universel, venant en concours avec les héritiers, contribue aux charges et dettes dans la même proportion.

Paris, 334. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 2: *Don test.*, c. 2, sec. 1, § 2. C. N. 871.

738. L'obligation résultant des articles précédents est personnelle à l'héritier et aux légataires universels ou à titre universel; elle donne contre chacun d'eux respectivement une action directe aux légataires particuliers et aux créanciers de la succession.

ff L. 80, *De pignor. actione*. *Cod.*, L. 2, L. 7, *De heredit. action*. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 3, § 1; *Don. test.*, c. 5, sec. 3, art. 2. C. N. 873.

739. Outre cette action personnelle, l'héritier et le légataire universel ou à titre universel sont encore tenus hypothécairement pour tout ce qui affecte les immeubles tombés dans leur lot; sauf recours contre ceux tenus personnellement, pour leur part, suivant les règles applicables à la garantie.

Paris, 333. 3 Laurière, 144. Pothier, *Hyp.*, c. 2, sec. 2, §. *Intr. aux Cout.*, tit. 16, no. 20. C. N. 871, 873.

740. L'héritier ou le légataire universel ou à titre universel qui acquitte, sans en être tenu personnellement, la dette hypothécaire dont est grevé l'immeuble tombé dans son lot, devient subrogé aux droits du créancier contre les autres cohéritiers ou colégataires pour leur part; la subrogation conventionnelle ne peut en ce cas avoir un effet plus étendu; sauf les droits de l'héritier bénéficiaire comme créancier.

Cod., L. 22, *De jure deliber*. Paris, 333. 3 Laurière, 144. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 4, alin. 9, 10. 2 Maleville,

296. 7 Pand. Franç., 351-2. 2 Demante, sur art. 875. C. N. 875.

741. Le légataire particulier qui acquitte la dette hypothécaire lorsqu'il n'en est pas tenu, pour libérer l'immeuble à lui légué, a son recours contre ceux qui viennent à la succession, chacun pour leur part, avec subrogation comme tout autre acquéreur à titre particulier.

ff L. 57, *De legatis*. Pothier, *Suc.*, c. 5, sec. 5, art. 4, No. 2 ; *Don. test.*, sec. 3, § 3, No. 6. 2 Maleville, 295. 7 Pand. Franç., 347 et suiv. C. N. 874.

742. En cas de recours exercé entre cohéritiers et colégataires à cause de la dette hypothécaire, la part de celui qui est insolvable est répartie sur tous les autres au marc la livre, en proportion de leurs parts respectives.

ff L. 36, L. 39, *De fidejus. et mand.* L. 76, *De solution.* 2 Malville, 296. 7 Pand. Franç., 353. 4 Toul., p. 541. C. N. 876.

743. Les créanciers du défunt et ses légataires ont droit à la séparation de son patrimoine d'avec celui des héritiers et légataires universels ou à titre universel à moins qu'il n'y ait novation. Ce droit peut être exercé tant que les biens existent dans les mains de ces derniers ou sur le prix de l'aliénation s'il est encore dû.

ff L. 1, *De separat. Cod.*, L. 2. *De bonis auctorit. jud.* Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 4, alin. 4, 18, 22, 24, 32 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 127. Merlin, *Rép.*, vo. *Séparation de patrim.* § 5, No. 6. 2 Maleville, 297-8. 7 Pand. Franç., 357 à 368 et surtout 361. C. N. 878, 879, 880.

744. Les créanciers de l'héritier ou du légataire ne sont pas admis à demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de la succession, ni à exercer contre eux aucun droit de préférence.

ff L. 1, § 2, *De separation*. Lebrun, *Suc.*, livre 4, c. 2, sec. 1. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 4, alin. 32, 34 ; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, No. 130. 2 Maleville, 298. 7 Pand. Franç., 366-7. 2 Chabot, 647. C. N. 881.

745. Les créanciers de la succession et ceux des copartageants ont droit d'assister au partage, s'ils le requièrent.

Si ce partage est fait en fraude de leurs droits, i

peuvent l'attaquer comme tout autre acte fait à leur préjudice.

Louët, *lettre R*, Nos. 20, 21. Lebrun, *Suc.*, liv. 3, c. 8, sec. 2, Nos. 23, 28. C. N. 865, 882.

SECTION IV.

DES EFFETS DU PARTAGE ET DE LA GARANTIE DES LOTS.

746. Chaque copartageant est censé avoir succédé seul et immédiatement à toutes les choses comprises dans son lot, ou à lui échues sur licitation, et n'avoir jamais eu la propriété des autres biens de la succession.

ff L. 20, L. 44, *Familiæ ercisc. Cod.*, L. 1, *Communia utriusque.* Pothier, *Obl.*, No. 445; *Com.*, Nos. 140, 711, 713; *Vente*, No. 631; *Société*, No. 179; *Suc.*, c. 4, art. 5, § 1. 2 Maleville, 330. C. N. 883.

747. Tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers et légataires est réputé partage, encore qu'il soit qualifié de vente, d'échange, de transaction ou de toute autre matière.

Cod., L. 20, *De transaction.* Ord. d'avril 1560. 2 *Arrêts de Boniface*, liv. 3, tit. 13, c. 3. Papon, liv. 35, tit. 7, art. 7. Pothier, *Société*, No. 174; *Suc.*, c. 5, art. 1, p. 216. De L'Hommeau, liv. 3, maxime 3. Merlin, *Rép.*, vo. *Transaction*, § 5, No. 13. C. N. 888.

748. Les copartageants demeurent respectivement garants les uns envers les autres des troubles et évictions qui procèdent d'une cause antérieure au partage.

La garantie n'a pas lieu si l'espèce d'éviction soufferte se trouve exceptée par quelque disposition de l'acte de partage; elle cesse si c'est par sa faute que le copartageant souffre l'éviction.

ff L. 20, L. 25, L. 33, *Familiæ ercisc. Cod.*, L. 14, *eod.* ...; L. 77, *De eviction.* Loyseau, *Garantie des rentes*, ...3, No. 3. Pothier, *Vente*, No. 633; *Société*, No. 178; *Com.*, Nos. 716, 717, 718, 723, 724; *Intr. tit.* 17, *Orl.* Nos. 98, 99; *Suc.*, c. 4, art. 5, § 3. 2 Maleville, 300-1-2 ... N. 884.

749. Chacun des copartageants est personnellement obligé, en proportion de sa part, d'indemniser son copartageant de la perte que lui a causée l'éviction.

Si l'un des copartageants se trouve insolvable, la

portion dont il est tenu doit être répartie au marc la livre entre tous les copartageants solvables, d'après leurs parts respectives.

Cod., L. 1, L. 2, *Si unus ex pluribus*. Pothier, *Com.*, No. 170, alin. 1; *Vente*, No. 635; *Intr. tit.* 17, *Orl.*, Nos. 98, 100; *Suc.*, c. 4, art. 5, § 3, alin. 22, 23, 29. 2 Maleville, 302. C. N. 885.

750. Il n'y a pas lieu à garantie pour l'insolvabilité du débiteur d'une créance échue à l'un des copartageants, si cette insolvabilité n'est survenue que depuis le partage.

Cependant l'action en garantie subsiste pour le cas d'une rente dont le débiteur est devenu insolvable en quelque temps que ce soit depuis le partage, si la perte ne vient pas de la faute de celui à qui la rente était échue.

L'insolvabilité des débiteurs existante avant le partage donne lieu à la garantie de la même manière que l'éviction.

ff L. 74, *De eviction*; L. 4, *De hereditate vel actione venditâ*. Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 1, No. 66. Pothier, *Com.*, No. 723, alin. 3, 5, 12; *Vente*, No. 634; *Suc.*, c. 4, art. 5, § 3, alin. 25, 28, 29. Lacombe, vo. *Partage*, sec. 4, No. 2. 7 Pand. Franç., 374. 2 Maleville, 303. C. N. 886.

SECTION V.

DE LA RESCISION EN MATIÈRE DE PARTAGE.

751. Les partages peuvent être rescindés pour les mêmes causes que les autres contrats.

[La rescision pour lésion n'y a lieu qu'à l'égard des mineurs, d'après les règles portées au titre *Des Obligations*.]

La simple omission d'un objet de la succession ne donne pas ouverture à l'action de rescision, mais seulement à un supplément à l'acte de partage.

Code Civil B. C., arts. 1001 à 1011. C. N. 887, 889.

752. Lorsque l'on a à décider s'il y a eu lésion, c'est la valeur des objets au temps du partage qu'il faut considérer.

Cod., L. 8, *De rescindendâ venditione.* Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 1, No. 59. C. N. 890.

753. Le défendeur à une demande en rescision de partage, peut en arrêter le cours et en empêcher un nouveau, en offrant et en fournissant au demandeur le supplément de sa part dans la succession, soit en numéraire, soit en nature.

Cod., L. 2, *De rescend. vendit.* Lebrun, *Suc.*, liv. 4, c. 1, no. 62, no. 61. Dumoulin, sur Paris, art. 33, glos. 1, no. 42. Pothier, *Suc.*, c. 4, art. 6. 2 Maleville, 307. 7 Pand. Franç., 378. C. N. 891.

TITRE DEUXIÈME.

DES DONATIONS ENTREVIFS ET TESTAMENTAIRES.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

754. On ne peut disposer de ses biens à titre gratuit que par donation faite entrevifs ou par testament.

ff L. 1, *de donationibus.* 1 Ricard, *Don.*, part. 1, no. 43. Pothier, *Don.*, p. 437, *Art prélim.* 1 Journal des Aud., 238. 7 Nouv. Den., p. 5. C. N. 893.

755. La donation entrevifs est un acte par lequel le donateur se dépouille à titre gratuit de la propriété d'une chose, en faveur du donataire, dont l'acceptation est requise et rend le contrat parfait. Cette acceptation la rend irrévocable, sauf les cas prévus par la loi, ou une condition résolutoire valable.

Pothier, *Ib.* *ff* L. 1; L. 9; L. 19, § 2, *de donat.*; L. 19, *de reg. juris.* 1 Ricard, part. 1, no. 16. 2 Bourjon, 7, 105, 119. 2 Lamoignon. 351. Guyot, *Don.*, 164, 173. 7 N. Den., 8, 49 C. N. 894.

756. Le testament est un acte de donation à cause de mort, au moyen duquel le testateur dispose par libéralité, sans l'intervention de la personne avantagée, du tout ou de partie de ses biens, pour n'avoir effet qu'après son décès, lequel acte il peut toujours révoquer. L'ac-

ceptation qu'on en prétendrait faire de son vivant est sans effet.

ff L. 1, *de mortis causâ donat.*; L. 1, *qui testam.* 1 Ricard, part. 1, nos. 37, 41, 82. Domat, *Test.*, tit. 1, sec. 1, no. 4. Guyot, *Don.*, 164; *Test.* 99. 7 N. Den., 6, 7. C. N. 895.

757. Certaines donations peuvent être faites irrévocablement entrevifs dans un contrat de mariage, pour n'avoir cependant effet qu'à cause de mort. Elles participent de la donation entrevifs et du testament. Il en est traité en particulier à la section sixième du chapitre deuxième de ce titre.

Ord. des donations, art. 15.

758. Toute donation faite pour n'avoir effet qu'à cause de mort qui n'est pas valide comme testament ou comme permise en un contrat de mariage, est nulle.

759. Les prohibitions et restrictions quant à la capacité de contracter, d'aliéner ou d'acquérir, établies ailleurs en ce code, s'appliquent aux donations entrevifs et aux testaments avec les modifications contenues au présent titre.

760. Les donations entrevifs ou testamentaires peuvent être conditionnelles.

La condition impossible, ou contraire aux bonnes mœurs, aux lois, ou à l'ordre public, dont dépend une donation entrevifs, est nulle et rend nulle la disposition elle-même comme dans les autres contrats.

Dans un testament une telle condition est considérée comme non écrite et n'annulle pas la disposition.

ff L. 7, *de pactis dotalibus;* L. 15, § 1 *ad leg. Falcid.;* L. 1, *de condictione ob turpem;* L. 3, *de condit. et demonst.* *Cod.*, L. 1, L. 2, L. 3, *de donat. quœ sub modo.* 1 Richard, part. I, No. 1044. Domat. *Test.*, tit. 1, sec. 8, Nos. 1, 18. Guyot, *Don.*, 173, 198. 5 N. Den., 113-4-5; 7 Do. 9. Troplong, *Don.*, Nos. 212 et suiv. Pothier, *Obl.*, No. 204; *Test.*, p. 329. Code civil B. C., art. 1080. C. N. 900, 1172.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES DONATIONS ENTREVIFS.

SECTION I.

DE LA CAPACITÉ DE DONNER ET DE RECEVOIR PAR DONATION ENTREVIFS.

761. Toutes personnes capables de disposer librement de leurs biens peuvent le faire par donation entrevifs, sauf les exceptions établies par la loi.

Paris, 272. Pothier, *Don.*, p. 438. 1 Ricard, part. I, No. 126. Guyot, *Don.*, 169. 7 N. Den., 23. Troplong, *Don.*, No. 509. 5 Toullier, No. 52. C. N. 902.

762. Les donations conçues entrevifs sont nulles comme réputées à cause de mort, lorsqu'elles sont faites pendant la maladie réputée mortelle du donateur, suivie ou non de son décès, si aucunes circonstances n'aident à les valider.

Si le donateur se rétablit et laisse le donataire en possession paisible pendant un temps considérable, le vice disparaît.

Paris, 277. 1 Ricard, part. 1, Nos. 87 et suiv. 2 Bourjon, *Don.*, tit. 4, c. 2, Nos. 1, 2, 3. Pothier, *Don.*, p. 439. 7 N. Den., 25 et suiv.

763. Le mineur ne peut donner entrevifs, même avec l'assistance de son tuteur, si ce n'est par son contrat de mariage, tel que pourvu au titre *Des Obligations*.

Le mineur émancipé peut cependant donner des choses mobilières suivant son état et sa fortune et sans affecter notablement ses capitaux.

Le tuteur, le curateur, et autres qui administrent pour autrui, ne peuvent donner les biens qui leur sont confiés, excepté des choses modiques, dans l'intérêt de leur charge.

La nécessité pour la femme d'être autorisée de son mari s'applique aux donations entrevifs, tant pour donner que pour accepter.

Les corporations publiques, même celles ayant pouvoir d'aliéner. outre les dispositions spéciales et les formalités qui peuvent les concerner, ne peuvent donner gratuite-

ment qu'avec l'assentiment de l'autorité dont elles dépendent et du corps principal des intéressés; ceux qui administrent pour les corporations en général peuvent cependant donner seuls dans les limites ci-dessus réglées quant aux tuteurs et curateurs.

Les corporations privées peuvent donner entrevifs comme les particuliers, avec l'assentiment du corps principal des intéressés.

Paris, 272. Pothier, *Personnes*, 615; *Don.*, 438, 439. Guyot, *Don.*, 169, 170. Bourjon, *Don.*, tit. 1, c. 5, No. 8. 7 N. Den., 23. Troplong, *Don*, Nos. 586 et suiv., 593. C. N. 903, 904, 1095.

764. [Les prohibitions et restrictions des donations et avantages par un futur conjoint dans le cas de secondes noces n'ont plus lieu.]

765. Toutes personnes capables de succéder et d'acquérir peuvent recevoir par donation entrevifs, à moins de quelque exception établie par la loi, et sauf la nécessité de l'acceptation légalement faite par le donataire ou par une personne habile à accepter pour lui.

Pothier, *Don.*, 438, 445, 456. Guyot, *Don.*, 169. 7 N. Den., 33. Troplong, *Don.*, vo. 509. C. N. 902.

766. Les corporations peuvent acquérir par donations entrevifs comme par autres contrats, dans la limite des biens qu'elles peuvent posséder.

Code civil B. C., art. 352. C. N. 910.

767. Les mineurs devenus majeurs, et autres qui ont été sous puissance d'autrui, ne peuvent donner entrevifs à leurs anciens tuteurs ou curateurs pendant que leur administration se continue de fait et jusqu'à ce qu'ils aient rendu compte; [ils peuvent cependant donner à leurs propres ascendants qui ont exercé ces charges.]

Paris, 276. Pothier, *Don.*, 450. 1 Ricard, part. 1, Nos. 457 à 465. Guyot, *Incapacité*, 108. 7 N. Den., 34. C. N. 907.

768. Les donations entrevifs faites par le donateur à celui ou à celle avec qui il a vécu en concubinage, et à ses enfants incestueux ou adultérins, sont limitées à des aliments.

[Cette prohibition ne s'applique pas aux donations

faites par contrat de mariage intervenu entre les concubinaires.

Les autres enfants illégitimes peuvent recevoir des donations entrevifs comme toutes autres personnes.]

769. [Les donations entrevifs faites par un donateur au prêtre ou ministre du culte qui exerce auprès de lui la direction spirituelle, aux médecins ou autres qui le soignent en vue de guérison, ou aux avocats et procureurs qui ont pour lui des procès, ne peuvent être mises de côté par la seule présomption de la loi, comme entachées de suggestion et de défaut de consentement. Les présomptions, dans ces cas, s'établissent par les faits comme dans tous autres.]

770. La prohibition aux époux de s'avantager durant le mariage par actes entrevifs, est exposée au titre des conventions matrimoniales.

C. N. 1099.

771. La capacité de donner et de recevoir entrevifs se considère au temps de la donation. Elle doit exister à chaque époque chez le donateur et chez le donataire lorsque le don et son acceptation ont lieu par des actes différents.

Il suffit que le donataire soit conçu lors de la donation, ou lorsqu'elle prend effet en sa faveur, s'il est ensuite né viable.

1 Ricard, part. 1, Nos. 790, 791. Pothier, *Don.*, 455-6. C. N. 906.

772. La faveur des contrats de mariage rend valides les donations qui y sont faites aux enfants à naître du mariage projeté.

Il n'est pas nécessaire que les appelés en substitution existent lors de la donation qui l'établit.

1 Ricard, part. 1, Nos. 869, 870. 2 Bourjon, 113. Pothier, *Don.*, 455. 7 Nouv., Den., 34, 53.

773. La donation entrevifs de la chose d'autrui est nulle; elle est cependant valide si le donateur en devient ensuite propriétaire.

Guyot, *Don.*, 173. 1 Thév.-Dessaules, *Dict. du Dig.*, 192. Pothier, *Don.*, 486.

774. La disposition au profit d'un incapable est nulle, soit qu'on la déguise sous la forme d'un contrat

onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées.

Sont réputés interposés les ascendants, les descendants, l'héritier présomptif à l'époque de la donation et l'époux de la personne incapable, si aucuns rapports de parenté ou de services ou autres circonstances ne tendent à faire disparaître la présomption.

La nullité a lieu même lorsque la personne interposée a survécu à l'incapable.

1 Ricard, part. 1, Nos. 708 et suiv. 2 Bourjon, 82 et suiv. 93. Guyot, *Avantage*, 715. 2 Nouv. Deniz., 545 et suiv.; 7 do, 34. 1 Thev.-Des., *Dict. du Dig.*, 200. C. N. 1099, 1100.

775. [Les enfants ne peuvent réclamer aucune portion légitimaire à cause des donations entrevifs faites par le défunt.]

SECTION II.

DE LA FORME DES DONATIONS ET DE LEUR ACCEPTATION.

776. Les actes portant donation entrevifs doivent être notariés et porter minute, à peine de nullité. L'acceptation doit avoir lieu en la même forme.

Cependant la donation de choses mobilières, accompagnée de délivrance, peut être faite et acceptée par acte sous seing privé, ou par convention verbale.

Sont exemptées de la forme notariée les donations validement faites hors du Bas-Canada, ou dans ses limites dans certaines localités pour lesquelles l'exception existe par statut.

Ord. de 1539, art. 133. *Décl. février* 1549. Sallé, *Ordon.*, p. 45. 3 Ferrière, sur Paris, p. 1089. *Ord.* 1731, arts. 1, 2. Pothier, *Don.*, sec. 2, art. 4. 2 Bourjon, 107, 123. Guyot, *Don.*, 178. 7 N. Den., 55. S. R. B. C., c. 38. C. N. 931.

777. Il est de l'essence de la donation faite pour avoir effet entrevifs, que le donateur se dessaisisse actuellement de son droit de propriété à la chose donnée.

[Le consentement des parties suffit comme dans la vente sans qu'il soit besoin de tradition.]

Le donateur peut se réserver l'usufruit ou la possession précaire, et aussi céder l'usufruit à l'un et la nue pro-

priété à l'autre, pourvu qu'il se dessaisisse de son droit à la propriété.

La chose donnée peut être réclamée, comme dans le contrat de vente, contre le donateur qui la retient, et le donataire peut demander que s'il ne l'obtient pas la donation soit résolue, sans préjudice aux dommages-intérêts dans les cas où ils sont exigibles.

[Si sans réserve d'usufruit ou de précaire le donateur reste en possession sans réclamation jusqu'à son décès, la revendication peut avoir lieu contre l'héritier, pourvu que l'acte ait été enregistré du vivant du donateur.]

La donation d'une rente créée par l'acte de donation, ou d'une somme d'argent ou autre chose non déterminée que le donateur promet payer ou livrer, dessaisit le donateur en ce sens qu'il devient débiteur du donataire.

Paris, 273, 274.

778. L'on ne peut donner que les biens présents par actes entrevifs. Toute donation des biens à venir par les mêmes actes est nulle comme faite à cause de mort. Celle faite à la fois des biens présents et de ceux à venir est nulle quant à ces derniers, mais la disposition cumulative ne rend pas nulle la donation des biens présents.

La prohibition contenue au présent article ne s'applique pas aux donations faites par contrat de mariage.

1 Ricard, part. 1, No. 1024, avec restriction. Pothier, *Don.*, 467-8-9. *Ord. des don.*, arts. 3, 4, (15 *contrà.*) Sallé, sur do., pp. 35-6. 7 N. Den., 39, 50. *Contrà*, 2. Bourjon, 119. C. N. 943.

779. Le donateur peut stipuler le droit de retour des choses données, soit pour le cas du prédécès du donataire seul, soit pour le cas du prédécès du donataire et de ses descendants.

La condition résolutoire peut dans tous les cas être stipulée soit au profit du donateur lui-même, soit au profit des tiers.

L'exercice du droit de retour ou autre droit résolutoire a lieu en matière de donation de la même manière et avec les mêmes effets que l'exercice du droit de réméré dans le cas de vente.

Cod., L. 2, *De don. quæ sub modo.* Paris, 275. Pothier, *Obl.*, Nos. 72, 73. *Ord. des Don.*, art. 15. Code Civil B. C.,

art. 1029. Merlin, *Quest.*, pp. 368, 378. Troplong, *Don.*, Nos. 1263 et suiv. *Contrà*, Archambault *vs.* Archambault, C. S. Montréal. C. N. 949, 951, 952.

780. L'on peut donner tous les biens et la donation est alors universelle ; ou l'universalité des biens meubles ou des immeubles, des biens de la communauté matrimoniale, ou autre universalité, ou une quote-part de ces sortes de biens, et la donation dans ces cas est à titre universel ; ou bien la donation est limitée à des choses désignées particulièrement et elle est alors à titre particulier.

1 Ricard, part. 1, No. 1656. 2 Bourjon, 102. Guyot, *Don.*, 170. Pothier, *Don.*, 456. 7 N. Den., 36.

781. La démission ou le partage actuel des biens présents sont considérés comme donations entrevifs et sujets aux règles qui les concernent.

Les mêmes dispositions ne peuvent être faites à cause de mort par actes entrevifs, qu'au moyen d'une donation contenue en un contrat de mariage, dont il est traité en la section sixième du présent chapitre.

Conséquence des articles 754 et 757. 7 N. Den., p. 81. C. N. 1075.

782. La donation entrevifs peut être stipulée suspendue, révocable, ou réductible, sous des conditions qui ne dépendent pas uniquement de la volonté du donateur.

Si le donateur s'est réservé la liberté de disposer ou de se ressaisir à sa volonté de quelque effet compris dans la donation ou d'une somme d'argent sur les biens donnés, la donation vaut pour le surplus, mais elle est nulle quant à la partie retenue, qui continue d'appartenir au donateur, excepté dans les donations par contrat de mariage.

Paris, 273, 274. Ord. *des Don.*, art. 16. Pothier, *Don.*, 463-4. 1 Ricard, part. 1, Nos. 984 et suiv. ; 1032, 1033, 1038, 1039, 1044 et suiv, 1 *Dict. du Dig.*, 199. 7 N. Den., 49, 81 et suiv. C. N. 944, 946, 947.

783. Toute donation entrevifs stipulée révocable suivant la seule volonté du donateur est nulle.

Cette disposition ne s'applique pas aux donations faites par contrat de mariage.

Paris, 273, 274. 1 Ricard, part. 1, No. 970.

784. La donation entrevifs de biens présents est nulle si elle a eté faite sous la condition d'acquitter d'autres dettes ou charges que celles qui existaient à l'époque de la donation, ou que celles à venir dont la nature est exprimée et le montant défini dans l'acte ou dans l'état qui y est annexé.

Cet article ne s'applique pas aux donations par contrat de mariage.

1 Ricard, part. 1, Nos. 1027, 1029. 7 N. Den., 49. Ord. *des Don.*, art. 16. Pothier, *Don.*, 463-4. C. N. 945, 947.

785. Les nullités et prohibitions contenues aux trois articles qui précèdent et en l'article 778, ont leur effet nonobstant toutes stipulations et renonciations par lesquelles on a pretendu y déroger.

1 Ricard, part. 1, No. 1000. 7 N. Den., 44.

786. [Il n'est pas nécessaire, à moins d'une loi spéciale, que l'acte de donation soit accompagné d'un état des choses mobilières données; c'est au donataire à faire preuve légale de l'espèce et quantité désignée.]

Guyot, *Don.*, 174.

787. La donation entrevifs n'engage le donateur et ne produit d'effet qu'à compter de l'acceptation. Si le donateur n'a pas été présent à cette acceptation, elle n'a d'effet que du jour où il l'a reconnue, ou de celui où elle lui a ete signifiée.

Ricard, *Don.*, part. 1, Nos. 834-5-6. Guyot, *Don.*, 171. 1 N. Den., 87.

788. [Il n'est pas nécessaire que l'acceptation d'une donation soit en termes exprès. Elle peut s'inférer de l'acte ou des circonstances. La présence du donataire à l'acte et sa signature sont au nombre de celles qui peuvent la faire inférer.]

L'acceptation se présume en un contrat de mariage tant à l'égard des époux que des enfants à naitre. Dans la donation de biens meubles, elle se présume aussi de la délivrance.

789. La donation entrevifs peut être acceptée par le donataire lui-même, autorisé et assisté, s'il y a lieu, comme pour les autres contrats; par le mineur, l'interdit pour prodigalité, et par celui auquel il a été nommé un conseil judiciaire, eux-mêmes, sauf le cas de restitution;

et par les tuteurs, curateurs et ascendants pour les mineurs, ainsi qu'il est porté au titre *de la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation*. Le curateur à l'interdit peut également accepter pour lui

Ceux qui composent ou administrent les corporations peuvent aussi accepter pour elles.

Ricard, *Don.*, part. 1, Nos. 844-5. 2 Bourjon, 120-1. Guyot, *Don.*, 171. 1 N. Den., 89, 90.

790. Dans les donations entrevifs aux enfants nés et à naitre, dans les cas où elles peuvent être faites, l'acceptation par ceux qui sont nés, ou pour eux par une personne capable d'accepter, vaut pour ceux qui ne sont pas nés, s'ils s'en prévalent.

1 Ricard, part. 1, No. 870.

791. L'acceptation peut être faite postérieurement à l'acte de donation ; elle doit l'être cependant du vivant du donateur et pendant qu'il conserve la capacité de donner.

Pothier, *Don.*, 460. Troplong, *Don.*, No. 1102. Ricard, *Don.*, part. 1, No. 792.

792. [Le mineur et l'interdit ne sont pas restituables contre l'acceptation ou la répudiation en leur nom par une personne capable d'accepter, s'il y a eu autorisation préalable du juge sur avis du conseil de famille. Accompagnée de ces formalités, l'acceptation a le même effet que si elle était faite par un majeur usant de ses droits.]

793. L'acte de donation peut être fait sujet à l'acceptation, sans qu'aucune personne y représente le donataire. L'acceptation prétendue faite par le notaire, ou par une autre personne non autorisée, ne rend pas la donation nulle, mais une telle acceptation est sans effet et la ratification par le donataire ne peut valoir comme acceptation qu'à compter du jour où elle a eu lieu.

1 Ricard, part. 1, Nos. 866, 878, 835. 2 Bourjon, 120. Ord. *des Don.*, art. 5. Pothier, *Don.*, *eod. loc.* Guyot, *Accept.*, 99 ; *Don.*, 171. Ord. 1539, art. 133.

794. La donation ne peut être acceptée après le décès du donataire par ses héritiers ou representants.

Lemaitre, 372. 2 Bourjon, 123. Pothier, *Don.*, 457-8 et suiv.

SECTION III.

DE L'EFFET DES DONATIONS.

795. [La donation entrevifs des biens présents dépouille le donateur, au moyen de l'acceptation, de la propriété de la chose donnée, et transfère cette propriété au donataire, comme dans la vente, sans qu'il soit besoin de tradition.]

796. La donation ne comporte par l'effet de la loi seule aucune obligation de garantie de la part du donateur, qui n'est censé donner la chose qu'autant qu'elle est à lui.

Néanmoins, si la cause d'éviction provient de la dette du donateur, ou de son fait, il est obligé, quoiqu'il ait agi de bonne foi, de rembourser le donataire qui a payé pour se libérer, à moins que celui-ci ne soit tenu du paiement en vertu de la donation, soit par la loi, soit par la convention.

Rien n'empêche que la garantie ne soit stipulée avec plus ou moins d'étendue dans une donation comme dans tout autre contrat.

2 Bourjon, 106, 137. Anc. Den., vo. *Garantie*, No. 17. Pothier, *Don.*, 485-6. 7 N. Den., 22. 1 *Dict. du Dig.*, 192.

797. Le donataire universel entrevifs des biens présents est tenu personnellement de la totalité des dettes que le donateur devait lors de la donation.

Le donataire entrevifs de ces biens à titre universel est tenu personnellement des mêmes dettes en proportion de ce qu'il reçoit.

Paris, 334. 1 Ricard, part. 1, Nos. 1514, 1063. Pothier, *Don.*, 487-8-9. 2 Bourjon, 137. 7 N. Den., 11, 12, 13. Troplong, *Don.*, 2415 *in fine*.

798. Cependant le donataire à quelque titre que ce soit, si les choses données sont suffisamment désignées en détail par la donation, ou s'il a fait inventaire, peut se libérer des dettes du donateur en rendant compte et en abandonnant la totalité de ce qu'il a reçu.

S'il est poursuivi hypothécairement seulement, il peut, comme tout autre possesseur, se libérer en abandonnant

l'immeuble hypothéqué, sans préjudice aux droits du donateur, envers qui il peut être obligé au paiement.

Pothier, *Don.*, 486. 2 Bourjon, 137-8.

799. Le donataire entrevifs à titre particulier n'est pas astreint personnellement aux dettes du donateur. Il peut, dans le cas de poursuite hypothécaire, abandonner l'immeuble affecté comme tout autre acquéreur.

Pothier, *Don.*, 487. 2 Bourjon, 137-8.

800. L'obligation de payer les dettes du donateur peut être modifiée en plus ou en moins par l'acte de donation, pourvu qu'il ne contrevienne pas aux prohibitions de la loi quant aux dettes futures et incertaines.

L'action du créancier en ce cas, contre le donataire personnellement au-delà de ce qui est fixé par la loi, se règle d'après ce qui est établi au sujet de la délégation et de l'indication de paiement au titre *Des Obligations.*

1 Ricard, part. 1, No. 1028. 7 Nouv. Den., p. 12.

801. L'exception de choses particulières, quels qu'en soient le nombre et la valeur, dans une donation universelle ou à titre universel, ne dispense pas le donataire du paiement des dettes.

7 N. Den., 11.

802. Les créanciers du donateur ont droit à la séparation de son patrimoine d'avec celui du donataire, dans les cas où celui-ci est tenu de la dette, suivant les règles sur la séparation de patrimoines en matière de successions, exposées au titre précédent.

803. Si, au temps de la donation et distraction faite des choses données, le donateur n'était pas solvable, les créanciers antérieurs, hypothécaires ou non, peuvent la faire révoquer quand même l'insolvabilité n'aurait pas été connue du donataire.

Dans le cas de faillite, les donations faites par le failli dans les trois mois qui précèdent la cession ou le bref de saisie en liquidation forcée, sont annulables comme présumées faites en fraude.

1 Ricard, part. 1, Nos. 749 et suiv. Code Civil B. C., arts. 1032 et suiv.

SECTION IV.

DE L'ENREGISTREMENT QUANT AUX DONATIONS ENTREVIFS EN PARTICULIER.

804. L'enregistrement des donations entrevifs aux bureaux établis pour l'enregistrement des droits réels, remplace l'insinuation aux greffes des tribunaux, qui est abolie.

Les donations d'immeubles doivent être enregistrées au bureau de leur situation ; celles des choses mobilières doivent l'être au bureau du domicile du donateur, à l'époque de la donation.

Ord. 1539, art. 132. Ord. 1566, (Moulins), art. 58. *Ord. des Don.*, art. 23. S. R. B. C., c. 37, secs. 28, 29.

805. Les effets de l'enregistrement des donations entrevifs et du défaut de cet enregistrement, quant aux immeubles et aux droits réels, sont reglés par les lois generales sur l'enregistrement des droits réels.

En outre l'enregistrement des donations est requis particulièrement dans l'intérêt des héritiers et legataires du donateur, de ses créanciers et de tous autres intéressés, d'après les règles qui vont suivre.

Ord. des Don., art. 27. S. R. B. C., c. 37, sec. 1.]

806. Toutes donations entrevifs, mobilières ou immobilières, même celles rémunératoires, doivent être enregistrees, sauf les exceptions contenues aux deux articles qui suivent. Le donateur personnellement non plus que le donataire ou ses héritiers, ne sont pas recevables à invoquer le défaut d'enregistrement ; ce défaut peut être invoqué par ceux qui y ont droit en vertu des lois genérales d'enregistrement, par l'héritier du donateur, par ses légataires universels ou particuliers, par ses créanciers quoique non hypothécaires et même postérieurs, et par tous autres qui ont un interêt à ce que la donation soit nulle.

Ord. Moulins, art. 58. 1 Ricard, part 1, Nos. 1231 et suiv. *Ord. des Don.*, arts. 20, 27. 2 Bourjon, 128. Guyot, *Don.*, 187.

807. Les donations faites en ligne directe par contrat de mariage ne sont pas affectées faute d'enregistre-

ment, quant à qui excède les effets des lois générales d'enregistrement.

Toutes autres donations en contrat de mariage, même entre futurs époux, et même à cause de mort, et aussi toutes autres donations en ligne directe, demeurent sujettes à être enregistrées comme les donations en general.

1 Ricard, part. 1, No. 1107, 1123. 2 Bourjon, 132. *Ord. des Don.*, arts. 19, 22, 28.

808. Les donations d'effets mobiliers, soit universelles, soit particulières, sont exemptées de l'enregistrement lorsqu'il y a tradition réelle et possession publique par le donataire.

1 Ricard, part. 1, Nos. 1151-2. 2 Bourjon, 13.

809. Les donations sont sujettes aux règles concernant l'enregistrement des droits réels contenues au titre dix-huit de ce livre, et ne sont plus soumises aux règles de l'insinuation.

810. Le donateur n'est pas tenu des conséquences du défaut d'enregistrement quoiqu'il se soit obligé à l'effectuer.

La femme mariée, les mineurs et les interdits ne sont pas restituables contre le défaut d'enregistrement de la donation, sauf leur recours contre ceux qui ont négligé de la faire enregistrer.

Le mari, les tuteurs et administrateurs et autres qui sont tenus de veiller à ce que l'enregistrement ait lieu, ne sont pas recevables à en opposer le défaut.

1 Ricard, part. 1, Nos. 1172, 1238, 1239 et suiv. 2 Bourjon, 128-9. *Ord. des Don.*, art, 18, 30, 31, 32. Guyot, *Don.*, 188.

SECTION V.

DE LA RÉVOCATION DES DONATIONS.

811. Les donations entrevifs acceptées sont sujettes à révocation :

1. Pour cause d'ingratitude de la part du donataire;
2. Par l'effet de la condition résolutoire dans les cas où elle peut être validement stipulée ;
3. Pour les autres causes de droit qui peuvent faire

annuler les contrats, à moins d'une exception particulière applicable.

812. [Dans les donations, la survenance d'enfants au donateur ne forme une condition résolutoire que moyennant la stipulation qui en est faite.]

813. La donation peut être révoquée pour cause d'ingratitude, sans qu'il soit besoin de stipulation à cet effet :

1. Si le donataire a attenté à la vie du donateur ;

2. S'il s'est rendu coupable envers lui de sévices, délits majeurs ou injures graves ;

3. S'il lui refuse des aliments, ayant égard à la nature de la donation et aux circonstances des parties

Les donations par contrat de mariage sont sujettes à cette révocation, ainsi que celles rémunératoires ou onéreuses jusqu'à concurrence de ce qu'elles excèdent le prix des services ou des charges.

Cod., L. 10, *de revocandis donationibus.* Pothier, *Don.*, 502 et suiv. 2 Bourjon, 138-9. Guyot, *Ingratitude*, 228. C. N. 955, 956 ; *contrà* 959.

814. La demande en révocation pour cause d'ingratitude doit être formée dans l'année du délit imputé au donataire, ou dans l'année à compter du jour où ce délit a pu être connu du donateur.

Cette révocation ne peut être demandée par le donateur contre les héritiers du donataire, ni par les héritiers du donateur contre le donataire ou ses héritiers, à moins que l'action n'ait été intentée par le donateur contre le donataire lui-même, ou, dans le second cas, que le donateur ne soit décédé dans l'année qui a suivi la commission ou la connaissance du délit.

Cod., L. 10, *de revocandis donat.* Ricard, part. 1, No. 704 et suiv. 730. 2 Bourjon 140. Pothier, *Don.*, 502 à 509. C. N. 955, 956, 957.

815. La révocation pour cause d'ingratitude ne préjudicie ni aux aliénations faites par le donataire, ni aux hypothèques et autres charges par lui imposées, antérieurement à l'enregistrement de la sentence de révocation, lorsque l'acquéreur ou le créancier a agi de bonne foi.

Dans le cas de révocation pour cause d'ingratitude, le donataire est condamné à restituer la chose donnée, s'il

en est encore en possession, avec les fruits à compter de la demande en justice; si le donataire a aliéné la chose depuis la demande en justice, il est condamné à en rendre la valeur eu égard au temps de la demande.

Ricard, *Don.*, part. 3, Nos. 714 et suiv. 2 Bourjon, 141. Guyot, *Révocation*, 702 et suiv. Pothier, *Don.*, 507-8. C. N. 955, 956, 958.

816. [La révocation des donations n'a lieu pour cause d'inexécution des obligations contractées par le donataire comme charge ou autrement, que si cette révocation est stipulée en l'acte, et elle est réglée à tous égards comme la résolution de la vente faute de paiement du prix, sans qu'il soit besoin de condamnation préliminaire contre le donataire pour l'accomplissement de ses obligations.]

Les autres conditions résolutoires stipulées, lorsqu'elles peuvent l'être légalement, ont effet dans les donations comme dans les autres contrats.

SECTION VI.

DES DONATIONS PAR CONTRAT DE MARIAGE, TANT DE BIENS PRÉSENTS QU'À CAUSE DE MORT.

817. Les règles concernant les donations entrevifs s'appliquent à celles faites par contrat de mariage, sous les modifications apportées par des dispositions spéciales.

C. N. 1081, 1092.

818. Les père, mère et autres ascendants, les parents en général, et même les étrangers, peuvent en un contrat de mariage faire donation aux futurs époux ou à l'un d'eux, ou aux enfants à naître de leur mariage, même avec substitution, soit de leurs biens présents, soit de ceux qu'ils délaisseront à leur décès, soit des uns et des autres ensemble, en tout ou en partie.

Ricard, part. 1, No. 1027. 2 Bourjon, 113-6. Guyot, *Don.*, 212. Pothier, *Mariage*, No. 2. Ord. *des Don.*, art. 17. 7 N. Den, 81 et suiv., 91, 92. C. N. 943, 1082, 1084, 1089.

819. Les futurs époux peuvent également, par leur contrat de mariage, se faire respectivement, ou l'un d'eux à l'autre, ou faire à leurs enfants à naître, pareilles dona-

tions de biens tant présents qu'à venir, et sujettes aux mêmes règles, à moins d'exceptions particulières.

Ricard, part. 1, No, 364. 2 Bourjon, 113 et suiv. Ord. *des Don.*, art. 17. 7 N. Den., 81 et suiv. C. N. 943, 1091.

820. A cause de la faveur du mariage et de l'intérêt que les futurs époux peuvent avoir aux arrangements faits en faveur des tiers, il est loisible aux parents, aux étrangers et aux futurs époux eux-mêmes, de faire en un contrat de mariage où les futurs époux ou leurs enfants sont avantagés par le même donateur, toutes donations de biens présents à des tiers, parents ou étrangers.

Il est loisible, pour les mêmes motifs, aux ascendants d'un futur époux, de faire dans un contrat de mariage des donations à cause de mort aux frères et sœurs de ce futur époux qui est aussi avantagé par la disposition. Les autres donations à cause de mort faites en faveur des tiers sont nulles.

Lebrun, *Suc.*, liv., 3, c. 2, Nos. 12, 13. Ord. *des Don.*, art. 17. Sallé, sur Ord. *des Don.*, p. 43. Anouilh, *Instit. contract.*, pp. 38, 39. C. N. 943.

821. Les donations de biens présents par contrat de mariage sont, comme toutes autres, sujettes à l'acceptation entrevifs. L'acceptation se présume néanmoins dans les cas mentionnés en la section deuxième de ce chapitre. Les tiers donataires qui n'ont pas été présents à l'acte peuvent accepter séparément avant ou après le mariage.

Ricard, part. 1, Nos. 869, 875. Guyot, *Don.*, 172. Ord. *des Don.*, arts. 10, 12, 13. 7 N. Den., 81. C. N. 1087.

822. La donation des biens présents ou à venir par contrat de mariage, même quant aux tiers, n'est valide que si le mariage a lieu. Si le donateur ou le tiers donataire qui a accepté décèdent avant le mariage, la donation n'est pas nulle, mais sa validité continue d'être suspendue par la condition que le mariage aura lieu.

Cod., L. 24, *de nuptiis.* Brillon, *Don.*, No. 191. Pothier, *Com.*, 17. Troplong, *Don.*, 2471 et suiv.; *Mar.*, 90. C. N. 1088.

823. Le donateur de biens présents par contrat de mariage ne peut révoquer la donation, même en ce qui

concerne les tiers donataires qui n'ont pas encore accepté, si ce n'est pour cause de droit ou par suite d'une condition résolutoire validement stipulée.

La donation à cause de mort par le même acte est irrévocable en ce sens qu'à moins d'une cause de droit ou d'une condition résolutoire valide, le donateur ne peut la révoquer, ni disposer des biens donnés par donation entrevifs ni par testament, si ce n'est pour sommes modiques, à titre de récompense ou autrement. Il demeure cependant propriétaire aux autres égards, et libre d'aliener à titre onéreux et pour son propre avantage, les biens ainsi donnés. Même si la donation à cause de mort est universelle, il peut acquérir et posséder des biens et en disposer sous les restrictions qui précèdent, et contracter autrement qu'à titre gratuit des obligations affectant les biens donnés.

Pothier, *Don.*, 469. Guyot, *Inst. contract.*, 393 et suiv. 7 N. Den., 85 et suiv. Troplong, *Don.*, 2348 et suiv. C. N. 1083.

824. La donation, soit des biens présents, soit à cause de mort faite en un contrat de mariage, peut être stipulée suspendue, révocable ou réductible, ou sujette à des reprises et réserves non fixes ni déterminées, quoique l'effet de la disposition dépende de la volonté du donateur. Si dans le cas de reprises et réserves le donateur n'exerce pas le droit qu'il s'est conservé, le donataire garde en entier l'avantage à l'exclusion de l'héritier.

Ricard, part. 1, No. 1015. 7 N. Den., 82. Ord. *des Don.*, arts. 17, 18. Pothier, *Don.*, 469. C. N. 944, 946, 1086, 1089, 1093.

825. La donation par contrat de mariage peut être faite à la charge de payer les dettes que le donateur aura à son décès, determinées ou non.

Dans la donation universelle ou à titre universel faite des biens à venir, ou cumulativement des biens présents et à venir, cette charge, quoique non stipulée, incombe au donataire pour le tout ou en proportion de ce qu'il reçoit.

Ord. des Don., art. 17. Pothier, *Don. test.*, p. 469. 7 N. Den., 91 et suiv. C. N. 947, 1084.

826. Il peut cependant, après le décès du donateur dans la donation faite seulement à cause de mort, tant

qu'il n'a pas fait d'autre acte d'acceptation, se libérer des dettes en renonçant à la donation après inventaire fait et compte rendu, et en rapportant les biens du donateur qu'il possède, ou dont il a disposé ou fait confusion avec les siens.

Pothier, *loc. cit.* *Ord. des Don., loc. cit.*

827. Dans la donation cumulative des biens présents et à venir, le donataire peut aussi, après le décès du donateur et tant qu'il n'a pas autrement accepté la donation à cause de mort, se décharger des dettes du donateur autres que celles dont il est tenu à cause de la donation entrevifs, en renonçant de même à la donation à cause de mort, pour s'en tenir aux biens donnés comme présents.

Mêmes autorités que sous les deux articles précédents.

828. Le donataire peut renoncer aussi en même temps quant aux biens présents, et se décharger de toutes les dettes, en faisant inventaire, rendant compte et rapportant, ainsi qu'il est pourvu quant à l'effet des donations en général.

Code Civil B. C., art. 798.

829. Nonobstant la règle qui exclut la représentation en matière de legs, la donation à cause de mort faite au profit des futurs époux ou de l'un d'eux par les ascendants, les autres parents, ou les étrangers, est toujours, dans le cas ou le donateur survit à l'époux donataire, présumée faite aux profit des enfants à naitre du mariage, s'il n'y a disposition contraire.

La donation devient caduque si lors du décès du donateur les époux ou l'époux avantagés sont décédés et s'il n'y a pas d'enfants.

Lebrun, Suc., liv. 3, c. 2, Nos. 33, 34, 35, 36. Lacombe, vo. *Donation*, sec. 7. 7 N. Den., 85-6. 4 Marcadé, Nos. 282 à 285. C. N. 1082.

830. Les donations à cause de mort par contrat de mariage peuvent être énoncées en termes de donation, d'institution d'héritier, de constitution de dot ou de douaire, de legs, ou sous tous autres termes qui manifestent la volonté du donateur.

5 Nouv. Den., 544.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES TESTAMENTS.

SECTION I.

DE LA CAPACITÉ DE DONNER ET DE RECEVOIR PAR TESTAMENT.

831. Tout majeur sain d'esprit et capable d'aliéner ses biens peut en disposer librement par testament sans distinction de leur origine ou de leur nature, soit en faveur de son conjoint en mariage, ou de l'un ou de plusieurs de ses enfants, soit de toute autre personne capable d'acquérir et de posséder, sans réserve, restriction, ni limitation, sauf les prohibitions, restrictions et autres causes de nullité contenues en ce code, et les dispositions ou conditions contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs.

Paris, 292. S. R. B. C., c. 34, s. 2. C. N. 901.

832. La capacite de la femme mariée de disposer par testament est établie au premier livre de ce code, au titre *Du Mariage*.

Code Civil B. C., art. 184.

833. Le mineur, [même âgé de vingt ans et plus,] émancipé ou non, est incapable de tester d'aucune partie de ses biens.

Paris, 296. S. R. B. C., c. 34, sec. 2.

834. Les tuteurs et curateurs ne peuvent tester pour ceux qu'ils ont sous leur puissance, ni seuls, ni conjointement avec ces derniers.

L'interdit pour imbecillité, demence ou fureur, ne peut disposer par testament ; le testament posterieur à l'interdiction du prodigue peut être confirmé ou non, d'après la nature des dispositions et les circonstances.

Celui auquel il a ete seulement nommé un conseil judiciaire, soit à sa propre demande, soit sur provocation pour interdiction, le peut valablement.

Guyot, *Rép.*, vo. *Conseil judiciaire ; Ibid.*, vo. Prodigue ; *Ibid.*, Interdiction, p. 703. Anc. Den., *Test.*, 713. *Novel.* 39, de l'Emp. Léon. *Contrà*, Pothier, *Test.*, 335.

835. La capacité du testateur se considère au temps

de son testament ; néanmoins le testament fait antérieurement à la sentence de condamnation emportant mort civile est sans effet si le testateur décède sous l'effet de cette sentence.

Ricard, part. 1, Nos. 797-9. Guyot, *Test.*, 123. Pothier, *Test.*, 332.

836. Les corporations et mainmortes ne peuvent recevoir par testament que dans la limite des biens qu'elles peuvent posséder.

S. R. B. C., c. 34, s. 3.

837. Les mineurs, les interdits, les insensés, quoiqu'incapables de tester, peuvent recevoir par testament.

Ricard, part. 1, No. 126. 2 Bourjon, 156, 298. Pothier, *Test.*, 337. Guyot, *Légataire*, 45.

838. La capacité de recevoir par testament se considère au temps du décès du testateur ; dans les legs dont l'effet demeure suspendu après ce décès, soit par suite d'une condition, soit dans les cas de legs à des enfants à naître et de substitution, cette capacité se considère au temps où le droit est ouvert.

Il n'est pas nécessaire que la personne avantagée par testament existe lorsque cet acte est fait, ni qu'elle y soit désignée et identifiée d'une manière absolue. Il suffit qu'elle existe au décès du testateur ou qu'elle soit alors conçue et naisse ensuite viable, et qu'elle soit clairement reconnue à cette époque pour celle qui était dans l'intention du testateur. Même dans les legs qui demeurent suspendus, tel qu'il est mentionné précédemment au present article, il suffit que le légataire existe ou soit conçu, avec la condition qu'il naîtra viable, et qu'il se trouve être la personne indiquée, au temps où le legs prend effet en sa faveur.

2 Ricard, *Don.*, 102. 2 Bourjon, 299. Guyot, *Légataire*, 44-5-6, 53.

839. Les présomptions légales de suggestion et de défaut de volonte dans les dispositions testamentaires, à cause seulement des relations de prêtre ou ministre, médecin, avocat ou procureur, qui existent chez le légataire à l'égard du testateur, ont disparu par l'introduction de la liberte absolue de tester. Les presomptions dans ces cas ne s'établissent que comme dans tous autres.

S. R. B. C., c. 34, s. 1.

SECTION II.

DE LA FORME DES TESTAMENTS.

840. Les dispositions à cause de mort soit de tous biens soit de partie des biens, faites en forme légale par testament ou codicile, et soit en termes d'institution d'héritier, de don, ou de legs, soit en d'autres termes propres à exprimer la volonté du testateur, ont leur effet suivant les règles ci-après établies, comme legs universel ou à titre universel ou comme legs particulier.

Pothier, *Test.*, 314-5. C. N. 967, 1002.

841. Un testament ne peut être fait dans le même acte par deux ou plusieurs personnes, soit au profit d'un tiers, soit à titre de disposition réciproque et mutuelle.

Ord. des Test., art. 77. Merlin, *Rép.*, vo. *Test.*, sec. 1, § 1, art. 1. C. N. 968. *Contrà,* Ricard, p. 345. 2 Bourjon, 311. 17 Guyot, 135.

842. Le testament peut être fait :

1. Suivant la forme notariée ou authentique ;
2. Suivant les formes requises pour le testament olographe ;
3. Par écrit et devant témoins, d'après le mode dérivé de la loi d'Angleterre.

S. R. B. C., c. 34, s. 3. Ricard, part. 1, Nos. 1482-3-4. Guyot, *Test.*, 141. Acte du Canada, 14 Geo. 3, c. 3, sec. 10. C. N. 969.

843. [Le testament en forme notariée ou authentique est reçu devant deux notaires, ou devant un notaire et deux témoins ; le testateur en leur présence et avec eux signe le testament ou déclare ne le pouvoir faire après que lecture lui en a été faite par l'un des notaires en présence de l'autre, ou par le notaire en présence des témoins. Il est fait mention à l'acte de l'accomplissement des formalités.]

844. Le testament authentique doit être fait en minute. Les témoins y doivent être nommés et désignés. Ils doivent être du sexe masculin, majeurs, non morts civilement, ni condamnés à une peine infamante. [Les aubains peuvent y être témoins.] Les clers et serviteurs des notaires ne le peuvent. La date et le lieu doivent être mentionnés dans le testament.

845. [Un testament ne peut être reçu par des notaires parents ou alliés du testateur, ou entre eux, en ligne directe ou au degré de frère, oncle ou neveu. Rien n'empêche que les témoins ne soient parents ou alliés du testateur, ou entre eux ou avec le notaire.]

846. [Les legs faits aux notaires ou aux témoins, ou à la femme de tel notaire ou témoins, ou à quelqu'un de leurs parents au premier degré, sont nuls, mais ne rendent pas nulles les autres dispositions du testament.]

L'exécuteur testamentaire qui n'est gratifié ni rénuméré par le testament y peut servir de témoin.

C. Canton de Vaud, 655. *Autorités du droit anglais à l'art.* 853.

847. Le testament sous forme authentique ne peut être dicté par signes.

Ricard, part. 1, Nos. 141, 1503, 1530. 2 Bourjon, 296, 305. Guyot, *Test.*, 104.

[Le sourd-muet et toute personne qui ne peut tester de vive voix, s'ils sont suffisamment instruits, le peuvent au moyen d'instructions écrites de leur propre main, remises au notaire avant ou lors de la confection du testament.

Le sourd-muet et celui qui ne peut entendre la lecture du testament, doivent le lire eux-mêmes, et à haute voix quant à celui qui est sourd seulement.

La déclaration par écrit que l'acte contient la volonté du testateur et a été préparé d'après ses instructions, supplée à la même déclaration de vive voix lorsqu'elle est nécessaire.

Mention doit être faite de l'accomplissement de ces formalités exceptionnelles et de leur cause.

Si le sourd-muet ou autres sont dans l'impossibilité de se prévaloir des dispositions du présent article, ils ne peuvent tester sous la forme authentique.]

848. Des dispositions additionnelles et particulières existent quant au district de Gaspé, pour y obvier au manque de notaires dans la réception des testaments comme des autres actes.

[Sauf ces dispositions d'une nature locale, les ministres du culte ne peuvent remplacer les notaires dans la réception des testaments. Ils ne peuvent non plus y servir que comme témoins ordinaires.]

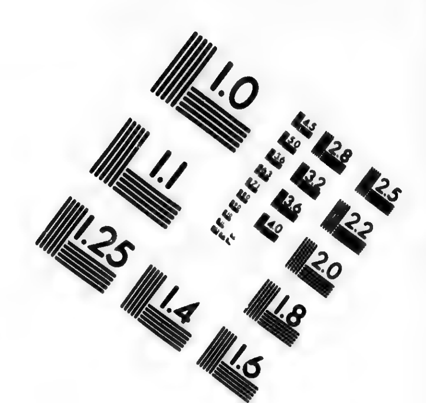
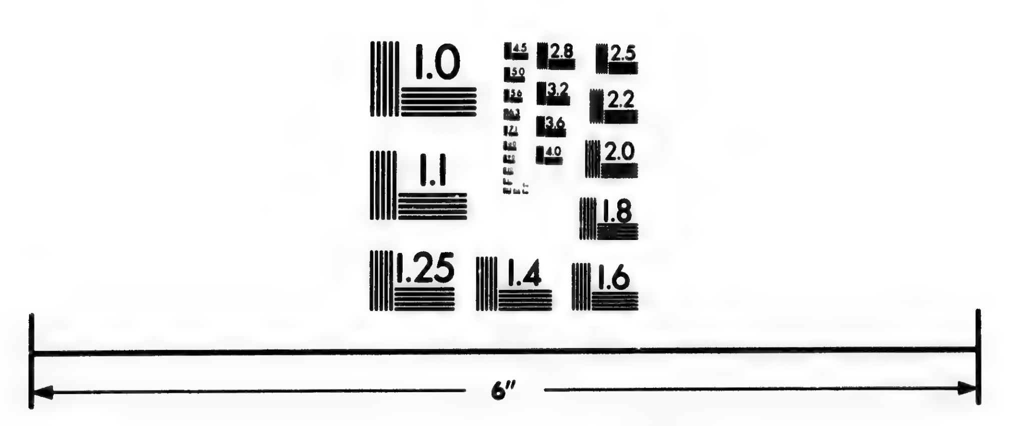


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



849. Les testaments des militaires en service actif hors des garnisons, faits dans le Bas-Canada ou ailleurs, et ceux des marins faits en voyage à bord des vaisseaux ou dans les hôpitaux, qui seraient valides en Angleterre quant à leur forme, sont également valides dans le Bas-Canada.

Stat. Imp., 1 Vic., c. 26, ss. 10, 11 ; 29 Ch. II, c. 3 ; 1 Will. IV, c. 20, s. 48. Parsons *on Wills*, 24 à 30.

850. Le testament olographe doit être écrit en entier et signé de la main du testateur, sans qu'il soit besoin de notaires ni de témoins. Il n'est assujetti à aucune forme particulière.

Le sourd-muet qui est suffisamment instruit peut faire un testament olographe comme toute autre personne qui sait écrire.

2 Bourjon, 303. Pothier, *Don. test.*, 297-8. Guyot, Rép., vo. *Test.*, 137-8. 1 Greenleaf, *Evid.*, § 366.

851. Le testament suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre, [soit qu'il affecte les biens meubles ou les immeubles,] doit être rédigé par écrit et signé, à la fin, de son nom ou de sa marque par le testateur, ou par une autre personne pour lui en sa présence et d'après sa direction expresse, [laquelle signature est alors ou ensuite reconnue par le testateur comme apposée à son testament alors produit, devant au moins deux témoins idoines présents en même temps et qui attestent et signent de suite le testament en présence et à la réquisition du testateur.]

[Les personnes du sexe féminin peuvent y servir de témoins et les règles qui concernent la capacité des témoins sont aux autres égards les mêmes que pour le testament en forme authentique.]

Stat. Imp , 7 Will. IV, 1 Vict., c. 26. 15, 16 Vict., c. 24.

852. Le sourd-muet en état de connaître la portée d'un testament et le mode de le faire, et toute autre personne lettrée ou non, que son infirmité n'empêche pas d'avoir la même connaissance et de manifester sa volonté, peuvent tester suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre, pourvu que leur intention et la reconnaissance de leur signature ou marque soient manifestées en présence des témoins.

Greenleaf, *Evid.*, *loc. cit.*

853. Dans les testaments faits suivant la même forme, les légs faits aux témoins, à leur conjoint ou à quelqu'un de leurs parents [au premier degré,] sont nuls, mais ne rendent pas nulles les autres dispositions du testament.

La capacité de l'exécuteur testamentaire de servir comme témoin suit les mêmes règles que dans le testament sous la forme authentique.

Stat. Imp., 25 Geo. II, c. 6. 1 Stephen, 575. Alnutt, *Practice of Wills*, 93, 170. 1 Jarman, *on Wills*, 65 et suiv. Christie, *Precedents of Wills*, 153, 171, 173. Parsons, *on Wills*, 19.

854. Dans le testament olographe et dans celui fait suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre, ce qui se trouve après la signature du testateur est regardé comme un nouvel acte qui doit être également écrit et signé par le testateur dans le premier cas, ou signé seulement dans le second. Dans ce dernier cas l'attestation des témoins doit être après chaque signature du testateur ou après la dernière comme attestant en entier le testament qui précède.

Dans le testament suivant l'une ou l'autre des formes mentionnées au commencement du présent article, la mention de la date et du lieu n'est pas requise à peine de nullité. C'est aux juges et aux tribunaux à décider dans chaque cas s'il résulte de son absence quelque présomption contre le testament ou qui en rendent les dispositions particulières incertaines.

Il n'est pas nécessaire que le testament soit signé à chaque page.

Ricard, part. 1, No. 1491. 2 Bourjon, 304. Pothier, *Don. test.*, 299. Guyot, *Test.*, 167, 169, 170. Parsons, *on Wills*, 13, 60. 1 Jarman, 78, 160.

855. Les formalités auxquelles les testaments sont assujettis par les dispositions de la présente section doivent être observées à peine de nullité, à moins d'une exception à ce sujet.

Néanmoins le testament fait apparemment sous une forme et nul comme tel à cause de l'inobservation de quelque formalité, peut être valide comme fait sous une autre forme, s'il contient tout ce qu'exige cette dernière.

7 Décs. des Trib. B. C., Lambert vs. Gauvréau, p. 277. 1 Ricard, part. 1, No. 1617. C. N. 1001.

SECTION III.

DE LA VÉRIFICATION ET DE LA PREUVE DES TESTAMENTS.

856. Les minutes et les copies légalement certifiées des testaments faits suivant la forme authentique font preuve de la même manière que les autres écrits authentiques.

Code civil B. C., art. 1205.

857. Le testament olographe et celui fait suivant la forme dérivée de la loi d'Angleterre sont présentés pour vérification au tribunal ayant juridiction supérieure de première instance dans le district où le défunt avait son domicile, et, à défaut de domicile, dans celui où il est décédé, ou à l'un des juges de ce tribunal, ou au protonotaire du district. Le tribunal, le juge ou le protonotaire reçoit les déclarations par écrit et sous serment de témoins compétents à rendre témoignage, lesquelles demeurent annexées à l'original du testament, ainsi que le jugement, s'il a été rendu hors de cour, ou une copie certifiée, s'il a été rendu par le tribunal. Il peut ensuite être délivré aux intéressés des copies certifiées du testament, de la preuve et du jugement, lesquelles sont authentiques, et font donner effet au testament, jusqu'à ce qu'il soit infirmé sur contestation.

Si le testament se trouve déposé en original chez un notaire, le tribunal, le juge ou le protonotaire se fait remettre cet original.

Alnutt, *on Wills*, 618. 41 Geo. III, c. 4, s. 2. S. R. B. C., c. 34, s. 3. Weatherly, *Guide to probate*, 323. Pothier, *Don. test.*, 300. 8 *Encycl. Méthod.*, 26. 6 Brillon, p. 661, No. 176. 2 Stephen, 193. Lovelass, *on Wills*, 391, 417. *Dorion et Dorion*, Jugt. *en appel*, 186!.

858. Il n'est pas nécessaire que l'héritier du défunt soit appelé à la vérification ainsi faite d'un testament, à moins qu'il n'en soit ainsi ordonné dans des cas particuliers.

L'autorité qui procède à cette vérification prend connaissance de tout ce qui concerne le testament.

La vérification ainsi faite d'un testament n'en empêche pas la contestation par ceux qui y ont intérêt.

Alnutt, *loc. cit.* Weatherly, 1. 1 Jarman, 22-3. 1 Greenleaf, § 518; 2 *Do.*, § 691, 692, 344.

859. La reconnaissance du testament par l'héritier ou quelque partie intéressée a ses effets contre eux, quant à la faculté de contester ultérieurement sa validité, mais n'empêche pas la vérification et le dépôt au greffe en la manière requise quant aux autres intéressés.

S. R. B. C., c. 37, s. 25, § 2. Lovelass, *on Wills*, 418.

860. Lorsque la minute ou l'original d'un testament ont été perdus ou détruits par cas fortuit après le décès du testateur, ou sont détenus sans collusion par la partie adverse ou par un tiers, la preuve de ce testament peut être faite en la manière réglée pour le cas quant aux autres actes et écrits, au titre: *Des Obligations.*

Si le testament a été détruit ou perdu avant le décès du testateur et qu'il n'ait pas connu le fait, la preuve peut également s'en faire comme si l'accident n'était arrivé qu'après son décès.

Si le testateur a connu la destruction ou la perte du testament et s'il n'y a pas suppléé, il est censé l'avoir révoqué, à moins d'une manifestation postérieure de la volonté d'en maintenir les dispositions.

Code Civil B. C., arts. 27, 1217, 1218, 1219, 1233. Troplong, No. 2108. Lovelass, *on Wills*, 342, 350. S. R. B. C., c. 37, sec. 25, § 2.

861. Dans les cas où l'on peut, conformément à l'article qui précède, faire la preuve judiciaire d'un testament qui n'est pas représenté, il peut aussi en être fait une vérification sur requête à cet effet, sur preuve non équivoque des faits qui justifient cette procédure, ainsi que du contenu du testament. En ce cas le testament est censé vérifié tel que compris dans la preuve trouvée suffisante, et avec les modifications qui peuvent être contenues au jugement.

Weatherly, 86-7-8. Alnutt, 136. 2 Greenleaf, §§ 688*a*, 3. 1 Jarman, 136.

862. La suffisance d'un seul témoin s'étend à la vérification et à la preuve des testaments, même de ceux détruits ou perdus, si le tribunal ou le juge sont satisfaits.

Alnutt, 170. 2 Greenleaf, § 694.

SECTION IV.

DES LEGS.

§ 1. *Des legs en général.*

863. La disposition qu'une personne fait de ses biens par testament constitue un legs universel, ou à titre universel, ou un legs à titre particulier.

Domat, *Legs*, sec. 1, No. 1. Guyot, *Legs*, 401. Pothier, *Test.*, 315. Code Civil B. C., art. 840. C. N. 1002, 1004.

864. Les biens que le testateur laisse sans en avoir disposé, ou au sujet desquels les dispositions manquent absolument d'avoir effet, demeurent dans sa succession *ab intestat* et vont à ses héritiers légaux.

Domat, *Test.*, tit. 1, sec. 9, No. 15; *Legs*, tit. 2. Guyot, *loc. cit.* Loveless, 394.

865. Lorsqu'un legs chargé d'un autre legs devient caduc pour une cause qui se rattache au légataire, le legs imposé comme charge ne devient pas pour cela caduc, mais est réputé former une disposition distincte, à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueille ce qui faisait l'objet du legs atteint de caducité.

3 Bourjon, 328, *et autorités par lui citées.* Pothier, *Test.*, 375-6. Guyot, *Légataire*, 75-6.

866. Le legs peut toujours être répudié par le légataire tant qu'il ne l'a pas accepté. L'acceptation est formelle ou présumée. La présomption d'acceptation s'établit par les mêmes actes que dans la succession *ab intestat.* Le droit d'accepter le legs non répudié passe aux héritiers ou autres représentants légaux du légataire, de même que les droits successifs qui découlent de la loi seule.

2 Bourjon, 326-7. Pothier, *Don. test.*, 397. Guyot, *Légataire*, 55, 56, 60.

867. Les tuteurs et curateurs peuvent accepter le legs sous les mêmes modifications que dans le cas des successions *ab intestat.*

La capacité du mineur et de l'interdit pour prodigalité d'accepter eux-mêmes les legs, suit les mêmes règles que pour l'acceptation d'une succession.

Guyot, *Légataire*, 57.

868. Il y a lieu à accroissement au profit des léga-

taires en cas de caducité, lorsque le legs est fait à plusieurs conjointement.

Il est réputé tel lorsqu'il est fait par une seule et même disposition et que le testateur n'a pas assigné la part de chacun des colégataires dans la chose léguée. L'indication de quote-part égale dans le partage de la chose donnée par disposition conjointe n'empêche pas l'accroissement.

Le legs est encore réputé fait conjointement quand une chose qui n'est pas susceptible d'être divisée sans détérioration a été léguée par le même acte à plusieurs personnes séparément.

Le droit d'accroissement s'applique aussi aux donations entrevifs faites à plusieurs par disposition conjointe qui ont failli d'être acceptées quant à tous les donataires.

Domat, *Test.*, tit. 1, sec. 9. 2 Bourjon, 339 et suiv. Pothier, *Don. test.*, 406. Troplong, *Don.*, No. 1789. C. N. 1044, 1045.

869. Un testateur peut établir des légataires seulement fiduciaires ou simples ministres pour des fins de bienfaisance ou autres fins permises et dans les limites voulues par les lois; il peut aussi remettre les biens pour les mêmes fins à ses exécuteurs testamentaires, ou donner effet comme charge imposée à ses héritiers et légataires.

2 Ricard, *Subst.*, part. 1, No. 753, *et conséquence de liberté illimitée de tester*.

870. Le paiement fait de bonne foi à l'héritier apparent ou au légataire qui est en possession de la succession, est validement fait à l'encontre des héritiers ou légataires qui se présentent plus tard, sauf le recours de ceux-ci contre celui qui a reçu sans y avoir droit.

Code Civil B. C., art. 1145. Dargentré, sur 410 Bretagne, glos. 3, No. 1. Pothier, *Obl.*, 503. 7 Toul., Nos. 26, 29.

871. Les fruits et intérêts de la chose léguée courent au profit du légataire à compter du décès, lorsque le testateur a expressément déclaré sa volonté à cet égard dans le testament. La rente viagère ou pension léguée à titre d'aliments court également du jour du décès. Dans les autres cas les fruits et intérêts ne courent que de la demande en justice [ou de la mise en demeure.]

872. Les règles qui concernent les legs et les présomptions de la volonté du testateur, ainsi que le sens attribué à certains termes, cèdent devant l'expression formelle ou autrement suffisante de cette volonté dans un autre sens et pour avoir un effet différent. Le testateur peut déroger à ces règles en tout ce qui n'est pas contraire à l'ordre public, aux bonnes mœurs, à quelque loi prohibitive ou établissant autrement des nullités applicables, ou aux droits des créanciers et des tiers.

Ricard, *Don.*, part. 2, No. 129. 2 Bourjon, 353. Domat, *Test.*, tit. 1, sec. 6, No. 2.

§ 2. *Des legs universels et à titre universel.*

873. Le legs universel est la disposition testamentaire par laquelle le testateur donne à une ou à plusieurs personnes l'universalité des biens qu'il laissera à son décès.

Le legs est seulement à titre universel lorsque le testateur lègue une quote-part de ses biens, comme la moitié, le tiers, ou une universalité de biens, comme l'universalité de ses meubles ou immeubles, ou encore l'universalité des propres exclus de la communauté matrimoniale, ou une quote-part de telles universalités.

Tout autre legs n'est qu'à titre particulier.

L'exception de choses particulières, quels qu'en soient le nombre et la valeur, n'enlève pas son caractère au legs universel ou à titre universel.

Domat, *Legs*, tit. 2. Guyot, *Légataire*, 42-3. Pothier, *Test.*, 315. Proudhon, *Usuf.*, Nos. 1025, 1844, 1845. Code Civil B. C., arts. 780, 801. 1 Ricard, part. 4, No. 1527. C. N. 1003, 1010.

874. Le légataire a les mêmes délais que l'héritier pour faire inventaire et pour délibérer. S'il n'a pas pris qualité dans les délais et s'il est ensuite poursuivi à cause des dettes et charges qui incombent à son legs, sa renonciation ne l'exempte pas des frais non plus que l'héritier.

Conséquence de l'assimilation du légataire à l'héritier

875. La manière dont le légataire, tant universel ou à titre universel qu'à titre particulier, est tenu des dettes et hypothèques, se trouve exposée au titre *Des Succ*

sions, et aussi à certains égards en la section présente, et au titre *De l'Usufruit*.

876. Le légataire de l'usufruit donné comme legs universel ou à titre universel est tenu personnellement envers le créancier des dettes de la succession, même des capitaux, en proportion de ce qu'il reçoit, et aussi hypothécairement pour ce qui affecte les immeubles tombés dans son lot, le tout comme tout autre légataire aux mêmes titres et sauf les mêmes recours. L'estimation se fait proportionnellement entre lui et le nu-propriétaire en la manière et d'après les règles contenues en l'article 474.

ff L. *ult., De usu. et usuf.* Lacombe, vo. *Usufruit*, sec. 2, No. 15. Guyot, *Rép.*, vo. *Usufruit*, 396. *Contrà*, quant aux capitaux, les commentateurs sous le nouveau droit français. Voyez en particulier 10 Demolombe, Nos. 523, 543, 604. Proudhon, *Usufruit*, Nos. 475, 1859, 1889.

877. Le testateur peut changer entre ses héritiers et légataires le mode et les proportions d'après lesquels la loi les rend responsables du paiement des dettes et des legs; sans préjudice au droit des créanciers d'agir personnellement ou hypothécairement contre ceux qui sont en loi sujets au droit réclamé et sauf le recours de ces derniers contre ceux que le testateur a chargés de l'obligation.

1 Ricard, part. 2, Nos. 18, 52, 306. Guyot, vo. *Légataire*, p. 100. 2 Ricard, *Dispt. condit.*, No. 214.

878. [Les légataires universels ou à titre universel ne peuvent, après acceptation, se décharger personnellement des dettes et legs qui leur sont imposés par la loi ou par le testament, sans avoir obtenu le bénéfice d'inventaire; ils sont à cet égard et en tout ce qui concerne leur gestion, leur reddition de compte et leur décharge, sujets aux mêmes règles que l'héritier, ainsi qu'à l'enregistrement.

Le légataire à titre particulier auquel le testament impose des dettes et charges dont l'étendue est incertaine, peut, comme l'héritier et le légataire universel, n'accepter que sous bénéfice d'inventaire.]

879. Les créanciers d'une succession ont droit contre le légataire tenu de la dette, de même que contre

l'héritier, pour la proportion à laquelle il est tenu, à la séparation des patrimoines

S. R. B. C., c. 37, s. 27, § 3. *Et conséquence de la saisine du légataire*, art. 891.

§ 3. *Des legs à titre particulier.*

880. Les dettes du testateur sont dans tous les cas préférées au paiement des legs.

Les legs particuliers sont payés par les héritiers et légataires universels ou à titre universel chacun pour la part dont il est tenu comme pour la contribution aux dettes, et avec droit en faveur du légataire à la séparation des patrimoines.

Si le legs est imposé en particulier à quelqu'un des héritiers ou légataires, l'action personnelle du légataire particulier ne s'étend pas aux autres.

Le droit au legs n'est pas accompagné d'hypothèque sur les biens de la succession, mais le testateur peut l'assurer par hypothèque spéciale, sous quelque forme que soit le testament, sujette, quant aux droits des tiers, à l'enregistrement du testament.

Pothier, *Don.*, 353, 370-3. 2 Voët, liv. 20, No. 27. Brillon, vo. *Legs*, No. 112. S. R. B. C., c. 37, ss 1, 25. Troplong, *Don.*, Nos. 1793 et notes, 1928-9. 2 Bourjon 323, 325. C. N. 1017.

881. [Le legs que fait un testateur de ce qui ne lui appartient pas, soit qu'il connût ou non le droit d'autrui est nul, même lorsque la chose appartient à l'héritier ou au légataire obligé au paiement.

Le legs est cependant valide et équivaut à la charge de procurer la chose ou d'en payer la valeur, s'il para[ît] que telle a été l'intention du testateur. Dans ce cas, [si] la chose léguée appartient à l'héritier ou au légataire obligé au paiement, soit que le fait fût ou non connu [du] testateur, le légataire particulier est saisi de la propriété de son legs.]

882. [Si la chose léguée n'appartenait au testateur que pour partie, il est présumé n'avoir légué que la pa[rt] qu'il y avait, même dans le cas où le surplus appartie[nt] à l'héritier ou au légataire principal, à moins que s[on] intention au contraire ne soit apparente.]

La même règle s'applique au legs fait par l'un d[es]

époux d'un effet de la communauté; sauf le droit du légataire à la totalité de la chose léguée, sous les circonstances énumérées au titre des conventions matrimoniales, et généralement dans le cas de l'article qui suit.

883. [Si le testateur est devenu depuis le testament, pour le tout ou pour partie, propriétaire de la chose léguée, le legs est valide pour tout ce qui se retrouve dans sa succession, nonobstant la disposition contenue en l'article qui précède, excepté dans le cas où la chose ne reste dans la succession que parce que l'aliénation faite ensuite volontairement par le testateur s'est trouvée nulle.]

884. Lorsqu'un legs à titre particulier comprend une universalité d'actif et de passif, comme par exemple une certaine succession, le légataire de cette universalité est tenu seul et personnellement des dettes qui s'y rattachent, sauf les droits des créanciers contre les héritiers et les légataires universels ou à titre universel, qui ont leur recours contre le légataire particulier.

Proudhon, *Usufruit*, Nos. 1025 et suiv., 1845 et suiv

885. En cas d'insuffisance des biens de la succession ou de l'héritier ou légataire tenu au paiement, les legs qui ont la préférence sont payés d'abord, et ensuite le partage se fait entre les autres légataires au marc la livre en proportion de la valeur de chaque legs. Les légataires d'une chose certaine et déterminée la prennent sans être tenus de contribuer à remplir les autres legs qui ne sont pas préférés au leur.

Ricard, part. 3, No. 1530. 2 Bourjon, 322-3-4-5. Pothier, *Don. test.*, 352 et suiv. Guyot, *Légataire*, 85, 96, 100.

886. Pour faire opérer la réduction des legs particuliers, le créancier doit avoir discuté l'héritier ou le légataire tenu personnellement, et s'être prévalu à temps du droit de séparation des patrimoines.

Le créancier n'exerce la réduction contre chacun des légataires particuliers que pour une partie proportionnelle à la valeur de son legs, mais les légataires particuliers peuvent se libérer en rendant le legs ou sa valeur.

Autorités sous l'article précédent.

887. Le créancier de la succession a, dans le cas de réduction du legs particulier, un droit de préférence sur

la chose léguée, à l'encontre des créanciers du légataire, comme dans la séparation des patrimoines.

Le légataire particulier préjudicié par la réduction, a son recours contre les héritiers ou légataires tenus personnellement, avec subrogation légale à tous les droits du créancier payé.

Guyot, *Légataire*, 97. 2 Bourjon, 323, 232-3

888. Lorsqu'un immeuble légué a été augmenté par des acquisitions, ces acquisitions fussent-elles contiguës, ne sont censées faire partie du legs que si, d'après leur destination et les circonstances, l'on peut présumer de l'intention du testateur de n'en faire qu'une dépendance constituant avec la partie léguée un seul et même corps de propriété.

Les constructions, embellissements et améliorations sont censés adjoints à la chose léguée.

Pothier, *Don. test.*, 379. 2 Bourjon, 338. 1 Thév.-Dess., Dict. du Dig., 494. C. N. 1019.

889. [Si avant le testament ou depuis, l'immeuble légué a été hypothéqué pour une dette restée due, ou même s'il se trouve hypothéqué pour la dette d'un tiers, connue ou non du testateur, l'héritier ou le légataire universel ou à titre universel n'est pas tenu de l'hypothèque, à moins qu'il n'en soit chargé en vertu du testament.]

L'usufruit constitué sur la chose léguée est aussi supporté sans recours par le légataire particulier. Il en est de même des servitudes.

Si cependant l'hypothèque pour une dette étrangère inconnue au testateur affecte en même temps le legs particulier et les biens demeurés dans la succession, rien n'empêche que le bénéfice de division ait lieu réciproquement.

ff. L. 57, L. 69, § 3, *de legatis et fidei.*, *lib.* 1. 2 Bourjon, 332. Pothier, *Don. test.*, 377. Guyot, Légat., 97. C. N. 1020.

890. Le legs fait au créancier n'est pas censé en compensation de sa créance, ni le legs fait au domestique en compensation de ses gages.

ff. L. 28, L. 29, *de legatis et fidei.* Ricard, part. 2, No. 168. 2 Bourjon, 360. Guyot, *Légataire*, 102-3. C. N. 1023.

§ 4. *De la saisine du légataire.*

891. Le légataire à quelque titre que ce soit est, par le décès du testateur ou par l'événement qui donne effet au legs, saisi du droit à la chose léguée dans l'état où elle se trouve, et des accessoires nécessaires qui en forment partie, ou du droit d'obtenir le paiement et d'exercer les actions qui résultent de son legs, sans être obligé d'obtenir la délivrance légale.

S. R. B. C., c. 34, s. 2.

SECTION V.

DE LA RÉVOCATION DES TESTAMENTS ET DES LEGS ET DE LEUR CADUCITÉ.

892. Les testaments et les legs ne peuvent être révoqués par le testateur, que :

1. Par un testament postérieur qui les révoque expressément, ou par la nature de ses dispositions ;

2. Par un acte devant notaire ou autre acte par écrit, par lequel le changement de volonté est expressément constaté ;

3. Par la destruction, la lacération ou la rature du testament olographe ou de celui en la forme dérivée de la loi d'Angleterre, faites délibérément par le testateur ou par son ordre, avec intention de révocation ; et en certains cas par la destruction ou la perte du testament par cas fortuit parvenu à la connaissance du testateur, ainsi qu'il est exposé en la section troisième du présent chapitre ;

4. Par l'aliénation que le testateur fait de la chose léguée.

ff. L. 3, § 11 ; L. 15 ; L. 16, *de adimendis vel transf.* Pothier, *Test.*, 386 *à* 391. Ricard, part. 3, Nos. 121-6, 134, 239, 262, 273, 274 et suiv. 2 Bourjon, 381-6, 397-8. Troplong, *Don.*, Nos. 2048, 2107 et suiv. C. N. 1035.

893. La demande en révocation d'un testament ou d'un legs peut aussi être admise, pour la participation du légataire à la mort du testateur, ou pour cause d'injure grave faite à sa mémoire, de la même manière que dans le cas de succession légitime ; ou encore si le légataire a gêné le testateur quant à la révocation ou à la

modification du testament; par suite de la condition résolutoire ;—

Sans préjudice aux causes pour lesquelles le testament ou le legs peuvent être attaqués dans leur validité.

La survenance d'enfants au testateur n'opère pas la révocation.

[L'inimitié survenue entre lui et le légataire ne la fait pas non plus présumer.]

Ricard, part. 3, Nos. 688 et suiv. 2 Bourjon, 396, 403-4. Pothier, *Test.*, 388 à 396 : *contrà en partie*, 387. S. R. B. C., c. 34, s. 2. C. N. 1046, 1047.

894. Les testaments postérieurs qui ne révoquent pas les précédents d'une manière expresse, n'y annulent que les dispositions incompatibles avec les nouvelles ou qui y sont contraires.

Ricard, part. 3, Nos. 148-9. 2 Bourjon, 312, 358-9, 385, 395. Pothier, *Test.*, 386, 390, 404 et suiv. C. N. 1036.

895. La révocation faite dans un testament postérieur conserve tout son effet, quoique ce nouvel acte reste sans exécution par l'incapacité du légataire ou son refus de recueillir.

La révocation contenue dans un testament nul par défaut de forme est nulle.

Ricard, part. 3, Nos. 168-9. 2 Bourjon, 393. Pothier, *Test.*, 388, 389, 390. C. N. 1037.

896. A défaut de disposition expresse, c'est par les circonstances et les indices de l'intention du testateur qu'il est décidé si la révocation du testament qui en révoque un autre, est destinée à faire revivre le testament antérieur.

2 Bourjon, 390. Troplong, *Don.*, 2065. *Contrà*, Ricard, *Don.*, part. 3, No. 178.

897. [Toute aliénation, même en cas de nécessité ou opérée forcément, du droit de propriété à la chose léguée, celle même avec faculté de rachat, ou par échange, que fait le testateur, s'il n'y a lui-même pourvu autrement, emporte la révocation du testament ou du legs pour tout ce qui a été aliéné, même quoique l'aliénation soit nulle, lorsqu'elle a été volontaire.]

La révocation subsiste quoique la chose soit rentrée

depuis dans la main du testateur, [s'il n'apparaît de son intention au contraire.]

898. Personne ne peut, si ce n'est quant à l'effet de la donation à cause de mort par contrat de mariage, abdiquer la faculté de tester ou de disposer à cause de mort, ou de révoquer ses dispositions testamentaires. Personne ne peut non plus soumettre la validité du testament qu'il fera, à des formalités, expressions ou signes que la loi n'y requiert pas, ni à d'autres clauses dérogatoires.

Pothier, *Test.*, 392-3. *Ord. des Test.*, art. 76. Henrys, liv. 5, c. 2, quest. 13. Ricard, *Don.*, part. 3, No. 74 et suiv. 2 Bourjon, 380.

Contrà, Papon, liv. 20, tit. 1, arts. 4-5. *Observations sur* Henrys, *loc. cit.*, Nos. 8 et suiv. *Arrêts cités par* Ricard, *loc. cit.*

899. [Personne ne peut exclure son héritier de sa succession, si l'acte qui contient l'exclusion n'est revêtu des formes d'un testament.]

900. Toute disposition testamentaire est caduque, si celui en faveur de qui elle est faite n'a pas survécu au testateur.

Ricard, part. 2, No. 56. 2 Bourjon, 393-4. Pothier, *Test.*, 394. C. N. 1039.

901. Toute disposition testamentaire faite sous une condition dépendant d'un événement incertain, est caduque si le légataire décède avant l'accomplissement de la condition.

Pothier, *Test.*, 394, 395. 2 Bourjon, 394. C. N. 1040.

902. La condition qui, dans l'intention du testateur, ne fait que suspendre l'exécution de la disposition, n'empêche pas le légataire d'avoir un droit acquis et transmissible à ses héritiers.

Pothier, *Test.*, 368. 2 Bourjon, 371. Code Civil B. C., art. 1089. C. N. 1041.

903. Le legs est caduc si la chose léguée a totalement péri pendant la vie du testateur.

La perte de la chose léguée survenue après la mort du testateur a lieu pour le légataire, sauf les cas où l'héritier ou autre détenteur peut en être responsable d'après les règles applicables généralement à la chose qui fait le sujet d'une obligation.

Ricard, part. 3, Nos. 314 et suiv. 2 Bourjon, 399, 400, 402. Pothier, *Test.*, 397 et suiv. Lacombe, *Legs*, sec. 16. Code Civil B. C., arts. 1049, 1050, 1063, 1064, 1065, 1067, 1068. C. N. 1042.

904. La disposition testamentaire est caduque lorsque le legataire la répudie ou se trouve incapable de la recueillir.

Ricard, part. 3, No. 416. 2 Bourjon, 339. Pothier, *Test.*, 387, 395, 396. C. N. 1043.

SECTION VI.

DES EXÉCUTEURS TESTAMENTAIRES.

905. Le testateur peut nommer un ou plusieurs exécuteurs testamentaires [ou pourvoir au mode de leur nomination; il peut également pourvoir à leur remplacement successif.]

Rien n'empêche que l'héritier ou le légataire ne soient nommes executeurs testamentaires.

Les créanciers de la succession peuvent l'être sans perdre leur créance.

Les femmes non-mariées ou veuves peuvent aussi être chargées de l'exécution des testaments.

Les tribunaux ou les juges ne peuvent nommer ni remplacer les exécuteurs testamentaires, [si ce n'est dans les cas spécifies dans l'article 924.]

S'il n'y a pas d'exécuteurs testamentaires, et qu'il n'en soit pas nommé de la manière dont ils peuvent l'être, l'execution du testament demeure entièrement à la charge de l'héritier ou du légataire qui recueille la succession.

Ricard, *Don.*, part. 2, Nos. 63, 64, 67. Guyot, vo. *Exé. test.*, p. 158. Pothier, *Test.*, p. 359. 2 Bourjon, 373- *Cas de la succession Normandeau, à Montréal, quant à la nomination par la cour; contrà, le très-ancien droit français.*

Contrà, quant aux créanciers sous la loi anglaise. Parsons, *on Wills*, 87. C. N. 1025.

906. La femme mariée ne peut accepter l'exécution testamentaire qu'avec le consentement de son mari.

Si l'exécutrice testamentaire, fille ou veuve, se ma[rie] en possession de sa charge, elle ne la perd pas de pl[ein]

droit, même quoiqu'elle soit commune en biens avec son mari ; mais elle a besoin du consentement de ce dernier pour continuer à la remplir.

L'exécutrice testamentaire séparée de biens soit par contrat de mariage, soit par jugement, à laquelle son mari refuse le consentement nécessaire pour accepter ou exercer sa charge, peut être autorisée en justice, comme dans les cas prévus en l'article 178.

Ricard, *Don.*, part. 2, No. 67. Pothier, *Test.*, p. 359. Guyot, *Rép.*, *loc. cit.* 2 Bourjon, 373. Brillon, vo. *Exéc. test.*, No. 13. C. N. 1029.

907. Le mineur ne peut agir comme exécuteur testamentaire, même avec l'autorisation de son tuteur.

Néanmoins le mineur émancipé le peut, si l'objet de l'exécution testamentaire est peu considérable eu égard à ses moyens.

Pothier, *Test.*, 360. C. N. 1030.

908. L'incapacité des corporations d'être chargées de l'execution d'un testament se trouve portée au livre premier.

Rien n'empêche que les personnes qui composent une corporation, ou ces personnes et leurs successeurs, ne soient nommées pour exécuter un testament en leur qualité purement personnelle et n'agissent à cette fin, si telle paraît avoir été l'intention du testateur, quoiqu'il ne les ait désignées que sous l'appellation à elles attribuée en leur qualité corporative.

Il en est de même des personnes désignées par la charge ou la position qu'elles occupent, et de leurs successeurs.

Ricard, *Don.*, part. 2, Nos. 69, 70. Pothier, *Test.*, 368.

909. Sauf les dispositions qui précèdent, celui qui ne peut s'obliger ne peut pas être exécuteur testamentaire.

Ricard, *Don.*, part. 2, No. 68. Pothier, *Test.*, 359. Guyot, *Rép.*, vo. *Exéc. test.*, 158. C. N. 1028.

910. Personne ne peut être forcé d'accepter la charge d'exécuteur testamentaire.

Elle est gratuite à moins que le testateur n'ait pourvu à sa rémunération.

Si le legs fait à l'exécuteur testamentaire n'a que cette

rémunération pour cause, et si l'exécuteur n'accepte pas la charge, le legs est caduc par défaut de la condition.

S'il accepte le legs ainsi fait, il est réputé avoir accepté la charge.

L'exécuteur testamentaire n'est pas tenu de prêter serment, ni de donner caution, à moins qu'il n'ait accepté avec cette charge.

Il n'est pas assujetti à la contrainte par corps.

Cod., L. 3, *de condition. insert.* Ricard, *Don.*, part. 2, No. 95. Bacquet, *Bâtardise*, c. 7, No. 14. 4 Furgole, *Test.*, 156. Pothier, *Test.*, 359, 366. Guyot, *Rép.*, vo. *Exéc. test.*, 159. Lacombe, *eod. vo.*, No. 13, Merlin, *Rép.*, vo. *Cont. par corps*, § 5. *in fine*. *Contrà*, quant à *la contrainte par corps*, Papon, liv. 20, tit. 9, No. 10, note: *mais en tout cas abrogé par* Ord. 1667, tit. 34, art. 1.

911. L'exécuteur testamentaire qui a accepté ne peut renoncer à sa charge [qu'avec l'autorisation du tribunal ou du juge, laquelle peut être accordée pour des causes suffisantes, les héritiers et legataires, et les autres exécuteurs testamentaires, s'il y en a, étant présents ou dûment appeles.

La divergence de vues sur l'exécution du testament entre quelqu'un d'eux et la majorité de ses co-exécuteurs, peut constituer une cause suffisante.]

Parsons, *on Wills*, 102 et suiv.

912. S'il a été nommé plusieurs exécuteurs testamentaires et que quelques-uns seuls, ou même l'un d'eux seulement, aient accepté, ceux-ci ou celui-ci peuvent agir seuls, à moins que le testateur ne l'ait régle autrement.

Pareillement si plusieurs ont accepté et que quelques-uns ou l'un d'eux seulement survivent ou conservent leur charge, ces derniers ou ce dernier peuvent agir seuls jusqu'au remplacement, s'il y a lieu, à moins de prohibition de la part du testateur.

Bacquet, *Bâtardise*, c. 7, No. 9. Ricard, part. 2, No. 65. 2 Bourjon, 374.

913. Si plusieurs exécuteurs testamentaires existent conjointement avec les mêmes attributions, ils ont tous un pouvoir égal, et doivent agir ensemble, à moins que le testateur ne l'ait réglé autrement.

[Cependant, au cas d'absence de quelqu'un d'entr'eux

ceux qui se trouvent sur les lieux peuvent agir seuls pour les actes conservatoires et autres qui demandent célérité.] Les exécuteurs peuvent aussi agir généralement comme procureurs les uns des autres, à moins que l'intention du testateur n'apparaisse au contraire, et sauf la responsabilité de celui qui a donné la procuration. Les exécuteurs ne peuvent déléguer généralement l'exécution du testament à d'autres qu'à leurs co-exécuteurs, mais ils peuvent se faire représenter par procureurs pour des actes déterminés.

Les exécuteurs qui exercent ces pouvoirs conjoints sont tenus solidairement de rendre un seul et même compte, à moins que le testateur n'ait divisé leurs fonctions et que chacun d'eux ne se soit renfermé dans celles qui lui sont attribuées.

Ils ne sont responsables que chacun pour leur part des biens dont ils ont pris possession en leur qualité conjointe, et du paiement du reliquat de compte, sauf la responsabilité distincte de ceux autorisés à agir séparément.

Chopin sur Paris, liv. 2, tit. 7, No. 4.—Guyot, *Rép.*, vo. *Exéc. test.*, 160. Lacombe, vo. *Exéc. test.*, No. 15. Parsons, *on Wills*, 91, 95. N. Den., *Exécut.*, 234. *Contrà*, 2 Bourjon, 378, et Mornac *par lui cité*. C. N. 1033.

914. Les frais faits par l'exécuteur testamentaire en accomplissement de sa charge sont supportés par la succession.

Pothier, *Test.*, 366. Ricard, part. 2, No. 96. 2 Bourjon, 878. N. Den., *Exécut.*, 223, 233. C. N. 1034.

915. L'exécuteur testamentaire peut, avant la vérification du testament, procéder aux actes conservatoires et autres qui demandent célérité, sauf à faire faire cette vérification sans délai, et en produire la preuve où elle est requise.

Parsons, *on Wills*, 88. 2 Bourjon, 379. 8 N. Den., 22.

916. Le testateur peut limiter l'obligation qu'a l'exécuteur testamentaire de faire inventaire et de rendre un compte de l'exercice de sa charge, ou même l'en dispenser entièrement.

Cette décharge n'emporte pas celle de payer ce qui lui reste entre les mains, à moins que le testateur n'ait

voulu lui remettre la disposition des biens sans responsabilité, le constituer légataire, ou que les termes du testament ne comportent autrement la décharge de payer.

Ricard, *Don.*, part. 1, Nos., 589, 765 ; part. 2, Nos. 70, 90, 91, 92. Bacquet, *Bâtard.*, c. 7, No. 18. Pothier, *Test.*, 365, *paraît être contre la dispense de faire inventaire, mais notre loi actuelle des testaments enlève le doute.*

917. [Si, ayant accepté, l'exécuteur testamentaire refuse ou neglige d'agir, s'il dissipe ou dilapide les biens ou exerce autrement ses fonctions de manière à autoriser la destitution dans le cas d'un tuteur, ou s'il est devenu incapable de remplir sa charge, il peut être destitué par le tribunal compétent.]

8 N. Den., 213. 3 Decisions des Tribunaux, p. 71 *Dease & McIntosh.*

918. L'executeur testamentaire est saisi comme dépositaire légal, pour les fins de l'exécution du testament des biens meubles de la succession, et peut en revendiquer la possession même contre l'héritier ou le légataire.

Cette saisine dure pendant l'an et jour à compter du décès du testateur, ou du temps où l'exécuteur a cess d'être empêché de se mettre en possession.

Lorsque ses fonctions ont cessé, l'exécuteur testamentaire doit rendre compte à l'héritier ou au légataire q recueillent la succession, et leur payer ce qui lui rest entre les mains.

Ricard, *Don.*, part. 2, Nos. 71, 72, 74, 76. Pothie *Test.*, 360 à 366. 2 Bourjon, 374-7-78. N. Den., 211-3-230. C. N. 1026, 1031.

919. L'executeur testamentaire fait faire inventair en y appelant les héritiers et légataires et autres int ressés. Il peut cependant faire de suite tous actes co servatoires et autres qui demandent célérité.

Il veille aux funérailles du défunt.

Il procède à faire vérifier le testame... le fait en gistrer, dans les cas requis.

S'il y a contestation sur la validité du testament, peut se rendre partie pour la soutenir.

Il paie les dettes et acquitte les legs particuliers, consentement de l'héritier ou du légataire qui recueill

la succession, ou, iceux appelés, avec l'autorisation du tribunal.

En cas d'insuffisance de deniers pour l'exécution du testament, il peut, avec le même consentement ou la même autorisation, faire vendre jusqu'à concurrence le mobilier de la succession. L'hériter ou le légataire peuvent cependant empêcher cette vente en offrant de remettre les sommes nécessaires pour accomplir le testament.

L'exécuteur testamentaire peut recevoir le montant des créances et en poursuivre le paiement.

Il peut être poursuivi pour ce qui tombe dans les devoirs de sa charge, sauf son droit de mettre en cause l'héritier ou le légataire.

Ricard, part. 2, No. 79, 80, 81, 86, 87, 88, 94. Pothier, *loc. cit.* 2 Bourjon, 376. 8 N. Den., 228. C. N. 1031.

920. Les pouvoirs de l'exécuteur testamentaire ne passent point par l'effet de la loi à ses héritiers ou autres successeurs, qui sont cependant tenus de rendre compte de sa gestion, ainsi que de ce qu'ils peuvent eux-mêmes avoir géré de fait.

Pothier, *Test.*, 367-8. 8 Nouv. Den., p. 220, No. 10. 2 Bourjon, 374. Code Civil B. C., arts. 1043 et suivants.

921. Le testateur peut modifier, restreindre, ou étendre les pouvoirs, les obligations et la saisine de l'exécuteur testamentaire, et la durée de sa charge. Il peut constituer l'exécuteur testamentaire administrateur des biens en tout ou en partie, et même lui donner pouvoir de les aliéner, avec ou sans l'intervention de l'héritier ou du légataire, en la manière et pour les fins par lui établies.

Pothier, *Test.*, 365, *paraît contraire à l'extension des pouvoirs en grande partie, mais l'introduction de la liberté absolue de tester, et son interprétation pratique paraissent avoir aboli le doute. Voyez d'ailleurs* Nouv. Den., p. 215 et suiv, *où le cas est très-applicable.* 4 Furgole, 147. Guyot, *Réper.*, vo. *Exéc. test.*, 161. *Voyez aussi les nouveaux auteurs en général, et en particulier* Delvincourt, vol. 2, p. 373, *note.*

922. Un testateur ne peut nommer de tuteurs aux mineurs, ni de curateurs à ceux qui sont dans le cas d'en être pourvus, ou à une substitution.

Si le testateur a prétendu nommer à ces charges, les

pouvoirs spécifiques donnés aux personnes ainsi appelées et qu'il eût pu leur conférer sans cette désignation, peuvent cependant être exercés par elles comme exécuteurs et administrateurs testamentaires.

Le testateur peut obliger l'héritier ou le légataire à prendre l'avis ou à obtenir l'assentiment des exécuteurs testamentaires ou d'autres personnes dans certains cas.

(*L'article ci-dessus est en conciliation du droit coutumier où toutes les tutelles sont datives, avec l'extension de la liberté de tester.*)

923. Le testateur peut pourvoir au remplacement des exécuteurs et administrateurs testamentaires par d'autres, même successivement, et pour tout le temps que durera l'exécution du testament, soit en les nommant ou désignant lui-même directement, soit en leur donnant pouvoir de se remplacer, ou en indiquant autrement un mode à suivre non contraire à la loi.

Autorités à l'art. 921.

924. [Si le testateur a voulu que la nomination ou le remplacement fussent faits par les tribunaux ou les juges, les pouvoirs à ces fins pourront être exercés judiciairement en appelant les héritiers et légataires intéressés.

Lorsque des exécuteurs et administrateurs testamentaires ont été nommés par le testament, et que par leur refus d'accepter, ou la cessation de leurs pouvoirs sans remplacement, ou par des circonstances imprévues, il ne s'en trouve aucun, sans qu'il soit possible de pourvoir au remplacement d'après les termes du testament, les juges et les tribunaux peuvent également exercer les pouvoirs requis à cet effet, pourvu qu'il apparaisse de l'intention du testateur de faire continuer l'exécution et l'administration indépendamment du légataire ou de l'héritier.]

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES SUBSTITUTIONS.

SECTION I.

RÈGLES SUR LA NATURE ET LA FORME DES SUBSTITUTIONS.

925. Il y a deux sortes de substitutions.

La substitution vulgaire est celle par laquelle une per-

sonne est appelée à la disposition, pour le cas où elle est sans effet quant à la personne avantagée en premier lieu.

La substitution fidéicommissaire est celle où celui qui reçoit est chargé de rendre la chose, soit à son décès, soit à un autre terme.

La substitution a son effet en vertu de la loi, à l'époque fixée, sans qu'il soit besoin d'aucune tradition ou autre acte de la part de celui qui est chargé de rendre.

Thevenot-Dessaulles, *Substit.*, Nos. 7, 10, 11, 31, 190, 502, 612, 613, 614. 2 Bourjon, 153-4. Pothier, *Substit.*, 485-6. Guyot, *Substit.*, 453.

926. La substitution fidéicommissaire comprend la vulgaire sans qu'il soit besoin de l'exprimer.

Lorsque la vulgaire est adjointe en termes exprès à la fidéicommissaire pour régler des cas particuliers, la substitution est aussi appelée compendieuse.

Lorsque le terme de *subtitution* est employé seul, il s'applique à la fidéicommissaire, avec la vulgaire qui y est comprise ou s'y rattache ; à moins que la nature ou les termes de la disposition n'indiquent la vulgaire seule.

Thev.-Dess., Nos. 1234 et suiv. *Ord. des Substit., tit.* 1, *art.* 27. 2 Bourjon, 174. Pothier, *Subst.*, 485-6. Guyot, *Subst.*, 507.

927. Celui qui est chargé de rendre se nomme le grevé, et celui qui a droit de recueillir postérieurement se nomme l'appelé. Lorsqu'il y a plusieurs degrés dans la substitution, l'appelé qui recueille à la charge de rendre devient à son tour grevé par rapport à l'appelé subséquent.

2 Bourjon, 155-9. Pothier, *Subst.*, 486. Guyot, *Subst.*, 175-6

928. Une substitution peut exister quoique le terme d'*usufruit* ait été employé pour exprimer le droit du grevé. En général, c'est d'après l'ensemble de l'acte et l'intention qui s'y trouve suffisamment manifestée, plutôt que d'après l'acception ordinaire de certaines expressions, qu'il est décidé s'il y a ou non substitution.

Thev.-Dess., Nos. 259, 263, 269. Pothier, *Subst.*, 497, 498. Guyot, *Subst.*, 491.

929. L'on peut créer une substitution par donation entrevifs en un contrat de mariage ou autrement, par

donation à cause de mort en un contrat de mariage, ou par testament.

La capacité des personnes suit dans chaque cas la nature de l'acte.

La disposition qui substitue peut être conditionnelle comme toute autre donation ou legs.

La substitution peut être attachée à une disposition soit universelle, ou à titre universel, ou à titre particulier.

Il n'est pas nécessaire que l'appelé ait été présent à la donation entrevifs qui substitue en sa faveur; il peut même n'avoir été ni né ni conçu lors de l'acte.

Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 110, 115. Pothier, *Subst.*, 486-7-8, 523-4-5-9. Guyot, *Subst.*, 482, 496, 497. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 4, 162-3-6.

930. La substitution par contrat de mariage participe de l'irrévocabilité des donations ainsi faites.

Les substitutions par autres donations entrevifs demeurent révocables par le donateur nonobstant l'acceptation du grevé pour lui-même, [tant que l'ouverture n'a pas eu lieu, à moins que l'acceptation de la substitution n'ait eu lieu par l'appelé ou pour lui, soit formellement soit d'une manière équivalente, comme dans les donations en général.]

L'acceptation pour eux-mêmes par les pères et mères grevés, même étrangers au donateur, rend aussi irrévocable la substitution en faveur de leurs enfants nés et à naître.

La révocation de la substitution, lorsqu'elle peut avoir lieu, ne peut préjudicier au grevé, ni à ses héritiers, en les privant de l'avantage de la caducité éventuelle ou autrement. Au contraire, et quoique l'appelé eût pu recueillir sans la révocation, cette révocation est au profit du grevé et non du substituant, à moins que ce dernier n'en ait fait la réserve dans l'acte qui substitue.

La substitution par testament demeure révocable comme toute autre disposition testamentaire.

Ricard, *Don.*, part. 1, No. 850; *Substit.*, part. 1, Nos. 137, 140. Thev.-Dess., Nos. 1134-5-6-7-8 *et notes p.* 448. Ord. *Don.*, arts. 11, 12. Code civil B.-C., art. 772. *Contra pour l'irrévocabilité dans tous les cas.* Ord. *des Subst.* tit. 1, arts. 11, 12. Pothier, *Subst.*, 489.

931. Les biens meubles peuvent, comme les immeu-

bles, être l'objet des substitutions. A moins que les meubles corporels ne soient assujettis à une disposition différente, ils doivent être vendus publiquement et le prix être employé aux fins de la substitution.

Il doit être fait emploi aux mêmes fins des deniers trouvés comptant.

L'emploi doit dans tous les cas être fait au nom de la substitution.

Thev.-Dess., No. 69. *Contrà en partie quant à la vente et à l'emploi*, Ord. *des Subst.*, tit. 1, art. 3. *Vide* Blanchet vs. Blanchet. 2 Bourjon, 158. Pothier, *Subst.*, 529, 554; et 490-1, *quant à l'emploi de rigueur introduit par l'ordonnance.*

932. [La substitution créée par un testament ou dans une donation entrevifs ne peut s'étendre à plus de deux degrés outre l'institué.]

933. Les règles qui concernent les legs en général ont leur effet en matière de substitution, à moins d'exception, en autant qu'elles peuvent être appliquées.

Les substitutions par donation entrevifs sont, comme celles faites par testament, assujetties aux règles des legs quant à l'ouverture et après qu'elle a eu lieu. Ce qui concerne la forme de l'acte, ainsi que l'acceptation et l'appréhension des biens par le premier donataire, demeure sujet aux règles des donations entrevifs.

L'acceptation par le premier donataire grevé suffit pour les appelés, s'ils se prévalent de la disposition et si elle n'a été validement révoquée.

Si la donation entrevifs devient caduque par répudiation ou par défaut d'acceptation de la part du premier donataire, il n'y a pas lieu à la substitution fidéicommissaire, ni à la vulgaire à moins que le donateur ne l'ait ainsi réglé.

Thev.-Dess., Nos. 69, 76, 142, 143, 144, 159, 161, 162, 163, 170, 171, 172, 528, 529, 612. Ricard, *Substit.*, c. 10, No. 130. 2 Bourjon, 155-8. Guyot, *Subst.*, 482. Pothier, *Subst.*, 488, 490, 514. 3 L. C. Jurist, 141, *Joseph* vs. *Castonguay*.

934. Le testateur peut charger de substitution soit le donataire ou le légataire qu'il avantage, soit son héritier à cause de ce qu'il lui laisse à ce titre.

Pothier, *Subst.*, 525. Guyot, *Subst.*, 477.

935. Un donateur par acte entrevifs ne peut substituer postérieurement les biens par lui donnés, même en faveur des enfants du donataire.

Il ne peut non plus s'en réserver le droit, si ce n'est dans la donation par contrat de mariage. Cependant le substituant peut se réserver, dans tous les cas, le droit de déterminer les proportions entre les appelés.

Néanmoins le disposant peut, dans une nouvelle donation entrevifs faite d'autres biens à la même personne, ou par testament, substituer les biens qu'il lui a donnés purement et simplement dans la première; cette substitution n'a d'effet qu'au moyen de l'acceptation de la disposition postérieure dont elle est une condition, et sans préjudice aux droits des tiers.

Ord. *des Subst.*, tit. 1, arts. 13, 15. Thev-Dess., Nos. 123, 127. Code civil B. C., art. 827. Pothier, *Subst.*, 527.

936. Les enfants qui ne sont point appelés à la substitution, mais qui sont seulement mis dans la condition sans être chargés de restituer à d'autres, ne sont pas regardés comme étant dans la disposition.

Ricard, *Subst.*, part 1, No. 501. 2 Bourjon, 167. Pothier, *Subst.*, 504-5-6-7. Ord. *des Subst.*, tit. 1, art. 19. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 939 et suiv.

937. La représentation n'a pas lieu dans les substitutions non plus que dans les autres legs, à moins que le testateur n'ait ordonné que les biens seraient déférés suivant l'ordre des successions légitimes, ou que son intention au même effet ne soit autrement manifestée.

Ord. *des Subst.*, tit. 1, art. 21. Thev.-Dess., No. 64. Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 663 et suiv. *avec modification*.

SECTION II.

DE L'ENREGISTREMENT DES SUBSTITUTIONS.

938. Outre les effets de l'enregistrement et du défaut d'icelui quant aux donations et aux testaments respectivement comme tels, ceux de ces actes qui portent substitution fidéicommissaire, soit de biens meubles, soit d'immeubles, doivent être enregistrés dans l'intérêt des appelés et dans celui des tiers.

Les substitutions en ligne directe par contrat de ma-

riage et celles de meubles corporels avec tradition réelle au premier donataire ne sont pas exemptées de l'enregistrement.

Le défaut d'enregistrement de la substitution opère en faveur des tiers au préjudice des appelés, même mineurs, interdits ou non-nés, et même contre la femme mariée, sans qu'il y ait lieu à restitution, sauf leur recours contre ceux qui étaient tenus de la faire enregistrer.

S. R. B. C., c. 37, s. 29. Ord. de Moulins, art. 47. Ricard, *Substit.*, part. 2, No. 120. 2 Bourjon, 178, 179, 180. Pothier, *Substit.*, 491 et suiv.

939. La substitution peut être attaquée à cause du défaut d'enregistrement par tous ceux qui y ont intérêt, à moins d'une exception qui les concerne.

2 Ricard, *Subst.*, part. 2, No. 120. Pothier, *Subst.*, p. 495-6. C. N. 941.

940. Le substituant, le grevé, non plus que leurs héritiers et légataires universels, ne peuvent se prévaloir du défaut d'enregistrement ; ceux qui ont acquis d'eux de bonne foi à titre particulier soit onéreux soit gratuit, et leurs créanciers, le peuvent.

Pothier, *Subst.*, 495-6. Ord. des *Subst.*, tit. 2, art. 34. C. N. 941, 1070, 1072.

941. L'enregistrement des actes portant substitution remplace leur insinuation au greffe des tribunaux et leur publication en justice, formalités qui sont abolies.

L'enregistrement se fait dans les six mois à compter de la date de la donation entrevifs ou du décès du testateur. L'effet de l'enregistrement, dans ces délais, des donations entrevifs, à l'égard des tiers dont les droits sont enregistrés, est exposé au titre de l'enregistrement réel; quant à tous autres et quant aux substitutions par testament, l'enregistrement effectué dans ces délais, opère avec rétroactivité au temps de la donation ou à celui du décès. S'il a lieu postérieurement, il n'a d'effet qu'à compter de sa date.

Néanmoins, les délais particuliers établis quant aux testaments, pour le cas où le testateur décède hors du Canada, et pour le cas de recélé de l'acte, s'appliquent également avec rétroactivité aux substitutions qui y sont contenues.

La substitution qui affecte les immeubles doit être

enregistrée au bureau pour la circonscription dans laquelle ils sont situés, et en outre, si elle est faite par donation à cause de mort ou par testament, au bureau du domicile du substituant.

Si elle affecte les biens meubles, elle doit être enregistrée au bureau du domicile du donateur lors de la donation, ou du testateur lors de son décès.

S. R. B. C., c. 37, ss. 28, 29. Pothier, *Subst.*, 494-5. *Ord. des Substit.*, tit. 2, arts. 27, 28, 29. Code Civil B. C., art. 804.

942. Sont tenues de faire effectuer l'enregistrement des substitutions, lorsqu'elles en connaissent l'existence, les personnes suivantes, savoir:

1. Le grevé qui accepte le don ou le legs:
2. L'appelé majeur qui est lui-même chargé de rendre;
3. Les tuteurs ou curateurs au grevé ou aux appelés, et le curateur à la substitution;
4. Le mari pour sa femme obligée.

Ceux qui sont tenus de faire effectuer l'enregistrement de la substitution et leurs héritiers et légataires universels ou à titre universel ne peuvent se prévaloir de son défaut.

Le grevé qui a négligé de faire enregistrer est en outre passible de la perte des fruits, comme pour la négligence de faire inventaire.

Ricard, *Subst.*, part. 2, No. 130. 2 Bourjon, 178. *Ord. des Subst.*, tit. 2, arts. 23, 30. Pothier, *Subst.*, 494, 496, 553. C. N. 941, 1069, 1070, 1072, 1073.

943. Les actes et déclarations d'emploi des deniers affectés à la substitution doivent aussi être enregistrés dans les six mois de leur date.

Autorités à l'article précédent.

SECTION III.

DE LA SUBSTITUTION AVANT L'OUVERTURE.

944. Le grevé possède pour lui-même à titre de propriétaire, à la charge de rendre et sans préjudice aux droits de l'appelé.

Ricard, *Subst.*, part. 1, No. 100. 2 Bourjon, 186. Pothier, *Subst.*, 541, 543, 559. Guyot, *Subst.*, 522-3. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 11, 631-2-3.

945. Si tous les appelés ne sont pas nés, il est du devoir du grevé de faire nommer en justice, en la manière établie pour la nomination des tuteurs, un curateur à la substitution pour représenter les appelés non-nés et veiller à leur intérêt en tous inventaires et partages, et dans les autres cas auxquels son intervention est requise ou peut avoir lieu.

Le grevé qui néglige cette obligation peut être déclaré au profit des appelés déchu du bénéfice de la disposition.

Toute personne qui aurait qualité pour provoquer la nomination d'un tuteur à un mineur de la même famille, peut aussi provoquer celle d'un curateur à la substitution.

Les appelés nés et incapables sont représentés comme dans les cas ordinaires.

2 Bourjon, 160. Guyot, *Tuteur à Subst.*, 339. 2 Pigeau, 313. Thev.-Dess., *Subst.*, c. 88.

946. Le grevé est tenu de procéder, à ses propres frais, dans les trois mois, à l'inventaire des biens substitués et à la prisée des effets mobiliers, s'ils ne sont compris comme tels et avec semblable prisée dans l'inventaire général fait par d'autres des biens de la succession. Les intéressés doivent être présents ou avoir été dûment appelés.

Au défaut du grevé, les appelés, leurs tuteurs ou curateurs, et le curateur à la substitution, ont droit, et ils sont tenus, à l'exception de l'appelé lorsqu'il n'est pas lui-même chargé de rendre, de faire procéder à cet inventaire aux frais du grevé en l'y appelant ainsi que les autres intéressés.

Faute par le grevé d'avoir fait procéder à l'inventaire et à la prisée, il doit être privé des fruits jusqu'à ce qu'il ait satisfait à cette obligation.

2 Bourjon, 160. Pothier, *Subst.*, 522-3. 2 Pigeau, 313. Guyot, *Tuteur à Subst.*, 339. *Ord. des Subst.*, tit. 2, arts. 1, 2, 4, 5.

947. Le grevé fait tous les actes nécessaires à la conservation des biens.

Il est tenu pour son propre compte des droits, rentes, redevances et arrérages échus de son temps.

Il fait les paiements, reçoit les créances et rembour-

sements, fait l'emploi des capitaux et exerce en justice les droits nécessaires à ces fins.

Il fait à ces mêmes fins les avances pour frais de procès et autres déboursés extraordinaires requis, dont le montant est remis à lui ou à ses héritiers en tout ou en partie, ainsi qu'il est trouvé juste lors de la restitution.

S'il a racheté des rentes ou payé des dettes en capital, sans en avoir été chargé, il a le droit, ou ses héritiers, d'en être remboursé, sans intérêt, à la même époque.

Si le rachat ou le paiement a, sans cause suffisante, été fait par anticipation et n'eût pas encore été exigible lors de l'ouverture, l'appelé peut se borner, jusqu'à l'époque où fût arrivée cette exigibilité, à servir la rente ou payer les intérêts.

2 Bourjon, 160-1-2-3. Pothier, *Subst.*, 541-2. Guyot, *Subst.*, 522 et suiv.

948. Les règles qui concernent l'indivis exposées au titre *Des Successions* s'appliquent également aux substitutions, sauf la nature provisoire du partage pendant leur durée.

Dans le cas de vente forcée des immeubles, ou autre aliénation des biens substitués, lorsqu'elle peut avoir lieu, et dans celui du remboursement des rentes et capitaux, le grevé ou les exécuteurs testamentaires qui ont pouvoir d'administrer en son lieu, sont tenus de faire emploi du prix dans l'intérêt des appelés avec le consentement des intéressés, ou à leur refus, suivant autorisation en justice, après les avoir dûment appelés.

2 Bourjon, 160. Pothier, *Subst.*, 542, 543, 552. Guyot, *Subst.*, 527.

949. L'obligation de rendre les biens substitués dans leur intégrité, et la nullité des actes du grevé au contraire, ne l'empêchent pas de les hypothéquer, et de les aliéner sans préjudice aux droits de l'appelé qui les reprend libres de toute hypothèque, charge ou servitude, et même de la continuation du bail, à moins que son droit ne soit prescrit conformément aux règles contenues au titre *De la Prescription*, ou que le tiers n'ait droit de se prévaloir du défaut d'enregistrement de la substitution.

Autorités sous l'art. 951.

950. La vente forcée en justice ou par licitation est

également résolue en faveur de l'appelé, par l'ouverture, si la substitution a été enregistrée, à moins que cette vente n'ait lieu dans quelqu'un des cas mentionnés en l'article 953.

Autorités sous l'article 951.

951. Le grevé ne peut non plus transiger sur la propriété des biens de manière à obliger l'appelé, si ce n'est dans les cas de nécessité où l'intérêt de ce dernier est concerné, et après y avoir été autorisé en justice comme pour la vente des biens de mineurs.

Ricard, *Subst.*, part. 2, No. 90. Pothier, *Subst.*, 543. Guyot, *Transaction*, 236. *Ord. des Subst.*, tit. 2, art. 53. Thev.-Dess., *Subst.*, 738, 857 et suiv.

952. Le substituant peut indéfiniment permettre l'aliénation des biens substitués; la substitution n'a d'effet en ce cas que si l'aliénation n'a pas eu lieu.

Ricard, *Subst.*, part. 2, No. 76. Pothier, *Subst.*, 537. Guyot, *Subst.*, 507. Thev-Dess., *Subst.*, No. 787.

953. L'aliénation finale des biens substitués peut en outre avoir lieu validement pendant la substitution:

1. Par suite du droit d'expropriation pour cause d'utilité publique, ou d'après quelque loi spéciale;

2. Par vente forcée en justice pour la dette du substituant ou pour hypothèques antérieures à sa possession. L'obligation du grevé d'acquitter la dette ou la charge n'empêche pas en ce cas la vente d'être valide à l'encontre de la substitution, mais le grevé demeure passible de tous dommages envers l'appelé;

3. Du consentement de tous les appelés, lorsqu'ils ont l'exercice de leurs droits. Si quelques-uns d'eux seulement ont consenti, l'aliénation vaut pour ce qui les concerne, sans préjudice aux autres;

4. Lorsque l'appelé, comme héritier ou légataire du grevé, est tenu de l'éviction envers l'acquéreur;

5. Quant aux choses mobilières vendues conformément à la section première du présent chapitre.

Ricard, *Subst.*, *c.* 6, No. 258; *c.* 13, Nos. 99 et suiv. Bourjon, 160, 179, 189 et suiv. Pothier, *Subst.*, 531, 533, 534, 548. Guyot, *Subst.*, 527 et suiv. Héricourt, *Ventes des immeubles*, 49.

954. [La femme du grevé n'a pas de recours subsi-

diaire sur les biens substitués pour la sûreté de son douaire ou de sa dot.]

955. Le grevé qui dégrade, dilapide ou dissipe, peut être assujetti à donner caution ou à souffrir l'envoi en possession de l'appelé à titre de séquestre.

Ricard, *Subst.*, *c.* 10, Nos. 25, 26. 2 Bourjon, 160. Pothier, *Subst.*, 552. Guyot, *Subst.*, 536. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 780, 781, 782.

956. L'appelé peut, durant la substitution, disposer par acte entrevifs ou par testament, de son droit éventuel aux biens substitués, sujet au manque d'effet par caducité, et aussi sujet aux effets ultérieurs de la substitution lorsqu'elle continue après lui.

L'appelé et ceux qui le représentent peuvent faire avant l'ouverture tous les actes conservatoires qui se rapportent à son droit éventuel, soit contre le grevé, soit contre les tiers.

Ricard, *Subst.*, c. 13, No. 89. Pothier, *Subst.*, 551-2. Thev.-Dess., *Subst.*, No. 757, *contrà, ainsi que les anciens auteurs qui ne reconnaissent aucun droit avant l'ouverture et même avant l'acceptation ou la délivrance.*

957. L'appelé qui décède avant l'ouverture en sa faveur, ou à l'égard duquel le droit à la substitution est autrement devenu caduc, ne transmet pas ce droit à ses héritiers non plus que dans le cas de tout autre legs non ouvert.

2 Bourjon, 173. Pothier, *Subst.*, 550. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 510 et suiv.; 556 et suiv.

958. Quant aux réparations dont le grevé est tenu et aux répétitions qu'il peut exercer, ou ses héritiers, pour les améliorations qu'il a faites, les règles sont les mêmes que celles exposées par rapport à l'emphythéote aux articles 581 et 582.

Pothier, *Subst.*, *p.* 534.

959. Les jugements intervenus en faveur des tiers contre le grevé ne peuvent être attaqués par les appelés sur le motif de la substitution, si on les a mis en cause, ou leurs tuteurs ou curateurs, ou le curateur à la substitution, et en outre les exécuteurs et administrateurs testamentaires, s'il y en avait en exercice.

Si les appelés ou ceux qui doivent l'être pour eux n'ont pas été mis en cause, ces jugements peuvent être

attaqués soit que le grevé ait défendu ou non à la poursuite contre lui.

Décl. du 22 mars 1732. 1 Edits et Ord., 533. Guyot, *Subst.*, 545. Thev.-Dess., *Subst.*, No. 1258. 2 Pigeau, 407.

960. Le grevé peut faire la remise des biens par anticipation, à moins que le délai n'ait été établi pour l'avantage de l'appelé, sans préjudice aux créanciers du grevé.

Question douteuse dans l'ancien droit. Ord. *des Subst.*, tit. 1. art. 42. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 1044 et suiv. *Contrà*, Ricard, *Subst.*, part. 2, Nos. 27, 40, 48. 2 Bourjon, 171. Pothier, *Subst.*, 556-7. Guyot, *Subst.*, 537.

SECTION IV.

DE L'OUVERTURE DE LA SUBSTITUTION ET DE LA RESTITUTION DES BIENS.

961. Lorsqu'aucune autre époque n'est assignée pour l'ouverture de la substitution et la restitution des biens, elles ont lieu au décès du grevé.

Ricard, *Subst.*, part. 2, No. 27. 2 Bourjon, 171. Pothier, *Subst.*, 555.

962. L'appelé reçoit les biens directement du substituant et non du grevé.

L'appelé est, par l'ouverture de la substitution à son profit, saisi de suite de la propriété des biens, de la même manière que tout autre légataire ; il peut en disposer absolument et il les transmet dans sa succession, s'il n'y a prohibition ou substitution ultérieure.

Conséquence de l'assimilation des fidéicommis aux legs.

2 Bourjon, 172. Guyot, *Subst.*, 538. Pothier, *Subst.*, 559.

963. Si par suite d'une condition pendante ou autre disposition du testament, l'ouverture de la substitution n'a pas lieu immédiatement au décès du grevé, ses héritiers et légataires continuent jusqu'à l'ouverture à exercer ses droits et demeurent chargés de ses obligations.

Pothier, *Subst.*, 563. Thev.-Dess., *Subst.*, c. 30.

964. Le légataire qui est chargé comme simple ministre d'administrer les biens et de les employer ou distribuer pour les fins du testament, bien que dans les

termes sa qualité paraisse réellement être celle de propriétaire grevé et non simplement d'exécuteur et administrateur, ne conserve pas les biens dans le cas de caducité de la disposition ultérieure ou de l'impossibilité de les appliquer aux fins voulues, à moins que le testateur n'ait manifesté son intention à ce sujet. Ces biens passent en ce cas à l'héritier ou au légataire qui recueille la succession.

Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 752-3-4. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 536, 539.

965. Le grevé ou ses héritiers restituent les biens avec leurs accessoires; ils rendent les fruits et intérêts échus depuis l'ouverture, s'ils les ont perçus, à moins que l'appelé mis en demeure d'accepter ou de répudier son legs n'ait manqué de prendre qualité.

Pothier, *Subst.*, 560. Guyot, *Subst.*, 539. Thev.-Dess. *Subst.*, c. 69.

966. [Si le grevé était debiteur ou créancier du substituant, et a, par son acceptation en qualité d'héritier ou de légataire universel ou à titre universel, fait confusion en sa personne de sa dette ou de sa créance, cette dette ou cette créance revivent entre l'appelé et le grevé ou ses héritiers, lors de la restitution des biens substitués, nonobstant cette confusion, considérée comme temporaire, sauf les intérêts jusqu'à l'ouverture, pour lesquels la confusion subsiste.

Le grevé ou ses héritiers ont droit à la séparation des patrimoines dans l'exercice de leur créance, et ils peuvent retenir les biens jusqu'au paiement.]

Guyot, *Subst.*, 540. Thev.-Dess., *Subst.*, c. 53, 54, 55, 56; *contrà quant à la créance.* Ricard, *Subst.*, c. 12, No. 71. 2 Bourjon, 161.

967. Le grevé mineur, interdit, ou non-né, et la femme grevée sous puissance de mari, ne peuvent se faire restituer contre l'omission des obligations que cette section et la précédente leur imposent, ou au mari, au tuteur, ou au curateur pour eux, sauf recours.

2 Ricard, *Subst.*, part. 2, Nos. 133-4. Pothier, *Subst.*, p. 496. C. N. 1074.

SECTION V.

DE LA PROHIBITION D'ALIÉNER.

968. La prohibition d'aliéner contenue dans un acte peut, en certains cas, se rattacher à une substitution et même en constituer une.

Elle peut aussi être faite pour des motifs autres que celui de substituer.

Elle peut être en termes exprès, ou résulter des conditions et des circonstances de l'acte.

Elle comprend la prohibition d'hypothéquer.

Dans les donations entrevifs l'engagement de ne pas aliéner pris par celui qui reçoit a les mêmes effets que la prohibition.

ff L. 134, *de legatis.*, 1; L. 38, *Ibid.*, 3. *Cod.*, L. 4, *de condict. ob causam.* Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 333 et suiv.; 369. 3 Henrys, liv. 5, c. 4, *quest.* 49. 2 Bourjon, 164. Domat, *Subst.*, tit. 3, sec. 2, No. 5, et préambule du liv. 5; Legs, tit. 2, sec. 1, No. 3. N. Den., *Défense d'aliéner*, § 1. Pothier, *Subst.*, 499.

969. La prohibition d'aliéner peut avoir pour cause ou considération l'intérêt soit du disposant, soit de celui qui reçoit, ou encore celui des appelés à la substitution ou des tiers.

Voyez sur le sujet de cette section quant au droit Romain, Pothier, *Pandectes*, vol. 12, pp. 245 à 252. Ricard, *Subst.*, part. 1, No. 333; *Donations*, part. 1, No. 1044.

970. La prohibition d'aliéner la chose vendue ou cédée à titre purement onéreux est nulle.

N. Den., *Défense d'aliéner*, § 1, No. 1.

971. La prohibition d'aliéner peut être simplement confirmative d'une substitution.

Elle en constitue une, quoique les termes à cet effet ne soient pas exprès, suivant les règles ci-après exposées.

972. [Quoique le motif de la prohibition d'aliéner ne soit pas exprimé, et quoiqu'elle ne soit pas en termes de nullité ou sous quelque autre peine, la volonté du disposant suffit pour y donner effet, à moins que les expressions ne se bornent évidemment à un simple conseil.

Lorsque la prohibition n'est pas faite pour d'autre

motif, elle est interprétée comme constituant un droit de retour en faveur du disposant et de ses héritiers.]

973. Si la prohibition d'aliéner est faite en faveur de quelques personnes désignées ou que l'on puisse connaître et qui doivent recevoir la chose après le donataire, l'héritier ou le légataire, il y a substitution en faveur de ces personnes quoiqu'elle ne se trouve pas énoncée en termes exprès.

Pothier, *Subst.*, 499, 517, 518.

974. Lorsque la prohibition d'aliéner est graduelle, et qu'elle est en même temps interprétée comme comportant une substitution, ceux à qui cette prohibition est adressée subséquemment au premier qui reçoit, sont successivement appelés à cette substitution comme s'ils étaient l'objet d'une disposition expresse.

2 Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 397.

975. La prohibition d'aliéner peut être limitée aux actes entrevifs ou à ceux à cause de mort, ou s'étendre aux uns et aux autres, ou encore être autrement modifiée suivant la volonté du disposant. L'étendue en est déterminée d'après le but que le disposant avait en vue, et d'après les autres circonstances.

S'il n'y a pas de limitation, la prohibition est censée s'étendre à toute sorte d'actes.

2 Ricard. *Subst.*, part. 1, Nos. 340 et suiv.

976. La simple défense de tester, sans autre condition ni indication, comporte une substitution en faveur des héritiers naturels du donataire, ou de ceux de l'héritier ou du légataire, quant à ce qui restera des biens à son décès.

Pothier, *Subst.*, 518.

977. La prohibition d'aliéner hors de la famille, soit du disposant ou de celui qui reçoit, ou de toute autre famille, ne s'étend, à moins d'expressions qui indiquent la gradualité, qu'à ceux auxquels elle est adressée ; ceux de la famille qui recueillent après eux n'y sont pas assujettis.

Si cette prohibition d'aliéner n'est adressée à personne en particulier, elle est, à moins de semblables expressions, réputée adressée seulement à celui qui est gratifié le premier.

La substitution faite dans la famille s'interprète dans tous les cas d'après les mêmes règles.

Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 488, 493, 516. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 356, 357, 358 et suiv., 363 et suiv., 953 à 959. *Contrà, le droit Romain qui admettait plus facilement le fidéicommis par conjecture.*

978. La prohibition d'aliéner hors de la famille, lorsque aucune disposition n'astreint à suivre l'ordre des successions légitimes, ou tout autre ordre, n'empêche pas l'aliénation à titre gratuit ou onéreux en faveur de ceux de la famille qui sont en degré plus éloigné.

Thev.-Dess., *loc. cit.*

979. Le terme *famille* non limité s'applique à tous les parents en ligne directe ou collatérale qui sont de la famille, venant successivement en degré suivant la loi ou dans l'ordre indiqué, sans qu'il y ait lieu néanmoins à la représentation autrement que comme dans le cas des legs.

Ord. *des Subst.*, tit. 1, arts. 21, 22. Pothier, *Subst.*, 512, 513, 514.

980. Dans la prohibition d'aliéner, comme dans la substitution, et dans les donations et les legs en général, le terme *enfants* ou *petits-enfants*, employé seul soit dans la disposition, soit dans la condition, s'applique à tous les descendants avec ou sans graduailté suivant la nature de l'acte.

Ricard, *Subst.*, part. 1, Nos. 503 et suiv. Thev.-Dess., *Subst.*, Nos. 367 et suiv. Pothier, *Subst.*, p. 509. 7 Décisions des Tribunaux, p. 351; 9 Do., p. 376; 11 Do., p. 84; *Martin et Lee*. 6 Guyot, *Rép.*, 718 et suiv.

981. [Les prohibitions d'aliéner, quoique non accompagnées de substitution, doivent être enregistrées, même quant aux biens meubles, comme les substitutions elles-mêmes.

Celui auquel la prohibition est faite et son tuteur ou curateur, et le mari pour sa femme obligée, sont tenus de faire effectuer cet enregistrement.]

TITRE TROISIÈME.

DES OBLIGATIONS.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

982. Il est de l'essence d'une obligation qu'il y ait une cause d'où elle naisse, des personnes entre qui elle existe, et qu'elle ait un objet.

Pothier, Obligations, No. 1.

983. Les obligations procèdent des contrats, des quasi-contrats, des délits, des quasi-délits, ou de la loi seule.

Instit., lib. 3, tit. 14, § 1 et 2. Pothier, Oblig., 2.

CHAPITRE PREMIER.

DES CONTRATS.

SECTION I.

DE CE QUI EST NÉCESSAIRE POUR LA VALIDITÉ DES CONTRATS.

984. Quatre choses sont nécessaires pour la validité d'un contrat :

Des parties ayant la capacité légale de contracter;

Leur consentement donné légalement;

Quelque chose qui soit l'objet du contrat;

Une cause ou considération licite.

ff L. 1, § 2 et 3, L. 7, § 4, *De pactis*. Pothier, Oblig., 8. Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 1, § 3, 4, 5 et suiv. C. N. 1108. C. L. 1772.

§ 1. *De la capacité légale pour contracter.*

985. Toute personne est capable de contracter, si elle n'en est pas expressément déclarée incapable par la loi.

Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 2, § 1. *ff* L. 1, *De pactis*. C. N. 1103.

986. Sont incapables de contracter :

Les mineurs, dans les cas et suivant les dispositions contenues dans ce code;

Pothier, Oblig., 50. Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 5, No. 4 et suiv. et notes. 4 Boileux, pp. 374-6.

Les interdits ;

ff L. 40, *De reg. jur.* Pothier, Oblig., 50. Domat. liv. 1, tit. 2, sect. 2, § 10.

Les femmes mariées, excepté dans les cas spécifiés par la loi ;

Pothier, Oblig., 50. *Cout. de Paris*, art. 223, 234.

Ceux à qui des dispositions spéciales de la loi défendent de contracter à raison de leurs relations ensemble, ou de l'objet du contrat ;

Les personnes aliénées ou souffrant d'une aberration temporaire causée par maladie, accident, ivresse ou autre cause, ou qui, à raison dé la faiblesse de leur esprit, sont incapables de donner un consentement valable ;

Domat, liv. 1, tit. 2, sect. 1, § 11. Pothier, Oblig., 51, 49. ff L. 40, *De reg. jur. Furiosus nullum negotium contrahere potest.*

Ceux qui sont morts civilement.

Domat, liv. prélimin., tit. 2, sect. 1, § 12, 13. C. N. 1124. 3 Savigny, Drt. Romain, p. 90.

987. L'incapacité des mineurs et des interdits pour prodigalité est établie en leur faveur.

Ceux qui sont capables de contracter ne peuvent opposer l'incapacité des mineurs ou des interdits avec qui ils ont contracté.

Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 5, § 7. Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 2, No. 10. ff L. 13, § 19, *De act. empt. et vend.* ff L. 6, L. 7, L. 44, *De minoribus.* Pothier, Oblig., 50. Meslé, c. 14, No. 18. ff L. 5, § 1, L. 9, *in principio, De auctoritate et consensu tutorum.* C. N. 1125.

§ 2. *Du consentement.*

988. Le consentement est ou exprès ou implicite. Il est invalidé par les causes énoncées dans la section deuxième de ce chapitre.

Pothier, Oblig., 16, 17.

§ 3. *De la cause ou considération des contrats.*

989. Le contrat sans considération, ou fondé sur

une considération illégale, est sans effet; mais il n'est pas moins valable quoique la considération n'en soit pas exprimée ou soit exprimée incorrectement dans l'écrit qui le constate.

ff L. 7, § 4, 7, L. 27, § 4, *De pactis*. Pothier, Oblig., 42, 43, 753. Domat, liv. 1, tit 1, sect. 5, No. 13. Domat, liv. 1, tit. 1, sect. 1, Nos. 5 et 6. 6 Toullier, No. 175, 176, 177. 4 Marcadé, No. 456. C. N. 1131, 1132.

990. La considération est illégale quand elle est prohibée par la loi, ou contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public.

ff L. 7, § 7, *De pactis*. Pothier, 43. C. N. 1133.

§ 4. *De l'objet des contrats.*

Voir chap. V. De l'objet des obligations.

SECTION II.

DES CAUSES DE NULLITÉ DES CONTRATS.

991. L'erreur, la fraude, la violence ou la crainte et la lésion sont des causes de nullité des contrats, sujettes aux restrictions et règles contenues en ce code.

§ 1. *De l'erreur.*

992. L'erreur n'est une cause de nullité que lorsqu'elle tombe sur la nature même du contrat, sur la substance de la chose qui en fait l'objet, ou sur quelque chose qui soit une considération principale qui ait engagé à le faire.

Pothier, Oblig., 17, 18. *ff* L. 116, § 2, *De reg. jur.*, *Non videntur qui errant consentire*. L. 57, *De obligation. et action*. C. N. 1110.

§ 2. *De la fraude.*

993. La fraude ou le dol est une cause de nullité lorsque les manœuvres pratiquées par l'une des parties ou à sa connaissance sont telles que sans cela, l'autre partie n'aurait pas contracté.

Il ne se présume pas et doit être prouvé.

Pothier, Oblig., 29, 31, 3. Domat, liv. 1, tit. 18, sec. 3, Nos. 1 et 3. *Id.*, tit. 1, sec. 6, No. 8. *ff* L. 7, § 9, *dolo.* C. N. 1116.

§ 3. *De la violence et de la crainte.*

994. La violence ou la crainte est une cause de nullité, soit qu'elle soit exercée ou produite par la partie au profit de laquelle le contrat est fait, ou par toute autre personne.

Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 3, No. 1. *ff* L. 1, 2, 3, 21, § 5, *Quod metûs causâ*. L. 116, *in principio. De reg. jur.* Domat, liv. 1. tit. 1, sec. 5, No. 10. Pothier, Oblig., 21, 22, 23. C. N. 1109, 1111.

995. La crainte produite par violence ou autrement doit être une crainte raisonnable et présente d'un mal sérieux. On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe, au caractère et à la condition des personnes.

ff L. 5, *Quod metûs causâ*. L. 6, L. 9, *metus non vani hominis*. *ff* L. 184, *De reg. jur.* Pothier, Oblig., 25. 4 Marcadé, No. 411. C. N. 1112.

996. La crainte que subit le contractant est une cause de nullité, soit que le mal appréhendé se rapporte à lui-même, ou à sa femme, ou à ses enfants, ou à quelqu'un de ses proches, et dans quelques cas même à des étrangers, suivant les circonstances.

L. 8, § 3. *ff Quod metûs causâ*. Pothier, Oblig., 25. 4 Marcadé, No. 413. 10 Duranton. No. 152. C. N. 1113.

997. La seule crainte révérentielle envers le père, la mère ou autre ascendant, sans aucune menace, ou sans l'exercice d'aucune violence, ne suffit point pour faire annuler le contrat.

Pothier, Oblig., 27. C. N. 1114.

998. Si la violence n'est qu'une contrainte légale, ou si la crainte n'est que celle produite par quelqu'un dans l'exercice d'un droit qui lui appartient, il n'y a pas cause de nullité ; mais cette cause existe si on emploie les formalités de la loi, ou si on menace de les employer, pour une cause injuste et illégale, afin d'extorquer un consentement.

Pothier, Oblig., 26. *ff* L. 3, § 1, *Quod metûs causâ*. C. L. 1850, 1851.

999. Un contrat ayant pour objet de soustraire celui qui le fait, sa femme, son mari, ou quelqu'un de ses proches à la violence, ou à la menace de quelque mal, n'est pas nul par suite de telle violence ou menace,

pourvu que la personne en faveur de qui ce contrat est fait soit de bonne foi et n'ait pas colludé avec la partie coupable.

ff L, 9, § 1, *Quod metûs causâ*. Pothier, Oblig., 24. C. L., 1852. 4 Marcadé, No. 415.

1000. L'erreur, le dol, la violence ou la crainte ne sont pas cause de nullité absolue. Elles donnent seulement un droit d'action, ou une exception pour faire annuler ou rescinder les contrats qui en sont entachés.

Pothier, Oblig., 29. Autorités sous l'art. 993. C. N. 1117.

§ 4. *De la lésion.*

1001. La lésion n'est une cause de nullité des contrats que dans certains cas et à l'égard de certaines personnes, tel qu'expliqué dans cette section.

C. N. 1118.

1002. La simple lésion est une cause de nullité, en faveur du mineur non émancipé, contre toutes espèces d'actes, lorsqu'il n'est pas assisté de son tuteur, et lorsqu'il l'est, contre toutes espèces d'actes autres que ceux d'administration ; et en faveur du mineur émancipé, contre tous les contrats qui excèdent les bornes de sa capacité légale, telle qu'établie au titre *De la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation ;* sauf les exceptions spécialement énoncées dans ce code.

Pothier, Oblig., 40. Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, Nos. 19, 23, 24. *Id.*, livre 2, tit. 1, sec. 3, No. 16. Cod., L. 2, *Si tut. vel. cur. interv.* *ff* L. 7, § 3, 5, 7, L. 29, L. 34, § 1. L. 49, *De minoribus*. Meslé, *Des minorités*, ch. 14, No. 27. C. N. 1305.

1003. La simple déclaration faite par un mineur qu'il a atteint l'âge de majorité n'empêche pas la rescision pour cause de lésion.

Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, No. 7. Meslé, ch. 14, No. 55. pp. 410, 411. *Cod.*, L. 1, *Si minor se majorem dixerit.* C. N. 1307.

1004. Le mineur n'est pas restituable pour cause de lésion, lorsqu'elle ne résulte que d'un événement casuel et imprévu.

ff L. 11, § 4, *De minoribus*. Meslé, p. 391 et p. 14, No. 18. Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, No. 15. C. N. 1306.

1005. Le mineur banquier, commerçant ou artisan, n'est pas restituable pour cause de lésion contre les engagements qu'il a pris à raison de son commerce ou de son art ou métier.

Meslé, p. 14, No. 53. Rép. jurisp., vo. *Mineurs*, p. 528. Ord. de 1673, tit. 1, art. 6. C. N. 1308.

1006. [Le mineur n'est pas restituable contre les conventions portées en son contrat de mariage, lorsqu'elles ont été faites avec le consentement et l'assistance de ceux dont le consentement est requis pour la validité de son mariage.]

C. N. 1309.

1007. Il n'est point restituable contre les obligations résultant de ses délits et quasi-délits.

ff L. 37, § *prel.* *ff* L. 9, *De minoribus*. *Cod.*, L. 1, *Si adversus delictum*. Meslé, ch. 14, No. 54. Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, Nos. 5, 6. C. N. 1310.

1008. Nul n'est restituable contre le contrat qu'il a fait durant sa minorité, lorsqu'il l'a ratifié en majorité.

Meslé, p. 14, No. 56. Le droit romain et les arrêts cités par lui. Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, Nos. 31, 32. C. N. 1311.

1009. Les contrats faits par les mineurs pour aliéner ou grever leurs propriétés immobilières, avec ou sans l'intervention de leurs tuteurs ou curateurs, sans observer les formalités requises par la loi, peuvent être annulés, sans qu'il soit nécessaire de prouver la lésion.

Cod., L. 11, *de prædiis et aliis rebus*. Pothier, Vente, Nos. 14, 168, 516. Domat, liv. 4, tit. 6, sec. 2, No. 26.

1010. [Lorsque toutes les formalités requises à l'égard des mineurs ou des interdits, soit pour l'aliénation d'immeubles, soit pour un partage de succession, ont été remplies, tels contrats ou actes ont la même force et le même effet que s'ils étaient faits par des majeurs non interdits.]

C. N. 1314. C. L. 1862. 4 Marcadé, sur l'art. 1314.

1011. Lorsque les mineurs, les interdits ou les femmes mariées, sont admis, en ces qualités, à se faire restituer contre leurs contrats, le remboursement de ce qui a été, en conséquence de ces engagements, payé pendant la minorité, l'interdiction ou le mariage, n'en

peut être exigé, à moins qu'il ne soit prouvé que ce qui a été ainsi payé a tourné à leur profit.

Meslé, p. 14, No. 25, et les arrêts cités par lui. 7 Toullier, No. 580. C. N. 1312.

1012. [Les majeurs ne peuvent être restitués contre leurs contrats pour cause de lésion seulement.]

SECTION III.

DE L'INTERPRÉTATION DES CONTRATS.

1013. Lorsque la commune intention des parties dans un contrat est douteuse, elle doit être déterminée par interprétation plutôt que par le sens littéral des termes du contrat.

ff L. 219, *De verb. signif.* Pothier, Oblig., 91. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 9, No. 8. C. N. 1156.

1014. Lorsqu'une clause est susceptible de deux sens, on doit plutôt l'entendre dans celui avec lequel elle peut avoir quelqu'effet, que dans le sens avec lequel elle n'en pourrait avoir aucun.

ff L. 80, *de verb. oblig.* Pothier, 92. C. L. 1946. C. N. 1157.

1015. Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.

ff L. 67, *De reg. jur.* Pothier, 93. C. L. 1947. C. N. 1158.

1016. Ce qui est ambigu s'interprète par ce qui est d'usage dans le pays où le contrat est passé.

ff L. 34, *de reg. jur.* Pothier, 94. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 9. C. L. 1948. C. N. 1159.

1017. On doit suppléer dans le contrat les clauses qui y sont d'usage, quoiqu'elles n'y soient pas exprimées.

ff L. 31, § 20, *De ædilitio edicto.* Pothier, 95. C. L. 1949. C. N. 1160.

1018. Toutes les clauses d'un contrat s'interprètent les unes par les autres, en donnant à chacune le sens qui résulte de l'acte entier.

ff L. 24, *De legibus.* L. 126, *De verb. signif.* Pothier, 96. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 10. C. L. 1950. C. N. 1161.

1019. Dans le doute le contrat s'interprète contre

celui qui a stipulé, et en faveur de celui qui a contracté l'obligation.

ff L. 38, § 18, *De verb. oblig.* L. 99. *ff* L. 26, *De rebus dubiis*. Pothier, 97. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 13. C. L. 1952. C. N. 1162.

1020. Quelque généraux que soient les termes dans lesquels un contrat est exprimé, ils ne comprennent que les choses sur lesquelles il paraît que les parties se sont proposé de contracter.

ff L. 3, § 2, L. 5, L. 9, § 3, L. 12, *De transactionibus*. Pothier, 98, 99. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 21. C. L. 1954. C. N. 1163.

1021. Lorsque les parties, pour écarter le doute si un cas particulier serait compris dans le contrat, ont fait des dispositions pour tel cas, les termes généraux du contrat ne sont pas pour cette raison restreints au seul cas ainsi exprimé.

ff L. 81, *De reg. jur.* L. 56, *Mand. vel contrà.* Pothier, 100. C. L. 1957. C. N. 1164.

SECTION IV.

DE L'EFFET DES CONTRATS.

1022. Les contrats produisent des obligations et quelquefois ont pour effet de libérer de quelque autre contrat, ou de le modifier.

Ils ont aussi, en certains cas, l'effet de transférer le droit de propriété.

Ils ne peuvent être résolus que du consentement des parties, ou pour les causes que la loi reconnaît.

Pothier, Oblig., 85. *ff*, lib. 1, tit. 1, sec. 3, No. 12, sec. 2, No. 7. C. N. 1134.

1023. Les contrats n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes ; ils n'en ont point quant aux tiers, excepté dans les cas auxquels il est pourvu dans la cinquième section de ce chapitre.

ff De pactis, L. 27, § 4. Pothier, Oblig., 85, 87, 88, 89. C. N. 1165.

1024. Les obligations d'un contrat s'étendent non-seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les conséquences qui en découlent, d'après sa nature, et suivant l'équité, l'usage ou la loi.

ff L. 2, § 2, *De oblig. & action.* L. 35, *De reg. jur.* Cod., lib. 4, tit. 10, 4, *De oblig. & action.* Domat, loc. cit. C. N. 1135.

1025. [Le contrat d'aliénation d'une chose certaine et déterminée rend l'acquéreur propriétaire de la chose par le seul consentement des parties, quoique la tradition actuelle n'en ait pas lieu.

La règle qui précède est sujette aux dispositions spéciales contenues en ce code, concernant la cession et l'enregistrement des vaisseaux.

La conservation et le risque de la chose avant sa livraison sont sujets aux règles générales contenues dans les chapitres de ce titre, *De l'effet des obligations* et *De l'extinction des obligations*.]

ff L. 35, § 5, *De contrahendâ emptione.* Pothier, *Vente*, 308, 309. 6 Toullier, Nos. 202, 204. 7 Toullier, Nos. 34, 231, 460. *Cout. d'Orléans*, art. 278. C. L. 1903. C. N. 1583.

1026. Si la chose qui doit être livrée est incertaine ou indéterminée, le créancier n'en devient propriétaire que lorsqu'elle est devenue certaine et déterminée, et qu'il en a été légalement notifié.

Pothier, Vente, 309, 310. 7 Toullier, No. 460. 6 Toullier, No. 202, note. C. L. 1903.

1027. [Les règles contenues dans les deux articles qui précèdent, s'appliquent aussi bien aux tiers qu'aux parties contractantes, sauf dans les contrats pour le transport d'immeubles, les dispositions particulières contenues dans ce code quant à l'enregistrement des droits réels.

Mais si une partie s'oblige successivement envers deux personnes à livrer à chacune d'elles une chose purement mobilière, celle des deux qui en aura été mise en possession actuelle a la préférence et en demeure propriétaire, quoique son titre soit de date postérieure, pourvu toujours que sa possession soit de bonne foi.]

Cod., L. 15, *De rei vindicatione.* Quoties, &c. Pothier, Oblig., 151, 152; Vente, 318, 319. 6 Toullier, Nos. 204, 205. C. L. 1914, 1916. C. N. 1141.

SECTION V.

DE L'EFFET DES CONTRATS A L'ÉGARD DES TIERS.

1028. On ne peut, par un contrat en son propre nom, engager d'autre que soi-même et ses héritiers et représentants légaux ; mais on peut en son propre nom promettre qu'un autre remplira une obligation, et dans ce cas on est responsable des dommages, si le tiers indiqué ne remplit pas cette obligation.

Instit., lib. 3, tit. 19, § 19, 20. *ff* L. 73, § 4, *De reg. jur.* *ff* L. 81, *De verb. oblig.*; L. 38, § 2. Pothier, 53, 56. C. N. 1119, 1120.

1029. On peut pareillement stipuler au profit d'un tiers, lorsque telle est la condition d'un contrat que l'on fait pour soi-même, ou d'une donation que l'on fait à un autre. Celui qui fait cette stipulation ne peut plus la révoquer si le tiers a signifié sa volonté d'en profiter.

ff L. 38. § 20, 21, 23, *De verb. oblig.* Pothier, 70, 73. C. N. 1121.

1030. On est censé avoir stipulé pour soi et pour ses héritiers et représentants légaux, à moins que le contraire ne soit exprimé, ou ne résulte de la nature du contrat.

ff L. 143, *De regul. jur.* *ff* L. 56, § 1 et L. 38, § 14, *De verb. oblig.* Pothier, 63 à 70. C. N. 1122.

1031. Les créanciers peuvent exercer les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à sa personne, lorsque, à leur préjudice, il refuse ou néglige de le faire.

ff L. 134, *De reg. jur.* L. 6, *Quæ in fraudem.* Lebrun, Successions, liv. 2, ch. 2, sec. 2, Nos. 42, 43, p. 214. 6 Toullier, Nos. 369, 370. Domat, liv. 2, tit. 10. Introd., t. 1, No. 8. C. N. 1166.

SECTION VI.

DE L'ANNULATION DES CONTRATS ET PAIEMENTS FAITS EN FRAUDE DES CRÉANCIERS.

1032. Les créanciers peuvent, en leur propre nom, attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits, conformément aux règles prescrites dans cette section.

ff L. 1, § 1 et 2, *Quæ in fraudem credit.* Nouv Denis., vo. *Fraude relativement aux créanciers,* § 2, No. 2. 6 Toullier, Nos. 343 et suiv., 354, 366. *Ord. du Com.*, 1673, tit. 11, art. 4. Règlement de Lyon de 1667. Déclaration de 1702. 2 Conférence de Bornier, p. 698. Edit de Henri IV, 1609. C. N. 1167.

1033. Un contrat ne peut être annulé à moins qu'il ne soit fait par le débiteur avec l'intention de frauder, et qu'il n'ait l'effet de nuire au créancier.

ff L. 15, *Quæ in fraudem credit.* Domat, liv. 2, tit. 10, sec. 1, No. 6. 6 Toullier, Nos. 348 à 352. C. L. 1973.

1034. Un contrat à titre gratuit est réputé fait avec intention de frauder, si, au temps où il est fait, le débiteur est insolvable.

ff L. 6, § 2, loc. cit. Domat, No. 2. Nouv. Denis., vo. cit., § 1, No. 10. Pothier, 153. 6 Toullier, Nos. 353, 354. C. L. 1975.

1035. Un contrat à titre onéreux fait par un débiteur insolvable avec une personne qui connaît cette insolvabilité, est réputé fait avec l'intention de frauder.

ff L. 1, L. 6, § 8, *Quæ in fraudem credit.* Domat, loc. cit., No. 4. Nouv. Denis., loc. cit., Nos. 12 et 15. 6 Toullier, Nos. 342 à 366.

1036. Tout paiement fait par un débiteur insolvable à un créancier qui connaît cette insolvabilité, est réputé fait avec intention de frauder, et le créancier peut être contraint de remettre le montant ou la chose reçue, ou sa valeur, pour le bénéfice des créanciers suivant leurs droits respectifs.

ff loc. cit., L. 10, § 12. Nouv. Denis., loc. cit., 2e col. L. 6, § 6, *ff Quæ in fraudem credit.* Jousse, ord. 1673, tit. 11, art. 4, No. 1. Savary, Parere 39, pp. 312, 319 et 320. 6 Toullier, tel que cité ci-dessus. Bornier, Ord. du Com., tit. 11, art. 4, p. 698, 1673 dans la dernière édition. Toubeau, liv. 3, tit. 12, ch. 3, p. 730, *contrà.* Code Com., arts. 446 et 447, et notes par Devilleneuve, Dictionnaire du Contentieux Com., pp. 744, 745, et par Rogron, pp. 878, 879 et suiv. C. L. 1983.

1037. Des dispositions plus étendues sur la présomption de fraude et la nullité des actes faits en vue de la faillite sont contenues en "l'Acte concernant la faillite, 1864."

1038. Un contrat à titre onéreux fait avec l'intention de frauder de la part du débiteur, mais de bonne foi de la part de la personne avec qui il contracte, ne peut être annulé, sauf les dispositions particulières au cas de faillite.

L. 6, § 8, loc. cit., art. 54 (59.) Pothier, 153. Domat, No. 3, loc. cit. N. Denis., loc. cit., No. 11. 6 Toullier, No. 352. C. L. 1974.

1039. La nullité d'un contrat ou d'un paiement ne peut être demandée par un créancier postérieur en vertu de quelque disposition contenue en cette section, à moins qu'il ne soit subrogé aux droits d'un créancier antérieur, sauf néanmoins l'exception contenue en " l'Acte concernant la faillite, 1864."

L. 10, § 1, *ff Quæ in fraudem credit.* N. Denis., vo. cit., § 3, Nos. 1, 2, 3, vol. 9, pp. 84, 85. Domat, loc. cit., No. 6. 6 Toullier, No. 351. C. L. 1988.

1040. [Aucun contrat ou paiement ne peut être déclaré nul, en vertu de quelqu'une des dispositions contenues en cette section, à la poursuite d'un créancier individuellement, à moins que telle poursuite ne soit commencée avant l'expiration d'un an à compter du jour qu'il en a eu connaissance.

Si la poursuite est faite par des syndics ou autres représentants des créanciers collectivement, elle devra être commencée dans l'année à compter du jour de leur nomination.]

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES QUASI-CONTRATS.

1041. Une personne capable de contracter peut, par son acte volontaire et licite, s'obliger envers une autre, et quelquefois obliger une autre envers elle, sans qu'il intervienne entre elles aucun contrat.

Instit., lib. 3, tit. 27. Pothier, 113, 114, 115. 5 Marcadé, p. 249. C. N. 1371.

1042. Une personne incapable de contracter peut, par le quasi-contrat résultant de l'acte d'une autre, être obligée envers cette dernière.

Pothier, Oblig., 115, 128. 5 Marcadé, p. 249.

SECTION I.

DU QUASI-CONTRAT *Negotiorum gestio.*

1043. Celui qui volontairement assume la gestion de l'affaire d'un autre, sans la connaissance de ce dernier, est tenu de continuer la gestion qu'il a commencée, jusqu'à ce que l'affaire soit terminée, ou que la personne pour laquelle il agit soit en état d'y pourvoir elle-même; il doit également se charger des accessoires de cette même affaire.

Il se soumet à toutes les obligations qui résultent d'un mandat exprès.

Instit., lib. 3, tit. 27, § 1. *ff* lib. 3, tit. 5. L. 2, 3, 6, 32. Pothier, Oblig., 115. Pothier, Mandat, 29, 180, 201. Domat, liv. 2, tit. 4, sec. 1, Nos. 1, 2. Troplong, Mandat, 70, 71, 72. 5 Marcadé, p. 250, sur l'art. 1372. 11 Toullier, No. 25 et suiv. C. N. 1372.

1044. Il est obligé de continuer sa gestion, encore que la personne pour laquelle il agit meure avant que l'affaire soit terminée, jusqu'à ce que l'héritier ou autre représentant légal soit en état d'en prendre la direction.

ff tit. cit., L. 21. Pothier, Mandat, 201. C. N. 1373.

1045. Il est tenu d'apporter à la gestion de l'affaire tous les soins d'un bon père de famille.

Néanmoins le tribunal peut modérer les dommages résultant de sa négligence ou de sa faute, selon les circonstances dans lesquelles la gestion a été assumée.

ff tit. cit. L. 11, L. 3, § 9. Pothier, Mandat, 208, 211. Domat, liv. 2, tit. 4, sec. 1, Nos. 2, 12. C. N. 1374.

1046. Celui dont l'affaire a été bien administrée doit remplir les obligations que la personne qui agissait pour lui a contractées en son nom, l'indemniser de tous les engagements personnels qu'elle a pris et lui rembourser toutes dépenses nécessaires ou utiles.

Pothier, Oblig., 113, 115, 221, 223, 224, 228. Domat, liv. 2, tit. 4, sec. 2, Nos. 2, 3, 4. C. N. 1375.

SECTION II.

DU QUASI-CONTRAT RÉSULTANT DE LA RÉCEPTION D'UNE CHOSE NON DUE.

1047. Celui qui reçoit, par erreur de droit ou de fait

ce qui ne lui est pas dû, est obligé de le restituer; et s'il ne peut le restituer en nature, d'en payer la valeur.

[Si la personne qui reçoit est de bonne foi, elle n'est pas obligée de restituer les profits qu'elle a perçus de la chose.]

Instit., lib. 3, tit. 7, L. 6, § 7, *ff* § 3, L. 5, *De oblig. et action*. L. 1, 2, § 1. L. 7, 37, 54, *De condict. indeb.* L. 9, § 5, *De jure et facti ignorantiâ*. Cod., L. 10, *eodem tit.* Pothier, *Condict. indeb.*, 132, 140, 165, 168. Domat, liv. 2, tit. 7, sec. 1, No. 5 et No. 1, sec. 3, Nos. 3, 4, note, vol. 2, p. 469. C. N. 1376.

1048. Celui qui paie une dette s'en croyant erronément le débiteur, a droit de répétition contre le créancier.

Néanmoins ce droit cesse lorsque le titre a été de bonne foi anéanti ou est devenu sans effet par suite du paiement; sauf le recours de celui qui a payé contre le véritable débiteur.

ff L. 65, *fin.*, *Cond. indeb.* Pothier, Oblig., 113. Pothier, *Condic. indeb.*, 153. Domat, liv. 2, tit. 7, sec. 1, No. 2. C. N. 1377.

1049. S'il y a mauvaise foi de la part de celui qui a reçu, il est tenu de restituer la somme payée ou la chose reçue, avec les intérêts ou les profits qu'elle aurait dû produire du jour qu'elle a été reçue, ou que la mauvaise foi a commencé.

ff L. 65, § 5. L. 15, *De condic. indeb.* Pothier, *Condic. indeb.*, 168. Domat, liv. 3, tit. 5, sec. 3, No. 4, et liv. 2. tit. 7, sec. 3, No. 1. C. N. 1378.

1050. Si la chose indûment reçue est une chose certaine et qu'elle ait péri, ait été détériorée, ou ne puisse plus être restituée en nature, par la faute de celui qui l'a reçue et lorsqu'il était en mauvaise foi, il est obligé d'en restituer la valeur.

Si, étant en mauvaise foi, il a reçu la chose, ou la retient après avoir été mis en demeure, il est responsable de la perte de la chose par cas fortuit; à moins qu'elle n'eût également péri, ou n'eût été détériorée en la possession du propriétaire.

ff L. 62, *in pr.*, § 1. L. 15, § 3, *De rei vindic.* L. 31, § 3, *De hered. petitione*. Pothier, *Condic. indeb.*, 172, 174. Domat, liv. 2, tit. 7, sec. 3, No. 2. Marcadé, p. 258, 259. C. N. 1379.

1051. Si celui qui a indûment reçu la chose la vend, étant dans la bonne foi, il ne doit restituer que le prix de vente.

Pothier, 173. Domat, liv. 2, tit. 7, sec. 3, No. 5. C. N. 1380.

1052. Celui auquel la chose est restituée doit rembourser au possesseur, même de mauvaise foi, les dépenses qu'il a encourues pour sa conservation.

ff L. 13, § 1, L. 14, *De condic. indeb.* *ff* L. 6, § 3, *De negot. gestis.* *ff* L. 38, *De hered. petit.* Pothier, Propriété, 343, 344, 345. Domat, liv. 2, tit. 7, sect. 4. 4 Marcadé, p. 262. C. N. 1381.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES DÉLITS ET QUASI-DÉLITS.

1053. Toute personne capable de discerner le bien du mal, est responsable du dommage causé par sa faute à autrui, soit par son fait, soit par imprudence, négligence ou inhabileté.

ff L. 1, *De injuriis*, L. 5, § 1, L. 9, § *ult.*, L. 10, *Ad leg. Aquil.* Domat, liv. 3, tit. 5, sec. 2, No. 9, L. 2, tit. 8, sec. 4. 11 Toullier, 319 et suiv. 5 Marcadé, pp. 264, 265, 266. Zachariæ, vol. 4, § 624, note; § 625, note 14 et § 626, 627, 628. C. N. 1382, 1383.

1054. Elle est responsable non-seulement du dommage qu'elle cause par sa propre faute, mais encore de celui causé par la faute de ceux dont elle a le contrôle, et par les choses qu'elle a sous sa garde;

Le père, et après son décès, la mère, sont responsables du dommage causé par leurs enfants mineurs;

Les tuteurs sont également responsables pour leurs pupilles;

Les curateurs ou autres ayant légalement la garde des insensés, pour le dommage causé par ces derniers;

L'instituteur et l'artisan, pour le dommage causé par ses élèves ou apprentis, pendant qu'ils sont sous sa surveillance;

La responsabilité ci-dessus a lieu seulement lorsque la personne qui y est assujettie ne peut prouver qu'elle n'a pu empêcher le fait qui a causé le dommage;

Les maîtres et les commettants sont responsables d[u]

dommage causé par leurs domestiques et ouvriers, dans l'exécution des fonctions auxquelles ces derniers sont employés.

ff L. 1, §. *Si familia furtum fecisse dicatur*. 7, 6, lib. 47, tit. 6, L. 5. Pothier, Oblig., 121. 122. Nouv. Denis., vo. Délit, § 1, No. 5. 4 Zachariæ, p. 24, note 8. 11 Toullier, 260 et suiv. jusqu'à 278, aussi 282 et suiv. C. N. 1384.

1055. Le propriétaire d'un animal est responsable du dommage que l'animal a causé, soit qu'il fût sous sa garde ou sous celle de ses domestiques, soit qu'il fût égaré ou échappé.

Celui qui se sert de l'animal en est également responsable pendant qu'il en fait usage.

ff L. 1, § 4 et 7. L. 5, *Si quadrupes pauperiem*. Domat, liv. 2, tit. 8, sec. 2, *in principio*, et Nos. 4 et 5, et No. 8 et suiv. jusqu'à 12. C. N. 1385.

Le propriétaire d'un bâtiment est responsable du dommage causé par sa ruine, lorsqu'elle est arrivée par suite du défaut d'entretien ou par vice de construction.

ff L. 1, 2, 7, *De damno inf*. Domat, liv. 2, tit. 8, sec. 3, No. 1, et suiv. C. N. 1386.

1056. Dans tous les cas où la partie contre qui le délit ou quasi-délit a été commis, décède en conséquence, sans avoir obtenu indemnité ou satisfaction, son conjoint, ses père, mère et enfants ont, pendant l'année seulement à compter du décès, droit de poursuivre celui qui en est l'auteur ou ses représentants, pour les dommages-intérêts résultant de tel décès.

Au cas de duel cette action peut se porter de la même manière non-seulement contre l'auteur immédiat du décès, mais aussi contre tous ceux qui ont pris part au duel, soit comme seconds, soit comme témoins. En tous cas, il ne peut être porté qu'une seule et même action pour tous ceux qui ont droit à l'indemnité et le jugement fixe la portion de chacun dans l'indemnité.

Ces poursuites sont indépendantes de celles dont les parties peuvent être passibles au criminel, et sans préjudice à ces dernières.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES OBLIGATIONS QUI RÉSULTENT DE L'OPÉRATION DE LA LOI SEULE.

1057. Les obligations naissent, en certains cas, de l'opération seule et directe de la loi, sans qu'il intervienne aucun acte, et indépendamment de la volonté de la personne obligée, ou de celle en faveur de qui l'obligation est imposée;

Telles sont les obligations des tuteurs et autres administrateurs qui ne peuvent refuser la charge qui leur est imposée;

L'obligation des enfants de fournir à leurs parents indigents les nécessités de la vie;

Certaines obligations des propriétrires de terrains adjacents;

Les obligations qui, en certaines circonstances, naissent de cas fortuits;

Et autres semblables.

Domat, liv. 2, tit. 9. Pothier, Oblig., 123. 5 Marcadé, p. 238 ou art. 1370. 11 Toullier, 308, 309, 310. C. N. 1370.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE L'OBJET DES OBLIGATIONS.

1058. Toute obligation doit avoir pour objet quelque chose qu'une personne est obligée de donner, de faire ou de ne pas faire.

ff L. 3, *in pr., De obligat. et action.* Pothier, Oblig., 53, 129. C. N. 1126.

1059. Il n'y a que les choses qui sont dans le commerce qui puissent être l'objet d'une obligation.

ff L. 83, § 5, *De verb. oblig.* Pothier, Oblig., 135. C. N. 1128.

1060. Il faut que l'obligation ait pour objet une chose déterminée au moins quant à son espèce.

La quotité de la chose peut être incertaine, pourvu qu'elle puisse être déterminée.

ff loc. cit., L. 94, 95. Pothier, No. 131. C. N. 1129.

1061. Les choses futures peuvent être l'objet d'une obligation.

On ne peut cependant renoncer à une succession non-ouverte, ni faire aucune stipulation sur une pareille succession, même avec le consentement de celui de la succession duquel il s'agit, excepté par contrat de mariage.

Cod., L. 15, *De pactis.* Dig., loc. cit., L. 61. Pothier, 132. C. N. 1130.

1062. L'objet d'une obligation doit être une chose possible, qui ne soit ni prohibée par la loi, ni contraire aux bonnes mœurs.

ff L. 1, 85, *De reg. jur. Impossibilium nulla obligatio est.* Pothier, 136, 137.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE L'EFFET DES OBLIGATIONS.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1063. L'obligation de donner comporte celle de livrer la chose et de la conserver jusqu'à la livraison.

ff L. 11, § 1 et 2, *De action. empti et venditi.* Pothier, Oblig., 142. C. N. 1136.

1064. [L'obligation de conserver la chose oblige celui qui en est chargé d'y apporter tous les soins d'un bon père de famille.]

1065. Toute obligation rend le débiteur passible de dommages en cas de contravention de sa part ; dans les cas qui le permettent, le créancier peut aussi demander l'exécution de l'obligation même, et l'autorisation de la faire exécuter aux dépens du débiteur, ou la résolution du contrat d'où naît l'obligation ; sauf les exceptions contenues dans ce code et sans préjudice à son recours pour les dommages-intérêts dans tous les cas.

ff L. 75, § 7, *De verb. oblig.*, *ff* L. 13, *in fine, De re judicatâ.* Pothier, 148, 157, 158. Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 2, Nos. 19 et 20. C. N. 1142, 1144.

1066. Le créancier peut aussi, sans préjudice des dommages-intérêts, demander que ce qui a été fait en contravention à l'obligation soit détruit, s'il y a lieu ; et le tribunal peut ordonner que cela soit fait par ses

officiers, ou autoriser la partie lésée à le faire aux dépens de l'autre.

Autorités sous l'article précédent. C. N. 1143.

SECTION II.

DE LA DEMEURE.

1067. Le débiteur peut être constitué en demeure soit par les termes mêmes du contrat, lorsqu'il contient une stipulation que le seul écoulement du temps pour l'accomplir aura cet effet ; soit par l'effet seul de la loi ; soit par une interpellation en justice, ou une demande qui doit être par écrit, à moins que le contrat lui-même ne soit verbal.

ff L. 23, *De verb. oblig. Cod.*, L. 12, *De contrahendâ et committendâ stipulatione.* Pothier, Oblig., 144, 145, 147. 6 Toullier, Nos. 248, 249, 250, 251, 252, 253. 10 Duranton, Nos. 441 et suiv. Lacombe, Jurisp. civile, p. 124, Vo. Retardement. C. N. 1139.

1068. Le débiteur est encore en demeure, lorsque la chose qu'il s'est obligé à donner ou à faire, ne pouvait être donnée ou faite que dans un temps qu'il a laissé écouler.

Pothier, 143, 147. Autorités *suprà.* C. N. 1146.

1069. [Dans tout contrat d'une nature commerciale, où un terme est fixé pour l'accomplir, le débiteur est en demeure par le seul laps du temps.]

Cod., L. 12, *De contrahendâ et committendâ stipulatione.* 6 Toullier, No. 246.

SECTION III.

DES DOMMAGES-INTÉRÊTS RÉSULTANT DE L'INEXÉCUTION DES OBLIGATIONS.

1070. Les dommages-intérêts ne sont dus pour l'inexécution d'une obligation, que lorsque le débiteur est en demeure conformément à quelqu'une des dispositions contenues dans les articles de la précédente section ; à moins que l'obligation ne consiste à ne point faire quelque chose, auquel cas le contrevenant est responsable des dommages-intérêts par le seul fait de la contravention.

C. N. 1145, 1146.

1071. Le débiteur est tenu des dommages-intérêts, toutes les fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution de l'obligation provient d'une cause qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part.

ff L. 5, *De rebus creditis*. *Cod.*, *De actionibus empti et venditi*. L. 4. Pothier, 159, 164, 169. Domat, liv. 3, tit. 5, sec. 2, No. 10. Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 2, Nos. 16, 17. 6 Toullier, 280, 281. C. N. 1147.

1072. Le débiteur n'est pas tenu de payer les dommages-intérêts lorsque l'inexécution de l'obligation est causée par cas fortuit ou force majeure, sans aucune faute de sa part, à moins qu'il ne s'y soit obligé spécialement par le contrat.

ff L. 23, *De reg. jur. in fine*. Pothier, Oblig., 142, 143, 149 et 660 à 668. Domat. liv. 1, tit. 1, sec. 3, No. 9. 6 Toullier, Nos. 227, 228, 282. C. N. 1148.

1073. Les dommages-intérêts dus au créancier sont, en général, le montant de la perte qu'il a faite et du gain dont il a été privé ; sauf les exceptions et modifications contenues dans les articles de cette section qui suivent.

ff L. 13, *Ratam rem haberi*. Pothier, Oblig., 159, 160 ; Vente, 74. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, Nos. 17, 18. 6 Toullier, 263. C. N. 1149.

1074. Le débiteur n'est tenu que des dommages-intérêts qui ont été prévus ou qu'on a pu prévoir au temps où l'obligation a été contractée, lorsque ce n'est point par son dol qu'elle n'est point exécutée.

Cod., L. 1, *De sententiis quæ pro eo*. Pothier, Oblig., 161, 162, 163, 164, 165 ; Vente, 72, 73. Domat, loc. cit. 6 Toullier, 284 et suiv. C. N. 1150.

1075. Dans le cas même où l'inexécution de l'obligation résulte du dol du débiteur, les dommages-intérêts ne comprennent que ce qui est une suite immédiate et directe de cette inexécution.

ff L. 13, *De actione empti*. Cod., lib. 7, *Leg. inexecut*. Pothier, Oblig., 166, 167. C. N. 1151.

1076. [Lorsque la convention porte qu'une certaine somme sera payée comme dommages-intérêts pour l'inexécution de l'obligation, cette somme seule, et nulle autre plus forte ou moindre, est accordée au créancier pour les dommages-intérêts.

Mais si l'obligation a été exécutée en partie au profit du créancier, et que le temps pour l'entière exécution soit de peu d'importance, la somme stipulée peut être réduite, à moins que le contraire ne soit stipulé.]

C. L. 198. 6 Toullier, Nos. 809, 810, 811, 812, 813. C. N. 1231.

1077. Dans les obligations pour le paiement d'une somme d'argent, les dommages-intérêts résultant du retard ne consistent que dans l'intérêt au taux légalement convenu entre les parties, ou en l'absence de telle convention, au taux fixé par la loi.

Ces dommages-intérêts sont dus sans que le créancier soit tenu de prouver aucune perte. Ils ne sont dus que du jour de la mise en demeure, excepté dans les cas où la loi les fait courir plus tôt, à raison de la nature même de l'obligation.

Le présent article n'affecte point les règles spéciales applicables aux lettres de change et aux cautionnements.

Pothier, 170, 171. Domat, liv. 3, tit. 5, sec. 1, Nos. 2, 14. C. N. 1153.

1078. Les intérêts échus des capitaux produisent aussi des intérêts :

1. Lorsqu'il existe une convention spéciale à cet effet;
2. Lorsque dans une action ces nouveaux intérêts sont spécialement demandés;
3. Lorsqu'un tuteur a reçu ou dû recevoir des intérêts sur les deniers de son pupille et a manqué de les employer dans le temps fixe par la loi.

ff L. 29, *De usuris et fructibus*. 6 Toullier, 271. 10 Duranton, 498-9. C. N. 1154.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DES DIVERSES ESPÈCES D'OBLIGATIONS.

SECTION I.

DES OBLIGATIONS CONDITIONNELLES.

1079. L'obligation est conditionnelle lorsqu'on la fait dependre d'un événement futur et incertain, soit en la suspendant jusqu'à ce que l'événement arrive, soit en la résiliant, selon que l'événement arrive ou n'arrive pas.

Lorsqu'une obligation dépend d'un événement qui est

déjà arrivé, mais qui est inconnu des parties, elle n'est pas conditionnelle. Elle a son effet, ou est nulle du moment qu'elle a été contractée.

ff L. 100, *De verb. oblig.*, 37, 38, 39, *Si certum petat.* Pothier, 199, 202. C. N. 1168.

1080. La condition contraire à la loi ou aux bonnes mœurs est nulle et rend nulle l'obligation qui en dépend.

L'obligation qu'on fait dépendre de l'exécution ou de l'accomplissement d'une chose impossible est également nulle.

ff L. 7 *et* 137, § 6. *De verb. signif.* ff L. 1, § 9, 11, L. 31, *De oblig. et action.* Pothier, 204. C. N. 1172.

1081. Toute obligation est nulle lorsqu'elle est contractée sous une condition purement facultative de la part de celui qui s'oblige; mais si la condition consiste à faire ou à ne pas faire un acte déterminé, quoique cet acte dépende de sa volonté, l'obligation est valable.

ff L. 8, *De oblig. et action.* ff L. 108, § 1, *De verb. oblig.* "*Nulla promissio potest consistere quæ ex voluntate promittentis statum capit.*" Pothier, 47, 48, 205. C. N. 1174.

1082. S'il n'y a pas de temps fixé pour l'accomplissement de la condition, elle peut toujours être accomplie, et elle n'est censée défaillie que lorsqu'il est devenu certain qu'elle ne sera pas accomplie.

Pothier, 209, 210, 211. 6 Toullier, 623, 624 et suiv. C. N. 1176.

1083. Lorsqu'une obligation est contractée sous la condition qu'un événement n'arrivera pas dans un temps fixe, cette condition est accomplie lorsque ce temps est expiré sans que l'événement soit arrivé; elle l'est également si, avant le terme, il est certain que l'événement n'arrivera pas. S'il n'y a pas de temps déterminé, elle n'est censée accomplie que lorsqu'il est certain que l'événement n'arrivera pas.

Autorités sous l'article précédent. C. N. 1177.

1084. L'obligation conditionnelle a tout son effet, lorsque le débiteur obligé sous telle condition en empêche l'accomplissement.

ff L. 81, § 1, *De condition. & demonstrat.* ff L. 85, § 7, *De verb. oblig.* ff L. 24 et 39, *De reg. jur.* Pothier, 212. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 4, No. 17. C. N. 1178.

1085. La condition accomplie a un effet rétroactif au jour auquel l'obligation a été contractée. Si le créancier est mort avant l'accomplissement de la condition, ses droits passent à ses héritiers ou représentants légaux.

ff L. 18, 144, *De reg. jur.* *Argumentum ex Lege* 26, *De conditionibus institutionum.* Pothier, 220. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 4, Nos. 7 et 13. C. N. 1179.

1086. Le créancier peut, avant l'accomplissement de la condition, exercer tous les actes conservatoires de ses droits.

Pothier, 222. C. N. 1180.

1087. Lorsque l'obligation est contractée sous une condition suspensive, le débiteur est obligé de livrer la chose qui en est l'objet aussitôt que la condition est accomplie.

Si la chose est entièrement périe, ou ne peut plus être livrée, sans la faute du débiteur, il n'y a plus d'obligation.

Si la chose s'est détériorée sans la faute du débiteur, le créancier doit la recevoir dans l'état où elle se trouve, sans diminution de prix.

Si la chose s'est détériorée par la faute du débiteur, le créancier a le droit ou d'exiger la chose en l'état où elle se trouve, ou de demander la résolution du contrat, avec dommages-intérêts dans l'un et l'autre cas.

ff L. 8, 10, *De periculo et commodo rei venditæ.* Cod., lib. 4, tit. 4, L. 5. Pothier, 218, 219. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 4, No. 10. C. N. 1182.

1088. La condition résolutoire, lorsqu'elle est accomplie, opère de plein droit la résolution du contrat. Elle oblige chacune des parties à rendre ce qu'elle a reçu et remet les choses au même état que si le contrat n'avait pas existé; en observant néanmoins les règles établies dans l'article qui précède relativement aux choses qui ont péri ou ont été détériorées.

Cod., lib. 8, tit. 38, L. 12. *Argumentum ex leg.* 1 & 4, *ff De lege commis.* Pothier, 224, 672. 6 Toullier, 550, 551. C. N. 1183.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS A TERME.

1089. Le terme diffère de la condition suspensive,

en ce qu'il ne suspend point l'obligation, mais en retarde seulement l'exécution.

ff L. 41, § 1, L. 46, *De verb. oblig.* Pothier, 230. C. N. 1185.

1090. Ce qui n'est dû qu'à terme ne peut être exigé avant l'échéance ; mais ce qui a été volontairement et sans erreur ou fraude payé d'avance, ne peut être répété.

ff L. 1, § 1, *De condit. & demonst.* *ff* L. 46, *loc. cit., in art. suprà.* Pothier, 230, 231, 547. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 3, No. 7 ; liv. 4, tit. 1, sec. 1, No. 5. 4 Marcadé, 572-3-4, vol. 5, p. 256. 11 Duranton, 113. 3 Zach., 385, No. 6. 11 Toullier, 59, 60. C. N. 1186.

1091. Le terme est toujours présumé stipulé en faveur du débiteur, à moins qu'il ne résulte de la stipulation ou des circonstances qu'il a été aussi convenu en faveur du créancier.

L. 41, *in fine, ff loc. cit., in art. suprà.* Pothier, 833. C. N. 1187.

1092. Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme, lorsqu'il est devenu insolvable ou en faillite, ou lorsque par son fait il a diminué les suretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.

Pothier, 234, 235. C. N. 1188.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS ALTERNATIVES.

1093. Le débiteur d'une obligation alternative est libéré en donnant ou en faisant une des deux choses qui forment l'objet de l'obligation ; mais il ne peut pas forcer le créancier à recevoir une partie de l'une et une partie de l'autre.

ff L. 78, § ult., *De condit. & demonst.* *ff* L. 8, § 1, *De legatis* 1°. Pothier, 245, 246, 247. C. N. 1189, 1191.

1094. Le choix appartient au débiteur, s'il n'a pas été expressément accordé au créancier.

ff L. 2, § 3, *De eo quod certo loco.* *ff* L. 25, *De contrahendâ emptione.* Pothier, 247, 248, 283. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 15. C. N. 1190.

1095. L'obligation est pure et simple quoique con-

tractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être l'objet de l'obligation.

ff L. 72, § 4, *De solutionibus*. Pothier, 249. C. N. 1192.

1096. L'obligation alternative devient pure et simple si l'une des choses promises périt, ou ne peut plus être livrée, même par la faute du débiteur. Le prix de cette chose ne peut pas être offert à sa place.

Si les deux choses sont péries ou ne peuvent plus être livrées, et que le débiteur soit en faute à l'égard de l'une d'elles, il doit payer la valeur de celle qui est restée la dernière.

ff L. 34, § 6, *De contrahendâ emptione*. *ff* L. 115, *De verb. oblig.* *ff* L. 2, § 3, *De eo quod certo loco*. *ff* 3, L. 95, *De solutionibus*. Pothier, Oblig., 250, 251, 252; Vente, 312. *Contrà*, L. 47, § 3, *De legat.* 1°. Et Rousseau de Lacombe, vo. Alternative, No. 2. C. N. 1193.

1097. Lorsque, dans les cas prévus par l'article précédent, le choix a été déféré par la convention au créancier :

Ou bien l'une des deux choses a péri ou ne peut plus être livrée : et alors, si c'est sans la faute du débiteur, le créancier aura celle qui reste ; mais si le debiteur est en faute, le créancier peut demander la chose qui reste, ou la valeur de celle qui est périe ;

Ou les deux choses ont péri ou ne peuvent plus être livrées : et alors, si le débiteur est en faute à l'égard des deux, ou même à l'égard de l'une d'elles seulement, le créancier peut demander la valeur de l'une ou de l'autre à son choix.

ff L. 95, *De solutionibus*. Pothier, 253. C. N. 1194.

1098. Si les deux choses ont péri, l'obligation est éteinte dans les cas et sous les conditions prevus en l'article 1200.

C. N. 1195.

1099. Les règles contenues dans les articles de cette section s'appliquent aux cas où il y a plus de deux choses comprises dans l'obligation alternative, ou lorsqu'elle a pour objet de faire ou de ne pas faire quelque chose.

C. N. 1196.

SECTION IV.

DES OBLIGATIONS SOLIDAIRES.

§ 1. De la solidarité entre les créanciers.

1100. La solidarité entre les créanciers donne à chacun d'eux le droit d'exiger l'exécution de l'obligation en entier et d'en donner quittance au débiteur.

Cod., *De duobus reis stipul. et promit.* ff L. 2, *De duobus reis constituendis.* Pothier, 258, 259, 260. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 2, Nos. 1, 2 et 6. Introduction à ce titre, p. 247, édit. in-folio. C. N. 1197.

1101. Il est au choix du débiteur de payer à l'un ou à l'autre des créanciers solidaires, tant qu'il n'a pas été prévenu par les poursuites de l'un d'eux.

[Néanmoins si l'un des créanciers fait remise de la dette, le débiteur n'en est libéré que pour la part de ce créancier. La même règle s'applique à tous les cas où la dette est éteinte autrement que par le paiement réel, sauf les règles applicables aux sociétés de commerce.]

Dig. L. 2 et 16, *De duobus reis.* Pothier, 260. Domat, loc. cit. et No. 3. C. N. 1198.

1102. Les règles qui concernent l'interruption de la prescription à l'égard des créanciers solidaires sont énoncées au titre *De la Prescription.*

Cod., L. 5, *De duobus reis stipulandi.* Pothier, 260, 2°. Domat, loc. cit., No. 5. C. N. 1199.

§ 2. De la solidarité de la part des débiteurs.

1103. Il y a solidarité de la part des débiteurs, lorsqu'ils sont obligés à une même chose, de manière que chacun d'eux puisse être séparément contraint à l'exécution de l'obligation entière, et que l'exécution par l'un libère les autres envers le créancier.

ff L. 2, L. 3, § 1, L. 11, § 1, *De duobus reis constituendis.* Cod., L. 3, *De duobus reis stipulandi.* Pothier, 261, 263, 274. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, No. 1. Code de la Louis., 2086. C. N. 1200.

1104. L'obligation peut être solidaire quoique l'un des co-débiteurs soit obligé différemment des autres à l'accomplissement de la même chose: par exemple, si

l'un est obligé conditionnellement, tandis que l'engagement de l'autre est pur et simple ; ou s'il est donné à l'un un terme qui n'est pas accordé à l'autre.

ff L. 7, L. 9, § 2, *De duobus reis constituendis.* Pothier, 263. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, No. 5. C. L. 2087. C. N. 1201.

1105. La solidarité ne se présume pas; il faut qu'elle soit expressément stipulée.

Cette règle cesse dans les cas où la solidarité a lieu de plein droit en vertu d'une disposition de la loi.

Elle ne s'applique pas non plus aux affaires de commerce, dans lesquelles l'obligation est présumée solidaire, excepté dans les cas régis différemment par des lois spéciales.

ff L. 6, L. 8, L. 11, § 2, *De duobus reis constit.* Novel. 99, c. 1, *ff* L. 43, *De re judic. et effectu sententiæ.* Cod., L. 3, *De duobus reis.* Pothier, 265, 266. Boutaric, Instit., p. 444. 2 Bornier, pp. 491, 492, tit. 4, art. 7, ord. 1673. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, No. 2. C. N. 1202.

1106. L'obligation résultant d'un délit ou quasi-délit commis par deux personnes ou plus est solidaire.

Pothier, Ob., 264.

1107. Le créancier d'une obligation solidaire peut s'adresser, pour en obtenir le paiement, à celui des codébiteurs qu'il veut choisir, sans que celui-ci puisse lui opposer le bénéfice de division.

ff L. 3, § 1, *De duobus reis.* *ff* L. 47, *Locati conducti.* Secùs, Novel. 99, c. 1. Pothier, 270. 4 Bretonnier sur Henrys, p. 419. *Contrà*, Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, No. 3. C. L. 2089. C. N. 1203.

1108. Les poursuites faites contre l'un des codébiteurs n'empêchent pas le créancier d'en exercer de pareilles contre les autres.

Cod., L. 28, *De fidejuss. et mandat.*, 8, 41. Pothier, 271. Domat, loc. cit., *suprà*, No. 7. C. L. 2090. C. N. 1204.

1109. Si la chose due est périe ou ne peut plus être livrée par la faute ou pendant la demeure de l'un ou de plusieurs des débiteurs solidaires, les autres codébiteurs ne sont pas déchargés de l'obligation de payer le prix de la chose, mais ils ne sont point tenus des dommages-intérêts.

Le créancier peut seulement répéter les dommages-intérêts contre les codébiteurs par la faute desquels la chose est périe ou ne peut plus être livrée, et contre ceux qui étaient en demeure.

ff L. 18, *De duobus reis constituendis*. L. 32, § 4, *De usuris et fructibus*. L. 173, § 2, *De div. reg. juris*. Dumoulin, *Tract. de dividuo et individuo*, part. 3, Nos. 126-7. Pothier, 273. C. L. 2091. C. N. 1205.

1110. Les règles qui concernent l'interruption de la prescription à l'égard des débiteurs solidaires sont énoncées au titre *De la Prescription*.

Cod., L. 5, *De duobus reis, etc.* Pothier, 272. Dumoulin, loc. cit., *suprà*, No. 9. C. L. 2092. C. N. 1206.

1111. La demande d'intérêts formée contre l'un des débiteurs solidaires fait courir l'intérêt à l'égard de tous.

Cod., *Arg. ex. leg.* 5, *De duobus reis*. Pothier, 272. 6 Toullier, No. 729. 4 Marcadé, No. 611. C. L. 2093. C. N. 1207.

1112. Le débiteur solidaire, poursuivi par le créancier, peut opposer toutes les exceptions qui lui sont personnelles, ainsi que celles qui sont communes à tous les codébiteurs.

Il ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles à l'un ou à plusieurs des autres codébiteurs.

ff L. 10, 19, *De duobus reis*. Pothier, 274. Domat, loc. cit., *suprà*, No. 8. C. L. 2094. C. N. 1208.

1113. Lorsque l'un des codébiteurs devient héritier ou représentant légal du créancier, ou lorsque le créancier devient l'héritier ou représentant légal de l'un des codébiteurs, la confusion n'éteint la créance solidaire que pour la part et portion de tel codébiteur.

ff L. 95, § 2, *De solut. et liberat.* *ff* L. 50, *Ibid*. Pothier, 276. Domat, loc. cit., *suprà*. C. L. 2095. C. N. 1209.

1114. Le créancier qui consent à la division de la dette à l'égard de l'un des codébiteurs, conserve son recours solidaire contre les autres pour le tout.

Pothier, Oblig., 277; Rente, 194, 195. C. L. 2096. C. N. 1210.

1115. Le créancier qui reçoit divisément la part de l'un des codébiteurs, en la spécifiant ainsi dans la quittance, sans réserve de ses droits, ne renonce au recours solidaire qu'à l'égard de ce codébiteur.

Le créancier n'est pas censé remettre la solidarité au codébiteur lorsqu'il reçoit de lui une somme égale à la part dont ce dernier est tenu, si la quittance ne porte pas que c'est pour sa part.

Il en est de même de la demande formée contre l'un des codébiteurs pour sa part, si celui-ci n'a pas acquiescé à la demande, ou s'il n'est pas intervenu un jugement de condamnation.

Cod., L. 18, *De pactis*. Pothier, 277, 278, 611. Bacquet, *Droits de justice*, ch. 21, No. 245. C. L. 2097. C. N. 1211.

1116. Le créancier qui reçoit divisément et sans réserve la portion de l'un des codébiteurs dans les arrérages ou intérêts de la dette, ne perd son recours solidaire que pour les arrérages ou intérêts échus, et non pour ceux à echeoir, ni pour le capital, à moins que le paiement divisé n'ait été continué pendant [dix] ans consécutifs.

Bacquet, *Droits de justice*, No. 246. Pothier, 279. C. L. 2098. C. N. 1212.

1117. L'obligation contractée solidairement envers le créancier, se divise de plein droit entre les codébiteurs, qui n'en sont tenus entr'eux que chacun pour sa part.

Cod., L. 2. *De duobus reis stipulandi et promitt.* Pothier, 264. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, No. 6. C. L. 2099. C. N. 1213.

1118. Le codébiteur d'une dette solidaire qui l'a payée en entier, ne peut répéter contre les autres que les parts et portions de chacun d'eux, encore qu'il soit spécialement subrogé aux droits du créancier.

Si l'un d'eux se trouve insolvable, la perte qu'occasionne son insolvabilité se répartit par contribution entre tous les autres codébiteurs solvables et celui qui a fait le paiement.

ff 4, L. 36, 39, *De fidejuss. et mand.* *ff* L. 46, *De solutionibus*. Pothier, 264, 281, 282. Domat, loc. cit., *suprà*. C. N. 1214.

1119. Dans le cas où le créancier a renoncé à l'action solidaire contre l'un des débiteurs, si l'un ou plusieurs des autres codébiteurs deviennent insolvables, les portions des insolvables sont réparties contributoirement entre tous les autres codébiteurs, excepté celui qui a été

libéré dont la part contributoire est supportée par le créancier.

Pothier, 278, 281. C. N. 1215. 6 Toul., No. 739. 4 Marc., sur l'art. 1215. Delv., p. 144, No. 6. 11 Dur., No. 231. 3 Zachariæ, p. 361, No. 21.

1120. Si l'affaire pour laquelle la dette a été contractée solidairement ne concerne que l'un des codébiteurs, celui-ci est tenu de toute la dette vis-à-vis des autres codébiteurs, qui ne sont considérés par rapport à lui que comme ses cautions.

Pothier, 264, 282, 495. C. N. 1216.

SECTION V.

DES OBLIGATIONS DIVISIBLES ET INDIVISIBLES.

1121. Une obligation est divisible lorsqu'elle a pour objet une chose qui, dans sa livraison ou dans son exécution, est susceptible de division soit matérielle ou intellectuelle.

ff L. 2, § 1, *De verb. oblig.* ff L. 9, § 1, *De solutione.* Dumoulin, *Tract. de divid. et indiv.*, partie 1ère, No. 5; partie 2, No. 200, 201. Pothier, Oblig., 288, 289; Success., c. 5, art. 3, § 5. C. N. 1217.

1122. L'obligation divisible doit être exécutée entre le créancier et le débiteur, comme si elle était indivisible. La divisibilité n'a d'effet qu'à l'égard de leurs héritiers ou représentants légaux, qui, d'un côté, ne peuvent exiger l'exécution de l'obligation, et de l'autre, n'y peuvent être tenus, au-delà de leurs parts respectives comme représentant le créancier ou le débiteur.

Cod., L. 2, *De hereditariis action.* ff L. 33, *De legatis*, 2°. Pothier, Oblig., 399, 498, 811, 316, 317.; Rente, ch. 7, art. 3. C. N. 1220.

1123. La règle établie dans l'article précédent reçoit exception à l'égard des héritiers et représentants légaux du débiteur, et l'obligation doit être exécutée comme si elle était indivisible, dans les trois cas suivants:

1. Lorsque l'objet de l'obligation est un corps certain dont l'un d'eux est en possession;

2. Lorsque l'un d'eux est seul chargé par le titre de l'exécution de l'obligation;

3. Lorsqu'il résulte, soit de la nature du contrat, soit

de la chose qui en est l'objet, soit de la fin qu'on s'y est proposée, que l'intention des parties a été que l'obligation ne pût s'exécuter par parties ;

[Dans le premier cas, celui qui est en possession de la chose due, dans le second cas, celui qui est seul chargé, et dans le troisième cas, chacun des cohéritiers ou représentants légaux, peut être poursuivi pour la totalité de la chose due, sauf, dans tous les cas, le recours de celui qui est poursuivi contre les autres.]

1124. L'obligation est indivisible :

1. Lorsqu'elle a pour objet quelque chose qui par sa nature n'est pas susceptible de division soit matérielle ou intellectuelle ;

2. Lorsque l'objet, quoique divisible de sa nature, ne peut cependant être susceptible de division ou d'exécution par parties, à raison du caractère qui lui est donné par le contrat.

Voir les citations sous l'article 1122. Pothier, 241, 242, 293, 294, 295. 4 Marcadé, pp. 627 à 635. Rodière, *loc. cit.* C. N. 1217, 1218.

1125. La solidarité stipulée ne donne point à l'obligation le caractère d'indivisibilité.

Dumoulin, *de dividuo et individuo*, part. 2, No. 222. Pothier, 287, 323, 324. C. N. 1219. C. L. 2106.

1126. Chacun de ceux qui ont contracté conjointement une dette indivisible en est tenu pour le total, encore que l'obligation n'ait pas été contractée solidairement.

ff L. 2, § 1, 2, 4, *de verb. oblig.* Pothier, 322, 323. C. N. 1222. C. L. 2109.

1127. La règle établie dans l'article qui précède s'applique aussi aux héritiers et représentants légaux de celui qui a contracté une obligation indivisible.

ff L. 192, *De reg. jur.* *ff* L. 80, 1, *Ad legem Falcidiam*. *ff* L. 2, § 2, *De verb. oblig.* Pothier, Oblig., 322 ; Success., ch. 5, art. 3, § 5. C. N. 1223. C. L. 2110.

1128. L'obligation de payer [illegible] dommages-intérêts résultant de l'inexécution d'une obligation indivisible est divisible.

Mais si l'inexécution provient de la faute de l'un des codébiteurs ou de l'un des cohéritiers ou représentants

légaux, la totalité des dommages-intérêts peut être exigée de tel codébiteur, héritier ou représentant légal.

ff L. 85, § 5, L. 139, *De verb. oblig.* Pothier, Oblig., 304, 305, 324, 334; Success., ch. 5, art. 3, § 5.

1129. Chaque cohéritier ou représentant légal du créancier peut exiger en totalité l'exécution de l'obligation indivisible.

Il ne peut faire seul la remise de la totalité de la dette, ou recevoir la valeur au lieu de la chose. Si l'un des cohéritiers ou représentants légaux a seul remis la dette ou reçu la valeur de la chose, les autres ne peuvent demander la chose indivisible qu'en tenant compte de la portion de celui qui a fait la remise ou qui a reçu la valeur.

ff L. 25, § 9, *Familiæ erciscundæ.* *ff* L. 2, *De verb. oblig.* *ff* L. 13, § 12, *De acceptilationibus.* Pothier, 326-7-8-9. 4 Marcadé, p. 497-8. C. N. 1224. C. L. 2111.

1130. L'héritier ou représentant légal du débiteur assigné pour la totalité de l'obligation indivisible, peut demander un délai pour mettre en cause les cohéritiers ou autres représentants légaux, à moins que la dette ne soit de nature à ne pouvoir être acquittée que par l'héritier assigné, qui peut alors être condamné seul, sauf son recours en indemnité contre les autres.

ff L. 11, § 23, *De legatis*, 3°. Dumoulin, *de divid. et indiv.*, part. 3, Nos. 90, 100, 104, 107, part. 2, Nos. 175, 469. Pothier, 330, 331, 333, 334, 335. C. N. 1225.

SECTION VI.

DES OBLIGATIONS AVEC CLAUSE PÉNALE.

1131. La clause pénale est une obligation secondaire par laquelle une personne, pour assurer l'exécution de l'obligation principale, se soumet à une peine en cas d'inexécution.

ff L. 71 et 137, § 7, *De verb. oblig.* *ff* L. 44, § 5, *De oblig. et action.* *ff* L. 13, § 2, *De rebus dubiis.* *ff* L. 41 et 42, *Pro sociis.* *ff* L. 28, *De actione empti et venditi.* Pothier, 184, 337, 342. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 4, No. 18. C. N. 1226.

1132. La nullité de l'obligation principale, pour toute autre cause que celle du défaut d'intérêt, entraîne

la nullité de la clause pénale. La nullité de cette dernière n'entraine pas celle de l'obligation principale.

ff L. 97, *in pr.* L. 126, § 3, *De verb oblig.* Pothier, 339, 340. 6 Toullier, 815. C. N. 1227.

1133. Le créancier peut, s'il le veut, poursuivre l'exécution de l'obligation principale au lieu de demander la peine stipulée.

Mais il ne peut demander en même temps les deux, à moins que la peine n'ait été stipulée pour le simple retard dans l'exécution de l'obligation principale.

ff L. 10, § 1, *De pactis.* *ff* L. 132, § 2, *De verb. oblig.* *ff* L. 28, *De actione empti et venditi.* Pothier, 343, 344. C. N. 1228, 1229.

1134. La peine n'est encourue que lorsque le débiteur est en demeure d'exécuter l'obligation principale, ou lorsqu'il fait ce qu'il s'était obligé de ne pas faire.

C. N. 1230.

1135. [Le montant de la peine ne peut être réduit par le tribunal.

Mais si l'obligation principale a été exécutée en partie à l'avantage du créancier, et que le temps fixé pour l'exécution complète soit de peu d'importance, la peine peut être réduite, à moins qu'il n'y ait une convention spéciale au contraire.]

6 Toullier, 809, 810, 811, 812. 813. 4 Marcadé, p. 654, 526, 527. C. N. 1152. C. L. 2123. Autorités citées par Pothier, 345.

1136. Lorsque l'obligation principale contractée avec une clause pénale est indivisible, la peine est encourue par la contravention d'un seul des héritiers ou autres représentants légaux du débiteur, et elle peut être demandée, soit en totalité contre celui qui a contrevenu, soit contre chacun d'eux pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout; sauf leur recours contre celui qui a fait encourir la peine.

ff L. 5, § 1, L. 84, § 3, *De verb. oblig.* Dumoulin, part. 3, Nos. 173, 174. Pothier, 355, 366. C. N. 1232. Sedgwick *on measure of damages*, p. 421 et suiv.

1137. Lorsque l'obligation principale contractée sous une peine est divisible, la peine n'est encourue que par celui des héritiers ou autres représentants légaux du débiteur qui contrevient à l'obligation, et pour la part

seulement dont il est tenu dans l'obligation principale, sans qu'il y ait d'action contre ceux qui l'ont exécutée.

Cette règle reçoit exception lorsque la clause pénale ayant été ajoutée dans l'intention que le paiment ne pût se faire partiellement, un des cohéritiers ou autres représentants légaux a empêché l'exécution de l'obligation pour la totalité; en ce cas la peine entière peut être exigée de lui, et des autres pour leur portion seulement, sauf leur recours contre lui.

ff L. 2, § 5 et 6; L. 72, *De verb. oblig.* Pothier, 306, 359, 360, 361. Dumoulin, part. 3, No. 412. 6 Toullier, Nos. 842, 843, 844, 845. C. N. 1218, 1233.

CHAPITRE HUITIÈME.

DE L'EXTINCTION DES OBLIGATIONS.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1138. L'obligation s'éteint:

Par le paiement;

Par la novation;

Par la remise;

Par la compensation;

Par la confusion;

Par l'impossibilité de l'exécuter;

Par le jugement d'annulation ou de rescision;

Par l'effet de la condition résolutoire qui a été expliquée au chapitre qui précède;

Par la prescription;

Par l'expiration du terme fixé par la loi ou par les parties, pour sa durée;

Par la mort du créancier ou du débiteur en certains cas;

Par des causes spéciales applicables à certains contrats, et qui sont expliquées en leurs lieux respectifs.

C. N. 1234.

SECTION II.

DU PAIEMENT.

§ 1. *Dispositions générales.*

1139. Par paiement on entend non-seulement la livraison d'une somme d'argent pour acquitter une obligation, mais l'exécution de toute chose à laquelle les parties sont respectivement obligées.

Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 1, Nos. 1 et 3. Pothier, 458 à 495. C. L. 2127.

1140. Tout paiement suppose une dette; ce qui a été payé sans qu'il existe une dette est sujet à répétition.

La répétition n'est pas admise à l'égard des obligations naturelles qui ont été volontairement acquittées.

ff Leg. 1, 10, 13, 14, 16, 17, 18, *De condicl. indeb.* *ff* L. 176, *De verb. signif.* Pothier, 192, 195, 218. Domat, liv. 2, tit. 7, sec. 1, Nos. 1, 4, 5. Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 1, Nos. 4 et 5. C. L. 2129. C. N. 1235.

1141. Le paiement peut être fait par toute personne quelconque, lors même qu'elle serait étrangère à l'obligation; et le créancier peut être mis en demeure par l'offre d'un étranger d'exécuter l'obligation pour le débiteur, et sans la connaissance de ce dernier; mais il faut que ce soit pour l'avantage du débiteur et non dans le seul but de changer le créancier que cette offre soit faite.

ff L. 23, 31, 40, 53, *De solutionibus.* Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 1, No. 7, sec. 3, No. 2, et sec. 2, No. 10. Pothier, 499, 500, 598. C. N. 1236, 1237.

1142. L'obligation de faire ne peut être acquittée par un tiers, contre le gré du créancier, lorsque ce dernier a intérêt qu'elle soit remplie par le débiteur lui-même.

ff L. 72, § 2, *De solution.* Pothier, 500. 6 Toullier, No. 11. Ord. 1673, tit. 5, art. 3. C. L. 2131.

1143. Pour payer valablement il faut avoir dans la chose payée un droit qui autorise à la donner en paiement.

Néanmoins le paiement d'une somme en argent ou autre chose qui se consomme par l'usage, ne peut être répété contre le créancier qui a consommé la chose de bonne foi, quoique ce paiement ait été fait par quelqu'un

qui n'en était pas propriétaire ou qui n'était pas capable de l'aliéner.

ff L. 54, *De reg. jur.* L. 14, § *fin.*, L. 94, *De solut.* Pothier, 495, 496, 497, 498, 504, 540. C. N. 1238. 6 Toull., No. 6, p. 14. 4 Marc., sur l'art. 1238.

1144. Le paiement doit être fait au créancier, ou à quelqu'un ayant pouvoir de lui, ou autorisé par la justice ou par la loi à recevoir pour lui.

Le paiement fait à celui qui n'a pas pouvoir de recevoir pour le créancier est valable, si celui-ci le ratifie, ou s'il en a profité

ff L. 180 *De reg. jur.* L. 12, *in prin.*, § 4, L. 49, L. 15, *De solution. et liberation.* Pothier, 242, 501. C. L. 2136. C. N. 1239.

1145. Le paiement fait de bonne foi à celui qui est en possession de la créance est valable, encore que subséquemment il soit établi qu'il n'est pas le véritable créancier.

Pothier, 503. C. L. 2141. C. N. 1240.

1146. Le paiement fait au créancier n'est point valable, s'il était incapable de le recevoir, à moins que le débiteur ne prouve que la chose payée a tourné au profit de ce créancier.

ff L. 15, L. 47, *De solut. et liberat.* Pothier, 504, 509. C. L. 2143. C. N. 1241.

1147. Le paiement fait par le débiteur à son créancier, au préjudice d'une saisie ou arrêt, n'est pas valable à l'égard des créanciers saisissants ou arrêtants, qui peuvent, selon leurs droits, contraindre le débiteur à payer de nouveau ; sauf, en ce cas, son recours seulement contre le créancier qu'il a ainsi payé.

Pothier, Oblig., 505 ; Const. de rente, 87. C. L. 2145. C. N. 1242.

1148. Le créancier ne peut être contraint de recevoir une chose autre que celle qui lui est due, quoique la chose offerte soit d'une plus grande valeur.

ff L. 2, § 1, *De rebus creditis.* Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 2, No. 9. Pothier, 243, 465. C. N. 1243.

1149. Le débiteur ne peut point forcer le créancier à recevoir en partie le paiement d'une dette, même divisible.

ff 1, L. 21, *De rebus creditis*. *ff* L. 41, § 1, *De usuris*. C N. 1244.

[Et le tribunal ne peut non plus, dans aucun cas, ordonner, par son jugement, qu'une dette actuellement exigible soit payée par versements, sans le consentement du créancier.]

1150. Le débiteur d'un corps certain et déterminé est libéré par la remise de la chose en l'état où elle se trouve au temps de la livraison, pourvu que les détériorations qu'elle a subies ne résultent pas d'un fait ou d'une faute dont il soit responsable, et qu'avant ces détériorations il ne fût pas en demeure.

ff L. 23, 33, 37, 51, *De verb. oblig.* *ff* L. 33, *De solution.* Pothier, 544. C. L. 2151. C. N. 1245.

1151. Si l'objet de l'obligation est une chose qui ne soit déterminée que par son espèce, le débiteur n'est pas tenu, pour être libéré, de la donner de la meilleure espèce; mais il ne pourra l'offrir de la plus mauvaise.

La chose doit être de qualité marchande.

ff L. 33, *De solut. & liberat.* Pothier, 283-4. C. L. 2152. C. N. 1246.

1152. Le paiement doit être fait dans le lieu désigné expressément ou implicitement par l'obligation.

Si le lieu n'y est pas indiqué, le paiement, lorsqu'il s'agit d'un corps certain et déterminé, doit être fait dans le lieu où il était au temps où l'obligation a été contractée.

Dans tous les autres cas le paiement doit être fait au domicile du débiteur; sauf les règles contenues aux titres relatifs à des contrats particuliers.

ff L. 9, *De eo quod certo loco.* *ff* L. 21, *De oblig. & action.* Pothier, 238, 239, 240, ou 548, 549. C. L. 2153. C. N. 1247.

1153. Les frais de paiement sont à la charge du débiteur.

Pothier, 550. Nouv. Ferrière, vo. *Paiement*, No. 493. C. N. 1248.

§ 2. *Du paiement avec subrogation.*

1154. La subrogation dans les droits du créancier au profit d'une tierce personne qui le paie, est ou conventionnelle ou légale.

Renusson, Subrogation, ch. 2, xxii. C. N. 1249.

1155. La subrogation est conventionnelle :

1. Lorsque le créancier en recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans tous ses droits contre le débiteur. Cette subrogation doit être expresse et faite en même temps que le paiement;

2. Lorsque le débiteur emprunte une somme à l'effet de payer sa dette et de subroger le prêteur dans les droits du créancier. Il faut, pour que la subrogation en ce cas soit valable, que l'acte d'emprunt et la quittance soient notariés, [ou faits en présence de deux témoins qui signent] ; que, dans l'acte d'emprunt, il soit déclaré que la somme est empruntée pour payer la dette, et que, dans la quittance, il soit déclaré que le paiement est fait des deniers fournis à cet effet par le nouveau créancier. Cette subrogation s'opère sans le consentement du créancier.

[La subrogation n'a d'effet contre les tiers dans les cas où l'acte d'emprunt et la quittance sont faits devant témoins, que du jour de leur enregistrement, qui doit se faire en la manière et suivant les règles prescrites pour l'enregistrement des hypothèques.]

1156. La subrogation a lieu par le seul effet de la loi et sans demande :

1. Au profit de celui qui, étant lui-même créancier, paie un autre créancier qui lui est préférable à raison de ses privilèges ou hypothèques ;

2. [Au profit de l'acquéreur d'un immeuble qui paie un creancier auquel cet immeuble est hypothéqué ;]

3. [Au profit de celui qui paie une dette à laquelle il est tenu avec d'autres ou pour d'autres, et qu'il a intérêt d'acquitter] ;

4. Au profit de l'héritier bénéficiaire qui paie de ses propres deniers une dette de la succession ;

5. Lorsqu'une rente ou dette due par l'un des époux a été rachetée ou payée des deniers de la communauté ; en ce cas, l'autre conjoint est subrogé jusqu'à concurrence de sa part de communauté, aux droits du créancier.

1157. La subrogation énoncée dans les articles précédents a effet tant contre les cautions que contre le débiteur principal. Elle ne peut préjudicier aux droits du créancier lorsqu'il n'a reçu qu'une partie de sa créance ;

il peut, en ce cas, exercer ses droits pour tout ce qui lui reste dû, de préférence à celui dont il n'a reçu que partie de sa créance.

Pothier, *Cout. d'Orl.*, Introd. au tit. 20, Nos. 83, 84, 87. Pothier, Oblig., 280, 556; Hypoth., ch. 2, sec. 3. Journal des Audiences, Arrêt du 6 juin 1712. Renusson, ch. 15 et 16 et add. C. N. 1252.

§ 3. *De l'imputation des paiements.*

1158. Le débiteur de plusieurs dettes a le droit de déclarer, lorsqu'il paie, quelle dette il entend acquitter.

ff L. 1, *De solut. et liberat.* Cod., L. 1, *eod. tit.* Pothier, 539. Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 4, No. 1. C. L. 2159. C. N. 1253.

1159. Le débiteur d'une dette qui porte intérêt ou produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital de préférence aux arrérages ou intérêts; le paiement fait sur le capital et intérêts, mais qui n'est point intégral, s'impute d'abord sur les intérêts.

ff L. 5, 99, *De solut. et liberat.* Pothier, 570. Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 4, Nos. 7 et 8. C. L. 2160. C. N. 125[illegible]

1160. Lorsque le débiteur de plusieurs dettes a accepté une quittance par laquelle le créancier a imputé ce qu'il a reçu sur l'une de ces dettes spécialement, le débiteur ne peut plus demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il ne se rencontre quelqu'une des causes qui annulent les contrats.

ff Arg. ex lege L. 1, 2, 3, *De solut. et liberat.* Pothier, 566. C. L. 2161. C. N. 1255.

1161. Lorsque la quittance ne comporte aucune imputation, le paiement doit être imputé sur la dette que le débiteur avait pour lors le plus d'intérêt d'acquitter entre celles qui étaient pareillement échues; si de plusieurs dettes une seule est exigible, le paiement s'impute sur la dette échue, quoique moins onéreuse que celles qui ne sont pas encore échues.

Si les dettes sont de même nature et également onéreuses, l'imputation se fait sur la plus ancienne.

Toutes choses égales, elle se fait proportionnellement.

ff L. 1, 2, 3, 4, 5, 7, 8 et 103. *De solut. et liberat.* [illegible]

thier, 530, 531, 532. Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 4, Nos. 3, 4, 7. C. L. 2162. C. N. 1256.

§ 4. *Des offres et de la consignation.*

1162. Lorsque le créancier refuse de recevoir son paiement, le débiteur peut lui faire des offres réelles de la somme de deniers, ou de la chose due; et dans toute poursuite qui pourrait être intentée subséquemment pour en obtenir le recouvrement, il peut plaider et renouveler ses offres, et si la chose due est une somme de deniers, il peut la consigner; et telles offres, ou offres avec consignation, si la chose due est une somme de deniers, équivalent, quant au débiteur, à un paiement fait le jour des premières offres; pourvu que depuis ces premières offres le débiteur ait toujours été prêt et disposé à livrer la chose, ou à payer la somme due.

Pothier, Oblig., Nos. 572, 573, 580. Pothier, Constit. de rente, No. 203. Pothier, Dépôt, 199. Domat, liv. 4, tit. 1, sec. 2, No. 8. Rousseau de Lacombe, *vo. Consignation* et *vo. Offres*. 1 Pigeau, Proc. civ., pp. 430 à 486. C. N. 1257.

1163. Pour que les offres réelles soient valables, il faut:

1. Qu'elles soient faites au créancier ayant la capacité de recevoir, ou à quelqu'un qui ait pouvoir de recevoir pour lui;

2. Qu'elles soient faites par une personne capable de payer;

3. Qu'elles soient de la totalité de la somme exigible, des arrérages ou intérêts dus, des frais liquidés, et d'une somme pour les frais non liquidés, sauf à les parfaire;

4. Qu'elles soient faites en monnaies courantes et en espèces réglées par la loi, s'il s'agit d'une somme d'argent;

5. Que le terme soit échu, s'il a été stipulé en faveur du créancier;

6. Que la condition sous laquelle la dette a été contractée soit arrivée;

7. Que les offres soient faites au lieu où, suivant les termes de l'obligation ou suivant la loi, le paiement doit être fait.

Pothier, 538 à 544. C. N. 1258.

1164. [Si par les termes de l'obligation ou par la loi, le paiement doit être fait au domicile du débiteur, l'avis par écrit donné par lui au créancier qu'il est prêt à faire le paiement, a le même effet que les offres réelles, pourvu que, sur toute action ensuite instituée, le débiteur prouve qu'il avait, à l'effet du paiement, la somme ou la chose due prête au temps et au lieu où elle était payable.]

1165. Si le corps certain et déterminé est livrable au lieu où il se trouve, le débiteur doit, par ses offres, requérir le créancier de venir l'y prendre.

Si la chose n'est pas livrable ainsi, et est de sa nature difficile à transporter, le débiteur doit, par ses offres, indiquer le lieu où elle se trouve, et le jour et l'heure auxquels il sera prêt à la livrer au lieu où le paiement doit en être fait.

Si le créancier, dans le premier cas, n'enlève pas la chose, et dans le second cas, ne signifie pas sa volonté de la recevoir, le débiteur peut, s'il le juge à propos, la mettre en sûreté dans tout autre lieu, au risque du créancier.

Rousseau de Lacombe, vo. *Offres*. Pothier, Oblig., 577. 2 Kent's Com., pp. 506 à 509. 2 Story, on Contracts, No. 1005 a. 2 Greenleaf. *Evidence*, No. 610. 4 Marcadé, Nos. 742, 743. C. N. 1264.

1166. Tant que les offres et la consignation n'ont pas été acceptées par le créancier, le débiteur peut les retirer avec la permission du tribunal, en la manière établie au Code de Procédure Civile, et s'il le fait, ni ses codébiteurs ni ses cautions ne sont déchargés.

Pothier, 580. C. N. 1261.

1167. Lorsque les offres et la consignation ont été déclarées valables par le tribunal, le débiteur ne peut plus les retirer, pas même du consentement du créancier, au préjudice de ses codébiteurs, de ses cautions ou des tiers.

Pothier, *ib.* C. N. 1262, 1263.

1168. La manière de faire les offres et la consignation est réglée par le Code de Procédure Civile.

SECTION III.

DE LA NOVATION.

1169. La novation s'opère :

1. Lorsque le débiteur contracte envers son créancier une nouvelle dette qui est substituée à l'ancienne, laquelle est éteinte ;

2. Lorsqu'un nouveau débiteur est substitué à l'ancien qui est déchargé par le créancier;

3. Lorsque, par l'effet d'un nouveau contrat, un nouveau créancier est substitué à l'ancien, envers lequel le débiteur se trouve déchargé.

ff L. 1, 2, 11, *De novation. et delegation. Cod.*, L. 1, 3, *eod. tit.* Pothier, 582, 583, 584, 597, 605. Domat, liv. 4, tit. 3, sec. 1, No. 1, tit. 4, sec. 1, No. 1. 7 Toullier, No. 274. 3 Zachariæ, p. 448, note 15. 2 Delvincourt, p. 172, sur l'art. 1271. C. N. 1271.

1170. La novation ne peut s'opérer qu'entre personnes capables de contracter.

ff L. 3, *De noval. et deleg.* L. 20, § 1, *eod. tit.* Pothier, 590, 591, 592. Domat, liv. 4, tit. 3, sec. 2, No. 1. C. N. 1272.

1171. La novation ne se présume point ; l'intention de l'opérer doit être évidente.

ff L. 2, *De noval. et deleg.* Domat, liv. 4, tit. 3, sec. 1, No. 1. Pothier, 594. C. N. 1273.

1172. La novation par la substitution d'un nouveau débiteur peut s'opérer sans le concours du premier.

Cod., L. 1, *De noval. et deleg. ff* L. 8, § 5, *De novation.* Pothier, 598. Domat, liv. 4, tit. 3, sec. 1, No. 2. C. N. 1274.

1173. La délégation par laquelle un débiteur donne à son créancier un nouveau débiteur qui s'oblige envers le créancier, n'opère point de novation, à moins qu'il ne soit évident que le créancier entend décharger le débiteur qui fait la délégation.

ff L. 11, *De novation. et delegation.* Pothier, 600, 603. Domat, *loc. cit.* C. N. 1275.

1174. La simple indication faite par le débiteur d'une personne qui doit payer à sa place, ou la simple indication par le créancier d'une personne qui doit rece-

voir à sa place, ou le transport d'une dette avec ou sans l'acceptation du débiteur, n'opère pas novation.

ff L. 20, 21, 25, *De novat. et deleg.* Pothier, Oblig., 605; Vente, 551, 553. 7 Toullier, 274. 3 Zachariæ, p. 448, note 15. C. N. 1277.

1175. Le créancier qui a déchargé le débiteur par qui a été faite la délégation, n'a point de recours contre ce débiteur, si le délégué devient insolvable, à moins qu'il n'y en ait une réserve expresse.

Cod., L. 3, *De novat. et delegat. ff* L. 30, *eod. tit.* Pothier, 604. Domat, liv. 4, tit. 4, sec. 1, No. 8. C. N. 1276.

1176. Les priviléges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent point à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés.

ff L. 18, *De novat. et deleg.* L. 12, § 5, *qui potior in pignore.* Pothier, 599. Domat, liv. 4, tit. 4, sec. 1, No. 8, tit. 3, s. 1, No. 5. C. N. 1278.

1177. Lorsque la novation s'opère par la substitution d'un nouveau débiteur, les priviléges et les hypothèques primitifs de la créance ne peuvent point passer sur les biens du nouveau débiteur; et ils ne peuvent point non plus être réservés sur les biens de l'ancien débiteur sans son consentement.

ff L. 30, *eod. tit.* Pothier, 599. Domat, *loc. cit. suprà.* C. N. 1279.

1178. Lorsque la novation s'opère entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les priviléges et hypothèques de l'ancienne créance ne peuvent être réservés que sur les biens du codébiteur qui contracte la nouvelle dette.

Pothier, 599. C. N. 1280.

1179. Par la novation faite entre le créancier et l'un des débiteurs solidaires, les codébiteurs sont libérés.

La novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions.

Néanmoins, si le créancier a stipulé, dans le premier cas, l'accession des codébiteurs, ou, dans le second cas, celle des cautions, l'ancienne créance subsiste, si les codébiteurs ou les cautions refusent d'accéder au nouveau contrat.

Cod., L. 4, *De fidejussor. et mandator.* Pothier, 599. C. N. 1281.

1180. Le débiteur qui consent à être délégué ne peut opposer au nouveau créancier les exceptions qu'il aurait pu faire valoir contre la personne qui l'a délégué, quand même, au temps de la délégation, il aurait ignoré l'existence de ces exceptions.

Cette règle n'a pas lieu si, au temps de la délégation, il n'est rien dû au nouveau créancier, et elle ne préjudicie pas au recours du débiteur délégué contre le déléguant.

ff L. 12 et L. 19, *De novat. delegat.* Pothier, 602. 3 Maleville sur l'art. 1281, p. 99.

SECTION IV.

DE LA REMISE.

1181. La remise d'une obligation peut être faite soit expressément, soit tacitement, par des personnes qui ont la capacité légale d'aliéner.

Elle est faite tacitement lorsque le créancier rend volontairement à son débiteur le titre original de l'obligation, à moins qu'il n'y ait preuve d'une intention contraire.

ff L. 2, § 1, *De pactis.* Pothier, 608, 609, 619, 847. C. N. 1282.

1182. La remise de la chose donnée en nantissement ne crée pas une présomption de la remise de la dette pour laquelle elle a été donnée en nantissement.

ff L. 3, *De pactis. Cod.*, L. 2, *De remissione pignoris.* Pothier, 610. C. N. 1286.

1183. La remise du titre original de l'obligation à un des débiteurs solidaires a le même effet au profit de ses codébiteurs.

ff *Arg. ex lege* 2, *De duobus reis constituendis.* Pothier, 8, 616.

1184. La remise expresse accordée à l'un des débiteurs solidaires ne libère point les autres ; mais le créancier doit déduire de sa créance la part de celui qu'il a déchargé.

ff L. 16, *De acceptilat.* L. 34, § 11, *De solut. et liberat.* Pothier, 275, 556, 617, 621. C. N. 1285.

1185. La remise expresse accordée au débiteur principal libère les cautions.

Celle accordée à la caution ne libère pas le débiteur principal.

Celle accordée à l'une des cautions ne libère pas les autres, excepté dans le cas où ces derniers auraient un recours contre la caution libérée, et jusqu'à concurrence de tel recours.

ff L. 60, 68, § 2, *de fidejussor. et mandat.* *ff* L. 23, *De pactis.* Pothier, 616, 617. 4 Marcadé, pp. 611, 612. C. N. 1287.

1186. [Ce que le créancier reçoit d'une caution, pour la libérer de son cautionnement, ne doit pas être imputé à la décharge du débiteur principal, ou des autres cautions, excepté, quant à ces derniers, dans les cas où ils ont un recours contre la caution libérée et jusqu'à concurrence de tel recours.]

SECTION V.

DE LA COMPENSATION.

1187. Lorsque deux personnes se trouvent mutuellement débitrices et créancières l'une de l'autre, les deux dettes sont éteintes par la compensation qui s'en fait dans les cas et de la manière ci-après exprimés.

ff L. 1, 2, 3, *De compensatione.* Pothier, 623. Domat, liv. 4, tit. 2, sec. 1, Nos. 1 et suiv.

1188. La compensation s'opère de plein droit entre deux dettes également liquides et exigibles, et ayant pour objet une somme de deniers ou une quantité de choses indéterminées de même nature et qualité.

Aussitôt que les deux dettes existent simultanément elles s'éteignent mutuellement jusqu'à concurrence de leurs montants respectifs.

ff L. 10, 11, 12, 7, 22, *De compensationibus.* *ff* L. 7, *De solutionibus.* Cout. de Paris, art. 105. Domat, liv. 4, tit. 2, sec. 1, Nos. 3 et 4. *Ibid.*, liv. 4, tit. 2, sec. 2, Nos. 3 et 4. Pothier, 538, 624, 626, 627, 628, 635, 637, 638. C. N. 1290, 1291.

1189 Le terme de grâce accordé pour le paiement de l'une des dettes n'est point un obstacle à la compensation.

ff L. 16, § 1, *De compensationibus.* Pothier, 232, 62

Cout. de Paris, art. 105. 1 Comment. Ferrière (Petit), p. 227. Arrêtés de Lamoignon, tit. 28, art. 5. C. N. 1292.

1190. La compensation a lieu quelle que soit la cause ou considération des dettes, ou de l'une ou de l'autre, excepté dans les cas :

1. De la demande en restitution d'une chose dont le propriétaire a été injustement dépouillé ;

2. De la demande en restitution d'un dépôt ;

3. D'une dette qui a pour objet des aliments insaisissables.

Cod., L. 3, L. 14, *De compensat.* *ff* L. 24, L. 25, § 1, L. 26, § 1, *Depositi.* *Cod.*, L. 11, *Depositi.* *ff* L. 4, *De agnoscendis et alendis liberis, etc.* Arrêtés de Lamoignon, tit. 28, art. 7. Pothier, 625. Domat, liv. 1, tit. 7, sec. 3, No. 14, liv. 4, tit. 2, sec. 2, No. 6. C. N. 1293.

1191. La caution peut opposer la compensation de ce que le créancier doit au débiteur principal.

Mais le débiteur principal ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à la caution.

Le débiteur solidaire ne peut opposer la compensation de ce que le créancier doit à son codébiteur, excepté pour la part de ce dernier dans la dette solidaire.

ff L. 4 et 5, *De compens.* L. 23, *eod. tit.* *ff* L. 10, *De duobus reis constituendis.* *Cod.*, L. 9 et L. 18, § 1, *De compensat.* Arrêtés de Lamoignon, tit. 27, art. 9. Domat, liv. 3, tit. 3, sec. 1, art. 8. Pothier, 274, 631. 7 Toullier, 377. C. N. 1294.

1192. Le débiteur qui accepte purement et simplement la cession qu'a faite le créancier à un tiers, ne peut plus opposer au cessionnaire la compensation qu'il pouvait opposer au cédant avant son acceptation.

Le transport non accepté par le débiteur, mais qui lui a été signifié, n'empêche que la compensation des dettes du cédant postérieures à cette signification.

Arrêt du Parl. de Paris, 13 *août* 1591. Pothier, Oblig., 632 ; Vente, 558. C. N. 1295.

1193. Lorsque les deux dettes ne sont pas payables au même lieu, on n'en peut opposer la compensation qu'en faisant raison des frais de remise.

ff L. 15, *De compensat.* Pothier, 633. Domat, liv. 4, tit. 2, sec. 2, No. 8. C. N. 1296.

1194. Lorsque la compensation de plein droit est

arrêtée par quelqu'une des causes mentionnées en cette section, ou autres de même nature, celui en faveur de qui seul la cause d'objection existe, peut demander la compensation par le moyen d'une exception, et, dans ce cas, la compensation n'a lieu que du moment que l'exception est plaidée.

Pothier, 626, 636. 7 Toullier, 396. 4 Marcadé, p. 640.

1195. Lorsqu'il y a plusieurs dettes compensables dues par la même personne, on suit pour la compensation les règles établies pour l'imputation des paiements.

ff L. 1, L. 5, § 1, L. 102, § 1, L. 3 & 94, § *fin.* [*ff* L. 4, 7, 97, 103, *eod tit.* Pothier, 638. C. N. 1297.

1196. La compensation n'a pas lieu au préjudice des droits acquis à un tiers.

7 Toullier, 381, 394. 12 Duranton, 442, 443. C. N. 1298.

1197. Celui qui paie une dette qui est, de droit, éteinte par la compensation, ne peut plus, en exerçant la créance dont il n'a point opposé la compensation, se prévaloir au préjudice des tiers, des priviléges et hypothèques attachés à cette créance, à moins qu'il n'ait eu justes causes d'en ignorer l'existence au temps du paiement.

ff L. 10, § 1, *de compensationibus.* Cod., L. 1, *de condict. indeb.* Pothier, 639, 640. C. N. 1299.

SECTION VI.

DE LA CONFUSION.

1198. Lorsque les qualités de créancier et de débiteur se réunissent dans la même personne, il se fait une confusion qui éteint l'obligation. Néanmoins dans certains cas lorsque la confusion cesse d'exister, ses effets cessent aussi.

ff L. 50, *de fidejussor. et mandator.* *ff* L. 95, § 2, *De solut. et liberat.* Cod., L. 6, *De hereditariis actionibus.* Pothier, 639, 640. C. N. 1300.

1199. La confusion qui s'opère par le concours des qualités de créancier et de débiteur principal en la même personne, profite aux cautions.

Celle qui s'opère par le concours des qualités de cau-

tion et du créancier, ou de caution et de débiteur principal, n'éteint pas l'obligation principale.

ff L. 38, § 1, *De fidejussor. et mandator. ff L.* 34, § 8, *De solution. ff* L. 129, § 1, *De reg. jur.* Pothier, 340, 644, 645. C. N. 1301.

SECTION VII.

DE L'IMPOSSIBILITÉ D'EXÉCUTER L'OBLIGATION.

1200. Lorsque le corps certain et déterminé qui est l'objet de l'obligation périt, ou que, pour quelqu'autre cause, la livraison en devient impossible, sans le fait ou la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte ; elle est également éteinte, lors même que le débiteur est en demeure, dans le cas où la chose serait également périe en la possession du créancier ; à moins que, dans l'un et l'autre de ces deux cas, le débiteur ne se soit expressément chargé des cas fortuits.

Le débiteur est tenu de prouver le cas fortuit qu'il allègue.

La destruction de la chose volée, ou l'impossibilité de la livrer, ne décharge pas celui qui l'a volée, ou celui qui sciemment l'a reçue, de l'obligation d'en payer la valeur.

ff L. 33, 37, 51, L. 82, § 1, L. 136, *De verb. oblig. ff* L. 47, § 6, *De legatis. ff* L. 15, § 3, *De rei vindicatione. ff* L. 7, § 2, L. 12, *De condict. furtivâ.* Pothier, 649, 650, 656, 657, 660 et suiv. jusqu'à 668. Ibid., Vente, 56, 57, 58. C. N. 1302.

1201. Lorsque l'exécution de l'obligation est devenue impossible sans le fait ou la faute du débiteur, il est tenu de transporter au créancier tous droits d'indemnité qu'il peut avoir par rapport à cette obligation.

Pothier, 669, 670 ; Vente, 56, 57, 59. C. N. 1303.

1202. Lorsque l'exécution d'une obligation de faire une chose est devenue impossible sans le fait ou la faute du débiteur, et avant qu'il soit en demeure, l'obligation est éteinte, et les deux parties sont libérées ; mais si l'obligation a été exécutée en partie au profit du créancier, ce dernier est obligé jusqu'à concurrence du profit qu'il en reçoit.

4 Marcadé, p. 650, sur l'art. 1302. 7 Toullier, 642.

CHAPITRE NEUVIÈME.

DE LA PREUVE.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1203. Celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.

Réciproquement, celui qui en oppose la nullité ou l'extinction doit justifier les faits sur lesquels est fondée sa contestation ; sauf les règles spéciales établies au présent chapitre.

Cod., L. 1. L. 4, *De probationibus*. *ff* L. 19, 21, 22, 23, *De probationibus*. *ff* L. 1, *De exception*. 44, 1 Pothier, Oblig., No. 729. *Ibid.*, Constitut. de rente No. 155. 1 Domat, liv. 3, tit. 6, sec. 1, Nos. 4 et 5. C. N. 1315.

1204. La preuve offerte doit être la meilleure dont le cas, par sa nature, soit susceptible.

Une preuve secondaire ou inférieure ne peut être reçue, à moins qu'au préalable il n'apparaisse que la preuve originaire ou la meilleure ne peut être fournie.

Greenleaf, Evid., Nos. 82, 84, et généralement ch. 4, liv. 2.

1205. La preuve peut être faite par écrit, par témoins, par présomptions, par l'aveu de la partie ou par son serment, suivant les règles énoncées dans ce chapitre et en la manière indiquée dans le Code de Procédure Civile.

C. N 1316.

1206. Les règles contenues dans ce chapitre s'appliquent aux matières commerciales comme aux autres à moins qu'elles ne soient restreintes expressément ou par leur nature.

En l'absence de dispositions dans ce code quant à la preuve de matières commerciales, on doit avoir recours aux règles sur la preuve prescrites par les lois d'Angleterre.

S. R. B. C., c. 82, sect. 17, p. 698.

SECTION II.

DE LA PREUVE LITTÉRALE.

§ 1. *Des écrits authentiques.*

1207. Les écrits suivants, faits ou attestés avec les formalités requises par un officier public ayant pouvoir de les faire ou attester dans le lieu où il agit, sont authentiques et font preuve de leur contenu, sans qu'il soit nécessaire d'en prouver la signature, non plus que le sceau qui y est attaché, ni le caractère de tel officier, savoir :

Les copies des actes du parlement impérial et du parlement de cette province, et les copies des Edits et Ordonnances et des Ordonnances de la province de Québec, et des Statuts et Ordonnances de la province du Bas-Canada, et des Statuts du Haut-Canada, imprimés par l'imprimeur dûment autorisé par Sa Majesté la Reine ou par ses prédécesseurs ;

S. R. C., c. 80. S. R. C., c. 5, sec. 6, No. 27, sec. 14, Nos. 1 et 2.

Les lettres-patentes, commissions, proclamations et autres documents émanant de Sa Majesté la Reine, ou au gouvernement exécutif de la province ;

Pothier, Oblig., 730, 731. Rép. Guyot, vo. *Authentique*, Nos. 34, 35, 36. 8 Toullier, Nos. 34-5-6. 1 Greenleaf, Evid., Nos. 470, 479, 480. 1 Taylor, Evid., § 1368.

Les annonces officielles dans la *Gazette du Canada*, publiée par autorité ;

1 Greenlead, Evid., No. 492.

Les archives, régistres, journaux et documents publics des divers départements du gouvernement exécutif et du parlement de cette province ;

1 Greenleaf, Evid., 480-3. 22 Vict., c. 80, sect. 5.

Les archives et régistres des cours de justice et de procédure judiciaire dans le Bas-Canada :

S. R. C., c. 80, sect. 5.

Tous livres et registres d'un caractère public dont la loi requiert la tenue par des officiers publics dans le Bas-Canada ;

Ibid.

Les livres, registres, réglements, archives et autres

documents et papiers des corporations municipales, et autres corps ayant un caractère public en cette province;

Acte concernant les municipalités, etc., 1860, sect. 20, Nos. 3 et 4. S. R. C., c. 80, sects. 5 et 6. 1 Greenleaf, Evid., 484.

Les copies et extraits officiels des livres et écrits ci-dessus mentionnés, les certificats et autres écrits faits ou attestés dans le Bas-Canada qui peuvent être compris dans le sens légal du présent article, quoique non énumerés.

S. R. C., c. 80, sect. 5.

1208. [Un acte notarié reçu devant un notaire est authentique s'il est signé par toutes les parties.

Si les parties ou l'une d'elles est incapable de signer, il est nécessaire, pour que l'acte soit authentique, qu'il soit reçu par un notaire en la présence actuelle d'un autre notaire ou d'un témoin qui y signe.

Les témoins doivent être mâles, âgés d'au moins vingt-et-un ans, sains d'esprit, n'être parents d'aucune des parties jusqu'au degré de cousin-germain inclusivement, ni intéressés dans l'acte, ni morts civilement, ni réputés infâmes en loi. Les aubains peuvent servir de témoins aux actes notariés.]

Cet article est sujet aux dispositions contenues dans l'article qui suit et à celles qui ont rapport aux testaments. Il ne s'applique pas aux cas mentionnés en l'article 2380, où un seul notaire suffit.

1209. Les notifications, protêts et significations peuvent être faits par un seul notaire, soit que la partie au nom de laquelle ils sont faits l'ait ou non accompagné, ou ait ou non signé l'acte.

Ces instruments sont authentiques et font preuve de leur contenu jusqu'à ce qu'ils soient contredits ou désavoués.

Mais rien de ce qui est inséré dans un tel acte, comme étant la réponse de la personne à qui il est signifié, ne fait preuve contre elle, à moins qu'elle ne l'ait signé.

1210. L'acte authentique fait preuve complète entre les parties, leurs héritiers et représentants légaux :

1. De l'obligation qui y est exprimée ;

2. De tout ce qui y est exprimé en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à te

obligation ou à l'objet qu'avaient en vue les parties en passant l'acte. L'énonciation étrangère à l'obligation ou à l'objet qu'avaient en vue les parties en passant l'acte ne peut servir que comme commencement de preuve.

Pothier, Oblig., 735, 736, 737. Dumoulin, *Cout. de Paris*, 558, § 8, *glose* 1, No. 10. C. N. 1319, 1320.

1211. L'acte authentique peut être contredit et mis au néant comme faux, en tout ou en partie, sur inscription de faux, en la manière prescrite au Code de Procédure Civile et non autrement.

1212. Les contre-lettres n'ont leur effet qu'entre les parties contractantes; elles ne font point preuve contre les tiers.

ff L. 27, § 5, *De pactis*. Cod., L. 2, *Plus alere quod agitur*. Domat, liv. 3, tit. 6, sec. 2, Nos. 14 et 15. 8 Toullier, 182 et suiv. 2 Chardon, Dol, No. 51. C. N. 1321.

1213. Les actes récognitifs ne font point preuve du titre primordial, à moins que sa substance ne soit spécialement relatée dans ces actes récognitifs.

Tout ce qu'ils contiennent de plus que le titre primordial, ou qui en diffère, ne fait aucune preuve à l'encontre.

Novelle 119, cap. 3. Pothier, Oblig., 777, 779. Pothier, Rente, 147, 148, 149, 153. C. N. 1337.

1214. L'acte de ratification ou confirmation d'une obligation annulable ne fait aucune preuve, à moins qu'il n'exprime la substance de l'obligation, la cause d'annulation et l'intention de la couvrir.

C. N. 1338.

§ 2. *Des copies des titres.*

1215. Les copies des actes notariés, certifiées vraies copies de la minute par le notaire ou autre officier public dépositaire légal de telle minute, sont authentiques et font preuve de ce qui est contenu dans la minute.

Pothier, Oblig., 765 et suiv. S. R. B. C., ch. 73, sec. 31, No. 8. C. N. 1334.

1216. Les extraits dûment certifiés et expédiés par les notaires ou par les protonotaires de la Cour Supérieure, des minutes d'actes authentiques dont ils sont légalement les dépositaires, sont authentiques et font preuve de leur contenu, pourvu que tels extraits contiennent la date de l'acte, le lieu où il a été passé, la

nature de l'acte, les nom et désignation des parties, le nom du notaire qui a reçu l'acte, et textuellement les clauses on parties des clauses dont l'extrait est requis, et enfin le jour où l'extrait est expédié, dont mention doit être également faite sur la minute.

S. R. B. C., c. 73, s. 28.

1217. Lorsque la minute d'un acte notarié a été perdue par cas imprévu, la copie d'une copie authentique de telle minute fait preuve du contenu de cette dernière, pourvu que cette copie soit attestée par le notaire ou autre officier public, entre les mains duquel la copie authentique a été déposée par autorité judiciaire, dans le but d'en donner des copies, tel que réglé par le Code de Procédure Civile.

Pothier. Oblig., 766 à 775. Imbert, Pratique Judiciaire, liv. 1, ch. 47, No. 4, p. 321.

1218. La copie des actes notariés et extraits d'iceux, de tous actes authentiques judiciaires ou autres, des pièces déposées et de tous documents et autres écrits, même sous seing privé ou faits devant témoins, légalement enregistrés au long, lorsque telle copie est revêtue du certificat du régistrateur, est une preuve authentique de tel document si les originaux en sont détruits par le feu ou autre accident, ou sont autrement perdus.

1219. Si dans les mêmes cas, le document originaire est en la possession de la partie adverse, ou d'un tiers, sans la collusion de la partie qui l'invoque, et ne peut être produit, la copie certifiée comme en l'article qui précède fait preuve également.

§ 3. *De certains écrits faits hors du Bas-Canada.*

1220. Le certificat du secrétaire d'un Etat étranger ou du gouvernement exécutif de cet état, et les documents originaux et les copies de documents ci-après énumérés, faits hors du Bas-Canada, font preuve *primâ facie* de leur contenu, sans qu'il soit nécessaire de prouver le sceau ou la signature apposée par l'officier à tel original ou copie, ou l'autorité de cet officier, savoir :

S. R. B. C., c. 90, sec. 4.

1. Les copies de tous jugements ou autres procédures judiciaires de toute cour hors du Bas-Canada, revêtues du sceau de telle cour ou de la signature de l'officier

ayant la garde légale du dossier de tel jugement ou auret procédure judiciaire ;

Ibid., sec. 5.

2. Les copies de tout testament fait hors du Bas-Canada, revêtues du sceau de la cour où l'original du testament est déposé, ou de la signature du juge ou autre officier ayant la garde légale de tel testament, et la vérification de ce testament sous le sceau de cette cour ;

Ibid., sec. 6.

3. Les copies tirées sur une copie de testament et de sa vérification, certifiées par le protonotaire de toute cour dans le Bas-Canada, dans le bureau duquel la copie du testament et vérification a été déposée à la demande d'une partie intéressée, et par ordre d'un juge de cette cour, et cette vérification est aussi reçue comme preuve du décès du testateur ;

Ibid., sec. 5.

4. Les certificats de mariage, de naissance, de baptême et de sépulture de personnes hors du Bas-Canada, sous la signature de l'ecclésiastique ou officier public qui a officié, et les extraits des régistres de tel mariage, baptême ou naissance, et sépulture, certifiés par l'ecclésiastique ou officier public qui en est légalement le dépositaire ;

Ibid., sec. 3.

5. Les copies délivrées par notaire de toute procuration faite hors du Bas-Canada, en présence d'un ou de plusieurs témoins et authentiquées par le maire du lieu ou autre officier public du pays d'où elles sont datées, et dont l'original a été déposé chez le notaire public dans le Bas-Canada qui en expédie telles copies ;

Ibid., sec. 8.

6. La copie faite par un protonotaire ou par le greffier d'une Cour de Circuit dans le Bas-Canada, d'une procuration faite hors du Bas-Canada, en présence d'un ou de plusieurs témoins, et authentiquée par le maire ou autre officier public du pays d'où elle est datée, telle copie étant prise dans une cause où l'original est produit par un témoin qui refuse de s'en dessaisir, et étant certifiée et produite dans cette même cause ;

Ibid., s. 11.

L'original des procurations mentionnées dans les para-

graphes cinq et six ci-dessus, est réputé dûment prouv
mais la vérité des copies, vérifications, certificats
extraits mentionnés en cet article ainsi que des ori
naux eux-mêmes de telles procurations, peut être co
testée, et la preuve peut en être exigée en la mani
prescrite au Code de Procédure Civile.

Ibid, ss. 7, 9, 12.

§ 4. *Des écritures privées.*

1221. L'acte qui n'est pas authentique à cause
quelque défaut de forme, ou de l'incompétence de l'o
cier qui le reçoit, sert comme un acte sous seing priv
s'il est signé par toutes les parties, sauf les dispositio
contenues dans l'article 895.

1222. Les écritures privées reconnues par celu
qui on les oppose, ou légalement tenues pour reconnu
ou prouvées, font preuve entre ceux qui y sont parti
et entre leurs héritiers et représentants légaux, de mê
que des actes authentiques.

Pothier, Oblig., 742-3. S. R. B. C., ch. 83, § 2, sec.
C. N. 1322.

1223. Si la personne à laquelle on oppose un éc
d'une nature privée ne désavoue pas formellement s
écriture ou sa signature, en la manière réglée pa
Code de Procédure Civile, cet écrit est tenu pour recon
Ses héritiers ou représentants légaux sont obligés se
ment de déclarer qu'ils ne connaissent pas son écrit
ou sa signature.

S. R. B. C., c. 83, s. 86. C. N. 1324.

1224. Dans le cas où la partie dénie son écri
ou sa signature, ou dans le cas où ses héritiers et re
sentants légaux déclarent ne les point connaître, la
fication en est faite en la manière prescrite au Cod
Procédure Civile.

C. N. 1324.

1225. Les écritures privées n'ont de date cont
tiers que du jour où elles ont été enregistrées, o
jour de la mort de l'une des parties ou de l'u
témoins qui les ont souscrites, ou du jour où leur
tance est constatée dans un acte authentique.

La date peut néanmoins en être établie cont
tiers par une preuve légale.

Pothier, Oblig., 750. Acte concernant l'enregistrement, etc. S. R. B. C., pp. 349-50. 5 Marcadé, pp. 56, 57, 58. 10 Pand. Franç., p. 345. C. N. 1328.

1226. La règle contenue dans l'article qui précède ne s'applique pas aux écrits d'une nature commerciale. Ces écrits sont présumés avoir été faits au jour de leur date, sauf preuve contraire.

1 Taylor, Evid., 153, No. 137. 3 Décisions des Tribunaux du B. C., Hays et David. 1 Nouguier, p. 82.

1227. Les registres et papiers domestiques ne font point foi en faveur de celui qui les a écrits. Ils font preuve contre lui :

1. Dans tous les cas où ils énoncent formellement un paiement reçu ;

2. Lorsqu'ils contiennent la mention expresse que la note est faite pour suppléer au défaut de titre en faveur de celui au profit duquel ils énoncent une obligation.

Cod., L. 7, *De probat.* Pothier, Oblig., 758, 759. Boiceau, art. 2, ch. 8, No. 14. C. N. 1331.

1228. L'écriture mise par le créancier au dos ou sur aucune autre partie d'un titre qui est toujours resté en sa possession, quoique non signée ni datée par lui, fait preuve contre lui lorsqu'elle tend à établir la libération du débiteur.

Il en est de même de l'écriture mise par le créancier au dos ou sur quelqu'autre partie du double d'un titre ou d'une quittance, pourvu que ce double soit entre les mains du débiteur.

Pothier, Oblig., 760, 761. C. N. 1332.

1229. Nul endossement ou mémoire d'un paiement fait sur un billet promissoire, lettre de change ou autre écrit par celui à qui tel paiement a été fait, ou de sa part, n'est reçu comme preuve de tel paiement, de manière à soustraire la dette à l'effet de la loi relative à la prescription des actions.

S. R. C., ch. 67, sec. 4.

SECTION III.

DE LA PREUVE TESTIMONIALE.

1230. Le témoignage d'un seul témoin est suffisant dans tous les cas où la preuve testimoniale est admise.

S. R. B. C., c. 82, sec. 16, p. 698.

1231. Toutes personnes sont témoins compétents, excepté :

1. Celles qui sont dépourvues d'intelligence par défaut d'âge, démence ou autre cause ;
2. Celles qui ignorent ou méconnaissent l'obligation religieuse du serment ;
3. Celles qui sont mortes civilement ;
4. Celles qui par la loi sont réputées infâmes ;
5. Le mari et la femme, l'un pour ou contre l'autre.

Pothier, 823. S. R. B. C., *ib.*, sec. 14. 1 Greenleaf, Ev., 365, 368, 572. Taylor, Ev., p. 1091.

1232. Le témoignage donné par l'une des parties dans l'instance ne peut être invoqué en sa faveur.

Un témoin n'est pas inadmissible à rendre témoignage à cause de parenté ou d'intérêt ; mais sa crédibilité en peut être affectée.

Greenleaf, Evid., Nos. 365 et suiv., et en général le ch. 4, part. 2, et ch. 2, part. 3. S. R. B. C., *ib.*, secs. 14, 16.

1233. La preuve testimoniale est admise :

1. De tout fait relatif à des matières commerciales ;
2. Dans toute matière où le principal de la somme ou la valeur demandée n'excède pas [cinquante piastres ;]
3. Dans les cas où des biens-fonds sont occupés avec la permission du propriétaire et sans bail, tel que pourvu au titre *Du louage ;*
4. Dans les cas de dépôt nécessaire ou de dépôts faits par des voyageurs dans une hôtellerie, et autres cas de même nature ;
5. Dans le cas d'obligations résultant des quasi-contrats, délits et quasi-délits, et dans tout autre cas où la partie réclamante n'a pu se procurer une preuve écrite ;
6. Dans les cas où la preuve écrite a été perdue par cas imprévu, ou se trouve en la possession de la partie adverse, ou d'un tiers, sans collusion de la part de la partie réclamante, et ne peut être produite ;
7. Lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit.

Dans tous les autres cas la preuve doit se faire au moyen d'écrits ou par le serment de la partie adverse.

Le tout néanmoins sujet aux exceptions et restrictions

spécialement énoncées dans cette section et aux dispositions contenues dans l'article 1690.

S. R. B. C., pp. 698, 699, 400. Ord. de Moulins (1566), art. 54. Ord. de 1667, tit. 20, art. 2, 3, 4. 9 Toullier, No. 20, 26. 3 Zachariæ, § 596, p. 517, note 1. Bornier, No. 99. 5 Marcadé, 1341, p. 100. Pothier, Oblig., 772, 801, 809 à 814, 815. Merlin, Rép., vo. Preuve, sec. 2, § 3, art. 1, No. 16. Serpillon sur Ord. 1667, p. 317, 318. Greenleaf, Evid., sec. 558, sec. 84, No. 2. C. N. 1341.

1234. Dans aucun cas la preuve testimoniale ne peut être admise pour contredire ou changer les termes d'un écrit valablement fait.

Cod., L. 1, *De testibus*. Domat, liv. 2, tit. 6, sec. 2, No. 7. Pothier, Oblig., 793. Ord. de 1667, Tit. xx, art. ii. 1 Greenleaf, Ev., Nos. 275 et suiv. C. N. 1341.

1235. Dans les matières commerciales où la somme de deniers ou la valeur dont il s'agit excède [cinquante piastres,] aucune action ou exception ne peut être maintenue contre une personne ou ses représentants sans un écrit signé par elle dans les cas suivants :

1. De toute promesse ou reconnaissance à l'effet de soustraire une dette aux dispositions de la loi relatives à la prescription des actions ;

2. De toute promesse ou ratification par un majeur d'obligations par lui contractées pendant sa minorité ;

3. De toute représentation, garantie ou assurance en faveur d'une personne dans le but de lui faire obtenir du crédit, de l'argent ou des effets ;

4. De tout contrat pour la vente d'effets, à moins que l'acheteur n'en ait accepté ou reçu une partie ou n'ait donné des arrhes.

La règle qui précède a lieu lors même que les effets ne doivent être livrés qu'à une époque future, ou ne sont pas, au temps du contrat, prêts à être livrés.

1236. La preuve testimoniale ne peut être admise sur la demande d'une somme n'excédant pas [cinquante piastres,] si cette somme est la balance ou fait partie d'une créance en vertu d'un contrat qui ne peut être prouvé par témoins.

Le créancier peut néanmoins prouver par témoins la

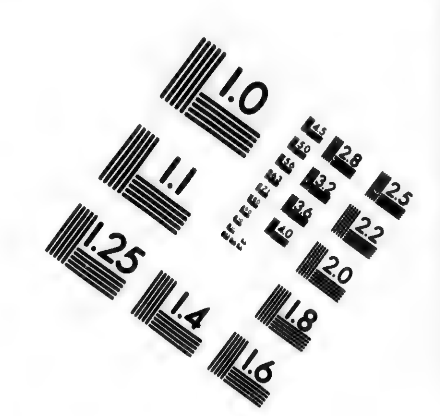
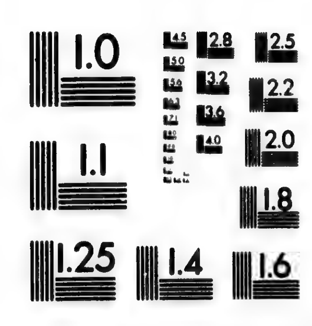


**IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)**



6"



promesse du débiteur de payer telle balance si elle n'excède pas [cinquante piastres.]

C. N. 1344.

1237. [Si dans la même instance une partie fait plusieurs demandes qui réunies forment une somme qui excède cinquante piastres, la preuve par témoins peut être admise, si ces créances procèdent de différentes causes ou ont été contractées à des époques différentes et étaient originairement chacune d'une somme moindre que cinquante piastres.]

SECTION IV.

DES PRÉSOMPTIONS.

1238. Les présomptions sont établies par la loi, ou résultent de faits qui sont laissés à l'appréciation du tribunal.

Cujas *in paratil. ad Tit.* III, Lib. XXII. *Digestorum*, T. I, p. 678. Pothier, Oblig., 840. Menochius, *Tr. de præs., lib.* 1, Qu. 3. C. N. 1349.

1239. Les présomptions légales sont celles qui sont spécialement attachées par la loi à certains faits. Elles dispensent de toute autre preuve celui en faveur de qui elles existent; quelques-unes peuvent être repoussées par une preuve contraire; d'autres sont présomptions *juris et de jure* et aucune preuve ne peut leur être opposée.

Cujas, *loc. cit. suprà.* Cujas *ad Tit. XXIII, De præsumpt.*, T. 6, p. 869. Menochius, Lib. 1, Qu. III, 1. Pothier, Oblig., 481-3. C. N. 1352.

1240. Nulle preuve n'est admise contre une présomption légale, lorsque, à raison de telle présomption, la loi annule certains actes ou refuse l'action en justice, à moins que la loi n'ait réservé la preuve contraire, et sauf ce qui est réglé relativement aux serments et à l'aveu judiciaire de la partie.

Menochius, Lib. 1, Qu. III, 18. Pothier, Oblig., 841-3, 886-8. Toullier, T. X, p. 50. C. N. partie de 1352.

1241. L'autorité de la chose jugée (*res judicata*) est une présomption *juris et de jure;* elle n'a lieu qu'à l'égard de ce qui a fait l'objet du jugement, et lorsque la demande est fondée sur la même cause, est entre les

mêmes parties agissant dans les mêmes qualités et pour la même chose que dans l'instance jugée.

ff De exceptione rei judicatæ. Pothier Oblig., 61, 888, 897. Toullier, T. X, p. 88. C. N. 1351.

1242. Les présomptions qui ne sont pas établies par la loi sont abandonnées à la discrétion et au jugement du tribunal.

Menochius, Lib. 1, XLIV. Pothier, Oblig., 849. Toullier, T. X, p. 29. C. N. 1353.

SECTION V.

DE L'AVEU.

1243. L'aveu est extra-judiciaire ou judiciaire. Il ne peut être divisé contre celui qui le fait.

Cujas, T. IX, C. 1013, D. Toullier, T. X, p. 383. C. N. 1354.

1244. L'aveu extra-judiciaire doit être prouvé par écrit ou par le serment de la partie contre laquelle il est invoqué, excepté dans les cas où, suivant les règles contenues dans ce chapitre, la preuve par témoins est admissible.

Pothier, Oblig., 834. Toullier, T. IX, p. 396. *Ibid.*, T. X, p. 406. C. N. 1355.

1245. L'aveu judiciaire fait pleine foi contre celui qui l'a fait.

Il ne peut être révoqué à moins qu'on ne prouve qu'il a été la suite d'une erreur de fait.

ff L. 1, 2, 4, *De confessis. ff* L. 25, *De probationibus.* Menochius, præs. 51, Lib. 2, Qu. 39. Pothier, Oblig., 833. Toullier, X, p. 383. *Ibid.*, XI, p. 79. C. N. 1356.

SECTION VI.

DU SERMENT DES PARTIES.

1246. Une partie peut être examinée sous serment soit de la même manière qu'un témoin, ou par interrogatoires sur faits et articles, ou sous serment décisoire.

Le tribunal, dans sa discrétion, peut examiner sous serment l'une ou l'autre des parties pour compléter une preuve imparfaite.

S. R. B. C., c. 82, secs. 15, 19, 20. *ff De jurejurando.*

Cod., *De rebus creditis*. Pothier, Oblig., 911, 912. Toullier, X, p. 474. C. N. 1357.

§ 1. *Du serment décisoire.*

1247. Le serment décisoire peut être déféré par l'une ou l'autre des parties à son adversaire dans toute instance sur laquelle les parties pourraient s'engager par leurs aveux ou par compromis et sans aucun commencement de preuve.

ff L. 34, § 6, *De jurejurando*. Cod., L. 12, *De rebus creditis*. Cujas, *observatio* 22, No. 28, Tome III, col. 607. C. N. 1358, 1360.

1248. Il ne peut être déféré que sur un fait qui soit personnel à la partie à laquelle on le défère, ou dont elle ait une connaissance personnelle.

ff L. 34, § 3, *De jurejurando*. Pothier, Oblig., 912, 914. C. N. 1359.

1249. Celui auquel le serment décisoire est déféré, qui le refuse et ne le réfère pas à son adversaire, ou l'adversaire à qui il a été référé et qui le refuse, doit succomber dans sa demande ou dans son exception.

ff L. 34, § 6 et 7, L. 38, *De jurejurando*. Pothier, Oblig., 916. C. N. 1361.

1250. Le serment ne peut être référé lorsque le fait qui en est l'objet n'est pas personnel aux deux parties ou personnellement connu des deux, mais est personnel à celle à laquelle le serment est déféré, ou connu d'elle seule.

ff L. 34, § 1 et 3, *De jurejurando*. Pothier, 916. C. N. 1362.

1251. Lorsque la partie à qui le serment décisoire a été déféré ou référé, a fait sa déclaration sous serment, l'adversaire n'est pas recevable à en prouver la fausseté.

ff L. 5, § 2, L. 9, § 1, *De jurejurando*.. *ff* L. 15, *De exceptionibus*. Pothier, Ob., 915. C. N. 1363.

1252. La partie qui a déféré ou référé le serment décisoire ne peut plus s'en rétracter, lorsque l'adversaire a déclaré qu'il est prêt à faire ce serment.

Cod., *De rebus creditis*, *ff* L. 11. Pothier, Oblig., 915. C. N. 1364.

1253. Le serment décisoire ne peut affecter le

droit des tiers, et il ne s'étend qu'aux choses à l'égard desquelles il a été déféré ou référé.

[S'il est déféré par un des créanciers solidaires au débiteur, il ne profite à celui-ci que pour la part de ce créancier; sauf, néanmoins, les règles spéciales aux sociétés commerciales.]

S'il est déféré au débiteur principal, il profite à ses cautions;

S'il est déféré à l'un des débiteurs solidaires, il profite à ses codébiteurs;

S'il est déféré à la caution, il profite au débiteur principal.

Dans ces deux derniers cas, le serment du codébiteur ou de la caution ne profite aux autres codébiteurs ou au débiteur principal, que lorsqu'il a été ainsi déféré sur le fait de la dette même et non pas sur le seul fait de la solidarité ou du cautionnement.

ff L. 10, *De jurejurando.* ff L. 27, ff L. 28, *De jurejurando.* Pothier, Oblig., 917, 918. 10 Toullier, 504-5. C. N. 1365.

§ 2. *Du serment déféré d'office.*

1254. Le tribunal peut, dans sa discrétion, examiner sous serment l'une ou l'autre des parties pour compléter la preuve nécessaire soit pour la décision de la cause, soit pour déterminer le montant de la condamnation, mais seulement dans les cas où il a été fait quelque preuve de la demande ou de l'exception.

ff L. 1, *De jurejurando. Cod.*, L. 3, *De rebus creditis.* Vinnius, Quæst. Select., Lib. 1, ch. 44. Pothier, Oblig., 922. C. N. 1367.

1255. Le serment déféré d'office par le tribunal à l'une des parties ne peut être par elle référé à l'autre.

Vinnius, Lib. I, ch. 43. Pothier, Oblig., 929, d'où on peut inférer cette règle. C. N. 1368.

1256. Le serment sur la valeur de la chose demandée ne peut être déféré par le tribunal à la partie qui fait la demande, que lorsqu'il est impossible d'établir autrement cette valeur.

C. N. 1369.

TITRE QUATRIÈME.

DES CONVENTIONS MATRIMONIALES ET DE L'EFFET DU MARIAGE SUR LES BIENS DES ÉPOUX.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1257. Il est permis de faire, dans les contrats de mariage, toutes sortes de conventions, même celles qui seraient nulles dans tout autre acte entrevifs ; telles sont : la renonciation à une succession non-ouverte, la donation de biens futurs, l'institution contractuelle et autres dispositions à cause de mort.

Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 3. No. 4. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 4, No. 1. Pothier, *Com.*, *Intr.*, Nos. 1, 4, 6 ; *Orl.*, *Intr. tit.* 10, No. 34. 11 Pand. Franç., 222 et suiv. C. N. 1387.

1258. Sont cependant exceptées de cette règle toutes conventions contraires à l'ordre public ou aux bonnes mœurs, ou interdites par quelque loi prohibitive.

Mêmes autorités que sur l'article ci-dessus. 11 Pand. Franç., 224 et suiv. C. N. 1387.

1259. Ainsi les époux ne peuvent déroger ni aux droits résultant de la puissance maritale sur la personne de la femme et des enfants, ou appartenant au mari comme chef de l'association conjugale, ni aux droits conférés aux époux par le titre *De la Puissance Paternelle*, et par le titre *De la Minorité, de la Tutelle et de l'Emancipation* au présent code.

ff L. 28, L. 38, *De pactis ;* L. 5, § 7, *De administ. et pericul. tut. ;* L. 5, L. 6, *De pactis dotalibus.* Pothier, *Com.*, *Intr.*, Nos. 4, 5, 6, 7 ; *Orl.*, *Intr. tit.* 10, No. 34. Merlin, *Rép.*, *Vo. Renonciation*, § 1, No. 3 ; *Vo. Séparation de biens*, sec. II, § 5, No. 8. 11 Pand. Franç., 225 et suiv. C. N. 1388.

1260. A défaut de conventions ou en l'absence de stipulations contraires, les époux sont présumés vouloir se soumettre aux lois et coutumes générales du pays, et notamment qu'il y ait entre eux communauté légale de

biens et douaire coutumier ou légal en faveur de la femme et des enfants à naître.

Le mariage une fois célébré, ces conventions présumées font irrévocablement loi entre les parties et ne peuvent plus être révoquées ni changées.

Pothier, *Com.*, *Intr.*, No. 18, 2e alin. ; *Com.*, Nos. 4, 6, 7, 10, 21 ; *Obl.*, No. 844 ; Mariage, Nos. 47, 393 ; *Orl.*, *Intr. tit.* 10, No. 32. C. N. 1393.

1261. Au cas de l'article précédent la communauté se forme et se régit d'après les règles exposées au chapitre deuxième, et celles du douaire se trouvent au chapitre troisième du présent titre.

1262. Cette communauté de biens, dont les époux sont libres de stipuler l'exclusion, peut être changée et modifiée à volonté par leur contrat de mariage, et se nomme, dans ce cas, communauté conventionnelle dont les règles principales sont exposées dans la section deuxième du deuxième chapitre de ce titre.

1263. Le douaire coutumier ou légal, qu'il est également permis aux parties d'exclure, peut aussi être changé et modifié à volonté par le contrat de mariage, et dans ce cas il se nomme douaire préfix ou conventionnel, dont les règles les plus ordinaires se trouvent énoncées en la section première du chapitre troisième de ce titre.

1264. Toutes conventions matrimoniales doivent être rédigées en forme notariée, et avant la célébration du mariage, à laquelle elles sont toujours subordonnées.

Sont exemptées de la forme notariée les contrats de mariage faits dans certaines localités pour lesquelles l'exception à cet égard existe en vertu de lois particulières.

Orléans, art. 202. Pothier, *Mariage*, Nos. 48, 396 ; *Com.*, *Intr.*, Nos. 11, 12 ; *Orl.*, *Intr. tit.* 10, Nos. 32, 33. Merlin, *Rép.*, *Vo. Donation*, sec. 2, § 8 ; *Testament*, sec. 2, § 1, art. 4. C. N. 1394. S. R. B. C., c. 38, s. 13.

1265. Après le mariage il ne peut être fait aux conventions matrimoniales contenues au contrat, aucun changement, [pas même par don mutuel d'usufruit, lequel est aboli.]

Les époux ne peuvent non plus s'avantager entrevifs si ce n'est conformément aux dispositions contenues dans l'acte de la 29e Vict., c. 17, qui permettent au mari,

sous les restrictions et conditions y déclarées, d'assurer sa vie pour le bénéfice de sa femme et de ses enfants.

1266. Les changements faits aux conventions matrimoniales avant la célébration du mariage doivent, à peine de nullité, être constatés par acte notarié, en présence et avec le consentement de toutes les personnes présentes au premier contrat, qui y ont intérêt.

Paris, 258. Orl., 223. Brodeau sur Louët, *lettre* C, ch. 28. Pothier, *Com.*, *Intr.*, Nos. 13, 14, 16; Orl., tit. 12, art. 223. Lamoignon, *arrêtés*, tit. 32, art. 5, 6. C. N. 1396, 1397.

1267. [Le mineur, habile à contracter mariage, peut valablement consentir en faveur de son futur conjoint et des enfants à naître, toutes conventions et donations dont ce contrat est susceptible, pourvu qu'il y soit assisté de son tuteur, s'il en a un, et des autres personnes dont le consentement est nécessaire pour la validité du mariage; les avantages qu'il y fait à des tiers suivent les règles applicables aux mineurs en général.]

ff L. 8, *De pactis dotalibus;* L. 61, L. 73, *de jure dotium*. Brodeau sur Louët, *lettre* M, c. 9. Bacquet, *Droits de justice*, c. 21, No. 390. Pothier, *Com.*, Nos. 103, 306; Orl., *Intr.* tit. 10, No. 51. C. N. 1398.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA COMMUNAUTÉ DE BIENS.

1268. Il y a deux sortes de communauté de biens, la communauté légale dont les règles sont posées dans la section première de ce chapitre, et la communauté conventionnelle dont les conditions principales et les plus ordinaires se trouvent exposées dans la section seconde de ce même chapitre.

Pothier, *Com.*, 4, 9, 10 et suiv.

1269. [La communauté, soit légale, soit conventionnelle, commence du jour de la célébration du mariage; on ne peut stipuler qu'elle commencera à une autre époque.]

SECTION I.

DE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE.

1270. La communauté légale est celle que la loi, à défaut de stipulations contraires, établit entre les époux, par le seul fait du mariage, quant à certaines espèces de leurs biens qu'ils sont censés avoir voulu y faire entrer.

Pothier, *Com.*, 10.

1271. La communauté légale s'établit par la simple déclaration faite au contrat que l'on entend qu'elle existe. Elle s'établit aussi lorsqu'il n'en est fait aucune mention, qu'elle n'y est pas spécialement ou implicitement exclue, et aussi à défaut de contrat. Dans tous les cas elle est soumise aux règles expliquées aux articles qui suivent.

Pothier, *Com.*, 279. 3 Delvincourt, p. 9. C. N. 1400.

§ 1. *De ce qui compose la communauté légale, tant en actif qu'en passif.*

1272. La communauté se compose activement :

1. De tout le mobilier que les époux possèdent le jour de la célébration du mariage, et aussi de tout le mobilier qu'ils acquièrent, ou qui leur échoit pendant le mariage, à titre de succession ou de donation, si le donateur ou testateur n'a exprimé le contraire ;

2. De tous les fruits, revenus, intérêts et arrérages, de quelque nature qu'ils soient, échus ou perçus pendant le mariage, provenant des biens qui appartiennent aux époux lors de la célébration, ou de ceux qui leur sont échus pendant le mariage à quelque titre que ce soit ;

3. De tous les immeubles qu'ils acquièrent pendant le mariage.

Paris, 220. Lebrun, *Com.*, liv., 1, c. 5, dist. 1, Nos. 1, 2, 3. Pothier, *Com.*, 25, 26, 100, 102, 105, 182, 204, 206, 208, 232, 264, 265 à 268 ; *Intr. tit.* 10, Orl., 6, 7, 8, 23 ; *Puis. marit.*, 90. Merlin, *Com.*, § 1, No. 4, § 4. ; No. 2. 11 Pand. Franç., pp. 263 et suiv. Fenet-Pothier, pp. 227-8. Troplong, *Mariage*, No. 605. C. N. 1401.

1273. Tout immeuble est réputé conquêt de communauté, s'il n'est établi que l'un des époux en avait la propriété ou la possession légale antérieurement au

mariage, ou qu'il lui est échu depuis par succession ou à titre équipollent.

ff L. 51, *De don. inter. vir. et ux.* Paris, 278. Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 5, dist. 3, No. 2. Bourjon, liv. 3, tit. 10, part. 2, c. 10. Pothier, *Com.*, 106, 107, 113, 121, 122, 123, 130, 203. 11 Pand. Franç., 289. C. N. 1402.

1274. Les mines et les carrières sont, quant à la communauté, soumises aux règles posées à leur égard, au titre *De l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation*.

Le produit de celles qui ne sont ouvertes sur l'héritage propre de l'un des conjoints, que pendant le mariage, ne tombe pas dans la communauté ; mais quant à celles qui étaient ouvertes et exploitées antérieurement, l'exploitation peut en être continuée au profit de la communauté.

ff. L. 9, *De usufructu et quemad.*; L. 7, *De soluto matrim.*; L. 18, *De fundo dotali.* Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 5, sec. 2, dist. 2. Pothier, *Com.*, 97, 98, 204, 207, 210, 640; *Intr.* Orl., 100, 123. 11 Pand. Franç., 290 et suiv. Code Civil du B.-C., art. 460. C. N. 1403.

1275. Les immeubles que les époux possèdent au jour de la célébration du mariage ou qui leur échoient pendant sa durée, par succession ou à titre équipollent, n'entrent point en communauté.

Néanmoins, si un des époux avait acquis un immeuble depuis le contrat de mariage contenant stipulation de communauté, et avant la célébration du mariage, l'immeuble acquis dans cet intervalle entre dans la communauté, à moins que l'acquisition n'ait été faite en exécution de quelque clause du contrat, auquel cas, elle est réglée suivant la convention.

ff. L. 9, L. 73, *pro socio*; L. 45, *De adquirendâ vel omit. hered.* Paris, 246. Lebrun, liv. 1, c. 4, No. 9. 2 Laurière sur Paris, 247 et suiv. Pothier, *Com.*, 140, 141, 157, 185, 197, 281, 603, 604; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 9, 112. Renusson, c. 3, No. 2. 3 Maleville, 191. 11 Pand. Franç., 240 et suiv. C. N. 1404.

1276. A l'égard des immeubles, les donations par contrat de mariage, y compris celles à cause de mort, celles faites durant le mariage, et les legs faits par les ascendants de l'un des époux, soit à celui d'entre eux qui est leur successible, soit à l'autre, à moins de décla-

ration explicite au contraire, ne sont censés faits qu'à l'époux successible, et lui demeurent propres comme équipollents à succession.

La même règle a lieu lors même que la donation ou le legs sont faits, dans leurs termes, aux deux époux conjointement.

Toutes autres donations et legs ainsi faits par d'autres, aux époux conjointement ou à l'un d'eux, suivent la règle contraire et entrent dans la communauté, à moins qu'ils n'en aient été exclus spécialement.

Paris, 246. Orl., 211. Pothier, *Com.*, 137, 149, 158, 168, 169, 170. 3 Maleville, 192. 11 Pand. Franç., 314 et suiv, Troplong, *Mariage*, 602-3. C. N. 1405, *contrà*.

1277. L'immeuble abandonné ou cédé par père, mère ou autre ascendant, à l'un des conjoints, soit pour le remplir de ce qu'il lui doit, soit à la charge de payer les dettes du donateur à des étrangers, n'entre pas en communauté; sauf récompense ou indemnité.

Pothier, *Com.*, 130, 131, 132, 134, 136, 139, 168, 171, 172, 627. 11 Pand. Franç., 324. C. N. 1406.

1278. L'immeuble acquis pendant le mariage à titre d'échange contre l'immeuble appartenant à l'un des époux, n'entre pas en communauté et est subrogé aux lieu et place de celui qui a été aliéné, sauf la récompense s'il y a soulte.

ff L. 26, L. 27, *de jure dotium*. Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 5, dist. 2, No. 12. Pothier, *Com.*, 197. Dargentré, sur *Coul. de Bretagne*, 418. 2 Maleville, 193. 11 Pand. Franç., 326. C. N. 1407.

1279. L'acquisition faite pendant le mariage, à titre de licitation ou autrement, de portion d'un immeuble dont l'un des époux était propriétaire par indivis, ne forme pas un conquêt, sauf à indemniser la communauté de la somme qui en a été tirée pour cette acquisition.

Dans le cas où le mari devient seul et en son nom personnel, acquéreur ou adjudicataire de portion ou de la totalité d'un immeuble appartenant par indivis à la femme, celle-ci, lors de la dissolution de la communauté, a le choix ou d'abandonner l'immeuble à la communauté, laquelle devient alors débitrice envers la femme, de la portion appartenant à cette dernière dans le prix, ou de

retirer l'immeuble en remboursant à la communauté le prix de l'acquisition.

ff de jure dotium. Pothier, *Com.*, 140, 145, 146, 150, 151, 152, 153, 156, 629. 2 Maleville, 194. 11 Pand. Franç., 327 et suiv. C. N. 1408.

1280. La communauté se compose passivement:

1. De toutes les dettes mobilières dont les époux sont grevés au jour de la célébration du mariage, ou dont se trouvent chargées les successions qui leur échoient pendant sa durée, sauf récompense pour celles relatives aux immeubles propres à l'un ou à l'autre des époux ;

2. Des dettes, tant en capitaux qu'arrérages ou intérêts, contractées par le mari pendant la communauté, ou par la femme du consentement du mari, sauf récompense dans les cas où elle a lieu ;

3. Des arrérages et intérêts seulement des rentes ou dettes passives qui sont personnelles aux deux époux ;

4. Des réparations usufructuaires des immeubles qui n'entrent point en communauté ;

5. Des aliments des époux, de l'éducation et entretien des enfants et de toute autre charge du mariage.

Paris, 221. Orléans, 187. Lebrun, liv. 2, ch. 3. 2 Laurière, sur art. 221, p. 189. Pothier, *Com.*, 233, 237, 239, 241, 243, 247, 248, 254, 270, 271 ; *Intr.* tit. 10, *Orl.*, Nos. 24, 25, 27, 28, 113. 3 Maleville, 195. 12 Toullier, pp. 329 à 348, 354 à 365. 11 Pand. Franç., 331 et suiv. C. N. 1409.

1281. La communauté n'est tenue des dettes mobilières contractées avant le mariage par la femme qu'autant qu'elles sont constatées par acte authentique antérieur au mariage, ou ayant acquis avant la même époque une date certaine, soit par l'enregistrement, soit par le décès d'un ou de plusieurs signataires au dit acte, ou par quelqu'autre preuve satisfaisante, excepté dans les matières commerciales, dans lesquelles la preuve peut se faire suivant les dispositions des articles 1233, 1234, 1235.

Le créancier de la femme, en vertu d'un acte dont la date n'est pas constatée tel que ci-dessus, ne peut en poursuivre contre elle le paiement avant la dissolution de la communauté.

Le mari qui prétend avoir payé pour sa femme une

dette de cette nature, n'en peut demander récompense ni à sa femme, ni à ses héritiers.

Paris, 222. Pothier, *Com.*, 242, 259. Nouv. Den. 3 Maleville, 196. 11 Pand. Franç., 340 et suiv. 12 Toullier, 332. 3 Delvincourt, p. 14. Troplong, *Mariage*, 772-3. Code Civil B. C., art. 1225. C. N. 1410.

1282. Les dettes des successions purement mobilières qui sont échues aux époux pendant le mariage, sont pour le tout à la charge de la communauté.

Paris, 221 Orl., 187. Pothier, *Com.*, 261-2-3; *Success.*, c. 5, art. 2, § 2, alin. 6, 7; *Int. tit.* 17, Orl., No. 112. 3 Maleville, 196. 11 Pand. Franç., 345. 12 Toullier, p. 409. C. N. 1411.

1283. Les dettes d'une succession purement immobilière qui échoit à l'un des époux pendant le mariage, ne sont point à la charge de la communauté; sauf le droit qu'ont les créanciers de poursuivre leur paiement sur les immeubles de la succession.

Néanmoins, si cette succession est échue au mari, les créanciers peuvent poursuivre leur paiement, soit sur tous les biens propres au mari, soit même sur ceux de la communauté, sauf, dans ce second cas, la récompense due à la femme ou à ses héritiers.

Renusson, *Com.*, part. 1, c. 12, No. 29. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 32, art. 22 Pothier, *Com.*, 260, 261, 263; *Intr.*, tit. 10, *Orl.*, No. 29. 11 Pand. Franç., 345. 3 Delvincourt, p. 15. 12 Toullier, p. 411. C. N. 1412.

1284. Si une succession purement immobilière est échue à la femme, et que celle-ci l'ait acceptée du consentement de son mari, les créanciers peuvent poursuivre leur paiement sur tous les biens de la femme; mais si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, les créanciers, en cas d'insuffisance des biens de la succession, ne peuvent se pourvoir sur les autres biens de la femme avant la dissolution de la communauté.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 2, dist. 3, Nos. 7, 15, 16. Chopin sur Paris, liv. 2, tit. 1, No. 15. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 12, Nos. 20, 24, 25. Pothier, *Intr.*, tit. 10, *Orl.*, No. 29. 3 Maleville, 197. 11 Pand. Franç., 347. 12 Toullier, p. 412. C. N. 1413.

1285. Lorsque la succession échue à l'un des époux

est en partie mobilière et en partie immobilière, les dettes dont elle est grevée ne sont à la charge de la communauté que jusqu'à concurrence de la portion contributoire du mobilier dans les dettes, eu égard à la valeur de ce mobilier comparée à celle des immeubles.

Cette portion contributoire se règle d'après l'inventaire auquel le mari doit faire procéder, soit de son chef, si la succession le concerne personnellement, soit comme dirigeant et autorisant les actions de sa femme, s'il s'agit d'une succession à elle échue.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 2; dist. 3, Nos. 4, 6, 7, 11. Duplessis sur Paris, *Com.*, liv. 1, c. 5, sec. 3. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 12, No. 11. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 2, § 2, *alin.* 8; *Com.*, 264 à 267; *Intr.* tit. 10, *Orl.*, Nos. 29 et 264. 3 Maleville, 198-9. 11 Pand. Franç., 349 et suiv. C. N. 1414.

1286. A défaut d'inventaire et dans tous les cas où ce défaut préjudicie à la femme, elle ou ses héritiers peuvent, lors de la dissolution de la communauté, poursuivre les récompenses de droit, et même faire preuve tant par titres et papiers domestiques que par témoins, et au besoin par la commune renommée, de la consistance et valeur du mobilier non-inventorié.

Blois, art. 183. Bretagne, 584. Catellan, liv. 8, c. 3. Lapeyrère, vo. *Inventaire*, 186. 3 Maleville, 190 et suiv. 11 Pand. Franç., 351. 3 Delvincourt, p. 16. 12 Toullier, p. 425. C. N. 1415.

1287. Les dispositions de l'article 1285 ne font point obstacle a ce que les créanciers d'une succession en partie mobilière et en partie immobilière poursuivent leur paiement sur les biens de la communauté, soit que la succession soit échue au mari, soit qu'elle soit échue à la femme lorsque celle-ci l'a acceptée du consentement de son mari; le tout sauf les récompenses respectives.

Il en est de même si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice, et que néanmoins le mobilier en ait été confondu dans celui de la communauté, sans un inventaire préalable.

Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 32, arts. 22, 23. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 12, Nos. 20, 24, 25. Pothier, *Suc.*, c. 5, art. 2, § 2, alin. 6. 3 Maleville, 200. 11 Pand. Franç.

354 et suiv. 12 Toullier, p. 426. 3 Delvincourt, 16. C. N. 1416.

1288. Si la succession n'a été acceptée par la femme que comme autorisée en justice au refus du mari, et s'il y a eu inventaire, les créanciers ne peuvent poursuivre leur paiement que sur les biens tant mobiliers qu'immobiliers de cette succession, et, en cas d'insuffisance, ils doivent attendre, pour le reste, la dissolution de la communauté.

Renusson, *Com.*, part. 1, c. 12, Nos. 20, 24, 25. Orléans, 201. Pothier, *Com.*, 261-2; *Suc.*, c. 5, art. 2, § 2, alin. 6; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 10; *Intr. tit.* 17, No. 112. Lamoignon, tit. 32, art. 24. 11 Pand. Franç., 354. 3 Delvincourt, pp. 15, 17. 12 Toullier, pp. 427 à 431. Code Civil B. C., art. 1281. C. N. 1417.

1289. Les règles établies par les articles 1282 et suivants, régissent les dettes dépendant d'une donation comme celles résultant d'une succession.

11 Pand. Franç., 355. 3 Delvincourt, 17. 12 Toullier, p. 431. C. N. 1418.

1290. Les créanciers peuvent poursuivre le paiement des dettes que la femme a contractées avec le consentement du mari, tant sur les biens de la communauté que sur ceux du mari ou de la femme; sauf la récompense due à la communauté, ou l'indemnité due au mari.

Orléans, tit. 10, art. 186. Pothier, *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 27, 28; *Com.*, 248, 254. 3 Maleville, 201. 11 Pand. Franç., 355. 3 Delvincourt, pp. 14, 19, 22, 23. 12 Toullier, pp. 367, 387, 415 à 421. C. N. 1419, 1426.

1291. Toute dette qui n'est contractée par la femme qu'en vertu de la procuration générale ou spéciale du mari, est à la charge de la communauté; et le créancier n'en peut poursuivre le paiement ni contre la femme ni sur ses biens personnels.

ff Arg. ex lege 20, *Mandati*. Duplessis *sur* Paris, *Com.*, liv. 1, c. 5, sec. 1. 3 Maleville, 202. 11 Pand. Franç., 356-7. 3 Delvincourt, 22. 12 Toullier, p. 432.

§ 2. *De l'administration de la Communauté, et de l'effet des actes de l'un et de l'autre époux relativement à la société conjugale.*

1292. Le mari administre seul les biens de la communauté. Il peut les vendre, aliéner et hypothéquer sans le concours de sa femme.

Il peut même seul en disposer par donation ou autre disposition entrevifs, pouvu que ce soit en faveur de personne capable et sans fraude.

Paris, 225, 233. Orléans, 123. Pothier, *Com.*, Nos. 3, 467, 468, 471; *Puis. marit.*, 82; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 58. 3 Maleville, 202. *Contrà*, Lamoignon, tit. 32, art. 65. 11 Pand. Franç., 355, 356, 357, 358. Merlin, *Com.*, § 5, No. 5. C. N. 1421, 1422.

1293. L'un des époux ne peut, au préjudice de l'autre, léguer plus que sa part dans la communauté.

Le legs d'un effet de la communauté suit les règles applicables au cas du legs de la chose dont le testateur n'est propriétaire que pour partie.

Si la chose est tombée dans le lot du testateur et qu'elle se retrouve dans sa succession, le légataire a droit de la prendre en entier.

Paris, 296. Pothier, *Com*, 276, 475, 479; *Intr.* tit. 10, Orl., No. 158. 3 Maleville, 203. 11 Pand. Franç., 365. S. R. B. C., c. 34, s. 2, § 2. Code Civil B. C., art. 882. C. N. 1423.

1294. Les condamnations pécuniaires encourues par le mari pour crime ou délit, peuvent se poursuivre sur les biens de la communauté. Celles encourues par la femme ne peuvent s'exécuter que sur ses biens et après la dissolution de la communauté.

Louët et Brodeau, lettre C, c. c. 35, 52. 1 Journal des Aud., liv. 1, ch. 28. Leprestre, *cent.* 2, c. 98. Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 2, sec. 3. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 6, No. 46, 51. Pothier, *Com.*, 248, 249, 257; *Puis. marit.*, 56, 66. Orléans, 200. 3 Maleville, 202-3-4. 12 Toullier, Nos. 221-2. 11 Pand. Franç., 365. Troplong, *Mariage*, 915. C. N. 1424.

1295. Les condamnations prononcées contre l'un des deux époux pour crime emportant la mort civile, ne

frappent que sa part de la communauté et de ses biens personnels.

Papon, liv. 5, tit. 10, No. 7. Louët et Brodeau, lettre C, c. 35, 52. Pothier, *Com.*, 249, 474. 11 Pand. Franç., 368. 12 Toullier, pp. 250 et suiv.; 223 et suiv. C. N. 1425.

1296. Les actes faits par la femme sans le consentement du mari, même avec l'autorisation de la justice, n'engagent les biens de la communauté que jusqu'à concurrence de ce qu'elle en profite, à moins que la femme n'ait contracté comme marchande publique et pour le fait de son commerce.

Paris, 234, 236. Pothier, *Com.*, 255-6-7, 500; *Puis. marit.*, 13; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 201. C. N. 1426.

1297. [La femme ne peut s'obliger ni engager les biens de la communauté, même pour tirer son mari de prison, ou pour l'établissement de leurs enfants communs en cas d'absence du mari, sans y être autorisée par justice.]

C. N. 1427.

1298. Le mari a l'administration de tous les biens personnels de la femme.

Il peut exercer seul toutes les actions mobilières et possessoires qui appartiennent à sa femme.

Il ne peut aliéner les immeubles personnels de sa femme sans son consentement.

Il est responsable de tout dépérissement des biens personnels de sa femme causé par défaut d'actes conservatoires.

Paris, 226, 228, 233. Orléans, 195. Coquille, *quest.* 107. Lamoignon, tit. 32, arts. 67, 68. Pothier, *Puis. marit.*, 84, 91, 96; *Com.*, 253, 473; *Intr. tit.* 10, Orl., 14, 153, 157. 11 Pand. Franç., 371. C. N. 1428.

1299. Les baux que le mari fait seul des biens de sa femme ne peuvent excéder neuf ans; elle n'est pas obligée, après la dissolution de la communauté, d'entretenir ceux qui ont été faits pour un plus long temps.

Paris, 227. Lamoignon, tit. 32, art. 69. Pothier, *Puis. marit.*, 92, 93, 94, 95; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 156; *Louage*, No. 44. 2 Maleville, 206. 12 Pand. Franç., 375 et suiv. Merlin, *Rép.*, *vo.* Communauté, § 3, No. 6. 2 Toullier, pp. 580 à 588. C. N. 1429.

1300. Les baux de neuf ans et au-dessous, que le mari seul a passés ou renouvelés des biens de sa femme, plus d'un an avant l'expiration du bail courant, ne lient pas la femme, à moins que leur exécution n'ait commencé avant la dissolution de la communauté.

Arrêt Parl. Paris, 26 fév. 1672. Louët et Brodeau, lettre B, c. 5. Pothier, *Louage*, No. 44; *Puis. marit.*, 94; *Intr.* tit. 10, *Orl.*, No. 156. Lamoignon, tit. 32, art. 70. 11 Pand. Franç., 380. 12 Toullier, p. 588. C. N. 1430.

1301. La femme ne peut s obliger avec ou pour son mari, qu'en qualité de commune; toute obligation qu'elle contracte ainsi en autre qualité est nulle et sans effet.

S. R. B. C., c. 37, sec. 55. 3 Décisions des Tribunaux du B. C., p. 189. C. N. 1431.

1302. Le mari qui s'oblige pour les affaires propres de sa femme a, sur les biens de cette dernière, un recours pour se faire indemniser de ce qu'il est appelé à payer par suite des obligations qu'il a ainsi contractées.

3 Maleville, 206. 11 Pand. Franç., 382. C. N. 1432.

1303. S'il est vendu un immeuble ou autre objet propre à l'un des époux, et que le prix en soit versé dans la communauté, sans qu'il en soit fait emploi, ou si elle reçoit quelqu'autre chose appartenant exclusivement à l'un d'eux, il y a lieu, en faveur de l'époux propriétaire, au prélèvement du prix de l'objet ou de la valeur de la chose ainsi tombée dans la communauté.

Paris, 232. Pothier, *Com.*, 497, 583, 593, 607, 608; *Intr.* tit. 10, *Orl.*, No. 192. C. N. 1433.

1304. Si, au contraire, l'on a tiré de la communauté des deniers qui ont servi à améliorer ou libérer de charges réelles l'immeuble appartenant à l'un des conjoints, ou qui ont été employés au paiement des dettes personnelles ou pour l'avantage exclusif de l'un d'eux, l'autre a droit de prélever, à titre de récompense, sur les biens de la communauté, une somme égale à celles ainsi employées.

Paris, 232. Orléans, 100. Pothier, *Com.*, 197, 58[illegible] 593, 607, 608, 594-5-7-8. 3 Maleville, 207-8. 11 Pand. Franç., 383. C. N. 1433.

1305. Le remploi est parfait à l'égard du mari toutes les fois que, lors de l'acquisition, il a déclaré qu'il

faisait des deniers provenus de l'aliénation de l'immeuble qui lui était propre, ou pour lui tenir lieu de remploi.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 2, Nos. 69, 70. Pothier, *Com.*, 198. 11 Pand. Franç., 387, 388. 11 Toullier, p. 515. C. N. 1434.

1306. La déclaration du mari que l'acquisition est faite des deniers provenus de l'immeuble vendu par la femme et pour lui servir de remploi, ne suffit pas, si ce remploi n'a été formellement accepté par la femme, soit par l'acte d'acquisition même, soit par tout acte subséquent fait avant la dissolution de la communauté.

Cod., L. 12, *De jure dolium.* Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 5, dist. 3, No. 8; liv. 3, sec. 1, dist. 2, No. 72. Pothier, *Com.*, 199, 200. 3 Maleville, 208. 11 Pand. Franç., 389 et suiv. 3 Delvincourt, 17. 12 Toullier, pp. 516 à 536. C. N. 1435.

1307. La récompense du prix de l'immeuble appartenant au mari ne s'exerce que sur la masse de la communauté; celle du prix de l'immeuble de la femme s'exerce sur les biens personnels du mari, en cas d'insuffisance des biens de la communauté.

Dans tous les cas, cette récompense consiste dans le prix même qu'a rapporté la vente et non dans la valeur réelle ou convenue de l'immeuble vendu.

Paris, 232. Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 2. Pothier, *Com.*, 586, 588, 610; *Intr.* tit. 10, Orl., Nos. 100, 101. 11 Pand. Franç., 393. C. N. 1436.

1308. Si les époux ont conjointement avantagé l'enfant commun, sans exprimer la proportion pour laquelle ils entendaient contribuer, ils sont censés avoir voulu le faire également, soit que l'objet ait été fourni ou promis en effets de la communauté, soit qu'il l'ait été en biens personnels à l'un des époux; au dernier cas, cet époux a sur les biens de l'autre une action en indemnité pour la moitié de ce qu'il a ainsi fourni, eu égard à la valeur de l'effet donné au temps de la donation.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 6. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 3, No. 15. Pothier, *Com.*, 649 à 655; *Suc.*, c. 4, art. 2, § 5; *Intr.* tit. 10, Orl., Nos. 85, 86, 131. 11 Pand. Franç., 401-2. 12 Toullier, pp. 486 à 497. C. N. 1438.

1309. L'avantage fait par le mari seul à l'enfant

commun est à la charge de la communauté, et dans le cas d'acceptation, la femme doit en supporter la moitié, à moins que le mari n'ait déclaré expressément qu'il se chargeait de cet avantage pour le tout ou pour une portion plus forte que la moitié.

Renusson, *Com.*, part. 1, c. 6, No. 12; c. 13, No. 15. 2 Argou, liv. 3, c. 8. Pothier, *Com.*, 647, 648, 656, 657; *Suc.*, c. 4, art. 2, § 5; *Intr.* tit. 10, Orl., No. 87. 3 Maleville, 212. 11 Pand. Franç., 402. C. N. 1439.

§ 3. *De la dissolution de la communauté et de sa continuation dans certains cas.*

I. *De la dissolution de la communauté.*

1310. La communauté se dissout: 1. Par la mort naturelle; 2. Par la mort civile; 3. Par la séparation de corps; 4. Par la séparation de biens; 5. Par l'absence de l'un des époux dans les cas et sous les restrictions exposés aux articles 109 et 110.

ff L. 59, L. 63, *Pro socio, § in hered.* Pocquet, *Com.*, règle XL, p. 382. Pothier, *Com.*, 503-4-6; *Mariage*, 522; *Intr.* tit. 10, Orl., Nos. 87, 88. 3 Toullier, pp. 23, 2… Code Civil B. C., art. 109, 110.

1311. La séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice, devant le tribunal du domicile, par la femme dont les intérêts sont mis en péril, et lorsque le désordre des affaires du mari donne lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme.

Toute séparation volontaire est nulle.

Cod., L. 29, L. 50, *de jure dotium.* Novelle 97, c. … Lamoignon, tit. 32, art. 85. Pothier, *Com.*, 510-2-4-… *Intr.* tit. 17, Orl., No. 89. 3 Maleville, 214. 11 Pand. Franç., 212. Merlin, *Rép.*, vo. *Séparation de biens*, sect. 2, § 2, No. 8. C. N. 1443.

1312. La séparation de biens quoique prononcée en justice est sans effet tant qu'elle n'a pas été exécutée soit par le paiement réel, constaté par acte authentique des droits et reprises de la femme, soit au moins par des procédures aux fins d'obtenir ce paiement.

Pothier, *Com.*, 518, 523; *Puis. marit.*, 18; Orléans, art. 198, note 5. Lacombe, vo. *Séparation*, No. 6, …

639. Lamoignon, tit. 32, art. 85. 2 Pigeau, 195 et suiv. Merlin, *Rép.*, vo. *Séparation des biens*, sec. 2, § 3, art. 2, No. 6. C. N. 1444.

1313. [Tout jugement en séparation de biens est inscrit sans délai par le protonotaire sur un tableau tenu à cet effet, et affiché dans le greffe du tribunal qui a rendu ce jugement ; et de cette inscription ainsi que de sa date il est fait mention à la suite du jugement dans le registre où il est entré.

La séparation n'a d'effet contre les tiers que du jour où ces formalités ont été remplies.]

Orléans, 198. Ord. 1673, tit. 8, arts. 1, 2. Pothier, *Com.*, 517, 521. 2 Pigeau, 195. Code Civil B. C., art. 333. 2 Maleville, 215. 11 Pand. Franç., 415. C. N. 1445.

Des formalités particulières sont requises pour l'obtention des jugements en séparation contre les commerçants, ainsi qu'il est porte en l'*Acte concernant la faillite*, 1864.

1314. Le jugement qui prononce la séparation de biens remonte, quant à ses effets, au jour de la demande.

Pothier, *Com.*, 521. Lacombe, p. 639. 11 Pand. Franç., 415. C. N. 1445.

1315. La séparation ne peut se demander que par la femme elle-même ; ses créanciers ne le peuvent faire, même avec son consentement.

Néanmoins, au cas de la déconfiture du mari, ils peuvent exercer les droits de leur débitrice jusqu'à concurrence de leurs créances.

Lamoignon, tit. 32, art. 87. 3 Delvincourt, 25. 11 Pand. Franç., 416. C. N. 1446.

1316. Les créanciers du mari peuvent se pourvoir contre la séparation de biens prononcée et même exécutée en fraude de leurs droits ; ils peuvent même intervenir dans l'instance sur la demande en séparation pour la contester.

ff *Toto titulo, quœ in fraudem credit.* 3 Delvincourt, . 3 Maleville, 216. 11 Pand. Franç., 417. C. N. 1447.

1317. La femme qui a obtenu la séparation de biens doit contribuer, proportionnellement à ses facultés et à celles de son mari, tant aux frais du ménage qu'à ceux

d'éducation des enfants communs. Elle doit supporter entièrement ces frais s'il ne reste rien au mari.

Cod., L. 29, *De jure dotium*. Pothier, *Com.*, Nos. 464, 522. 11 Pand. Franç., 419. Merlin, *vo. Séparation de biens*, sec. 2, § 5, No. 8. C. N. 1448.

1318. La femme séparée soit de corps et de biens, soit de biens seulement, en reprend la libre administration. Elle peut disposer de son mobilier et l'aliéner. Elle ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement du mari ou sans être autorisée en justice, à son refus.

Cod., L. 29, *De jure dotium*. Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1. Bourjon, liv. 1, part. 4, c. 4, sec. 4, arts. 15, 17. Pothier, *Com.*, 464, 522. Code Civil B. C., arts. 177, 178, 206 et suiv. 11 Pand. Franç., 420. C. N. 217, 219, 1449.

1319. Le mari n'est pas responsable du défaut d'emploi ou de remploi du prix de l'immeuble que la femme a aliéné sous l'autorisation de la justice, à moins qu'il n'ait concouru au contrat ou qu'il ne soit prouvé que les deniers ont été reçus par lui, ou ont tourné à son profit.

Il est garant du défaut d'emploi ou de remploi, si la vente a été faite en sa présence et de son consentement.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 2, No. 34. 3 Maleville, 218. 11 Pand. Franç., 421. 3 Delvincourt, 26. S. R. B. C., c. 37, s. 51. C. N. 1450.

1320. La communauté dissoute par la séparatio soit de corps et de biens, soit de biens seulement, peu être rétablie du consentement des parties. Au premie cas, le retour de la femme dans la maison du mari effec tue de plein droit ce rétablissement ; au second cas, i n'a lieu que par un acte passé devant notaire ave minute dont une expédition est déposée au greffe du tr bunal qui a rendu le jugement en séparation et jointe a dossier de la cause ; duquel dépôt mention est faite dan le registre à la suite de ce jugement, ainsi que sur l tableau où est inscrite la séparation, au désir de l'a ticle 1313.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 1, Nos. 25 et suiv. Pothie *Com.*, 523 à 529 ; Orléans, tit. 10, art. 199 ; *Mariag* 524. Code Civil B. C., art. 217. 3 Maleville, 219. Pand. Franç., 423. Troplong, *Mariage*, 1466. C. 1451.

1321. Au cas de l'article précédent, la communauté rétablie reprend son effet du jour du mariage ; les choses sont remises au même état que s'il n'y eût pas eu de séparation, sans préjudice néanmoins de l'exécution des actes qui, dans cet intervalle, ont pu être faits par la femme en conformité de l'article 1318.

Toute convention par laquelle les époux rétablissent leur communauté sous des conditions différentes de celles qui la réglaient antérieurement est nulle.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 11, No. 25. Pothier, *Com.*, 465, 523, 526 à 529. 11 Pand. Franç., 4?3 et suiv. C. N. 1451.

1322. La dissolution de la communauté opérée par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, ne donne pas ouverture aux droits de survie de la femme, à moins que le contraire n'ait été spécialement stipulé par le contrat de mariage.

Louët et Brodeau, lettre C, No. 26 ; D, No. 36. Renusson, part 1. c. 9, No. 23. Pothier, *Com.*, 519. Code civil B. C., art. 36, § 8, art. 208. C. N. 1452.

II. *De la continuation de la communauté.*

1323. Si, lors de la mort naturelle ou civile de l'un des époux, il se trouve des enfants mineurs issus de leur mariage et que le survivant manque de faire procéder à l'inventaire des biens communs, la communauté continue en faveur de ces enfants, s'ils le jugent convenable.

Paris, 240, 241. Louet et Brodeau, C, c. 30. Pocquet, *Com.*, règle 1, p. 391. Pothier, *Com.*, 769, 770, 776. Lamoignon, tit. 33, art. 1. 3 Maleville, 213, 214. Pand. Franç., 407. C. N. 1442.

1324. L'inventaire requis pour empêcher la continuation de la communauté doit être authentique, fait dans les trois mois de la dissolution, avec un légitime contradicteur, et clos en justice dans les trois mois qui ont suivi sa confection.

Paris, 240, 241. Pothier, *Com.*, 771 et suiv. 2 Prevost de la Jannès, 105. Lamoignon, tit. 33, arts. 1, 2.

1325. La continuation de la communauté, si elle est demandée par les mineurs, profite également aux enfants

majeurs issus du même mariage, s'ils veulent s'en prévaloir.

Renusson, *Com.*, c. 2, Nos. 36, 37. Lacombe, *Com.*, 116. Pocquet, *Com.*, art. V. Pothier, *Com.*, 800, 813 et suiv. Lamoignon, tit. 33, art. 22.

1326. Le survivant des époux ne succède pas à ses enfants qui décèdent pendant la continuation de la communauté, dans les biens qui en dépendent ; la part des enfants ainsi décédés accroît à ceux qui survivent.

Paris, 243. 2 Laurière, 235 et suiv. Lamoignon, tit. 33, arts. 30, 31.

1327. La communauté continuée se partage par moitié entre le survivant et ses enfants.

Si ce survivant se remarie, le partage se fait par tiers ; le mari et la femme y ayant chacun un tiers, et les enfants du premier lit l'autre tiers.

Si chacun des époux avait des enfants mineurs nés d'un précédent mariage, la communauté se continue par quarts et se multiplie ainsi d'après le nombre de lits ; les enfants de chaque lit ne formant qu'une seule tête.

Paris, 242. Pocquet, *Com.*, art. 9. Lamoignon, tit. 33, arts. 36, 37, 38, 39. 2 Laurière, 234-5. 2 Prevost de la Jannès, 109.

1328. La continuation de la communauté ne peut être divisée, acceptée pour partie du temps qu'elle a duré et répudiée pour le reste ; elle doit être acceptée ou répudiée pour le total.

2 Prevost de la Jannès, p. 115. 2 Argou, 47. Pocquet, *Com.*, règle X. Lamoignon, tit. 33, art. 40.

1329. Tous les biens mobiliers ainsi que les fruits des immeubles qui faisaient partie de la première communauté restent dans la continuation ; mais les immeubles qui la composaient en sont tirés et deviennent propres au survivant pour une moitié et aux enfants pour l'autre.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 3, § 2, Nos. 1 et suiv. 2 Argou, 53. 2 Prevost de la Jannès, 106. Lacombe, *Com.*, p. 1[illegible] Renusson, *Com.*, c. 3, Nos. 8, 10. Pothier, *Com.*, 81[illegible] suiv. Lamoignon, tit. 33, arts. 32, 33.

1330. Tous les biens qui aviennent au survivant des époux après la dissolution du mariage et qui serai[illegible]

tombés dans la communauté, si elle eût été encore subsistante, tombent également dans la continuation.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 3, sec. 2, Nos. 10 et suiv. 2 Prevost de la Jannès, 106. Pocquet, règle XI. Renusson, *Com.*, liv. 3, c. 3, sec. 3, dist. 1, No. 7. Pothier, *Com.*, 824 et suiv. Lacombe, *Com.*, 116, No. 9.

1331. Il n'en est pas de même quant aux enfants; tout ce qu'ils acquièrent d'ailleurs que de la première communauté, pendant la continuation, à quelque titre que ce soit, n'y tombe ni pour les fonds ni pour les revenus.

Lebrun, *Com.*, c. 3, sec. 3, dist. 1, No. 7. Prevost de la Jannès, 106-7. Pocquet, règles 11 et 12, pp. 397-8. Renusson, *Com*, c. 3, Nos. 21, 33. Lacombe, 116, 117. Pothier, *Com.*, 829 et suiv.

1332. Les charges de la continuatien de communauté sont:

1. Les dettes mobilières de la première communauté, y compris les reprises et remplois dus à l'un ou à l'autre des conjoints, ainsi que le préciput du survivant;

2. Les arrérages et la continuation des rentes dues par la première communauté;

3. Les dettes que contracte le survivant pour les affaires de la continuation, mais non celles qui lui sont étrangères.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 3, sec. 4. Renusson, part. 4, c. 1. Prevost de la Jannès, 107, 108. Pocquet, règle XIII, p. 399. Lacombe, 117. Pothier, *Com.*, 837 et suiv.

1333. Le survivant est le chef et l'administrateur de la continuation, et comme tel peut disposer de tout ce qui la compose, pourvu que ce soit à titre non gratuit et sans fraude.

Paris, 225. 2 Prevost de la Jannès, 109, 111. 2 Argou, 66. Pocquet, règle XIII, p. 399. Lacombe, *Com.*, No. 12, p. 117. Pothier, *Com.*, 859. Lamoignon, tit. 33, art 4.

1334. Le survivant et ses enfants sont nourris et entretenus à même la continuation de la communauté, sans qu'il soit dû récompense de part ni d'autre, quand même les dépenses seraient inégales.

Pocquet, p. 400. Renusson, *Com.*, part. 3, cc. 3, 6. Bacquet, *Droits de Justice*, c. 15, No. 26.

1335. La continuation de communauté se dissout

par la mort naturelle ou civile du survivant, ou par celle de tous les enfants décédés sans enfants.

Elle peut aussi se dissoudre en tout temps à la demande de l'une ou de l'autre des parties, quand même quelques-uns des enfants seraient encore mineurs.

Paris, 242. 2 Argou, 52-4. Lebrun, *Com.*, c. 3, sec. 3, No. 1. Renusson, part. 2, No. 18. 2 Prevost de la Jannès, 112-3. Lacombe, 118, No. 17. Pothier, *Com.*, 854 et suiv.

1336. Si la dissolution est demandée par le survivant et que quelques-uns des enfants soient encore mineurs, sa demande doit être précédée d'un inventaire qu'il doit faire dans les formes de celui requis pour empêcher la continuation, et à cette fin il est nommé aux mineurs un tuteur *ad hoc* pour les représenter et servir de légitime contradicteur.

2 Prevost de la Jannès, 113. Pothier, *Com.*, 854 et suiv.

1337. Si cette dissolution est demandée par les enfants, ils peuvent, soit en leur propre nom s'ils sont tous majeurs, soit au nom du tuteur, pour ceux qui sont mineurs, contraindre le survivant à faire procéder à l'inventaire et à leur rendre compte.

Paris, 242. 2 Prevost de la Jannès, 113. Pothier, *Com.*, 854, 855 et suiv.

§ 4. *De l'acceptation de la Communauté et de la renonciation qui peut y être faite, avec les conditions qui y sont relatives.*

1338. Après la dissolution de la communauté, la femme ou ses héritiers et représentants légaux, ont la faculté de l'accepter ou d'y renoncer ; toute convention contraire est nulle.

Paris, 257. Bourjon, liv. 3, part. 4, c. 5, sec. 1, No. 2. Orléans, 204. Pothier, *Intr. à Com.*, No. 9 ; *Com.*, 243, 531, 535, 547, 549, 550, 551. 3 Maleville, 220. 11 Pand. Franç., 425. C. N. 1453.

1339. La femme qui s'est immiscée dans les biens de la communauté ne peut y renoncer.

Les actes purement administratifs ou conservatoires n'emportent pas immixtion.

Cod., L. 1, *De repud. vel abstin. hered.* ; L. 2, *De jure deliberandi* Paris, 237. Orléans, 204. Pothier, *Com.*,

538, 539, 540; Orl., sur art. 204; *Intr. tit.* 10, Orl., tit. 91. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 1, No. 9. C. N. 1454.

1340. La femme majeure qui a une fois pris la qualité de commune, ne peut plus y renoncer, ni se faire restituer contre cette qualité, à moins qu'il n'y ait eu dol de la part des héritiers du mari.

Bourjon, liv. 3, part. 4, c. 5, dist. 3, No. 93. Coquille, *quest.* 115. 3 Maleville, 221. 11 Pand. Franç., 426. Pothier, *Com.*, 532, 536, 558; *Intr. tit.* 10, Orl, No. 93. Merlin, *Rép., vo. Renonciation à Com.*, No. 6. C. N. 1455.

1341. [Si la femme est mineure, elle ne peut accepter la communauté qu'avec l'assistance de son curateur, et l'autorisation du juge, sur avis du conseil de famille; accompagnée de ces formalités, l'acceptation est irrévocable et a le même effet que si la femme eût été majeure.]

Code Civil B.-C., arts. 166, 1001 et suiv.

1342. La femme survivante doit, dans les trois mois du jour du décès du mari, faire faire un inventaire fidèle et exact de tous les biens de la communauté, contradictoirement avec les héritiers du mari, ou eux dûment appelés.

Paris, 237. Bourjon, liv. 3, part. 4, c. 5, dist. 2, No. 28. Pocquet, *Com.*, règle 48, 337. Pothier, *Com.*, 560, 561, 563 à 566, 681-2-7; *Cout. d'Orl.*, art. 204, Notes 6, 7. Ord. 1667, tit. 7, art. 5. Merlin, *Rép., vo. Inventaire*, § 5, No. 3.

[Cet inventaire doit être fait en forme notariée, en minute et clos en justice de la manière requise par l'article 1324 pour empêcher la continuation de communauté.]

C. N. 1456.

1343. La femme peut cependant renoncer à la communauté sans faire inventaire dans les cas suivants: quand la dissolution a eu lieu du vivant du mari; quand les héritiers de ce dernier sont en possession de tous les effets; s'il a été fait un inventaire à leur requête, ou s'il en a eu un peu de temps avant le décés du mari; s'il a eu récemment saisie et vente générales des biens de la communauté, ou s'il est justifié par un procès-verbal de carence, qu'il n'y en avait aucuns.

Pothier, *Com.*, 561, 563, 564, 565; *Cout. d'Orl.*, art. 204, Notes 6, 7.

1344. Outre les trois mois accordés à la femme pour faire inventaire, elle a, pour délibérer sur son acceptation ou répudiation, un délai de quarante jours, qui commence à courir à l'expiration des trois mois ou de la clôture de l'inventaire s'il a été terminé avant les trois mois.

Ord. 1617, tit. 7, arts. 1, 2. Pothier, *Com.*, 552-3 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 92. Code Civil B.-C., art. 664. C. N. 735, 1457.

1345. Dans ces délais de trois mois et de quarante jours, la femme doit faire sa renonciation, laquelle se fait par acte notarié ou par une déclaration judiciaire, dont il est donné acte par le tribunal.

Pothier, *Com.*, 552, 553 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 92. Code Civil B.-C., art. 651. C. N. 1457.

1346. La veuve poursuivie comme commune peut cependant, suivant les circonstances, obtenir du tribunal la prorogation des délais fixés par les articles précédents.

Ord. 1667, tit. 7, arts. 4, 5. Code Civil B.-C., art. 667. C. N. 1458.

1347. La femme qui n'a ni procédé à l'inventaire, ni renoncé dans les délais prescrits ou accordés, n'est pas pour cela privée de la faculté de le faire ; elle y est au contraire admise tant qu'elle ne s'est pas immiscée et qu'elle n'a pas fait acte de commune ; elle peut seulement être poursuivie comme telle jusqu'à ce qu'elle ait renoncé, et elle doit les frais faits contre elle jusqu'à sa renonciation.

Pothier, *Com.*, 534, 544, 556, 557 ; *Intr. tit.* 10. Orl. No. 93. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 1, No. 28. 3 Maleville, 222. Code Civil B.-C., art. 656. C. N. 1459.

1348. La veuve qui a diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est déclarée commune, nonobstant sa renonciation ; il en est de même à l'égard de ses héritiers.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, dist. 2. Pocquet, p. 38[illegible] Renusson, *Com.*, part. 2, c. 2. Pothier, *Com.*, 690 ; Cou[t.] d'Orl., art. 204. 11 Pand. Franç., 429. C. N. 1460.

1349. Si la femme meurt avant l'expiration des trois mois sans avoir fait ou terminé l'inventaire, les héritiers ont pour le faire et terminer un nouveau délai

trois mois, à compter du décès de la veuve, et de quarante jours pour délibérer, après la clôture de l'inventaire.

Si la veuve meurt ayant terminé l'inventaire, ses héritiers ont pour délibérer un nouveau délai de quarante jours après son décès.

Ils peuvent au surplus dans tous les cas renoncer à la communauté dans les formes établies à l'égard de la femme, et les articles 1346 et 1347 en ce titre leur sont applicables.

3 Delvincourt, 30. Favard de Langlade, *Rég. dotal*, § 2, No. 10. 5 Marcadé, p. 601. C. N. 1461.

1350. Les dispositions des articles 1342 et suivants sont applicables aux femmes des individus morts civilement, à partir du moment où la mort civile a commencé.

Code Civil B. C., art. 36, § 7, 8. 11 Pand. Franç., 430. C. N. 1462.

1351. Les créanciers de la femme peuvent attaquer la renonciation qui aurait été faite par elle ou par ses héritiers en fraude de leurs droits, et accepter la communauté de leur chef.

Dans ce cas, la renonciation n'est annulée qu'en faveur des créanciers et jusqu'à concurrence de leurs créances. Elle ne l'est pas au profit de la femme ou de ses héritiers qui ont renoncé.

ff arg. ex titulo: Quæ in fraudem credit. Pothier, *Com.*, 533, 559. Code Civil B. C., arts. 655, 1031. 11 Pand. Franç., 432. C. N. 1464.

1352. La veuve, soit qu'elle accepte, soit qu'elle renonce, a droit, pendant les délais prescrits ou qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, de vivre avec ses domestiques sur les provisions existantes, et à défaut, par emprunt au compte de la communauté, à la charge d'en user modérément.

Elle ne doit aucun loyer à raison de l'habitation qu'elle a faite, pendant les délais, dans la maison où elle est restée après le décès de son mari, soit que cette maison appartienne à la communauté, soit qu'elle appartienne aux héritiers du mari, ou qu'elle soit tenue à titre de loyer; dans ce dernier cas, la femme, pendant les délais, ne contribue pas au paiement du loyer, lequel est pris sur la masse.

Pothier, *Com.*, 542, 770, 771. 3 Maleville. 224-5. 11 Pand. Franç., 433. 3 Delvin., 31. 5 Proudhon, *Usufruit*, No. 2799. C. N. 1465.

1353. Lorsque la communauté est dissoute par le prédécès de la femme, ses héritiers peuvent y renoncer dans le délai et dans les formes que prescrit la loi à l'égard de la femme survivante, sauf qu'ils ne sont pas tenus pour cela de faire inventaire.

Pothier, *Com.*, 559, 562. 11 Pand. Franç., 433-4. C. N. 1466.

§ 5. *Du partage de la communauté.*

1354. Après l acceptation de la communauté par la femme ou ses héritiers, l'actif se partage et le passif est supporté en la manière ci-après déterminée.

Pothier, *Com.*, 548, 582; Cout. d'Orl., art. 186. C. N. 1467.

1. *Du partage de l'actif.*

1355. Les époux ou leurs héritiers rapportent à la masse des biens communs tout ce dont ils sont débiteurs envers la communauté à titre de récompense ou d'indemnité, d'après les règles ci-dessus prescrites au paragraphe deuxième de la présente section.

Pothier, *Com.*, 582, 583, 612. 3 Maleville, 225. 11 Pand. Franç., 435. C. N. 1468.

1356. Chaque époux ou son héritier rapporte également les sommes qui ont été tirées de la communauté, ou la valeur des biens que l'époux y a pris pour doter un enfant d'un autre lit, ou pour doter personnellement l'enfant commun.

Renusson, *Com.*, part. 2, c. 3, No. 16. Pothier, *Com.*, 641; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 130-1. C. N. 1469.

1357. Sur la masse des biens chaque époux ou son héritier prélève :

1. Ses biens personnels qui ne sont pas entrés dans la communauté, s'ils existent en nature, ou ceux qui ont été acquis en remploi ;

2. Le prix de ses immeubles qui ont été aliénés pendant la communauté, et dont il n'a pas été fait remploi;

3. Les indemnités qui lui sont dues par la communauté.

Paris, 232. Orléans, 192. Louët et Brodeau, R, c. 30. Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 6. Pothier, *Com.*, 9, 100, 112, 116, 584, 607, 609, 701; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 99, 112. C. N. 1470.

1358. Les prélèvements de la femme s'exercent avant ceux du mari. Ils s'exercent pour les biens qui n'existent plus en nature, d'abord sur l'argent comptant, ensuite sur le mobilier, et subsidiairement, sur les immeubles de la communauté; dans ce dernier cas, le choix des immeubles est déféré à la femme et à ses héritiers.

Pothier, *Com.*, 701; Intr. Cout. d'Orl., Nos, 98, 117. 3 Maleville, 226. 11 Pand. Franç., 437. 12 Toullier, 513. C. N. 1471.

1359. Le mari ne peut exercer ses reprises que sur les biens de la communauté.

La femme et ses héritiers, en cas d'insuffisance de la communauté, les exercent sur les biens personnels du mari.

Pothier, *Com.*, 610; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 117. 11 Pand. Franç., 437. 3 Delvincourt, 36. C. N. 1472.

1360. Les remplois et récompenses dus par la communauté aux époux, et les récompenses et indemnités par eux dues à la communauté, emportent les intérêts de plein droit du jour de sa dissolution.

Pothier, *Com.*, 589, 702; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 134. 3 Maleville, 227. 11 Pand. Franç., 438. C. N. 1473.

1361. Après les prélèvements faits et les dettes payées sur la masse, le surplus se partage par moitié entre les époux ou ceux qui les représentent.

Pothier, *Com.*, 530, 577, 701, 702. 11 Pand. Franç., 438. 3. Delvincourt, 36. C. N. 1474.

1362. Si les héritiers de la femme sont divisés, de sorte que l'un ait accepté la communauté, à laquelle les autres ont renoncé, celui qui a accepté ne peut prendre dans les biens qui échéent au lot de la femme que la portion qu'il y aurait eue si tous eussent accepté.

Le surplus reste au mari, qui demeure chargé envers les héritiers renonçants des droits que la femme aurait pu exercer en cas de renonciation; mais jusqu'à concurrence seulement de la portion héréditaire de chacun des renonçants.

Pothier, *Com.*, 578, 579 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 95. 11 Pand. Franç., 439. C. N. 1475.

1363. Le partage de la communauté, pour tout ce qui regarde ses formes, la licitation des immeubles, quand il y a lieu, les effets du partage, la garantie qui en résulte et les soultes, sont soumis aux règles qui sont établies au titre *Des Successions*, pour les partages entre cohéritiers.

Code Civil B. C., arts. 689 et suiv. 3 Delvincourt, 36. C. N. 1476.

1364. Celui des époux qui aurait diverti ou recélé quelques effets de la communauté, est privé de sa portion dans ces effets.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 2, No. 31. Louët e Brodeau, R, No. 1. Pothier, *Com.*, 690, 691. 3 Maleville 227, 228. 11 Pand. Franç., 440, 441. C. N. 1477.

1365. Après le partage consommé, si l'un des époux est créancier personnel de l'autre, comme lorsque le prix de son bien a été employé à payer une dette personnelle de l'autre époux, ou pour toute autre cause, il exerce s créance sur la part qui est échue à celui-ci dans la com munauté ou sur ses biens personnels.

Pothier, *Com.*, 676, 680. 11 Pand. Franç., 441. C. N 1478.

1366. Les créances personnelles que les époux on à exercer l'un contre l'autre ne portent intérêt que sui vant les règles ordinaires.

ff Arg. ex lege 17, § 3, *de usuris* ; L. 127, *de verb. obli* Merlin, *Rép., vo. Gains nuptiaux*, § 5, No. 3. 11 Pan Franç., 441, 442. C. N. 1479.

1367. Les donations que l'un des époux a faites l'autre ne s'exécutent pas sur la communauté, mais se ment sur la part qu'y a l'époux donateur, ou sur s biens personnels.

Pothier, *Com.*, 679. 11 Pand. Franç., 442. 3 Delvi court, 38. C. N. 1480.

1368. Le deuil de la femme est aux frais des hé tiers du mari prédécédé.

La valeur de ce deuil est réglée selon la fortune mari.

Il en est dû même à la femme qui renonce à la co munauté.

Cod., L. 22, § 9, *de jure deliberandi ;* L. 13, *de negotiis gestis*. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 3, No. 28. Pothier, *Com.*, 275, 678. 11 Pand. Franc., 243. 3 Delvincourt, 31. C. N. 1481.

II. *Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes.*

1369. Les dettes de la communauté sont pour moitié à la charge de chacun des époux ou de leurs héritiers.

Les frais de scellés, inventaires, ventes de mobilier, liquidation, licitation et partage, font partie de ces dettes.

Pothier, *Com.*, 274, 275, 498, 548, 576, 726, 733. Bourjon, liv. 3, part. 6, c. 6, sec. 4, art. 19. Pothier, *Intr. tit.* 10, Orl., 135. C. N. 1482.

1370. La femme n'est tenue des dettes de la communauté, même en l'acceptant, soit à l'égard du mari, soit à l'égard des créanciers, que jusqu'à concurrence de son émolument ; pourvu qu'il y ait eu bon et fidèle inventaire, et en rendant compte, tant du contenu de cet inventaire, que de ce qu'il lui est échu par le partage.

Paris, 221, 228. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 6, No. 5. Pothier, *Com.*, 727, 729, 759, 703, 726, 733, 735 et suiv. 740, 745 ; *Obl.*, 84 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 187. 3 Maleville, 230. 11 Pand. Franç., 445. C. N. 1483.

1371. Le mari est tenu envers les créanciers pour la totalité des dettes de la communauté par lui contractées ; sauf son recours contre la femme ou ses héritiers, s'ils acceptent, pour la moitié des dites dettes ou jusqu'à concurrence de leur émolument.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3. Renusson, *Com.*, part. 2, c. 6, No. 5. Pothier, *Com.*, 227, 229, 759 ; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 135, 136. 3 Maleville, 230. 11 Pand. Franç., 455. C. N. 1484.

1372. Il n'est tenu que pour moitié de celles personnelles à la femme et qui sont tombées à la charge de la communauté, à moins que la part afférente à la femme ne suffise pas pour acquitter sa moitié.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 1, No. 18. Pothier, *Com.*, 730 ; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 137, 138. 3 Maleville, 230, 231. 11 Pand. Franç., 455 et suiv. C. N. 1485.

1373. La femme peut être poursuivie pour la totalité des dettes qui procèdent de son chef et qui sont

entrées dans la communauté ; sauf son recours contre l
mari ou son héritier pour la moitié de ces dettes, si ell
accepte, et pour la totalité, si elle renonce.

Renusson, *Com.*, part. 2, c. 6, Nos. 12, 13. Pothie
Com., 731, 739, 759 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 138. 11 Pan
Franç., 456. C. N. 1486.

1374. La femme qui, pendant la communaut
s'oblige avec son mari, même solidairement, est cens
ne le faire qu'en qualité de commune ; en acceptant, el
n'est tenue personnellement que pour moitié de la det
ainsi contractée, et ne l'est aucunement si elle renonc

S. R. B. C., c. 37, s, 55. C. N. 1487.

1375. La femme qui a payé une dette de la co
munauté au-delà de sa moitié, n'a pas de répétition po
l'excédant, à moins que la quittance n'exprime que
qu'elle a payé était pour sa moitié.

Mais elle a un recours contre son mari ou ses héritier

ff L. 19, L. 44, L. 65, *de condictione indeb.* Pothie
Com., 736, 738 ; *Intr. tit.* 10, Orl., art. 187, Note 4.
Maleville, 231. 11 Pand. Franç., 457. 3 Delvincourt, 3
C. N. 1488.

1376. Celui des deux époux qui, par l'effet de l'h
pothèque exercée sur l'immeuble à lui échu en partag
se trouve poursuivi pour la totalite d'une dette de co
munauté, a, de droit, son recours pour la moitié de cet
dette contre l'autre époux ou ses héritiers.

Pothier, *Com.*, 751, 759 ; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 1
140. 11 Pand. Franç., 457, 458. C. N. 1489.

1377. Les dispositions précédentes ne font p
obstacle à ce que, par le partage, l'un ou l'autre d
copartageants soit chargé de payer une quotité de det
autre que la moitié, même de les acquitter entièreme

Pothier, *Com.*, 759 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 140.
Pand. Franç., 458, 459. C. N. 1490.

1378. Tout ce qui est dit ci-dessus à l'égard
mari ou de la femme, a lieu à l'égard des héritiers
l'un et de l'autre, et ces héritiers exercent les mêm
droits et sont soumis aux mêmes actions que le conjo
qu'ils représentent.

ff L 24, *de verb. signif.* ; L. 119, *de adquirendâ*
omit. hered. Pothier, *Com.*, 730, 733, 737, 741, 744, 7
C. N. 1491.

§ 6. De la renonciation à la communauté et de ses effets.

1379. La femme qui renonce ne peut prétendre [a]ucune part dans les biens de la communauté, pas [m]ême dans le mobilier qui y est entré de son chef.

1380. [Elle peut cependant retenir les hardes et [lin]ges à son usage personnel, sans y comprendre d'autres [b]ijoux que les gages et dons nuptiaux.]

[...] Pothier, *Com.*, 549, 568, 569, 572. 3 Maleville, 232. [1]1 Pand. Franç., 460. 3 Delvincourt, 39. Merlin, *Rép.*, [v°] *Accroissement.* C. N. 1492.

1381. La femme renonçante a droit de reprendre :

1. Les immeubles à elle appartenant, s'ils existent en [na]ture, ou l'immeuble qui a été acquis en remploi ;

2. Le prix de ses immeubles aliénés dont le remploi [n'a] pas été fait et accepté comme il est dit ci-dessus en [l'ar]ticle 1306 ;

3. Les indemnités qui peuvent lui être dues par la [co]mmunauté.

Paris, 232. Orléans, 192. Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, [s]. 6, dist. 1, No. 1. Pothier, *Com.*, 99, 100, 585, 595, [...] à 609 ; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 99, 100, 112, 116. 11 [Pa]nd. Franç., 461. C. N. 1493.

[1]382. La femme renonçante est déchargée de toute [con]tribution aux dettes de la communauté, tant à l'égard [du] mari qu'à l'égard des créanciers, même de ceux [en]vers qui elle s'est obligée conjointement avec son mari.

[E]lle reste cependant tenue de la dette qui, provenant [ori]ginairement de son chef, est tombée dans la commu[nau]té ; sauf, dans ce cas, son recours contre le mari ou [ses] héritiers.

[R]enusson, *Com.*, part. 2, c. 6, No. 15. Pothier, *Com.*, [...] 574, 575, 731, 732 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 14. [Orlé]ans, 205. S. R. B. C., c. 37, sec. 55. 3 Maleville, [...] 11 Pand. Franç., 462. C. N. 1494.

[13]83. Elle peut exercer toutes les actions et reprises [ci-de]ssus détaillées, tant sur les biens de la communauté [que] sur les biens personnels du mari.

[Se]s héritiers le peuvent de même, sauf en ce qui con[cern]e le prélèvement des linges et hardes, ainsi que le [loge]ment et la nourriture pendant les délais donnés pour

faire inventaire et délibérer, lesquels droits sont pure-ment personnels à la femme survivante.

Pothier, *Com.*, 572, 583, 680. 11 Pand. Franç., 463 3 Delvincourt, 21, 40. C. N. 1495.

SECTION II.

DE LA COMMUNAUTÉ CONVENTIONNELLE, ET DES CONDITIONS LES PLUS ORDINAIRES QUI PEUVENT MODIFIER OU MÊME EXCLURE LA COMMUNAUTÉ LÉGALE.

1384. Les époux peuvent modifier la communauté légale par toute espèce de conventions non contraires aux articles 1258 et 1259.

Les principales modifications sont celles qui ont lie[u] en stipulant :

1. Que le mobilier présent ou futur n'entrera pas e[n] communauté, ou n'y entrera que pour partie, par voi[e] de réalisation ;

2. Qu'on y comprendra la totalité ou partie des im-meubles présents ou futurs, par voie d'ameublissemen[t] ;

3. Que les époux paieront séparément leurs dett[es] antérieures au mariage ;

4. Qu'en cas de renonciation, la femme pourra r[e]-prendre ses apports francs et quittes ;

5. Que le survivant aura un préciput ;

6. Que les époux auront des parts inégales ;

7. Qu'il y aura entre eux communauté universelle [et] à titre universel.

Pothier, *Com.*, 272, 466. 12 Pand. Franç., pp. 5 [et] suiv. 2 Rogron, *Code Civil*, p. 1819. C. N. 1497.

§ 1. *De la clause de réalisation.*

1385. Par la clause de réalisation les parties e[x]-cluent de la communauté, pour le tout ou pour part[ie,] leur mobilier qui sans cela y tomberait.

Lorsqu'elles stipulent qu'elles en mettront réciproq[ue]-ment dans la communauté jusqu'à concurrence d'u[ne] certaine somme ou d'une valeur déterminée, elles so[nt,] par cela seul, censées se réserver le surplus.

Pothier, *Com.*, 287, 301, 315, 316, 317, 318, 331. [...] Pand. Franç., 15 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1829. C. [N.] 1500.

1386. Cette clause rend l'époux débiteur envers la communauté de la somme qu'il a promis d'y mettre, et l'oblige à justifier cet apport.

Pothier, *Com.*, 287, 288, 289, 290, 296, 302; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 40, 45. 3 Maleville, 238 et suiv. 11 Pand. Franç., 26 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1830. C. N. 1501.

1387. L'apport est suffisamment justifié, quant au mari, par la déclaration portée au contrat de mariage, que son mobilier est de telle valeur.

Il est suffisamment justifié, à l'égard de la femme, par la quittance que le mari donne, soit à elle, soit à ceux qui lui ont fait l'avantage.

Si l'apport n'est pas exigé dans les dix ans, la femme est censée l'avoir fait, sauf preuve contraire.

Pothier, *Com.*, 297, 298, 300; *Intr.* tit. 10, Orl., No. 45. Lebrun, *Com.*, liv. 3, tit. 2, sec. 1, dist. 3, No. 42. 1 Bourjon, p. 650. 3 Maleville, 239, 240. 11 Pand. Franç., 33 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1830. C. N. 1502.

1388. Chaque époux a le droit de reprendre et prélever sur les biens de la communauté, lors de sa dissolution, la valeur du mobilier qu'il y a apporté lors du mariage ou qui lui est échu depuis, en sus de ce qu'il s'est obligé d'y faire entrer.

Pothier, *Com.*, 319, 325. 3 Maleville, 239, 240. 12 Pand. Franç., 36. 3 Delvincourt, 43. 2 Rogron, C. C., 1830. C. N. 1503.

1389. [Dans le cas de l'article précédent, le mobilier qui échoit à chacun des conjoints pendant le mariage doit être constaté par un inventaire ou autre titre équivalent.

Au cas du mari, le défaut de tel inventaire ou titre le rend non recevable à exercer la reprise du mobilier qui lui est échu pendant le mariage.

Si, au contraire, il s'agit de la femme, il lui est loisible ainsi qu'à ses héritiers de faire, en pareil cas, preuve soit par titre, soit par témoins et même par commune renommée, du mobilier qui lui est ainsi échu.]

Pothier, *Com.*, 300. 3 Maleville, p. 240. 12 Pand. Franç., 39, 40. 2 Rogron, C. C., 1832. C. N. 1504.

§ 2. *De la clause d'ameublissement.*

1390. La clause d'ameublissement est celle par

laquelle les époux ou l'un d'eux, font entrer en com- munauté tout ou partie de leurs immeubles présents ou futurs.

Renusson, *Propres*, c. 6, secs. 1, 3, 8. Pothier, *Com.* 303; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 53, 56. C. N. 1505.

1391. L'ameublissement est général ou particulier.

Il est général, quand les époux déclarent vouloir être communs en tous biens, ou que toutes les successions qui leur aviendront seront communes.

Il est particulier, lorsqu'ils ont promis seulement d'ap- porter à la communauté quelques immeubles déterminés.

Pothier, *Com.*, 304, 305; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 52, 53

1392. L'ameublissement peut être déterminé ou in- déterminé.

Il est déterminé, quand l'époux a déclaré ameublir e mettre en communauté un tel immeuble en tout ou jus qu'à concurrence d'une certaine somme. Il est indé terminé, quand l'époux a simplement déclaré avoi apporté en communauté ses immeubles jusqu'à concur rence d'une certaine somme.

Pothier, *Com.*, 305; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 53, 5 Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 5, dist. 2, No. 7. C. N. 1506.

1393. L'effet de l'ameublissement déterminé est d rendre l'immeuble ou les immeubles qui en sont frapp biens de communauté, comme les meubles mêmes.

Lorsque l'immeuble ou les immeubles de la femm sont ameublis en totalité, le mari en peut dispos comme des autres effets de la communauté et les alién totalement.

Si l'immeuble n'est ameubli que pour une certai somme, le mari ne peut l'aliéner qu'avec le conse tement de sa femme; il peut l'hypothéquer sans ce co sentement, mais jusqu'à concurrence seulement de portion ameublie.

Lebrun, *Com.*, liv. 1, c. 5, dist. 7. Pothier, *Com.*, 30 309, 311; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 53, 55. 11 Pand. Fran 44-5. C. N. 1507.

1394. L'ameublissement indéterminé ne rend pas communauté propriétaire des immeubles qui en so frappés; son effet se réduit à obliger l'époux qui l'a co senti à comprendre dans la masse, lors de la dissoluti

quelques-uns de ses immeubles jusqu'à concurrence de la somme qu'il a promise.

Le mari ne peut aliéner en tout ou en partie, sans le consentement de sa femme, les immeubles sur lesquels est établi l'ameublissement indéterminé, mais il peut les hypothéquer jusqu'à concurrence de cet ameublissement.

Pothier, *Com.*, 313; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 55. 3 Maleville, 242-3. 11 Pand. Franç., 49. 3 Delvincourt, 45. 2 Rogron, C. C., pp. 1834 et suiv. C. N. 1508.

1395. L'époux qui a ameubli un héritage a, lors du partage, la faculté de le retenir, en le précomptant sur sa part pour le prix qu'il vaut alors, et ses héritiers ont le même droit.

Pothier, *Com.*, 310, 712. 12 Pand. Franç., 52. 3 Maleville, 243. 5 Proudhon, *Usufruit*, No. 2664. C. N. 1509.

§ 3. *De la clause de séparation de dettes.*

1396. La clause par laquelle les époux stipulent qu'ils paieront séparément leurs dettes personnelles, les oblige à se faire, lors de la dissolution de la communauté, respectivement raison des dettes qui sont justifiées avoir été acquittées par la communauté, à la décharge de celui des époux qui en était débiteur.

Cette obligation est la même, soit qu'il y ait eu inventaire ou non; mais si le mobilier apporté par les époux n'a pas été constaté par un inventaire ou état authentique antérieur au mariage, les créanciers de l'un et de l'autre époux peuvent, sans avoir égard à aucune des distinctions qui sont réclamées, poursuivre leur paiement sur le mobilier non inventorié, comme sur tous les autres biens de la communauté.

Les créanciers ont le même droit sur le mobilier qui serait échu aux époux pendant la communauté, s'il n'a pas été pareillement constaté par un inventaire ou état authentique.

Paris, 222. Orléans, 212. Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 4. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 11. Pothier, *Com.*, 351, 353, 361, 363, 370, 371, 615; *Cout. d'Orl.*, art. 212. 3 Maleville, 244. 12 Pand. Franç., 53 et suiv. 3 Delvincourt, 46. C. N. 1510.

1397. Lorsque les époux apportent dans la communauté une somme certaine ou un corps déterminé, un

tel apport emporte la convention tacite qu'il n'est point grevé de dettes antérieures au mariage, et il doit être fait raison par l'époux débiteur à l'autre de toutes celles qui diminueraient l'apport promis.

Pothier, *Com.*, 352; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 65. 3 Maleville, 246. 12 Pand. Franç., 61. 3 Delvincourt, 45. C. N. 1511.

1398. La clause de séparation de dettes n'empêche pas que la communauté ne soit chargée des intérêts et arrérages qui ont couru depuis le mariage.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 4, No. 10. Pothier, *Com.*, 360, 375. 3 Maleville, 246, 247. 12 Pand. Franç., 62. C. N. 1512.

1399. Lorsque la communauté est poursuivie pour les dettes de l'un des époux, déclaré par contrat franc et quitte de toutes dettes antérieures au mariage, le conjoint a droit à une indemnité, qui se prend soit sur la part de communauté revenant à l'époux débiteur, soit sur ses biens personnels; et en cas d'insuffisance, cette indemnité peut être poursuivie par voie de garantie contre ceux qui ont fait la déclaration de franc et quitte.

Cette garantie peut même être exercée par le mari durant la communauté, si la dette provient du chef de la femme; sauf en ce cas le remboursement dû par la femme ou ses héritiers au garant, après la dissolution de la communauté.

Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 3, sec. 3, Nos. 41, 42. Renusson, *Com.*, part. 1, c. 2, No. 36. Pothier, *Com.*, 365, 378; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 84-5-6. Lacombe, *Com.*, part. 2, sec. 7. 3 Maleville, 247. 12 Pand. Franç., 64, 72. C. N. 1513.

§ 4. *De la faculté accordée à la femme de reprendre son apport franc et quitte.*

1400. La femme peut stipuler qu'en cas de renonciation à la communauté, elle reprendra tout ou partie de ce qu'elle y aura apporté soit lors du mariage, soit depuis; mais cette stipulation ne peut s'étendre au-delà des choses formellement exprimées, ni au profit des personnes autres que celles désignées.

Ainsi la faculté de reprendre le mobilier que la femme

a apporté lors du mariage, ne s'étend point à celui qui serait échu pendant le mariage.

Ainsi la faculté accordée à la femme ne s'étend point aux enfants; celle accordée à la femme et aux enfants ne s'étend point aux héritiers ascendants ou collatéraux.

Dans tous les cas, les apports ne peuvent être repris que déduction faite des dettes personnelles à la femme et que la communauté aurait acquittées.

Pothier, Obl., 63; *Com.*, 379 à 391, 393 à 395, 399, 400-1-2, 407 à 411; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 68, 70, 71, 75. 3 Maleville, 250. 12 Pand. Franç., 73 et suiv. Merlin, *Rép.*, vo. *Renonciation à la com.*, No. 14. C. N. 1514.

§ 5. *Du préciput conventionnel.*

1401. La clause par laquelle l'époux survivant est autorisé à prélever, avant tout partage, une certaine somme ou une certaine quantité d'effets mobiliers en nature, ne donne droit à ce prélèvement, au profit de la femme survivante, que lorsqu'elle accepte la communauté; à moins que le contrat de mariage ne lui ait réservé ce droit même en renonçant.

Hors le cas de cette réserve, le préciput ne s'exerce que sur la masse partageable, et non sur les biens personnels de l'époux prédécédé.

Pothier, *Com.*, 413, 440, 441, 442, 447, 448, 568; *Intr. tit.* 10, Orl., Nos. 77, 79. 3 Maleville, 251-2. 12 Pand. Franç., 94. 3 Delvincourt, 48, 49. 2 Rogron, C. C., p. 1839. Dard, p. 356, note (a). C. N. 1515.

1402. Le préciput n'est point regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une convention de mariage.

Décl. 25 Juin, 1727. Ord. 1731, art. 21. Pothier, *Com.*, 442. 12 Pand Franç., 105. 2 Rogron, C. C., p. 1840. C. N. 1516.

1403. La mort naturelle donne, de plein droit, ouverture au préciput.

Il n'est ouvert par suite de la mort civile, que lorsque cet effet résulte des termes du contrat de mariage; et s'il n'y est rien stipulé, il demeure en suspens entre les mains des représentants du mort civilement.

Pothier, *Com.*, 443; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 78. Code civil B.-C., art. 36, § 8. 3 Maleville, 252. 12 Pand.

Franç., 106 et suiv. 3 Delvincourt, p. 48. *Contrà*, C. N. 1517.

1404. Lorsque la communauté est dissoute du vivant des époux par suite de la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, cette dissolution, à moins de stipulation contraire, ne donne ouverture au préciput ni en faveur de l'un ni en faveur de l'autre des époux. Le droit demeure en suspens jusqu'à la mort du prédécédant.

Dans l'intervalle la somme ou la chose qui constitue le préciput reste provisoirement au mari, contre la succession duquel la femme peut le réclamer au cas de survie.

Pothier, *Com.*, 445, 519. 12 Pand. Franç., 108 et suiv. 3 Delvincourt, 48. Merlin, *Rép.*, vo. *Préciput conventionnel*, § 1, No. 1. 2 Rogron, C. C., p. 1841. C. N. 1518.

1405. Les créanciers de la communauté ont toujours le droit de faire vendre les effets compris dans le préciput, sauf le recours de l'époux, conformément à l'article 1401.

3 Maleville, 252-3. 12 Pand. Franç., 113. 3 Delvincourt, 49. C. N. 1519.

§ 6. *Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté.*

1406. Les époux peuvent déroger au partage égal établi par la loi, soit en ne donnant à l'époux survivant ou à ses héritiers, dans la communauté, qu'une part moindre que la moitié; soit en ne lui donnant qu'une somme fixe pour tout droit de communauté; soit en stipulant que la communauté entière, en certain cas appartiendra à l'époux survivant, ou à l'un d'eux seulement.

Pothier, *Com.*, 449, 450, 460; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 80. 3 Maleville, 253. 12 Pand. Franç., 114, 115. 3 Delvincourt, 49. 2 Rogron, C. C., p. 1843. C. N. 1520.

1407. Lorsqu'il est stipulé que l'époux ou ses héritiers n'auront qu'une certaine part dans la communauté, comme le tiers, le quart, l'époux ainsi réduit, ou ses héritiers, ne supportent les dettes de la communauté que proportionnellement à la part qu'ils prennent dans l'actif.

La convention est nulle si elle oblige l'époux ainsi réduit ou ses héritiers à supporter une plus forte part, ou si elle dispense de supporter une part dans les dettes égale à celle qu'ils prennent dans l'actif.

Pothier, *Com.*, 449. 3 Maleville, 254. 12 Pand. Franç., 116 et suiv. 3 Delvincourt, 50. C. N. 1521.

1408. Lorsqu'il est stipulé que l'un des époux ou ses héritiers ne pourront prétendre qu'une certaine somme, pour tout droit de communauté, la clause est un forfait qui oblige l'autre époux, ou ses héritiers, à payer la somme convenue, soit que la communauté soit bonne ou mauvaise, suffisante ou non pour acquitter la somme.

ff arg. ex lege 10, *de reg. juris.* Brodeau sur Louët, c. 4. D'Argentré, sur art. 22, Bretagne, glose 4. Pothier, *Com.*, 450 à 452; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 80. Merlin, vo. *Com.*, § 4, No. 7 Bourjon, *Com.*, p. 513. 3 Maleville, 254. 2 Rogron, C. C., p. 1844. C. N. 1522.

1409. Si la clause établit le forfait à l'égard des héritiers seulement de l'un des époux, celui-ci, dans le cas où il survit, a droit au partage légal par moitié.

Pothier, *Com.*, 453. 3 Maleville, 254. 3 Delvincourt, 50. 12 Pand. Franç., 119 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1844. C. N. 1523.

1410. Le mari ou ses héritiers, qui retiennent, en vertu de la clause énoncée en l'article 1406, la totalité de la communauté, sont obligés d'en acquitter toutes les dettes. Les créanciers n'ont, en ce cas, aucune action contre la femme ni contre ses héritiers.

Si c'est la femme survivante qui a, moyennant une somme convenue, le droit de retenir toute la communauté contre les héritiers du mari, elle a le choix ou de leur payer cette somme en demeurant obligée à toutes les dettes, ou de renoncer à la communauté et d'en abandonner aux héritiers du mari les biens et les charges.

Pothier, *Com.*, 55, 57, 58, 60; *Intr. tit.* 10, Orléans, No. 82. 3 Delvincourt, 50. 3 Maleville, 255. 12 Pand. Franç., 119 à 127. 2 Rogron, C. C., p. 1844. C. N. 1524.

1411. Lorsque les époux stipulent que la totalité de la communauté appartiendra au survivant ou à l'un d'eux seulement, les héritiers de l'autre ont droit de faire

reprise des apports tombés dans la communauté du chef de leur auteur.

Cette stipulation n'est qu'une simple convention de mariage et non une donation sujette aux règles et formalités applicables à cette espèce d'acte.

3 Maleville, 256. 12 Pand. Franç., 128 à 131. 2 Rogron, C. C., pp. 1845 à 1847. C. N. 1525.

§ 7. *De la communauté à titre universel.*

1412. Les époux peuvent établir par leur contrat de mariage une communauté universelle de leurs biens, tant meubles qu'immeubles, présents et à venir, ou de tous leurs biens présents seulement, ou de tous leurs biens à venir seulement.

ff L. 3, L. 7, *pro socio.* 3 Maleville, 256. 12 Pand. Franç., 132 à 139. 2 Rogron, p. 1848. C. N. 1526.

Dispositions communes aux articles de cette section.

1413. Ce qui est dit aux articles ci-dessus ne limite pas à leurs dispositions précises les stipulations dont est susceptible la communauté conventionnelle.

Les époux peuvent faire toutes autres conventions ainsi qu'il est dit aux articles 1257 et 1384.

12 Pand. Franç., 140-1. Merlin, *Rép.*, vo. *Noces* (Secondes), § 7, art. 2, No. 4. C. N. 1527.

1414. La communauté conventionnelle reste soumise aux règles de la communauté légale, pour tous les cas où il n'y a pas été dérogé implicitement ou explicitement par le contrat.

5 Toullier, p. 817. 12 Pand. Franç., 141. 3 Delvincourt, 9, 40. C. N. 1528.

§ 8. *Des conventions exclusives de la communauté.*

1415. Lorsque les époux déclarent qu'ils se marient sans communauté, ou qu'ils seront séparés de biens, les effets de ces stipulations sont comme il suit.

Pothier, *Com.*, 461, 464 ; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 83. Maleville, 258. 12 Pand. Franç., 142-3. 3 Delvincourt, 51. C. N. 1529.

1. De la clause portant que les époux se marient sans communauté.

1416. La clause portant que les époux se marient sans communauté ne donne point à la femme le droit d'administrer ses biens, ni d'en percevoir les fruits, lesquels sont censés apportés au mari pour soutenir les charges du mariage.

Renusson, *Com.*, part. 1, c. 4, No. 6. Pothier, *Com.*, 461, 482; *Intr. tit.* 10, Orl., No. 83; *Puiss. du mari*, 87. 3 Maleville, 258, 259. 12 Pand. Franç., 144 et suiv. 3 Delvincourt, 52. 2 Rogron, C. C., p. 1849. C. N. 1530

1417. Le mari conserve l'administration des biens meubles et immeubles de la femme, et par suite, le droit de percevoir tout le mobilier qu'elle apporte en mariage, ou qui lui échoit pendant sa durée; sauf la restitution qu'il en doit faire après sa dissolution, ou après la séparation de biens qui serait prononcée en justice.

Pothier, *Com.*, 463; *Puiss. du mari*, 97. 12 Pand. Franç., 147. 3 Delvincourt, 52. C. N. 1531.

1418. Si dans le mobilier apporté par la femme en mariage, ou qui lui échoit pendant sa durée, il y a des choses dont on ne peut faire usage sans les consommer, il en doit être joint un état estimatif au contrat de mariage, ou il doit en être fait inventaire lors de l'échéance, et le mari en doit rendre le prix d'après l'estimation.

ff L. 42, *de jure dotium*. 12 Toullier, pp. 553 et suiv. 3 Maleville, 259. 12 Pand. Franç., 147. 3 Delvincourt, 52. 2 Rogron, C. C., p. 1850. C. N. 1532.

1419. Le mari a, à l'égard de ces biens, tous les droits et est tenu à toutes les obligations de l'usufruitier.

ff L. 13, L. 15, L. 16, *de impensis in res dol.*; L. 28, § , *de donat. inter vir.* 3 Maleville, 260. 12 Pand. Franç., 148. 3 Delvincourt, 52. 12 Toullier, pp. 553 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1851. C. N. 1533.

1420. La clause portant que les époux se marient sans communauté, ne fait point obstacle à ce qu'il soit convenu que la femme touchera sur ses seules quittances, ses revenus en tout ou en partie, pour son entretien et ses besoins personnels.

Bourjon, *Com.*, part. 1, c. 2, s. 1, dist. 1, No. 2. Po-

thier, *Com.*, No. 466. 3 Maleville, 260. 12 Pand. Franç., 149 et suiv. C. N. 1534.

1421. Les immeubles de la femme exclus de la communauté dans les cas des articles précédents, ne sont point inaliénables.

Néanmoins ils ne peuvent être aliénés sans le consentement du mari, et à son refus, sans l'autorisation de la justice.

3 Maleville, 260. 12 Pand. Franç., 150-1. 3 Delvincourt, 52. 2 Rogron, C. C., p. 1851. C. N. 1535.

II. *De la clause de séparation de biens.*

1422. Lorsque les époux ont stipulé, par leur contrat de mariage, qu'ils seront séparés de biens, la femme conserve l'entière administration de ses biens meubles et immeubles et la libre jouissance de ses revenus.

Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 2, No. 30. Bourjon, liv. 1, part. 4, c. 4, sec. 4, arts. 15, 16. Pothier, *Com.*, 464, 465; *Puiss. du mari*, 15, 98. 3 Maleville, 260-1. 12 Pand. Franç., 152-3. 3 Delvincourt, 53. 2 Rogron, C. C., p. 1852. C. N. 1536.

1423. Chacun des époux contribue aux charges du mariage, suivant les conventions contenues en leur contrat, et s'il n'en existe point et que les parties ne puissent s'entendre à cet égard, le tribunal détermine la proportion contributoire de chacune d'elles, d'après leurs facultés et circonstances respectives.

Pothier, *Com.*, 464. 12 Pand. Franç., 158-9. 3 Delvincourt, 53. C. N. 1537.

1424. Dans aucun cas, ni à la faveur d'aucune stipulation, la femme ne peut aliéner ses immeubles sans le consentement spécial de son mari, ou, à son refus, sans être autorisée par justice.

Toute autorisation générale d'aliéner les immeubles donnée à la femme, soit par contrat de mariage, soit depuis, est nulle.

Paris, 223. 1 Soefve, cent. 4, c. 5. Lapeyrère, cent. 1, c. 67. Lebrun, *Com.*, liv. 2, c. 1, sec. 4, No. 8. Pothier, *Com.*, 464; *Puiss. du mari*, No. 98. 3 Maleville, 262-3-4. 12 Pand. Franç., 155. C. N. 1538.

1425. Lorsque la femme séparée a laissé la jouissance de ses biens à son mari, celui-ci n'est tenu, soit

sur la demande que sa femme peut lui faire, soit à la dissolution du mariage, qu'à la représentation des fruits existants, et il n'est point comptable de ceux qui ont été consommés jusqu'alors.

Cod., L. 11, *de pactis conventis*. 3 Maleville, 264. 12 Pand. Franç., 155 et suiv. 2 Rogron, C. C., p. 1853. C. N. 1539.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES DOUAIRES.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1426. Il y a deux espèces de douaire, celui de la femme et celui des enfants.

Chacun de ces douaires est soit légal ou coutumier, soit préfix ou conventionnel.

2 Laurière *sur* Paris, 251 et suiv. 2 Argou, 126. Pothier, *Douaire*, 1, 2.

1427. Le douaire légal ou coutumier est celui que la loi, indépendamment de toute convention, constitue par le simple fait du mariage, sur les biens du mari, au profit de la femme en usufruit, et des enfants en propriété.

Paris, 247, 263. 2 Argou, 129. Pothier, *Douaire*, 2, 291. 12 Pand. Franç., 165, 166.

1428. Le douaire préfix ou conventionnel est celui dont les parties sont convenues par le contrat de mariage.

Paris, 255. 2 Laurière, 272 et suiv. 2 Prevost de la Jannès, 134. Pothier, *Douaire*, 2.

1429. Le douaire préfix exclut le coutumier; cependant, il est permis de stipuler que la femme et les enfants auront droit de prendre l'un ou l'autre à leur choix.

Paris, 261. 2 Laurière, 285. 2 Prevost de la Jannès, 126. 2 Argou, 128, 142. Pothier, *Douaire*, 138.

1430. L'option faite par la femme, après l'ouverture du douaire, lie les enfants, lesquels sont tenus de se contenter de celui des deux douaires qu'elle a choisi.

Si elle meurt sans avoir fait ce choix, la faculté de le faire passe aux enfants.

Paris, 261. 2 Laurière, 286. 2 Argou, 142. Pothier, *Douaire*, 321.

1431. A défaut de contrat de mariage, ou si dans celui qui existe, les parties ne s'en sont pas expliquées, le douaire coutumier a lieu de plein droit.

Mais il est permis de stipuler qu'il n'y aura aucun douaire, et cette stipulation s'étend aux enfants comme à la femme.

Paris, 247. 2 Prevost de la Jannès, 127. Renusson, *Douaire*, c. 4, no. 12.—Pothier, *Douaire*, nos. 3, 5, 151.

1432. Le douaire coutumier ou préfix n'est pas regardé comme un avantage sujet aux formalités des donations, mais comme une simple convention de mariage.

Pothier, *Douaire*, 292 et suiv. 12 Pand. Franç., 163.

1433. Le droit au douaire préfix court de la date du contrat de mariage, et celui au douaire coutumier à compter de la célebration, ou de la date du contrat, s'il y en a un, et que le douaire y ait été stipulé.

Loysel, *Douaire*, règle 20. 2 Laurière, 256. Renusson, *Douaire*. Pocquet, 224. Pothier, *Douaire*, 147. 12 Pand. Franç., 164.

1434. Le douaire coutumier consiste dans l'usufruit pour la femme, et dans la propriété pour les enfants, de la moitié des biens immeubles dont le mari est propriétaire lors du mariage et de ceux qui lui échoient de ses père et mère et autres ascendants pendant sa durée.

Paris, 248. 2 Prevost de la Jannès, 122-3. 2 Laurière, 255 et suiv. 2 Argou, 130. Pothier, *Douaire*, 12.

1435. Les héritages que le mari a ameublis, suivant la clause d'ameublissement, pour les faire entrer dans la communauté, ne sont pas sujets au douaire coutumier.

N'y sont également pas sujets les immeubles fictifs se composant d'objets mobiliers que le mari s'est réservés propres par la clause de réalisation, pour les exclure de la communauté.

2 Prevost de la Jannès, 127. Pocquet, règle 18, p. 223. Renusson, *Douaire*, c. 3, nos. 9, 106. Lacombe, vo *Douaire*, sec. 2, Nos. 7, 22. Lebrun, *Suc.*, liv. 2, c. 5, dist. 1, No. 21. 5 Décisions des Tribunaux, p. 325.

1436. Le douaire coutumier résultant d'un second mariage, lorsqu'il y a des enfants nés du premier, consiste dans la moitié des immeubles, appartenant au mari

lors du second mariage, non affectés au douaire antérieur, ou qui lui échoient de ses père et mère et autres ascendants pendant sa durée.

Il en est ainsi pour tous les mariages ultérieurs qu'il peut contracter, ayant des enfants de mariages précédents.

Paris, 253, 254. 2 Argou, 136. Renusson, *Douaire*, c. 11, Nos. 1 et suiv. Pothier, *Douaire*, 4, 5.

1437. Le douaire préfix, à défaut de convention contraire, consiste aussi dans l'usufruit pour la femme et dans la propriété pour les enfants, de la portion des biens meubles ou immeubles qui le constitue d'après le contrat de mariage.

Il est cependant permis de modifier ce douaire à volonté, de stipuler par exemple qu'il appartiendra à la femme en pleine propriété, à l'exclusion des enfants, et sans retour, ou que le douaire de ces derniers sera différent de celui de la mère.

2 Prevost de la Jannès, 134. 2 Argou, 127, 128. Renusson, *Douaire, c.* 4, nos. 1 et suiv. 12 Pand. Franç., 165, 166.

1438. Le douaire coutumier ou le préfix est un gain de survie qui est ouvert par la mort naturelle du mari.

Rien n'empêche cependant que le douaire ne soit ouvert et rendu exigible par la mort civile du mari, ou par la séparation soit de corps et de biens, soit de biens seulement, lorsque cet effet résulte des termes du contrat de mariage.

Il peut également être exigé, au cas de l'absence du mari, sous les circonstances et conditions exprimées aux articles 109 et 110.

Paris, 163. 2 Prevost de la Jannès, 124. Brodeau et Louët, D. c. 35. Montholon, *Arrêts*, 63. 1 Despeisses, part. 1, tit, 13, sec. 5. 2 Bretonnier *sur* Henrys, *liv.* 4. quest. 1. Renusson, *Douaire, c.* 5, Nos. 40 et suiv. 2 Argou, 129, 130. Lacombe, vo. *Douaire, art.* 9, nos. 1, 2. Lamoignon, *tit.* 34, *art.* 4. 12 Pand. Franç., 167. Code Civil B. C., art. 36, § 8, 1403.

1439. Si la femme est vivante lors de l'ouverture du douaire, elle entre de suite en jouissance de son usufruit; ce n'est qu'à son décès que les enfants peuvent prendre possession de la propriété.

Si la femme prédécède, les enfants jouissent du douaire en propriété dès l'instant de son ouverture.

Au cas du prédécès de la femme, si, au décès du mari, il n'y a aucuns enfants ou petits-enfants vivants, nés du mariage, le douaire est éteint et reste dans la succession du mari.

Paris, 263, 265. 2 Laurière, 272, 287 et suiv. Pocquet, *Douaire, règle* 8, *p.* 219. Loysel, *Douaire, règle* 6. 2 Argou, 130, 142, 145, 146. Lamoignon, *Douaire, arts.* 32, 34. 12 Pand. Franç., 174.

1440. Le douaire préfix se prend sur les biens du mari seul.

Paris, 257, 260. 2 Laurière, 281. 2 Prevost de la Jannès 135. 2 Argou, 140. Lamoignon, *Douaire, art.* 35.

1441. La femme et les enfants sont saisis de leur droit respectif dans le douaire à compter de son ouverture, sans qu'il soit besoin d'en faire demande en justice; cependant cette demande est nécessaire contre les tiers acquéreurs pour faire courir à leur égard les fruits des immeubles et les intérêts des capitaux qu'ils ont acquis de bonne foi, sujets ou affectés au douaire

Paris, 251, 252, 256. 2. Laurière, 280. Pocquet, *règle* 10, *p.* 220. 2 Argou, 132-3. Loysel, *Douaire, règle* 10. Pothier, *Douaire*, 189, 332 Lamoignon, *Douaire, art.* 9.

1442. Le douaire coutumier, ainsi que le préfix qui consiste en immeubles, est un droit réel, qui se règle d'après les lois du lieu où sont situés les immeubles qui y sont sujets.

Paris, 249. 2 Prevost de la Jannès, 128, 129. 2 Laurière, 260. 2 Argou, 133.

1443. L'aliénation faite par le mari, de l'immeuble sujet ou affecté au douaire, non plus que les charges et hypothèques dont il peut le grever, avec ou sans le consentement de sa femme, n'altèrent aucunement le droit de cette dernière ni celui de ses enfants, à moins qu'il n'y ait renonciation expresse conformément à l'article qui suit.

Sont également sans effet à l'égard de l'une et des autres, sous la même exception, l'aliénation ainsi faite et les charges ainsi imposées même au nom et avec le consentement de la femme, quoique autorisée de son mari.

Paris, 249, 250. 2 Laurière, 260. 2 Prevost de la

Jannès, 130. 2 Argou, 145. Pocquet, 225. Lamoignon, *Douaire*, art. 5. Code Civil B. C., art. 1301.

1444. Il est cependant loisible à la femme majeure de renoncer au droit qu'elle peut avoir, à titre de douaire coutumier ou préfix, sur les immeubles que son mari vend, aliène ou hypothèque.

Cette renonciation se fait, soit dans l'acte par lequel le mari vend, aliène ou hypothèque l'immeuble, soit par un acte différent et postérieur.

S. R. B. C., ch. 37, sec. 52, § 1 ; sec. 54. 25 Victoria (1862), ch. 11, sec. 8.

1445. Cette renonciation a l'effet de décharger l'immeuble affecté au douaire de toute réclamation que la femme peut y avoir à ce titre, sans que ni elle ni ses héritiers puissent exercer, sur les autres biens du mari, aucun recours d'indemnité ou de récompense, en compensation du droit ainsi abandonné, nonobstant les dispositions du présent titre et toutes autres de ce code relatives aux remplois, indemnités et récompenses que se doivent les époux ou autres parties, au cas de partage.

S. R. B. C., ch. 37, sec. 52, § 2. Code Civil B. C., art. 1303.

1446. Quant au douaire des enfants, il ne peut s'exercer que sur les immeubles qui, assujettis au douaire de la mère, n'ont été, pendant le mariage, ni aliénés, ni hypothéqués par leur père, avec la renonciation de la mère faite en la manière énoncée en l'article 1444.

S. R. B. C., ch. 37, sec. 53.

Après la mort de la femme, l'enfant majeur peut renoncer au douaire, dans les cas où sa mère eût pu le faire, et de la même manière et aux mêmes fins.

1447. Le décret, le jugement en ratification de titre, et l'adjudication sur licitation forcée, qui ont lieu avant l'ouverture du douaire coutumier, soit que ce douaire résulte de la loi seule, ou qu'il ait été stipulé, n'affectent pas les immeubles qui le constituent.

Néanmoins, si le décret a été poursuivi par un créancier dont le droit est antérieur et préférable au douaire, et si un tel créancier est colloqué sur ces procédures, l'aliénation ou la ratification est valide et l'immeuble est libéré. Les créanciers postérieurs en droit

qui en ce cas reçoivent le surplus du prix sont tenus de rapporter si douaire a lieu, et ne peuvent toucher les deniers qu'en donnant caution si le douaire est apparent.

Lorsque suivant le premier cas du présent article le douaire n'est pas purgé par la vente ou le jugement de ratification, l'adjudicataire ou l'obtenteur du jugement qui est évincé à cause du douaire peut également faire rapporter les créanciers qui ont reçu le prix, et si le douaire apparaît sur les procédures, les créanciers ne sont colloqués qu'en donnant caution de rapporter ce qu'ils ont reçu du douaire. Si les créanciers ne veulent pas donner caution, l'adjudicataire garde ou reprend le montant qui y était sujet en donnant lui-même caution de rapporter.

Le douaire coutumier ouvert ne tombe pas sous les règles du présent article.

S. R. B. C., ch. 37, ss. 1 et suiv. S. R. B. C., 25 Vict., ch. 11, s. 2, 3, 4. 10 Décisions des Trib., p. 301, Sims vs. Evans. Loysel, *Douaire*, arts. 7, 8. 2 Argou, 146, 147. Brodeau et Louet, D., No. 20. Renusson, ch. 10, Nos. 1 et suiv. Bacquet, *Droits de Justice*, c. 15, No. 72. Lacombe, vo. *Décret*, 153, 154. Lamoignon, *Douaire*, arts. 20, 21, 22, 23.

1448. Lorsque le douaire non ouvert est préfix, soit qu'il consiste en un immeuble, ou en une créance hypothécaire, il est sujet à l'effet des lois d'enregistrement, et est purgé par le décret et les autres procédures mentionnées en l'article qui précède, comme dans les cas ordinaires, sauf aux intéressés à exercer leurs droits et recours, et sauf les cautionnements qui doivent leur être donnés.

Le douaire préfix ouvert est sujet aux règles ordinaires.

S. R. B. C., ch. 37, ss. 1 et suiv. S. R. C., 25 Vict. ch. 11, ss. 2, 3, 4. 6 Décisions des Trib., 100, Forbes vs Legault. 3 Revue de Jurispr., *p.* 478, *ex parte* Gibb, comme inférence *à fortiori* quant aux contrats de mariage postérieurs aux lois d'enregistrement, quoique quant aux anciens il y ait contrariété avec la décision qui précède.

1449. L'acquéreur de l'immeuble sujet ou hypothé

qué au douaire ne prescrit ni contre la femme, ni contre les enfants, tant que ce douaire n'est pas ouvert.

La prescription court contre les enfants majeurs, du vivant de la mère, à compter de l'ouverture du douaire.

Renusson, *Douaire, c.* 15. 2 Argou, 148, 149. Lacombe, *vo. Douaire*, 244. Pothier, *Douaire, no.* 86. Paris, 117. Lamoignon, *Douaire, art.* 16.

SECTION II.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU DOUAIRE DE LA FEMME.

1450. Le douaire préfix de la femme n'est pas incompatible avec la donation d'usufruit qui lui est faite par le mari ; elle jouit, en vertu de cette donation, des biens y contenus, et prend son douaire sur le surplus, sans diminution ni confusion.

Paris, 257. 1 Laurière, 192, 2 Do., 281. Loysel, *Douaire, règle* 15. Pocquet, 221. Ricard, *sur art.* 261 de Paris. 2 Argou, 140. Pothier, *Douaire*, 264 et suiv. Lamoignon, *Douaire, art.* 35.

1451. Si le douaire de la femme consiste en deniers ou en rentes, la femme a contre les héritiers ou représentants de son mari, pour s'en faire payer, tous les droits et actions appartenant aux autres créanciers de la succession.

Pothier, *Douaire*, 194. Lamoignon, *Douaire, art.* 15.

1452. Si le douaire consiste dans la jouissance d'une certaine portion des biens du mari, il doit se faire entre elle et les héritiers de ce dernier, un partage par lequel on livre à celle-ci la portion dont elle a droit de jouir.

La veuve et les héritiers ont réciproquement une action pour obtenir ce partage, au cas de refus de part ou d'autre.

Loysel, *Douaire, règle* 21. Pocquet, *règle* 20, p. 224. Pothier, *Douaire*, 174 et suiv. 12 Pand. Franç., 169.

1453. La douairière, comme les autres usufruitiers, prend les fruits naturels et industriels pendant par branches ou tenant par racines sur l'immeuble sujet au douaire, lors de l'ouverture, sans être tenue de rembourser les frais faits par le mari pour les produire.

Il en est de même à l'égard de ceux qui entrent en

jouissance de la propriété de cet immeuble, après l'extinction de l'usufruit.

Pothier, *Douaire*, 201, 272, 273. Lamoignon, *Douaire*, *art.* 14. Code Civil B. C., *art.* 450.

1454. La douairière jouit du douaire coutumier ou préfix à sa caution juratoire, tant qu'elle reste en viduité ; mais si elle passe à un autre mariage, elle devient tenue de donner caution, comme tout autre u[illegible]tier.

Paris, 264. 2 Argou, 132. Pothier, *Douaire*, 221. Lamoignon, *Douaire*, *art.* 36.

1455. Si la femme qui se remarie ne peut fournir la caution requise, son usufruit devient assujetti aux dispositions des articles 465, 466 et 467.

Pothier, *Douaire*, 227. Lamoignon, Do., arts. 36, 37, 38. Code Civil B. C., arts. 465, 466, 467.

1456. La douairière est obligée d'entretenir les baux à ferme ou à loyer faits par son mari des héritages sujets à son douaire, pourvu qu'il n'y ait ni fraude ni anticipation excessive.

Pocquet, règle 25, p. 227. Renusson, *Douaire*, c. 14. Coquille, quest. 156. Pothier, *Douaire*, 229. Lamoignon, *Do.*, 45. Code Civil B. C., art. 457.

1457. Ceux qu'elle a faits pendant sa jou[illegible]ce expirent avec son usufruit ; cependant le fermier ou le locataire a droit et peut être contraint de continuer son occupation pendant le reste de l'année commencée à l'expiration de l'usufruit, à la charge d'en payer le loyer au propriétaire.

Renusson, *Douaire*, c. 14. Pocquet, 227. Coquille, quest. 156. Pothier, *Douaire*, 229, 279. Lamoignon, *Do.*, art. 45. Code Civil B. C., art. 457.

1458. La douairière, comme tout autre usufruitier, est tenue de toutes les charges ordinaires et extraordinaires dont est grevé l'immeuble sujet au douaire, ou qui peuvent y être imposées pendant sa jouissance, ainsi qu'exposé au titre *De l'Usufruit, de l'Usage et de l'Habitation.*

Renusson, *Douaire*, c. 8, No. 8. Loysel, *Do.*, règle 18. 2 Prevost de la Jannès, 136. Pocquet, règle 26, p. 227. Lacombe, vo. *Douaire*, 224. Pothier, *Douaire*, 230 et suiv. Lamoignon, *Douaire.*, art. 42.

1459. Elle n'est tenue que des réparations d'entre-

tien ; les grosses demeurent à la charge du propriétaire, à moins qu'elles n'aient été occasionnées par la faute ou la négligence de la douairière.

Paris, 262. Pocquet, règle 23, p. 228. Loysel, *Douaire*, règle 18. 2 Prevost de la Jannès, 136, 138. Lacombe, vo. *Douaire*, No. 45. Pothier, *Do.*, 237. Lamoignon, *Do.*, art. 45, Code Civil B. C., arts. 468, 469.

1460. La femme douairière, comme tout autre usufruitier, prend les choses sujettes au douaire dans l'état où elles se trouvent lors de l'ouverture.

Il en est de même des enfants douairiers quant à la propriété, dans le cas où l'usufruit de la femme n'a pas lieu.

S'ils ne la prennent qu'après l'usufruit expiré, ou si alors il n'y a pas d'enfants douairiers, la succession de la femme est tenue, au premier cas envers les donairiers, et au second cas envers les héritiers du mari, d'après les règles qui concernent la jouissance et les obligations de l'usufruitier à titre particulier.

ff. L. 65, *de usufructu ;* L. 12, *de usu et usufructu.* 2 Prevost de la Jannès, 138. 2 Argou, 202. Lacombe, *Douaire*, sec. 5, p. 239, 244. Guyot, Rép., vo. *Usufruit*, p. 393. Merlin, *Do.*, § 2, No, 2. Code Civil B. C., arts. 455 à 476.

1461. Si néanmoins, pendant le mariage, des augmentations notables ont été faites à la chose, la femme n'en profite qu'en rapportant la plus-value, si son douaire est en propriété, et l'intérêt de cette plus-value, s'il est en usufruit.

Elle a droit toutefois de demander que ces augmentations soient enlevées, si elles peuvent l'être avec avantage et sans détérioration à la chose.

Si elles ne peuvent être ainsi enlevées, la femme peut, aux fins du rapport, obtenir la licitation.

Les enfants douairiers qui prennent la propriété sans que la mère ait eu l'usufruit, sont dans la même position qu'elle quant aux augmentations.

Si, pendant le mariage, des détériorations ont eu lieu sur la chose affectée au douaire, au profit du mari ou de la communauté, il est dû récompense à la femme ou aux enfants qui se portent douairiers.

Lebrun, *Suc.*, p. 383. Renusson, *Douaire*, 30-1. 3

Gr. Cout., 906. Duplessis, *Douaire*, 249. Lemaistre, *Douaire*, 307. Pothier, *Douaire*, 238-9. 7 Nouv. Den., 199. Lamoignon, *Douaire*, arts. 11, 12, 13. Code Civil B. C., arts. 384, 582.

1462. Le douaire de la femme s'éteint comme tout autre usufruit, par les causes énumérées en l'article 479.

2 Prevost de la Jannès, 140. Pothier, *Douaire*, 247, 248, 249, 253, 254, 255.

1463. La femme peut être privée de son douaire pour cause d'adultère ou de désertion.

Dans l'un comme dans l'autre cas, il faut que le mari se soit plaint de son vivant, sans qu'il y ait eu depuis réconciliation; les héritiers ne peuvent que continuer, en ces cas, l'action commencée et non abandonnée.

2 Prevost de la Jannès, 141. Pocquet, règles 29, 30, 31. Loysel, *Douaire*, règle 39. Coquille, quest. 147. Pothier, *Douaire*, 256 et suiv. Lamoignon, *Do.*, arts. 47, 48, 49. Code Civil B. C., arts. 187, 211. 1 Revue de Lég., 450.

1464. La femme peut aussi être déclarée déchue de son douaire pour l'abus qu'elle fait de sa jouissance dans les circonstances et sous les modifications énoncées en l'article 480.

Renusson, *Douaire*, c. 12, Nos. 21, 22. Pocquet, règle 28, p. 228. Pothier, *Douaire*, 262, 363. Code Civil B. C., art. 480.

1465. Si la femme est déclarée déchue de son usufruit pour quelques-unes des causes énoncées ci-dessus ou si, après que le douaire est ouvert, elle y renonce purement et simplement, les enfants douairiers prennent la propriété à compter de la renonciation, ou de la déchéance, si elle a lieu après l'ouverture.

Lamoignon, *Douaire*, art. 65.

SECTION III.

DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AU DOUAIRE DES ENFANTS.

1466. Les enfants auxquels le douaire est dû sont ceux issus du mariage pour lequel il a été constitué.

Sont réputés tels ceux qui, quoique nés des époux avant le mariage, ont été légitimés par son effet; ceux qui, conçus lors du décès du père, sont nés depuis,

aussi les petits-enfants dont le père, venant du mariage, est décédé avant l'ouverture du douaire.

Les enfants habiles à succéder à leur père, lors de son décès, sont les seuls qui ont le droit de prétendre au douaire.

Pothier, *Douaire*, 344 et suiv., 392. Lamoignon, *Do.*, arts. 56, 63. 12 Pand. Franç., 374.

1467. L'enfant qui se porte héritier de son père, même par bénéfice d'inventaire, ne peut prendre part au douaire.

Paris, 250, 251, 254. 2 Laurière, 266 et suiv. Pothier, *Douaire*, 350. *Contrà*, 2 Argou, 143. 2 Prevost de la Jannès, 143. Pothier, *Douaire*, 351.

1468. Pour pouvoir se porter douairier, l'enfant est tenu de rapporter à la succession de son père tous les avantages qu'il en a reçus, en mariage ou autrement, ou [illegible]s prendre dans le douaire.

Paris, 252. 2 Laurière, 269. 2 Prevost de la Jannès, 144. 2 Argou, 145, 146. Pothier, *Douaire*, 352 et suiv. Lamoignon, *Douaire*, art. 62.

1469. Les enfants douairiers ne sont pas tenus de payer les dettes contractées par leur père depuis le mariage; quant à celles contractées avant, ils n'en peuvent être tenus qu'hypothécairement, avec recours sur les autres biens du mari.

Paris, 250. 2 Laurière, 262. 2 Argou, 255. Lamoignon, *Douaire*, art. 62.

1470. Le douaire préfix qui consiste dans une somme de deniers à une fois payer, est à toutes fins réputé mobilier.

Paris, 259. 2 Laurière, 284.

1471. Après l'ouverture du douaire et l'extinction de l'usufruit de la femme, les biens composant le douaire se partagent entre les enfants et petits-enfants y ayant droit, de même que si ces biens leur étaient échus par succession.

Les parts de ceux qui renoncent restent dans la succession et n'augmentent pas celles des autres enfants qui s'en tiennent au douaire.

Paris, 250. 2 Prevost de la Jannès, 143. 2 Argou, 141, 143, 144. Pothier, *Douaire*, 393, 394, 395. Lamoignon, art. 61. 12 Pand. Franç., 176.

TITRE CINQUIÈME.

DE LA VENTE.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1472. [La vente est un contrat par lequel une personne donne une chose à une autre, moyennant un prix en argent que la dernière s'oblige de payer.

Elle est parfaite par le seul consentement des parties quoique la chose ne soit pas encore livrée; sujette néanmoins aux dispositions contenues en l'article 1027, et aux règles spéciales concernant la cession des vaisseaux enregistrés.]

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 1, nos. 1, 2. Troplong, *Vente* nos. 4, 37 et suiv. 6 Marcadé, p. 142 et suiv. Code Civil B. C., arts. 1022, 1026, 1027. C. N. 1582, 1583.

1473. Le contrat de vente est assujetti aux règles générales concernant les contrats, les effets et l'extinction des obligations, énoncées dans le titre *Des Obligations*, à moins qu'il n'y soit pourvu autrement d'une manière spéciale dans ce code.

C. N. 1584.

1474. Lorsque des choses mobilières sont vendues au poids, au compte ou à la mesure, et non en bloc, la vente n'est parfaite que lorsqu'elles ont été pesées, comptées ou mesurées; mais l'acheteur peut en demander la délivrance ou des dommages-intérêts, suivant les circonstances.

ff L. 8, *De periculo et comm. rei venditæ.* L. 35, § *De contr. empt.* Pothier, *Vente,* no. 308. 6 Marcadé, 149. Troplong, *Vente,* nos. 86, 87. 14 Fenet, pp. 4, 2 85, 153, 182, 183. C. N. 1585.

1475. La vente d'une chose à l'essai est présumée faite sous une condition suspensive, lorsqu'il n'appert pas d'une intention contraire des parties.

ff L. 3, L. 34, § 5, *De contr. empt.* L. 31, § 32, *De ædilitio edicto.* Domat, liv. 1, tit. 2, *Du contrat de vente,* sec. no. 8. Pothier, *Vente,* nos, 264-5-6. Marcadé, vol. 6, 156. Troplong, *Vente,* nos. 106, 107. C. N. 1588.

1476. La simple promesse de vente n'équivaut pas à vente; mais le créancier peut demander que le débiteur lui passe un titre de vente suivant les conditions de la promesse, et qu'à défaut par lui de ce faire, le jugement équivaille à tel titre et en ait tous les effets légaux; ou bien il peut recouvrer des dommages-intérêts suivant les dispositions contenues au titre *Des Obligations.*

Pothier, *Vente*, 479. Bardet, *Arrêt* 2 mars 1627. Journal des Aud., *Arrêt* 28 mai 1658. Perrault *vs.* Arcand, 4 Décis. des Tribunaux B. C., p. 449. C. N. 1589.

1477. Si la promesse de vente est accompagnée d'arrhes, chacun des contractants est maître de s'en départir, celui qui les a données en les perdant, et celui qui les a reçues en payant le double.

Pothier, *Vente*, 500 et suiv. C. L. 2438. C. Cant. Vaud, 1122. C. N. 1590.

1478. La promesse de vente avec tradition et possession actuelle équivaut à vente.

Kerr et Livingston, 1 Décis. des Trib. B. C., p. 275. Gosselin et le Grand Tronc, 9 Décis. des Trib. B. C., p. 315. Patton et Gosselin, 23 mai 1856.

1479. Les frais d'actes et autres accessoires à la vente sont à la charge de l'acheteur, à moins d'une stipulation contraire.

C. L. 2441. C. C. Vaud, 1123. C. N. 1593.

1480. Les articles de ce titre, en autant qu'ils affectent les droits des tiers, sont sujets aux modifications et restrictions spéciales contenues au titre *De l'Enregistrement des Droits Réels.*

1481. Les cabaretiers et autres qui vendent des liqueurs enivrantes pour être bues sur le lieu, à d'autres que des voyageurs, n'ont pas d'action pour le prix de ces liqueurs.

Cout. de Paris, art. 128. Guyot, *Rép.*, vo. *Cabaretier*, p. 575. Cout. d'Orl., art. 267. N. Denisart, vo. *Cabaret*, no. 16; vo. *Aubergiste*, no. 4.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA CAPACITÉ D'ACHETER OU DE VENDRE.

1482. La capacité d'acheter ou de vendre est déterminee par les règles générales concernant la capacité de contracter contenues dans le premier chapitre du titre *Des Obligations*.

C. N. 1594.

1483. Le contrat de vente ne peut avoir lieu entre le mari et la femme.

Pothier, *Don. entre mari et femme*, no. 78. Dumoulin, sur l'art. 156. C. P. no. 5. 12 Toullier, no. 41, p. 62. 6 Marcadé, sur l'art. 1595, p. 185. C. C. Vaud, 1125. C. P. C. art. 282. 2 Pigeau, 197. C. N. 1595.

1484. Ne peuvent se rendre acquéreurs, ni par eux-mêmes ni par parties interposées, les personnes suivantes, savoir :

Les tuteurs et curateurs, des biens de ceux dont ils ont la tutelle ou la curatelle, excepté dans le cas de vente par autorité judiciaire ;

Les mandataires, des biens qu'ils sont chargés de vendre ;

Les administrateurs ou syndics, des biens qui leur sont confiés, soit que ces biens appartiennent à des corps publics ou à des particuliers ;

Les officiers publics, des biens nationaux dont la vente se fait par leur ministère.

L'incapacité énoncée dans cet article ne peut être invoquee par l'acheteur : elle n'existe qu'en faveur du propriétaire ou autre partie ayant un intérêt dans la chose vendue.

ff L. 34, § 7 ; L. 46, *De contr. empt.* Cod., L. 5, *De contr. empt.* Lamoignon, *arrêt.*, tit. 4, art. 96 ; tit. 22, art 27, p. 143. Ord. 1524, art. 23. Ord. Orl., art. 54. Ord. 1629, art 94. Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 8, *introd.*, § et nos. 1, 2. Pothier, *Vente*, 13. 6 Marcadé, 190 à 193. 1 Troplong, *Vente*, nos. 187 et suiv. C. L. 2421, 2422. C. C. Vaud, 1126, 1127. C. N. 1596, 1597.

1485. Les juges, les avocats et procureurs, les greffiers, shérifs, huissiers et autres officiers attachés aux tribunaux ne peuvent devenir acquéreurs des droits

litigieux qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CHOSES QUI PEUVENT ÊTRE VENDUES.

1486. Peut être vendue toute chose qui n'est pas hors du commerce, soit par sa nature ou sa destination, soit par une disposition spéciale de la loi.

Code Civil B. C., Titre des Oblig., ch. 5. Pothier, *Vente*, 10, 11. C. N. 1598.

1487. [La vente de la chose qui n'appartient pas au vendeur est nulle, sauf les exceptions contenues dans les trois articles qui suivent. L'acheteur peut recouvrer des dommages-intérêts du vendeur, s'il ignorait que la chose n'appartenait pas à ce dernier.]

1 Troplong, *Vente*, Nos. 230, 231, 236, 6 Marcadé, p. 208, sur l'art. 1599. Cadrès, pp. 196-7. C. L. 2427. C. C. Vaud, 1130. C. N. 1599.

1488. [La vente est valide s'il s'agit d'une affaire commerciale, ou si le vendeur devient ensuite propriétaire de la chose.]

Troplong, *Vente*, No. 236. 6 Marcadé, p. 208. Cadrès, *loc. cit.*

1489. Si une chose perdue ou volée est achetée de bonne foi dans une foire, marché, ou à une vente publique, ou d'un commerçant trafiquant en semblables matières, le propriétaire ne peut la revendiquer sans rembourser à l'acheteur le prix qu'il en a payé.

C. N. 2280. Lamoignon, *arrêtés*, tit. 21, art. 96. Pothier, *Cheptels*, Nos. 45, 48, 50. Troplong, *Vente*, No. 42. Merlin, *Rép.*, vo. *Vol.*, sec. 4, § 1. No. 2. C. C. Vaud, 1682. Code Civil B. C., art. 2268.

1490. Si la chose perdue ou volée a été vendue sous l'autorité de la loi, elle ne peut être revendiquée.

S. R. B. C., c. 66. C. L. 3474.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES OBLIGATIONS DU VENDEUR.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1491. Les principales obligations du vendeur sont 1. la délivrance, et 2. la garantie de la chose vendue

Pothier, *Vente*, 41, 42. C. N. 1603.

SECTION II.

DE LA DÉLIVRANCE.

1492. La délivrance est la translation de la chos vendue en la puissance et possession de l'acheteur.

Domat, *liv*. 1, tit. 2, sec. 2, No. 5, C. N. 1604.

1493. [L'obligation de délivrer est remplie de la par du vendeur, lorsqu'il met l'acheteur en possession ac tuelle de la chose, ou consent qu'il en prenne possession tous obstacles en étant écartés,]

6 Marcadé, pp, 221-2. 5 Boileux, 643. 1 Troplong *Vente*, Nos. 675-6-7-8. C. L. 2455. C. C. Vaud, 1136.

1494. La délivrance des choses incorporelles se fai ou par la remise des titres, ou par l'usage que l'acqu reur en fait du consentement du vendeur.

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 2, No. 7. Pothier, *Vente*, N 316. C. L. 2547. C. N. 1607. Code Civil B. C., art. 156

1495. Les frais de la délivrance sont à la charge d vendeur, et ceux de l'enlèvement à la charge de l'ach teur, s'il n'y a stipulation contraire.

Pothier, *Vente*, Nos. 42 et suiv. C. L. 2459. C. 1608.

1496. Le vendeur n'est pas tenu de délivrer la chos si l'acheteur n'en paie pas le prix, à moins que vendeur ne lui ait accordé un délai pour le paiement.

ff L. 13, § 8, *De act. empti*. Domat, liv. 1, tit, 2, se 3, No. 8. Pothier, *Vente*, 50, 63, 65. C. L. 2463. C. 1612.

1497. Le vendeur n'est pas non plus obligé à la d livrance quand même il aurait accordé un délai pour

paiement, si depuis la vente l'acheteur est devenu insolvable, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix ; à moins que l'acheteur ne lui donne caution de payer au terme.

Pothier, *Vente*, 67. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 2, No. 22. C. L. 2464. C. N. 1613.

1498. La chose doit être délivrée en l'état où elle se trouve au moment de la vente, sujette aux règles concernant la détérioration, contenues au titre *Des Obligations*.

A compter du moment de la vente, tous les fruits de la chose appartiennent à l'acheteur.

Autorités sous l'art. 1150 du Code Civil B. C. Pothier, *Vente*, No. 47 ; *Bail à rente*, No. 48. C. L. 2465. C. C. Vaud, 1145. C. N. 1614.

1499. L'obligation de délivrer la chose comprend ses accessoires et tout ce qui a été destiné à son usage perpétuel.

ff L. 17, § 7, *De act. empti*. Pothier, *Vente*, 47 ; *Intr. générale aux Cout.*, 47, 48. Code Civil B. C., art. 1024. C. L. 2466. C. N. 1615.

1500. Le vendeur est tenu de délivrer la contenance telle qu'elle est portée au contrat, sous les modifications ci-après exprimées.

ff L. 51, *De contr. empt.* L. 7, § 1, *De periculo et com. rei vend.* Pothier, *Vente*, 250-1-2. C. N. 1616.

1501. [Si un immeuble est vendu avec indication de sa contenance superficielle, quels qu'en soient les termes, soit à tant la mesure, ou moyennant un seul prix pour le tout, le vendeur est obligé de délivrer toute la quantité spécifiée au contrat ; si cette délivrance n'est pas possible, l'acheteur peut obtenir une diminution du prix, suivant la valeur de la quantité qui n'est pas délivrée.

Si la contenance superficielle excède la quantité spécifiée, l'acheteur doit payer pour tel excédant ; ou il peut, à son choix, le remettre au vendeur.]

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 11, No. 15. Pothier, *Vente*, [illegible]0-8. C. N. 1617. Voët, *ad pandect. De contr. empt.* [illegible]. 7. Pothier, *Vente*, 254-5. Merlin, *Rép.*, vo. *Vente*, § [illegible] No. 10. 6 Marcadé, p. 235. 1 Troplong, *Vente*, No. [illegible]6, note 2. C. N. 1618. Pothier, *Vente*, 254. 1 Bour-

jon, p. 482. 2 Henrys, p. 548, liv. 4, ch. 6, quest. 8; Nos. 1, 2. 1 Despeisses, p. 46, No. 15. Lapeyrère, lettr G, No. 6. 13 Pand. Franç., p. 81. 1 Troplong, *Vente* Nos. 338 et suiv. 5 Boileux, p. 655, note 2. C. N. 1619

1502. [Dans l'un et l'autre des cas exprimés dan l'article qui précède, si le déficit ou l'excédant de quan tité est si considérable eu égard à la quantité spécifiée qu'il y ait à présumer que l'acheteur n'aurait pas achet s'il l'avait su, il peut se désister de la vente et recouvre du vendeur le prix, s'il a été payé, et les frais du con trat, sans préjudice dans tous les cas à son recours e dommages-intérêts.]

16 Duranton, No. 223. 3 Delv., p. 138, note. 1 Du vergier, No. 286. 4 Zachariæ, p. 289, Nos. 29, 30. Marcadé, p. 236. Code Civil B. C., titre des Oblig., ch. C. N. 1618, 1619, 1620. *Contrà,* Troplong, *Vente*, No 330, 331.

1503. [Les règles contenues dans les deux dernie articles ne s'appliquent pas lorsqu'il est évident, par description de l'héritage et les termes du contrat, que vente est faite d'une chose certaine et déterminée, sa égard à la contenance, soit que cette contenance so mentionnée ou non.]

1504. L'action en supplément de prix, de la part vendeur, et celle en diminution de prix, ou en rescisi du contrat, de la part de l'acheteur, sont sujettes a règles générales de la prescription.

C. N. 1622.

1405. S'il a été vendu deux fonds par le mê contrat, et pour un seul et même prix, avec désignati de la mesure de chacun, et qu'il se trouve moins de co tenance en l'un et plus dans l'autre, on fait compensati jusqu'à due concurrence, et l'action du vendeur et l'acheteur est modifiée en conséquence.

ff L. 42, *De contr. empt.* Pothier, *Vente*, 256. C. 1623.

SECTION III.

DE LA GARANTIE.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1506. La garantie que le vendeur doit à l'acquére est ou légale ou conventionnelle. Elle a deux objets

1. L'éviction de la chose en tout ou en partie ;
2. Les défauts cachés de la chose.

ff L. 3. *De act. empt.* L. 21 : L. 38, *De œdilitio edicto.* Pothier, *Vente,* 81, 82, 181, 202. C. L. 2450, 2451. C. N. 1625.

1507. La garantie légale est suppléée de droit sans stipulation dans le contrat de vente.

Les parties peuvent néanmoins, par des conventions particulières, ajouter aux obligations de la garantie légale, en diminuer les effets, ou l'exclure entièrement.

ff L. 21, *De œdil. edicto.* Pothier, *Vente,* Nos. 202, 210, 229, 230. Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 10, Nos. 6, 7. C. N. 1627.

§ 1. *De la garantie contre l'éviction.*

1508. Le vendeur est obligé de droit à garantir l'acheteur de l'éviction de la totalité ou de partie de la chose vendue, à raison de quelque acte du vendeur, ou de quelque droit existant au temps de la vente, et aussi à raison des charges non déclarées ni apparentes au temps de la vente.

ff L. 1, *De evictione.* L. 11, §§ 8, 11, *De act. empti.* Cod., L. 6, *De eviction.* Pothier, *Vente,* Nos. 86, 200. Domat, loc. cit., Nos. 2, 3, 5. Guyot, *Rep.*, vo. *Garantie,* 726. 6 Marcadé, p. 252, sec. 2. C. N. 1626.

1509. Quoiqu'il soit stipulé que le vendeur n'est soumis à aucune garantie, il demeure cependant obligé à la garantie de ses faits personnels. Toute convention contraire est nulle.

Pothier, *Vente,* 183-4. Domat, loc. cit., No. 8. C. N. 1628.

1510. Dans le même cas de stipulation de non garantie, le vendeur, au cas d'éviction, est tenu à la restitution du prix de la chose vendue, à moins que l'acheteur n'ait connu, lors de la vente, le danger de l'éviction, ou qu'il n'ait acheté à ses risques et périls.

ff L. 11, § 18, *De action. empti.* Pothier, *Vente,* 185-6. C. N. 1629.

1511. Soit que la garantie soit légale ou conventionnelle, l'acheteur, au cas d'éviction, a droit de réclamer du vendeur :

1. La restitution du prix ;

2. Celle des fruits, lorsqu'il est obligé de les rendre à la personne qui l'évince;

3. Les frais faits tant sur la demande en garanti contre le vendeur que sur la demande originaire;

4. Les dommages, les intérêts et les frais du contrat

Sauf, néanmoins, les dispositions contenues dans l'ar ticle qui suit.

ff L. 60; L. 70, *De evict.* Pothier, *Vente*, 118, 123 128, 130. Domat, loc. cit., Nos. 12, 13. C. N. 1630.

1512. Dans le cas de garantie, si l'acheteur avai connaissance, lors du contrat, des causes d'éviction, e qu'il n'y ait eu aucune stipulation à cet égard, il ne peu alors réclamer que le prix de la chose vendue.

Pothier, *Vente*, Nos. 187-8-9, 190, et les autorités citée par lui. 2 Delvincourt, p. 154.

1513. Le vendeur est obligé de restituer la totalit du prix de la chose vendue, lors même qu'à l'époque d l'éviction la chose se trouve diminuée de valeur ou dété riorée, soit par la négligence de l'acheteur ou par ca fortuit; à moins que l'acheteur n'ait tiré profit des dégra dations par lui faites, auquel cas le vendeur a droit d déduire sur le prix une somme égale à ce profit.

ff L. 43, *De act. empti.* Dumoulin, *Tractatus De e quod interest*, Nos. 68, 69. Pothier, *Vente*, 69, 118. Troplong, *Vente*, No. 488. C. N. 1631, 1632. *Contrà* Domat, *loc. cit.*, No. 14.

1514. Si la chose vendue se trouve augmentée d valeur lors de l'éviction, indépendamment même du fa de l'acheteur, le vendeur est obligé de lui payer ce qu'ell vaut au-dessus du prix de la vente.

ff L. 66, § 3, *De evict.* Cod., L. 9; L. 16; L. 45, *D evict.* Domat, *loc. cit.*, Nos. 15, 16. Pothier, *Vente*, 7 132. C. N. 1633.

1515. Le vendeur est tenu de rembourser ou d faire rembourser à l'acheteur toutes les réparations améliorations utiles qu'il a faites sur la chose vendu suivant leur valeur.

Pothier, *Vente*, 134. Troplong, *Vente*, 510. C. N. 163 *Contrà*, Domat, *loc. cit.*, Nos. 17, 18.

1516. Si le vendeur a vendu de mauvaise foi la pr priété d'autrui, il est obligé de rembourser à l'achete toutes les dépenses que ce dernier y a faites.

ff L. 45, § 1, *in fine*. *De act. empti*. Domat, *loc. cit.*, No. 19. Pothier, *Vente*, 137. C. N. 1635. Code Civil B.C., art. 417.

1517. Si l'acheteur n'est évincé que d'une partie de la chose ou de deux ou plusieurs choses vendues en bloc, et que cette partie soit néanmoins de telle conséquence relativement au tout qu'il n'eût point acheté sans cette partie, il peut faire rescinder la vente.

ff L. 1, *De evict*. Pothier, *Vente*, 144. C. L. 2487. C. N. 1636.

1518. Si, dans le cas d'éviction de partie de la chose, ou des choses vendues en bloc, la vente n'est pas rescindée, l'acheteur a droit de réclamer du vendeur la valeur de la partie dont il est évincé proportionnellement au prix total, et aussi les dommages-intérêts à être évalués suivant l'accroissement de valeur de la chose à l'époque de l'éviction.

ff L. 13, *De evict*. Dumoulin, *Tract. De eo quod interest*. Nos. 67-8-9. Pothier, *Vente*, 142, 143. 1 Troplong, *Vente*, No. 517. 16 Duranton, No. 300. 3 Delvincourt, 149, note. C. N. 1637.

1519. [Si l'héritage vendu se trouve grevé, sans qu'il en ait été fait déclaration, de servitudes non apparentes, et qu'elles soient de telle importance qu'il y ait lieu de présumer que l'acheteur n'aurait pas acheté s'il en avait été instruit, il peut demander l'annulation de la vente ou une indemnité à son choix, et dans l'un et l'autre cas, il peut intenter son action aussitôt qu'il est informé de l'existence de la servitude.]

1520. La garantie pour cause d'éviction cesse lorsque l'acheteur n'appelle pas en garantie son vendeur dans les délais prescrits au Code de Procédure Civile, si celui-ci prouve qu'il existait des moyens suffisants pour faire rejeter la demande en éviction.

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 10, Nos. 21, 22. Pothier, *Vente*, Nos. 108-9. C. N. 1640.

1521. L'acheteur peut se prévaloir de l'obligation de garantie lorsque, sans l'intervention d'un jugement, il délaisse la chose vendue ou admet les charges sur cette chose, s'il établit que ce délaissement ou cette

admission est faite à raison d'un droit qui existait a
temps de la vente.

Pothier, *Vente*, 94, 95.

§ 2. *De la garantie des défauts cachés.*

1522. Le vendeur est tenu de garantir l'acheteur raison des défauts cachés de la chose vendue et de se accessoires, qui la rendent impropre à l'usage auquel o la destine, ou qui diminuent tellement son utilité qu l'acquéreur ne l'aurait pas achetée, ou n'en aurait pa donné si haut prix, s'il les avait connus.

ff L. 1, § 1, *De ædil. edicto.* Domat, liv. 1, tit. 2, sec 11, Nos. 1, 3. Pothier, *Vente*, Nos. 202, 203, 232. Merlin *Rép.*, *vo. Garantie*, § 8, No. 2. C. N. 1641.

1523. Le vendeur n'est pas tenu des vices apparent et dont l'acheteur a pu lui-même connaître l'existence.

ff L. 48, § 4, *De ædil. edicto.* Domat, *loc. cit.* et Nos 10, 11. Pothier, *Vente*, 207-9. C. N. 1642.

1524. Le vendeur est tenu des vices cachés, quan même il ne les aurait pas connus, à moins qu'il n'a stipulé qu'il ne serait obligé à aucune garantie.

ff L. 1, § 2, *De ædil. edicto.* Domat, *loc. cit.*, No. Pothier, *Vente*, No. 210. C. N. 1643.

1525. Lorsque plusieurs choses principales son vendues ensemble comme un tout, de manière qu l'acquéreur n'en aurait pas acheté une sans les autre les défauts cachés de l'une lui donnent droit de deman der l'annulation de la vente pour le tout.

ff L. 34, § 1 ; L. 35 ; L. 38, *De ædil. edicto.* Pothier *Vente*, 227-8. Domat, *loc. cit.*, No. 16. C. L. 2518.

1526. L'acheteur a le choix de rendre la chose et d se faire restituer le prix, ou de garder la chose et se fair rendre une partie du prix suivant évaluation.

ff L. 21 ; L. 23, § 7, *loc. cit.* Domat, *loc. cit.* No. Pothier, *Vente*, 202, 217, 232. C. N. 1644.

1527. Si le vendeur connaissait les vices de l chose, il est tenu, outre la restitution du prix, de tou les dommages-intérêts soufferts par l'acheteur.

Il est tenu de la même manière dans tous les cas o il est légalement présumé connaître les vices de la chos

ff L. 13, *De action. empti.* Domat, *loc. cit.*, No. 7. Po thier, *Vente*, 213-3 ; *Obl.*, 163. C. N. 1645.

1528. Si le vendeur ignorait les vices de la chose, ou n'est pas légalement présumé les avoir connus, il n'est tenu envers l'acheteur qu'au remboursement du prix et des frais occasionnés par la vente.

ff L. 1, § 1, *De act. empti*. Domat, *loc. cit.*, No. 6. Pothier, *loc. cit.* C. N. 1646.

1529. Si la chose périt par suite de vices cachés qui existaient lors de la vente, la perte tombe sur le vendeur qui est tenu envers l'acheteur à la restitution du prix et aux autres dédommagements, tel que réglé dans les deux articles qui précèdent.

Si elle périt par la faute de l'acheteur, ou par cas fortuit, l'acheteur doit en deduire la valeur dans l'état où elle se trouvait lors de la perte, sur sa réclamation contre le vendeur.

ff L. 31, § 11; L. 47, § 1, *De ædil. edicto*. Pothier, *Vente*, 220-1. Domat, *loc. cit.*, No. 9. 3 Delvincourt, p. 152, No. 9. 16 Duranton, No. 326. 1 Duvergier, No. 414. 4 Zachariæ, p. 304, No. 11. 6 Marcadé, p. 285. 2 Troplong, *Vente*, No. 568, p. 30. C. N. 1647.

1530. L'action rédhibitoire résultant de l'obligation de garantie à raison des vices cachés, doit être intentée avec diligence raisonnable, suivant la nature du vice et suivant l'usage du lieu où la vente s'est faite.

Pothier, *Vente*, 231. Domat, *loc. cit.*, No. 18. C. N. 1648.

1531. L'obligation de garantie à raison des vices cachés n'a pas lieu dans les ventes sur exécution forcée.

ff L. 1, § 3, *De ædil. edicto*. Domat, *loc. cit.*, No. 17. C. N. 1649.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES OBLIGATIONS DE L'ACHETEUR.

1532. La principale obligation de l'acheteur est de payer le prix de la chose vendue.

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 3, No. 1. Pothier, *Vente*, 278. C. N. 1650.

1533. Si le temps et le lieu du paiement ne sont pas fixés par la convention, l'acheteur doit payer au temps et au lieu de la livraison de la chose.

ff L. 41, § 1, *De verb. oblig.* L. 14, *De regulis juris*.

Domat, *loc. cit.*, No. 2. Pothier, *Vente,* 279. C. N. 165

1534. L'acheteur doit l'intérêt du prix de ven dans les cas suivants :

1. Dans le cas de convention spéciale, à compter d temps fixé par cette convention ;

2. Si la chose vendue est de nature à produire de fruits ou autres revenus, à compter du moment de l prise de possession ; mais si un terme est stipulé pour l paiement du prix, l'intérêt n'est dû qu'à compter de l'é chéance de ce terme ;

3. Si la chose n'est pas de nature à produire des fruit ou revenus, à compter de la mise en demeure.

ff L. 13, § 20, 21, *De act. empti.* Pothier, *Vente,* 28 4-5-6. Domat, *loc. cit.*, No. 6. Code Civil B. C., art 1067, 1070, 1077. C. N. 1652.

1535. Si l'acheteur est troublé, ou a juste sujet d craindre d'être troublé par une action hypothécaire c en revendication, il peut différer le paiement du pri jusqu'à ce que le vendeur fasse cesser ce trouble, ou lu fournisse caution, à moins d'une stipulation contraire.

S. R. B. C., ch. 36, sec. 37. C. C. Vaud, 1185. C. I 2535. C. N. 1653.

1536. [Le vendeur d'un immeuble ne peut demande la résolution de la vente, faute par l'acheteur d'en paye le prix, à moins d'une stipulation spéciale à cet effet.]

ff Lib. 18, tit. 3, *de lege. com.* Cod., L. 8, *de cont empt. et vend.* ; L. 1 ; L. 3, *de pactis in. emp. et vend* Pothier, *Vente,* No. 458. 1 Despeisses, p. 48, No. 19. Troplong, *Vente,* No. 621, p. 96.

1537. [La stipulation et le droit de résolution d'un vente d'immeuble faute de paiement du prix, sont suje aux règles concernant le droit de réméré énoncées dan les articles 1547, 1548, 1549, 1550, 1551 et 1552.

Ce droit ne peut, en aucun cas, être exercé après l'ex piration de dix ans à compter du temps de la vente.]

Loyseau, *Déguerpissement,* liv. 6, ch. 3, No. 90. Troplong, *Vente,* No. 651. 2 Troplong, *Hypothèques,* N 466, p. 160.

1538. [Le jugement de résolution de la vente fau de paiement du prix est prononcé de suite, sans accord aucun délai ultérieur pour le paiement ; néanmoins, l'a cheteur peut payer le prix avec les intérêts et les fra

...e poursuite en tout temps avant que le jugement soit ...ononcé.]

Pothier, *Vente*, No. 459, 3e al., No. 461, 2e al.

1539. Le vendeur ne peut rentrer en possession de ... chose vendue, sur résolution de la vente faute de ...iement du prix, avant d'avoir remboursé à l'acheteur ...e qu'il a reçu de lui sur le prix, avec les frais de toutes ...s réparations nécessaires et des améliorations qui ont ...gmenté la valeur de la chose, et jusqu'à concurrence ...e cette valeur. Si ces améliorations sont de nature à ...re enlevées, il a le choix de les laisser enlever par l'a...cheteur.

Pothier, *Vente*, Nos. 469, 470.

1540. L'acheteur est tenu de restituer la chose avec ...s fruits et revenus qu'il en a perçus, ou telle partie de ...s fruits et revenus qui corresponde à la partie du prix ...i reste due.

Il est aussi tenu envers le vendeur de toutes les dété...riorations de la chose survenues par sa faute.

Pothier, *Vente*, Nos. 465, 466, 468.

1541. Le vendeur est censé avoir abandonné son ...oit de recouvrer le prix, lorsqu'il a porté sa demande ... résolution de la vente, faute de paiement.

ff L. 4, § 2, *de leg. com.* Pothier, *Vente*, No. 461. 1 ...espeisses, p. 73.

1542. [La demande du prix par une action ou autre ...océdé judiciaire ne prive pas le vendeur de son droit ...obtenir la résolution de la vente faute de paiement.]

1 Tropl., *Priv. et Hyp.*, No. 224 *bis*. 1 Duvergier, No. ...4 et suiv. Merlin, *Quest.*, *vo. Option*, § 1, No. 10. ...*p.*, *vo. Résolution*. 16 Duranton, No. 239. *Contrà*, ...L. 7, *dict. tit.* 1 Despeisses, p. 73, Nos. 3, 4. Pothier, ...*nte*, No. 462.

1543. Dans les ventes de meubles le droit de réso...tion faute de paiement du prix ne peut être exercé ...'autant que la chose reste en la possession de l'ache...ur, sans préjudice au droit de revendication du vendeur, ... que réglé au titre *Des Priviléges et Hypothèques*.

Cout. de Paris, 170. 1 Bourjon, p. 145, secs. 1, 2. Trop...g, *Vente*, p. 531, add. à l'art. 1654. Troplong, *Priv.* ...*Hyp.*, No. 395. C. C. V. 1187.

1544. Dans la vente de choses mobilières, l'acheteur

est tenu de les enlever au temps et au lieu où ils sont livrables. [Si le prix n'en a pas été payé, la résolution de la vente a lieu de plein droit en faveur du vendeur sans qu'il soit besoin d'une poursuite, après l'expiration du terme convenu pour l'enlèvement, et s'il n'y a pas de stipulation à cet égard, après que l'acheteur a été mi en demeure, en la manière portée au titre *Des Obligations ;*] sans préjudice au droit du vendeur de réclamer les dommages-intérêts.

2 Troplong, *Vente*, 677 et suiv. 1 Duvergier, 474. Zach., p. 305, notes 1, 2 ; p. 306, notes 3, 4. C. N. 1657. 6 Marc., p. 296. 16 Duranton, 87. Code Civil B. C. arts. 1067, 1068, 1069 et 1152.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE LA RÉSOLUTION ET DE L'ANNULATION DU CONTRAT DE VENTE.

1545. Outre les causes de résolution et d'annulation ci-dessus énoncées dans ce titre, et celles qui sont communes aux contrats, le contrat de vente peut être résolu par l'exercice de la faculté de réméré.

Domat, liv. 1, tit. 2, sec. 12, *Intr.* art. et No. 6. Pothier, *Vente*, Nos. 330, 385. C. N. 1658.

SECTION I.

DU DROIT DE RÉMÉRÉ.

1546. La faculté de réméré stipulée par le vendeur lui donne le droit de reprendre la chose en en restituant le prix et en remboursant à l'acheteur les frais de la vente, ceux des réparations nécessaires, et des améliorations qui ont augmenté la valeur de la chose jusqu'à concurrence de cette augmentation.

Le vendeur ne peut entrer en possession de la chose qu'après avoir satisfait à toutes ces obligations.

Domat, *loc. cit.*, No. 6. Pothier, *Vente*, 385, 411, 42 3-4-6. 2 Troplong, *Vente*, 762. 6 Marc., p. 307-8. C. N. 1659, 1673.

1547. Lorsque le vendeur rentre dans son héritage par la faculté de réméré, il le reprend exempt de toutes les charges dont l'acheteur a pu le grever.

Domat, *loc. cit.*, no. 7. Pothier, *Vente*, 430. C. N. 1673.

1548. [La faculté de réméré ne peut être stipulée pour un terme excédant dix ans. Si elle est stipulée pour un plus long terme, elle est réduite à dix ans.]

C. L. 2546. C. N. 1660.

1549. [Le terme stipulé est de rigueur. Il ne peut être prolongé par le tribunal.]

C. L. 2547. C. N. 1661.

1550. [Faute par le vendeur d'avoir exercé son action de réméré dans le terme prescrit, l'acheteur demeure propriétaire irrévocable de la chose vendue.]

C. L. 2548. C. N. 1662.

1551. [Le délai court contre toutes personnes, même contre les mineurs et autres déclarés incapables par la loi, sauf tel recours auquel ils peuvent avoir droit.]

C. L. 2549. C. N. 1663.

1552. Le vendeur d'immeubles peut exercer cette faculté de réméré contre un second acquéreur, quand même elle n'aurait pas été déclarée dans la seconde vente.

Pothier, *Vente*, 396-8, 428. Tropl., *Vente*, 728-9. C. N. 1664.

1553. L'acheteur d'une chose sujette à la faculté de réméré exerce tous les droits qu'avait le vendeur dans la chose. Il peut prescrire aussi bien contre le vrai propriétaire que contre ceux qui ont des droits ou hypothèques sur la chose vendue.

Pothier, *Vente*, 385, 402 *in fine*. C. L. 2551. C. N. 1665.

1554. Il peut opposer le bénéfice de discussion aux créanciers de son vendeur.

C. L. 2552. C. N. 1666.

1555. Si l'acheteur d'une partie indivise d'un héritage sujet au droit de réméré se rend ensuite acquéreur de la totalité, sur une licitation provoquée contre lui, et que ce droit ne soit pas purgé, il peut obliger le vendeur qui veut l'exercer de retirer l'héritage en entier.

2 Tropl., *Vente*, 744-5. 6 Marc., p. 304. 16 Duranton, No. 413. S. R. B. C., c. 48, s. 5. C. N. 1667.

1556. Si plusieurs ont vendu conjointement et par un seul contrat, un héritage commun entre eux, avec

faculté de réméré, chacun d'eux ne peut exercer cet faculté que pour la part qu'il y avait.

Dumoulin, *Tract. de divid. et indiv.*, No. 582 et sui Pothier, *Vente*, 397. 2 Tropl., *Vente*, 746 et suiv. Co Civil B. C., *Oblig.*, c. 7, sec. 5. C. N. 1668.

1557. La règle contenue en l'article précédent également lieu, si le vendeur d'un immeuble laisse pl sieurs héritiers : chacun d'eux ne peut exercer le droit réméré que pour la part qu'il a dans la succession vendeur.

Dumoulin, Pothier, Tropl., *locis citatis*. C. N. 166

1558. Dans le cas des deux articles précédents, l cheteur peut, à son gré, exiger que le covendeur ou cohéritier reprenne la totalité de l'immeuble vendu av droit de réméré, et à défaut par lui de ce faire, il pe faire renvoyer la demande de tel covendeur ou cohérit pour une portion seulement de l'immeuble.

Dum., Poth., Tropl., *locis cit*. C. N. 1670.

1559. Si la vente d'un héritage appartenant à p sieurs n'a pas été faite conjointement de tout l'hérita ensemble, mais par chacun d'eux de sa part seuleme chacun peut exercer séparément la faculté de rém pour la part qui lui appartenait, et l'acheteur ne p l'obliger à reprendre le tout.

Pothier, *Vente*, 396. Troplong, *Vente*, 754, 755. Marcadé, p. 306, et les auteurs cités par lui. C. N. 1

1560. Si un héritage a été vendu à plusieurs ac teurs ou à un acheteur qui laisse plusieurs héritiers faculté de réméré ne peut être exercée contre chac d'eux que pour sa part ; mais s'il y a eu partage entre cohéritiers, la faculté de réméré peut être exercée p le tout contre celui d'entre eux auquel l'héritage échu.

Dum., Pothier, *loc. cit*. 2 Troplong, *Vente*, 756 et su et Dumoulin & Tiraqueau, cités par cet auteur. C 1672.

SECTION II.

DE LA RESCISION DE LA VENTE POUR CAUSE DE LÉSION

1561. Les règles concernant la rescision des cont

pour cause de lésion sont exposées au titre *Des Obligations*.

Code Civil B. C., art. 1012. C. No. 1674.

CHAPITRE SEPTIÈME.

DE LA LICITATION.

1562. Si une chose mobilière ou immobilière commune à plusieurs propriétaires ne peut être partagée convenablement et sans perte ; ou si, dans un partage fait de gré à gré de biens communs, il s'en trouve quelques-uns qu'aucun des copartageants ne puisse ou ne veuille prendre, la vente s'en fait publiquement au plus haut enchérisseur, et le prix en est partagé entre les copropriétaires.

Les étrangers sont admis à enchérir à telle vente.

Pothier, *Vente*, 515. S. R. B. C., c. 48, ss. 3, 5. Code Civil B. C., art. 300. C. N. 1686.

1563. Le mode et les formalités à observer pour la licitation sont expliqués au Code de Procédure Civile.

C. N. 1688.

CHAPITRE HUITIÈME.

DE LA VENTE AUX ENCHÈRES.

1564. Les ventes par encan ou enchères publiques sont ou forcées ou volontaires.

Les règles concernant les ventes forcées sont énoncées aux chapitres septième et onzième de ce titre et au Code de Procédure Civile.

1565. Nulle vente volontaire à l'encan de marchandises et effets ne peut être faite par une personne autre qu'un encanteur licencié, sauf les exceptions ci-après :

1. La vente d'effets appartenant à la Couronne, ou saisis par un officier public en vertu d'un jugement ou ordre d'un tribunal, ou confisqués ;

2. La vente des biens et effets d'une personne décédée, ou appartenant à une communauté de biens dissoute, ou à quelque église ;

3. La vente faite par des habitants, dans les campagnes, sans but commercial, de leur mobilier, grains, bestiaux et effets autres que des marchandises et fonds de commerce, soit qu'ils changent de résidence ou qu'ils dis-

posent de leur établissement d'une manière définitiv

4. Les ventes par encan pour taxes municipales e vertu du statut concernant les municipalités.

S. R. B. C., c. 5, ss. 1, 2, 7.

1566. La vente par encan, faite contrairement au dispositions contenues dans le dernier acticle ci-dessu n'est pas nulle ; elle soumet seulement les contrevenan aux pénalités imposées par la loi.

1567. L'adjudication d'une chose à une personne s son enchère, et l'entrée de son nom sur le livre de ve de l'encanteur, complètent la vente, et elle devient p priétaire de la chose aux conditions publiées par l' canteur, nonobstant la règle contenue en l'article 12 Le contrat, à dater de ce moment, est régi par les dis sitions applicables au contrat de vente.

Smith, *Merc. Law*, (*Edit.* 1859), pp, 496, 507. Chi *On C ntrats*, (*Am. Ed.* 1865), p. 308, note 2 ; p. 389, n 1. Kent's Com. (5*e Ed.*), 539, 540. 1 Sugden, V. et c. 3, s. 3, p. 130. C. L. 2586, 2587.

1568. Si l'acheteur ne paie pas le prix auque chose lui a été adjugée, conformément aux condition la vente, le vendeur peut, après en avoir donné avis fisant et selon l'usage, remettre la chose en vente à l chère, et si la revente de la chose rapporte un prix m dre que celui pour lequel elle avait été adjugée au mier acheteur, le vendeur a droit de répeter de lu différence ainsi que tous les frais de la vente. Mais revente rapporte un prix plus élevé, le premier ache n'en retire aucun profit au-delà des frais de la reve et il ne lui est pas permis d'y enchérir.

1 Chitty, *On Contracts*, (*Am. Edit.* 1865), p. 430, notes 4, *pour les cas cités*. 2 Kent's Com.. (5*e Edit*), p. Maxham & al, vs. Stafford, 5 *L. C. Jurist*, p. 105. ton vs. Perry, no. 2155, 24 Juillet, 1848, Montréal L. 2589, 2590. Anc. Den., Vo. *Folle Enchère*, no. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, no. 131, p. 258. Pothier, *civ.*, p. 254.

CHAPITRE NEUVIÈME.

DE LA VENTE DES VAISSEAUX ENREGISTRÉS.

1569. Ce qui concerne spécialement la vente

aisseaux et bâtiments enregistrés se trouve dans le atrième livre de ce Code, au titre *Des Bâtiments rchands*.

CHAPITRE DIXIÈME.

DE LA VENTE DES CRÉANCES ET AUTRES CHOSES INCORPORELLES.

SECTION I.

DE LA VENTE DES CRÉANCES ET DROITS D'ACTION.

1570. [La vente des créances et droits d'action ntre des tiers est parfaite entre le vendeur et l'acheur, par l'exécution du titre, s'il est authentique, ou sa élivrance, s'il est sous seing privé.]

C. N. 1689.

1571. L'acheteur n'a pas de possession utile à l'enntre des tiers, tant que l'acte de vente n'a pas été gnifié et qu'il n'en a pas été délivré copie au débiteur. l peut cependant être mis en possession par l'acceptation u transport que fait le débiteur: sauf les dispositions ntenues en l'article 2127.

Paris, 108. Pothier, *Obl.*, 502; *Vente*, 554. Lacombe, o. *Transport*, No. 17. 3 Maleville, p. 366. C. N. 1690.

1572. Si, avant la signification de l'acte par l'une s parties au débiteur, ce dernier paie au vendeur, il t libéré.

Pothier, *Vente*, 555. 2 Troplong, *Vente*, 901. C. N. 91.

1573. Les deux derniers articles qui précèdent ne ppliquent pas aux lettres de change, billets, chèques ou ndats sur banquier, payables à ordre ou au porteur, nt la cession ne requiert pas de signification; non s qu'aux *débentures* pour le paiement de sommes rgent; ni au transport des actions dans les fonds de mpagnies incorporées, qui est réglé par les actes d'inrporation ou les règlements respectifs de ces comgnies.

Les billets pour deniers ou pour la livraison de grains autres choses, payables à ordre ou au porteur, peunt être transportés par endossement ou délivrance,

sans signification, soit qu'ils soient faits d'une manière absolue ou sous condition.

1574. La vente d'une créance ou autre droit, en comprend les accessoires, tels que cautionnements, privilèges et hypothèques.

Code Civil B. C., arts. 1024 et 1498. C. N. 1692, 1615.

1575. Les arrérages d'intérêts accrus avant la vente ne sont pas compris comme accessoires de la dette.

Ancien Den., vo. *Accessoires*, No. 4. Guyot, *Rép.*, vo. *Accessoires*, p. 108. *Contrà*, Troplong, *Vente*, No. 915. 6 Duranton, No. 507. Duvergier, No. 221. 6 Marcadé, p. 634.

1576. Celui qui vend une créance ou autre droit, doit garantir qu'elle existe et lui est due, quoique la vente soit faite sans garantie: sauf, néanmoins, l'exception contenue en l'article 1510.

ff L. 6, *De evict.* Pothier, *Vente*, 559. Tropl., *Vente*, 931-5-6. Loyseau, *Garantie des rentes*, c. 3, No. 11, *in fine*. 1 Bourjon, 467, Nos. 19. 20. C. N. 1693.

1577. Lorsque le vendeur, par une simple clause de garantie, répond de la solvabilité du débiteur, cette garantie ne s'applique qu'à la solvabilité au temps de la vente et jusqu'à concurrence seulement du prix que l'acheteur a payé.

ff L. 74, *De evict.* Loyseau, *loc. cit.*, c. 7, Nos. 7, 8. Pothier, *Vente*, 570. 1 Bourjon, p. 467, Nos. 21 et suiv. Lamoignon, tit. 22, arts. 10 et suiv. 2 Tropl., *Vente*, 938 et suiv., 948. C. N. 1694, 1695.

1578. Les articles précédents de ce chapitre s'appliquent également aux transports de créances et droits d'action contre des tiers par contrats autres que celui de vente, excepté les donations auxquelles l'article 157 ne s'applique pas.

Lacombe, vo. *Eviction*, No. 26. Loyseau, *Rentes*, c. No. 14. Ricard, *Donations*, 1re part., No. 954.

SECTION II.

DE LA VENTE DES DROITS SUCCESSIFS.

1579. [Celui qui vend quelque droit successif sa

spécifier en détail les biens dont il se compose, n'est tenu de garantir que sa qualité d'héritier.]

C. N. 1696.

1580. Si le vendeur a reçu des fruits ou revenus de quelque fonds, ou le montant de quelque créance, ou vendu quelque chose formant partie de la succession, il est tenu de les rembourser à l'acquéreur, s'il ne les a expressément réservés.

ff L. 2, §§ 1, 3, *De hered. vend.* Cod., L. 5, *De hered. vend.* Pothier, *Vente,* Nos. 530, 531, 532, 534, 536, 537. 2 Tropl., 963. C. N. 1697.

1581. Outre les obligations communes aux contrats de vente, l'acheteur est tenu de rembourser au vendeur toutes les dettes et frais de la succession payés par ce dernier ; lui faire raison de tout ce que la succession lui doit, et acquitter toutes les dettes et obligations de la succession dont le vendeur peut être tenu ; à moins d'une stipulation contraire.

ff L. 2, §§ 16, 17, 18, *De hered. vend.* Pothier, *Vente,* 540-1-2, *Succes.,* c. 5, art. 2, § 2. 2 Tropl., *Vente,* 976-7. C. N. 1698.

SECTION III.

DE LA VENTE DES DROITS LITIGIEUX.

1582. Lorsqu'une vente de droits litigieux a lieu, celui de qui ils sont réclamés en est entièrement déchargé en remboursant à l'acheteur le prix de vente avec les frais et loyaux coûts et les intérêts sur le prix à compter du jour que le paiement en a été fait.

Cod., L. 22 ; L. 23 ; L. 24, *Mandati vel contrà.* Pothier, *Vente,* 590. N. Den., *Cession de droits litigieux.* 2 Tropl., *Vente,* 985. C. N. 1699.

1583. Un droit est réputé litigieux lorsqu'il est incertain, disputé ou disputable par le débiteur, soit que la demande en soit intentée en justice, ou qu'il y ait lieu de présumer qu'elle sera nécessaire.

Cod., L. 1, *in authent. de litigiosis.* Pothier, *Vente,* 583. N. Den., *loc. cit.* 2 Troplong, *Vente,* No. 986. 6 Marcadé, p. 351. *Contrà,* 2 Duvergier, No. 359, pp. 444-5. C. N. 1700.

1584. Les dispositions contenues en l'article 1582 ne s'appliquent pas :

1. Dans le cas où la vente a été faite à un cohéritier ou copropriétaire du droit vendu ;

2. Lorsqu'elle est faite à un créancier en paiement de ce qui lui est dû ;

3. Lorsqu'elle est faite au possesseur de l'héritage sujet au droit litigieux ;

4. Lorsqu'il a été rendu par le tribunal un jugement maintenant le droit en question ; ou lorsque le droit a été établi et que le litige est en état d'être jugé.

Cod., L. 22 ; L. 23 ; L. 24, *loc. cit.* Pothier, *Vente*, 593-7. Lebrun, *Succes.*, liv. 4, c. 2, sec. 5, No. 68. N. Den., *loc. cit.*, § 2, No. 4. 2 Tropl., *Vente*, 998-9, 1005 et suiv. 6 Marc., 355-6, No. 3. 2 Duvergier, 377-8. C. N. 1701.

CHAPITRE ONZIÈME.

DES VENTES FORCÉES ET DES CESSIONS RESSEMBLANT A LA VENTE.

SECTION I.

DES VENTES FORCÉES.

1585. Le créancier qui a obtenu jugement contre son debiteur peut faire saisir et vendre, pour satisfaire [illegible] tel jugement, les biens meubles et immeubles de son débiteur, à l'exception seulement des choses qui en sont exemptées spécialement par la loi ; sauf les règles et formalités prescrites au Code de Procédure Civile.

S. R. B. C., c. 85, ss. 1, 2, 3.

1586. Dans les ventes judiciaires sur exécution l'acheteur, au cas d'éviction, peut recouvrer du débiteur le prix qu'il a payé avec les intérêts et les frais du titre ; il peut aussi recouvrer ce prix avec intérêt des créanciers qui l'ont touché, sauf leur exception aux fins de discuter les biens du débiteur.

ff L. 74, § 1, *De evict.* 2 Pigeau, 254. 13 Duranton, No. 686. 16 *Ibid.*, No. 265. Voët *ad Pand.*, *De evict.*, No. 5. Pothier, *Procéd.*, p. 254. Tropl., *Vente*, 432, 5[illegible] 6 Marcadé, p. 256. C. L. 2599. Desjardins vs. La Banque du Peuple. 10 Decis. des Trib., p. 325.

1587. Le dernier article qui précède est sans préjudice au recours que l'adjudicataire peut avoir contre le créancier poursuivant à raison des informalités de la saisie ou de ce qu'elle a été faite d'une chose qui n'appartenait pas ostensiblement au débiteur.

1588. Les règles générales concernant l'effet des ventes judiciaires forcées, quant à l'extinction des hypothèques et des autres droits et charges, sont énoncées au titre *Des Priviléges et Hypothèques* et au Code de Procédure Civile.

1589. Dans le cas où des biens-fonds sont requis pour un objet d'utilité publique, le propriétaire peut être contraint de les vendre, ou en être exproprié sous l'autorité de la loi, en la manière et suivant les règles prescrites par des lois spéciales.

Pothier, *Vente*, 511-2-5-4. Ord. de 1303. Louet et Brodeau, lettre E, c. art. 1, 2. C. L. 2604 et suiv. S. R. B. C., c. 70, s. 26 et suiv., ss. 42, 43; c. 24, s. 50.

1590. Dans le cas de vente ou d'expropriation pour cause d'utilité publique, l'acquéreur de la propriété n'en peut être évincé. Les hypothèques et autres charges sont éteintes, sauf aux créanciers leur recours sur le prix et sans préjudice aux lois spéciales concernant cette matière.

Pothier, *Vente*, 513. S. R. B. C., *ib.*, sec. 43.

1591. Les règles concernant les formalités et la procédure en matière de ventes judiciaires ou autres ventes forcées, et sur expropriation, sont contenues dans le Code de Procédure Civile et dans les actes relatifs aux municipalités et compagnies incorporées; ces ventes et expropriations sont sujettes aux règles applicables généralement au contrat de vente, lorsque ces règles ne sont pas incompatibles avec les lois spéciales, ou quelque article de ce Code.

SECTION II.

DE LA DATION EN PAIEMENT.

1592. La dation d'une chose en paiement équivaut à vente et rend celui qui la donne ainsi sujet à la même garantie.

La dation en paiement n'est cependant parfaite que

par la délivrance de la chose. Elle est assujettie aux dispositions relatives à l'annulation des contrats et paiements contenues dans le titre *Des Obligations*.

Code Civil B. C., *Oblig.*, c. 2, s. 6. Cod., L. 4, *De evict.* Pothier, *Vente,* 600 et suiv., 604, 605. 1 Tropl., *Vente,* No. 7. 1 Duvergier, No. 45. Championnière et Rigaud, *Droits d'Enreg., vo. Dation.* 1 Pardessus, *Droit Com.,* No. 203. C. L. 2625 et suiv.

SECTION III.

DU BAIL A RENTE.

1593. L'aliénation d'immeubles à perpétuité par bail à rente équivaut à vente. Elle est soumise aux mêmes règles que le contrat de vente, en autant qu'elles peuvent y être applicables.

Pothier, *Bail à Rente,* ch. 1.

1594. La rente peut être payable en argent ou en effets. La nature de cette rente et les règles auxquelles elle est assujettie sont énoncées dans les articles relatifs aux rentes contenus dans le deuxième chapitre du titre premier du livre deuxième.

Pothier, *Bail à Rente,* No. 13. S. R. B. C., c. 51, sec. 5.

1595. L'obligation de payer la rente est une obligation personnelle. L'acheteur n'en est pas libéré par le déguerpissement de l'héritage, non plus que par la destruction de la propriété par cas fortuit ou force majeure.

S. R. B. C., c. 51.

TITRE SIXIÈME.

DE L'ÉCHANGE.

1596. L'échange est un contrat par lequel les parties se donnent respectivement une chose pour une autre.

[Il s'opère par le seul consentement, comme la vente.]

ff L. 1, *De contr. empt.* L. 1, § 1, 2, *De rerum permut* Pothier, *Vente,* 617, 621. C. N. 1702, 1703.

1597. Si l'une des parties, même après avoir reçu la chose qui lui est donnée en échange, prouve que l'autre n'en était pas propriétaire, elle ne peut être forcée à

livrer celle qu'elle a promise en contre-change, mais seulement à rendre celle qu'elle a reçue.

ff L. 1, § 1, 2, *De rerum permutatione.* Pothier, *Vente,* 621. C. N. 1704.

1598. La partie qui est évincée de la chose qu'elle a reçue en échange a le choix de réclamer des dommages-intérêts ou de répéter celle qu'elle a donnée.

ff *loc. cit.*, § 3, 4. Pothier, *Vente,* 623. C. N. 1705.

1599. Les règles contenues au titre *De la Vente* s'appliquent également à l'échange, lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec les articles du présent titre.

Pothier, *Vente,* 624. C. N. 1707.

TITRE SEPTIÈME.

DU LOUAGE.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1600. Le contrat de louage a pour objet soit les choses, soit l'ouvrage, ou les choses et l'ouvrage tout à la fois.

ff L. 22, § 1, *loc. cond.*, Voët, *ad Instit.*, liv. 3, tit. 25, § 1. Cujac., *paratit. in eod. tit.* Pothier, *Louage, in pr.*, p. 193, (éd. 1773.) 1 Troplong, *Louage,* No. 1, p. 54. C. N. 1708.

1601. Le louage des choses est un contrat par lequel l'une des parties, appelée locateur, accorde à l'autre appelée locataire, la jouissance d'une chose pendant un certain temps, moyennant un loyer ou prix que celle-ci s'oblige de lui payer.

Cujac., *loc. cit.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 1, Nos. 1, 2. Pothier, *Louage,* Nos. 1, 27, 39, 40. C. N. 1709.

1602. Le louage d'ouvrage est un contrat par lequel l'une des parties, appelée locateur, s'engage à faire quelque chose pour l'autre qui est appelée locataire, moyennant un prix que cette dernière s'oblige de payer.

ff *loc. cit.* Cujac., *loc. cit.* Rousseaud de Lacombe, *vo. Louage,* § 1. Troplong, *Louage,* No. 64. 6 Marcadé, p. 419 à 424, sec. 3 et page 570. C. N. 1710.

1603. Le bail à cheptel est un contrat de louage mêlé à un contrat de société.

Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 1, No. 5. Pothier, *Cheptels*, Nos. 2, 3, 4. Guyot, *Rép., vo. Cheptel*, p. 374, col. 1. C. N. 1804, 1818.

1604. La capacité de contracter le louage est soumise aux règles générales relatives à la capacité pour contracter contenues dans le chapitre premier du titre *Des Obligations*.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU LOUAGE DES CHOSES.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1605. On peut louer toutes sortes de choses corporelles, excepté celles qui sont exclues du louage par leur destination spéciale, ainsi que celles qui se consomment nécessairement par l'usage qu'on en fait.

ff L. 34, § 1, *de cont. emp.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 1, No. 4. Pothier, *Louage*, Nos. 9, 10, 11 et suiv. Troplong, *Louage*, No. 81, note 1 et No. 83. Code Civil B. C., arts. 1060 et suiv. C. L. 2648. C. N. 1713.

1606. Les choses incorporelles peuvent aussi être louées, excepté celles qui sont attachées à la personne et n'en peuvent être séparées. Si elles sont attachées à une chose corporelle, tel qu'un droit de servitude, elles ne peuvent être louées qu'avec cette chose.

ff L. 44, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, Nos. 18, 19. Trop., *Louage*, Nos. 88, 89. Code Civil B. C., arts. 1060 et suiv. C. L. 2649, 2650. C. N. 631, 634.

1607. Le bail à loyer des maisons et le bail à ferme sont soumis aux règles communes aux contrats de louage, et aussi à certaines règles particulières à l'un ou à l'autre de ces baux.

Domat, liv. 1, tit. 4, *in pr.*

1608. Ceux qui occupent des héritages par simple tolérance du propriétaire, sans bail, sont réputés locataires et tenus de payer la valeur annuelle de tels héritages.

Cette occupation est considérée comme un bail annuel expirant au premier jour de mai de chaque année, si la propriété est une maison, [et au premier jour d'octobre si c'est une métairie ou fonds rural.]

Elle est sujette à la tacite reconduction et à toutes les règles concernant les baux.

Ceux qui occupent à ce titre sont passibles d'expulsion, faute de paiement du loyer pour un terme excédant trois mois, et pour toute autre cause pour laquelle le bail peut être resilié.

1609. Si le locataire reste en possession plus de huit jours après l'expiration du bail sans opposition ou avis de la part du locateur, la tacite reconduction a lieu pour une autre année, ou pour le laps de temps pour lequel le bail était fait, lorsque ce terme est de moins d'un an, et le locataire ne peut ensuite quitter les lieux ou en être expulsé sans un congé donné dans le délai prescrit par la loi.

ff L. 13, § 11 ; L. 14, *loc. cond.* Domat liv. 1, tit. 4, sec. 4, No. 7. Pothier, *Louage*, Nos. 40, 342, 344. C. N. 1738, 1759.

1610. Après congé donné, le locataire ne peut, quoiqu'il ait continué sa jouissance, invoquer la tacite reconduction.

ff L. 14, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 4, No. 8. Pothier, *Louage*, No. 344. C. N. 1739.

1611. La caution donnée pour le bail ne s'étend pas aux obligations résultant de sa prolongation par tacite reconduction.

ff L. 2, §§ 1, 3, *De hered. vend.* Cod., L. 5, *De hered. vend.* Pothier, *Vente*, nos. 530, 531, 532, 534, 536, 537. Troplong, 963. C. N. 1697.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS ET DES DROITS DU LOCATEUR.

1612. Le locateur est obligé, par la nature du contrat :

1. De délivrer au locataire la chose louée ;
2. D'entretenir cette chose en état de servir à l'usage pour lequel elle a été louée ;
3. De procurer la jouissance paisible de la chose pendant la durée du bail.

ff L. 15, § 1 ; L. 25, §§ 1, 2, *loc. cond*. Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 3, No. 1. Pothier, *Louage*, Nos. 53, 54, 80, 106. C. N. 1719.

1613. La chose doit être délivrée en bon état de réparations de toute espèce, et le locateur, pendant la durée du bail, est tenu d'y faire toutes les réparations nécessaires, autres que celles dont le locataire est tenu, tel qu'énoncé ci-après.

ff L. 19, § 2, *loc. cond*. Domat, *loc. cit*. Pothier, *Louage*, Nos. 106, 107. C. N. 1720.

1614. Le locateur est tenu de la garantie envers le locataire à raison de tous les vices et défauts de la chose louée qui en empêchent ou diminuent l'usage, soit que le locateur les connaisse ou non.

ff L. 19, § 1 : L. 60, § 7, *loc. cond*. Domat, liv. 1, tit 4, sec. 3, Nos. 8, 10. Pothier, *Louage*, Nos. 109 et suiv. C. N. 1721.

1615. Le locateur ne peut, pendant la durée du bail, changer la forme de la chose louée.

Pothier, *Louage*, No, 75. Guyot, vo. *Bail*, p. 18, col. C. N. 1723.

1616. Le locateur n'est pas tenu de garantir le locataire du trouble que des tiers apportent à sa jouissance par simple voie de fait sans prétendre aucun droit sur la chose louée ; sauf au locataire son droit aux dommages-intérêts contre ces tiers, et sujet aux exceptions énoncées en l'article qui suit.

ff L. 55, *loc. cond*. Cod., L. 1 ; L. 12, *de loc. et cond.* Pothier, *Louage*, Nos. 81, 287. Troplong, *Louage*, No. 257. C. L. 2673. C. N. 1725.

1617. Si le droit d'action du locataire contre ces tiers est inefficace à raison de leur insolvabilité, ou parce qu'ils sont inconnus, son recours contre le locateur est déterminé suivant les dispositions contenues en l'article 1660.

Pothier, *loc. cit*. Troplong, *loc. cit*. Duvergier, *Louage*, No. 315.

1618. Si le trouble est causé par suite d'une action concernant la propriété ou tout autre droit dans ou sur la chose louée, le locateur est obligé de souffrir une réduction du loyer proportionnée à la diminution dans la jouissance de la chose, et de payer des dommages-in

térêts suivant les circonstances, pourvu que le trouble ait été dénoncé par le locataire au locateur ; et le locataire, sur une action portée contre lui à raison de tel droit réclamé, peut demander congé de la demande en faisant connaître au poursuivant le nom de son locateur.

ff L. 9, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 3, No. 2. Pothier, *Louage*, Nos. 82 et suiv., 86, 88, 91, 286, 287. C. L. 2674. C. N. 1726, 1727.

1619. Le locateur a, pour le paiement de son loyer et des autres obligations résultant du bail, un droit privilégié sur les effets mobiliers qui se trouvent sur la propriété louée.

ff L. 7 : L. 3 ; L. 4, *in. pr.* et § 1, *in quib. caus. pign. vel hyp.* ; L. 4, *de pactis.* Paris, arts. 161, 171. Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 2, No. 12, Pothier, *Louage*, Nos. 228, 233, 234. Jones et Lemesurier, 2 *Revue de Lég. et Jur.* ..., p. 317. Jones et Anderson, 2 Décis. des Trib. B. C., 154. Aylwin *et al.* et Giloran, 4 Décis. des Trib. B. C., 360. C. L. 2675. C. N. 2102.

1620. Dans les baux de maisons le privilége s'étend ... les meubles-meublants et effets mobiliers du locataire; ... c'est un magasin, boutique ou fabrique, le privilége s'étend sur les marchandises qui y sont contenues. Dans les baux à ferme le privilége s'étend sur tout ce qui sert à l'exploitation de la ferme ainsi que sur les meubles-meublants et effets mobiliers qui se trouvent dans la maison et ses dépendances et sur les fruits produits pendant le bail.

ff *loc. cit.* Domat, *loc. cit.* Pothier, *Louage*, Nos. 228, 233, 234, 249, 252, 253. C. N. 2102.

1621. Ce droit s'étend aussi aux effets des sous-locataires jusqu'à concurrence de ce qu'ils doivent au locataire.

ff L. 11, § 5, *de pignerat. act.* Paris, art. 162. Pothier, *Louage*, No. 235. Argou, vol. 2, p. 288. C. L. 2676. C. N. 1753. C. P. 820.

1622. Il s'étend aussi aux effets mobiliers appartenant à des tiers, lorsqu'ils sont sur les lieux avec leur consentement exprès ou implicite. Il en est autrement si ces effets ne s'y trouvent qu'en passant ou accidentellement, ... que les effets d'un voyageur dans l'hôtel, les articles

envoyés chez un ouvrier pour être réparés, ou chez un encanteur pour y être vendus.

ff L. 7, § 1, *in quib. causis pign.* Paris, art. 161. Pothier, *Louage*, Nos. 241-5. C. L. 2677, 2678.

1623. Dans l'exercice de ce droit le locateur peut faire saisir les effets qui y sont sujets et qui sont sur les lieux, ou dans les huit jours qui suivent leur enlèvement; si ces choses consistent en marchandises, elles ne peuvent être saisies qu'autant qu'elles continuent d'être la propriété du locataire.

Paris, art. 171. Brodeau, art. 161, No. 1. Pothier, *Louage*, Nos. 257, 261 ; *Pro. Civ.*, p. 193. Inst. sur les Convent., pp. 203-4. C. L. 2179. C. N. 2102.

1624. Le locateur a droit d'action suivant le cours ordinaire de la loi, ou par procédure sommaire, tel que réglé au Code de Procedure Civile :

1. Pour résilier le bail : Premièrement : Lorsque le locataire ne garnit pas les lieux loués, si c'est une maison, de meubles-meublants ou effets mobiliers suffisants et, si c'est une ferme, d'un fond de betail et d'ustensiles suffisants pour garantir le loyer tel que requis par la loi à moins qu'il ne soit donné d'autres suretés ; Deuxièmement : Lorsque le locataire deteriore les lieux loués; Troisièmement : Lorsque le locataire emploie les lieux loués pour des fins illegales ou contraires à la destination pour laquelle ils avaient évidemment éte loués ;

2. Pour rentrer en possession des lieux loués, dans tous les cas où il y a cause de resiliation, et lorsque le locataire continue de les occuper contre le gré du locateur plus de trois jours après l'expiration du bail, sans payer le loyer suivant les stipulations du bail, s'il y en a un, ou suivant l'article 1608 lorsqu'il n'y en a point ;

3. Pour le recouvrement de dommages-intérêts à raison d'infractions aux obligations résultant du bail ou des relations entre locateur et locataire :

Il a aussi droit de joindre à une action pour les fins ci-dessus spécifiées une demande pour le loyer avec ou sans saisie-gagerie, ainsi que l'exercice du droit de suite lorsqu'il en est besoin.

ff L. 61 ; L. 54, § 1. *loc. cond.* Cod., L. 3, *de loc. et con.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 2, Nos. 15, 16. Pothier, *Loua*

Nos. 318, 322, 323. 2 Bourjon, p. 54, Nos. 16, 18 ; p. 55, No. 26 ; p. 56, Nos. 27 et suiv. C. N. 1752, 1766, 1729

1625. Le jugement qui résilie le bail à défaut de paiement du loyer est rendu de suite sans qu'il soit accordé aucun délai pour le paiement. Néanmoins le locataire peut, en tout temps avant la prononciation du jugement, payer le loyer avec l'intérêt et les frais de poursuite, et éviter ainsi la résiliation.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS ET DES DROITS DU LOCATAIRE.

1626. Les principales obligations du locataire sont :

1. D'user de la chose louée en bon père de famille pour les fins seulement auxquelles elle est destinée, suivant les conditions et la destination du bail ;

2. De payer le loyer de la chose louée.

ff L. 25, § 3 ; L. 11, § 1, *loc. cond.* Cod., L. 17, *de loc. et cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 2, No. 1. Pothier, *Louage*, Nos. 22, 23, 24. 2 Bourjon, p. 43, Nos. 1, 2, p. 46, No. 26. C. N. 1728.

1627. Le locataire répond des dégradations et des pertes qui arrivent à la chose louée, pendant sa jouissance, à moins qu'il ne prouve qu'elles ont eu lieu sans sa faute.

ff L. 11, § 2, 3, *loc. cond.* ; L. 23, *de reg. juris.* Cod., L. 28, *de loc. et cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 2, No. 4. Pothier, *Louage*, Nos. 195, 197, 199, 200. C. N. 1732.

1628. Il est aussi tenu des dégradations et des pertes qui arrivent par le fait des personnes de sa maison, ou de ses sous-locataires.

ff L. 11 ; L. 25, § 7 ; L. 60, § 7 ; L. 30, § 4, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 2, No. 5. Pothier, *Louage*, Nos. 193, 194. 2 Bourjon, p. 46, No. 31. C. N. 1735.

1629. Lorsqu'il arrive un incendie dans les lieux loués, il y a présomption légale en faveur du locateur, qu'il a été causé par la faute du locataire ou des personnes dont il est responsable ; et à moins qu'il ne prouve le contraire, il répond envers le propriétaire de la perte soufferte.

ff L. 9, § 3, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, No. 194. Bour-

jon, vol. 2, p. 47, Nos. 33, 37. Guyot, *Rép.*, vo. *Incendie*, p. 122, col. 1-2. Argou, liv. 3, ch. 27, p. 281. C. N. 1733.

1630. La présomption contre le locataire énoncée dans l'article qui précède, n'a lieu qu'en faveur du locateur et non en faveur du propriétaire d'un héritage voisin qui souffre d'un incendie qui a pris naissance dans la propriété occupée par ce locataire.

Guyot, *Rép., loc. cit.* 11 Toullier, p. 172. 6 Marcadé, p. 468.

1631. S'il y a deux ou plusieurs locataires de différentes parties de la même propriété, chacun est responsable de l'incendie dans la proportion de son loyer relativement au loyer de la totalité de la propriété ; à moins qu'il ne soit établi que l'incendie a commencé dans l'habitation de l'un d'eux, auquel cas celui-ci en est seul tenu ; ou que quelques-uns d'eux ne prouvent que l'incendie n'a pu commencer chez eux, auquel cas ils n'en sont pas tenus.

Guyot, vo. *Incendie*, p. 125, col. 2. Toullier, vol. 11, No. 170. Troplong, *Louage*, No. 376. *Contrà*, Pothier, *Louage*, No. 194.

1632. S'il a été fait un état des lieux entre le locateur et le locataire, celui-ci doit rendre la chose dans la même condition qu'elle paraît lui avoir été délivrée par cet état, sauf les changements causés par vétusté ou force majeure.

ff L. 30, § 4, *loc. cond.* 2 Bourjon, p. 46, No. 30; p. 48, Nos. 42, 43. Troplong, *Louage*, No. 341. C. N. 1730.

1633. S'il n'a pas été fait d'état des lieux, ainsi que mentionné dans l'article qui précède, le locataire est présumé les avoir reçus en bon état de réparations et il doit les rendre dans la même condition ; sauf la preuve contraire.

ff L. 11, § 2, *loc. cond.* Bourjon, *loc. cit.* Pothier, *Louage*, 197, 221. C. N. 1731.

1634. Si, pendant la durée du bail, la chose louée requiert des réparations urgentes qui ne puissent être remises, le locataire est obligé de les souffrir, quelqu'incommodité qu'elles lui causent, et quoique, pendant qu'elles se font, il soit privé de la jouissance de partie de la chose.

Si ces réparations étaient devenues nécessaires avant

le bail, il a droit à une diminution du loyer, suivant le temps et les circonstances, et, dans tous les cas, s'il s'écoule plus de quarante jours dans l'exécution de ces réparations, le loyer doit être réduit à proportion de ce temps et de la partie de la chose louée dont le locataire a été privé.

Si les réparations sont de nature à rendre la propriété inhabitable pour le locataire et sa famille, il peut faire résilier le bail.

ff L. 30, L. 27, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, Nos. 77, 78, 79, 140, 141, 150; *Int. à la Cout. d'Or.*, No. 17. Bourjon, vol. 2, p. 41, sec. 4. N. Dénisart, vo. *Bail à ferme et à loyer*, § 4, No. 8. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 18, col. 2. Troplong, *Louage*, Nos. 246 et suiv. Peck et Harris, 12 Décis. des Trib. B. C., p. 355. Lyman et Peck, *Ibid.*, p. 368. C. L. 2670. C. N. 1724.

1635. Le locataire est tenu des menues réparations qui deviennent nécessaires à la maison ou à ses dépendances pendant sa jouissance. Ces réparations, si elles ne sont pas spécifiées dans le bail, sont réglées par l'usage des lieux. Sont réputées locatives les réparations qui suivent, savoir, les réparations à faire :

Aux âtres, contre-cœurs, chambranles, tablettes et grilles des cheminées;

Aux enduits intérieurs et plafonds;

Aux planchers, lorsqu'ils sont en partie brisés, mais non pas lorsque c'est par suite de vétusté ;

Aux vitres, à moins qu'elles ne soient brisées par la grêle ou autres accidents inévitables dont le locataire ne peut être tenu ;

Aux portes, croisées, volets, persiennes, cloisons, gonds, serrures, targettes et autres fermetures.

2 Bourjon, p. 43, No. 5; p. 47, No. 39; p. 48, Nos. 40 et suiv. Pothier, *Louage*, Nos. 219, 220, 222, 224; *Int. au tit.* 19, *Cout. d'Or.*, No. 24. Desgodets, Lois des B., 66, No. 10. Instr. fac. sur les Conv., p. 217. Troplong, *Louage*, Nos. 551 et suiv. C. N. 1754. Code Civil B. C., arts. 468, 469.

1636. Le locataire n'est pas tenu aux réparations réputées locatives lorsqu'elles ne sont devenues nécessaires que par vétusté ou force majeure.

Argum. ex. ff. L. 9, § 4, *loc. cond.* Cod., L. 28, *de*

loc. et cond. Pothier, *Louage*, Nos. 219, 220, 221. Bou-
jon, vol. 2, p. 47, No. 38; p. 48, No. 40. C. N. 1755.

1637. Au cas d'expulsion, ou de résiliation du ba[il] pour quelque faute du locataire, il est tenu de payer [le] loyer jusqu'à l'évacuation des lieux, et aussi les domm[a]ges-intérêts tant à raison de la perte des loyers penda[nt] le temps nécessaire à la rélocation, que pour toute aut[re] perte résultant de l'abus du locataire.

ff L. 55, § 2, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. [...] No. 8. 6 Marcadé, sur l'art. 1760, p. 494. C. N. 1760.

1638. Le locataire a droit de sous-louer ou de céd[er] son bail, à moins d'une stipulation contraire.

S'il y a telle stipulation, elle peut être pour la totali[té] ou pour partie seulement de la chose louée, et dans l'u[n] et l'autre cas, elle doit être suivie à la rigueur, sauf l[es] dispositions contenues en *l'Acte concernant la faillit[e]* 1864.

ff L. 60, *loc. cond.* Cod., L. 6, *de loc. et cond.* Doma[t,] liv. 1, tit. 4, sec. 1, No. 8. Pothier, *Louage*, Nos. 43, 28[...] Bourjon, vol. 2, p. 41, No. 17. C. N. 1717.

1639. Le sous-locataire n'est tenu envers le locateu[r] principal que jusqu'à concurrence du prix de la sou[s-]location dont il peut être débiteur au moment de [la] saisie; il ne peut opposer les paiements faits par antic[i]pation.

Le paiement fait par le sous-locataire, soit en vert[u] d'une stipulation portée en son bail, ou conformémen[t] à l'usage des lieux, n'est pas réputé fait par anticipatio[n].

ff L. 11, § 5, *de pignerat. act.* Paris, art. 162. Pothie[r,] *Pandectes*, liv. 20, t. 2, No. 8. Troplong, *Louage*, No[s.] 538, 540. C. N. 1753.

1640. Le locataire a droit d'enlever, avant l'expir[a]tion du bail, les améliorations et additions qu'il a fait[es] à la chose louée, pourvu qu'il la laisse dans l'état da[ns] lequel il l'a reçue; néanmoins si ces améliorations [et] additions sont attachées à la chose louée, par clou[s,] mortier ou ciment, le locateur peut les retenir en payant la valeur.

ff L. 19, § 4, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, No. 1[...] Bourjon, vol. 2, p. 50, No. 9. C. L. 2694. Code Civil [...] C., arts. 380, 413, 417.

1641. Le locataire a droit d'action, suivant le co[...]

ordinaire de la loi ou par procédure sommaire, tel que réglé au Code de Procédure Civile:

1. Pour contraindre le locateur à faire les réparations et améliorations stipulées par le bail, ou auxquelles il est tenu par la loi, ou pour obtenir l'autorisation de les faire aux frais du locateur; ou, si le locataire déclare que tel est son choix, pour obtenir la résiliation du bail à défaut d'exécution de telles réparations ou améliorations;

2. Pour résilier le bail, à défaut par le locateur de remplir toute autre obligation résultant du bail, ou à lui imposée par la loi;

3. Pour le recouvrement de dommages-intérêts à raison d'infractions aux obligations résultant du bail ou des rapports entre locateur et locataire.

ff L. 25, § 2, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 3, No. 1. Pothier, *Louage*, Nos. 67, 68, 72, 73, 108, 325. 2 Bourjon, p. 53, No. 7. Boulanget vs. Doutre, 4 Décis. des Trib. B. C., p. 170. S. R. B. C., ch. 40, sec. 2.

SECTION IV.

RÈGLES PARTICULIÈRES AU BAIL DE MAISONS.

1642. Le bail d'une maison ou de partie d'une maison, lorsque la durée n'en est pas fixée, est censé fait à l'année, finissant au premier jour de mai de chaque année, lorsque le loyer est de tant par an;

Pour un mois, lorsque le loyer est de tant par mois;

Pour un jour, lorsque le loyer est de tant par jour.

Si rien ne constate un montant de loyer pour un terme fixe, la durée du bail est reglée par l'usage du lieu.

Pothier, *Louage*, No. 30. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 16, col. 1. Troplong, *Louage*, Nos. 604, 605. C. N. 1758. Code Civil B. C., art. 1608.

1643. Le bail de meubles fournis pour garnir une maison ou des appartements, lorsque la durée n'en est pas fixée, est régie par les règles contenues dans l'article qui précède; et lorsque ces règles ne s'appliquent pas, il est censé fait pour la durée ordinaire des baux de maison ou d'appartement, suivant l'usage des lieux.

Pothier, *Louage*, No. 30. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 16, col. 1. Troplong, *Louage*, Nos. 604, 605. C. N. 1757.

1644. Le curement des puits et celui des fosses d'aisance sont à la charge du locateur, s'il n'y a convention contraire.

Pothier, *Louage*, No. 222. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 28, col. 2. Troplong, *Louage*, No. 574. C. N. 1756.

1645. Les règles contenues dans ce chapitre relatives aux maisons, s'étendent aussi aux magasins, échoppes et fabriques, et aussi à tout bien-fonds autre que les terres et fonds ruraux, en autant que ces règles peuvent s'y appliquer.

SECTION V.

RÈGLES PARTICULIÈRES AU BAIL DES TERRES ET PROPRIÉTÉS RURALES.

1646. Celui qui cultive sous la condition d'un partage de fruits avec le locateur, ne peut ni sous-louer, ni céder son bail, si la faculté ne lui en a été expressément accordée par le bail.

S'il sous-loue ou cède son bail sans telle stipulation, le locateur peut le faire expulser et le faire condamner aux dommages-intérêts résultant de cette infraction du bail.

Arg. ex ff L. 19 et L. 20, *pro socio;* L. 47, § *ult.*, *de reg. juris*. Troplong, *Louage*, No. 643. Hudon vs. Hudon et al., 2 Décis. des Trib. B. C., p. 30, et les autorités qui y sont citées. Code Civil B. C., art. 1624. C. N. 1763, 1764.

1647. Le fermier est tenu de garnir l'héritage des bestiaux et ustensiles nécessaires à son exploitation, et de le cultiver avec le soin et l'habileté raisonnables.

ff L. 25, § 3, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, Nos, 190, 204. 2 Bourjon, p. 43, Nos. 1, 2, 3. C. N. 1766.

1648. Si l'héritage se trouve contenir une quantité de terre plus ou moins grande que celle spécifiée dans le bail, le droit des parties à une augmentation ou à une diminution du loyer est régi par les règles sur ce sujet contenues dans le titre *De la Vente*.

ff L. 2, *loc. cond.* Instit., liv. 3, tit. 24, *in pr.* Pothier, *Louage*, No. 132. Troplong, *Louage*, No. 652. Code Civil B. C., arts. 1501, 1502 et 1503. C. N. 1765.

1649. Le fermier ou locataire d'un fonds rural est tenu, sous peine de tous dommages et frais, d'avertir le

locateur, avec toute diligence raisonnable, des usurpations qui peuvent y être commises.

Arg. ex ff L. 11, § 2, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, No. 191. Code Civil B. C., art. 476. C. N. 1768.

1650. Si le bail n'est que pour une année et que, durant cette année, la récolte soit perdue en totalité ou en grande partie, par cas fortuit ou par force majeure, le locataire est déchargé d'une partie proportionnelle du prix de la location.

ff L. 15, §§ 2, 4, 5, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 5, Nos. 4, 6. Pothier, *Louage*, No. 153. 2 Bourjon, p. 44, Nos. 8, 9. C. C. V. 1256. C. N. 1770.

1651. [Si le bail est fait pour deux années ou plus, le locataire ne peut demander aucune diminution du loyer dans le cas de l'article qui précède.]

An. Denisart, vo. *Bail*, No. 100. Troplong, *Louage*, No. 698. C. C. V. 1257.

1652. Lorsque la perte arrive après que les récoltes sont séparées de la terre, le fermier n'a droit à aucune réduction du loyer payable en argent. Si le loyer consiste dans une part des récoltes, le locateur doit supporter sa proportion de la perte, à moins que cette perte n'ait été occasionnée par la faute du locataire, ou qu'il ne soit en demeure de délivrer telle part.

ff loc. cit. Pothier, *Louage*, no. 155. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 34, col. 1. C. N. 1771.

1653. Le bail d'une ferme ou d'un fonds rural, à défaut de terme préfix, est présumé bail annuel finissant au premier jour d'octobre de chaque année, sauf la signification de congé tel que réglé ci-après.

Arg. ex ff L. 13, § 11, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, no. 28. C. N. 1774.

1654. Le locataire d'une ferme ou d'un fonds rural, doit laisser à la fin de son bail, les fumiers, pailles et autres matières destinées à faire des engrais, s'il en a reçu lors de son entrée en jouissance. S'il n'en a pas reçu, le propriétaire peut néanmoins les retenir en en payant la valeur.

Pothier, *Louage*, no. 190. Bourjon, vol. 2, p. 43, no. 4. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, pp. 24, 25. C. C. V. 1263. Code Civil B. C., art. 379. C. N. 1778.

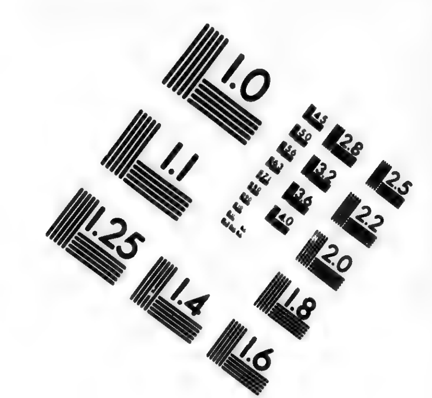
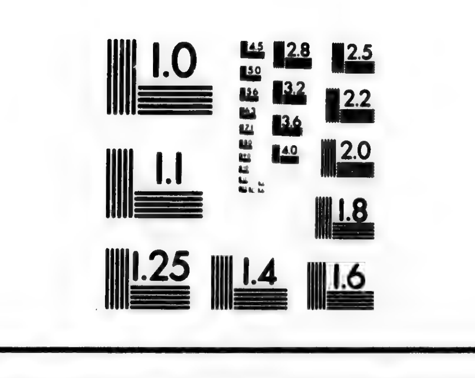
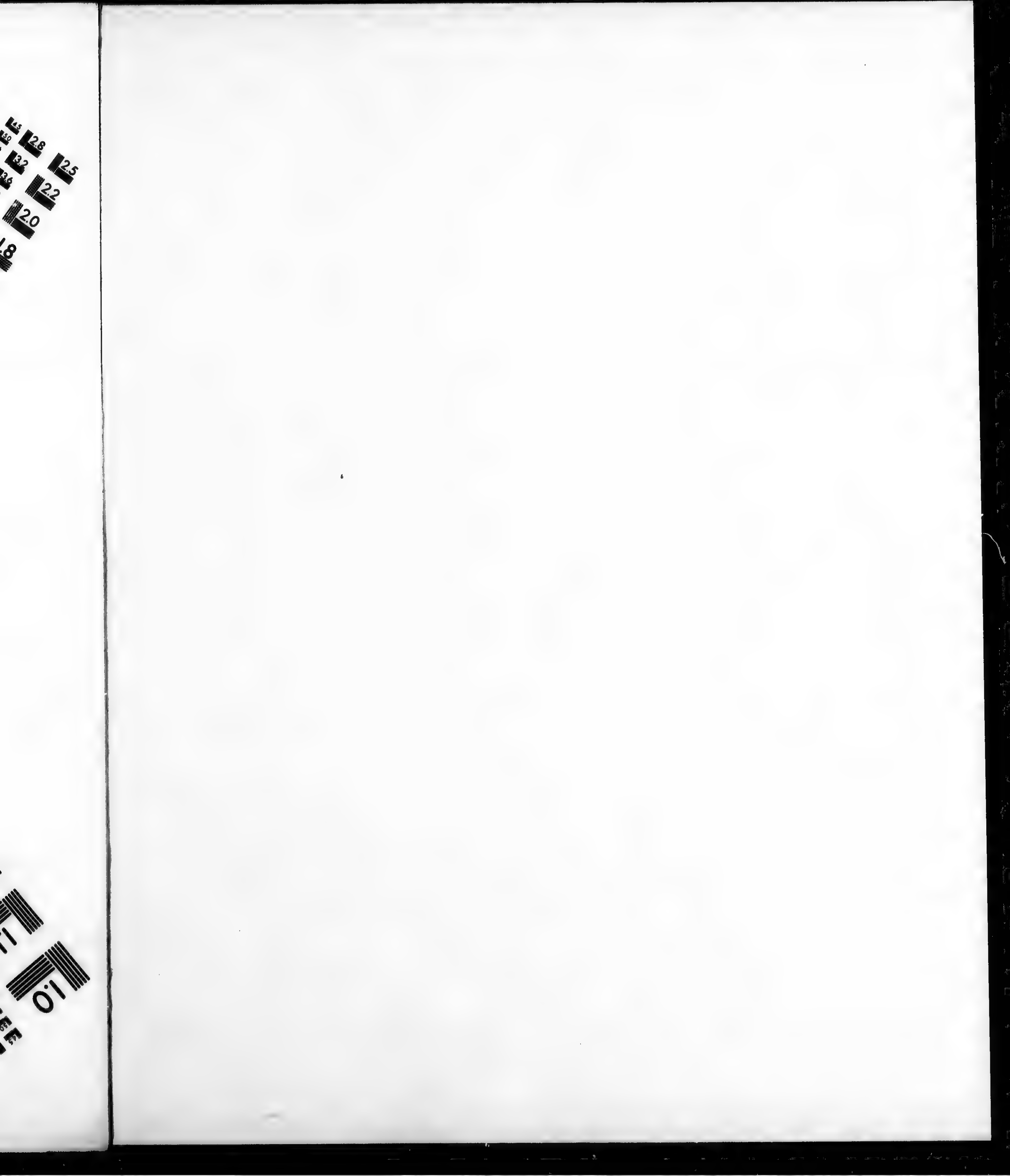


IMAGE EVALUATION
TEST TARGET (MT-3)



6"



SECTION VI.

COMMENT SE TERMINE LE CONTRAT DE LOUAGE DES CHOSES

1655. Le contrat de louage des choses se termin de la manière commune aux obligations, tel que déclar dans le huitième chapitre du titre *Des Obligations*, e autant que les règles y contenues peuvent s'y applique et sauf les dispositions contenues dans ce titre.

1656. Il se termine aussi par la résiliation, de l manière et pour les causes énoncées aux articles 16 et 1641, et aussi, dans le cas de faillite, tel que porté e l'*Acte concernant la faillite*, 1864.

1657. Lorsque le terme du bail est incertain, ve bal, ou présumé, tel que réglé en l'article 1608, aucun des parties n'y peut mettre fin sans en signifier congé l'autre avec un délai de trois mois, si le loyer est payab par termes de trois mois ou plus si le loyer est payab à des termes plus rapprochés que trois mois, le délai d congé est réglé suivant l'article 1642.

Le tout néanmoins sujet aux dispositions de ce de nier article et des articles 1608 et 1653.

Pothier, *Louage*, no. 29. Guyot, *Rép.*, vo. *Bail*, p. 1 C. N. 1736.

1658. Le bail cesse de plein droit et sans congé l'expiration du terme fixé, lorsqu'il est par écrit.

Cod., L. 11, *de loc. et cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, se 2, no. 11. Pothier, *Louage*, nos. 29, 308. 2 Bourjo p. 43, no. 6. C. L. 2598. C. N. 1737.

1659. Le contrat de louage des choses se termi par la perte de la chose louée.

ff L. 25, § 2; L. 9, § 1, *loc. cond.* Pothier, *Louage*, n 65. 2 Bourjon, p. 52, no. 1. C. N. 1741.

1660. Si, pendant la durée du bail, la chose entièrement détruite par force majeure ou cas fortu ou expropriée pour cause d'utilité publique, le bail dissous de plein droit. Si la chose n'est détruite expropriée qu'en partie, le locataire peut, suivant circonstances, obtenir une diminution du loyer ou résiliation du bail ; mais dans l'un ou l'autre cas, il peut réclamer des dommages-intérêts du locateur.

ff L. 19, § 6; L. 30, § 1; L. 15, § 7; L. 33, *loc. con*

L. 23, *de reg. juris*. Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 3, No. 3. Pothier, *Louage*, Nos. 139 et suiv. C. L. 2667. C. N. 1722.

1661. Le contrat de louage des choses n'est pas résolu par la mort du locateur ni par celle du locataire.

ff L. 60, § 1; L. 19, § 8, *loc. cond.* Cod., L. 10, *de loc. et cond.* Pothier, *Louage*, no. 59. 2 Bourjon, p. 41, no. 16. C. N. 1742.

1662. Le locateur ne peut mettre fin au bail dans le but d'occuper lui-même les lieux loués, à moins que ce droit n'ait été expressément stipulé; [et dans ce cas le locateur doit donner congé au locataire suivant les règles contenues en l'article 1657 et dans les articles auxquels cet article renvoie; à moins qu'il n'en soit autrement convenu.]

1663. [Le locataire ne peut, à raison de l'aliénation de la chose louée, être expulsé avant l'expiration du bail, par une personne qui devient propriétaire de la chose louée en vertu d'un titre consenti par le locateur, à moins que le bail ne contienne une stipulation spéciale à cet effet et n'ait été enregistré.

En ce cas avis doit être donné au locataire suivant les règles contenues en l'article 1657 et dans les articles auxquels il renvoie, à moins d'une stipulation contraire.]

C. N. 1743.

1664. [Le locataire, qui est expulsé en vertu d'une stipulation à cet effet n'a pas droit de recouvrer des dommages-intérêts, à moins que ce droit n'ait été expressément réservé dans le bail.]

1665. Lorsqu'un héritage vendu avec faculté de réméré, est repris par le vendeur dans l'exercice de cette faculté, le bail qu'en a fait l'acheteur est par là dissous, et le locataire n'a de recours en dommages-intérêts que contre lui.

Troplong, *Louage*, nos. 776, 777, et Tiraqueau, cité par lui.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU LOUAGE D'OUVRAGE

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1666. Les principales espèces d'ouvrage qui peuvent être louées, sont :

1. Le service personnel des ouvriers, domestiques et autres ;

2. Le service des voituriers, tant par terre que par eau, lorsqu'ils se chargent du transport des personnes et des choses ;

3. Celui des constructeurs et autres entrepreneurs de travaux suivant devis et marchés.

C. N. 1779.

SECTION II.

DU LOUAGE DU SERVICE PERSONNEL DES OUVRIERS, DOMESTIQUES ET AUTRES.

1667. Le contrat de louage de service personnel ne peut être que pour un temps limité, ou pour une entreprise déterminée.

Il peut être continué par tacite reconduction.

ff L. 71, §§ 1, 2, *de cond. et demons*. Despeisses, *Louage*, sec. 2, no. 6. Pothier, *Louage*, 372. Troplong, 881. C. N. 1780.

1668. Il se termine par le décès de la partie engagée, ou lorsque, sans sa faute, elle devient incapable de remplir le service convenu.

Il se termine aussi, en certains cas, par le décès du locataire, suivant les circonstances.

Ortolan, *Instit.*, vol. 2, p. 271. Pothier, *Louage*, nos 165-6-8, 171-4-5.

1669. Dans toute action pour salaire par les domestiques ou serviteurs de ferme, le maître peut, à défaut de preuve écrite, offrir son serment quant aux conditions de l'engagement et aussi sur le fait du paiement, en l'accompagnant d'un état détaillé.

Si le serment n'est pas offert par le maître, il peut lui

être déféré ; et il est de nature décisoire quant aux matières auxquelles il est restreint.

Paris, 127. Pothier, *Louage*, no. 175. Guyot, *Rép.*, vo. *Domestique*, p. 102, col. 1. N. Denisart, vo. *Gages*, § 3, p. 143. C. N. 1780.

1670. Les droits et obligations résultant du bail de service personnel sont assujettis aux règles communes aux contrats. Ils sont aussi, dans les campagnes, sous certains rapports, régis par une loi spéciale ; et, dans les villes et villages, par les règlements des Conseils Municipaux.

S. R. B. C., c. 27 ; c. 24, sec. 28, § 20.

1671. Le louage des matelots est réglé par certaines dispositions spéciales contenues dans l'acte du Parlement Impérial, intitulé : *The Merchant Shipping Act*, 1854, et par un acte du Parlement du Canada, intitulé : *Acte relatif à l'engagement des matelots*, et celui des bateliers communément appelés *voyageurs* est réglé par les dispositions d'un acte intitulé : *Acte concernant les voyageurs*.

S. R. B. C., ch. 55 ; ch. 58. Statuts Impériaux, 17 et 18 Vic., c. 104 ; 18 et 19 Vic., c. 91 ; 25 et 26 Vic., c. 63.

SECTION III.

DES VOITURIERS.

1672. Les voituriers par terre et par eau sont assujettis, pour la garde et conservation des choses qui leur sont confiées, aux mêmes obligations que les aubergistes, au titre *Du Dépôt*.

ff L. 1, *in pr. et* § 1, 2, 3, 4, *naut. caup. stab.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 8, no. 5. C. N. 1782.

1673. Ils sont tenus de recevoir et transporter aux temps marqués dans les avis publics toute personne qui demande passage, si le transport des voyageurs fait partie de leur trafic accoutumé, et tous effets qu'on leur offre à transporter ; à moins que dans l'un ou l'autre cas il n'y ait cause raisonnable et suffisante de refus.

S. R. C., c. 66, secs. 96, 97, 98, 119, 120. Guyot, *Rép.*, vo. *Voiturier*, p. 634. Villeneuve, *Dict. du Cont.*, vo. *Voiture*, no. 3. Smith, *Com. Law*, p. 288. Story, *Bailments*, § 508. Bacon, Abr., vo. *Carriers*, B.

1674. Ils répondent non-seulement de ce qu'ils on déjà reçu dans leur voiture ou bâtiment, mais encore d ce qui leur a été remis sur le port ou dans l'entrepô pour être placé dans leur voiture ou bâtiment.

ff L. 1, ⸹ 8, *naut. caup.* Domat, loc. cit. C. N. 178

1675. Ils sont responsables de la perte et des ava ries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils n prouvent que la perte ou les avaries ont été causées pa cas fortuit ou force majeure, ou proviennent des défau de la chose elle-même.

Merlin, *Rép.*, vo. *Messageries*, ⸹ II, no. 2, où des arrê sont cités. Code Civil B. C., arts. 1071, 1072. Husto vs. Le Grand Tronc, 3 L. C. *Jurist*, p. 269. C. N. 178 C. Com., 103.

1676. Les avis par les voituriers de conditions sp ciales limitant leur responsabilité, ne lient que les pe sonnes qui en ont connaissance ; et nonobstant tels av et la connaissance qu'on peut en avoir, les voiturie sont responsables lorsqu'il est rouvé que le dommage été causé par leur faute ou celle de ceux dont ils so responsables.

2 Troplong, *Louage*, no. 942. 2 Pardessus, *Droit Com* no. 542, p. 449. Story, *Bailments*, ⸹ 554 et no. 3. 1 Be *Comm.*, ⸹ 104, 4e éd. Smith, *Merc. Law*, p. 489, 49 Huston vs. Le Grand Tronc, cité ci-dessus.

1677. Ils ne répondent pas des sommes consid rables en deniers, billets ou autres valeurs, ni de l'o de l'argent, des pierres précieuses et autres articl d'une valeur extraordinaire contenus dans des paque reçus pour être transportés, à moins qu'on ne leur déclaré que le paquet contenait tel argent ou autre obj

Cette règle néanmoins ne s'applique pas au baga personnel des voyageurs, lorsque la somme ou les eff perdus sont d'une valeur modérée et convenable à condition du voyageur, et le voyageur doit être pris son serment sur la valeur des choses composant bagage.

Ferrière, *Dict. de Droit*, vo. *Aubergiste*, p. 144. Augeard, p. 562, Ed. 1756. N Denisart, vo. *Aubergis* ⸹ 3, no. 3. 6 Marcadé, p. 532. 6 Boileux, p. 173-4-5. Toullier, no. 255. 2 Duvergier, 329. Story, *Bailmen* ⸹ 530. Smith, *Merc. Law*, p. 489, 490. McDougall

Allan *et al*, 12 Décis. des Trib. B. C., p. 321. Cadwallader vs. la Compagnie du Grand Tronc, 9 Décis. des Trib. B. C., p. 169. McDougall vs. Torrance, 4 L. C. *Jurist*, p. 132.

1678. Si, par suite d'un cas fortuit ou de force majeure, le transport de la chose et sa délivrance, dans le temps stipulé, n'ont pas lieu, le voiturier n'est pas responsable des dommages résultant du retard.

ff L. 58, § 1, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 9, no. 5. C. Com., 104.

1679. Le voiturier a droit de retenir la chose transportée jusqu'au paiement du voiturage ou du fret.

ff L. 6, §§ 1, 2, *qui pot.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 5, no. 11. Smith, *Mer. Law*, 568-9. Brewster *et al.* vs. Hooker *et al.*, 1 *L. C. Jurist*, p. 90. C. N. 2102.

1680. La réception de la chose transportée accompagnée du paiement des frais de transport, sans protestation, éteint tout droit d'action contre le voiturier, à moins que la perte ou l'avarie ne soit telle qu'elle ne pût alors être connue, auquel cas le réclamation doit être faite sans délai après que la perte ou le dommage a été connu du réclamant.

2 Pardessus, *Droit Com.*, nos. 547, 554. C. Com., 105.

1681. Le transport des personnes et des choses sur les chemins de fer, est sujet à des règles spéciales énoncées dans l'*Acte concernant les Chemins de Fer*.

S. R. C., ch. 66, ss. 96 à 102 et ss. 119, 120.

1682. Les règles spéciales relatives au contrat de fret et au transport des passagers par bâtiment marchand sont énoncées dans le quatrième livre.

SECTION IV.

DE L'OUVRAGE PAR DEVIS ET MARCHÉS.

1683. Lorsque quelqu'un entreprend la construction d'une bâtisse ou autre ouvrage par devis et marché, il peut être convenu ou qu'il fournira son travail et son industrie seulement, ou qu'il fournira aussi les matériaux.

Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 7, No. 2. Pothier, *Louage*, Nos. 393, 394. C. L. 2728. C. N. 1787.

1684. Si l'ouvrier fournit la matière et se charge de faire tout l'ouvrage et le rendre parfait pour un prix fixé,

la perte, de quelque manière qu'elle arrive avant la délivrance, tombe sur lui, à moins que cette perte ne soit causée par le propriétaire ou qu'il ne soit en demeure de recevoir la chose.

ff L. 2, § 1; L. 36, *loc cond.*; L. 20; L. 65, *de cont. empt.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 8, Nos. 8, 9, 10. Pothier, *Louage*, Nos. 425, 426, 436, 394, et part. VII, ch. 3, al. 4, 5. Guyot, *Rép.*, vo. *Louage*, p. 47. 6 Marcade, 355, 356. Troplong, *Louage*, Nos. 976, 977 et suiv. 19 Duvergier, 336, 337. C. N. 1788.

1685. Dans le cas où l'ouvrier fournit seulement son travail et son industrie, la perte de la chose avant sa délivrance ne tombe pas sur lui, à moins qu'elle ne provienne de sa faute.

ff L. 13, § 5; L. 62, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 8, No. 4. Pothier, *Louage*, Nos. 428, 434, 435, 500. C. L. 2730. C. N. 1789.

1686. Si, dans le cas de l'article précédent, l'ouvrage doit être fait en entier et rendu parfait, et que la chose vienne à périr avant que l'ouvrage ait été reçu et sans que le maître soit en demeure de le recevoir, l'ouvrier n'a point de salaire à réclamer quoiqu'il n'y ait aucune faute de sa part, à moins que la chose n'ait peri par le vice de la matière, ou par la faute du maître.

ff L. 61, § 1; L. 38, *in pr. et* § 1, *loc. cond.* Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 9, No. 4. Pothier, *Louage*, Nos. 433, 434. Troplong, *Louage*, Nos. 971 à 978. 6 Marcadé, p. 537. C. V. 1275. C. N. 1790.

1687. S'il s'agit d'un ouvrage à plusieurs pièces ou à la mesure, il peut être reçu par parties. Il est presumé avoir été ainsi reçu pour toutes les parties payées, si le maître paie l'ouvrier en proportion de l'ouvrage fait.

Pothier, *Louage*, Nos. 436, 437. C. L. 2732. C. N. 1791. C. V. 1276. Autorites citées sous les trois articles précédents.

1688. Si l'édifice périt en tout ou en partie dans les dix ans, par le vice de la construction ou même par le vice du sol, l'architecte qui surveille l'ouvrage et l'entrepreneur sont responsables de la perte conjointement et solidairement.

Cod., L. 8, *de oper. pub.* Pothier, *Louage*, Nos. 425, 426; *Oblig.*, No. 163. Ferrière, sur l'art. 113, *C. de P.*

Bourjon, liv. 6, tit. 2, ch. 9, No. 8. Code Civil B. C., art. 2259. Brown et Laurie, 5 Décis. des Trib. B. C., p. 65, et les autorités citées. C. N. 1792, 2270.

1689. Si, dans le cas de l'article précédent, l'architecte ne surveille pas l'ouvrage, il n'est responsable que de la perte occasionnée par les défauts ou erreurs du plan qu'il a fourni.

19 Duvergier, No. 354.

1690. [Lorsqu'un architecte ou un entrepreneur se charge de construire à forfait un édifice ou autre ouvrage par marché suivant plan et devis, il ne peut demander aucune augmentation de prix, ni sous le prétexte de changement dans les plans et devis, ni sous celui d'augmentation de la main-d'œuvre ou des matériaux, à moins que ces changements ou augmentations ne soient autorisés par écrit, et le prix arrêté avec le propriétaire.]

Pothier, *Louage*, Nos. 407, 408. N. Denisart, vo. *Devis et Marché*, p. 364. Troplong, *Louage*, Nos. 1016, 1017, 1018, 1019. 9 Marcadé, p. 542. 6 Boileux, p. 193 et les *arrêts* cités. 19 Duvergier, 366. C. N. 1793.

1691. Le maître peut résilier, par sa seule volonté, le marché à forfait pour la construction d'un édifice ou autre ouvrage, quoique l'ouvrage soit déjà commencé, en dédommageant l'entrepreneur de ses dépenses actuelles et de ses travaux et lui payant des dommages-intérêts suivant les circonstances.

Pothier, *Louage*, Nos. 440, 441, 442, 444. Guyot, *Rép.*, vo. *Louage*, p. 48. C. L. 2736. C. N. 1794.

1692. Le contrat de louage d'ouvrage par devis et marché n'est pas terminé par la mort de l'ouvrier; ses représentants légaux sont tenus de l'exécuter.

Mais dans les cas où l'industrie et l'habileté de l'ouvrier étaient un motif qui ait engagé à contracter avec lui, arrivant son décès, celui qui l'avait engagé peut demander la résolution du contrat.

Pothier, *Louage*, Nos. 423, 453, 454, 455. Guyot, *Rép.*, vo. *Louage*, p. 48. C. L. 2737. C. N. 1795, *contrà.*

1693. Au dernier cas mentionné en l'article qui précède, le maître est tenu de payer aux représentants légaux de l'ouvrier, en proportion du prix porté par la convention, la valeur de l'ouvrage fait et des matériaux

fournis, lorsque ces travaux et ces matériaux peuven lui être utiles.

Pothier, *Louage*, No. 456. C. N. 1796.

1694. Le contrat n'est pas dissous par le décès du locataire, à moins que l'exécution du travail ne soit pa là devenue impossible.

Pothier, *Louage*, No. 444.

1695. Les architectes, constructeurs et autres ou vriers ont un privilége sur les édifices et autres ouvrage par eux construits, pour le paiement de leur ouvrage e matériaux, sujet aux règles contenues au titre *Des Pri viléges et Hypothèques* et au titre *De l'Enregistremen des Droits Réels*.

S. R. B. C., ch. 37, s. 26, § 4. C. N. 2103.

1696. Les maçons, charpentiers et autres ouvrier qui se chargent de quelque ouvrage par marché pour u prix fixe sont soumis aux règles contenues dans cett section. Ils sont considérés comme entrepreneurs rela tivement à ces ouvrages.

Troplong, *Louage*, No. 1053. Fenêt, *vol.* 4, p. 212. C L. 2742. C. C. V. 1283. C. N. 1799.

1697. Les ouvriers qui sont employés par un entre preneur à la construction d'un édifice ou autre ouvrage n'ont aucune action directe contre le propriétaire.

Guyot, *Rép.*, vo. *Ouvrier*, p. 470. Bridgman vs. Ostel 9 Décis. des Trib. B. C., p. 445. C. N. 1798.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU BAIL A CHEPTEL.

1698. Le bail à cheptel est un contrat par lequ l'une des parties donne à l'autre un fonds de bétail pou le garder, le nourrir et le soigner sous certaines cond tions quant au partage des profits entr'eux.

Cod., L. 8, *de pactis*. Pothier, *Cheptels*, No. 6. Argo vol. 2, p. 296. C. N. 1800.

1699. Toute espèce d'animaux susceptible de cro ou de profit pour l'agriculture ou le commerce peut ét l'objet de ce bail.

Domat, liv. 1, tit. 4, sec. 1, No. 2. Pothier, *Cheptel* Nos. 21, 22, 23. C. N. 1802.

1700. A défaut de conventions particulières, ce contrat se règle par l'usage du lieu où le bétail est tenu.
C. N. 1803, *contrà*.

TITRE HUITIÈME.

DU MANDAT.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1701. Le mandat est un contrat par lequel une personne, qu'on appelle le mandant, confie la gestion d'une affaire licite à une autre personne qu'on appelle mandataire, et qui, par le fait de son acceptation, s'oblige à l'exécuter.

L'acceptation peut s'inférer des actes du mandataire, et même de son silence en certains cas.

ff L. 1, *de procuratoribus ;* L. 1, *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 1, 31, 32, 33. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 1, §§ 1, 2, 3. Troplong, *Mandat*, Nos. 5 et suiv., et Nos. 146, 148, 149. Halifax, *Analysis of Civil Law*, 70. Story, *Bailments*, 137. C. L. 2958. C. N. 1794, 1795.

1702. Le mandat est gratuit s'il n'y a une convention ou un usage reconnu au contraire.

ff L. 1, § 4; L 6, *mandati*. Inst., 13, *de mandato*. Pothier, *Mandat*, Nos. 22, 23, 26. Domat, *loc. cit.*, § 9, et sec. 3, §§ 8, 9. Troplong, *Mandat*, Nos. 249, 250, 251. C. N. 1986.

1703. Le mandat peut être soit spécial pour une affaire particulière, ou général pour toutes les affaires du mandant.

Le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.

S'il s'agit d'aliéner ou hypothéquer, ou de tout acte quelconque de propriété autre que les actes d'administration, le mandat doit être exprès.

ff L. 1, § 1, *de procuratoribus ;* L. 16 ; L. 60 ; L. 63 ; tit. eod. Pothier, *Mandat*, Nos. 123, 144, 159, 160. Domat, *loc. cit.*, sec. 1, §§ 6, 7, 8 ; sec. 3, §§ 3, 10. Troplong, *Mandat*, Nos. 276, 278, 286. C. N. 1987, 1988.

1704. Le mandataire ne peut rien faire au-delà de ce qui est porte dans son mandat ou peut s'en inférer.

Il peut faire tout acte qui découle de cette autorité et qui est nécessaire à l'exécution du mandat.

ff L. 56, *de procurat.* Domat, *loc. cit.*, sec. 3, §§ 3, 10. Troplong, *Mandat*, pp. 285, 319. C. N. 1989.

1705. Les pouvoirs que l'on donne à des personnes qui exercent certaines professions ou fonctions de faire quelque chose dans le cours ordinaire des affaires dont elles s'occupent, n'ont pas besoin d'être spécifiés, mais s'infèrent de la nature de telle profession ou fonction.

Story, *Agency*, §§ 127 à 133, 228. Paley, *Agency*, pp. 194, 200, 201. C. L. 2969.

1706. Un agent employé pour acheter ou vendre quelque chose ne peut en être l'acheteur ou le vendeur pour son compte.

ff L. 34, § 7, *de contr. emp.* Story, *Agency*, No. 213. Smith, *Merc. Law*, 121. Code Civil B. C., art. 1484.

1707. Les mineurs émancipés peuvent être mandataires; mais le mandant n'a dans ces cas d'action contre le mandataire mineur que d'après les règles générales relatives aux obligations des mineurs.

ff L. 3, § 11; L. 4, *de minoribus.* Troplong, *Mandat*, Nos. 330, 332 à 335. C. N. 1990.

1708. La femme mariée qui exécute le mandat qui lui est confié oblige son mandant; mais il ne peut y avoir d'action contre elle que suivant les dispositions contenues au titre *Du Mariage*.

Pothier, *Puissance du mari*, No. 49. Troplong, *Mandat*, Nos. 330, 332 à 335. Code Civil B. C., art. 183.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE.

SECTION I.

DES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE ENVERS LE MANDANT.

1709. Le mandataire est tenu d'accomplir le mandat qu'il a accepté, et répond des dommages-intérêts qui pourraient résulter de son inexécution, tant que ses pouvoirs subsistent.

Après l'extinction du mandat, il est tenu de faire tout ce

qui est une suite des actes faits antérieurement, et il est obligé, si l'extinction du mandat provient du décès du mandant, de terminer l'affaire si elle est urgente et ne peut être différée sans risque de perte ou de dommage.

ff L. 22, § 11; L. 5; L. 8, § 10, *mandati*. Instit., § 11, *de mandat*. Pothier, *Mandat*, Nos. 38, 107. Erskine, *Institutes*, liv. 3, tit. 3, No. 41, p. 704. Story, *Bailments*, No. 204. Troplong, *Mandat*, Nos. 382, 383. C. L. 2971. C. N. 1991.

1710. Le mandataire, dans l'exécution du mandat, doit agir avec l'habileté convenable et tous les soins d'un bon père de famille. Néanmoins, si le mandat est gratuit, le tribunal peut mitiger la rigueur de la responsabilité résultant de la négligence ou de la faute du mandataire, suivant les circonstances.

ff L. 10; L. 12, § 10, *mandati*. Cod., L. 13, *mandati*. Pothier, *Mandat*, No. 46. Code Civil B. C., art. 1045. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 3, §§ 4, 5. Troplong, *Mandat*, No. 393. Jones, *Bailments*, pp. 61, 62, 114. Paley, *Prin. and Ag.*, p. 6. Erskine, *Inst.*, liv. 3, tit. 3, § 36, p. 699. C. L. 2972. C. N. 1992.

1711. Le mandataire répond de celui qu'il s'est substitué dans l'exécution du mandat, lorsqu'il n'est pas autorisé à se faire; et le mandant peut, s'il est lésé par suite de cette substitution, répudier les actes du substitué.

Le mandataire est également responsable, lorsqu'il a le pouvoir de substituer sans désignation de la personne substituée, s'il se substitue une personne notoirement incapable.

Dans tous ces cas le mandant a une action directe contre la personne que le mandataire s'est substituée.

ff L. 8, § 3, *mandati*; L. 21, § 3, *de neg. gest.* Pothier, *Mandat*, No. 99. Lacombe, vo. *Procureur*, p. 521. Troplong, *Mandat*, Nos. 447, 448, 449. C. L. 2296, 2977, 2978. C. N. 1994.

1712. Lorsqu'il y a plusieurs mandataires établis ensemble pour la même affaire, ils sont responsables solidairement des actes d'administration les uns des autres, à moins d'une stipulation contraire.

ff L. 60, § 2, *mandati*. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 3, n. 13. Pothier, *Mandat*, No. 63. Erskine, *Instit.*, liv.

3, tit. 3, § 34. Story, *Agency*, § 44; *Bailments*, § 195. Jones, *Bailments*, 51, 52. *Contrà*, C. N. 1995, Troplong sur cet art., Nos. 489 à 497.

1713. Le mandataire est tenu de rendre compte de sa gestion, et de remettre et payer au mandant tout ce qu'il a reçu sous l'autorité de son mandat, même si ce qu'il a reçu n'était pas dû au mandant; sauf néanmoins son droit de déduire du montant, ses déboursés et son dû à raison de l'exécution du mandat. Si ce qu'il a reçu est une chose déterminée, il a droit de la retenir jusqu'au remboursement.

ff L. 20; L. 10, § 8, *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 51, 58, 59. Domat, *loc. cit.*, No. 8. Troplong, *Mandat*, Nos. 698, 699 et suiv. Paley, *Prin. and Ag.*, pp. 124, 125, 127. Story, *Bailments*, § 193. C. N. 1993. Code Civil B. C., art. 1723.

1714. Il doit l'intérêt sur les deniers du mandant qu'il emploie à son usage, à dater de cet emploi, et aussi sur le reliquat de compte à compter du jour qu'il est mis en demeure.

ff L. 10, § 3 *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 51, 56. C. N. 1996.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DU MANDATAIRE ENVERS LES TIERS.

1715. Le mandataire agissant au nom du mandant et dans les limites de son mandat n'est pas responsable personnellement envers les tiers avec qui il contracte, excepté dans le cas du facteur ci-après spécifié en l'article 1738, et dans le cas de contrats faits par le maître pour l'usage de son bâtiment.

ff L. 20, *de instit. act.* Pothier, *Mandat*, No. 87. Domat, liv. 1, tit. 16, sec. 3, No. 8. Troplong, *Mandat*, No. 510. Story, *Agency*, 263. Paley, *Prin. and Ag.*, 368. Code Civil B. C., art. 1737, 1738. C. N. 1997.

1716. Le mandataire qui agit en son propre nom est responsable envers les tiers avec qui il contracte, sans préjudice aux droits de ces derniers contre le mandant.

Pothier, *Mandat*, No. 88. Paley, *Prin. and Ag.*, 371.

372. Story, *Agency*, 266, 163, 269. Troplong, *Mandat*, Nos. 522 et suiv., *Contrà*, quant à la dernière clause.

1717. Il est responsable de la même manière, lorsqu'il excède les pouvoirs contenus dans son mandat; à moins qu'il n'en ait donné une connaissance suffisante à ceux avec qui il a contracté.

C. L. 2981. Story, *Agency*, 264, 265. Troplong, *Mandat*, 591, 592. C. N. 1997.

1718. Il n'est pas censé avoir excédé les bornes de son mandat, lorsqu'il l'a rempli d'une manière plus avantageuse au mandant que celle qui était indiquée par ce dernier.

ff L. 5, § 5, *mandati*. Pothier, *Mandat*, No. 92. Troplong, *Mandat*, No. 403. C. L. 2980.

1719. Il est censé avoir excédé les bornes de son mandat lorsqu'il fait seul quelque chose qu'il n'était chargé de faire que conjointement avec un autre.

ff L. 5, *mandati*; L. 11, § 5, *de instit. act.* Pothier, *Mandat*, No. 99. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 3, No. 14. Story, *Agency*, §§ 42, 43.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES OBLIGATIONS DU MANDANT.

SECTION I.

DES OBLIGATIONS DU MANDANT ENVERS LE MANDATAIRE.

1720. Le mandant est tenu d'indemniser le mandataire pour toutes les obligations que ce dernier a contractées avec les tiers, dans les limites de son mandat, ainsi que pour tous les actes qui excèdent telles limites, lorsqu'ils ont été ratifiés expressément ou tacitement.

ff L. 45, *in pr.* et § 5, *mandati*. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 2, No. 1. Pothier, *Mandat*, Nos. 80, 81, 82. Story, *Bailments*, §§ 196, 198. C. N. 1998.

1721. Le mandant ou ses représentants légaux sont obligés d'indemniser le mandataire pour tous les actes faits par ce dernier dans les limites de son mandat après qu'il est expiré par cause de mort ou autre, lorsque le mandataire ignorait cette extinction.

Pothier, *Mandat*, No. 106. Code Civil B. C., arts. 1728, 1760.

25

1722. Le mandant doit rembourser au mandataire les avances et frais que celui-ci a faits pour exécuter le mandat, et lui payer le salaire ou autre compensation à laquelle il peut avoir droit.

S'il n'y a aucune faute imputable au mandataire, le mandant ne peut se dispenser de faire ce remboursement et ce paiement lors même que l'affaire n'aurait pas réussi. Il ne peut non plus faire réduire le montant du remboursement sous le prétexte que les avances et frais auraient pu être moindres, s'ils eussent été faits par lui

ff L. 12, § 9; L. 27, § 4; L. 56, § 4, *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 68, 69, 78, 79. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 2, Nos. 2, 3. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, Nos. 489, 571. C Com., 93, 94. C. N. 1999.

1723. Le mandataire a un privilége et un droit de préférence pour le paiement de ses avances et frais mentionnés en l'article précédent, sur les choses mises entre ses mains et sur le produit de leur vente ou placement.

Code Civil B. C., art. 1713.

1724. Le mandant est obligé de payer les intérêts sur les deniers avancés par le mandataire dans l'exécution de son mandat.

Ces intérêts sont calculés du jour que les deniers ont été avancés.

ff L. 2, § 9, *mandati*. Domat, *loc. cit.*, No. 4. Troplong, *Mandat*, Nos. 274, 275 et suiv. C. N. 2001.

1725. Le mandant est obligé d'indemniser le mandataire qui n'est pas en faute, des pertes que celui-ci a essuyées en exécutant le mandat.

ff L. 20; L. 29, § 6. *mandati*. Pothier, *Mandat*, 75, 76. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 2, No. 6. Story, *Bailments*, §§ 200, 201; *Agency*, 341. *Contrà*, C. N. 2000; Troplong, *Mandat*, 655 et suiv.

1726. Si le mandat a été donné par plusieurs personnes, leur obligation à l'égard du mandataire est solidaire.

ff L. 59, § 3, *mandati*. Pothier, *Mandat*, No. 82. Domat, *loc. cit.*, No. 5. Erskine, *Instit.*, liv. 3, tit. 3, § 38. C. N. 2002.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DU MANDANT ENVERS LES TIERS.

1727. Le mandant est responsable envers les tiers pour tous les actes de son mandataire faits dans l'exécution et les limites du mandat; excepté dans le cas de l'article 1738, et dans les cas où, par la convention ou les usages du commerce, le mandataire en est seul responsable.

Le mandant est aussi responsable des actes qui excèdent les limites du mandat, lorsqu'il les a ratifiés expressément ou tacitement.

Pothier, *Oblig.*, Nos. 75, 77 et suiv., 447, 448; *Mandat*, Nos. 87, 88, 89. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 2, No. 1. 18 Duranton, 260, 261. Troplong, *Mandat*, Nos. 511 et suiv., 516, 517; contrà, *lorsque le mandataire agit en son propre nom, sans faire connaître le mandant*, 522, 535, 536. Story, *Agency*, §§ 442, 444, 445, 446, 448. 1 Bell, *Comm.*, § 418, pp. 396, 399. Paley, *Prin. and Ag.*, 247, 248. C. N. 1998.

1728. Le mandant ou ses représentants légaux sont responsables envers les tiers pour tous les actes faits par le mandataire dans l'exécution et les limites du mandat après qu'il a cessé, si cette cessation était inconnue des tiers.

Pothier, *Mandat*, 106. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 4, Nos. 1, 7. Erskine, *Instit.*, livre 3, tit. 3, § 41. C. N. 2009.

1729. Le mandant ou ses représentants légaux sont responsables pour les actes faits par le mandataire dans l'exécution et les limites du mandat, après son extinction, lorsque ces actes sont une suite nécessaire d'une affaire déjà commencée.

Il sont également responsables pour les actes du mandataire faits pour terminer une affaire après l'expiration du mandat par la mort ou la cessation d'autorité du mandant, lorsque le retard aurait pu entraîner quelque perte ou dommage.

Pothier, *Mandat*, 106, 107, 111, 121. Domat, *loc. cit.*, No. 7. Erskine, *Instit.*, *loc. cit.* 1 Bell, *Comm.*, § 413, p. 396. Code Civil B. C., art. 1709.

1730. Le mandant est responsable envers les tiers

qui contractent de bonne foi avec une personne qu'ils croient son mandataire, tandis qu'elle ne l'est pas, si le mandant a donné des motifs raisonnables de le croire.

1 Bell, *Comm.*, 411, 412. Paley, *Prin. and Ag.*, 165 et suiv. Story, *Agency*, p. 443.

1731. Il est responsable des dommages causés par la faute du mandataire, conformément aux règles énoncées en l'article 1054.

Pothier, *Oblig.*, No. 453. 1 Bell, *Comm.*, § 418, p. 400. Story, *Agency*, § 452.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES AVOCATS, PROCUREURS ET NOTAIRES.

1732. Les avocats, les procureurs et les notaire sont sujets aux règles générales contenues dans ce titre en autant qu'elles peuvent s'appliquer. La professio d'avocat et procureur est réglée par les disposition contenues dans l'acte intitulé: *Acte concernant le Barreau du Bas-Canada*, et celle des notaires par un act intitulé: *Acte concernant le Notariat*.

S. R. B. C., ch. 72. *Ibid.*, ch. 73. S. R. C., ch. 75.

1733. Les règles particulières relatives aux devoir et aux droits des avocats et procureurs dans l'exercic de leurs fonctions auprès des tribunaux du Bas-Cauada sont contenues dans le Code de Procédure Civile et dan les règles de pratique de ces tribunaux.

1734. Les règles de la prescription, en ce qui con cerne les avocats et procureurs, et les notaires, son exposés dans l'article 2260.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES COURTIERS, FACTEURS ET AUTRES AGENTS DE COMMERC

1735. Le courtier est celui qui exerce le commer ou la profession de négocier entre les parties les acha et ventes ou autres opérations licites.

Il peut être le mandataire des deux parties et par s actes les obliger toutes deux relativement à l'affai pour laquelle elles l'emploient.

ff L. 3, *de proxeneticis*. Domat, liv. 1, tit. 17, sec. No. 1. C. Com., 74. C. L. 2985. Story, *Agency*, §

Smith, *Merc. Law*, 507, 508. Syme *et al. vs.* Heward, 1. Décis. des trib. B. C., p. 19.

1736. Un facteur ou marchand à commission, est un agent employé à acheter ou à vendre des marchandises pour un autre, soit en son propre nom ou au nom du principal, de qui il reçoit une rétribution communément appelée *commission*.

3 Chitty, *Com. Law*, 193, 194. Story, *Agency*, § 33. 2 Pardessus, 404 à 413. 1 Bell, *Com.*, 408, 409. Erskine, *Instit.*, liv. 3, tit. 3, § 34.

1737. Les courtiers et les facteurs sont assujettis aux règles générales énoncées dans ce titre, lorsqu'elles ne sont pas incompatibles avec les articles de ce chapitre.

1738. Le facteur qui a son principal dans un autre pays est responsable personnellement envers les tiers avec qui il contracte, soit que le nom du principal soit connu ou ne le soit pas. Le principal n'est pas responsable envers les tiers sur semblables contrats, à moins qu'il ne soit établi que le crédit a été donné également au principal comme au facteur, ou au principal seul.

Paley, *Prin. and Ag.*, 248, 273, 282. Story, *Agency*, §§ 268, 290, 448. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, 404. Smith, *Merc. Law*, 66.

1739. Toute personne peut contracter, pour l'achat de marchandises, avec le facteur qui les a en sa possession, ou à qui elles ont été consignées, et peut les recevoir de lui et lui en payer le prix ; et tel contrat et paiement lient le propriétaire des marchandises, lors même que l'acheteur sait qu'il ne contracte qu'avec un facteur.

S. R. C., ch. 59, sec. 1.

1740. Tout facteur à qui on a confié des effets et marchandises ou des documents qui en forment le titre, en est réputé prepriétaire pour les fins suivantes, savoir :

1. Pour en consentir la vente ou un contrat tel que mentionné en l'article qui précède ;

2. Pour conférer au consignataire des marchandises consignées par ce facteur, un privilége sur ces marchandises pour toute somme de deniers ou valeur négociable avancée ou donnée par ce consignataire à tel facteur pour son usage, ou reçue par le facteur pour l'usage de tel consignataire, de la même manière que si ce facteur était le véritable propriétaire de ces marchandises ;

3. Pour rendre valable tout contrat ou convention de nantissement, privilége ou sûreté, fait de bonne foi avec ce facteur, tant pour prêt primitif, avances ou paiement faits sur le nantissement de telles marchandises ou titres, que pour tout autre renouvellement d'avances à cet égard ; et

4. Pour rendre tels contrats obligatoires à l'egard du propriétaire des marchandises et de toutes autres personnes qui y sont intéressées, nonobstant la connaissance que celui qui réclame le droit de gage ou privilége peut avoir qu'il ne contracte qu'avec un facteur.

S. R. C., ch. 59, sec. 2.

1741. Dans le cas où une personne qui a un droit de gage ou privilége sur des marchandises ou documents qui en forment le titre, ou autres valeurs négociables, pour des avances antérieures sur un contrat avec le facteur, lui en fait remise en considération d'un droit de gage ou privilége sur d'autres marchandises, titres ou valeurs qui lui sont donnés en échange par ce facteur, pour remplacer le gage des marchandises, titres ou valeurs ainsi remis, alors ce nouveau contrat, s'il est fait de bonne foi, est réputé valable et fait en considération d'avances actuelles en argent, suivant les dispositions contenues en ce chapitre ; mais le gage acquis par ce nouveau contrat, non plus que les marchandises, titres ou valeurs donnés en échange, ne peuvent excéder la valeur de ceux qui ont été libérés par l'échange.

S. R. C., ch. 59, sec. 3.

1742. Ne sont valides que les contrats mentionnés en ce chapitre, et les prêts, avances et échanges faits de bonne foi et sans avis que le facteur qui les contracte n'a pas d'autorité pour ce faire, ou qu'il agit de mauvaise foi à l'égard du propriétaire des marchandises.

S. R. C., ch. 59, sec. 4.

1743. Les prêts, avances et échanges de bonne foi, quoique faits avec la connaissance que le facteur n'est pas le propriétaire, mais sans avis qu'il agit sans autorité, lient le propriétaire et toutes autres personnes intéressées dans les marchandises, titres ou valeurs, suivant le cas.

S. R. C., ch. 59, sec. 6.

1744. Les dettes antérieures dues par le facteur à

qui on a confié des marchandises ou documents qui en forment les titres, ne peuvent justifier l'octroi d'un privilége ou droit de gage sur telles marchandises ou titres à icelles; et tel agent ne peut se départir des ordres formels ou des pouvoirs qu'il a reçus de son principal en ce qui concerne telles marchandises.

S. R. C., ch. 59, sec. 5.

1745. Tout connaissement, reçu ou ordre d'un garde-magasin ou garde-quai pour la délivrance d'effets, tout certificat d'inspection de potasse ou de perlasse, et tout document en usage dans le cours ordinaire des affaires comme faisant preuve de la possession ou droit de disposer de quelques marchandises, ou comportant une autorisation, par le moyen de l'endossement ou de la livraison, au possesseur de tel document de céder ou recevoir les marchandises représentées par tel document, est réputé un titre dans le sens des dispositions contenues en ce chapitre.

S. R. C., ch. 59, sec. 7.

1746. Tout facteur porteur d'un semblable titre, soit qu'il le tienne immédiatement du propriétaire des effets, ou qu'il l'ait obtenu à raison de la possession qui lui a été confiée des marchandises ou titres à icelles, est réputé saisi de la possession des marchandises représentées par tels titres.

S. R. C., ch. 59, sec. 8.

1747. Tout contrat conférant un droit de gage ou privilége sur un document formant titre est réputé nantissement, ou constitution de privilége sur les marchandises auxquelles le titre se rapporte, et le facteur est réputé possesseur des marchandises ou titres, soit qu'ils soient actuellement sous sa garde ou qu'ils soient entre les mains d'une autre personne agissant pour lui et sujette à son contrôle.

S. R. C., ch. 59, sec. 9.

1748. Lorsqu'un prêt ou des avances sont faits de bonne foi à un facteur nanti et en possession de marchandises ou titres, sur la foi d'un contrat par écrit pour la consignation, le dépôt, le transport ou la délivrance de telles marchandises ou titres, qui sont de fait reçus par la personne qui fait le prêt ou les avances soit au temps même du contrat ou à une époque subséquente,

sans avis que le facteur n'est pas autorisé à consentir d gage ou nantissement, tels prêt ou avances sont censé faits sur le nantissement de ces marchandises ou titre dans le sens des dispositions du présent chapitre.

S. R. C., ch. 59, sec. 10.

1749. Tout contrat fait soit directement avec l facteur, ou avec son commis ou autre personne de s part, est censé un contrat fait avec tel facteur.

S. R. C., ch. 59, sec. 11.

1750. Tout paiement fait soit en argent, en lettre de change ou autres valeurs négociables, est censé un avance dans le sens de ce chapitre.

S. R. C., ch. 59, sec. 12.

1751. Tout facteur en possession de marchandise ou titres, ainsi qu'il est dit ci-dessus, est, pour les fin de ce chapitre, censé les avoir reçus du propriétaire, moins de preuve contraire.

S. R. C., ch. 59, sec. 13.

1752. Rien de contenu dans ce chapitre ne diminu ni n'affecte la responsabilité civile du facteur pour con travention à ses obligations, ou inexécution des ordre ou des pouvoirs qu'il a reçus.

S. R. C., ch. 59, sec. 14.

1753. Nonobstant ce qui est contenu dans les art cles qui précèdent, le propriétaire peut en tout temp avant qu'ils soient vendus, racheter les marchandise ou titres mis en gage comme il vient d'être dit, en rem boursant le montant ou en restituant les valeurs pou lesquelles ils sont engagés, et en payant au facteur le deniers pour sûreté desquels ce facteur a droit de reten les marchandises et titres par privilége à l'encontre d propriétaire ; ou bien, il peut recouvrer de la personne qui les marchandises ou titres ont été donnés en gag ou qui y a un privilége tout reliquat de deniers restan entre ses mains sur le produit des marchandises, dédu tion faite du montant assuré par le contrat.

S. R. C., ch. 59, sec. 20.

1754. Dans le cas de faillite du facteur, et dans l cas du rachat des marchandises par le propriétaire, c dernier est censé, quant aux deniers qu'il a payés pou le compte du facteur sur ce rachat, les avoir payés pou le compte de ce facteur avant sa faillite ; ou, si les ma

chandises n'ont pas été ainsi rachetées, le propriétaire est considéré comme un créancier du facteur pour la valeur des marchandises ainsi données en gage, du jour du nantissement ; et dans l'un ou l'autre cas, il peut faire valoir ou opposer en compensation, la somme ainsi payée, ou la valeur des marchandises, suivant le cas. S. R. C., ch. 59, sec. 21.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE L'EXTINCTION DU MANDAT.

1755. Le mandat se termine :

1. Par la révocation ;
2. Par la renonciation du mandataire ;
3. Par la mort naturelle ou civile du mandant ou du mandataire ;
4. Par l'interdiction, la faillite ou autre changement d'état par suite duquel la capacité civile de l'une ou l'autre des parties est affectée ;
5. Par l'extinction du pouvoir dans le mandant ;
6. Par l'accomplissement de l'affaire, ou l'expiration du temps pour lequel le mandat a été donné ;
7. Par autres causes d'extinction communes aux obligations.

ff L. 12, § 16 ; L. 22, § 11 ; L. 27, § 3 ; L. 26, *in pr. mandati*. Cod., L. 15, *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 38 et suiv., 101, 103, 111, 112, 113, 120. Domat, liv. 1, tit. 15, sec. 4. Troplong, *Mandat*, 744 et suiv. Story, *Bailments*, §§ 202 à 211. Clamageran, 300 et suiv., 332 et suiv. Code Civil B. C., art. 1138. C. N. 2003.

1756. Le mandant peut en tout temps révoquer son mandat et obliger le mandataire à lui remettre la procuration si elle ne porte pas minute.

ff L. 12, § 16, *mandati*. Pothier, *Mandat, loc. cit.* Troplong, *Mandat*, 764 et suiv. C. L. 2997. C. N. 2004.

1757. La constitution d'un nouveau mandataire pour la même affaire vaut révocation du premier à compter du jour où elle lui a été notifiée.

L. 31, § fin., *de procurat*. Pothier, *Mandat*, 114 et suiv. Domat, *loc. cit.*, No. 2. C. L. 2999. Story, *Bailments*, § 208. C. N. 2006.

1758. Si l'avis de la révocation n'a été donné qu'au

mandataire, elle ne peut affecter les tiers qui, dans l'igno-rance de cette révocation, ont traité avec lui, sauf au mandant son recours contre celui-ci.

Pothier, *Mandat*, 121. Code Civil B. C., art. 1728. C. L. 2998. C. N. 2005.

1759. Le mandataire peut renoncer au mandat qu'il a accepté en en donnant dûment avis au mandant. Néanmoins, si cette renonciation préjudicie au mandant, le mandataire est responsable des dommages, à moins qu'il n'y ait un motif raisonnable pour cette renonciation. Si le mandat est salarié le mandataire est responsable, conformément aux règles générales relatives à l'inexécution des obligations.

ff L. 22, § 11 ; L. 5, § 1 ; L. 23 ; L. 24 ; L. 25, *mandati*. Pothier, *Mandat*, Nos. 38, 39 et suiv. Domat, *loc. cit.*, Nos. 3, 4, 5. Troplong, *Mandat*, 806, 382. Storey, *Agency*, § 478. Code Civil B. C., *Oblig.*, ch. 6. C. N. 2007.

1760. Les actes du mandataire, faits dans l'ignorance du décès du mandant ou de toute autre cause qui pouvait mettre fin au mandat, sont valides.

ff L. 26, *mandati*. Pothier, *Mandat*, 106. Domat, *loc. cit.*, No. 7. Troplong, *Mandat*, 811 et suiv. Storey, *Bailments*, §§ 204, 305. C. N. 2008. Code Civil B. C., arts. 1720, 1728.

1761. Les représentants légaux du mandataire qui connaissent le mandat, et qui ne sont pas dans l'impossibilité d'agir par cause de minorité ou autrement, sont tenus de notifier son décès au mandant et de faire dans les affaires commencées tout ce qui est immédiatement nécessaire pour prévenir les pertes auxquelles le mandant pourrait être exposé.

ff Arg. ex leg. 40, *Pro socio*. Pothier, *Mandat*, No. 101. Troplong, *Mandat*, 830, 835, 836, 837. Storey, *Bailments*, § 202. C. N. 2010.

TITRE NEUVIÈME.

DU PRÊT.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1762. Il y a deux sortes de prêts : 1o. Le prêt dont on peut user sans le détruire, appelé *prêt à usage* ou *commodat* ; 2o. Le prêt des choses qui se consomment par l'usage qu'on en fait, appelé *prêt de consommation.*

ff L. 2, *de rebus creditis*. Jones, *Bailments*, 74. Story, *Bailments*, §§ 219 et suiv. C. N. 2862. C. N. 1874.

CHAPITRE PREMIER.

DU PRÊT A USAGE OU COMMODAT.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1763. Le prêt à usage est un contrat par lequel l'une des parties, appelée le prêteur, livre une chose à une autre personne appelée l'emprunteur, pour s'en servir gratuitement pendant un temps et ensuite la rendre au prêteur.

ff L. 1, § 1 ; L. 3, § 4 ; L. 5, § *commodati*. Instit., liv. 3, tit. 15, § 2, *in fin*. Pothier, *Prêt à usage, Introd.* et ch. 1, sec. 1, art. 1. Troplong, *Prêt*, 13 et suiv. Jones, *loc. cit.* Story, *loc. cit.* C. L. 2864. C. N. 1875, 1876.

1764. Le prêteur demeure propriétaire de la chose prêtée.

ff L. 8 ; L. 9, *commodati*. Pothier, *Prêt à usage*, 4 (*2e alin.*) Troplong, *Prêt*, 16. C. L. 2866. C. N. 1877.

1765. Tout ce qui peut être l'objet du contrat de louage peut l'être du prêt à usage.

Code Civil B. C., arts. 1605, 1606. Pothier, *Pr. à us.*, 11. C. N. 1878.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR.

1766. [L'emprunteur est tenu de veiller en bon père

de famille à la garde et à la conservation de la chose prêtée.]

Il ne peut s'en servir qu'à l'usage pour lequel elle est destinée par sa nature ou par la convention.

Instit., liv. 3, tit. 15, § 2. *ff* L. 1, § 4, *de Oblig. et act*; L. 5, § §2, 5, 7, 8 ; L. 18, *Commodati*. Pothier, *Pr. à us.*, 48. C. N. 1880.

1767. Si l'emprunteur emploie la chose à un autre usage que celui auquel elle est destinée ou pour un temps plus long qu'il ne le devait, il est tenu de la perte arrivée même par cas fortuit.

Autorités citées sous l'article précédent. Pothier, *Pr. à us.*, 58, 60. C. N. 1881.

1768. Si la chose prêtée périt par un cas fortuit dont l'emprunteur pouvait la garantir en employant la sienne propre, ou si, ne pouvant conserver que l'une des deux, il a préféré sauver la sienne, il est tenu de la perte.

ff L. 5, § 4 *Commodati*. Cod., L. 1, *de commodato*. Pothier, *Pr. à us.*, 56. Story, *Bailments*, §§ 246 à 251. C. N. 1882.

1769. Si la chose se détériore par le seul effet de l'usage pour lequel elle est prêtée, et sans la faute de l'emprunteur, il n'est pas tenu de la détérioration.

ff L. 10, *in pr.* ; L. 25, *commodati*. Pothier, *Prêt à us.*, 38, 39, 55, 69. C. N. 1884.

1770. L'emprunteur ne peut pas retenir la chose pour ce que le prêteur lui doit, à moins que la dette ne soit pour dépense nécessaire encourue pour la conservation de la chose.

ff L. 18, § 2, *commodati*. Cod., L. 4, *de commodato*. Pothier, *Pr. à us.*, 43, 44, 82. Troplong, *Prêt*, 128. Vinnius, *Quæst. selectæ*, liv. 1, c. 5. C. N. 1885.

1771. Si pour pouvoir se servir de la chose l'emprunteur a fait quelque dépense, il n'a pas droit de la répéter.

ff L. 18, § 2, *commodati*. Pothier, *Pr. à usage*, 165. C. N. 1886.

1772. Si plusieurs ont emprunté conjointement la même chose, ils en sont solidairement responsables envers le prêteur.

ff L. 5, § 15 ; L. 21, § 1, *commodati*. Pothier, *Prêt à usage*, 65. C. N. 1887.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS DU PRÊTEUR.

1773. Le prêteur ne peut retirer la chose, ou troubler l'emprunteur dans l'usage convenable qu'il en fait, qu'après le terme convenu, ou, à défaut de convention, qu'après qu'elle a servi à l'usage pour lequel elle a été empruntée, sauf néanmoins l'exception contenue en l'article qui suit.

ff L. 17, § 3, *commodati*. Pothier, *Prêt à usage*, 20, 24, 76, 78. C. N. 1888.

1774. Si pendant ce terme, ou, dans le cas où il n'y a pas de terme fixé, avant que l'emprunteur ait cessé d'en avoir besoin, il survient au prêteur un besoin pressant et imprévu de la chose, le tribunal peut suivant les circonstances obliger l'emprunteur à la lui rendre.

Pothier, *Prêt à usage*, 25, 77. Troplong, *Prêt*, 151. C. N. 1889.

1775. Si pendant la durée du prêt, l'emprunteur a été obligé, pour la conservation de la chose prêtée, de faire quelque dépense extraordinaire, nécessaire et tellement urgente qu'il n'a pu en prévenir le prêteur, celui-ci est tenu de la lui rembourser.

ff L. 18, § 2, *commodati*. Pothier, *Prêt à usage*, 81. C. N. 1890.

1776. Lorsque la chose prêtée a de tels défauts qu'elle cause du préjudice à celui qui s'en sert, le prêteur est responsable, s'il connaissait les défauts et n'en a pas averti l'emprunteur.

ff L. 18, § 3 ; L. 22, *commodati*. Pothier, *Prêt à usage*, 84. C. N. 1891.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU PRÊT DE CONSOMMATION.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1777. Le prêt de consommation est un contrat par lequel le prêteur livre à l'emprunteur une certaine quantité de choses qui se consomment par l'usage, à la

charge par ce dernier de lui en rendre autant de même espèce et qualité.

ff L. 22, § 1, 2, *de rebus creditis.* Pothier, *Prêt de consomption*, 1. C. N. 1892.

1778. Par le prêt de consommation l'emprunteur devient le propriétaire de la chose prêtée, et la perte en retombe sur lui.

ff L. 2, § 2, *de reb. cred.*; L. 1, § 4, *de oblig. et act.* Pothier, *Prêt de consomption*, Nos. 1, 4, 5, 50. Prevost de la Jannès, No. 537. C. N. 1893.

1779. L'obligation qui résulte d'un prêt en argent n'est toujours que de la somme numérique reçue.

S'il y a augmentation ou diminution dans la valeur des espèces avant l'époque du paiement, l'emprunteur est obligé de rendre la somme numérique prêtée, et ne doit rendre que cette somme en espèces ayant cours au temps du paiement.

Pothier, *Prêt de consomption*, 35, 36, 37. C. N. 1895, 1896.

1780. Si le prêt a été fait en lingots ou en denrées l'emprunteur doit toujours rendre la même quantité et qualité qu'il a reçue et rien de plus, quelle que soit l'augmentation ou la diminution de leur prix.

ff L. 2; L. 3, *de reb. cred.* Pothier, *Prêt de consomption*, 15. C. N. 1897.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DU PRÊTEUR.

1781. Pour le prêt de consommation le prêteur doit avoir le droit d'aliéner la chose prêtée, et il est sujet à la responsabilité établie dans l'article 1776 relatif au prêt à usage.

ff L. 18, *commodati*; L. 2, § 2, 4, *de reb. cred.* Domat, liv. 1, tit. 6, sec. 2, Nos. 2, 3. Pothier, *Prêt de consomption*, 51, 52. Troplong, *Prêt*, 186, 187. C. N. 1898.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS DE L'EMPRUNTEUR.

1782. L'emprunteur est tenu de rendre les choses prêtées en même quantité et qualité, et au terme convenu

ff L. 2 ; L. 3, *de reb. cred.* Domat, *loc. cit.*, sec. 3, No. 1. Pothier, *Prêt de consomption*, 13, 14, 30, 40, 47. C. N. 1899, 1902.

1783. S'il n'y a pas de convention par laquelle on puisse déterminer le terme, il est fixé par le tribunal suivant les circonstances.

Pothier, *Prêt de consomption*, No. 48. C. N. 1900, 1901.

1784. Si l'emprunteur est en demeure de satisfaire à l'obligation de rendre la chose prêtée, il est tenu, au choix du prêteur, d'en payer la valeur au temps et au lieu où la chose devait être rendue d'après la convention ;

Si ce temps et ce lieu n'ont pas été réglés, le paiement se fait au prix du temps et du lieu où l'emprunteur a été mis en demeure ;

Avec intérêt dans les deux cas à compter de la mise en demeure.

ff L. 22, *de reb. cred.* ; L. 4, *de condict. tritic.* Pothier, *Prêt de consomption*, 40, 41. Domat, *loc. cit.*, No. 5. Code Civil B. C., *Oblig.*, c. 6. Troplong, *Prêt*, pp. 288, 289, 293. 2 Prevost de la Jannès, No. 538. C. N. 1903, 1904.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU PRÊT A INTÉRÊT.

1785. L'intérêt sur prêt est ou légal ou conventionnel.

Le taux de l'intérêt légal est fixé par la loi à six pour cent par année.

Le taux de l'intérêt conventionnel peut être fixé par convention entre les parties, excepté :

1. Quant à certaines corporations mentionnées en l'acte intitulé : *Acte concernant l'intérêt*, qui ne peuvent recevoir plus que le taux légal de six pour cent ;

2. Quant à quelques autres corporations qui par des statuts spéciaux sont limitées à certains taux d'intérêt ;

3. Quant aux banques qui ne peuvent recevoir plus de sept pour cent.

S. R. C., ch. 58, sec. 3, 4, 8, 5. C. N. 1907.

1786. La quittance du capital fait présumer le paiement des intérêts, à moins qu'il n'en soit fait réserve.

C. L. 2896. C. N. 1908.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA CONSTITUTION DE RENTE.

1787. La constitution de rente est un contrat par lequel les parties conviennent du paiement par l'une d'elles de l'intérêt annuel sur une somme d'argent due à l'autre ou par elle comptée, pour demeurer permanem-ment entre les mains de la première comme un capital qui ne doit pas être demandé par la partie qui l'a fourni, excepté dans les cas ci-après mentionnés.

Elle est assujettie quant au taux de la rente aux mêmes règles que les prêts à intérêt.

Pothier, *Constitution de rente,* 1, 4, 9, 43. 2 Prevost de la Jannès, No. 540, pp. 268 et suiv. Troplong, *Prêt* 421, 463 et suiv. C. N. 1909. Code Civil B. C., article 1790.

1788. La constitution de rente peut aussi se faire par donation et par testament.

Autorités sous l'article précédent.

1789. La rente peut être constituée en perpétuel ou à terme; lorsqu'elle est en perpétuel, elle est essentiellement rachetable par le débiteur, sujette néanmoins aux dispositions contenues aux articles 390, 391 et 392.

Ordce. Charles VI, 1441, art. 18. Pothier, *Constit. de rente,* 51, 52; *Cout. d'Orl.,* pp. 19, 427. 1 Bourjon, p. 324, § 12. C. N. 1910, 1911.

1790. Le principal de la rente constituée en perpétuel peut être réclamé :

1. Si le débiteur ne fournit et ne continue les sûretés auxquelles il s'est obligé par le contrat ;
2. Si le débiteur devient insolvable ou en faillite ;
3. Dans les cas spécifiés aux articles 390, 391 et 392.

Pothier, *Constit. de rente,* 48, 49, 66, 67, 71, 72, 73. Bourjon, p. 325, sec. 4. 2 Prevost de la Jannès, No. 54[illegible] p. 271. C. N. 1912, 1913.

1791. Les règles concernant la prescription des arrérages des rentes constituées sont contenues dans le titre des prescriptions.

1792. Le créancier d'une rente assurée par privilége et hypothèque de vendeur, a droit de demander que la vente par décret de l'immeuble affecté à tel privilég[illegible]

et hypothèque, soit faite à la charge de la rente ainsi constituée.

S. R. B. C., ch. 50, sec. 7.

1793. Les règles relatives aux rentes viagères sont contenues dans le titre : *Des Rentes Viagères.*

TITRE DIXIÈME.

DU DÉPÔT.

1794. Il y a deux espèces de dépôt, le dépôt simple et le séquestre.

Pothier, *Dépôt,* No. 1. C. N. 1916.

CHAPITRE PREMIER.

DU DÉPÔT SIMPLE.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1795. Il est de l'essence du dépôt simple qu'il soit gratuit.

ff L. 1, § 8, *Depositi.* Pothier, *Dépôt,* Nos. 1-9. Domat, liv. 1, tit. 7, sec. 1, No. 2. Troplong, *Dépôt,* 11 à 15. C. N. 1917.

1796. Les choses mobilières seules peuvent être l'objet du dépôt simple.

Pothier, *Dépôt,* No. 3. Domat, *loc. cit.,* No. 3. Troplong, *Dépôt,* 17, 18, 19. C. N. 1918.

1797. La délivrance est essentielle pour la perfection du contrat de dépôt.

La délivrance est suffisante lorsque le dépositaire se trouve déjà en possession, à quelque autre titre que ce soit, de la chose qui est l'objet du dépôt.

ff L. 1, § 5, *de oblig. et act.;* L. 1, § 14, *depositi.;* L. 8, *mandati;* L. 18, § 1, *de reb. cred.* Pothier, *Dépôt,* 7, 8. Troplong, *Dépôt,* 20, 21, 22. C. N. 1919.

1798. Le dépôt simple est volontaire ou nécessaire.

C. N. 1920.

SECTION II.

DU DÉPÔT VOLONTAIRE.

1799. Le dépôt volontaire est celui qui se fait d consentement réciproque de la personne qui le fait et d celle qui le reçoit.

ff L. 1, § 5, *depositi*. Pothier, *Dépôt*, 14, 15. C. 1921.

1800. Le dépôt volontaire ne peut avoir lieu qu'ent personnes capables de contracter.

Néanmoins si une personne capable de contract accepte le dépôt fait par une personne incapable, el est tenue de toutes les obligations d'un dépositaire, pour l'exécution de ces obligations elle peut être pou suivie par le tuteur ou autre administrateur de la pe sonne qui a fait le dépôt.

Instit., lib. 1, tit. 21, *in pr*. Pothier, *Dépôt*, 5, 6. Tro long, *Dépôt*, 60. C. L. 2906. C. N. 1925.

1801. Si le dépôt a été fait à une personne inc pable de contracter, la personne qui l'a fait a droit d revendiquer la chose déposée tant qu'elle demeure entr les mains de la première, et ensuite, elle a droit d demander la valeur de la chose jusqu'à concurrence d ce qui a tourné au profit du dépositaire.

ff L. 9, § 2, *de minoribus*. Pothier, *Dépôt*, 6. Troplon *Dépôt*, 55, 56. C. N. 1926.

SECTION III.

DES OBLIGATIONS DU DÉPOSITAIRE.

1802. [Le dépositaire doit apporter à la garde de chose déposée le soin d'un bon père de famille.]

1803. Le dépositaire ne peut se servir de la chos déposée sans la permission de celui qui a fait le dépôt.

Instit., lib. 4, tit. 1, § 6. *ff* L. 25, § 1 ; L. 29, *deposit* Domat, *loc. cit*., No. 16 ; sec. 1, No. 15. Pothier, *Dépô* 34, 35, 36, 37. C. N. 1930.

1804. Le dépositaire doit rendre identiquement chose qu'il a reçue en dépôt.

Si la chose lui a été enlevée par force majeure et s'

reçu quelque chose à la place, il doit rendre ce qu'il a ssi reçu en échange.

Instit., lib. 3, tit. 15, ℥ 3. *ff* L. 17, § 1 ; L. 1, § 21, *depo-* i. Domat, *loc. cit.*, sec. 3, No. 6. Pothier, *Dépôt*, 40, C. N. 1932, 1934.

1805. Le dépositaire n'est tenu de rendre la chose posée ou ce qui en reste, que dans l'état où elle se uve au moment de la restitution ; les détériorations i ne sont pas survenues par son fait sont à la charge celui qui a fait le dépôt.

Domat, *loc. cit.* Pothier, *Dépôt*, 41. Code Civil B. C., t. 1150. C. N. 1933.

1806. L'héritier ou autre représentant légal du dépo- aire, qui vend de bonne foi la chose dont il ignorait dépôt, n'est tenu de rendre que le prix qu'il a reçu, de céder son droit contre l'acheteur si le prix n'a pas é payé.

ff L. 1, ℥ 47 ; L. 2 ; L. 3 ; L. 4, *depositi*. Domat, *loc.* ., No. 13. Pothier, *Dépôt*, 45, 46. C. N. 1935.

1807. Le dépositaire est tenu de restituer les fruits 'il a perçus de la chose déposée.

Il n'est tenu de payer l'intérêt sur les deniers déposés e lorsqu'il est en demeure de les restituer.

ff L. 1, ℥℥ 23 et 24, *depositi* ; L. 38, ℥ 10, *de usuris*. d., L. 2, *depositi*. Pothier, *Dépôt*, 47, 48. C. N. 1936.

1808. Le dépositaire ne peut pas exiger de la per- nne qui a fait le dépôt la preuve qu'elle est propriétaire la chose déposée.

ff L. 31, ℥ 1, *depositi*. Pothier, *Dépôt*, 51. C. N. 1938.

1809. La restitution de la chose déposée doit être te au lieu convenu et les frais pour l'y transporter sont la charge de celui qui a fait le dépôt.

S'il n'y a pas de lieu convenu pour la restitution, elle it se faire au lieu où se trouve le chose.

ff L. 12, *depositi*. Domat, *loc. cit.*, sec. 2, No. 3. Po- ier, *Dépôt*, 56, 57. Troplong, *Dépôt*, 168, 169. C. N. 42, 1943.

1810. Le dépositaire est tenu de remettre la chose propriétaire aussitôt que ce dernier la réclame, lors me que le contrat aurait fixé un délai déterminé pour restitution ; à moins qu'il n'en soit empêché par une sie-arrêt, opposition ou autre empêchement légal, ou

qu'il n'ait un droit de rétention sur la chose, tel q
spécifié en l'article 1812.

ff L. 1, § 45, *depositi*. Pothier, *Dépôt*, 58, 59. C.
1944.

1811. Toutes les obligations du dépositaire cesse
s'il établit qu'il est lui-même propriétaire de la cho
déposée.

Pothier, *Dépôt*, Nos. 4, 67. C.N. 1946.

SECTION IV.

DES OBLIGATIONS DE CELUI QUI FAIT LE DÉPÔT.

1812. Celui qui a fait le dépôt est tenu de re
bourser au dépositaire les dépenses faites par ce derni
pour la conservation et le soin de la chose, et de l'i
demniser de toutes les pertes que le dépôt peut lui av
occasionnées.

Le dépositaire a droit de retenir la chose jusqu'à t
remboursement.

ff L. 8, § 23, *depositi*. Domat, *loc. cit.*, Nos., 1, 2,
Pothier, *Dépôt*, 59, 69, 70, 74. C. N. 1947, 1948.

SECTION V.

DU DÉPÔT NÉCESSAIRE.

1813. Le dépôt nécessaire est celui qui a lieu p
une nécessité imprévue et pressante provenant d'u
accident ou de force majeure, comme dans le cas d'i
cendie, naufrage, pillage ou autre calamité soudaine.
est d'ailleurs sujet aux mêmes règles que le dépôt volo
taire, sauf quant au mode de le prouver.

ff L. 1, §§ 1, 12, *depositi*. Domat, *loc. cit.*, sec. 7, No
1, 2. Pothier, *Dépôt*, 75. Story, *Bailments*, §§ 44, 5
60. Code Civil B. C., art. 1233. C. N. 1949, 1950.

1814. Ceux qui tiennent auberge, maison de pensi
et hôtellerie, sont responsables, comme dépositaires, d
effets apportés par les voyageurs qui logent chez eux.

Le dépôt de ces effets est regardé comme un dép
nécessaire.

ff L. 1, *in pr.* §§ 1, 2; L. 3, § 1; L. 5, *nautæ, caupon*
stab. Danty, *Preuve par tém.*, ch. 3, No. 21, p. 1

othier, *Dépôt*, 79, 80. Troplong, *Dépôt*, 217, 218, 228, 29. C. N. 1952.

1815. Les personnes mentionnées dans l'article précédent sont responsables du vol ou dommage des effets voyageur par leurs domestiques ou agents, ou par s étrangers allant et venant dans la maison.

Mais elles ne sont pas responsables des vols commis ec force armée ou des dommages résultant de force ajeure.

Elles ne sont pas non plus responsables s'il est prouvé e la perte ou le dommage est causé par un étranger est arrivé par la négligence ou l'incurie de la personne i en réclame le montant.

ff L. 1, § 8; L. 2; L. 3, *naut.*, *caup.*, *stab.*; L. 1, *furti versùs nautas*, etc. Danty, *loc. cit.*, No. 26, p. 114. eprestre, *Cent.* 1, ch. 19. Pothier, *Dépôt*, 78. C. L. 2938. N. 1953, 1954.

1816. Les règles contenues en l'article 1677, s'appliquent également à la responsabilité des personnes qui ennent auberge, maison de pension et hôtellerie, ainsi u'au serment à déférer.

Autorités sur l'art. 1677.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU SÉQUESTRE.

1817. Le séquestre est ou conventionnel ou judiciaire.

Pothier, *Dépôt*, 84. C. N. 1955.

SECTION I.

DU SÉQUESTRE CONVENTIONNEL.

1818. Le séquestre conventionnel est le dépôt fait ar deux ou plusieurs personnes d'une chose qu'elles se isputent, entre les mains d'un tiers qui s'oblige de la endre, après la constestation terminée, à la personne à ui elle sera adjugée.

ff L. 6; L. 17, *depositi*. Domat, *loc. cit.*, sec. 4, No. 1. othier, *Dépôt*, 1, 84. C. N. 1956.

1819. Le séquestre n'est pas essentiellement gratuit; est d'ailleurs sujet aux règles applicables au contrat

de dépôt simple en autant qu'elles ne sont pas incom[-]
tibles avec les articles de ce chapitre.

Domat, *loc. cit.*, No. 3. Pothier, 89, 90. C. N. 19[..]
1958.

1820. Le séquestre peut avoir pour objet les bie[ns]
immeubles de même que les biens meubles.

Domat, *loc. cit.*, No. 1. Pothier, *Dépôt*, 87. C. N. 19[..]

1821. Le dépositaire chargé de séquestre ne p[eut]
être déchargé avant la contestation terminée que [du]
consentement de toutes les parties intéressées, ou par [le]
tribunal pour une cause suffisante.

ff L. 5, § 2, *depositi*. Domat, *loc. cit.*, No. 6. Pothi[er,]
Dépôt, 88. C. N. 1960.

1822. Lorsque le séquestre n'est pas gratuit, il [est]
assimilé au contrat de louage, et l'obligation du dépo[si-]
taire, quant à la garde de la chose séquestrée, est [la]
même que celle du locataire.

Domat, *loc. cit.*, No. 3. Pothier, *Dépôt*, 90.

SECTION II.

DU SÉQUESTRE JUDICIAIRE.

1823. Le séquestre ou dépôt peut être ordonné [par]
l'autorité judiciaire:

1. Des biens meubles saisis par arrêt-simple ou [en]
exécution d'un jugement;

2. Des deniers ou autres choses qu'un débiteur o[ffre]
et consigne dans une instance pendante;

3. Le tribunal, sur la demande de la partie intéress[ée,]
peut, suivant les circonstances, ordonner le séques[tre]
d'une chose mobilière ou d'un immeuble dont la p[ro-]
priété ou la possession est en litige entre deux ou plusie[urs]
personnes.

1 Couchot, 123. Ordce. 1667, tit. 19, art. 12. Guy[ot,]
vo. *Revendication*, 621. Imbert, *Enchiridion*, p. 19[..]
Pothier, *Dépôt*, art. 2, ch. 4, Nos. 91, 92, 95, 98, 99; *P[ro-]*
cédure civ., ch. 3, art. 2. 1 Pigeau, *Procéd. civ.*, 1[..]
115, 117, 170, 172, 387, 388. Troplong, *Dépôt*, Nos. [..]
et suiv., 293. C. N. 1961.

1824. Le séquestre peut aussi avoir lieu sous l'a[u-]
torité judiciaire dans les cas suivants spécifiés en [ce]
code:

1. Lorsque l'usufruitier ne peut fournir le cautionnement
nt mentionné en l'article 465.

2. Lorsque le substitué est mis en possession sous
utorité de l'article 955.

1825. Le gardien ou séquestre nommé en justice
it apporter pour la conservation des choses saisies ou
uestrées les soins d'un bon père de famille.

Il doit les représenter soit pour être vendues suivant
cours de la loi, soit pour être restituées à la partie qui
a droit en vertu du jugement du tribunal.

Il doit aussi rendre compte de sa gestion lorsque le
gement a été rendu dans l'instance, et chaque fois que
tribunal l'ordonne pendant l'instance.

Il a droit d'exiger de la partie saisissante le paiement
l'indemnité fixée par la loi ou par le tribunal, à moins
'il n'ait été présenté par la partie sur laquelle la saisie
été faite.

Pothier, *Dépôt*, 91, 92, 95, 96. C. N. 1962.

1826. La chose séquestrée ne peut être prise à loyer
rectement ni indirectement par aucune des parties à
contestation y relative.

Ordce. 1667, tit. 19, art. 18.

1827. Celui qui est chargé de séquestre par l'auto-
té judiciaire et à qui les effets ont été délivrés est sou-
is à toutes les obligations qui résultent du séquestre
nventionnel.

Pothier, *Dépôt*, 98. C. N. 1963.

1828. Le séquestre judiciaire peut obtenir sa dé-
arge après le laps de trois ans, à moins que le tribunal,
ur des raisons particulières, ne l'ait continué au-delà
ce terme.

Il peut aussi être déchargé avant l'expiration de ce
me par le tribunal en connaissance de cause.

Ordce. 1667, tit. 19, art. 21.

1829. Les règles spéciales relatives au séquestre
diciaire ou à la consignation sont énoncées dans le
de de Procédure Civile.

TITRE ONZIÈME.

DE LA SOCIÉTÉ.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1830. Il est de l'essence du contrat de sociét qu'elle soit pour le bénéfice comm n des associés et qu chacun d'eux y contribue en y apportant des biens, so crédit, son habileté ou son industrie.

ff. L. 5 ; L. 29 ; L. 52, *pro socio*. Vinnius, *Com.*, liv 3 tit. 26, sec. 1. Domat, liv. 1, tit. 8, sec. 1, Nos, 1, 2 e suiv. Pothier, *Société*, Nos. 8, 11, 12. Troplong, *Sociét* No. 318. Collyer, *Partnership*, p. 2. C. N. 1832, 1833

1831. La participation dans les profits d'une sociét entraîne avec elle l'obligation de partager dans le pertes.

Toute convention par laquelle l'un des associés es exclu de la participation dans les profits est nulle.

La convention qui exempte quelqu'un des associés d participer dans les pertes est nulle quant aux tie seulement.

ff L. 29, § 2 ; L. 30, *Pro socio*. Domat, *loc. cit.*, N 10. Pothier, *Société*, Nos. 20, 21, 25, 75. Troplong *Société*, Nos. 654 et suiv. C. L. 2784, 2785. Gow, *Par nership*, (*3me Ed.*), pp. 9, 153, 154. Kent, *Comm.*, pp. 2 à 29. Collyer, *Partnership*, p. 9. C. N. 1855.

1832. La société commence à l'instant même d contrat, si une autre époque n'y est indiquée.

Pothier, *Société*, No. 64. Collyer, *Partnership*, p. 11 C. N. 1843.

1833. Si la durée n'en est pas déterminée, la socié est censée contractée pour la vie des associés, sous l modifications contenues dans le cinquième chapitre ce titre.

ff. L. 65, § 10, *Pro socio*. Pothier, *Société*, No. 6 2 Bell, *Comm.*, p. 640, § 1227. Story, *Partnership*, § 8 C. N. 1844. Code Civil B. C., arts. 1892, 1895.

1834. Dans les sociétés formées pour des fins commerce, pour l'exploitation de fabriques, d'arts ou

métiers, ou pour la construction de chemins, écluses ou ponts, ou pour la colonisation, le défrichement ou le trafic des terres, les associés sont tenus de remettre au protonotaire de la Cour Supérieure de chaque district et au registrateur de chaque comté dans lequel le commerce ou l'affaire doit être fait, une déclaration par écrit en la forme et suivant les règles prescrites dans le statut intitulé : *Acte concernant les Sociétés.*

L'omission de la remise de cette déclaration ne rend pas la société nulle ; elle assujettit les parties qui y contreviennent aux pénalités et obligations imposées par ce statut.

S. R. B. C., ch. 65, secs. 1, 3.

1835. Les allégations contenues dans la déclaration mentionnée en l'article qui précède ne peuvent être mises en question par aucun de ceux qui l'ont signée ; elles ne peuvent pas l'être davantage à l'encontre de quelqu'un qui n'est pas associé par une personne qui ne l'a pas signée et qui était vraiment un des associés à l'époque où elle a été faite ; et aucun des associés, soit qu'il ait signé ou non la déclaration, n'est censé avoir cessé de l'être, à moins qu'il n'ait été fait et produit en la même manière une nouvelle déclaration énonçant le changement dans la société.

Ibid., sec. 2.

1836. Tout associé, quoique non mentionné dans la déclaration, peut être poursuivi conjointement et solidairement avec les associés qui y sont dénommés ; ou bien ces derniers peuvent être poursuivis seuls, et si jugement est rendu contre eux, tout autre associé peut ensuite être poursuivi sur la cause d'action primitive sur laquelle le jugement a été ainsi rendu.

Ibid., sec. 2, § 2.

1837. Lorsque des individus dans le Bas-Canada sont associés pour quelqu'une des fins mentionnées en l'article 1834, et qu'il n'a pas été déposé de déclarations tel que requis ci-dessus, toute action qui peut être intentée contre tous les membres de la société, peut aussi l'être contre un ou plusieurs d'entre eux, comme faisant ou ayant fait commerce conjointement avec d'autres, (sans nommer ces derniers dans le bref ou la demande), sous les nom et raison de leur société ; et si jugement est

rendu contre lui ou contre eux, tous autres associé peuvent être ensuite poursuivis conjointement ou sépa rément, sur la cause primitive d'action sur laquell jugement a été rendu.

Mais si telle action est fondée sur une obligation o un document par écrit dans lequel sont nommés tous le membres obligés, ou quelqu'un d'eux, alors tous le associés y dénommés doivent être parties à l'action.

Ibid., sec. 4, §§ 1, 2.

1838. L'assignation ou poursuite sur réclamatio ou demande pour une dette d'une société existante, a bureau ou lieu d'affaire de telle société dans la provinc du Canada, a le même effet que l'assignation donné aux membres de telle société personnellement; et tou jugement rendu contre un membre d'une telle sociét existante, pour une dette ou obligation de la société est exécutoire contre les biens et effets de la société de la même manière que si le jugement eût été rend contre la société.

Ibid., sec. 4, § 3. S. R. B. C., ch. 83, § 63.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES OBLIGATIONS ET DES DROITS DES ASSOCIÉS ENTRE EU

1839. Chaque associé est débiteur envers la sociét de tout ce qu'il a promis d'y apporter.

Lorsque cet apport consiste en un corps certain e que la société en est évincée, l'associé en est garant d la même manière que le vendeur l'est envers l'acheteu

Pothier, *Société*, Nos. 109, 110, 113. C. N. 1845.

1840. L'associé qui manque de verser dans l société une somme qu'il a promis d'y apporter devien débiteur des intérêts sur cette somme à compter du jou qu'elle devait être payée.

Il est également débiteur des intérêts sur toutes le sommes prises dans la caisse de la société pour so profit particulier, à compter du jour où il les en a tirées

ff L. 60, *Pro socio;* L. 1, § 1, L. 3, § 9, *de usuri* Pothier, *Société*, No. 116. Story, *Partnership*, § 17 C. N. 1846.

1841. Les dispositions contenues dans les deu articles qui précèdent sont sans préjudice au recours de

utres associés pour dommages contre l'associé en défaut, et pour obtenir la dissolution de la société suivant es règles énoncées au titre *Des obligations* et dans l'article 1896.

Code Civil B. C., *Oblig.*, ch. 6.

1842. Un associé ne peut en son nom particulier faire aucune affaire ou commerce d'aventure qui prive la société de l'habileté, de l'industrie ou des capitanx qu'il est tenu d'y employer. S'il le fait, il doit compter à la société des bénéfices de ce négoce.

Pothier, *Société*, Nos. 59, 32, 120. 2 Boulay-Paty, *Dr. Comm.*, p. 94. Story, *Partnership*, §§ 177, 178. C. N. 1847.

1843. Lorsque l'un des associés est, pour son compte particulier, créancier d'une personne qui est aussi débitrice envers la société, et que les dettes sont également exigibles, l'imputation de ce qu'il reçoit de ce débiteur doit se faire sur les deux créances dans la proportion de leur montant respectif, encore qu'il ait, par sa quittance, fait l'imputation seulement sur sa créance particulière; mais si, par sa quittance, il a tout imputé sur la créance de la société, cette imputation doit être maintenue.

Pothier, *Société*, No. 121. Collyer, *Partnership*, (1ère éd.,) p. 381. C. N. 1848.

1844. Lorsque l'un des associés a reçu sa part entière d'une créance de la société et que le débiteur devient insolvable, cet associé est tenu de rapporter à la masse commune ce qu'il a reçu, encore qu'il ait spécialement donné quittance pour sa part.

ff L. 63, § 5, *Pro socio*. Pothier, *Société*, No. 122. Collyer, 380. C. N. 1849.

1845. Chaque associé est tenu envers la société des dommages qu'il lui a causés par sa faute. Il ne peut compenser ces dommages avec les profits que la société a retirés de son industrie dans d'autres affaires.

ff L. 23, § 1; L. 25; L. 26, *Pro socio*. Pothier, *Société*, Nos. 124, 125. Domat, *loc. cit.*, sec. 4, § 7, 8. Story, *Partnership*, § 170, 171. C. N. 1850.

1846. Les corps certains et déterminés qui ne se consomment pas par l'usage et dont la jouissance seule est mise dans la société, sont au risque de l'associé qui en est propriétaire.

Les choses qui se consomment ou qui se détérioren en les gardant, ou qui sont destinées à être vendues, o qui ont été mises dans la société par l'associé sur est mation arrêtée, sont au risque de la société.

ff L. 58, *Pro socio.* Pothier, *Société,* Nos. 54, 12 126. 2 Bell, *Comm.*, 615. C. N. 1851.

1847. Un associé a action contre la société non seulement pour le recouvrement des deniers qu'il a dé boursés pour elle, mais encore pour être indemnisé raison des obligations qu'il a contractées de bonne fo pour les affaires de la société, et des risques inséparable de sa gestion.

ff L. 52, § 15 ; L. 60 ; L. 67, *Pro socio.* Pothier, *So ciété,* Nos. 127, 128. Domat, *loc. cit.*, § 11, 12. C. N 1852.

1848. [Lorsqu'il n'y a pas de stipulation relative ment à la part de chaque associé dans les bénéfices e les pertes de la société, ils se partagent également.]

Guyot, vo. *Société,* p. 331.

1849. L'associé chargé de l'administration de l société par une clause spéciale du contrat, peut faire nonobstant l'opposition des autres associés, tous les acte qui dépendent de son administration, pourvu que ce soi sans fraude.

Ce pouvoir d'administrer ne peut être révoqué san cause suffisante, tant que la société dure ; mais s'il n' été donné que par un acte postérieur au contrat il est révo cable comme un simple mandat.

Pothier, *Société,* No. 71. 1 Stair, *Instit.*, p. 15 Collyer, *Partnership,* (2e éd.), pp. 253 à 759. Story *Partnership,* § 204. C. L. 2838. C. N. 1856.

1850. Lorsque plusieurs des associés sont chargé de l'administration des affaires de la société généra lement, sans stipulation que l'un ne pourra agir sans le autres, chacun d'eux peut agir séparément ; mais si cett stipulation existe, l'un d'eux ne peut agir en l'absenc des autres, lors même qu'il est impossible à ces dernier de concourir à l'acte.

ff Arg. ex. L. 1, § 13, 14, *de exercit. act.* Pothier *Société,* No. 72. Watson, *Partnership,* pp. 81 et suiv 2 Bell, *Comm.*, 615. 3 Kent, *Comm.*, p. 44. C. N. 185 1858.

1851. A défaut de stipulations spéciales sur le mode d'administration des affaires de la société, l'on suit les règles suivantes :

1. Les associés sont censés s'être donné réciproquement le pouvoir d'administrer l'un pour l'autre, et ce que chacun fait oblige les autres, sauf le droit de ces derniers, soit ensemble, soit séparément, de s'opposer à l'opération avant qu'elle soit conclue.

2. Chaque associé peut se servir des choses appartenant à la société, pourvu qu'il les emploie à leur destination accoutumée, et qu'il ne s'en serve pas contre l'intérêt de la société, ou de manière à empêcher ses associés d'en user selon leurs droits.

3. Chaque associé peut obliger ses coassociés à faire avec lui les dépenses qui sont nécessaires pour la conservation des choses de la société.

4. L'un des associés ne peut changer l'état des immeubles de la société sans le consentement des autres, quand même il établirait que les changements sont avantageux.

ff L. 12 ; L. 28, *de communi divid. ;* L. 27, § 1, *de serv. urb. præd. ;* L. 11, *Si servitus vindicetur.* Pothier, *Société*, Nos. 84, 86, 87, 90. 3 Kent, *Comm.*, p. 45. 4 Pardessus, *Dr. Comm.*, No. 1021. Collyer, *Partnership*, (2e éd.), pp. 128, 129, 259, 282. Story, *Partnership*, § 102, pp. 150, 151, No. 1, § 123, 125. C. N. 1859.

1852. L'associé qui n'a pas le droit d'administrer ne peut aliéner ni autrement engager les choses qui appartiennent à la société, sauf les droits des tiers, tel qu'énoncé ci-après.

ff L. 68, *Pro socio.* Pothier, *Société*, No. 89. C. N. 1860.

1853. Chaque associé peut, sans le consentement de ses coassociés, s'associer un tierce personne relativement à la part qu'il a dans la société. Il ne peut pas, sans ce consentement, l'associer à la société.

ff L. 19, *Pro socio ;* L. 21 ; L. 22 ; L. 47, § *ult.*, *de regulis juris.* Pothier, *Société*, No. 91. Collyer, *Partnership*, p. 103. 2 Bell, *Comm.*, p. 636. C. N. 1861.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES OBLIGATIONS DES ASSOCIÉS ENVERS LES TIERS.

1854. Les associés ne sont pas tenus solidairemen des dettes sociales. Ils sont tenus envers le créancie chacun pour une part égale, encore que leurs parts dan la société soient inégales.

Cet article ne s'applique pas aux sociétés commer ciales.

Pothier, *Société*, Nos. 98, 103, 104, 106. C. N. 1862 1863.

1855. La stipulation que l'obligation est contracté pour la société ne lie que l'associé contractant, lorsqu'i agit sans l'autorité expresse ou implicite de ses co associés; à moins que la société n'ait profité de tel acte et dans ce cas tous les associés en sont tenus.

Pothier, *Société*, 105. Code Civil B. C., art. 1866. C N. 1864.

1856. La responsabilité des associés à raison de actes les uns des autres est sujette aux règles contenue au titre *Du Mandat*, lorsqu'elle n'est pas réglée par quelqu article du présent titre.

Code Civil B. C., *Mandat*, c. 3, s. 2.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DES DIVERSES ESPÈCES DE SOCIÉTÉS.

1857. Les sociétés sont universelles ou particulières elles sont aussi ou civiles ou commerciales.

ff L. 5, *in pr. pro socio*. Pothier, *Société, ch*. 2, *in pr* Domat, liv. 1, tit. 8, sec. 3. Troplong, *Société*, 317 e suiv. Story, *Partnership*, §§ 72 et suiv. C. N. 1835.

SECTION I.

DES SOCIÉTÉS UNIVERSELLES.

1858. La société universelle peut être de tous le biens ou de tous les gains des associés.

ff L. 3, § 1, *Pro socio*. Pothier, *Société*, No. 28. C. N 1836.

1859. Dans la société universelle de tous biens, tou

ce que les associés possèdent en biens meubles ou immeubles, et tous leurs gains présents et futurs sont mis en commun.

ff L. 1, § 1 ; L. 3, *Pro socio*. Pothier, *Société*, Nos 29, 43. Domat, liv. 1, tit. 8, sec. 3, No. 4. Story, *Partnership*, §§ 72, 73. C. N. 1837.

1860. Les parties qui contractent une société universelle sont présumées n'avoir intention que de faire une société pour les gains, à moins que le contraire ne soit expressément stipulé.

ff L. 7, *Pro socio*. Pothier, *loc cit*. C. N. 1839.

1861. Dans une société universelle des gains, est compris tout ce que les associés acquièrent par leur industrie, dans quelque occupation qu'ils soient engagés, pendant le cours de la société. Les biens meubles et la jouissance des immeubles que chacun des associés possède au temps du contrat y sont compris, mais les immeubles eux-mêmes n'y entrent pas.

ff L. 7, *Pro socio*. Vinn., *ad instit.*, liv. 3, tit. 20, *introd.* Pothier, *Société*, Nos. 43, 44, 45. Domat, *loc cit.*, No. 3. Story, *Partnership*, § 73. C. N. 1838.

SECTION II.

DES SOCIÉTÉS PARTICULIÈRES.

1862. Les sociétés particulières sont celles qui ne s'appliquent qu'à certaines choses déterminées. La société contractée pour une entreprise désignée, ou pour l'exercice de quelque métier ou profession est aussi une société particulière.

ff L. 5, *in pr.* ; L. 71, *Pro socio*. Pothier, *Société*, Nos. 54, 55, 56. Domat, *loc cit.*, § 1. C. N. 1841, 1842.

SECTION III.

DES SOCIÉTÉS COMMERCIALES.

1863. Les sociétés commerciales sont celles qui sont contractées pour quelque trafic, fabrication ou autre affaire d'une nature commerciale, soit qu'elle soit générale, ou limitée à une branche ou aventure spéciale. Toute autre société est civile.

Troplong, *Société*, 317. Story, *Partnership*, § 75. C. L. 2795, 2796, 2797.

1864. Les sociétés commerciales se divisent en :

1. Sociétés en nom collectif ;
2. Sociétés anonymes ;
3. Sociétés en commandite ;
4. Sociétés par actions.

Elles sont régies par les règles communes aux autres sociétés lorsque ces règles ne sont pas incompatibles avec celles qui sont contenues dans cette section et avec les lois et usages applicables spécialement aux matières de commerce.

Pothier, *Société*, Nos. 56, 57, 60, 61, 82. Ordce. 1673, tit. 4, art. 1. C. Com., 19. Troplong, *Société*, sur arts. 1841, 1842. C. N. Nos. 317, 358, 359, 444. Story, *Partnership*, §§ 78, 79. 2 Bell, *Comm.*, livre 7, ch. 2. C. N. 1873.

§ 1. *Des sociétés en nom collectif.*

1865. Les sociétés en nom collectif sont celles qui sont formées sous un nom collectif ou raison sociale, consistant ordinairement dans le nom des associés ou de l'un ou de plusieurs d'entre eux, et dans lesquelles tous les associés sont conjointement et solidairement tenus des obligations de la société.

Pothier, *loc. cit.* C. *Comm.*, 20, 21, 22. Troplong, *Société*, 359, 360. Story, *Partnership, loc. cit.* Bécane, *Quest. sur le Dr. Comm., note sur la définition de l'art.* 20, C. Com., p. 40. Bell, *loc. cit.*

1866. Les associés peuvent faire entre eux telles stipulations qu'ils jugent convenables quant à leurs pouvoirs respectifs dans l'administration des affaires de la société ; mais à l'égard des tiers qui contractent avec eux de bonne foi, chacun des associés a implicitement le pouvoir de lier la société pour toutes les obligations contractées en son nom dans le cours ordinaire des affaires.

Pothier, *Oblig.*, Nos. 83, 89 ; *Société*, Nos. 90 à 100. 4 Pardessus, *Dr. Com.*, 1024. Story, *Partnership*, § 109 N. 2. 2 Bell, *Comm.*, 615, 616. Autorités citées sous l'art. 1851.

1867. Les associés ne sont responsables de l'obligation contractée par l'un d'eux en son nom propre, que

lorsque cette obligation est contractée pour des choses qui sont dans le cours des affaires et négociations de la société, ou qui sont employées à son usage.

Maguire & Scott, 7 Décis. des Trib. B. C., p. 451. 3 Kent, *Comm.*, p. 41. 4 Pardessus, *Dr. Com.*, 1025, 1049.

1868. Les associés en participation ou inconnus sont, pendant la continuation de la société, sujets aux mêmes obligations envers les tiers que les associés ordinaires en nom collectif.

S. R. B. C., ch. 65, secs. 3, 4. Maguire & Scott, 7 Décis. des Trib., B. C., p. 451. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, 1049. Story, *Partnership*, § 80. 3 Kent, *Comm.*, pp. 31, 32. Colloyer, *Partnership*, pp. 212, 221 et suiv.

1869. Les associés nominaux et autres personnes qui donnent cause suffisante de croire qu'elles sont associées, quoiqu'elles ne le soient pas réellement, sont responsables comme associés envers les tiers qui contractent de bonne foi dans cette croyance.

4 Paruessus, *Dr. Com.*, 1009, pp. 83, 84. Collyer, *Partnership*, p. 50. 2 Bell, *Comm.*, 626. Parsons, *Merc. Law*, p. 167 & No. 3. Kent, *loc. cit.* Symes & Sutherland, *Stuart's Reports*, p. 49.

§ 2. *Des sociétés anonymes.*

1870. Dans les sociétés qui n'ont pas un nom ou une raison sociale, soit qu'elles soient générales ou limitées à un seul objet ou à une seule négociation, les associés sont sujets aux mêmes obligations en faveur des tiers que dans les sociétés ordinaires en nom collectif.

Maguire & Scott, *loc. cit.* 2 Bell, *Comm.*, 630. Collyer, *Partnership*, 26, 221. *Contrà*, Pothier, *Société*, 61, 62, 63.

§ 3. *Des sociétés en commandite.*

1871. Les sociétés en commandite pour l'exercice de quelque métier ou fabrication, ou pour faire un négoce autre que le commerce de banque ou d'assurance, peuvent se former sous le statut intitulé : *Acte concernant les sociétés en commandite.*

S. R. C., c. 60, sec. 1.

1872. Ces sociétés se composent d'une ou plusieurs personnes appelées gérants, et d'une ou plusieurs per-

sonnes qui fournissent en deniers comptants une somme spécifiée ou un capital au fonds commun, et qu'on appelle commanditaires.

Ibid., sec. 2.

1873. Les gérants sont responsables conjointement et solidairement de la même manière que les associés ordinaires ; mais les associés commanditaires ne sont pas obligés aux dettes de la société au-delà du montant pour lequel ils contribuent au fonds social.

Ibid., sec. 3.

1874. Les gérants seuls sont autorisés à gérer les affaires de la société, à signer pour elle et à l'obliger.

Ibid., sec. 4.

1875. Les personnes qui contractent une société en commandite sont tenues de faire et de signer individuellement un certificat contenant :

1. Le nom ou la raison sociale ;

2. La nature générale des affaires dont elle entend s'occuper ;

3. Les noms de tous les gérants et de tous los commanditaires, en distinguant les premiers des derniers, et le lieu ordinaire de leur résidence ;

4. Le montant que chaque associé commanditaire apporte au fonds social ;

5. L'époque à laquelle la société commence et celle où elle doit se terminer.

Ce certificat doit être fait, déposé et enrégistré en la forme et manière prescrite par le statut énoncé en l'article 1871.

Ibid. secs. 5, 6, 7.

1876. La société n'est réputée formée qu'après que le certificat a été fait, produit et enrégistré, tel que prescrit dans l'article qui précède.

Ibid., sec. 8.

1877. Si le certificat contient quelque déclaration fausse, tous ceux qui sont intéressés dans la société deviennent responsables de toutes ses obligations de la même manière que des associés en nom collectif.

Ibid., sec. 8.

1878. Dans le cas de renouvellement ou de continuation de la société au-delà du terme primitivement fixé pour sa durée, il en doit être fait, déposé et enrégis

tré un certificat, de la manière requise quant à sa formation primitive. Toute société renouvelée ou continuée d'une autre manière est réputée société en nom collectif.

Ibid., sec. 9.

1879. Tout changement fait dans les noms [des gérants,] dans la nature des affaires, ou dans le capital ou les actions de la société, ou dans toute autre matière indiquée dans la déclaration primitive, [excepté les noms des commanditaires,] est considéré comme une dissolution de la société. Et si la société est continuée après tel changement, elle est réputée société en nom collectif, à moins qu'elle ne soit renouvelée comme société en commandite, de la manière indiquée dans l'article qui précède.

1880. Les affaires de la société doivent être gérées sous un nom ou une raison sociale, dans laquelle on n'emploie que les noms des gérants, ou de plusieurs ou de quelqu'un d'eux ; et si le nom de quelqu'un des associés commanditaires est employé avec sa participation dans la raison sociale, il est réputé associé gérant.

Ibid., sec. 11.

1881. Les poursuites relatives aux affaires de la société peuvent être portées par ou contre les gérants, de même que s'il n'y avait pas d'associés commanditaires.

Ibid., sec, 12.

1882. L'associé commanditaire ne peut retirer aucune partie de la somme qu'il a apportée au fonds capital, et elle ne peut lui être payée, ni attribuée par forme de dividendes, profits ou autrement, pendant la durée de la société ; mais il peut recevoir annuellement l'intérêt légitime de la somme qu'il a ainsi apportée, si le paiement de cet intérêt n'entame pas le capital primitif; il peut aussi recevoir sa part des profits.

Ibid., sec. 13.

1883. Si le paiement de l'intérêt ou des profits supposés entame le capital primitif, l'associé qui le reçoit est tenu de remettre le montant nécessaire pour compléter sa part du déficit, avec intérêt.

Ibid., sec. 14.

1884. L'associé commanditaire a droit d'examiner de temps à autre l'état et les progrès des affaires de la société et donner des avis concernant leur administra-

tion; mais il ne peut négocier aucune affaire pour l[e] compte de la société, ni être employé pour elle comm[e] agent, procureur ou autrement; s'il agit contrairemen[t] aux dispositions du présent article, il est réputé géran[t].

Ibid., sec. 15.

1885. Les gérants sont tenus de se rendre comp[te] réciproquement, ainsi qu'aux associés commanditaire[s] de l'administration de la société de la même manière qu[e] les associés ordinaires en nom collectif.

Ibid., sec. 16.

1886. Dans le cas d'insolvabilité ou de faillite de [la] société, l'associé commanditaire ne peut, sous aucun[e] circonstance, réclamer comme créancier, qu'après qu[e] tous les autres créanciers de la société ont été satisfait[s].

Ibid., sec. 17.

1887. La dissolution de la société par le fait d[es] parties, avant l'époque spécifiée dans le certificat de [sa] formation ou de son renouvellement, ne peut avoir eff[et] qu'après qu'avis en a été déposé et publié en la maniè[re] prescrite par l'acte mentionné en l'article 1871.

Ibid., sec. 18.

1888. Les associations pour le commerce de banqu[e] sont régies par des actes particuliers d'incorporation, [et] par les actes intitulés: *Acte concernant les banques i[n]corporées*, et *Acte concernant les banques et le lib[re] commerce des banques*.

S. R. C., ch. 54; ch. 55; ch. 21; ch. 56.

§ 4. *Des sociétés par actions.*

1889. Les sociétés par actions sont formées so[it] sous l'autorité d'une charte royale ou en vertu d'un ac[te] de la législature, et sont régies par ses dispositions; [ou] bien elles sont formées sans cette autorisation, et alo[rs] elles sont sujettes aux mêmes règles générales que l[es] sociétés en nom collectif.

2 Bell, *Comm.*, 622. Collyer, *Partnership*, (2e *Edit*[.]) 400, 401, 402. Gow, *Partnership*, 237, 238. 2 Ke[nt,] *Comm.*, 26. Story, *Partnership*, § 164.

1890. Les noms des associés ou actionnaires [ne] paraissent pas dans les sociétés par actions qui so[nt] généralement connues sous une dénomination qui in[di]que l'objet de leur formation.

Les affaires en sont conduites par des directeurs ou autres mandataires choisis de temps à autre suivant les règles établies pour la régie de telles compagnies respectivement.

Bell, *loc. cit.*

1891. Il est loisible à sept personnes ou plus de former semblables associations pour l'exercice de toutes manufactures, trafic et affaires autres que celles des banques, assurances, mines, minerais et carrières, en se conformant aux dispositions contenues dans l'acte de 1865, intitulé : *Acte pour autoriser la formation de compagnies et associations en co-opération pour faire quelque trafic ou commerce en commun,* et jouir ainsi des bénéfices attribués aux corporations et en subir les règles. La formation et la régie des compagnies par actions et corporations pour des objets particuliers, sont réglées par des statuts spéciaux.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE LA DISSOLUTION DE LA SOCIÉTÉ.

1892. La société finit :

1. Par l'expiration du terme ;
2. Par l'extinction ou la perte des biens appartenant à la société ;
3. Par la consommation de l'affaire pour laquelle la société a été formée ;
4. Par la faillite ;
5. Par la mort naturelle de quelqu'un des associés ;
6. Par la mort civile, l'interdiction ou la faillite de quelqu'un des associés ;
7. Par la volonté qu'un seul ou plusieurs des associés expriment de n'être plus en société, suivant les dispositions des articles 1895 et 1896 ;
8. Lorsque l'objet de la société devient impossible ou illégal.

Les sociétés en commandite se terminent aussi par les causes énoncées en l'article 1879, auquel article les causes de dissolution énoncées au paragraphes 5 et 6 ci-dessus sont subordonnées.

Les causes de dissolution énoncées dans les paragraphes 5, 6 et 7, ne s'appliquent pas aux sociétés par ac-

tions formées sous l'autorité d'une charte royale ou d quelque acte de la législature.

ff L. 4, § 1 ; L. 63, § 10 ; L. 65, §§ 1, 3, 9, 10, 12 ; 35 ; L. 52, § 9, *Pro socio.* Domat, liv. 1, tit. 8, sec. Pothier, *Société*, Nos. 138 et suiv. 2 Bell, *Comm.*, ch. p. 639 et suiv. Story, *Partnership*, § 267, 269, 27 Collyer, *Partnership*, liv. 1, ch. 2, sec. 2. 4 Pardessu *Dr. Comm.*, tit. 3, ch. 1, 2, 3, 1051, et suiv. Story, *Par nership*, § 290 et No. 4. 3 Kent, *Comm.*, 54. C. N. 186

1893. Lorsqu'un associé a promis d'apporter à société la propriété d'une chose, la perte de cette cho avant que son apport ait été effectué, met fin à la socié à l'égard de tous les associés.

La société est également dissoute par la perte de chose lorsque la jouissance seule en a été mise en co mun et que la propriété en est restée dans les mains l'associé.

Mais la société n'est pas dissoute par la perte de chose dont la propriété a dejà été mise dans la société moins que cette chose n'en constitue seule le fon capital, ou n'en soit une partie si importante que sa elle les affaires de la société ne puissent être continué

ff L. 63, § 10, *Pro socio.* Domat, liv. 1, tit 8, sec. Nos. 11, 12. Pothier, *Société*, No. 141. Troplong, *S ciété*, 925 et suiv. C. N. 1867.

1894. Il est permis de stipuler que dans le cas décès de l'un des associés, la société continuera avec s représentants légaux, ou entre les associés survivan Dans le second cas les représentants de l'associé défu ont droit au partage des biens de la société seulem telle qu'elle existait au moment du décès de cet assoc Ils ne peuvent réclamer le bénéfice des opérations su séquentes, à moins qu'elles ne soient la suite nécessai de quelque chose faite avant le décès.

Domat, liv. 1, tit. 8, sec. 5, No. 14, et sec. 6, No. Pothier, *Société*, Nos. 144, 145. Troplong, *Société*, 9 et suiv. C. N. 1868. *Contrà*, *ff* L. 35 ; L. 50 ; L. 52, § L. 59, *Pro socio.*

1895. La société dont la durée n'est pas fixée est seule qui puisse être dissoute au gré de l'un des associ et cela en donnant à tous les autres avis de sa ren

ciation Mais cette renonciation doit être faite de bonne foi et non dans un temps préjudiciable à la société.

ff L. 63, § 3, 4, 5, 6, *Pro socio*. Pothier, *Société*, Nos. 149, 150, 151. Troplong, *Société*, 965, 977. Collyer, ch. 2, sec. 2, pp. 58, 59. 2 Bell, *Comm.*, 641, 642. C. L. 2855, 2856, 2857. C. N. 1869.

1896. La dissolution d'une société dont la durée est limitée peut être demandée par un associé avant l'expiration du temps stipulé, pour une cause légitime; ou lorsqu'un autre associé manque à l'accomplissement de ses obligations, ou se rend coupable d'inconduite flagrante, ou par suite d'une infirmité chronique ou d'une impossibilité physique devient inhabile aux affaires de la société; ou lorsque sa condition et son état sont essentiellement changés, et autres cas semblables.

ff L. 14; L. 15, *Pro socio*. Pothier, *Société*, No. 152. Troplong, *Société*, 983 et suiv., 992, 993, 994, 995. Collyer, *loc. cit.* 2 Bell, *Comm.*, 642, 644. Story, *Partnership*, §§ 288, 294. C. N. 1871.

CHAPITRE SIXIÈME.

DES EFFETS DE LA DISSOLUTION.

1897. Le mandat et les pouvoirs des associés d'agir pour la société cessent par la dissolution, excepté à l'égard des actes qui sont une suite nécessaire des opérations commencées. Néanmoins, tout ce qui est fait dans le cours ordinaire des affaires de la société, par un associé qui agit de bonne foi et dans l'ignorance de la dissolution, lie les autres associés de même que si la société subsistait.

ff L. 65, § 10, *Pro socio*. Pothier, *Société*, Nos. 155, 156. 2 Bell, *Comm.*, 646, 653. 4 Pardessus, *Dr. Comm.*, 1070. Troplong, *Société*, 996. 3 Kent, *Comm.*, 62, 63. Story, *Partnership*, 332, 333. Code Civil B. C., arts. 1720, 1728, 1729. Collyer, *Partnership*, p. 75 (2e *Ed.*). Gow, *Partnership*, (3e *Ed.*), 227, 228.

1898. Lors de la dissolution de la société, chacun des associés ou ses représentants légaux peut exiger de ses coassociés un compte et un partage des biens de la société; et ce partage doit se faire suivant les règles

concernant le partage des successions en tant qu'elle
peuvent être applicables.

Néanmoins, dans les sociétés de commerce, ces règle
ne reçoivent d'application que lorsqu'elles sont compati
bles avec les lois et usages particuliers aux matières d
commerce.

Domat, liv. 1, tit. 8, sec. 5, No. 19. Pothier, *Société*
161, 162 et suiv. 4 Pardessus, *Dr. Comm.*, 1071 p
long, *Société*, 996, 998, 1057 et suiv. C. N. 1872.

1899. Les biens de la société doivent être employé
au paiement des créanciers de la société de préférenc
aux créanciers particuliers de chaque associé; et si ce
biens se trouvent insuffisants pour cet objet, les bien
particuliers de chacun des associés sont aussi affectés a
paiement des dettes de la société, mais seulement aprè
le paiement des créanciers particuliers de tels associé
séparément.

S. R. B. C., c. 65, sec. 6. Montgomery et Grant et a
Stuart's Reports, p. 437. 4 Pardessus, *Dr. Comm.*, 108

1900. La dissolution de la société aux termes d
contrat, ou par l'acte volontaire des associés, ou par
laps de temps, ou par le décès ou la retraite d'un soci
n'affecte pas les droits des tiers qui contracte bs
quemment avec quelqu'un des associés pour le compte d
la société, excepté dans les cas suivants:

1. Lorsqu'avis en est donné conformément à la loi o
aux usages du commerce;

2. Lorsque la société est limitée à une entreprise o
aventure particulière qui est terminée avant que l'opér
tion ait lieu;

3. Lorsque l'opération n'est pas dans le cours ordinai
des affaires de la société;

4. Lorsque l'opération est de mauvaise foi, illégale o
autrement entachée de nullité;

5. Lorsque celui qu'on veut tenir responsable est u
associé en participation ou inconnu, à qui on n'a pas e
tendu faire crédit et qui s'est retiré avant que l'opér
tion eût lieu.

Pothier, *Société*, No. 157. Troplong, *Société*, 903, 90
908, 910. 4 Pardessus, *Dr. Comm.*, 1088. Story, *Par*
nership, 334. 3 Kent, *Comm.*, 65, 66. 2 Bell, *Comm*
649 et suiv. Collyer, *Partnership*, (2e Ed.), liv. 1, ch.

liv. 3, ch. 3, § 2 et 3. Gow, *Partnership*, (3e *Ed.*), 20, 240, 248 et suiv. Sutherland et Robertson et al, *Stuart's Rep.*, p 49.

TITRE DOUZIÈME.

DES RENTES VIAGÈRES.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1901. La rente viagère peut être constituée à titre onéreux ; ou à titre gratuit, par donation entrevifs ou par testament.

Pothier, *Const. de rente*, No. 15. Troplong, *Cont. aléat.*. 213, 214. C. N. 1968, 1969.

1902. La rente peut être soit sur la tête de la personne qui la constitue ou qui la reçoit, ou sur la tête d'un tiers qui n'a aucun droit d'en jouir.

Pothier, *eod. loco.*, Nos. 223. 226. C. N. 1971.

1903. Elle peut être constituée sur une ou plusieurs têtes.

Mais si elle l'est pour plus de quatre-vingt-dix-neuf ans, ou trois vies successives, et qu'elle affecte des immeubles, elle est éteinte après ce terme, suivant les dispositions contenues en l'article 390.

Pothier, *eod. loco.*, Nos. 215, 223, 225. S. R. B. C., ch. 50, sec. 6. C. N. 1972.

1904. Elle peut être constituée au profit d'une personne autre que celle qui en fournit le prix.

Pothier, *eod. loco.*, No. 241. Code Civil B. C., art. 1029. C. N. 1973.

1905. Le contrat de rente viagère créée sur la tête d'une personne qui était morte au jour du contrat ne produit aucun effet et le prix peut en être répété.

Pothier, *eod. loco*, No. 224. C. N. 1974.

1906. [La règle énoncée dans l'article qui précède s'applique également lorsque la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée, est, à l'insu des parties, attaquée d'une maladie dangereuse, dont elle meurt dans les vingt jours de la date du contrat.]

C. N. 1975.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES EFFETS DU CONTRAT.

1907. Le seul défaut de paiement des arrérages de la rente n'est pas une cause suffisante pour demander le remboursement du prix ou autre valeur donnée pour sa création.

Pothier, *eod. loco.*, Nos. 227, 231. C. N. 1978.

1908. Le créancier d'une rente viagère assurée par privilége et hypothèque de vendeur sur un immeuble subséquemment saisi-exécuté, a droit de demander que l'immeuble soit vendu à la charge de cette rente.

S. R. B. C., ch. 50, sec. 7.

1909. Ce débiteur de la rente ne peut se libérer du paiement de cette rente en offrant de rembourser le capital et en renonçant à la répétition des arrérages payés.

Pothier, *eod. loco.*, Nos, 233, 255. C. N. 1979.

1910. La rente n'est donc due au creancier que dans la proportion du nombre de jours qu'a vécu la personne sur la tête de laquelle elle est constituée ; à moins qu'on ne l'ait stipulée payable d'avance.

Pothier, *eod. loco*, Nos. 248, 255. Troplong, *Cont. aléat.*, 330, 331, 332, 334. C. N. 1980.

1911. La rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle est constituée à titre gratuit.

Pothier, *eod. loco*, No. 252. C. N. 1981.

1912. L'obligation de payer la rente ne s'éteint pas par la mort civile de la personne sur la tête de laquelle elle est constituée. Elle continue pendant sa vie naturelle.

Pothier, *eod. loco*, No. 256. C. N. 1982.

1913. Le créancier d'une rente viagère n'en peut demander le paiement qu'en justifiant de l'existence de la personne sur la tête de laquelle la rente est constituée jusqu'à l'expiration du temps pour lequel il réclame les arrérages.

Pothier, *eod. loco*, No. 257. C. N. 1983.

1914. [Lorsqu'un immeuble hypothéqué au paiement d'une rente viagère est vendu par décret forcé, ou autre procédure ayant le même effet, ou par acte volontaire suivi d'une confirmation de titre, les créanciers posté-

rieurs ont droit de recevoir les deniers provenant de la vente en fournissant cautions suffisantes que la rente continuera d'être payée ; et à defaut de telles cautions le crédi-rentier a droit de toucher, suivant l'ordre de son hypothèque, une somme égale à la valeur de la rente au temps de telle collocation.]

1915. [La valeur de la rente viagère est estimée à un montant qui soit suffisant, au temps de la collocation, pour acquérir d'une compagnie d'assurance sur la vie, une rente viagère de pareille somme.]

1916. Si le prix de l'immeuble se trouve au-dessous de la valeur estimée de cette rente viagère, le crédi-rentier a droit de toucher le prix, suivant l'ordre de son hypothèque, ou d'exiger que les créanciers postérieurs donnent cautions pour la prestation de sa rente jusqu'à concurrence des deniers qu ils toucheront et des intérêts.

Dalloz, *Hyp.*, 29, 2, 258, 259, 7. 3 Delvincourt, p. 419. 2 Rogron, p. 2552. 5 Bioche, *Dic. de proc.*, p. 313, No. 275 et arrêts cités. *Contrà*, Troplong, *Hypothèques*, No. 949 *quater*, p. 205. 1 Grenier, No. 185.

1917. L'évaluation et le paiement de la rente viagère, dans tous les cas où le créancier a droit d'en toucher la valeur, sont sujets aux règles contenues dans les articles qui précèdent, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer.

TITRE TREIZIÈME.

DES TRANSACTIONS.

1918. La transaction est un contrat par lequel les parties terminent un procès déjà commencé, ou préviennent une contestation à naître, au moyen de concessions ou de réserves faites par l'une des parties ou par toutes deux.

ff L. 1, *de transact.* Cod., L. 2 ; L. *ult.*, *eod. tit.* Domat, liv. 1, tit. 13, sec. 1, No. 1. 1 Pigeau, p. 8. Troplong, *Transac.*, No. 4. Duranton, 391. 5 Zachariæ, p. 83. C. C. Vaud, 1525. C. L. 3038. C. N. 2044.

1919. Ceux-là seuls qui ont la capacité légale de disposer des objets compris dans la transaction peuvent en transiger.

ff L. 9, § 3, *de transact.* Cod., L. 36, *cod. tit.* Guyot Rép., vo. *Transaction*, § 1. Brodeau sur Louet, C. No. 4 18 Duranton, 407 et suiv. C. L. 3039. C. N. 2045.

1920. La transaction a, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort.

Cod., L. 2; L. 20, *de transact.* Domat, *loc. cit.*, No. 9 C. N. 2052.

1921. L'erreur de droit n'est pas une cause de rescision des transactions. Sauf cette exception les transactions peuvent être annulées pour les mêmes causes que les contrats en général, sujettes néanmoins aux dispositions des articles qui suivent.

ff L. 9, § 2, *de transact.* Cod., L. 19, *eod. tit.* Domat, *loc. cit.*, s. 2, Nos. 1 et suiv. Guyot, *loc. cit.*, pp. 243, 244. C. N. 2053.

1922. Il y a également lieu à l'action en rescision contre une transaction lorsqu'elle a été faite en exécution d'un titre nul, à moins que les parties n'aient expressément traité sur la nullité.

Lacombe, vo. *Transaction*, No. 7. Carondas, liv. 10 *rép.* 32. Code Civil B. C., art. 1212. 6 Toullier, pp. 71 à 73. C. N. 2054.

1923. [La transaction sur pièces qui depuis ont été reconnues fausses est entièrement nulle.]

C. N. 2055.

1924. La transaction sur un procès terminé par un jugement passé en force de chose jugée dont les parties ou l'une d'elles n'avaient point connaissance est nulle. Mais si le jugement est susceptible d'appel, la transaction est valable.

ff L. 7; L. 11, *de transact.* Cod., L. 32, *eod. tit.* Domat, *loc. cit.*, No. 7. Guyot, *loc. cit.*, § 2, pp. 236, 237, et arrêts cités par lui. C. N. 2056.

1925. Lorsque les parties ont transigé généralement sur toutes les affaires qu'elles pouvaient avoir ensemble, la découverte subséquente de documents qui leur étaient alors inconnus ne leur donne pas cause de rescision de la transaction, à moins qu'ils n'aient été retenus par le fait de l'une des parties.

Mais la transaction est nulle si elle n'a qu'un objet sur lequel les pièces nouvellement découvertes établissent que l'une des parties n'avait aucun droit.

Cod., L. 19; L. 29, *de transact.* Domat, *loc. cit.*, No. 3. Lacombe, *loc. cit.*, No. 3. 18 Duranton, 433. C. N. 2057.

1926. L'erreur de calcul dans une transaction peut être réparée.

Cod., *L. unic., de errore calculi.* C. N. 2058.

TITRE QUATORZIÈME.

DU JEU ET DU PARI.

1927. Il n'y a pas d'action pour le recouvrement de deniers ou autres choses réclamées en vertu d'un contrat de jeu ou d'un pari; mais si les deniers ou les choses ont été payés par la partie qui a perdu, ils ne peuvent être répétés, à moins qu'il n'y ait preuve de fraude.

ff L. 2, fin., *de aleat.* Pothier, *Jeu*, Nos. 49, 50, 53. Troplong, *Cont. aléat.*, sur arts. 1965, 1966. Smith, *Contracts*, p. 188. Oliphant, *On racing and gaming contracts*, p. 212. McKenna vs. Robinson, 3 M. et W., 441. C. N. 1965, 1967.

1928. Le déni d'action contenu dans l'article qui précède est sujet à exception à l'égard des exercices propres au développement de l'habileté dans l'usage des armes, ainsi qu'à l'égard des courses à cheval ou à pied, ou autres jeux licites qui tiennent à l'adresse et à l'exercice du corps.

Néanmoins le tribunal peut, dans sa discrétion, rejeter la demande quand la somme réclamée lui paraît excessive.

Autorités sous l'article précédent. C. N. 1966.

TITRE QUINZIÈME.

DU CAUTIONNEMENT.

CHAPITRE PREMIER.

DE LA NATURE, DE LA DIVISION ET DE L'ÉTENDUE DU CAUTIONNEMENT.

1929. Le cautionnement est l'acte par lequel une personne s'engage à remplir l'obligation d'une autre pour le cas où celle-ci ne la remplirait pas.

L'on nomme caution celui qui contracte cet engagement.

Pothier, *Oblig.*, No. 365. 18 Duranton, No. 295, p. 289. II *Répert.* Guyot, vo. *Caution*, p. 764. 4 Nouv. Denis., vo. *Cautionnement*, page 318.

1930. Le cautionnement est conventionnel, légal ou judiciaire. Le premier résulte de la volonté des parties; le second est ordonné par la loi, et le dernier par jugement.

Pothier, *Oblig.*, No. 386. 3 Demante, No. 763, p. 364.

1931. La caution n'est tenue de satisfaire à l'obligation du débiteur que dans le cas où ce dernier n'y satisfait pas lui-même.

C. N. 2011. Instit., lib. 13, tit. 22. *ff* L. 1, § 8, *de oblig. et actionibus*. Pothier, *Oblig.*, Nos. 366, 368, 387. 14 Pand. Franç., pp. 269 et suiv.

1932. Le cautionnement ne peut exister que sur une obligation valable.

On peut cependant cautionner l'obligation purement naturelle ainsi que celle dont le débiteur principal peut se faire décharger par une exception qui lui est purement personnelle, par exemple, dans le cas de minorité.

ff L. 78, *De reg. juris. L.* 29, *De fidejussor.* Pothier, *Oblig.*, 194, 367, 377, 396. C. L. 3005. C. N. 2012.

1933. Le cautionnement ne peut excéder ce qui est dû par le débiteur, ni être contracté sous des conditions plus onéreuses.

Il peut être contracté pour une partie de la dette seulement, et sous des conditions moins onéreuses

Le cautionnement qui excède la dette, ou qui est contracté sous des conditions plus onéreuses, n'est point nul; il est seulement réductible à la mesure de l'obligation principale.

ff L. 8, *De fid. et mandat. Cod.*, L. 22, 70, *eod. tit.* Pothier, *Oblig.*, 369, 371, 374, 375, 376. C. L. 3006. C. N. 2013.

1934. On peut se rendre caution sans ordre de celui pour lequel on s'oblige, et même à son insu.

On peut se rendre caution non-seulement du débiteur principal, mais même de celui qui l'a cautionné.

ff L. 30, *De fidejussoribus et mandat.* Lamoignon, *arrêtés*, tit. 23, art. 8. II Rogron, *Code Civil*, page 2622.

Pothier, *Oblig.*, 366, 394, 399, 404. 4 Bousquet, 578-9. C. L. 2015. C. N. 2015.

1935. Le cautionnement ne se présume pas ; il doit être exprès, et ne peut être étendu au-delà des limites dans lesquelles il a été contracté.

Pothier, *Oblig.*, 401-3-5. *Cod.*, L. 6, *de fid. et mand.* 4 Bousquet, p. 579. 2 Rogron, p. 2623. C. L. 3008. C. N. 2015.

1936. Le cautionnement indéfini d'une obligation principale, s'étend à tous les accessoires de la dette, même aux frais de la première demande et à tous ceux postérieurs à la dénonciation qui en est faite à la caution.

Pothier, *Oblig.*, Nos. 404-5-6. Merlin, *Caution*, § 1, No. 3. *ff* L. 52, 58, *de fid. et mand.* Serres, *Instit.*, 485, *in fine.* 2 Rogron, p. 2624. Maleville, pp. 93-4. 4 Bousquet, p. 580. Ord. 1667, tit. *des garants*, art. 14. C. L. 3009. C. N. 2016.

1937. Les engagements des cautions passent à leurs héritiers, à l'exception de la contrainte par corps, si l'engagement était tel que le caution y fût obligée.

Inst., *lib.* 3, tit. 21, § 2. *ff* L. 4 et 5, *de fid. et mand.* ; *Cod.*, *eod. tit.* 2 Rogron, p. 2624. 4 Maleville, p. 94. 4 Bousquet, p. 581. C. N. 2017.

1938. Le débiteur obligé à fournir une caution, doit en présenter une qui ait la capacité de contracter, qui ait dans le Bas-Canada des biens suffisants pour répondre de l'objet de l'obligation et dont le domicile soit dans les limites du Canada.

ff L. 3, *De fid. et mand.* 2 Rogron, 2625. Lamoignon, *arrêtés*, tit. 23, art. 5. Pothier, *Oblig.*, Nos. 338, 391. 4 Bousquet, 581-2-3. 4 Maleville, p. 94. 14 Pand. Franç., 281 et suiv. Rodier, *sur* 1667, p. 578. Bornier, sur *do*, tit. 28, art. 3. C. L. 3011. C. N. 2018.

1939. La solvabilité d'une caution ne s'estime qu'eu égard à ses propriétés foncières, excepté en matière de commerce ou lorsque la dette est modique et dans les cas où il en est disposé autrement par quelque loi particulière.

On n'a pas égard aux immeubles litigieux.

ff L. 25, *De reg. juris.* Pothier, *Oblig.*, 388, 391. 4 Bousquet, p. 583. Fenet, sur Pothier, p. 630. Serres, *Inst.*, p. 484. 4 Maleville, pp. 94, 95 et suiv. C. N. 2019.

1940. Lorsque la caution, reçue par le créancier volontairement, ou en justice, est ensuite devenue insolvable, il doit en être donné une autre.

Cette règle reçoit exception dans le cas seulement où la caution n'a été donnée qu'en vertu d'une convention par laquelle le créancier a exigé une telle personne pour caution.

ff L. 3, *de fidejus. et mand.*; L. 10, *qui satisdare cogantur*. Pothier, *Oblig.*, 392. 14 Pand. Franç., 285 et suiv. 4 Maleville, 95 et suiv. 4 Bousquet, 584 et suiv. 2 Rogron, cc. 2626 et suiv. C. L. 3012. C. N. 2020.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT.

SECTION I.

DE L'EFFET DU CAUTIONNRMENT ENTRE LE CRÉANCIER ET LA CAUTION.

1941. La caution n'est tenue à l'exécution de l'obligation qu'à défaut du débiteur qui doit être préalablement discuté dans ses biens, à moins que la caution n'ait renoncé au bénifice de discussion, ou à moins qu'elle ne soit obligée solidairement avec le débiteur, auquel cas l'effet de son engagement se règle par les principes établis pour les dettes solidaires.

Novelle 4, ch. I, II. 1 Cochin, 649 et suiv. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 23, art. 17. 4 Bousquet, 585 et suiv. Pothier, *Oblig.*, 407-8-9, 413, 417. C. L. 3014. C. N. 2021.

1942. Le créancier n'est obligé de discuter le débiteur principal que lorsque la caution le requiert sur les premières poursuites dirigées contre elle.

D'Olive, liv. 4, c. 22. Serres, 483. Pothier, *Obl.*, 411. Merlin, *Rép., vo. Caution*, § 4, No. 1. 2 Rogron, 2628, et suiv. Dard, p. 457, sur art. 2022. C. L. 3015. C. N. 2022.

1943. La caution qui requiert la discussion doit indiquer au créancier les biens du débiteur principal, et avancer les deniers suffisants pour faire la discussion.

Elle ne doit indiquer ni des biens du débiteur princi-

pal situés hors du Bas-Canada, ni des biens litigieux, ni ceux hypothéqués à la dette qui ne sont plus en la possession du débiteur.

Novelle 4, ch. 2. Pothier, *Obl.*, 412-3-4 ; *Hyp.*, ch. 2, sec. 1, art. 2, § 3. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 24, art. 9. 2 Rogron, p. 2630. 4 Bousquet, 588 et suiv. C. L. 3016. C. N. 2023.

1944. Toutes les fois que la caution a fait l'indication de biens prescrite en l'article précédent, et qu'elle a fourni les deniers suffisants pour la discussion, le créancier est, jusqu'à concurrence des biens indiqués, responsable, à l'égard de la caution, de l'insolvabilité du débiteur principal survenue après le défaut de poursuite.

Cout. Bretagne, art. 192. 2 Henrys, c. 4, *quest.* 34. Pothier, *Obl.*, 415. 2 Rogron, 2630 et suiv. 4 Maleville, 99, 100. 4 Bousquet, 591-2. Fenet, sur Pothier, 632-3. 14 Pand. Franç., 289. Dard, p. 458, sur art. 2024. C. L. 3017. C. N. 2024.

1945. Lorsque plusieurs personnes se sont rendues cautions d'un même débiteur pour une même dette, elles sont obligées chacune à toute la dette.

ff L. 11, *de duobus reis const. Cod.*, L. 3, *de fidejus. et mandat. Institut.*, *lib.* III., tit. 21, § 4. Vinnius, *lib.* XI, c. 40. Serres, 482. Pothier, *Obl.*, 416, 535. 4 Bousquet, 592. C. L. 3018. C. N. 2025.

1946. Néanmoins chacune d'elles peut, à moins qu'elle n'ait renoncé au bénéfice de division, exiger que le créancier divise son action et la réduise à la part et portion de chaque caution.

Lorsque dans le temps où une des cautions a fait prononcer la division, il y en avait d'insolvables, cette caution est tenue proportionnellement de ces insolvabilités ; mais elle ne peut plus être recherchée à raison des insolvalités survenues depuis la division.

ff L. 10, *de fidejus*, *Instit*, liv. 3, tit. 21. Pothier, *Obl.*, 416, 417, 425, 426, 535. 2 Rogron, 2631. 4 Maleville, 101. 4 Bousquet, 593 et suiv. C. L. 3018, 3019. C. N. 2026.

1947. Si le créancier a divisé lui-même et volontairement son action, il ne peut revenir contre cette division, quoiqu'il y eût, même antérieurement au temps où il l'a ainsi consentie, des cautions insolvables.

Cod., L. 16, *de fidejussor.* Pothier, *Obl.*, 421, 427. 4 Maleville, 101-2. 4 Bousquet, 596. 14 Pand. Franç., 294 (*note* I). C. Louis., 3019. C. N. 2027.

SECTION II.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LE DÉBITEUR ET LA CAUTION.

1948. La caution qui s'est obligée avec le consentement du débiteur, a son recours pour ce qu'elle a payé pour lui, en principal, intérêts et frais, et aussi pour les frais faits contre elle, et ceux par elle légalement encourus pour et depuis la dénonciation.

Elle a aussi recours pour les dommages s'il y a lieu.

ff L. 10, L. 11, *mandati.* *Cod.*, L. 18, *mandati.* Pothier, *Obl.*, 365, 429 à 433, 437, 440-1-2-3. Merlin, vo *Intérêt*, § 2, No. 10. 4 Maleville, 102. 4 Bousquet, 597. C. L. 3021. C. N. 2028.

1949. La caution qui s'est obligée sans le consentement du débiteur n'a droit, en payant, de recouvrer que ce que ce dernier aurait été tenu de payer si tel cautionnement n'avait pas eu lieu, sauf les frais subséquents à la dénonciation du paiement fait, qui sont à la charge du débiteur.

Elle a aussi recours pour les dommages auxquels le débiteur aurait été tenu sans ce cautionnement.

1950. La caution qui a payé la dette est subrogée à tous les droits qu'avait le créancier contre le débiteur.

ff L. 17, *de fidejussor.*; L. 95, *de solut.* *Contrà*, *ff* L. 39, *de fidejussor.* Pothier, *Obl.*, 428, 430. Maynard, liv. 2, c. 49. D'Olive, liv. 4, c. 31. Catalan, liv. 5, c. 49. Vinnius, *Instit.*, p. 733. Laroche, *Arrêts*, liv. 6, tit. 20, art. 4, p. 333. Merlin, vo. *Subrogation de personnes*, sec. 2, § 5, No. 1. 14 Pand. Franç., 295. Fenet, sur Pothier, 634. 2 Rogron, 2632. 4 Maleville, 102-3. 4 Bousquet, 598 et suiv. Code Civil B. C., art. 1156. C. Louis., 3022. C. N. 2029.

1951. Lorsqu'il y a plusieurs débiteurs principaux solidaires d'une même dette, la caution qui les a tous cautionnés a, contre chacun d'eux, recours pour la répétition du total de ce qu'elle a payé.

Pothier, *Obl.*, 441. 4 Bousquet, 599 et suiv. 3 Delvin

court, 144. 14 Pand. Franç., 295. Dard, p. 459, *sur art.* 2030, (note a). C. L. 3023. C. N. 2030.

1952. La caution qui a payé une première fois n'a point de recours contre le débiteur principal qui a payé une seconde fois, lorsqu'elle ne l'a pas averti du paiement par elle fait, sauf son action en répétition contre le créancier.

Lorsque la caution a payé sans être poursuivie et sans avertir le débiteur principal, elle n'a point de recours contre lui dans le cas où, au moment du paiement, ce débiteur aurait eu des moyens pour faire déclarer la dette éteinte; sauf son action en répétition contre le créancier.

ff L. 29, § 3; L. 10, § 2, *Mandati*. Pothier, *Obl.*, 433 à 439. 4 Maleville, 103. 4 Bousquet, 602. 3 Delvincourt, 145. C. L. 3024, 3025. C. N. 2031.

1953. La caution qui s'est obligée du consentement du débiteur peut agir contre lui, même avant d'avoir payé, pour en être indemnisée :

1. Lorsqu'elle est poursuivie en justice pour le paiement;

2. Lorsque le débiteur a fait faillite ou est en déconfiture;

3. Lorsque le débiteur s'est obligé de lui rapporter sa quittance dans un certain temps;

4. Lorsque la dette est devenue exigible par l'échéance du terme sous lequel elle avait été contractée, sans avoir égard au délai accordé par le créancier au débiteur sans le consentement de la caution;

5. Au bout de dix ans, lorsque l'obligation principale n'a point de terme fixe d'échéance; à moins que l'obligation principale, telle qu'une tutelle, ne soit de nature à ne pouvoir être éteinte avant un terme déterminé.

ff L. 18, *Mandati*. Basnage, part. 2, c. 5. Pothier, *Obl.*, 429, 442. 4 Bousquet, 602 et suiv. 4 Maleville, 104-5. 3 Delvincourt, 145. Serres, 482. C. L. 3026. C. N. 2032.

1954. La règle contenue au dernier paragraphe du précédent article ne s'applique pas aux cautions que fournissent les officiers publics ou autres employés pour la garantie de l'exécution des devoirs de leurs charges; ces cautions ayant droit en tout temps de se libérer pour

l'avenir de leur cautionnement, en donnant avis préalable suffisant, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu.

SECTION III.

DE L'EFFET DU CAUTIONNEMENT ENTRE LES COFIDÉJUSSEURS.

1955. Lorsque plusieurs personnes ont cautionné un même débiteur pour une même dette, la caution qui a acquitté la dette a recours contre les autres cautions chacune pour sa part et portion.

Mais ce recours n'a lieu que lorsque la caution a payé dans l'un des cas énoncés en l'article 1953.

Dargentré, *sur art.* 203. Cout. Bretagne, art. 194. Serres, 484. Pothier, *Obl.*, 446. 3 Delvincourt, 139, 146. 4 Maleville, 105-6. 4 Bousquet, 605-6. 14 Pand. Franç., 297-8. 2 Rogron, 2635. Dard, *sur art.* 2033. C. L. 3027. C. N. 2033.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'EXTINCTION DU CAUTIONNEMENT.

1956. L'obligation qui résulte du cautionnement s'éteint par les mêmes causes que les autres obligations.

Cod., L. 4, *de fidejussor.* Pothier, *Obl.*, 378 à 380, 407. 4 Maleville, 106. 4 Bousquet, 607-8. 3 Delvincourt, 146. 2 Rogron, 2635. C. L. 3028. C. N. 2034.

1957. La confusion qui s'opère dans la personne du débiteur principal et de sa caution, lorsque l'un devient héritier de l'autre, n'éteint point l'action du créancier contre celui qui s'est rendu caution de la caution.

ff L. 38, L. 93, *de solut. et liberat.* *Cod.*, L. 28, *eod. tit.* Pothier, *Obl.*, 384, 407. 4 Bousquet, 608 et suiv. 3 Delvincourt, 146. C. L. 3028. C. N. 2035.

1958. La caution peut opposer au créancier toutes les exceptions qui appartiennent au débiteur principal et qui sont inhérentes à la dette; mais elle ne peut opposer les exceptions qui sont purement personnelles au débiteur.

ff L. 32, *de fidejussor.*; L. 7, L. 19, *de exceptionibus*. *Cod.*, L. 11, *eod. tit.* *Institut.*, liv. 4, tit. 14, § 4. Pothier, *Obl.*, 381-2-3. Merlin, *vo. Autorisation maritale*, sec. 3, § 2; *vo. Caution*, § 4, No. 3. 4 Maleville

106-7. Fenet, *sur* Pothier, 637-8. 4 Bousquet, 608-9. 14 Pand. Franç., 299. C. L. 3029. C. N. 2036.

1959. La caution est déchargée lorsque la subrogation aux droits, hypothèques et priviléges du créancier ne peut plus, par le fait de ce créancier, s'opérer en faveur de la caution.

ff Arg. ex lege 95, § 11, *de solut. et liberat.* Pothier, *Obl.*, 407, 557. 4 Maleville, 107. 4 Bousquet, 612. 3 Delvincourt, 146. 14 Pand. Franç., 300. C. L. 3030. C. N, 2037.

1960. L'acceptation volontaire que le créancier a faite d'un immeuble ou d'un effet quelconque en paiement de la dette principale, décharge la caution, encore que le créancier vienne a en être évincé.

ff Arg. ex lege 54, *de solut.*; L. 54, *eod. tit.*; L. 47, *de verborum signif.*; L. 62, *de pactis.* Pothier, *Obl.*, 407. 4 Maleville, 107-8. 4 Bousquet, 613. 3 Delvincourt, 147. 14 Pand. Franç., 300 (*note* 2). 2 Rogron, 2648 et suiv. Dard, p. 462, (*note a*). C. L. 3031. C. N. 2038.

1961. La simple prorogation de terme accordée par le créancier au débiteur principal ne décharge point la caution; celle qui s'est obligée du consentement du débiteur, peut, en ce cas, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement.

Vinnius, *quest.* 11, 42. Pothier, *Obl.*, 407. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 23, art. 13. Merlin, *Rép.*, *Vo. Novation*, § 6. 1 Despeisses, 608, No. 8. 4 Maleville, 108. 4 Bousquet, 613. 3 Delvincourt, 145-7. Dard, p. 462, (note b). 3 Revue de Légis., 286. C. L. 3032. C. N. 2039.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE LA CAUTION LÉGALE ET DE LA CAUTION JUDICIAIRE.

1962. Toutes les fois qu'une personne est obligée par la loi ou par une condamnation à fournir caution, elle doit remplir les conditions prescrites par les articles 1938, 1939, 1940.

Lorsqu'il s'agit d'une caution judiciaire, la personne offerte comme caution doit en outre être susceptible de la contrainte par corps.

Louet, F. ch. 23. Serres, 483. Pothier, *Obl.*, 377, 387, 391, 403. Bornier, sur ord. 1667, tit. 28, art. 4.

Bornier sur ord. 1669, tit. 6, art. 11. Rodier, 271. Merlin, vo. *Caution*, § 1, No. 8. 4 Maleville, 108. Serres, 483. 4 Bousquet, 614, 5. 3 Delvincourt, 141. 14 Pand. Franç., 301. C. L. 3033. C. N. 2040.

1963. Celui qui ne peut pas trouver de caution est reçu à donner à la place, en nantissement, un gage suffisant.

ff Arg. ex lege 58, § 6, *mandati vel contrà ;* L. 25, *de regulis juris*. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 23, art. 17. Pothier, *Obl.*, 393. 2 Proudhon, No. 848. 4 Bousquet, 141. 3 Delvincourt, 141. C. L. 3034. C. N. 2041.

1964. La caution judiciaire ne peut point demander la discussion du débiteur principal.

ff L. 1, *judicatum solvi*. *Cod.*, L. 3, *de usuris rei judicatæ*. Lebret, *plaid.* 42. Basnage, *Hyp.*, c. 4, art. 17. Serres, 83. Lapeyrère, D. No. 38. Lacombe, *Caution*, sec. 2, No. 1. Pothier, *Obl.*, 409, 417. 4 Bousquet, 615-6. 4 Maleville, 109. 3 Delvincourt, 143. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 23, art. 77. C. L. 3035. C. N. 2042.

1965. Celui qui a simplement cautionné la caution judiciaire ne peut demander la discussion du débiteur principal, ni de la caution.

Serres, 83. Lapeyrère, D. No. 38. Lacombe, *vo. Caution*, sec. 2, No. 1. 4 Maleville, 109. 4 Bousquet, 616. Ord. 1667, tit. 17. 2 Rogron, 2653. C.L. 3036. C. N. 2043.

TITRE SEIZIÈME.

DU CONTRAT DE NANTISSEMENT.

1966. Le nantissement est un contrat par lequel une chose est mise entre les mains du créancier [illegible] étant déjà entre ses mains, est par lui retenue, du consentement du propriétaire, pour sûreté de la dette.

La chose peut être donnée soit par le débiteur ou par un tiers en sa faveur.

Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 1, No. 1. Pothier, *Nantissement*, art. prélim. Story, *Bailments*, No. 286. C. N. 2071, 2077.

CHAPITRE PREMIER.

DU NANTISSEMENT DES IMMEUBLES.

1967. Les immeubles peuvent être donnés en nantissement aux termes et conditions convenus entre les parties. En l'absence de conventions spéciales, les fruits s'imputent d'abord en paiement des intérêts de la dette et ensuite sur le principal. Si la dette ne porte pas intérêt, l'imputation se fait en entier sur le principal.

Le nantissement des immeubles est sujet aux règles contenues dans le chapitre qui suit, en autant que ces règles peuvent y être applicables.

ff L. 33; L. 39, *de pig. act.*; L. 11, § 1, *de pignor. et hyp.*; L. 50, § 1, *de jure dot. et passim*. Cod., L. 2; L. 3. *de pig. act.* Pothier, *Nantiss.*, ch. 1, art. 1, § 1. Troplong, *Nantiss.*, 497, 513. 4 Champ. & Rig., 3120.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU GAGE.

1968. Le nantissement d'une chose mobilière prend le nom de *gage*.

1969. Le gage confère au créancier le droit de se faire payer sur la chose qui en est l'objet par privilége et préférence aux autres créanciers.

Pothier, *Nantiss.*, No. 26. C. N. 2073.

1970. Le privilége ne subsiste qu'autant que le gage reste en la possession du créancier ou d'un tiers convenu entre les parties.

Pothier, *Nantiss.*, Nos. 17, 26. C. N, 2076.

1971. Le créancier ne peut, à défaut de paiement de la dette, disposer du gage. Il peut le faire saisir et vendre suivant le cours ordinaire de la loi en vertu du jugement d'un tribunal compétent et être payé par préférence sur les deniers prélevés. Néanmoins cette disposition ne s'étend pas aux banques relativement aux bois qui leur sont donnés en gage conformément aux dispositions de l'acte de la 29me Vict., ch. 19.

[Le créancier peut aussi stipuler qu'à défaut de paiement il aura droit de garder le gage.]

Pothier, *Nantiss.*, Nos. 19, 24. C. N. 2078.

1972. Le débiteur est propriétaire de la chose jusqu'à ce qu'elle soit vendue ou qu'il en soit disposé autrement. Elle reste entre les mains du créancier seulement comme un dépôt pour assurer sa créance.

ff L. 35, § 1, *de pignoratitiâ actione*. Cod., L. 9, *de pignoribus et hypothecis*. C. N. 2079.

1973. Le créancier répond de la perte ou détérioration du gage selon les règles établies au titre "*Des Obligations*."

De son côté le débiteur est tenu de rembourser au créancier les dépenses nécessaires que celui-ci a faites pour la conservation du gage.

ff L. 13, § 1 ; L. 8 ; L. 25, *de pignor. act.* Cod., L. 5 ; L. 6 ; L. 8 ; L. 9 ; L. 27, *de pign. et hyp.* Code Civil B. C., arts. 1063, 1150, 1200. C. N. 2080.

1974. S'il est donné en gage une créance portant intérêt, le créancier impute ces intérêts sur ceux qui peuvent lui être dus.

Si la dette, pour sûreté de laquelle la créance est donnée, ne porte pas intérêt, l'imputation des intérêts du gage se fait sur le capital de la dette.

ff L. 1 ; L. 2 ; L. 3, *de pignorat. act ;* L. 5, §§ 2, 3, *de solut. et liberat.* Pothier, *Nantiss.*, ch. 1, art. 1, § 1, note. C. N. 2081.

1975. Le débiteur ne peut, à moins que le détenteur du gage n'en abuse, en réclamer la restitution qu'après avoir entièrement payé la dette en capital, intérêts et frais.

S'il est contracté une autre dette après la mise en gage, et qu'elle devienne exigible avant celle pour laquelle le gage a été donné, le créancier ne peut être tenu de rendre le gage avant d'être payé de l'une et de l'autre dette.

Cod., L. 1, *etiam ob chirograph.* Pothier, *Nantiss.* No. 47. Troplong, *Nantiss.*, 462, 463. C. N. 2082.

1976. Le gage est indivisible nonobstant la divisibilité de la dette. L'héritier du débiteur qui paie sa part de la dette ne peut demander sa part du gage tant qu'il reste dû quelque partie de la dette.

L'héritier du créancier qui reçoit sa portion de la dette ne peut non plus remettre le gage au préjudice de ceux de ses cohéritiers qui n'ont pas été payés.

ff L. 8, § 2; L. 9, § 3; L. 11, § 4, *de pignor. act.* Pothier, *Nantiss.*, Nos. 43, 44, 45. C. N. 2083.

1977. Les droits du créancier sur la chose qui lui est donnée en gage sont subordonnés à ceux qu'y ont des tiers, suivant les dispositions contenues au titre *Des Priviléges et Hypothèques*.

1978. Les règles contenues dans ce chapitre sont, en matières commerciales, subordonnées aux lois et aux usages du commerce.

1979. Les règles spéciales concernant le métier de prêteur sur gage sont contenues dans un statut intitulé : *Acte concernant les prêteurs sur gage et les prêts sur gages.*

S. R. C., ch. 61.

Le chapitre 54 des *Status Refondus* du Canada contient des dispositions spéciales pour le transport par endossement des connaissements, spécifications de bois, reçus ou certificats donnés par les gardiens d'entrepôts ou de quais, meuniers, maîtres de vaisseaux ou entrepreneurs de transport, fait en faveur des banques incorporées ou des particuliers comme gage, et pour la vente des effets et marchandises représentés par tels documents.

TITRE DIX-SEPTIÈME.

DES PRIVILÉGES ET HYPOHÈQUES.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS PRÉLIMINAIRES.

1980. Quiconque est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présents et à venir, à l'exception de ceux qui sont spécialement déclarés insaisissables.

Pothier, *Proc. civ.*, 174. 1 Pigeau, 597. 1 Troplong, *Priv.*, p. 2. 1 Pont, *Priv.*, pp. 2, 3. C. N. 2092.

1981. Les biens du débiteur sont le gage commun de ses créanciers, et, dans le cas de concours, le prix s'en distribue par contribution, à moins qu'il n'y ait entre eux des causes légitimes de préférence.

ff L. 28, *De rebus auctoritate judicis ;* L. 1, *de jure*

fisci; L. 23, § 1, *de verborum signif.* 1 Couchot, 133-4 Pothier, *Proc. civ.*, 179, 234. Bowie et McKenzie, jugt en appel, 11 juillet 1851. C. N. 2093

1982. Les causes légitimes de préférence sont les priviléges et les hypothèques.

Pothier, *Proc. civ.*, 234. 1 Pigeau, 681, 809. C. N. 2094.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES PRIVILÉGES.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

1983. Le privilége est le droit qu'a un créancier d'être préféré à d'autres créanciers suivant la cause de sa créance. Il résulte de la loi et est indivisible de sa nature.

ff L. 32, *de rebus auctoritate judicis.* Loyseau, *Offices*, liv. 3, c. 8, No. 88. Guyot, *Répert., vo. Privilége*, 689. 1 Pigeau, 681. Domat, liv. 3, tit. 1, ss. 1, 30. Pothier, *Hyp.*, 451; *Proc. civ.*, 234. Pont, *Priv.*, No. 24. C. N. 2095.

1984. Entre les créanciers privilégiés, la préférence se règle par les différentes qualités des priviléges, ou par la cause des créances.

ff L. 32, *de rebus auct. jud.* Pothier, *Proc. civ.*, 178, 234, 262. 1 Pigeau, 681. Guyot, *Rép., vo. Priv.*, 689. 1 Tropl., *Priv.*, No. 26. 1 Pont, No. 175. C. N. 2096.

1985. Les créanciers privilégiés qui sont dans le même rang sont payés par concurrence.

ff loc. cit. 1 Pigeau, 685, 686, 813. Guyot, *Rép., vo. Priv.*, 692. Pothier, *Proc. civ.*, 262. Domat, liv. 3. tit. 1, sec. 5, No. 2. C. N. 2097.

1986. Celui qui a acquis subrogation aux droits du créancier privilégié, exerce le même droit de préférence.

Cependant ce créancier est préféré, pour ce qui peut lui rester dû, aux subrogés envers qui il ne s'est pas obligé à fournir et faire valoir le montant pour lequel la subrogation est acquise.

S. R. B. C., c. 37, s. 26, §§ 2, 5. Code Civil B. C. art. 1157.

1987. Ceux qui ont simple subrogation légale au

droits d'un même créancier privilégié sont payés par contribution.

Renusson, *Subrog.*, c. 15, Nos. 9, 14, 15. 2 Bourjon, 740, CXC. Pothier, *Proc. civ.*, 234. Lamoignon, tit. XXI, art. 60. Héricourt, *Vente des immeubles*, c. 11, sec. 1, No. 16. Grenier, *Hyp.*, Nos. 93, 394. Tropl., *Priv.*, No. 379. C. N. 2097.

1988. Les cessionnaires de différentes parties d'une même créance privilégiée sont aussi payés par concurrence, si leurs transports respectifs sont faits sans la garantie de fournir et faire valoir.

Ceux qui ont obtenu transport avec cette garantie sont payés par préférence aux autres ; ayant égard néanmoins entre eux a la date de la signification de leurs transports respectifs.

9 Cujas, p. 1137. Renusson, *Subrog.*, c. 13, Nos. 30, 31, 32 ; c. 16, Nos. 6, 15. 2 Ferrière, sur Paris, art. 108, § 5, Nos. 30 et suiv., et p. 1213, Nos. 4, 5, 6. Le Maistre, sur Paris, p. 149. N. Den., *vo. Cession*, § 11, Nos. 10, 12. 1 Lamoignon, tit. XXI, art. 59 ; 2 do, p. 130. Pothier, *Proc. civ.*, 234. Troplong, *Priv.*, 86, 87, 366, 367, 379, 608. Grenier, *Hyp.*, No. 93. 2 Grenier, 227. Dalloz, *Rec. de Jurisp.*, 1858, *2me part.*, p. 108, note. 26 Journal du Palais, p. 403. Code Civil B. C., art. 1160. *Contrà*, 7 Toul., No. 171. 5 Zachariæ, 169. 2 Delvincourt, 564. 2 Duvergier, Nos. 204, 227, 287.

1989. La Couronne a certains priviléges et droits résultant des lois de douane et autres dispositions contenues dans les statuts spéciaux relatifs à l'administration publique.

S. R. C., c. 17, ss. 10, 11, 14, 41, § 3, 80, 84 ; c. 19 ; c. 23. C. N. 2098

1990. Les créanciers et légataires qui ont droit à la séparation du patrimoine du défunt conservent à l'égard des créanciers de ses héritiers ou légataires un droit de préférence et tous leurs priviléges sur les biens de la succession qui peuvent être affectés à leurs créances.

Domat, liv. 1, tit. 11. Pothier, *Hyp.*, 454-6. 2 Bourjon, 675 *et autorités par lui citées.* Merlin, *Rép.*, *vo. Priv.*, sec. IV, § 6, No. 2. S. R. B. C., c. 37, sec. 27, § 3. Code Civil B. C., art. 743. C. N. 878, 2111.

La même préférence a lieu dans les cas énoncés aux articles 802 et 966.

1991. La règle concernant les créanciers d'une société et ceux des associés individuellement est exposée en l'article 1899, et dans l'*Acte concernant la faillite*, 1864.

1992. Les priviléges peuvent être sur les biens meubles, ou sur les immeubles, ou enfin sur les biens meubles et immeubles à la fois.

Domat, *loc. cit.*, No. 31. 1 Pigeau, 681-5, 810-4. Pothier, *Proc. civ.*, 191, 260. C. N. 2099.

SECTION I.

DES PRIVILÉGES SUR LES BIENS MEUBLES.

1993. Les priviléges peuvent être sur la totalité des biens meubles ou sur certains biens meubles seulement.

1 Pigeau, 681 et suiv. Pothier, *Proc. civ.*, 192. C. N. 2100.

1994. Les créances privilégiées sur les biens meubles sont les suivantes, et lorsqu'elles se rencontrent elles sont colloquées dans l'ordre de priorité et d'après les règles ci-après, à moins qu'il n'y soit dérogé par quelque statut spécial :

1. Les frais de justice, et toutes les dépenses faites dans l'intérêt commun ;
2. La dixme ;
3. La créance du vendeur ;
4. Les créances de ceux qui ont droit de gage ou de rétention ;
5. Les frais funéraires ;
6. Les frais de la dernière maladie ;
7. Les taxes municipales ;
8. La créance du locateur ;
9. Les gages des serviteurs et les créances des fournisseurs ;
10. La Couronne pour créances contre ses comptables.

Les priviléges rangés sous les numéros 5, 6, 7, 9 et 10 s'étendent à tous les biens meubles du débiteur, les autres sont spéciaux et n'ont d'effet qu'à l'égard de quelques objets particuliers.

1995. Les frais de justice sont tous les frais faits

pour la saisie et vente des biens meubles et ceux des opérations judiciaires qui ont pour objet de fournir aux créanciers généralement le moyen d'obtenir le paiement de leurs créances.

Cod., L. 10, *de bonis aucl. judicis*. Pothier, *Proc. civ.*, 170. 1 Pigeau, 683. 2 Bourjon, 684. Domat, liv. 3, tit. 1, c. 5, No. 25. Bacquet, *Droits de justice*, 292-3. 2 Ferrière, *col.* 1367-8. Guyot, *Rép., vo. Priv.*, 689. Couchot, 134. C. N. 2101.

1996. Les dépenses faites dans l'intérêt de la masse des créanciers, comprennent celles qui ont servi à conserver le gage commun.

1 Pigeau, 683-4. Pothier, *Proc. civ.*, 193. 1 Duranton. 40. C. N. 2102. S. R. C., c. 17, ss. 10, 11, 14, 41, §§ 3, 80, 84; c. 19, ss. 8, 10, 23, 24, § 2; c. 23, ss. 1, 3, 4, 8, C. N. 2098.

1997. La dixme est privilégiée sur celles des récoltes qui y sont sujettes.

1 Drapier, *Dixmes*, 35, 36, 37. Jouy, *Principes des dixmes*, 158, 159, 160, 161, 72. 1 Sallé, *Code des Curés*, 55. 2 Durand de Maillane, 356. 1 Prevost de la Jannès, 225.

1998. Le vendeur d'une chose non payée peut exercer deux droits privilégiés :

1. Celui de revendiquer la chose ;
2. Celui d'être préféré sur le prix.

ff L. 19, *de contrahendâ empt.* *Inst.*, § 41, *de rerum divis.* Paris, 176, 177. 2 Bourjon, 688-9. Tropl., *Priv.*, No. 180.

Dans les cas de faillite, ces droits ne peuvent être exercés que dans les quinze jours qui suivent la vente.

1999. Pour exercer cette revendication quatre conditions sont requises :

1. Que la vente ait été faite sans terme ;
2. Que la chose soit encore entière et dans le même état ;
3. Qu'elle ne soit pas passée entre les mains d'un tiers qui en ait payé le prix ;
4. Que la revendication soit exercée dans les huit jours de la livraison ; sauf la disposition rélative à la faillite et contenue en l'article qui précède.

Ferrière, sur art. 176, No. 19. 2 Bourjon, 689. 4 Anc.

Den., 377-8. Tropl., *Priv.*, Nos. 194, 195, 196, 197. 2 Tropl., *Vente*, p. 531. Code Civil B. C., art. 1623.

2000. Si la chose est vendue pendant l'instance en revendication, ou si lors de la saisie de la chose par un tiers, le vendeur est encore dans les délais et la chose dans les conditions prescrites pour la revendication, le vendeur est privilégié sur le produit à l'encontre de tous autres créanciers privilégiés ci-après mentionnés.

Si la chose est encore dans les mêmes conditions, mais que le vendeur ne soit plus dans les délais, ou ait donné terme, il conserve le même privilége sur le produit, excepté à l'égard du locateur et du gagiste.

2 Ferrière, 1325, 1326, 1343 et 1367. Pothier, *Louage*, 241-4; *Vente*, 322 et suiv. 1 Prevost de la Jannès, 226. 2 Bourjon, 688-9. 2 Lamoignon, 151. 2 Revue de Législ., 74. Tropl., *Priv.*, 159. C. N. 2102.

2001. Le rang de ceux qui ont le droit de gage et de rétention s'établit suivant la nature du gage ou de la créance. Ce privilége n'a lieu cependant qu'en autant que le gage ou droit de rétention subsiste, ou pouvait être réclamé au temps où la chose a été saisie, si depuis elle a été vendue.

Pothier, *Propriété*, 343; *Dépôt*, 74; *Vente*, 323, 426; *Prêt à usage*, 43; *Charte-partie*, 90; *Louage d'ouvrage*, 406; *Mandat*, 59; *Proc. civ.*, 192. Paris, 181, 182. Ferrière, sur art. 181, No. 1 2 Grenier, *Hyp.*, 298. 18 Duranton, 509. Tropl., *Nantiss.*, 97, 100, 297, 451. S. R. C., c. 28. s. 90, § 3; s. 91. Denisart, *Actes de Notoriété*, 108-9. 2 Bourjon, 691. C. N. 2102.

2002. Les frais funéraires privilégiés comprennent seulement ce qui est de convenance à l'état et à la fortune du défunt, et se prennent sur tous les biens meubles du défunt.

Le deuil de la veuve en fait partie sous la même restriction.

ff L. 14, § 1; L. 45, *de religiosis*; L. 17, *de rebus auctoritate judicis*. Bacquet, *Droits de justice*, c. 21, No. 273. 2 Ferrière, 1367, 1369, 1370. 1 Pigeau, 682-5-6. N. Den., *Frais funéraires*. Guyot, *Rép.*, vo. *Privil.*, 689. Pothier, *Proc. civ.*, 170. 2 Bourjon, 687. Lacombe, *Frais funéraires*. Loyseau, *Des Offices*, liv. 3, c. 8, Nos. 23, 50

Tropl., *Priv.*, Nos. 76, 134, 135. 18 Revue Wolowski, 213. C. N. 2101.

2003. Les frais de dernière maladie comprennent ceux des médecins, des apothicaires et des garde-malades pendant la maladie dont le débiteur est mort, et se prennent sur tous les biens meubles du défunt.

Pothier, *Proc. civ.*, 170. 1 Pigeau, 645. 2 Bourjon, 688. Lacombe, *vo. Préférence*, 65. Bacquet, *Droits de Justice*, c. 21, No. 274 et p. 294-5. Tropl., *Priv.*, Nos. 157 et suiv. 18 Revue de Wolowski, 214. C. N. 2101.

[Dans le cas de maladie chronique, le privilége n'a lieu que pour les frais pendant les derniers six mois qui ont précédé le décès.]

C. L. 3167. Code des Etats Romains, 65.

2004. Les taxes municipales qui sont préférées à toutes les autres créances privilégiées ci-après mentionnées sont les taxes personnelles et mobilières que certaines municipalités peuvent imposer et celles auxquelles des lois spéciales donnent semblable préférence.

14 et 15 Vic., c. 128, s. 77; c. 130, s. 1.

2005. Le privilége du locateur s'étend à tout le loyer échu et à écheoir en vertu d'un bail en forme authentique; si le bail n'est pas en forme authentique, le privilége n'existe que pour trois termes échus et pour tout ce qui reste de l'année courante.

2 Ferrière, 1367-8, 1323-4, 1384-5. 2 Bourjon, 685. Pothier, *Proc. civ.*, 170, 171, 194. 1 Couchot, 134. Guyot, *Rép.*, vo. *Priv.* 689. *Actes de Notoriété*, 15 Mars, 1702; 24 Mars, 1702. 20 Isambert, 407. 4 Décisions Judiciaires B. C., 30, 466. S. R. B. C., c. 40, s. 16. C. N. 2102.

2006. Les domestiques et engagés ont ensuite droit d'être colloqués par préférence sur tous les biens meubles du débiteur pour ce qui peut leur rester dû de salaire n'excédant pas [un an échu au jour de la saisie ou du décès.]

Les commis, apprentis et compagnons ont la même préférence, mais seulement sur les marchandises et effets qui se trouvent dans le magasin, échoppe ou boutique, où leurs services étaient requis, [pour un terme d'arrérages n'excédant pas trois mois.]

Ceux qui ont fourni les provisions ont également privi-

lége concurremment avec les domestiques et engagés pour leurs fournitures pendant les douze derniers mois.

Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 5. 2 Bourjon, 688. Guyot, vo. *Priv.*, 689. Pothier, *Proc. civ.*, 172-3. 1 Pigeau, 685. *Poutré* vs. *Poutré*, Montréal, 31 Mars, 1856. Tropl., *Priv.*, 142-3-4. Pont, *Priv.*, No. 79. C. N. 2101.

2007. Les priviléges sur les bâtiments, leur cargaison et le fret sont déclarés au titre : *Des Bâtiments Marchands*.

2008. D'autres règles relatives à l'ordre de collocation de certaines créances privilégiées se trouvent au Code de Procédure Civile.

SECTION II.

DES PRIVILÉGES SUR LES IMMEUBLES.

2009. Les créances privilégiées sur les immeubles sont ci-après énumérées et prennent rang dans l'ordre qui suit :

1. Les frais de justice et ceux faits dans l'intérêt commun ;

2. Les frais funéraires tels qu'énoncés en l'article 2002 lorsque le produit des biens meubles s'est trouvé insuffisant pour les acquitter ;

3. Les frais de dernière maladie tels qu'énoncés en l'article 2003 et sous la même restriction que les frais funéraires ;

4. Les frais de labours et de semences ;

5. Les cotisations et répartitions ;

6. Les droits seigneuriaux ;

7. La créance du constructeur, sujette aux dispositions de l'article 2013.

8. Celle du vendeur ;

9. Les gages des domestiques sous la même restriction que les frais funéraires.

1 Couchot, 152-3. Pothier, *Hyp.*, 451 et suiv. ; *Proc. civ.*, 231 et suiv. 1 Pigeau, 810, 814, 685. Héricourt, c. 11, sec. 1, Nos. 3, 4, 5. Grenier, *sur Edit de* 1771, p, 371, 375. S. R. B. C., c. 15, s. 76 ; c. 18, s. 32 ; c. 24, s. 56, § 15 ; c. 37, s. 8 ; c. 41, s. 50. C. N. 2103, 2104.

2010. Le privilége pour les frais de labours et de semences a lieu sur le prix de l'immeuble vendu avant

la récolte faite, jusqu'à concurrence seulement de la plus-value donnée par ces travaux.

Héricourt, *loc. cit.*, No. 8. 1 Pigeau, 685, 810, 814. Pothier, *Pro. civ.*, 261.

2011. Les cotisations et répartitions privilégiées sur les immeubles sont :

1. Les cotisations pour la construction ou réparation des églises, presbytères et cimetières : néanmoins, dans tous les cas où un immeuble a été acquis d'une personne qui ne professe pas la religion Catholique Romaine, avant d'être assujetti à telles cotisations, le privilége pour cette cotisation ne prend rang qu'après la créance du bailleur de fonds et tous les priviléges et hypothèques antérieurs à cette acquisition ;

2. Les taxes d'écoles ;

3. Les cotisations municipales, dont cependant il ne peut être réclamé plus de cinq années d'arrérages outre la courante, sans préjudice aux cas spéciaux où une prescription plus courte est établie.

Ces créances n'ont de privilége que sur l'immeuble imposé spécialement, et les deux derniers viennent en concurrence après les cotisations mentionnées en premier lieu.

1 Pigeau, 810. S. R. B. C., c. 18, s. 32 ; c. 15, s. 76 ; c. 24, s. 56, § 15 ; s. 61.

2012. Le privilége des droits seigneuriaux s'étend à tous les arrérages des droits seigneuriaux, et, au même titre, aux arrérages échus des rentes constituées sur la commutation des droits seigneuriaux, pour cinq années seulement et la courante.

1 Pigeau, 813. Pothier, *Proc. civ.*, 261. 1 Couchot, 153. S. R. B. C., c. 41, s. 50.

2013. Le constructeur, ou autre ouvrier, et l'architecte ont droit de préférence seulement sur la plus-value donnée à l'héritage par leurs constructions, à l'encontre du vendeur et des autres créanciers, pourvu qu'il ait été fait, par un expert nommé par un juge de la Cour Supérieure dans le district, un procès-verbal constatant l'état des lieux où les travaux doivent être faits, et que dans les six mois à compter de leur achèvement, les ouvrages aient été acceptés et reçus par un expert nommé de la même manière, ce qui doit être constaté par un procès-

verbal, contenant aussi une évaluation des ouvrages faits; et dans aucun cas le privilége ne s'étend au-delà de la valeur constatée par le second procès-verbal, et il est encore réductible au montant de la plus-value qu'a l'héritage au temps de la vente.

Au cas d'insuffisance des deniers pour satisfaire le constructeur et le vendeur, ou de contestation, la plus-value donnée par les constructions est constatée au moyen d'une ventilation faite conformément aux prescriptions contenues au Code de Procédure Civile.

1 Pigeau, 810-1. Pothier, *Proc. civ.*, 261. 1 Couchot, 153. S. R. B. B., c. 37, s. 26, § 4. C. N. 2103.

2014. Le vendeur a privilége sur l'immeuble par lui vendu pour tout ce qui lui est dû sur le prix.

S'il y a eu plusieurs ventes successives dont le prix soit dû en tout ou en partie, le premier vendeur est préféré au second, le second au troisième et ainsi de suite.

Sont colloqués au même titre :

Les donateurs pour les redevances et charges qu'ils ont stipulées :

Les copartageants, les cohéritiers et colégataires sur les immeubles qui étaient communs, pour la garantie des partages faits entre eux et des soultes ou retours.

ff L. 22, *de hereditate vel.*; L. 6, *qui potiores*; L. 24, § 1, *de rebus autoritate judicis*. *Instit.*, *lib.* II, tit. 1, § 41. L. 7, *qui potiores*; L. 7, *Communia utriusque*. Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 5, Nos. 4, 6 et suiv; *Success.*, liv. 1, tit. 4, sec. 3. Héricourt, 203-4. Pothier, *Hyp.*, 454; *Pro. civ.*, 262. 1 Pigeau, 813. 1 Couchot, 153. C. N. 2103.

SECTION III.

COMMENT SE CONSERVENT LES PRIVILÉGES SUR LES IMMEUBLES.

2015. Entre les créanciers les priviléges ne produisent d'effet à l'égard des immeubles qu'autant qu'ils sont rendus publics en la manière déterminée et sauf les exceptions contenues au titre : *De l'Enregistrement des Droits Réels*.

S. R. B. C., c. 37, secs. 26, 27, § 1. Tropl., *Priv.*, Nos. 266 et suiv. C. N. 2106.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES HYPOTHÈQUES.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2016. L'hypothèque est un droit réel sur les immeubles affectés à l'acquittement d'une obligation, en vertu duquel le créancier peut les faire vendre en quelques mains qu'ils soient, et être préféré sur le produit de la vente suivant l'ordre du temps, tel que fixé dans ce code.

ff L. 17, *de pignoribus*. Pothier, *Hyp.*, 417, 427, 433. N. Den., *Hyp.*, 741. 16 Locré, 96. Tropl., *Priv.*, Nos. 388, 389, 390. Pont., *Priv.*, No. 321. C. L. 3245. C. N. 2114, 2118.

2017. L'hypothèque est indivisible et subsiste en entier sur tous les immeubles qui y sont affectés, sur chacun d'eux et sur chaque partie de ces immeubles.

L'hypothèque acquise s'étend sur toutes les améliorations et alluvions survenues depuis à l'immeuble hypothéqué.

Elle assure outre le principal les intérêts qu'il produit, sous les restrictions portées au titre : *De l'Enregistrement des Droits Réels*, et tous les frais encourus.

Elle n'est qu'un accessoire et ne vaut qu'autant que la créance ou obligation qu'elle assure subsiste.

ff L. 16, *de pignoribus*. Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 1, Nos. 7 à 11, 18 ; sec. 2, Nos, 4, 5. Pothier, *Hyp.*, 431-3. N. Den., *Hyp.*, 745 à 748, 774. S. R. B. C., c. 37, secs. 37, 38, 47. C. N. 2114, 2133.

2018. L'hypothèque n'a lieu que dans les cas et suivant les formes autorisées par la loi.

S. R. B. C., c. 37. C. N. 2115.

2019. Elle est ou légale, ou judiciaire, ou conventionnelle.

Pothier, *Hyp.*, 418. S. R. B. C., c. 37, ss. 45, 46, 47. C. N. 2116.

2020. L'hypothèque légale est celle qui résulte de la loi seule.

L'hypothèque judiciaire est celle qui résulte des jugements ou actes judiciaires.

L'hypothèque conventionnelle naît de la convention
Pothier, *Hyp.*, 418, 420, 423, 424. Domat, liv. 3, ti
1, sec. 2, No. 47. C. N. 2117.

2021. L'hypothèque sur une portion indivise d'u
immeuble ne subsiste qu'en autant que, par le partag
ou autre acte qui en tienne lieu, le débiteur demeur
propriétaire de quelque partie de cet immeuble ; sauf le
dispositions contenues en l'article 731.

Autorités citées sous l'article 731.

2022. Les meubles n'ont pas de suite par hypoth
que, sauf les dispositions contenues aux titres : *Des Bâ
timents Marchands* et *Du Prêt à la Grosse.*

Pothier, *Hyp.*, 426. S. R. C., c. 41, s. 24. Stat. Imp
The Merchant Shipping Act, 1854. C. N. 2119, 2120.

2023. L'hypothèque ne peut être acquise au préju
dice des créanciers actuels sur les immeubles d'une pe
sonne notoirement insolvable, ni sur ceux d'un com
merçant dans les trente jours qui précèdent sa faillite.

Paris, 180. N. Den., *Hyp.*, 747 ; *Faillite*, 401-5 ; *Fraud*
76-7. Décl. 18 Nov. 1702. Anc. Den., *Hyp.*, Nos. 45, 4
Troplong, *Priv.*, 459 bis. Grenier, sur Édit. de 1771,
383. Lacombe, *Hyp.*, No. 4, note. S. R. B. C., c. 37, s.
2 L. C. *Jurist*, 253. 27, 28 V., c. 17, s. 8. C. Com. 44

SECTION II.

DES HYPOTHÈQUES LÉGALES.

2024. Les seuls droits et créances auxquels l'hyp
thèque légale est attribuée sous les restrictions ci-apr
sont énoncés dans les paragraphes un, deux, trois
quatre de cette section.

2025. L'hypothèque légale peut affecter tous l
immeubles ou être limitée à quelques-uns seulement.

Pothier, *Hyp.*, p. 418. S. R. B. C., c. 37, ss. 45, 46.

2026. L'hypothèque légale n'affecte que les imme
bles appartenant au débiteur et décrits dans un avis q
en requière l'enregistrement, tel que prescrit au titr
De l'Enregistrement des Droits Réels.

S. R. B. C., c. 37, secs. 46, 48.

2027. Le créancier qui a acquis une hypothèq
légale avant le trente-et-unième jour de Décembre, m
huit cent quarante-et-un, peut néanmoins l'exercer s

tous les biens immeubles possédés par le débiteur au temps de l'acquisition de cette hypothèque ou depuis.

2028. Les hypothèques légales antérieures au premier jour de Septembre, mil huit cent soixante, sont réglées par les lois en force lors de leur création.

§ 1. *Hypothèque légale des femmes mariées.*

2029. La femme a hypothèque légale pour toutes réclamations et demandes qu'elle peut avoir contre son mari à raison de ce qu'elle a pu recevoir ou acquérir pendant le mariage par succession, héritage ou donation.

Pothier, *Hyp.*, 424; Orl., *Intr.* tit. XX, No. 18. S. R. B C., c. 37, ss. 46, 48, § 5. C. N. 2121 et 2135.

§ 2. *Hypothèque légale des mineurs et des interdits.*

2030. L'hypothèque légale a lieu en faveur des mineurs ou des personnes interdites sur les immeubles de leurs tuteurs ou curateurs pour le reliquat du compte de tutelle ou de curatelle.

S. R. B. C., c. 37, s. 46. C. N. 2121.

2031. Cette hypothèque n'a lieu que pour les tutelles et curatelles conférées dans le Bas-Canada.

Pothier, *Hyp.*, 425. N. Den., *Hyp.*, 749. 1 *Dict. de Droit*, 824. Code Civil B. C., arts. 249, 265.

§ 3. *Hypothèque légale de la Couronne.*

2032. L'hypothèque légale de la Couronne, dans les cas où elle existe, est, comme l'hypothéque légale en général, sujette aux dispositions préliminaires de cette section.

ff L. 8, *qui potiores;* L. 28, *de jure fisci;* L. 38, § 1, *de rebus auctor.* Décl. d'Oct. 1648. Domat, liv. 3, tit. 1, s. 5, Nos. 19, 20, 22, 23. Guyot, *Rép.*, vo. *Priv.*, p. 691, 10°. Ord. Août 1669. Bosquet, *Dict. des droits dom.*, vo., *Préférence.* Héricourt, *Vente des immeubles*, c. 11, sec. 1, No. 11. Pothier, *Hyp.*, 425; *Orl.*, *Intr.* tit. XX, No. 18. S. R. B. C., c. 37, ss. 46, 115. C. N. 2121.

§ 4. *Hypothèque légale des compagnies d'assurance mutuelle.*

2033. Il y a également hypothèque légale en faveur des compagnies d'assurance mutuelle sur tous les biens

immeubles de chaque assuré pour le recouvrement de contributions qu'il doit payer.

Elle n'est pas soumise à la restriction contenue en l'ar ticle 2026 ci-dessus, mais les conditions en sont réglée par les dispositions contenues en la section 12 du chap tre 68 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada.

SECTION III.

DE L'HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE

2034. L'hypothèque judiciaire résulte des jugement soit contradictoires ou par défaut, rendus par les tribu naux du Bas-Canada et portant condamnation à paye une somme fixe de deniers. Le jugement emporte égale ment hypothèque pour les intérêts et les frais sans qu'il y soient liquidés, sous les restrictions contenues au titre *De l'Enregistrement des Droits Réels.*

Elle résulte aussi de tout acte de cautionnement reç en justice et de tout autre acte de procédure judiciair créant l'obligation de payer une somme déterminée.

Elle est soumise aux règles contenues en l'articl 2026.

Ord. 1566, art. 53. *Décl.* 16 Juillet 1566, art. 21 Guénois, *Rec. d'Ord.*, p. 729. Ord. 1667, tit. 35, art. 11 Héricourt, 238-9. 2 Tropl., *Priv.*, pp. 134, 146-7. S. R B. C., c. 37, s. 47. C. N. 2123.

2035. L'hypothèque judiciaire acquise avant l trente-et-unième jour de Décembre mil huit cent qua rante-et-un, affecte tous les biens possédés alors par l débiteur ou depuis.

Pothier, *Hyp.*, 423 *et autorités sous l'article précéden*

2036. L'ypothèque judiciaire acquise depuis l trente-et-unième jour de Décembre mil huit cent quaran te-et-un, jusqu'au premier jour de Septembre mil hui cent soixante, n'a d'effet que sur les biens que possédai le débiteur au temps où le jugement a été rendu, o l'acte judiciaire exécuté.

S. R. B. C., c. 37, s. 47. C. N. 2123.

SECTION IV.

DE L'HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE.

2037. Les hypothèques conventionnelles ne peuven

tre consenties que par ceux qui ont la capacité d'aliéner les immeubles qu'ils y soumettent, sauf les dispositions spéciales relatives aux fabriques.

Pothier, *Hyp.*, 427. Héricourt, 221-2. 1 Ferrière, *Dict. de droit*, 820. N. Den., vo. *Hyp.*, § 2, No. 8. Tropl., *Priv.*, Nos. 460 et suiv. Pont, *Priv.*, No. 609. C. N. 2124.

2038. Ceux qui n'ont sur l'immeuble qu'un droit suspendu par une condition, ou résoluble dans certains cas, ou sujet à rescision, ne peuvent consentir qu'une hypothèque soumise aux mêmes conditions ou à la même rescision.

ff L. 11, § 2, *de pignoribus et hyp.* L. 31, *de pignoribus.* Pothier, *Hyp.*, 427. Héricourt, 222-3 Anc. Den., vo. *Hyp.*, 827. C. N. 2125.

2039. Les biens des mineurs, des interdits, et ceux des absents tant que la possession n'en est déférée que provisoirement, ne peuvent être hypothéqués que par les causes et dans les formes établies par la loi, ou en vertu de jugements.

Code Civil B. C., titres: *Des Tutelles ; Minorité ; Absence.* C. N. 2126.

2040. L'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par un acte en forme authentique, sauf les cas spécifiés en l'article qui suit.

2 Lamoignon, 122. N. Den., *vo. Hyp.*, § 3, sec. 4. S. R. B. C., c. 37, s. 58. C. N. 2127.

2041. L'hypothèque sur des immeubles possédés en franc et commun soccage, et ceux dans les comtés de Missisquoi, Shefford, Stanstead, Sherbrooke & Drummond, quelle qu'en soit la tenure, peut être consentie en la forme indiquée par la section cinquante-huitième du chapitre 37 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada.

2042. L'hypothèque conventionnelle n'est valable qu'en autant que l'acte désigne spécialement l'immeuble hypothéqué, avec mention des tenants et aboutissants, du numéro ou du nom sous lequel il est connu, ou du numéro de l'immeuble sur le plan et le livre de renvoi du bureau d'enregistrement, si tel plan et livre de renvoi existent.

S. R. B. C., c. 37, s. 45, § 2 ; s. 74. C. N. 2129.

2043. L'hypothèque consentie par un débiteur sur

un immeuble dont il est en possession comme propriétaire, mais dont il n'a pas un titre suffisant, a son effet à compter de la date de son enregistrement, si le débiteur y obtient ensuite un titre parfait; sauf néanmoins le droit des tiers.

La même règle s'applique aux jugements rendus contre un débiteur dans les mêmes circonstances.

ff L. 16, § 7, *de pignor. et hyp.* Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 1, No. 20. Pothier, *Hyp.*, 430. N. Den., *vo. Hyp.*, 746.

2044. L'hypothèque conventionnelle n'est également valable qu'autant que la somme pour laquelle elle est consentie est certaine et déterminée par l'acte.

Cette disposition ne s'étend pas aux rentes viagères ou autres obligations appréciables en argent stipulées dans les donations entrevifs.

S. R. B. C., c. 37, s. 45. C. N. 2132.

2045. L'hypothèque créée par un testament sur des immeubles grevés par le testateur de quelques charges est soumise aux mêmes règles que l'hypothèque conventionnelle.

2046. L'hypothèque conventionnelle peut être consentie pour quelque obligation que ce soit.

ff L. 5, L. 9, § 1, *de pignor. act.* Pothier, *Hyp.*, 431-2. Orl., *Intr. tit.* XX, No. 27. Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 1, No. 32. Nouv. Den., *vo. Hyp.*, 747.

SECTION V.

DU RANG QUE LES HYPOTHÈQUES ONT ENTRE ELLES.

2047. [Entre les créanciers, les hypothèques prennent rang pour le passé suivant la priorité de leur date respective, lorsque aucune d'elles n'est enregistrée conformément aux dispositions contenues au titre: *De l'Enregistrement des Droits Réels*. Pour l'avenir l'hypothèque n'a d'effet que conformément à l'article 2130.]

S. R. B. C., c. 37, s. 1, § 2. Pont, *Priv.*, No. 726. C. N. 2134.

2048. Le créancier qui consent expressément ou tacitement que l'immeuble qui lui est hypothéqué, le soit en faveur d'un autre, est censé lui céder la préférence et dans le cas de telle cession de rang, il se fait une interversion entre ces créanciers selon la mesure de leur

créances respectives, mais de manière à ne pas nuire aux créanciers intermédiaires, s'il s'en trouve.

Pothier, Orl., *Intr. tit.* XX, No. 64. 1 Lamoignon, tit. 26, arts. 3, 4; 2 *do*, p. 114-5. Pont, *Priv.*, No. 334, p. 324, et No. 1238. 9 Décisions judiciaires B. C., 182.

2049. Le créancier qui a une hypothèque sur plus d'un immeuble appartenant à son débiteur, peut l'exercer par action ou saisie sur celui ou ceux de ces immeubles qu'il juge à propos.

Si néanmoins tous ces immeubles ou plus d'un des immeubles hypothéqués sont vendus et que le prix en soit à distribuer, son hypothèque se répartit au *pro râta* de ce qui reste à distribuer sur leurs prix respectifs, lorsqu'il existe d'autres créanciers postérieurs qui n'ont hypothèque que sur quelqu'un de ces immeubles.

Merlin, *Rép., vo. Transcription,* p. 129, 2e col.

2050. Les créanciers privilégiés ou hypothécaires du vendeur prennent rang avant lui, en observant entre eux l'ordre de préférence ou de priorité.

Pothier, *Hyp.*, 454.

2051. Le créancier dont la créance est suspendue par une condition ne laisse pas d'être colloqué dans l'ordre, sujet néanmoins aux conditions prescrites au Code de Procédure Civile.

Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 17. Pothier, *Proc. Civ.*, 263. Nouv. Den., *Hyp.*, 746.

2052. Les dispositions relatives aux priviléges contenues dans les articles 1986, 1987 et 1988, sont également applicables aux hypothèques.

1 Troplong, *Priv.*, p. 103.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE L'EFFET DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES RELATIVEMENT AU DÉBITEUR OU AU TIERS-DÉTENTEUR.

2053. L'hypothèque ne dépouille ni le débiteur, ni le tiers-détenteur, qui continuent de jouir de la propriété et peuvent l'aliéner, sujette néanmoins au privilége ou à l'hypothèque dont elle est grevée.

ff L. 9, § 2, *de pignor. act.* Pothier, *Hyp.*, 433-4. N. Den., *Hyp.*, 788.

2054. Le débiteur ni le tiers-détenteur ne peuvent

cependant dans la vue de frauder le créancier, détériorer l'immeuble grevé de privilége ou d'hypothèque, en détruisant ou endommageant, enlevant ou vendant la totalité ou partie des bâtisses, des clôtures et des bois qui s'y trouvent.

S. R. B. C., c. 47, s. 2.

2055. Dans le cas de telles détériorations, le créancier qui a privilége ou hypothèque sur l'immeuble peut poursuivre ce détenteur, lors même que la créance ne serait pas encore exigible, et recouvrer de lui personnellement les dommages résultant de ces détériorations, jusqu'à concurrence de sa créance et au même titre de privilége ou d'hypothèque ; mais le montant qu'il en perçoit est imputé sur et en déduction de sa créance.

S. R. B. C., c. 47, s. 2, § 2. Pont, *Priv.*, Nos. 362 à 365. C. N. 2175.

2056. Les créanciers ayant privilége ou hypothèque enregistrée sur un immeuble, le suivent en quelques mains qu'il passe et ont droit de le faire vendre en justice et de se faire payer, suivant le rang de leur créance, sur les deniers provenant de cette vente.

Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 3, Nos. 1, 2, 3. Pothier, *Hyp.*, 433-4. N. Denis., vo. *Hyp.*, 741, 788. C. N. 2166.

2057. Pour assurer ses droits le créancier a deux recours, savoir : l'action hypothécaire et l'action en interruption de prescription. Il est traité de cette dernière au titre : *De la Prescription.*

SECTION I.

DE L'ACTION HYPOTHÉCAIRE.

2058. L'action hypothécaire est accordée au créancier qui a une créance liquide et exigible, contre tout possesseur à titre de propriétaire de la totalité ou de partie de l'immeuble hypothéqué à cette créance.

Cod., L, 24, *de pignoribus*. Loyseau, *Déguerp.*, liv. 2, c. 2, No. 3. Pothier, *Hyp.*, 434-5. 6 N. Den., 19. Tropl., *Priv.*, No. 804.

2059. Lorsque l'immeuble est possédé par un usufruitier, l'action doit être portée contre le propriétaire du fonds et contre l'usufruitier simultanément, ou dénoncée à celui des deux qui n'a pas été assigné en premier lieu.

Pothier, *Hyp.*, 435. 6 N. Den., 20.

2060. Si le possesseur est grevé de substitution, jugement peut être rendu contre lui sur poursuite hypothécaire sans que l'appelé ait été mis en cause; sans préjudice en ce cas au droit de ce dernier tel qu'énoncé au titre relatif aux donations.

Pothier, *Subst.*, 541. Code Civil B. C., art. 959.

2061. L'objet de l'action hypothécaire est de faire condamner le détenteur à délaisser l'immeuble pour qu'il soit vendu en justice, si mieux il n'aime payer la créance en principal, les intérêts conservés par l'enregistrement, et les dépens.

S'il s'agit d'une rente, le détenteur pour se soustraire au délaissement, doit payer les arrérages et frais et consentir à continuer les prestations, soit par un titre nouvel ou par une déclaration à cette fin à laquelle le jugement à intervenir donne effet.

Pothier, *Hyp.*, 444. Pont, *Priv.*, 1132.

2062. Le tiers détenteur assigné hypothécairement ou en déclaration d'hypothèque a droit d'appeler en cause son vendeur ou tout autre auteur tenu à la garantie contre la dette hypothécaire, à l'effet de le faire condamner à intervenir pour faire cesser la demande, ou à l'indemniser de toute condamnation et des dommages qui peuvent en résulter.

Paris, 102. 1 Pigeau, 573. S. R. B. C., c. 82, s. 32.

2063. A cet effet le tiers détenteur poursuivi a une exception dilatoire contre la demande, tel qu'expliqué au Code de Procédure Civile.

2064. Le tiers détenteur peut opposer à la demande tous les moyens qui peuvent la faire renvoyer, soit que le garant ait été ou non mis en cause.

2065. Le tiers détenteur assigné sur action hypothécaire et qui n'est ni chargé de l'hypothèque, ni tenu personnellement au paiement de la dette, peut opposer, s'il y a lieu, outre les moyens qui peuvent éteindre l'hypothèque, les exceptions énoncées dans les cinq paragraphes qui suivent.

Pothier, *Hyp.*, 436 à 443.

§ 1. *De l'exception de discussion.*

2066. Si celui qui a créé l'hypothèque, ou ceux qui sont tenus personnellement au paiement de la dette pos-

sèdent des biens, le tiers détenteur poursuivi hypothécairement peut exiger que le créancier, avant d'obtenir le délaissement, fasse vendre les biens appartenant au débiteur personnel, en par le tiers détenteur indiquant ces biens et fournissant les deniers nécessaires pour cette discussion.

Pothier, *Hyp.*, 436-8. Domat, liv. 1, tit. 1, sec. 3, No. 6. Tropl., *Priv.*, Nos. 796 et suiv. 2 Décisions des Tribunaux du B. C., 455. C. N. 2170.

2067. Cette exception ne peut cependant être opposée à l'égard des immeubles hypothéqués au paiement des rentes créées pour le prix du fonds.

Paris, 101.

§ 2. *De l'exception de garantie.*

2068. Le tiers détenteur peut repousser l'action hypothécaire ou en déclaration d'hypothèque portée contre lui, lorsque le créancier poursuivant se trouve en quelque manière que ce soit personnellement obligé de garantir l'immeuble contre cette hypothèque.

Pothier, *Hyp.*, 440-1.

2069. Cette exception de garantie a également lieu si le poursuivant se trouve lui-même détenteur d'un autre immeuble affecté, envers le tiers détenteur poursuivi, à la garantie de l'hypothèque réclamée; le poursuivant ne peut en ce cas être maintenu dans son action qu'en délaissant lui-même préalablement l'héritage qu'il détient ainsi.

Pothier, *Hyp.*, 441-2.

§ 3. *De l'exception de subrogation* (cedendarum actionum.)

2070. Le tiers détenteur poursuivi a droit de demander d'être subrogé aux droits et actions du créancier poursuivant contre tous autres qui pouvaient être tenus au paiement, soit personnellement ou hypothécairement.

Pothier, *Hyp.*, 442. Code Civil B. C., art. 1156.

2071. Si le poursuivant ou ses auteurs ont éteint quelque droit ou recours que le tiers détenteur aurait autrement pu exercer pour s'indemniser de la condamnation demandée contre lui, ou se sont, par leur fait,

mis hors d'état de le céder au tiers détenteur, l'action ne peut être maintenue pour ce regard.

Pothier, *Hyp.*, 442-3. Pont, *Priv.*, No. 1168 et note 2 citant Dumoulin, Loyseau et Pothier.

§ 4. *De l'exception résultant des impenses.*

2072. Le tiers détenteur, sur action hypothécaire, peut encore demander que le délaissement ne soit ordonné qu'à la charge de son privilége d'être payé des impenses faites sur l'immeuble tant par lui-même que par ses auteurs non tenus personnellement au paiement de la dette hypothécaire, et ce suivant les règles contenues au titre *De la Propriété*, avec intérêt du jour de leur liquidation.

Pothier, *Hyp.*, 439, 440. C. N. 2175.

§ 5. *De l'exception résultant d'une créance priviligiée ou hypothèque antérieure.*

2073. Le détenteur qui a reçu l'immeuble en paiement d'une dette privilégiée ou hypothécaire antérieure à celle pour laquelle il est poursuivi, ou qui a acquitté des créances hypothécaires antérieures, peut, avant d'être forcé à délaisser, exiger que le créancier poursuivant lui donne caution de faire porter l'immeuble à si haut prix quê le détenteur sera payé intégralement de ses créances privilégiées ou antérieures.

Troplong, *Priv.*, Nos. 804-5.

SECTION II.

DE L'EFFET DE L'ACTION HYPOTHÉCAIRE.

2074. L'aliénation par un détenteur poursuivi hypothécairement est sans effet à l'égard du poursuivant, à moins que le nouvel acquéreur ne consigne le montant de la dette, intérêt et dépens dus au créancier poursuivant.

S. R. B. C., c. 47, s. 1.

2075. Le détenteur poursuivi hypothécairement peut délaisser l'immeuble avant jugement. S'il ne l'a fait avant, il peut être condamné à le délaisser dans le délai ordinaire ou fixé par le tribunal, et à défaut de le faire, à payer au demandeur le montant entier de sa créance.

L'immeuble doit être délaissé dans l'état où il se trouve, sans préjudice aux dispositions contenues aux articles 2054 et 2055.

Ord. 1667, tit. 25, art. 3. Pothier, *Hyp.*, 445. 1 Pigeau, 597.

2076. Le tiers détenteur peut être condamné personnellement à payer les fruits qu'il a perçus depuis l'assignation, et les dommages qu'il a pu causer à l'immeuble depuis la même époque.

Pothier, *Hyp.*, 445. C. N. 2175, 2176.

2077. Le délaissement et la vente se font en la manière prescrite au Code de Procédure Civile.

C. N. 2174.

2078. Les servitudes et droits réels que le tiers détenteur avait sur l'immeuble au temps de l'acquisition qu'il en a faite, ou qu'il a éteints durant sa possession, renaissent après le délaissement.

Il en est de même sur une demande en confirmation de titre, lorsque l'acquéreur se trouve obligé de consigner le prix de son acquisition pour purger les hypothèques ou se trouve évincé par un surenchérisseur.

C. N. 2177.

2079. Le détenteur ne délaisse que l'occupation ou la détention de l'immeuble, il en conserve la propriété jusqu'à l'adjudication, et il peut en tout temps jusqu'à cette adjudication, faire cesser l'effet du jugement hypothécaire et du délaissement, en payant ou consignant le montant entier de la créance du poursuivant et tous les dépens.

Pothier, *Hyp.*, 444 à 447. Pont, *Priv.*, No. 1136. C. N. 2173.

2080. Le garant peut aussi, en payant la dette hypothécaire, ou en procurant l'extinction de l'hypothèque, faire cesser l'effet du délaissement, et le faire déclarer par requête ou demande au tribunal où il a été fait.

Troplong, *Priv.*, 826.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DE L'EXTINCTION DES PRIVILÉGES ET HYPOTHÈQUES.

2081. Les priviléges et hypothèques s'éteignent :

1. Par l'extinction totale de la chose affectée au p

vilége ou à l'hypothèque, son changement de nature, ou sa mise hors du commerce, sauf certains cas exceptionnels ;

ff L. 8, *quibus modis pignus.* Domat, liv. 3, tit. 1, sec. 7, No. 8. Pothier, *Hyp.*, Nos. 461-2-3. Lamoignon, *Arrêtés,* tit. 26, art. 2. Troplong, *Priv.*, No. 889. Pont, *Priv.*, No. 1224.

2. Par la résolution ou par l'extinction légale du droit conditionnel ou précaire dans la personne qui a donné lieu au privilége ou à l'hypothèque ;

ff loc. cit. Domat, *loc. cit.*, Nos. 8, 10. Pothier, *Hyp.*, 464-5. Lamoignon, *loc. cit.*, No. 1. Troplong, *Priv.*, No. 888. Pont, No. 1225.

3. Par la confusion des qualités de créancier hypothécaire ou privilégié et d'acquéreur de la chose affectée. Néanmoins si le créancier acquéreur est évincé pour quelque cause indépendante de lui, l'hypothèque ou le privilége reprend sa force ;

ff L. 9, *quibus modis pignus.* Pothier, 463-4. Lamoignon, *loc. cit.*, art. 5. Pont, No. 1223.

4. Par la remise expresse ou tacite du privilége ou de l'hypothèque ;

ff L. 8, § 1, *quibus modis pignus.* Domat, No. 15. Pothier, 467-8. Tropl., No. 868. Pont, No. 1231. C. N. 2180.

5. Par l'extinction absolue de la dette à laquelle était attaché le privilége ou l'hypothèque, et aussi dans le cas de l'article 1197 ;

ff L. 6, *loc. cit.* Domat, No. 1. Pothier, 466. Tropl., Nos. 846 et suiv. Pont, *Priv.*, No. 1226. C. N. 2180.

6. Par le décret forcé, et autres ventes qui en ont l'effet, et par la licitation forcée ; sauf les droits seigneuriaux et les rentes qui y ont été substituées ; et aussi par l'expropriation pour cause d'utilité publique, les créanciers conservent en ce cas leur recours sur le prix de l'héritage ;

Cod., L. 1, *si antiquior reditor.* Héricourt, *Vente des immeubles,* 148, 265. Pothier, *Vente,* 513 ; *Pro. civ.*, 233, 255. 1 Pigeau, 779. S. R. B. C., c. 85, s. 4, § 3 ; c. 41, s. 54. Code Civil B. C., art. 1590.

7. Par jugement en ratification de titre tel que pourvu au Code de Procédure Civile ;

S. R. B. C., c. 36, secs. 12, 14. C. N. 2180.
8. Par la prescription.

TITRE DIX-HUITIÈME.

DE L'ENREGISTREMENT DES DROITS RÉELS.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2082. L'enregistrement des droits réels leur donne effet et établit leur rang suivant les dispositions contenues dans ce titre.

S. R. B. C., c. 37, s. 1, § 2. C. N. 2106, 2134.

2083. Tout droit réel soumis à la formalité de l'enregistrement a effet du moment de son enregistrement à l'encontre des autres créanciers dont les droits n'ont été enregistrés que subséquemment ou ne l'ont pas été. Si néanmoins un délai est accordé pour enregistrer un titre et que l'enregistrement soit effectué dans ce délai, ce titre a son effet à l'encontre même des créanciers subséquents qui ont priorité d'enregistrement.

S. R. B. C., s. 1, § 2. C. N. 2106, 2134.

2084. Sont exemptés de la formalité de l'enregistrement :

1. Les priviléges mentionnés en premier, quatrième, cinquième, sixième et neuvième lieu, dans l'article 2009;
2. Les titres originaires de concession soit en fief, en censive, en franc-alleu ou en franc et commun soccage;
3. Les hypothèques de la Couronne créées en vertu de l'Acte de la 9e Vict., ch. 62;
4. Les droits seigneuriaux et les rentes constituées pour leur rachat;
5. Les créances des compagnies d'assurance mutuelle pour contribution payable par les assurés.

S. R. B. C., c. 37, sec. 3, § 3, secs. 8, 46, 54; c. 24, s. 61, § 10; c. 18, s. 32; c. 15, s. 76; c. 41, s. 50; c. 68, s. 12. 10 Décisions des Tribunaux, 301, *Sims* vs. *Evans*. C. N. 2107.

2085. L'avis donné ou la connaissance acquise d'un droit non enregistré appartenant à un tiers et soumis à

la formalité de l'enregistrement, ne peut préjudicier aux droits de celui qui a acquis depuis pour valeur, en vertu d'un titre dûment enregistré, sauf les cas où l'acte procède d'un failli.

S. R. B. C., c. 37, s. 5. Pont, *Priv.*, No. 728. C. N. 1071.

2086. Le défaut d'enregistrement peut être opposé même à l'encontre des mineurs, des interdits, des femmes sous puissance de mari et de la Couronne.

Conséquence des dispositions du ch. 37, S. R. B. C., secs. 1, 2, § 2; 30, §§ 1, 2; 31; 34; 46.

2087. L'enregistrement peut être requis par le mineur, l'interdit, ou la femme mariée, eux-mêmes, ou par toute personne quelconque pour eux.

S. R. B. C., c. 37, s. 32. C. N. 2139.

2088. L'enregistrement d'un droit réel ne peut nuire à l'acquéreur d'un héritage qui alors [et avant la mise en force de ce code] en était en possession ouverte et publique à titre de propriétaire, lors même que son titre n'aurait été enregistré que subséquemment.

S. R. B. C., c. 37, s. 5, § 2.

2089. La préférence résultant de la priorité d'enregistrement du titre d'acquisition d'un héritage n'a lieu qu'entre acquéreurs qui tiennent leur titre respectif du même auteur.

Ibid., s. 6. Tropl., *Transcription*, Nos. 160 et suiv.

2090. L'enregistrement d'un titre d'acquisition de droits réels dans ou sur les biens immobiliers d'une personne fait dans les trente jours qui précèdent sa faillite est sans effet; sauf les cas où le délai accordé par la loi pour effectuer l'enregistrement de tel titre, tel que porté dans le chapitre qui suit, n'est pas encore expiré.

Ibid., s. 7. Tropl., *Priv.*, No. 950. C. N. 2146.

2091. Il en est de même de l'enregistrement effectué après la saisie de l'immeuble, lorsque cette saisie est suivie d'expropriation judiciaire.

C. N. 2146.

2092. L'enregistrement des droits réels doit être fait au bureau de la circonscription dans laquelle se trouve en tout ou en partie l'immeuble affecté.

S. R. B. C., c. 37, s. 14. C. N. 2146.

2093. L'enregistrement a effet en faveur de toutes

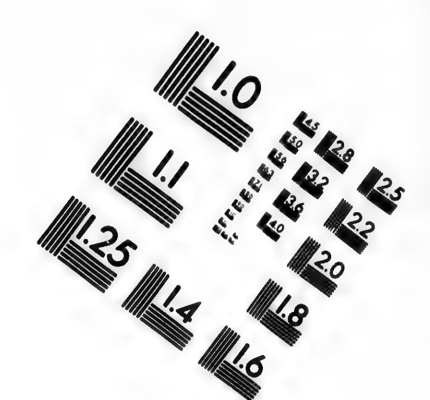
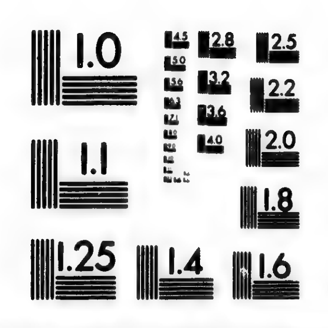


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"

les parties dont les droits sont mentionnés dans le docu-ment présenté.

S. R. B. C., c. 37, s. 4.

2094. Les créances privilégiées non enregistrées ont leur effet à l'égard des autres créances non enre-gistrées, suivant leur rang ou leur date et sont préférées aux simples créances chirographaires ; sauf les exceptions contenues aux articles 2090 et 2091.

S. R. B. C., c. 37, s. 27, § 4. C. N. 2113.

2095. L'enregistrement n'interrompt pas le cours de la prescription.

S. R. B. C., c. 37, s. 49, § 3.

2096. Diverses dispositions concernant l'enregis-trement tant par rapport aux droits réels qu'aux biens et droits mobiliers, se trouvent aussi en divers autres titres de ce code.

2097. Les effets soit de l'enregistrement ou du dé-faut d'icelui par rapport aux actes, jugements et autres droits réels antérieurs aux différents statuts concernant l'enregistrement, sont réglés par des dispositions parti-culières contenues dans ces statuts.

S. R. B. C., secs. 3, 66, 116.

CHAPITRE DEUXIÈME.

RÈGLES PARTICULIÈRES A DIFFÉRENTS TITRES D'ACQUISITIO[N] DE DROITS RÉELS.

2098. Tout acte entrevifs transférant la propriét[é] d'un immeuble doit être enregistré par transcription o[u] par inscription.

A défaut de tel enregistrement le titre d'acquisition n[e] peut être opposé au tiers qui a acquis le même immeubl[e] du même vendeur, pour valeur, et dont le titre est enregis-tré.

L'enregistrement a le même effet entre deux dona-taires du même immeuble.

Toute transmission d'immeuble par testament doit êtr[e] enregistrée, soit par transcription ou par inscription [avec une déclaration de la date du décès du testateur.

[La transmission par succession doit être enregistré[e] au moyen d'une déclaration énonçant le nom de l'héritie[r] son degré de parenté avec le défunt, le nom de ce derni[er]

et la date de son décès, et enfin la désignation de l'immeuble.]

[Jusqu'à ce que l'enregistrement du droit de l'acquéreur ait lieu, l'enregistrement de toute cession, transport, hypothèque ou droit réel par lui consenti affectant l'immeuble, est sans effet.]

2099. Nonobstant les dispositions mentionnées plus haut, la vente, la location ou la cession d'un droit de mine est conservée et a son effet à compter de sa date, si le titre est authentique, par l'enregistrement qui en est effectué dans les soixante jours de sa date, lors même que cet acte n'aurait pas été suivi d'une possession réelle.

24 Vic., c. 31, secs. 1, 2.

2100. Le vendeur, le donateur ou l'échangiste d'un immeuble conserve tous ses droits et priviléges par l'enregistrement de l'acte d'aliénation dans les trente jours à compter de sa date, à l'encontre de toute personne dont le droit a été enregistré entre la date de tel acte d'aliénation et son enregistrement.

Ibid., Sec. 9.

[Le droit du vendeur de rentrer dans l'immeuble vendu, faute du paiement du prix, n'affecte les tiers acquéreurs qui ne s'y sont pas soumis que quand l'acte de vente où ce droit est stipulé a été enregistré, comme dans les cas ordinaires ; néanmoins, le vendeur jouit à cet égard des avantages du délai de trente jours, comme pour le prix de vente.]

2101. [Tout jugement prononçant la résolution, nullité ou rescision d'un acte d'aliénation ou autre titre de transmission d'un immeuble enregistré ou admettant le droit de réméré ou de révocation, doit être enregistré au long dans les trente jours à compter de sa prononciation.]

2102. [L'action résolutoire en faveur du vendeur, faute de paiement du prix, suivant l'article 1536, ne peut être exercée contre les tiers, si la stipulation n'en a pas été enregistrée.

Il en est de même du droit de réméré.]

2103. Le privilége du constructeur ne date que du jour de l'enregistrement du procès-verbal constatant l'état des lieux tel que requis au titre *Des priviléges et*

Hypothèques, et il n'a d'effet à l'égard des autres créanciers enregistrés, que par l'enregistrement du second procès-verbal constatant l'évaluation et la réception des ouvrages faits, dans les trente jours à compter de sa date.

Sec. 26, § 4; s. 27, § 2. C. N. 2110.

2104. Le privilége des copartageants, tant pour soulte que pour les autres droits résultant du partage, se conserve par l'enregistrement de l'acte de partage dans les trente jours de sa date.

S. 26, § 3; s. 27. C. N. 2109.

2105. Le même délai est accordé pour l'enregistrement des droits et priviléges des cohéritiers ou colégataires résultant des actes ou jugements de licitation.

Ibid.

2106. Les créanciers et légataires qui demandent la séparation de patrimoine conservent la préférence sur les biens de leur débiteur décédé, à l'encontre des créanciers des héritiers ou représentants légaux de ce dernier, pourvu qu'ils enregistrent dans les six mois du décès de leur débiteur les droits qu'ils ont contre sa succession.

Cet enregistrement se fait au moyen d'un avis ou bordereau énonçant la nature et le montant de leurs créances et désignant les immeubles qui peuvent y être affectés.

Ibid., s. 27, § 3. C. N. 2111.

2107. [Les créances pour frais funéraires et frais de dernière maladie ne conservent leur privilége sur les immeubles que s'il en est enregistré un bordereau en la forme et dans les délais prescrits dans l'article qui précède.]

2108. La substitution fidéicommissaire d'un immeuble contenue dans un acte de donation entrevifs est soumise aux règles générales mentionnées en l'article 2098, en ce qui concerne les tiers dont les droits réels sur cet immeuble sont enregistrés.

A l'égard de tous autres intéressés l'enregistrement de la substitution a son effet, suivant les dispositions contenues au titre relatif aux donations.

S. R. B. C., c. 37, s, 29. Ord. Moulins, art. 57. Code Civil B. C., art. 941. C. N. 1069.

2109. Si la substitution est créée par un testament, elle est assujettie, quant à son enregistrement, aux dispositions ci-après énoncées relatives aux testaments.

Ibid.

2110. Tous les droits de propriété résultant d'un testament et les hypothèques spéciales qui y sont exprimées sont conservés et ont leur entier effet à dater de l'ouverture de la succession par l'enregistrement qui en est fait dans les six mois à compter du décès du testateur, s'il décède dans les limites du Canada, et dans les trois ans à compter de ce décès, s'il a lieu hors du Canada.

S. R. B. C., c. 37, s. 1, § 3; s. 25; s. 27. C. N. 1000.

2111. Dans le cas de recélé, suppression ou contestation d'un testament, ou de toute autre difficulté, la partie intéressée qui, sans négligence ou participation, se trouve hors d'état de le faire enregistrer dans le délai prescrit en l'article qui précède, conserve néanmoins son droit en enregistrant dans le délai de l'article qui précède un bordereau de telle contestation ou autre empêchement, et en enregistrant ce testament dans les six mois après qu'il s'est procuré ce testament ou sa vérification, ou que l'obstacle a cessé.

Ibid., s. 25, § 2.

2112. Néanmoins l'enregistrement du bordereau mentionné dans l'article qui précède n'a pas d'effet rétroactif si le testament n'est pas enregistré dans les cinq ans à compter du décès du testateur.

Ibid., s. 25, § 3.

2113. Tout mari majeur est tenu de faire enregistrer sans délai, les hypothèques et charges dont ses immeubles sont grevés en faveur de sa femme, sous les peines portées contre les délits et à peine de tous dommages-intérêts.

Ibid., s. 39. C. N. 2136.

2114. Si le mari est mineur, le père, la mère ou le tuteur, avec le consentement duquel il s'est marié, est tenu de faire faire l'enregistrement prescrit en l'article précédent, à peine de tous dommages-intérêts en faveur de la femme.

Ibid., s. 34.

2115. L'hypothèque légale de la femme ne peut

avoir d'effet sur les immeubles de son mari que par l'enregistrement de la créance, droit ou réclamation, et seulement sur les immeubles décrits et spécifiés dans un avis à cet effet enregistré soit en même temps que le droit réclamé, ou en tout autre temps après ; et l'hypothèque ne date que de tel enregistrement.

Ibid., s. 32, 46, 48.

2116. [Le droit au douaire coutumier légal n'est conservé que par l'enregistrement de l'acte de célébration du mariage avec une description des immeubles alors assujettis au douaire. Quant aux immeubles qui subséquemment pourraient échoir au mari et devenir sujets au douaire coutumier, le droit au douaire sur ces immeubles n'a d'effet que du jour de l'enregistrement d'une déclaration à cet effet, indiquant la date du mariage, le nom des époux, la description de l'immeuble, la charge du douaire, et comment l'immeuble y est devenu sujet.]

2117. Tout tuteur à des mineurs et tout curateur à un interdit est tenu de faire enregistrer sans délai les hypothèques dont leurs immeubles peuvent être grevés en faveur de ces mineurs ou de l'interdit, sous les peines portées contre le mari en l'article 2113.

Ibid., s. 30. C. N. 2136, 2141.

2118. Les subrogés-tuteurs sont tenus de veiller à ce que l'enregistrement requis en faveur du mineur soit effectué, et à défaut de le faire, sont passibles de tous les dommages qui peuvent lui en résulter.

Ibid., s. 31. C. N. 2137.

2119. [Tout notaire appelé à faire un inventaire, est tenu de voir à ce que les tutelles des mineurs et curatelle des interdits, intéressés dans cet inventaire, soient dûment enregistrées, et d'en procurer au besoin l'enregistrement aux frais des tuteurs et des curateurs, avant de procéder à l'inventaire, à peine de tous dommages-intérêts.]

2120. L'hypothèque des mineurs contre leur tuteur et celle de l'interdit contre son curateur, n'affecte que les immeubles décrits et spécifiés dans l'acte de tutelle ou de curatelle, ou à défaut de telle spécification, que les immeubles décrits dans un avis à cet effet enregistré soit en même temps que la nomination du tuteur ou du cura-

teur, ou après ; et l'hypothèque ne date qu'à compter de tel enregistrement.

Ibid., ss. 46, 48.

2121. Les jugements et actes judiciaires des tribunaux civils n'acquièrent d'hypothèque par suite de leur enregistrement, qu'à compter de celui d'un avis spécifiant et désignant les immeubles du débiteur sur lesquels le créancier entend faire valoir son hypothèque.

Ibid., s. 48.

La même règle s'applique aux créances de la Couronne auxquelles la loi attache quelque privilége ou hypothèque tacite.

2122. L'enregistrement d'un acte de vente conserve au vendeur au même rang que le principal, les intérêts pour cinq années généralement et ce qui est dû sur l'année courante.

Ibid., s. 37.

2123. L'enregistrement d'un acte constituant une rente viagère ou autre, conserve la préférence pour les arrérages de cinq années généralement et pour ceux échus sur l'année courante.

Ibid., s. 37 ; c 41, s. 50

2124. L'enregistrement de tout autre titre de créance ne conserve le même droit de préférence que pour deux années d'intérêt généralement et ceux échus sur l'année courante.

Ibid., s. 37. 2 Pont, sur art. 2151. C. N. 2151.

2125. Le créancier n'a d'hypothèque pour le surplus des arrérages d'intérêts ou de rente qu'à compter de l'enrégistrement d'une demande ou bordereau spécifiant le montant des arrérages échus et réclamés.

Néanmoins les intérêts échus lors de l'enregistrement primitif et dont le montant y est spécifié sont conservés par cet enregistrement.

7 Vic., c. 22, s. 10. S. R. B. C., c. 37, 38. C. N. 2151.

2126. [La renonciation au douaire, à une succession, à un legs ou à une communauté de biens, ne peut être opposée aux tiers, si elle n'a pas été enregistrée au bureau de la circonscription dans laquelle le droit s'est ouvert.]

2127. [Toute cession ou transport, volontaire ou judiciaire, de créances privilégiées ou hypothécaires doit

être enregistrée au bureau d'enregistrement où le titre créant la dette a été enregistré.

Un double du certificat de l'enregistrement doit être fourni au débiteur avec la copie du transport.

A défaut de l'accomplissement de ces formalités, la cession ou transport est sans effet à l'encontre d'un cessionnaire subséquent qui s'est conformé aux prescriptions ci-dessus.

Toute subrogation aux mêmes droits consentie par acte authentique ou sous seing-privé doit être également enregistrée et signifiée.

Si la subrogation est acquise de plein droit, l'enregistrement s'en fait par la transcription de l'acte dont elle résulte avec déclaration à cet effet.

Mention du transport ou de la subrogation doit être faite à la marge de l'entrée du titre constituant la dette, renvoyant au numéro de l'entrée du transport ou subrogation.]

2128. [Le bail d'immeubles pour un terme excédant un an ne peut être invoqué à l'encontre d'un tiers acquéreur s'il n'a été enregistré.]

Code Civil B. C., art. 1663.

2129. [Tout acte portant quittance de plus d'une année de loyer d'un immeuble par anticipation, ne peut être opposé à un tiers acquéreur, s'il n'a été enregistré avec désignation de l'immeuble.]

4 Revue Wolowski, 160 et suiv.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU RANG QUE LES DROITS RÉELS ONT ENTRE EUX.

2130. Les droits privilégiés qui ne sont pas assujettis à l'enregistrement prennent rang suivant leur ordre respectif.

Les droits qui sont assujettis à l'enregistrement et qui ont été enregistrés dans les délais fixés ont leur effet suivant les dispositions contenues au chapitre qui précède.

Hors les cas ci-dessus et celui des articles 2088 et 2094, les droits réels ont rang suivant la date de leur enregistrement.

S. R. B. C., c. 37, s. 1, § 2 et s. 27, § 4.

Si néanmoins deux titres créant hypothèque sont entrés le même jour et à la même heure, ils viennent ensemble par concurrence.

9 Décis. des Trib. B. C., p. 298.

Si un titre d'acquisition et un titre créant hypothèque relativement au même immeuble sont entrés en même temps, la priorité du titre établit le droit de préférence.

[Aucune hypothèque, excepté celle en faveur des compagnies d'assurance mutuelle pour le recouvrement des contributions des assurés, n'a d'effet sans enregistrement.]

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU MODE ET DES FORMALITÉS DE L'ENREGISTREMENT.

2131. L'enregistrement se fait par transcription ou par inscription.

Il peut être renouvelé de temps à autre, sans néanmoins interrompre la prescription, à la demande du créancier, ses ayant-cause ou toute autre personne intéressée ou qui pourrait requérir l'enregistrement. Ce renouvellement se fait par la transcription, dans un registre tenu à cet effet, d'un avis au registrateur, désignant le document et la date de son enregistrement primitif, la propriété affectée et la personne qui en est alors en possession ; et mention est faite en marge de l'enregistrement primitif, du volume et de la page où est transcrit l'avis de renouvellement.

Si le titre a été enregistré originairement dans une autre circonscription d'enregistrement et qu'il n'en ait pas été transmis de copie au bureau de la nouvelle circonscription, l'avis de renouvellement doit faire mention du lieu où le document a été ainsi enregistré.

Il est tenu un index des livres employés à l'enregistrement des avis de renouvellement, et chaque avis est entré dans l'index sous les noms du créancier, du débiteur et du propriétaire de l'immeuble tel que porté dans l'avis.

SECTION I.

DE LA TRANSCRIPTION.

2132. La transcription se fait en transcrivant en

entier sur le registre, le titre ou document qui crée l droit ou qui y donne lieu, ou un extrait de ce titre fa et certifié suivant les dispositions de l'article 1216.

S. R. B. C., c. 37, ss. 2, 18, 16, 20.

L'erreur d'omission ou de commission dans la tran scription d'un document, ou dans le document présent pour enregistrement, ne peut affecter la validité de ce enregistrement que si elle tombe sur quelque dispositio essentielle qui doive être consignée dans un borderea ou dans un certificat du registrateur.

2133. Les avis mentionnés dans les articles 2026 2106, 2115, 2116, 2120 et 2121, doivent être transcrits.

2134. Pour obtenir l'enregistrement par transcrip tion d'un acte authentique, il suffit d'en produire un copie ou un extrait certifié par le notaire si l'acte est e minute; ou l'original même, si l'acte est en brevet.

Si le titre est sous seing privé, il doit être préalabl ment prouvé de la même manière que les bordereau tel que ci-après prescrit.

Ibid., ss. 18, 20, 21, 22.

2135. L'enregistrement par transcription est certifi sur le document, avec mention du jour et de l'heur auxquels il a été entré, ainsi que du livre et de la pag où il a été transcrit, avec le numéro de l'entrée et d l'enregistrement.

SECTION II.

DE L'INSCRIPTION.

2136. L'inscription se fait au moyen d'un borderea ou sommaire contenant l'énonciation des droits rée qu'une partie intéressée entend conserver, et qui e remis au registrateur et transcrit sur le registre.

Ibid., s. 11. C. N. 2148.

2137. Le bordereau est par écrit et peut être fait la demande de toute partie intéressée ou obligée à l faire enregistrer, et il doit être attesté par deux témoin qui le signent.

La partie qui requiert le bordereau doit y apposer so nom, et si elle ne peut écrire, son nom peut y être appo sé par une autre personne, pourvu qu'il soit accompagn

de la marque ordinaire du requérant faite en présence des témoins.

Ibid., ss. 11, 13.

Il peut être fait pour la Couronne par le receveur-général, ou autre officier de la Couronne ayant le document entre ses mains, et il doit contenir les noms, emploi et domicile de la personne par qui le bordereau est fait.

2138. Lorsqu'il y a plus d'un écrit pour compléter le droit dans la personne qui réclame l'enregistrement, ils peuvent être compris dans un seul bordereau, sans qu'il soit nécessaire d'y insérer plus d'une fois la désignation des parties et des immeubles ou autres biens.

Ibid., s. 17.

2139. Le bordereau doit déclarer :

1. La date du titre et le lieu où il a été passé ;

Si c'est un acte notarié, le nom du notaire qui en a gardé la minute, ou si c'est un acte en brevet, le nom des notaires ou du notaire et des témoins qui l'ont signé ; s'il est sous seing privé, le nom des témoins qui y ont signé ; si c'est un jugement ou autre acte judiciaire, l'indication du tribunal ;

2. La nature du titre ;

3. La description des parties créancières, débitrices ou autres ;

4. La description des biens affectés au droit réclamé, ainsi que de la partie qui requiert l'enregistrement.

5. La nature du droit réclamé, et si c'est une créance en deniers, le montant de la somme due, le taux des intérêts, et la mention des frais de justice s'il y en a.

A défaut d'indication du taux d'intérêt, l'inscription ne conserve pas droit aux interêts excédant le taux légal.

Ibid., s. 12.

2140. Le bordereau est présenté au registrateur avec le titre ou document, ou une copie authentique du titre, et il doit être reconnu par les parties qui l'ont fait ou l'une d'elles, ou prouvé par le serment d'un des témoins qui l'ont signé.

Ibid., s. 14. C. N. 2148.

2141. Lorsque le bordereau est fait en tout endroit dans le Canada, la preuve en est faite dans le Bas-Canada par la déposition sous serment d'un des témoins. attestée par un juge de la Cour du Banc de la Reine ou

de la Cour Supérieure, ou un des commissaires de ce dernière cour autorisés à recevoir les affidavits, ou deva un juge de paix, un notaire, le registrateur ou son dépu

S. R. B. C., c. 37, s. 15.

2142. Lorsque le bordereau est fait dans le Ha Canada, la preuve y peut être faite de la même mani et attestée par un juge de la Cour du Banc de la Rei ou de la Cour des Plaidoyers Communs, ou devant juge de paix, ou un notaire, ou devant un des commiss res de la Cour Supérieure du Bas-Canada.

Ibid., s. 16.

2143. S'il est fait dans toute autre possession a glaise, la déposition peut y être attestée par le maire la localité, le juge en chef ou juge de la cour suprêm ou devant un commissaire autorisé à recevoir les dép sitions sous serment qui doivent servir dans les cours Bas-Canada.

Ibid., s. 15, § 2.

2144. S'il est fait dans un Etat étranger, la dépos tion peut être attestée par tout ministre, chargé d'affaire ou consul de Sa Majesté dans cet état.

Ibid., s. 15, § 3.

2145. Sur présentation d'un bordereau pour inscri tion, le registrateur est tenu d'inscrire sur le dos du tit les mots: *Enregistré par bordereau,* en y ajoutant l'i dication du jour, de l'heure et du temps auxquels le bo dereau a été entré, ainsi que du livre et de la page où a été enregistré, avec le numéro de cette entrée et enr gistrement. Ce certificat est signé par le registrateur.

Le bordereau demeure parmi les archives du burea d'enregistrement et en fait partie.

Ibid., s. 14, §§ 3, 4.

2146. Toute demande ou bordereau pour la conse vation d'intérêts ou arrérages de rente doit en indiqu le montant ainsi que le titre en vertu duquel ils so dus, [et être accompagnée d'une déposition sous serme du créancier que le montant en est dû.]

Ibid., ss. 37, 38.

2147. Les dispositions de cette section s'applique au besoin également à tout document ou titre qui n'a fecte pas les immeubles, mais dont l'enregistrement e

uis par quelque loi spéciale, à moins de dispositions traires.

CHAPITRE CINQUIÈME.

LA RADIATION DE L'ENREGISTREMENT DES DROITS RÉELS.

2148. L'enregistrement d'un droit réel ou le renouellement est rayé du consentement des parties, ou en tu d'un jugement rendu en dernier ressort ou passé force de chose jugée.

La quittance d'une créance comporte un consentement a radiation.

S. R. B. C., c. 37, s. 42. C. N. 2158.

Tout notaire qui passe une quittance totale ou parlle d'hypothèque, est tenu de la faire enregistrer au reau auquel il appartient, suivant les dispositions conues dans l'acte des 27 et 28 Vict., chap. 40.

Le créancier est tenu de voir à ce que la quittance t enregistrée et est responsable de tous frais qui peut résulter du défaut d'enregistrement, et il ne peut e tenu de donner la quittance, s'il ne lui est mis en in une somme suffisante pour acquitter les frais d'enistrement et de transmission.

2149. Si la radiation n'est pas consentie, elle peut e demandée au tribunal compétent par le débiteur, le s détenteur, le créancier hypothécaire subséquent, la ution et par toute partie intéressée, avec dommagesérêts dans les cas où ils peuvent être dus.

Ibid., ss. 42, 43. 25 Vic., c. 11, s. 1. C. N. 2159.

2150. La radiation doit être ordonnée lorsque l'enistrement ou le renouvellement a été fait sans droit irrégulièrement, ou sur un titre nul ou informe, ou sque le droit enregistré est annulé, résilié ou éteint r prescription ou de toute autre manière.

Ibid. C. N. 2160.

2151. Le consentement à la radiation, la quittance certificat de libération, peuvent être en forme authenue ou sous seing-privé.

Lorsqu'ils sont sous seing-privé, ils doivent être attespar deux témoins, et ils ne peuvent être reçus par le istrateur à moins qu'ils ne soient accompagnés d'une position par écrit d'un des témoins, assermentée devant

un des fonctionnaires mentionnés dans les articles 2141, 2142, 2143 et 2144, suivant le cas, et établissant que les deniers ont été payés en tout ou en partie, et que ce témoin a vu signer la quittance, le certificat de libération ou le consentement à la radiation, par la partie qui l'a donnée.

Ibid., s. 39.

La radiation de toute hypothèque en faveur de la Couronne peut être portée à la marge de l'enregistrement de telle hypothèque sur production d'une copie:

1. D'un ordre du gouverneur en conseil, certifié par le greffier du conseil exécutif ou son député;

2. Ou d'un certificat du procureur général, ou du solliciteur général de Sa Majesté pour le Bas-Canada, énonçant que telle hypothèque est éteinte en tout ou en partie.

La radiation de l'hypothèque d'une rente viagère est faite en marge, sur production d'un extrait mortuaire de la personne sur la tête de laquelle la rente était établie, accompagné d'une déposition sous serment concernant l'identité de cette personne; et cette déposition peut être reçue et certifiée par un des fonctionaires mentionnés dans les articles 2141, 2142, 2143 et 2144, suivant le cas.

2152. La consentement à la radiation, la quittance ou certificat de libération, ou le jugement qui en tient lieu, doit, sur présentation, être mentionné à la marge de l'enregistrement du titre ou du bordereau constatant la création ou l'existence du droit radié.

25 Vic., c. 11, s. 1. *Ibid.*, s. 39.

Le consentement à la radiation, la quittance ou le certificat de libération, lorsqu'ils sont sous seing-privé, ou une copie dûment certifiée, lorsqu'ils sont en forme notariée, ainsi que la copie de tout jugement qui en a l'effet, enregistrés conformément au présent article et aux articles subséquents de ce chapitre, doivent rester déposés au bureau où tel enregistrement a lieu.

2153. Le jugement qui prononce l'annulation, extinction ou résolution du droit enregistré ne peut cependant être enregistré s'il n'est accompagné d'un certificat

constatant que les délais prescrits pour l'appel sont expirés sans qu'il y ait eu appel de ce jugement.

Ibid., s. 43.

2154. Ce jugement doit être signifié au défendeur en la manière ordinaire.

Ibid., s. 42.

2155. Le shérif est tenu de faire enregistrer avec toute diligence et aux frais de l'adjudicataire, et avant d'en délivrer un double à qui que ce soit, tout acte de vente par lui consenti d'un immeuble saisi-exécuté.

25 Vic., c. 11, s. 2.

2156. Le protonotaire de la Cour Supérieure est tenu de faire enregistrer avec toute diligence, aux frais du requérant ou de l'adjudicataire, suivant le cas, tout jugement de confirmation de titre et tout décret d'adjudication sur licitation forcée, avant d'en délivrer copie à qui que ce soit.

Ibid.

2157. L'enregistrement par transcription des ratifications de titre, licitations forcées, ventes par le shérif, ventes en banqueroute, ou autres ventes ayant l'effet de purger les hypothèques, antérieures ou postérieures au neuf juin mil huit cent soixante-et-deux, équivaut à l'enregistrement d'un certificat de libération ou extinction de tous les droits qui sont purgés par telles ventes, licitations forcées, ou ratifications de titre, même les hypothèques pour douaire préfix ; et il est alors du devoir du registrateur d'en faire mention en marge de chaque entrée constatant un droit antérieur éteint par telle vente, confirmation de titre ou décret d'adjudication.

CHAPITRE SIXIÈME.

DE L'ORGANISATION DES BUREAUX D'ENREGISTREMENT.

SECTION I.

DES BUREAUX ET DES REGISTRES.

2158. Il est établi au chef-lieu de chaque comté et dans chaque division d'enregistrement constitués par la loi ou par proclamation du Gouverneur, un bureau pour l'enregistrement de tous les droits réels affectant les immeubles situés dans la circonscription de ce comté ou

de cette division d'enregistrement et des autres actes dont l'enregistrement est requis.

S. R. B. C., c. 37, ss. 81, 83. C. N. 2146.

2159. Un officier public est préposé par le Gouverneur à la garde de ce bureau, sous le nom de registrateur, chargé d'exécuter les prescriptions contenues dans ce titre; et toute fraude qu'il commet ou laisse commettre dans l'exécution des devoirs de sa charge l'assujettit à payer à la partie lésée triples dommages et les frais, en outre de la perte de son emploi et des autres pénalités imposées par la loi.

Ibid., ss. 83, 108.

2160. Le bureau doit être ouvert tous les jours (les dimanches et les fêtes exceptés), depuis neuf heures du matin jusqu'à trois heures après midi.

Ibid., s. 107.

2161. Il est tenu dans chaque bureau :

1. Un index ou répertoire par ordre alphabétique des noms de toutes les personnes désignées dans les actes ou documents enregistrés, comme acquérant ou transmettant quelque droit affecté par l'enregistrement, avec renvoi au numéro du document et à la page du registre dans lequel il est entré, et s'il s'agit d'un immeuble, mention de la localité où il est situé ;

Ibid., s. 61. C. N. 2202.

2. Une liste également par ordre alphabétique de toutes les paroisses, cantons, seigneuries, cités, villes, villages et places extra-paroissiales dans la circonscription du bureau, avec renvoi sous chacune des divisions locales, à toutes les entrées de documents relatifs aux immeubles compris dans chaque division, ou donnant le numéro et les autres renvois mentionnés dans le paragraphe qui précède, de manière à servir d'index des immeubles, et cette liste est faite suivant les dispositions de l'article 2171 ;

Ibid., s. 62.

3. Un livre de présentation où sont entrés l'année, le mois, le jour et l'heure auxquels chaque document est présenté pour enregistrement, les noms des parties, celui de la personne qui le présente, la nature du droit

dont l'enregistrement est requis et une désignation générale de l'immeuble affecté ;

Ibid., s. 63.

4. Un registre où sont transcrits tous les documents présentés ;

Ibid., s. 59.

5. Un livre où sont enregistrés les avis requis par les articles 2115, 2116, 2120, 2121, avec index fait en la même manière que l'index prescrit en l'article 2131.

2162. Dans les divisions d'enregistrement de Québec et de Montréal, le registre mentionné en quatrième lieu dans l'article précédent, peut être tenu en plusieurs parties dans des livres distincts, suivant les catégories ci-après, savoir :

1. Les cautionnements, reconnaissances et autres obligations et sûretés en faveur de la Couronne, les testaments et leur vérification ;

2. Les contrats de mariage et les donations ;

3. Les nominations de tuteurs et curateurs, les jugements, actes et procédures judiciaires ;

4. Les titres translatifs de propriété autres que ceux ci-dessus mentionnés ; [les baux mentionnés en l'article 2128 et les quittances anticipées des loyers ;]

5. Les titres, actes et écrits créant des hypothèques, charges et priviléges non compris dans les catégories qui précèdent ;

6. Tous autres actes dont l'enregistrement peut être requis dans l'intérêt de quelque partie.

[Les dispositions ci-dessus peuvent être étendues, par proclamation du gouverneur, à tout arrondissement d'enregistrement dont la population excède cinquante mille âmes.]

2163. Le gouverneur peut également, par proclamation, enjoindre aux registrateurs pour les divisions d'enregistrement de Québec et de Montréal ou de l'une d'elles, de tenir des registres et livres distincts, pour les immeubles situés en dedans et pour ceux situés en dehors des limites de ces cités.

S. R. B. C., c. 37, s. 64.

2164. Le gouverneur en conseil peut changer la forme de tout livre, index ou autre document officiel que doivent tenir les registrateurs, ou ordonner qu'il en soit

30

tenu de nouveaux ; et tout ordre à cet effet est publié dans la *Gazette du Canada* et a effet à dater du jour qui y est mentionné, pourvu que ce jour ne soit pas fixé à moins d'un mois après la publication de cet ordre.

2165. D'autres dispositions se trouvent renfermées dans les statuts relatifs à l'enregistrement.

SECTION II.

DU PLAN ET DU LIVRE DE RENVOI OFFICIELS ET DISPOSITIONS QUI S'Y RATTACHENT.

2166. A la diligence du Commissaire des terres de la Couronne, chaque bureau d'enregistrement est pourvu d'une copie d'un plan correct, fait conformément aux dispositions contenues dans le chapitre 37 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et dans l'acte des 27 et 28 Vict. chap, 40, indiquant distinctement tous les lots de terre de chaque cité, ville, village, paroisse, canton ou partie d'iceux, compris dans la circonscription du bureau.

S. R. B. C., c. 37, ss. 69, 70.

2167. Ce plan doit être accompagné d'une copie d'un livre de renvoi dans lequel sont insérés :

1. Une description générale de chaque lot de terre porté sur le plan ;

2. Le nom du propriétaire de chaque lot autant qu'il est possible de s'en assurer ;

3. Toutes remarques nécessaires pour faire comprendre le plan.

Chaque lot de terre sur le plan y est indiqué par un numéro d'une seule série, qui est inscrit dans le livre de renvoi pour y désigner le même lot.

Ibid., s. 69.

2168. Après que copie des plans et livres de renvoi a été déposée dans un bureau d'enregistrement pour toute sa circonscription, et qu'il a été donné avis par proclamation tel que mentionné en l'article 2179, le numéro donné a un lot sur le plan et dans le livre de renvoi est la vraie description de ce lot et suffit dans tout document quelconque ; et toute partie de ce lot est suffisamment désignée en déclarant qu'elle fait partie de ce lot et en indiquant à qui elle appartient, avec ses

tenants et aboutissants; et tout terrain composé de parties de plus d'un lot numéroté est suffisamment désigné en déclarant qu'il est ainsi composé, et en indiquant quelle partie de chaque lot numéroté il contient.

La description d'un immeuble dans l'avis d'une demande en ratification de titre, ou dans l'avis d'une vente par le shérif, ou par licitation forcée, ou de toute autre vente ayant les effets du décret, ou dans telle vente ou jugement de ratification, ne sera censée suffisante que si elle est faite conformément aux prescriptions du présent article.

Ibid., s. 74, §§ 1, 4.

Aussitôt après que le dépôt de tel plan et livre de renvoi a été fait et qu'il en a été donné avis, les notaires sont tenus, en rédigeant les actes concernant les immeubles indiqués sur tel plan, de désigner ces immeubles par le numéro qui leur est donné sur le plan et dans le livre de renvoi, de la manière prescrite ci-dessus; à défaut de telle désignation l'enregistrement ne peut affecter le lot en question, à moins qu'il ne soit produit une réquisition ou avis indiquant le numéro sur le plan et livre de renvoi comme étant celui du lot qu'on veut affecter par tel enregistrement.

Ibid., s. 74, §§ 2, 3.

2169. Le dépôt des plans et livres de renvoi primitifs dans une circonscription d'enregistrement est annoncé par proclamation du gouverneur en conseil, fixant en même temps le jour auquel les dispositions de l'article 2168 y deviendront en force.

Ibid., s. 75.

2170. A compter de ce dépôt le registrateur doit préparer l'index mentionné en second lieu dans l'article 2161.

2171. A compter de l'époque fixée dans telle proclamation, le registrateur doit faire l'index des immeubles et le continuer jour par jour en inscrivant sous chaque numéro de lot indiqué séparément au plan et au livre de renvoi, un renvoi à chaque entrée faite subséquemment dans les autres livres et registres, affectant tel lot, de manière à mettre toute personne en état de constater

facilement toutes les entrées faites subséquemment concernant ce lot.

Ibid., s. 76.

2172. Dans les dix-huit mois qui suivent la proclamation du gouverneur pour la mise en force des dispositions de l'article 2168 dans une circonscription d'enregistrement, l'enregistrement de tout droit réel sur un lot de terre compris dans cette circonscription y doit être renouvelé au moyen de la transcription, dans le livre tenu à cet effet, d'un avis désignant l'immeuble affecté en la manière prescrite en l'article 2168, en observant les autres formalités prescrites en l'article 2131 pour le renouvellement ordinaire de l'enregistrement des hypothèques.

Il est tenu un index des livres employés à la transcription de l'avis mentionné au présent article, de la même manière que l'index mentionné en l'article 2131.

Ibid., ss. 49, 77, 78.

2173. A défaut de tel renouvellement les droits réels conservés par le premier enregistrement n'ont aucun effet à l'égard des autres créanciers, ou des acquéreurs subséquents dont les droits sont régulièrement enregistrés.

Ibid., s. 77, § 2.

2174. Le registrateur ne peut faire aucune correction ou changement sur les plans et livres de renvoi; et en tout temps, s'il s'y trouve des omissions ou erreurs dans la description ou l'étendue d'un lot ou parcelle de terrain, ou dans le nom du propriétaire, il en doit faire rapport au Commissaire des terres de la Couronne, qui peut, chaque fois qu'il y a lieu, en corriger l'original ainsi que la copie, certifiant telle correction.

Telle correction doit être faite cependant sans changer les numéros des lots; et dans le cas d'omission de quelque lot, il est intercalé en le distinguant par des signes ou des lettres qui ne puissent déranger le numérotage primitif.

Le droit de propriété ne peut être affecté par les erreurs qui se rencontrent dans le plan et le livre de renvoi; et nulle erreur dans la description, l'étendue ou le nom, ne peut être interprétée comme donnant à une partie plus de droit à un terrain que ne lui en donne son titre.

2175. Lorsqu'un propriétaire subdivise en lots de ville ou de village [excédant le nombre de six], un terrain marqué au plan et livre de renvoi, il sera tenu d'en déposer au bureau du Commissaire des terres de la Couronne, un plan et livre de renvoi par lui certifié, avec des numéros et désignations particulières de manière à les distinguer des lots primitifs, et si ce plan particulier et livre de renvoi sont trouvés corrects par le Commissaire des terres de la Couronne, il en transmettra copie par lui certifiée au registrateur de la circonscription.

2176. Lorsque la subdivision des lots d'une localité paraît l'exiger, le gouverneur en conseil peut, de temps à autre, ordonner qu'il soit fait un plan et livre de renvoi amendés et qu'il en soit déposé une copie entre les mains du registrateur de telle localité ; mais ces plan et livre de renvoi amendés doivent être basés sur les anciens et s'y rapporter ; et le gouverneur peut, par proclamation, déclarer le jour auquel ils seront mis en usage conjointement avec les anciens ; et à compter du jour ainsi fixé les dispositions du code s'appliqueront à ces plan et livre de renvoi amendés.

SECTION III.

DE LA PUBLICITÉ DES REGISTRES.

2177. Le registrateur est tenu de délivrer à toute personne qui en fait la demande un état par lui certifié de tous les droits réels subsistants qui grèvent un immeuble particulier, ou dont peuvent être grevés tous les biens d'une personne, ou des hypothèques créées et enregistrées pendant une période déterminée, ou seulement contre certains propriétaires de l'immeuble désignés dans la demande qui en est faite par écrit, contenant une description suffisante des propriétaires, et dans ce dernier cas mention en est faite dans le certificat, et le registrateur n'est pas responsable des omissions dans le certificat résultant des erreurs ou omissions de noms dans telle demande ; et si tels propriétaires ne sont pas nommés dans la réquisition, le registrateur est tenu de constater quels étaient les propriétaires pendant la période indiquée, de la manière prescrite relativement au certificat à donner sur vente par décret forcé.

S. R. B. C., c. 37, s. 44. 25 Vict., c. 11, s. 4. C. N. 2196.

2178. Le registrateur est tenu de donner à ceux qui le requièrent copie des actes ou documents enregistrés, mais en y faisant mention des quittances, radiations, [cessions ou subrogations] qui peuvent y être entrées ou mentionnées en marge.

C. N. 2199.

2179. Il est aussi tenu de communiquer le livre de présentation à tous ceux qui désirent l'examiner, sans déplacement, pendant les heures du bureau, et sans frais.

Il doit, sur paiement de l'honoraire légalement exigible, exhiber le registre à toute personne qui a requis l'enregistrement d'un acte et désire constater si l'enregistrement est fait.

2180. Les entrées sur les registres et livres tenus par le registrateur sont faites à la suite, sans blancs ni interlignes.

Tout document enregistré doit être numéroté et transcrit dans l'ordre de sa présentation, avec mention, en marge du registre, de l'heure, du jour, du mois et de l'année auxquels le document a été déposé au bureau pour enregistrement.

Le registrateur est tenu de donner, quand il en est requis, à la personne qui présente un document pour enregistrement, un reçu indiquant le numéro sous lequel le document est entré au registre de présentation.

S. R. B. C., c. 37, s. 60, s. 63, § 2. C. N. 2203.

2181. Les registres servant à l'enregistrement sont, avant d'y faire aucune entrée, authentiqués par un memorandum écrit sur la première page et signé par le protonotaire de la Cour Supérieure du district. Dans ce memorandum sont certifiés l'usage auquel le registre est destiné, le nombre de feuillets y contenus, et le jour, le mois et l'année où ce memorandum a été fait, les registres étant cotés en toutes lettres et paraphés à chaque feuillet par le protonotaire du district.

Ibid., s. 59. C. N. 2201.

2182. [Les dispositions de l'article précédent s'appliquent également au registre de présentation et à l'index des immeubles.]

TITRE DIX-NEUVIÈME

DE LA PRESCRIPTION.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2183. La prescription est un moyen d'acquérir ou de se libérer par un certain laps de temps et sous les conditions déterminées par la loi.

La prescription acquisitive fait présumer ou confirme le titre et transfère la propriété au possesseur par la continuation de sa possession.

La prescription extinctive ou libératoire repousse et en certains cas exclut la demande en accomplissement d'une obligation ou en reconnaissance d'un droit, lorsque le créancier n'a pas réclamé pendant le temps fixé par la loi.

ff L. 13, *De usurp. et usucap.* Pothier, *Obl.*, Nos. 671-6. *Ibid.*, *Prescriptions*, No. 1. Guyot, *Rép.*, *vo. Prescription*, art. 1. Dunod, *Presc.*, p. 1. *Et ubique passim.* C. L. 3421, 3422. C. N. 2219.

2184. On ne peut d'avance renoncer à la prescription. On peut renoncer à la prescription acquise et au bénéfice du temps écoulé pour celle commencée.

ff L. 38, *De pactis*. Bartole, *ad leg.* 58, *ff De legatis*, Nos. 20, 21. Louet et Brodeau, *Arrêts*, lettre P, *somm.* 21, No. 4. Dunod, *Presc.*, 111, 112. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, sec. 1, par. 3, arts. 1, 2. Pothier, *Obl.*, No. 699. Ibid., *Const. de rente*, 146. *Intr.* au tit. 14, *Cout. d'Orl.*, No. 54. Discours de Bigot de Préameneu. 1 Teulet et Sulpicy, *Codes*, p. 726, Nos. 7, 8, 9, 10. Troplong, *Presc.*, Nos. 42-3-5-6. Rolland de Villargues, *vo. Presc.*, Nos. 476-7. 9 Marcadé, *Presc.*, sur art. 2220. C. N. 2220.

2185. La renonciation à la prescription est exprese ou tacite; la renonciation tacite résulte d'un fait qui suppose l'abandon du droit acquis.

Dargentré, sur 226 Cout. Bretagne, *vo. Interruption*, ch. 5, No. 3. Pothier, *Obl.*, 692. Dunod, *Presc.*, pp. 58, 171. Guyot, *vo. Presc.*, sec. 1, § 3, art. 2, 3e alin. 1 Teulet et Sulpicy, p. 731, Nos. 11, 15. C. N. 2221.

2186. Celui qui ne peut aliéner ne peut renoncer à la prescription acquise.

ff L. 28, *De verb. signif.* Pothier, *Obl.*, 699, 3e alinéa. *Ibid.*, *Const. de rente*, Nos. 144, 145, 146. C. N. 2222.

2187. Toute personne ayant intérêt à ce que la prescription soit acquise, peut l'opposer lors même que le débiteur ou le possesseur y renonce.

ff L. 19, *De except.* Despeisses, tit. *de la Presc.*, No. 36, *in fine*, Merlin, *Rép.*, *vo. Presc.*, sec. 1, § 4, art. 2. C. N. 2225.

2188. Les tribunaux ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription, sauf dans les cas où la loi dénie l'action.

Pothier, *Obl.*, 676. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, sec. 1, § 3, art. 3. Merlin, *Ibid.*, *addition à Guyot.* Dunod, *Presc.*, p. 110. Ferrière sur Paris, tit. 6, § 1, No. 15. Charondas, *Questions*, part. 1, tit. 22, ch. 4, *in fine.* Pandectes, liv. 4, ch. 4. Chitty *on Bills*, p. 1̣6, 10e édit. 3 Jurist, p. 294, Pigeon et Corporation de Montréal. C. N. 2223.

2189. La prescription en fait d'immeubles se règle par la loi de la situation.

Pothier, *Obl.*, 38; *Presc.*, 247, 248, 251, 253, 254. Voët, *ad Pandectas*, 44, 3, 11. Dunod, *Presc.*, pp. 113-4. Bouhier, *Cout. Bourgogne*, ch. 35, No. 3. Boullenois, *Dissertations*, quest. 3e: Statuts, observ. 20, pp. 364-5; observ. 23, pp. 529, 530; observ. 46, p. 88.

2190. [En matière de biens-meubles et d'actions personnelles, même en matière de lettres de change et de billets promissoires, et en affaires de commerce en général, l'on peut invoquer séparément ou cumulativement:

1° La prescription entièrement acquise sous une loi différente lorsque la cause d'action n'a pas pris naissance dans le Bas-Canada, ou que la dette n'y a pas été stipulée payable, et lorsque cette prescription a été ainsi acquise avant que le possesseur ou le débiteur y ait eu son domicile;

2° La prescription entièrement acquise dans le Bas-Canada, à compter de l'échéance de l'obligation, lorsque la cause d'action y a pris naissance ou que la dette y a été stipulée payable, ou que le débiteur y avait son domicile à l'époque de cette échéance; et dans les autres cas

à compter de l'acquisition de ce domicile par le débiteur ou le possesseur;

3° La prescription résultant de temps successifs écoulés dans les cas des deux paragraphes précédents, lorsque le temps écoulé sous la loi différente a précédé.]

2191. [Les prescriptions qui ont commencé à courir sous l'empire des lois du Bas-Canada sont parachevées conformément aux mêmes lois, sans préjudice à invoquer celles qui s'étaient auparavant accomplies sous une loi différente, ou les temps combinés d'après l'une et l'autre loi, conformément à l'article qui précède.]

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA POSSESSION.

2192. La possession est la détention ou la jouissance d'une chose ou d'un droit que nous tenons ou que nous exerçons par nous-mêmes ou par un autre qui la tient ou qui l'exerce en notre nom.

Pothier, *Possession*, Nos. 1, 37, 49, 54, 61, 63; *Intr.* au tit. 22, *Orl.*, Nos. 1, 17.—C. N. 2228.

2193. Pour pouvoir prescrire au moyen de la possession, il faut qu'elle soit continue et non interrompue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire.

Paris, 113, 114, 118.—Pothier, *Presc.*, No. 1, *dernier alinéa*, Nos. 18, 26, 37, 38, 174, 175; *Possession*, Nos. 27, 28, 39, 40, 41; *Intr. tit.* 14, *Orl.*, Nos. 16, 17, 22. Dunod, *Presc.*, p. 20. C. N. 2229.

2194. On est toujours présumé posséder pour soi et à titre de propriétaire, s'il n'est prouvé qu'on a commencé à posséder pour un autre.

Dargentré *sur Bretagne*, art. 265, ch. 5, No. 17. Pothier, *Presc.*, 172, *in fine*; Intr. *tit.* 14, *Orl.*, No. 17. Dunod, *Presc.*, p. 22, 3e alin.

2195. Quand on a commencé à posséder pour autrui, on est toujours présumé posséder au même titre, s'y n'y a preuve du contraire.

ff L. 3, § 19, *De adquirendâ vel amitt. poss.* Pothier, *Presc.*, 172, 2e alin.

2196. Les actes de pure faculté et ceux de simple

tolérance ne peuvent fonder ni possession ni prescription.

ff L. 41, *De adquirendâ vel amitt. poss.* Dunod, *Prescr.*, p. 15, *dernier alin.*, 85. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, part. 1, § 6, dist. 5. Lacombe, *vo. Faculté de rachat*, No. 1. Code Civil B. C., art. 2201. C. N. 2232.

2197. Les actes de violence ne peuvent fonder non plus une possession capable d'opérer la prescription.

Anc. Denis., *vo. Violence.* Nouv. Denis., *vo. Clandestinité.* Pothier, *Possession*, 19 et suiv. C. N. 2233.

2198. [Dans les cas de violence et de clandestinité, la possession utile à la prescription commence lorsque le vice a cessé.

Cependant le voleur et ses héritiers et successeurs à titre universel ne peuvent par aucun temps prescrire la chose volée.]

Les successeurs à titre particulier ne souffrent pas de ces vices dans la possession d'autrui, quand leur propre possession a été paisible et publique.

Troplong, *Presc.*, Nos. 419, 420, 529, *contrà quant au voleur, vu que le code ne distingue pas.*

2199. Le possesseur actuel qui prouve avoir possédé anciennement est présumé avoir posséder dans le temps intermédiaire, sauf la preuve contraire.

Pothier, *Presc.*, 178. Dunod, *Presc.*, pp. 17, 18. C. N. 2234.

2200. Le successeur à titre particulier peut, pour compléter la prescription, joindre à sa possession celle de ses auteurs.

Les héritiers et autres successeurs à titre universel continuent la possession de leur auteur, sauf le cas d'interversion de titre.

ff L. 14, L. 20, L. 31, § 5, 6, *De usurp. et usucap.* Pothier, *Possession*, 31, 2e alin., 33, 34, 63; *Dépôt*, 68; *Prêt à usage*, 47; *Intr. tit.* 22, *Orl.*, No. 14. Delhommeau, *Règles* 248, 249, 250, 251. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 29, art. 1.—C. N. 2233, 2235, 2237.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CAUSES QUI EMPÊCHENT LA PRESCRIPTION, ET EN PARTICULIER DE LA PRÉCARITÉ ET DES SUBSTITUTIONS.

2201. On ne peut prescrire les choses qui ne sont point dans le commerce.

Certaines dispositions spéciales en explication du présent article se trouvent au chapitre quatrième de ce titre.

ff L. 9, L, 45, *De usurp. et usucap.* Pothier, *Presc.*, 7, 2e *alin.*; *Int.* tit. 14, *Orl.*, No. 9. Dunod, *Presc.*, ch. 4, 12, pp. 15, 80, 88, 89, 90, 91. Delhommeau, *Règle* 285. Henrys, liv. 4, ques. 41. Troplong, *Presc.*, Nos. 112 à 131. C. N. 2226, 2232.

2202. [La bonne foi se présume toujours.]

C'est à celui qui allègue la mauvaise foi à la prouver.

Pothier, *Presc.*, 27, 28, 36, 173, 205; *Possession*, 9, 17, 18; *Propriété*, 544, 2e *alin*; 340, 6e *alin.* Dunod, *Presc.*, *part.* 1, ch. 8, 1 et 2e *alin.* et pp. 43-4. Guyot, *Rép.*, *Vo. Presc.*, sec. 1, § 5, No. 5. C. N. 2262, 2268.

2203. Ceux qui possèdent pour autrui, ou avec reconnaissance d'un domaine supérieur, ne prescrivent jamais la propriété, pas même par la continuation de leur possession après le terme assigné.

Ainsi l'emphytéote, le fermier, le dépositaire, l'usufruitier et tous ceux qui détiennent précairement la chose du propriétaire, ne peuvent l'acquérir par prescription.

Ils ne peuvent par prescription se libérer de la prestation attachée à leur possession, mais la quotité et les arrérages en sont prescriptibles.

L'emphytéose, l'usufruit, et autres droits démembrés semblables, sont susceptibles d'un domaine de propriété distinct et d'une possession utile à la prescription. Le propriétaire n'est pas empêché par le titre qu'il a consenti de prescrire contre ces droits.

L'envoyé en possession définitive ne commence à prescrire contre l'absent, ses héritiers ou ses représentants légaux, qu'à son retour ou à son décès connu ou également présumé.

ff L. 25, § 1, *De adquirendâ vel amitt. poss.* Cod., L. 1, *Communia de usucap.* Pothier, *Propriété*, 8, 9, 10,

11, 12; *Dépôt*, 67; *Prêt à usage*, 47; *Nantissement*, 53; *Possession*, 13, 15, 31, 32, 33, 34, 60, 63; *Presc.*, 27, 43, 44, 173; *Int.* tit. 14, *Orl.*, Nos. 9, 118; *Intr.* tit. 22, Nos. 10, 11, 12, 13, 14. Guyot, *Rép.*, *Vo. Presc.*, p. 308, col. 2. Prudhon, *Domaine de Propriété*, 11, 13, 495, 709, 7102; *Usufruit*, 751, 752, 753. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 29, arts. 2, 3. Dunod, *Presc.*, ch, 7. Troplong, *Presc.*, 518, 519. S. R. B. C., ch. 4, s. 10, § 5; ch. 50, secs. 1, 6. C. N. 2236, 2239.

2204. Les héritiers et successeurs à titre universel de ceux que l'article qui précède empêche de prescrire, ne peuvent prescrire non plus.

Pothier, *Dépôt*, 67. *Prêt à usage*, 47; *Possession*, 31, 33, 34, 63; *Int.* tit. 22, Orl., No. 14. C. N. 2237.

2205. Néanmoins les personnes énoncées dans les articles 2203 et 2204, et aussi le grevé de substitution, peuvent commencer une possession utile à la prescription, si le titre se trouve interverti, à compter de la connaissance qui en est donnée au propriétaire par la dénonciation ou autres actes contradictoires.

La dénonciation du titre et les autres actes de contradiction ne servent que lorsqu'ils sont faits à une personne contre qui la prescription peut courir.

Pothier, *Possession*, 35; *Intr.*, tit. 22, *Orl.*, No. 14. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, pp. 323-4-5. Dunod, *Presc.*, pp. 37-38. Troplong, sur arts. 2236, 2138. Marcadé, sur do. Dalloz, *Jurisp. Générale, vo. Presc.*, p. 256, Nos. 10, 11, 12. C. N. 2238.

2206. Les tiers acquéreurs de bonne foi, avec titre translatif de propriété venant soit du possesseur précaire ou soumis à un domaine supérieur, soit de tous autres, peuvent prescrire [par dix ans] contre le propriétaire durant le démenbrement ou la précarité.

Les tiers peuvent aussi prescrire contre le propriétaire durant le démembrement ou la précarité par trente ans avec ou sans titre.

Cod., L. 3, § 3, *Communia de legalis et fidei.* Thevenot-Dessaulles, *Substit.*, 877 à 911. Ferrière, sur 117, Paris, p. 409, No. 9. *Ibid.*, sur 113, Glose 7, No. 19. S. R. B. C., c. 37, s. 1, § 3. Pothier, *Substitutions*, pp. 541, 542, 551, 552. Ord. des Substitutions, tit. 2, art. 29. C. N. 2239, 2257.

2207. Dans les cas de substitution, la prescription n'a pas lieu contre l'appelé avant l'ouverture du droit, en faveur du grevé, ni de ses héritiers et successeurs à titre universel.

[La prescription court contre l'appelé avant l'ouverture du droit, en faveur des tiers, à moins qu'il ne soit protégé comme mineur ou autrement.

L'appelé, contre qui cette prescription court, a le bénéfice de l'action en interruption.]

La possession du grevé profite à l'appelé pour la prescription.

Les prescriptions courent contre le grevé durant le temps de sa possession et en sa faveur contre les tiers.

Après l'ouverture, la prescription peut commencer à courir en faveur du grevé et de ses héritiers et successeurs à titre universel.

2208. On ne peut point prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession, si ce n'est par interversion.

Pothier, *Possession*, 31, 32, 33, 35 ; *Intr.* tit. 22, *Orl.*, Nos. 10, 11, 12. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, part. 1, § 6, *dist.* 3. Salvaing, *Usage des fiefs*, c. 94. C. N. 2240.

2209. On peut prescrire contre son titre en ce sens que l'on prescrit la libération de l'obligation que l'on a contractée.

Autorités sous l'art. précédent, et Dunod, *Pres.*, *part.* 1, c. 8, 2me alin. C. N. 2241.

2210. La prescription de trente ans peut avoir lieu acquisitivement en fait d'immeubles corporels pour ce qui est au-delà de la contenance du titre, et libératoirement dans tous les cas en diminution des obligations que le titre contient.

En fait de redevances et rentes, la jouissance au-delà du titre qui apparaît ne donne pas lieu à l'acquisition du surplus par prescription.

Pothier, *Constit. de rente*, 149 et suiv. Dunod, *Presc.*, *part.* 1, c. 8, *dernier alin.* Guyot, *Rép.*, *Vo. Rente*, p. 444.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE CERTAINES CHOSES IMPRESCRIPTIBLES ET DES PRESCRIPTIONS PRIVILÉGIÉES.

2211. Le souverain peut user de la prescription. Le moyen qu'a le sujet pour l'interrompre est la *pétition de droit*, outre les cas où la loi donne un autre remède.

Chitty, Prerog., 340. C. N. 2227.

Entre privilégiés le privilége a son effet en matière de prescription.

Pothier, *Presc.*, 191. 13 Guyot, *Rép.*, *Vo. Privilége*, p. 689. *Ibid.*, p. 340. Dunod, *Biens d'église*, p. 32. Delhommeau, règle 276. S. R. B. C., ch. 19, s. 1, § 2. C. N. 2227.

2212. Les droits royaux qui tiennent à la souveraineté et à l'allégeance sont imprescriptibles.

Bacquet, *Déshérence*, c. 7, Nos. 1, 2. Chopin, *Domaine*, liv. 3, tit. 9, No. 5. Bosquet, *Dict. des domaines*, *vo. Presc.*, No. 1. Lemaître, *sur Paris*, pp. 170-1 *et ubique passim*. C. N. 2226.

2213. Les rivages, lais et relais de la mer, les ports, fleuves et rivières navigables ou flottables, et leurs rives, et les quais, travaux et chemins qui en dépendent ; les terres publiques, et en général les immeubles et droits réels faisant partie du domaine public de Sa Majesté, sont imprescriptibles.

2 Ord. de Fontanon, p. 1110, *Édit de Juin*, 1539. Bacquet, *Déshérence*, ch. 7, No. 4. Dunod, *Presc.*, pp. 71-4-5, 273, 275. Chopin, *Domaine*, liv. 3, tit. 9, No. 2. Delhommeau, règle 8. Nouv. Den., vo. *Domaine*, § 8, No. 1. Ferrière, *Dict. de droit*, *vo. Pesche.*, p. 382. Bosquet, *Dict. des dr. dom.*, *vo. Presc.*, No. 1. Brodeau, *sur* Paris, art. 12, Nos. 10, 11. Lemaître, *sur* Paris, pp. 170-1. Boucheul, Biblioth., *vis. Tiers* et *Danger*, c. 18, *dernier alin.* Charondas, *Réponses*, p. 500, No. 47. *Contrà pour la prescription de* 100 *ans ou immémoriale*. Bacquet, *Déshérence*, c. 7, Nos. 6, 7, 8. Pothier, *Presc.*, 288. Loisel, *Instit.*, liv. 5, tit. 3, Nos. 15, 16. Chopin, *Domaine*, liv. 3, tit. 9, Nos. 2, 3, 6. C. N. 2226, 538, 540, 541.

2214. Le droit de Sa Majesté au fonds des rentes,

prestations, et revenus à elle dus et payables, et aux sommes capitales provenant du prix de l'aliénation ou de l'usage des biens du domaine, sont aussi imprescriptibles.

Autorités sous l'article précédent.

2215. Les arrérages des rentes, prestations, intérêts et revenus, et les créances et droits appartenant à Sa Majesté non déclarés imprescriptibles par les articles qui précèdent, se prescrivent par trente ans

Les tiers acquéreurs d'immeubles affectés à ces créances ne peuvent se libérer par une prescription plus courte.

1 Ferrière, *sur* Paris, p. 312. Pothier, *Intro. tit.* 14, *Orl.*, No. 36. Brodeau, *sur* Paris, art. 12, No. 10. Lemaître, *sur* Paris, pp. 170-1. Bosquet, *Dict. des dr. dom., vo. Presc.*, No. 2. Journal du Palais, 11 Janv. 1673. Pothier, *Presc.*, 142. Chitty *on Prerogatives*, pp. 25-6. Stuart's *Reports*, p. 324, *The King vs. Black*. Bacquet, *Déshérence*, c. 7, Nos. 21, 29. C. N. 2227.

2216. Les biens échus à Sa Majesté, par déshérence, bâtardise ou confiscation, ne sont censés incorporés ou assimilés à son domaine pour les fins de la prescription, qu'après une déclaration à cet effet, ou après dix années de jouissance et possession de fait, au nom de Sa Majesté, de l'ensemble des droits qui lui sont ainsi échus dans le cas particulier.

Jusqu'à cette incorporation ou assimilation, ces biens continuent d'être sujets aux prescriptions ordinaires.

1 Ord. Neron, p. 442, *Règlement de Fév.* 1556. 2 *Ibid.*, p. 84, *Edit d'Avril*, 1667. Anc. Den., *vo. Domaine*, Nos. 1, 2, 30. Bacquet, *Déshérence*, c. 7, Nos. 20, 21, 22. Dunod, *Presc.*, p. 275. Bosquet, *Dict. des dr. dom., vo. Presc.*, No. 1, 4e alinéa, No. 2; *vo. Domaine*, § 1, No. 7. 1 Ferrière, sur Paris, p. 312, No. 2. Brodeau, sur Paris, art. 12, No. 11. Lemaître, sur Paris, pp. 170-1. Ferrière, *Dict. de droit, vo. Presc.*, p. 411, art. 3. II Guil. IV, c. 41. III Burge, p. 36. C. N. 2227.

2217. Les choses sacrées, tant que la destination n'en a pas été changée autrement que par l'empiétement souffert, ne peuvent s'acquérir par prescription.

Les cimetières, considérés comme chose sacrée, ne peuvent être changés de destination de manière à donner

lieu à la prescription, qu'après l'exhumation des restes des morts, choses sacrées de leur nature.

Pothier, *Presc.*, 7; *Posses.*, 37. Ferrière, sur Paris, tit. 6, § 3, No. 4, *et ubique passim.*

2218. [La prescription acquisitive des immeubles corporels non réputés chose sacrée, et la prescription libératoire qui se rapporte au fonds des rentes et redevances, aux legs, aux droits d'hypothèque, ont lieu contre l'Eglise de la même manière et d'après les mêmes règles que contre les particuliers.

Les acquéreurs avec titre et bonne foi prescrivent contre l'Eglise par dix ans, tant acquisitivement que libératoirement, comme entre particuliers.

La prescription acquisitive des meubles corporels non réputés sacrés, et les autres prescriptions libératoires, y compris celle des sommes en capital, ont lieu contre l'Eglise comme entre particuliers.]

2219. Le fonds du droit à la dîme et la quotité d'icelle sont imprescriptibles. La prescription acquisitive a lieu par quarante ans entre curés voisins.

Les arrérages n'en peuvent être demandés que pour une année.

La dîme est portable et non quérable.

Ord. Mai 1679, 1 Edits et Ord. 8o., p. 231. *Arrêt du Conseil Supérieur*, du 18 Nov. 1705. Guyot, *Rép.*, *vo. Dîmes*, pp. 22-3. Lacombe, *vo. Dixmes.* Brodeau, sur Louet, D. 9, 16, 17. 1 Henrys, liv. 1, quest. 37, 38. 4 Dumoulin, *annot: in Decr.*, p. 156. Brillon, *vo. Dixmes*, Nos. 109, 156, 157. Delhommeau, *Règle* 274. Ferrière, sur Paris, tit. 6, part 3, No. 13, et sur l'art. 124, No. 19. 3 Décisions des Tribunaux B. C., p. 196. *Contrà*, 3 Revue de Législation B. C., pp. 73, 81.

2220. Les chemins, rues, quais, débarcadères, places, marchés, et autres lieux de même nature, possédés pour l'usage général et public, ne peuvent s'acquérir par prescription, tant que la destination n'en a pas été changée autrement que par l'empiétement souffert.

Autorités citées aux arts. 20, 47. *ff* L. 9, *De viâ.* Dunod, *Presc.*, c. 12, p. 74. C. N. 538, 2227.

2221. Les autres biens des municipalités et des corporations dont la prescription n'est pas autrement

réglée par ce code, même ceux tenus en main-morte, sont sujets aux prescriptions entre particuliers.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES CAUSES QUI INTERROMPENT OU SUSPENDENT LA PRESCRIPTION.

SECTION I.

DES CAUSES QUI INTERROMPENT LA PRESCRIPTION.

2222. La prescription peut être interrompue ou naturellement ou civilement.

Dargentré, sur 266 Bretagne, *vo. Interruption*, c. 4, 5, 6. Pothier, *Presc.*, No. 38, 2e alin., 152; *Bail à rente*, 200. Guyot, *Rép.*, *vo. Interruption*, p. 489. Dunod, *Presc.*, p. 52. C. N. 2242.

2223. Il y a interruption naturelle lorsque le possesseur est privé, pendant plus d'un an, de la jouissance de la chose, soit par l'ancien propriétaire, soit même par un tiers.

ff L. 5, *De usurp.* *Cod.*, L. 7, § 5, *De presc.*, 30 *vel.* 40 *ann.* L. 5, *De duobus reis.* Dargentré, sur 266 Bretagne, *vo. Interrupt.*, ch. 4. 9 Cujas, *col.* 977, D. Pothier, *Presc.*, 39, 40, 152; *Possession*, 73, 74, 75, 76; *Bail à rente*, 200; *Intr.* tit. 14, *Orl.*, No. 23. Guyot, *Rép.*, *vo. Interruption*, pp. 489, 490. Dunod, *Presc.*, p. 52. C. N. 2243.

2224. Une demande en justice suffisamment libellée, signifiée à celui qu'on veut empêcher de prescrire, ou produite et signifiée conformément au Code de Procédure Civile, lorsque la signification personnelle n'est pas requise, forme une interruption civile.

La saisie, la reconvention, l'intervention, l'opposition, comportent la demande.

L'interpellation extra-judiciaire, même par notaire ou huissier et accompagnée de titres, et même signée de la partie interpellée, n'opère pas l'interruption s'il n'y a eu reconnaissance du droit.

Cod., L. 3, *De annali except.* Dargentré, sur 266 Bretagne, *vo. Interrupt.*, c. 5, No. 1. 9 Cujas, *col.* 977, D; *col.* 984-5 *proem: et text: ad l. prædictam Cod.* Brillon, *vo. Ajournement*, No. 13. Brodeau sur Louët, A 10, No.

1. 2 Journal du Palais, p. 573. 1 Journal des Audiences, liv. 8, c. 8. Pothier, *Obl.*, 692, 696, 711; *Presc.*, 48, 50, 51, 152; *Constit. de rente*, 141-2; *Intr.* tit. 14, *Orl.*, Nos. 26, 44, 50. Guyot, *Rép.*, *vo. Interruption*, p. 490. Ferrière, sur 113 Paris, *glose* 5, Nos. 6 à 11. Troplong, *Presc.*, 561-2-3-4, 576, 584 et 579. Dunod, *Presc.*, pp. 55, 56, 57. Brodeau, sur 113 Paris, No. 4. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 29, No. 45. C. N. 2244.

2225. La demande formée devant un tribunal incompétent n'interrompt pas la prescription.

Pour : Cod., L. 5, *De duobus reis*. Papon, *Arrêts*, liv. 12, tit. 3, No. 24. 2 Dumoulin, p. 680, *arrêt* 102 *et note*. Journal des Audiences, liv. 1, c. 1, 34, p. 72. Dunod, *Presc.*, pp. 56-7. Pothier, *Obl.*, 696; *Presc.*, 51, 2e alin. Ferrière, sur 113 Paris, *glose* 5, No. 9, *in fine*. Lamoignon, *Arrêtés*, tit. 29, art. 45. Troplong, *Presc.*, Nos. 596-8.

Contre : Cod., L. *penult.*, *Ne de statu.* Chopin, sur Anjou, p. 245. Basnage, sur 485 Normandie, p. 320, *in fine*. Despeisses, part. 4, tit. 4, No. 29, 3°. Le Camus, dans Ferrière, sur Paris, tit. 7, § 4, No. 14. C. N. 2246.

2226. Si l'assignation ou la procédure est nulle par défaut de forme;

Si le demandeur se désiste de sa demande;

S'il laisse obtenir péremption de l'instance;

Ou si sa demande est rejetée:

Il n'y a pas d'interruption.

Dargentré, sur Bretagne, *vo. Interruption*, ch. 6, ch. 8, Nos. 10, 11. Pothier, *Obl.*, 696; *Presc.*, 53, 153; *Intr. tit.* 14, *Orl.*, Nos. 26, 50, 56. Ferrière, sur 113 Paris, *glose* 5, Nos. 9, 11. Brodeau, sur 113 Paris, No. 4. C. N. 2247.

2227. La prescription est interrompue civilement par la renonciation au bénéfice du temps écoulé et par la reconnaissance que le possesseur ou le débiteur fait du droit de celui contre lequel il prescrivait.

Cod., L. 7, § 5, *De presc.*, 30 *vel.* 40 *ann.* L. 5, *De duobus reis*. Dargentre, *sur* 266 Bretagne, *Vo. Interruption*, c. 5. 9 Cujas, col. 972, E. Pothier, *Obl.*, 692, 699, 700; *Const. de rente*, 143-4; *Intr.* tit. 14, *Orl.*, Nos. 44-5-6-7-8-9. C. N. 2248.

2228. La demande en justice contre le débiteur prin-

cipal, ou sa reconnaissance, interrompt la prescription contre la caution. Les mêmes actes interruptifs contre ou par la caution opèrent l'interruption contre le débiteur principal.

Pothier, *Obl.*, 645, 698 avec Bruneman et Catelan *contre* Duperrier *et contre* Guyot, *vo. Interruption*, p. 490. Dunod, *Presc.*, p. 60. Troplong, *Presc.*, Nos. 633-4-5. C. N. 2250.

2229. La renonciation à la prescription acquise ne préjudicie pas aux codébiteurs, à la caution, ni aux tiers.

Pothier, *Obl.*, 699 ; *Const. de rente*, 145. Troplong *Presc.*, Nos. 629, 634-5-6.

2230. Tout acte qui interrompt la prescription à l'égard de l'un des créanciers solidaires, profite aux autres.

Lorsque l'obligation est indivisible, les actes interruptifs à l'égard d'une partie seulement des héritiers d'un créancier, interrompent la prescription en faveur des autres cohéritiers.

Si l'obligation est divisible, quand même la créance serait hypothécaire, les actes interruptifs en faveur d'une partie seulement des mêmes héritiers ne profitent pas aux autres cohéritiers. Dans le même cas, ces actes ne profitent aux autres créanciers solidaires que pour la part des héritiers à l'égard desquels les mêmes actes ont eu lieu. Pour que l'interruption profite en ce cas pour le tout à l'égard des autres créanciers solidaires, il faut que les actes interruptifs aient eu lieu à l'égard de tous les héritiers du créancier décédé.

Cod., L. 5, *De duobus reis*. Pothier, *Obl.*, 260, 697 ; *Presc.*, 54 ; *Cout. d'Orl.*, *Intr.* tit. 14, Nos. 27, 51. C. N. 1199, 2249.

2231. Tout acte qui interrompt la prescription contre l'un des débiteurs solidaires, l'interrompt contre tous.

Les actes interruptifs contre l'un des héritiers d'un débiteur, interrompent la prescription à l'égard des autres cohéritiers et des codébiteurs solidaires, lorsque l'obligation est indivisible.

Si l'obligation est divisible, quand même la créance serait hypothécaire, la demande en justice contre l'un des héritiers d'un débiteur solidaire, ou sa reconnaissance

n'interrompt pas la prescription à l'égard des autres cohéritiers ; sans préjudice au créancier d'exercer l'hypothèque en temps utile sur la totalité de l'immeuble affecté, pour la partie de la dette à laquelle il conserve son droit.

Dans le même cas, ces actes ne l'interrompent à l'égard des codébiteurs solidaires que pour la part de l'héritier appelé en justice ou ayant reconnu le droit. Pour qu'en ce cas l'interruption ait lieu pour le tout à l'égard des codébiteurs solidaires, il faut que la demande en justice ou la reconnaissance ait lieu par rapport à tous les héritiers du débiteur décédé.

Les actes interruptifs à l'encontre du débiteur n'interrompent pas la prescription par le tiers détenteur de l'immeuble affecté d'une charge ou hypothèque ; ils le concernent en ce sens qu'ils empêchent l'extinction par prescription de la créance à laquelle l'hypothèque est attachée.

Ces actes contre les détenteurs d'autres immeubles ou d'autres portions d'un même immeuble, ne nuisent pas au détenteur divis à l'égard duquel ils n'ont pas eu lieu.

Faits à l'égard d'un détenteur indivis, ils interrompent la prescription à l'égard de ses codétenteurs.

En fait d'interruption naturelle, il suffit néanmoins que l'un des possesseurs indivis ou l'un de leurs héritiers ait conservé la possession utile du tout pour en conserver l'avantage aux autres.

Cod., L. 5, *De duobus reis*. Paris, 115. Pothier, *Obl.*, 272, 697 ; *Presc.*, 55, 56, 148 ; *Cout. d'Orl.*, *Intr.* au tit. 14, Nos. 27, 51. C. N. 1206, 2249.

SECTION II.

DES CAUSES QUI SUSPENDENT LE COURS DE LA PRESCRIPTION.

2232. [La prescription court contre toutes personnes, à moins qu'elles ne soient dans quelque exception établie par ce code, ou dans l'impossibilite absolue en droit ou en fait d'agir par elles-mêmes ou en se faisant représenter par d'autres.

Sauf ce qui est dit à l'article 2269, la prescription ne court pas, même en faveur des tiers acquéreurs, contre ceux qui ne sont pas nés, ni contre les mineurs, les idiots, les furieux et les insensés pourvus ou non de

tuteur ou de curateur. Ceux auxquels un conseil judiciaire est donné, et l'interdit pour cause de prodigalité, ne jouissent pas de ce privilége.

La prescription court contre les absents comme contre les présents et par le même temps, sauf ce qui est déclaré quant à l'envoyé en possession.]

2233. La prescription ne court point entre époux.

Pothier, *Obl.*, 680 ; *Intr.* tit. 14, *Orl.*, No. 39. Lebrnn, *Commun.*, liv. 3, c. 2. sec. 1, dist. 1, No. 29. C. N. 2253.

2234. La prescription court contre la femme mariée, séparée ou commune, à l'égard de ses biens propres, y compris sa dot, soit que le mari en ait ou non l'administration, sauf son recours contre le mari. Toutefois lorsque le mari est garant pour avoir aliéné le bien de la femme sans son consentement, et dans tous les cas où l'action contre le débiteur ou le possesseur réfléchirait contre le mari, la prescription ne court point contre la femme mariée, même en faveur des tiers acquéreurs.

Pothier, *Obl.*, 680 ; *Bail à rente*, 206 ; *Puissance du mari*, 79, 80. Dunod, *Presc.*, part. 3, c. 3, pp. 451-2. Lebrun, *Com.*, liv. 3, c. 2, sec. 1, dist. 1, Nos. 16 à 30. *Arg. à contrario de* L. 30, *fragm.* "Omnis," *Cod.*, *De jure dotium*. C. N. 2254, 2256.

2235. La prescription ne court point non plus contre la femme pendant le mariage, même en faveur des tiers acquéreurs, à l'égard du douaire et des autres gains de survie, ni à l'égard du préciput ou autres droits distincts qu'elle ne peut exercer qu'après la dissolution de la communauté, soit en l'acceptant ou en y renonçant, à moins que la communauté n'ait été dissoute durant le mariage, à l'époque de laquelle dissolution la prescription commence contre la femme, quant aux droits qu'elle peut exercer dès lors par suite de cette dissolution.

Sauf ce qui est excepté au présent article, la prescription acquise ou qui a couru contre les biens de la communauté nuit pour sa part à la femme qui l'accepte.

Paris, 117.—Pothier, *Obl.*, 679.—Dunod, *Presc.*, pp. 251-2 2 Dumoulin, *sur* Bourbonnois, art. 28, p. 740. Marcadé, *sur* 2256, No. 4. Troplong, Nos. 767, 784. C. N. 2255, 2256.

2236. La prescription de l'action personnelle ne court point :

A l'égard d'une créance qui dépend d'une condition, jusqu'à ce que la condition arrive;

Cod., L. 7, § 4, De *præsc.*, 30 vel 40 *ann.* Pothier, *Obl.*, 679.

A l'égard d'une action en garantie, jusqu'à ce que l'éviction ait lieu;

Pothier, *Success.*, ch. 4, art. 5, § 3, *dernier alinéa.*

A l'égard d'une créance à terme, jusqu'à ce qu'il soit arrivé.

Pothier, *Obl.*, 679. Marcadé, *sur* art. 2257, pp. 169, 170.—C. N. 2257.

2237. La prescription ne court pas contre l'héritier bénéficiaire à l'égard des créances qu'il a contre la succession.

Elle court contre une succession vacante, quoique non pourvue de curateur.

Pothier, *Obl.*, 680, 684. C. N. 2258.

2238. Elle court pendant les délais pour faire inventaire et pour délibérer.

Pothier, *Obl.*, 684. C. N. 2259.

2239. Les règles particulières concernant la suspension de la prescription quant aux créanciers solitaires et à leurs héritiers, sont les mêmes que celles de l'interruption dans les mêmes cas, expliquées en la section précédente.

CHAPITRE SIXIÈME.

DU TEMPS REQUIS POUR PRESCRIRE.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2240. La prescription se compte par jours et non par heures.

[La prescription est acquise lorsque le dernier jour du terme est accompli; le jour où elle a commencé n'est pas compté.]

2241. Les règles de la prescription sur d'autres objets que ceux mentionnés dans le présent titre sont expliquées dans les titres qui leur sont propres.

SECTION II.

DE LA PRESCRIPTION TRENTENAIRE, DE CELLE DES RENTES ET INTÉRÊTS, ET DE LA DURÉE DE L'EXCEPTION.

2242. Toutes choses, droits et actions dont la prescription n'est pas autrement réglée par la loi, se prescrivent par trente ans, sans que celui qui prescrit soit obligé de rapporter titre et sans qu'on puisse lui opposer l'exception déduite de la mauvaise foi.

Paris, 118. Ferrière, sur 118 Paris, *remarques prél. et No.* 9. Pothier, *Presc.*, 162-3-4, 172-3-4, 180 et suiv. 278. Guyot, *Rép.*, *Vo. Presc.*, pp, 369, 370, 372. C. N. 2262, 475.

2243. La prescription de l'action en reddition de compte et des autres actions personnelles du mineur contre le tuteur relativement aux faits de la tutelle, a lieu conformément à cette règle, et se compte de la majorité.

2244. Si le titre apparaît, il aide à constater les vices de la possession qui empêche de prescrire.

2245. [La prescription de trente ans a, dans tous les cas demeurés prescriptibles, les mêmes effets qu'avait la centenaire ou immémoriale, tant pour le fonds de droit, que pour couvrir les vices du titre, des formalités et de la bonne foi.]

2246. Celui qui possède comme propriétaire une chose ou un droit conserve, par le fait de cette possession et peut opposer à toute demande en revendication à leur sujet, les voies de nullité et autres moyens tendant à repousser cette demande, quoique le droit de les faire valoir par action directe soit prescrit.

Il en est de même au cas de l'action personnelle; le défendeur y peut invoquer efficacement tous les moyens qui tendent à la repousser, quoique le temps de s'en prévaloir par action directe soit expiré.

Les dispositions ci-dessus ne s'appliquent pas aux moyens d'exception qui n'atteignaient pas la demande en principe et ne l'ont pas éteinte dans un temps où aucune prescription acquise ne pouvait l'empêcher. Ainsi pour qu'une créance prescrite puisse être opposée en compensation, il faut que la compensation ait eu son effet avant la prescription, et alors elle a lieu [soit qu'elle

procède d'une dette commerciale] ou de toute autre cause.

L'adoption des moyens opposés ainsi en défense ne fait pas revivre l'action directe prescrite.

2247. L'action hypothécaire jointe à la personnelle n'est pas soumise à une plus longue prescription que cette dernière seule.

Ferrière, sur 118 Paris, *remarques prél.* et Nos. 12 à 16. Dunod, *Presc.*, p. 308. Pothier, *Hypoth.*, c. 3. § 6. 1 L. C. Jurist, p. 271. C. N. 2262.

2248. [Le terme apposé par la loi ou la convention à la faculté de réméré est de rigueur sans qu'aucune prescription soit requise.

Il en est de même du terme apposé au droit du vendeur de rentrer dans l'immeuble faute de paiement du prix.]

La faculté de racheter les rentes vient de la loi ; elle est imprescriptible.

2249. Après vingt-neuf années écoulées de la date du dernier titre, le débiteur d'une redevance emphytéotique ou d'une rente peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel au créancier ou à ses représentants légaux.

Ferrière, sur 118 Paris, No. 19. Marcadé, sur art. 2263. C. N. 2263.

2250. [A l'exception de ce qui est dû à Sa Majesté, les arrérages de rentes, même viagères, ceux de l'intérêt, ceux des loyers et fermages, et en général tous arrérages de fruits naturels ou civils se prescrivent par cinq ans.

Cette disposition affecte ce qui provient du bail emphytéotique ou d'autre cause immobilière, même avec privilége ou hypothèque.

La prescription des arrérages a lieu quoique le fonds soit imprescriptible pour cause de précarité.]

La prescription du fonds comporte celle des arrérages.

SECTION III.

DE LA PRESCRIPTION PAR LES TIERS ACQUÉREURS.

2251. Celui qui acquiert de bonne foi et par titre translatif de propriéte, un immeuble corporel, en prescrit la propriété et se libère des servitudes, charges et hypo-

thèques par une possession utile en vertu de ce titre [pendant dix ans].

2252. Le tiers acquéreur avec titre et bonne foi de redevances ou rentes en prescrit acquisitivement le capital [par dix ans], au moyen d'une jouissance exempte de vices, contre le créancier qui a entièrement manqué de jouir et négligé d'agir durant le temps requis.

2253. Il suffit que la bonne foi des tiers acquéreurs ait existé lors de l'acquisition, quand même leur possession utile n'aurait commencé que depuis.

La même règle est observée à l'égard de chaque précédent acquéreur dont ils joignent la possession à la leur pour la prescription de la présente section.

Conséquence de la disposition, S. R. B. C., c. 37, s. 5, § 2. C. N. 2269.

2254. Le titre nul par défaut de forme ne peut servir de base à la prescription de dix ans.

2255. Après la renonciation ou l'interruption dans la prescription de dix ans, elle ne recommence à s'accomplir que par trente ans.

Ferrière, *sur* 113, Paris, *glose* 3, No. 30. Pothier, *Hypoth.*, c. 3, par. 6, 10e *alinéa.*

2256. La prescription de dix ans et les autres moindres que celle de trente ans peuvent être invoquées séparément ou avec cette dernière contre une même demande.

2257. Aux cas où la prescription de dix ans peut courir, chaque nouveau détenteur d'un immeuble qui demeure affecté à une servitude, charge ou hypothèque, peut être contraint à fournir à ses frais un titre nouvel.

SECTION IV.

DE QUELQUES PRESCRIPTIONS DE DIX ANS.

2258. L'action en restitution des mineurs pour lésion ou pour réformation des comptes rendus par le tuteur et celle en rescision de contrat pour erreur, fraude, violence ou crainte, se prescrivent par dix ans.

Ce temps court dans le cas de violence ou de crainte, du jour où elles ont cessé ; et dans le cas d'erreur ou de fraude, du jour où elles ont été découvertes.

Ce temps ne court à l'égard des interdits que du jour

où l'interdiction est levée, excepté quant au prodigue ou à celui auquel il a été donné un conseil judiciaire. Il ne court pas contre les idiots, les furieux et les insensés, quoique non interdits. Il ne court à l'égard des mineurs que du jour de leur majorité.

2259. Après dix ans, les architectes et entrepreneurs sont déchargés de la garantie des ouvrages qu'ils ont faits ou dirigés.

Ferrière, sur 113 Paris, *glose* 6, No. 23. Guyot, *Rép., vo. Architecte, in fine.* Ferrière, *Dict. de Droit, vo. Garantie.* Anc. Denis., *vo.* Bâtiment, No, 10. Nouv. Denis., *eod. verbo,* § 7, Nos. 5 et suiv. C. N. 2270.

SECTION V.

DE QUELQUES COURTES PRESCRIPTIONS.

2260. L'action se prescrit par cinq ans dans les cas suivants :

1. Pour services professionnels et déboursés des avocats et procureurs à compter du jugement final dans chaque cause ;

2. [Pour services professionnels et déboursés des notaires, et émoluments des officiers de la justice, à compter de l'exigibilité du paiement :]

3. Contre les [notaires,] avocats, procureurs et autres officiers et fonctionnaires, dépositaires en vertu de la loi, pour la remise des pièces et titres qui leur sont confiés, et ce à compter de la fin de la procédure à laquelle ces pièces et titres ont servi, et, [dans les autres cas, à compter de leur réception ;]

4. En fait de lettres de change à l'intérieur ou à l'étranger, billets promissoires, ou billets pour la livraison de grains ou autres choses, négociables ou non, [et en toutes matières commerciales,] à compter de l'échéance ; cette prescription, néanmoins, n'a pas lieu quant aux billets de banque ;

5. Pour ventes d'effets mobiliers [entre non commerçants] de même qu'entre un commerçant et une personne qui ne l'est pas, ces dernières ventes étant dans tous les cas réputées commerciales.

6. [Sur louage d'ouvrage et prix du travail soit ma-

nuel, professionnel ou intellectuel et matériaux fournis, sauf les exceptions contenues aux articles qui suivent ;]

7. Pour les visites, soins, opérations et médicaments des médecins et chirurgiens, à compter de chaque service ou fourniture. Pour tout ce qui est demandé en justice dans l'année, le médecin ou chirurgien en est cru à son serment, quant à la nature et à la durée des soins.

2261. [L'action se prescrit par deux ans dans les cas suivants :

1. Pour séduction et frais de gésine ;
2. Pour dommages résultant de délits et quasi-délits, à défaut d'autres dispositions applicables ;
3. Pour salaires des employés non réputés domestiques et dont l'engagement est pour une année ou plus ;
4. Quant aux précepteurs et instituteurs pour enseignement, y compris la nourriture et le logement par eux fournis.

2262. L'action se prescrit par un an dans les cas suivants :

1. Pour injures verbales ou écrites, à compter du jour où la connaissance en est parvenue à la partie offensée ;
2. [Pour injures corporelles, sauf les dispositions spécialement contenues en l'article 1056 ; et les cas réglés par des lois spéciales ;]
3. [Pour gages des domestiques de maison ou de ferme ; des commis de marchands et des autres employés dont l'engagement est à la journée, à la semaine, au mois ou pour moins d'une année ;]
4. [Pour dépenses d'hôtellerie et de pension.]

2263. Les déchéances et prescriptions d'un court espace de temps établies par statuts du parlement suivent leurs règles particulières, tant en ce qui concerne les droits de Sa Majesté que ceux de tous autres.

2264. Après la renonciation ou l'interruption, excepté quant à la prescription de dix ans en faveur des tiers, la prescription recommence à courir par le même temps qu'auparavant, s'il n'y a novation, sauf ce qui est contenu en l'article qui suit.

2265. La poursuite non déclarée périmée et la condamnation en justice, forment un titre qui ne se prescrit

que par trente ans, quoique ce qui en fait le sujet soit plus tôt prescriptible.

L'aveu judiciaire opère interruption, même dans une instance déclarée périmée ou autrement inefficace pour avoir seule cet effet; mais la prescription qui recommence n'est pas pour cela prolongée.

Pothier, *Obl.*, 696, 701, 711. Ferrière, *sur* 125 Paris, Nos. 7, 8; *sur* 126 Paris, *glose* 2; *et sur le titre* 6, § 4, No. 40. C. N. 2244, 2247, 2248.

2266. La continuation des services, ouvrages, ventes ou fournitures, n'empêche pas la prescription, s'il n'y a eu reconnaissance ou autre cause interruptive.

Paris, 126, 127. Pothier *Obl.*, 714. Ord. du Com. 1673, tit. 1, art. 9. Interprétation constante des Statuts de limitation. C. N. 2274.

2267. [Dans tous les cas mentionnés aux articles 2250, 2260, 2261 et 2262 la créance est absolument éteinte, et nulle action ne peut être reçue après l'expiration du temps fixé pour la prescription.]

2268. La possession actuelle d'un meuble corporel à titre de propriétaire fait présumer le juste titre. C'est au réclamant à prouver, outre son droit, les vices de la possession et du titre du possesseur qui invoque la prescription ou qui en est dispensé d'après les dispositions du présent article.

La prescription des meubles corporels a lieu par trois ans [à compter de la dépossession,] en faveur du possesseur de bonne foi, [même si cette dépossession a eu lieu par vol.]

Cette prescription n'est cependant pas nécessaire pour empêcher la revendication si la chose a été achetée de bonne foi dans une foire, marché, ou à une vente publique, ou d'un commerçant trafiquant en semblables matières, [ni en affaire de commerce en général ;] sauf l'exception contenue au paragraphe qui suit.

Néanmoins la chose perdue ou volée peut être revendiquée tant que la prescription n'est pas acquise, quoiqu'elle ait été achetée de bonne foi dans les cas du paragraphe qui précède; mais dans ces cas la revendication ne peut avoir lieu qu'en remboursant à l'acheteur le prix qu'il a payé.

La revendication n'a lieu dans aucun cas si la chose a été vendue sous l'autorité de la loi.

Le voleur ou autre possesseur violent ou clandestin, et leurs successeurs à titre universel sont empêchés de prescrire par les articles 2197 et 2198.

2269. Les prescriptions que la loi fixe à moins de trente ans, autres que celle en faveur des tiers acquéreurs d'immeubles, avec titre et bonne foi et celle en cas de rescision de contrat mentionnée en l'article 2258, courent contre les mineurs, les idiots, les furieux et les insensés, pourvus ou non de tuteur ou de curateur, sauf recours contre ces derniers.

Pothier, *Obl.* 717. Dunod, *Pres.*, pp. 241-2. Guyot, *Rép.*, *vo. Presc.*, p. 330. Henrys, liv. 4, *quest.* 135, No. 11. 2 Lepage, *Lois des bâtiments*, p. 10. C. N. 2278.

SECTION VI.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

2270. Les prescriptions commencées avant la promulgation de ce code, sont réglées conformément aux lois antérieures.

[Néanmoins les prescriptions alors commencées, pour lesquelles il faudrait, suivant ces lois, une durée immémoriale ou centenaire s'accomplissent sans égard à cette nécessité.]

TITRE VINGTIÈME.

DE L'EMPRISONNEMENT EN MATIÈRES CIVILES.

2271. La contrainte par corps en vertu d'un jugement rendu en matière civile n'a lieu qu'à l'égard des personnes et dans les cas spécifiés dans les articles qui suivent.

S. R. B. C., c. 87, s. 7, § 3 ; s. 24.

2272. Les personnes contraignables par corps sont :

1. Les tuteurs et curateurs pour tout ce qui est dû, à raison de leur administration, à ceux qu'ils ont représentés ;

S. R. B. C., *loc. cit.* Ord. 1667, tit. 34, art. 3.

2. Toute personne responsable comme séquestre, gardien ou dépositaire, shérif, coroner, huissier ou autre officier ayant la garde de deniers ou autres effets en vertu de l'autorité judiciaire;

S. R. B. C., *eod. loco,* s. 24. Ord. 1667, *eod. loco,* art. 4. C. N. 2060.

3. Toute personne responsable comme caution judiciaire, ou comme adjudicataire de biens meubles ou immeubles vendus en exécution du jugement d'un tribunal;

S. R. B. C., *eod. loco.* Ord. 1667, *eod. loco.*

4. Toute personne sous le coup d'un jugement de cour accordant des dommages-intérêts pour injures personnelles, dans les cas où la contrainte par corps peut être accordée.

S. R. B. C., *eod. loco.*

5. Toute personne poursuivie pour dommages, en vertu des dispositions du chapitre 57 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et contre lesquels il y a condamnation à des dommages et à la contrainte par corps.

S. R. B. C., *ibid.* Ord. 1667, *eod. loco,* art. 2. S. R. B. C., ch. 47, sec. 2, § 2.

2273. Il y a encore lieu à la contrainte par corps pour mépris de tout ordre ou injonction d'un tribunal, ou pour résistance à tel ordre ou injonction, et pour tout acte tendant à éluder l'ordre ou le jugement d'un tribunal, en prévenant ou empêchant la saisie ou la vente des biens en exécution de tel jugement.

S. R. B. C., *ibid.*

2274. Tout débiteur incarcéré ou obligé à fournir cautionnement sur jugement pour une somme de quatre-vingts piastres ou plus est tenu de faire un état sous serment et une déclaration de cession de tous ses biens pour le bénéfice de ses créanciers, suivant les dispositions et sous la peine d'emprisonnement en certains cas portés dans le chapitre 87 des Statuts Refondus pour le Bas-Canada, et en la manière et forme prescrites au Code de Procédure Civile.

Ibid., ss. 12, 13.

2275. Lorsque cet état et cette déclaration de cession de biens sont faits sans fraude de la manière spécifiée en l'article qui précède, le débiteur est exempt de toute arrestation ou emprisonnement à raison de toute

cause d'action antérieure à la production de cet état et de cette déclaration, à moins que ce débiteur ne soit détenu et emprisonné pour quelque dette de la nature de celles indiquées dans les articles 2272 et 2273.

Ibid., s. 13, § 3 ; s. 16, § 1, 2.

2276. Les prêtres, ou ministres de quelque dénomination que ce soit, les septuagénaires et les femmes, ne peuvent être arrêtés ou incarcérés pour dettes ou autre cause d'action civile, à moins qu'ils ne tombent dans quelqu'un des cas énumérés dans les articles 2272 et 2273.

S. R. B. C., c. 87, s. 7.

2277. L'arrestation et l'emprisonnement des débiteurs par bref de *capias ad respondendum* se fait suivant les dispositions contenues dans l'acte auquel renvoie l'article 2274, et dans le Code de Procédure Civile.

S. R. B. C., c. 87, ss. 1, 2, 9.

LIVRE QUATRIÈME.

LOIS COMMERCIALES.

DISPOSITION GÉNÉRALE.

2278. Les principales règles applicables aux affaires commerciales qui ne sont pas contenues dans le présent livre, sont énoncées dans les livres qui précèdent et nommément dans les titres du troisième livre: *Des Obligations; De la Vente; Du Louage; Du Mandat; Du Nantissement; De la Société; et De la Prescription.*

TITRE PREMIER.

DES LETTRES DE CHANGE, BILLETS ET CHÈQUES OU MANDATS A ORDRE.

CHAPITRE PREMIER.

DES LETTRES DE CHANGE.

SECTION I.

DE LA NATURE ET DE L'ESSENCE DES LETTRES DE CHANGE.

2279. La lettre de change est un ordre écrit par une personne à une autre pour le paiement d'une somme de deniers absolument et à tout événement.

Pothier, *Change*, No. 3. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 330 et suiv. Smith, *Merc. Law*, 207, 208, 209. Bayley, *Bills*, p. 1. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 52, 53. 3 Kent, *Com.*, p. 74. Coté vs. Lemieux, 9 Décis. des Tribunaux, p. 221.

2280. Il est de l'essence de la lettre de change:

Qu'elle soit par écrit et qu'elle contienne la signature ou le nom du tireur;

Qu'elle soit seulement pour le paiement d'une somme d'argent spécifiée ;

Qu'elle soit payable à tout événement et sans condition.

Suprà, art. 2279.

2281. Les parties à une lettre de change, au temps où elle est faite, sont le tireur et le preneur.

Celui sur qui elle est tirée y devient partie par l'acceptation et se nomme alors l'accepteur.

Les endosseurs, les donneurs d'aval, la personne priée de payer au besoin et qui accepte, les accepteurs sur protêt et les porteurs y deviennent aussi parties.

Domat, liv. 1, ch. 16, sec. 4. Pothier, *Change*, Nos. 17 à 26. 1 Nouguier, *Lettres de change*, pp. 148, 149. Bayley, *Bills*, ch. 1, § 2 et suiv. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 35, 36, 254, 255.

2282. Une lettre de change peut être faite payable à une personne y dénommée ou autrement indiquée d'une manière suffisante, ou à telle personne ou à son ordre, ou à l'ordre du tireur, ou au porteur.

Si le nom de celui à qui elle doit être payée est laissé en blanc, le porteur légal peut remplir ce blanc.

Pothier, *Change*, Nos. 31, 223, 224. 1 Savary, *Parf. Nég.*, p. 201. 1 Nouguier, *ib.* Roscoe, *Bills*, pp. 2 et 22. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 54 à 57. S. R. B. C., c. 64, s. 3. *Contrà*, Ord. 1673, tit. 5, art. 1. C. Com., 110.

2283. Si la lettre de change ne porte aucun terme de paiement, elle est réputée payable à demande; si aucun lieu n'y est indiqué, elle est payable généralement.

S. R. B. C., *ib.*, s. 9. S. R. C., c. 57, s. 4.

2284. La lettre de change pour l'étranger est ordinairement faite à plusieurs exemplaires que le tireur doit livrer au preneur.

Pothier, *Change*, Nos. 37, 130. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 342. 1 Chitty and Hulme, p. 3. Bayley, *Bills*, p. 30. Story, *Bills*, No. 66. C. Com., 110.

2285. Lorsque la lettre de change contient les mots *valeur reçue*, il est présumé qu'une valeur correspondante a été reçue sur la livraison de la lettre et sur les endossements qui s'y trouvent. L'omission de ces termes n'invalide pas la lettre de change.

Pothier, *Change*, No. 34. Ord. 1673, tit. 5, art. 1. S. R. B. C., *ib.*, s. 4. Duchesnay vs. Evarts, 2 *Rev. de Lé-*

gislation, p. 31. Hart vs. Macpherson, cité par M. Girouard, *Lettres de change*, p. 66. Larocque et al. vs. Franklin Bank, 8 Décis. des Trib. B. C., p. 328. Bayley, *Bills*, ch. 1, § 14, p. 40. Story, *Bills of Ex.*, No. 63. Code Civil B. C., art. 989. C. Com., 110, 137.

SECTION II.

DE LA NÉGOCIATION DES LETTRES DE CHANGE.

2286. La lettre de change payable à ordre peut être transportée au moyen d'un endossement qui peut être au long ou en blanc. Lorsqu'elle est endossée en blanc, elle devient négociable par la simple délivrance. La lettre payable au porteur est transportée par la simple délivrance, avec ou sans endossement.

S. R. B. C., *ib.*, s. 3.

2287. Le transport d'une lettre de change par endossement peut se faire avant ou après sa maturité. Dans le premier cas, le porteur acquiert un titre parfait exempt de toutes obligations ou objections qui auraient pu être opposées lorsqu'elle était entre les mains de l'endosseur; dans le second cas, la lettre est sujette à telles obligations et objections, de même que si elle était entre les mains du porteur précédent.

Pothier, *Change*, No. 141. 2 Pardessus, *Droit Com.*, 352. Story, *Bills of Ex.*, No. 220. Bayley, *Bills*, pp. 162, 163. Wood et al. vs. Shaw, 3. *L. C. Jurist*, p. 175.

2288. L'endossement peut être restreint, modifié, ou conditionnel, et les droits du porteur, sous tel endossement, sont réglés en conséquence.

Mais aucun endossement autre que celui de la personne en faveur de qui la lettre est tirée, ne peut empêcher qu'elle soit négociable.

Bayley, *Bills*, p. 126. Story, *Bills of Ex.*, No. 217. 3 Kent, *Com.*, p. 90. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 348. Chitty and Hulme, p. 17.

2289. Le porteur peut à son choix canceller le dernier endossement, quoique au long, et tous les endossements en blanc antérieurs faits à la suite de celui du preneur.

Roscoe, *Bills*, p. 285. 3 Kent, *Com.*, p. 89. Story, *Bills*, No. 208.

SECTION III.

DE L'ACCEPTATION.

2290. La lettre de change, payable à vue ou à un certain terme après vue ou demande, doit être présentée pour acceptation.

La présentation est faite par le porteur ou en son nom au tiré ou à son représentant, à son domicile ou lieu d'affaires, ou, si le tiré est décédé ou ne peut être trouvé et n'a personne pour le représenter, la présentation se fait à son dernier domicile ou lieu d'affaires connu.

S'il y a aussi un tiré *au besoin*, la présentation doit lui être faite de la même manière.

Pothier, *Change*, Nos 137, 146. 1 Nouguier, p. 220, No. 3. 2 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 358, 362, 381. Bayley, *Bills*, pp. 244, 245. Story, *Bills*, Nos. 228, 229, 235, 254. Chitty, *Bills*, p. 301 (8e éd.) S. R. B. C., c. 64, s. 15, § 2. C. Com., 173. Code Civil B. C., art. 2308.

2291. Lorsque la présentation pour acceptation est nécessaire, elle doit être faite sous un délai raisonnable à compter de la date de la lettre, conformément à l'usage du commerce et sujet au jugement discrétionnaire du juge.

Pothier, *Change*, No. 143. Story, *Bills of Ex.*, No. 231.

2292. L'acceptation doit être par écrit sur la lettre de change ou sur un des exemplaires.

S. R. B. C., c. 64, s. 5.

2293. L'acceptation doit être absolue et sans condition; mais si le porteur consent à une acceptation conditionnelle ou restrictive, l'accepteur y est tenu.

Pothier, *Change*, Nos. 47 à 49. Ord. 1673, tit. 5, art. 2. 2 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 370, 372. Bayley, *Bills*, 201, 202. Story, *Bills of Ex.*, No. 240.

2294. L'effet de l'acceptation est d'obliger l'accepteur à payer la lettre de change au porteur, suivant sa teneur.

L'acceptation comporte l'admission de la signature du tireur, qui ne peut ensuite être niée par l'accepteur, à l'encontre du porteur de bonne foi.

Pothier, *Change*, Nos. 44, 115, 117. Heineccius, *de Camb.*, ch. 6, § 5. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 376.

Story, *Bills of Ex.*, Nos. 113, 261, 262. Bayley, *Bills*, pp. 318, 319.

2295. Lorsqu'une lettre de change a été acceptée et remise au porteur, l'acceptation ne peut plus être cancellée que du consentement de toutes les parties dont elle porte les noms.

Pothier, *Change*, No. 44. 1 Savary, *Parf. Nég.*, p. 840. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 377. Bayley, *Bills*, pp. 208 et suiv. 3 Kent, *Com.*, p. 85.

2296. Lorsque la lettre de change a été protestée faute d'acceptation ou de paiement, elle peut, du consentement du porteur, être acceptée par un tiers pour l'honneur de ceux qui y sont concernés, ou de quelques-uns d'eux. Cette acceptation ne profite qu'aux parties dont les signatures suivent celle de la personne pour l'honneur de laquelle l'acceptation a lieu.

Pothier, *Change*, Nos. 113, 114, 170, 171. Jousse, Ord. 1673, tit. 5, art. 3, p. 75. 2 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 383, 388. Bayley, *Bills*, pp. 176 à 180. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 121, 122, 123, 125. 3 Kent, *Com.*, p. 87. C. Com., 126.

2297. L'accepteur sur protêt est tenu de donner sans délai avis de son acceptation à celui pour l'honneur duquel il accepte et à toutes les parties sur la lettre qui peuvent être tenues à son égard.

Pothier, *Change*, Nos. 113, 114. Jousse, Ord. 1673, tit. 5, art. 3, pp. 75, 76. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 386. Bayley, *Bills*, pp. 179, 180. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 124, 256. C. Com., 127.

SECTION IV.

DE LA NOTE ET DU PROTÊT FAUTE D'ACCEPTATION.

2298. Dans tous les cas de refus d'acceptation d'une lettre de change par le tiré, elle peut de suite être protestée faute d'acceptation; et après qu'avis du protêt a été donné aux parties à la lettre qui en sont tenues, le paiement peut en être exigé immédiatement de telles parties de même que si la lettre fût venue à maturité et eût été protestée faute de paiement.

Le porteur n'est pas tenu de présenter ensuite la lettre

pour paiement ; ou si elle est présentée, il n'est pas tenu de donner avis du défaut de paiement.

S. R. B. C., c. 64, s. 10.

2299. Le porteur de la lettre de change, au lieu de protester faute d'acceptation, peut, à son choix, la faire noter seulement faute d'acceptation, par un notaire dûment qualifié ; cette note doit être faite au bas de la lettre de change ou endossée sur une copie que le notaire instrumentant fait de la lettre et met au nombre de ses minutes.

S. R. B. C., c. 64, s. 12.

2300. Lorsqu'une lettre notée faute d'acceptation, suivant les dispositions de l'article précédent, est ensuite protestée faute de paiement, il n'est pas nécessaire d'en rédiger au long le protêt faute d'acceptation ; mais mention doit être faite dans le protêt faute de paiement que la lettre a été notée, avec la date de cette note et le nom du notaire qui l'a faite.

S. R. B. C., c. 64, s. 12.

2301. Sur la lettre de change notée ou protestée faute d'acceptation, les mots " notée faute d'acceptation," ou " protestée faute d'acceptation," suivant le cas, ensemble la date de la note ou du protêt et les frais, doivent être écrits ou imprimés par le notaire instrumentant ; et il doit y apposer son nom ou ses initiales comme tel notaire.

S. R. B. C., c. 64, s. 12.

2302. Lorsque la lettre est notée faute d'acceptation, le porteur pour tenir responsables les parties sur la lettre n'est pas tenu d'en donner avis. Mais lorsque la lettre notée est ensuite protestée faute de paiement, l'avis de tel protêt doit contenir aussi avis de la note qui en a été faite préalablement faute d'acceptation.

S. R. B. C., c. 64, s. 20.

2303. La note et le protêt des lettres de change faute d'acceptation sont faits et l'avis en est donné par le ministère d'un seul notaire et sans l'assistance de témoins, en la manière et suivant les formes prescrites dans l'acte intitulé : *Acte concernant les lettres de change et les billets.*

Ib., ss. 11, 22. Code Civil B. C., art. 1209.

2304. S'il n'y a pas de notaire sur les lieux, ou s'il

est incapable ou refuse d'agir, tout juge de paix dans le Bas-Canada peut noter la lettre de change, en faire le protêt et en donner avis de la même manière ; et ses actes à cet égard ont le même effet que s'ils étaient faits par un notaire ; mais le juge de paix doit énoncer, dans le protêt, la raison pour laquelle tel acte n'a pu être fait par le ministère d'un notaire.

S. R. B. C., c. 64, s. 24.

2305. Un double du protêt et de l'avis avec le certificat de la signification, ainsi que toutes copie[illegible] en sont attestées sous la signature du notaire ou [illegible] juge de paix, suivant le cas, sont une preuve *primâ facie* de la vérité des allégations y contenues.

Ib., ss. 14, 24. S. R. C., c. 57, s. 6.

SECTION V.

DU PAIEMENT.

2306. Toute lettre de change doit être présentée par le porteur ou de sa part au tiré ou accepteur pour paiement dans l'après-midi du troisième jour après son échéance, ou sa présentation pour acceptation, si elle est faite à vue, à moins que ce troisième jour ne soit férié, auquel cas le jour juridique suivant est l[illegible]ernier jour de grâce. Si la lettre est payable à une [illegible]e, la présentation peut y être faite soit pendant ou a[illegible]es les heures ordinaires de la banque.

Si la letttre n'a pas été acceptée et qu'elle contienne indication d'un tiré *au besoin*, la présentation lui doit être faite de la même manière.

Ib., ss. 6. 15, 32. S. R. C., c. 57, s. 5. Pothier, *Change*, No. 137. Chitty, *Bills*, (8e *Ed.*), pp. 187, 188, 262. Story, *Bills*, No. 65. 3 Kent, *Com.*, p. 88. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 341.

2307. Si la lettre de change est payable en un lieu indiqué soit dans le corps de la lettre ou par une acceptation modifiée, la présentation doit se faire en ce lieu.

S. R. B. C., *ib.*, ss. 9, 15. S. R. C., *ib.*, s. 4.

2308. Si la lettre de change est payable généralement, la présentation doit s'en faire au tiré ou à l'accepteur personnellement, ou à sa résidence, ou à son lieu ordinaire d'affaires ; ou si, à raison de son absence ou de

ce qu'il n'a pas de résidence, bureau ou lieu d'affaires connu, ou que par suite de son décès la présentation ne puisse être faite tel que ci-dessus, elle peut l'être à son dernier domicile, bureau, ou lieu d'affaires connu dans la localité où l'acceptation a eu lieu ; et s'il n'y a pas eu d'acceptation, dans la localité d'où la lettre est datée.

S. R. B. C., *ib.*, s. 2.

2309. Si la lettre de change payable généralement est acceptée avant, et devient due après la nomination dûment publiée d'un syndic aux biens de l'accepteur, dans le cas de faillite, elle peut être présentée pour paiement au failli ou au syndic, soit personnellement ou au domicile, bureau ou lieu ordinaire d'affaires de l'un d'eux.

S. R. B. C., *ib.*, s. 18.

2310. L'accepteur, le tireur et les endosseurs d'une lettre de change sont tenus conjointement et solidairement au paiement envers le porteur.

La responsabilité du tireur et des endosseurs, ainsi que des accepteurs sur protêt, est sujette aux règles relatives au protêt et avis contenues en ce titre.

Pothier, *Change*, Nos. 58, 79, 117. Story, *Bills of Ex.*, 107, 108, 113 à 118, et les autorités citées par lui. C. Com., 140.

2311. Le tiers qui garantit par un aval la lettre de change est tenu de la même manière et dans la même mesure que la personne pour laquelle il se porte ainsi garant.

Les diligences pratiquées à l'encontre de son principal l'obligent également, et il n'a pas droit à un avis du protêt séparément de son principal.

Pothier, *Change*, Nos. 50, 122, 123. 1 Savary, *Parf. Nég.*, p. 205 ; vol. 2, p. 94. 2 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 394, 396, 397. Jousse, *Ord.* 1673, art. 33, pp. 131, 132. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 372, 393-5, 454-6. Story, *Prom. Notes*, Nos. 460, 484. 1 Bell, *Com.*, 376. C. Com., 141, 142. Marrett vs. Lynch, 9 Décisions des Tribunaux B. C., 353. 10 *Louis. Rep.* (O. S.), p. 374.

2312. L'obligation de l'accepteur de payer la lettre de change est principale et sans condition, et le paiement légal qu'il en fait acquitte la lettre à l'égard de toutes les parties, à moins qu'il n'ait accepté pour l'hon-

neur, auquel cas il est subrogé au lieu de la partie pour l'honneur de laquelle il a accepté, et a également son recours contre elle.

La règle ci-dessus est sans préjudice aux droits d'un accepteur contre la partie pour la convenance de laquelle il a accepté.

2 Nouguier, pp. 342, 343. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 256, 257, 410, 420, 422. Code Civil B. C., art. 2310.

2313. Le paiement par le tireur d'une lettre de change non acceptée l'acquitte d'une manière finale. Lorsqu'elle est acceptée, il a son recours contre l'accepteur, à moins que l'acceptation n'ait été que pour sa convenance.

Suprà, art. 2310. 2 Nouguier, p. 350. Story, *Bills of Ex.*, No. 422.

2314. Le paiement par un endosseur lui donne droit de recouvrer le montant de l'accepteur, du tireur et de tous les endosseurs antérieurs, sauf les droits de celui qui a accepté pour la convenance de l'endosseur.

Mêmes autorités.

2315. Le paiement d'une lettre de change doit être fait sur l'exemplaire de la série qui porte la signature de celui qui paie, et cet exemplaire doit lui être remis; autrement, il n'est pas déchargé de son obligation envers les porteurs de bonne foi de cet exemplaire de la lettre.

C. Com., 145, 147.

2316. Le paiement d'une lettre de change perdue peut être réclamé, en par le propriétaire faisant une preuve légale de telle perte; et, si la lettre est négociable, en donnant caution à la partie tenue au paiement suivant la discrétion du tribunal.

Jousse, *Ord.* 1673, tit. 5, arts. 18, 19, p. 111. 2 Bornier, p. 591. Smith, *Merc. Law*, pp. 285, 286. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 447 et suiv. Do., *Prom. Notes*, Nos. 106 et suiv. Code Civil B. C., art. 1233. C. Com., 150, 151, 152, 153.

2317. La lettre de change peut être payée après protêt par un tiers, pour l'honneur de quelqu'une des parties y concernées, et celui qui paie ainsi a son recours contre la partie pour laquelle il paie et contre tous autres qui sont tenus à son égard sur la lettre.

Si la personne qui paie ne déclare pas pour l'honneur

de qui elle le fait, elle a son recours contre toutes les parties sur la lettre.

Pothier, *Change*, Nos. 170, 171. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 405. 1 Bell, *Com.*, pp. 312, 334. Code Civil B. C., art. 1141. C. Com., 158, 159.

2318. Le paiement doit comprendre le montant entier de la lettre de change avec intérêt depuis le dernier jour de grâce et tous les frais de note, de protêt et d'avis encourus légalement, et les dommages dans les cas ci-après mentionnés.

S. R. B. C., c. 64, ss. 7, 21.

SECTION VI.

DU PROTÊT FAUTE DE PAIEMENT.

2319. Après la présentation pour paiement, tel que réglé en la section cinquième de ce titre, la lettre de change, si elle n'est pas payée, est protestée faute de paiement dans l'après-midi du dernier jour de grâce.

Le protêt est censé avoir été fait dans l'après-midi du jour qu'il est daté, à moins qu'il n'énonce le contraire.

Code Civil B. C.; arts. 2306, 2307, 2308, 2309. S. R. B. C., c. 64, § 2; s. 17, § 2.

2320. Le protêt faute de paiement est fait par le ministère des mêmes personnes et en la même manière et forme que le protêt faute d'acceptation, et est sujet aux mêmes règles en ce qui concerne la preuve.

Si la lettre de change a été notée faute d'acceptation, mention en doit être faite dans le protêt faute de paiement, ainsi qu'il est porté en l'article 2300.

Code Civil B. C., arts. 2302, 2303, 2304. S. R. B. C., c. 64, ss. 11, 14, 20, 22.

2321. Les lettres de change tirées de l'étranger sur quelque personne dans le Bas-Canada, ou qui y sont payables ou acceptées, sont soumises, en ce qui concerne les parties qui y résident et sont tenues au paiement de telles lettres de change, aux règles exposées dans ce titre quant aux jours de grâce, à la note et au protêt faute d'acceptation ou faute de paiement, aux avis et signification de protêt, et aussi quant à la commission et aux intérêts.

S. R. B. C., c. 64, s. 25.

2322. En l'absence de protêt faute de paiement conformément aux articles de cette section et de l'avis de protêt tel que prescrit dans la section ci-après, les parties à la lettre de change, autres que l'accepteur, sont libérées, sauf néanmoins les exceptions contenues dans les articles qui suivent.

S. R. B. C., c. 64, s. 16, § 2.

2323. Le tireur ne peut se prévaloir de l'absence de protêt ou d'avis à moins qu'il ne prouve qu'il avait fait la provision requise pour payer la lettre de change.

The Bank of Montreal vs. Knapp *et al.*, 1 Décis. des Trib. B. C., pp. 252 et suiv. C. Com., 115, 116, 117.

2324. Il y a dispense du protêt et de l'avis s'ils sont devenus impossibles par un accident inévitable ou force majeure. Toute partie à la lettre peut, autant que ses droits y sont concernés, renoncer à se prévaloir de l'absence du protêt et de l'avis.

Pothier, *Change*, No. 144. 2 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 426, 434, 435. Bécane, *Droit Com.*, p. 99, note. Bayley, *Bills*, pp. 294, 295, (5e éd.) 3 Kent, *Com.*, p. 113. Story, *Bills of Ex.*, No. 327.

2325. La perte de la lettre de change, la mort ou la faillite du tireur ou de la partie qui y a droit, ne peuvent dispenser du protêt et de l'avis.

Pothier, *Change*, Nos. 145, 146. Byles, *Bills*, No. 193. Story, *Bills of Ex.*, No. 326.

SECTION VII.

DE L'AVIS DU PROTÊT.

2326. Avis du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement est donné à la réquisition du porteur ou de toute autre partie obligée sur la lettre de change, et qui en a reçu avis, et qui, en payant, a droit d'en recouvrer le montant de quelqu'une des parties.

Pothier, *Change*, No. 153. Bayley, *Bills*, p. 270, note, 147, (6e éd.) 1 Bell, *Com.*, p. 330, No. 259. Story, *Bills of Ex.*, Nos. 291, 303, 304, 388.

2327. L'avis est donné par le notaire ou le juge de paix qui a fait le protêt, et cet avis et le certificat de signification sont rédigés en la forme prescrite par l'acte

intitulé : *Acte concernant les lettres de change et les billets.*

S. R. B. C., c. 64, *ib.*, s. 22. Code Civil B. C., arts. 2303, 2304.

2328. L'avis est donné à la partie qui y a droit, soit personnellement, soit à sa résidence, bureau ou lieu ordinaire d'affaires, et au cas de son décès ou absence, à sa dernière résidence ou à son dernier bureau ou lieu d'affaires ; ou bien l'avis adressé à telle partie peut être déposé au bureau de poste le plus proche de sa présente ou dernière résidence, bureau ou lieu d'affaires, comme dit est plus haut, suivant le cas ; les frais de poste étant payés d'avance.

S. R. B. C., *ib.*, s. 13.

2329. Dans le cas de faillite, l'avis peut être donné tel que réglé dans l'article qui précède, ou au syndic à la faillite, pourvu que la lettre ait été tirée ou endossée par le failli avant la cession ou la saisie en liquidation forcée.

Ibid., § 2.

2330. La signification de l'avis du protêt faute d'acceptation ou faute de paiement peut être faite dans les trois jours qui suivent celui auquel la lettre de change a été protestée.

Ibid., s. 19.

2331. La partie notifiée est tenue elle-même de donner, sous un délai raisonnable, avis aux parties sur la lettre de change, autres que l'accepteur qu'elle entend en tenir responsables.

Pothier, *Change*, Nos. 148 à 153. Chitty, *Bills*, pp. 520, 521 (8e éd.) 3 Kent, *Com.*, pp. 108, 109. Story, *Bills of Ex.*, No. 384. C. Com., 164.

SECTION VIII.

DES INTÉRÊTS, DE LA COMMISSION ET DES DOMMAGES.

2332. Le montant d'intérêt qui peut être légalement payé sur le principal d'une lettre de change comme escompte, peut être pris au temps où elle est escomptée.

S. R. B. C., c. 64, s. 26.

2333. Toute personne qui escompte ou reçoit une lettre de change payable dans le Bas-Canada à quelque

distance du lieu où elle est escomptée ou reçue, peut prendre ou réclamer, outre les intérêts, une commission suffisante pour couvrir les frais d'agence et de change à encourir en opérant la recette de la lettre. Cette commission ne peut en aucun cas excéder un pour cent sur le montant de la lettre de change.

Cet article ne s'applique pas aux banques, qui sont soumises aux dispositions contenues en l'article qui suit.

Ibid., s. 27. S. R. C., c. 58, ss. 4, 5, 7.

2334. Les banques en cette province qui escomptent des lettres de change peuvent recevoir, pour couvrir les frais inhérents à la recette, une commission sur le montant de la lettre suivant les taux et en la manière prescrite dans l'acte intitulé : *Acte concernant l'intérêt.*

S. R. C., c. 58, ss. 5, 7; c. 55, s. 110.

2335. Les lettres de change entachées d'usure ne sont pas nulles entre les mains d'un porteur de bonne foi qui en a donné la valeur.

S. R. B. C., c. 64, s. 28.

2336. Les lettres de change tirées, veudues ou négociées dans le Bas-Canada, et qui y reviennent sous protêt faute de paiement, sont soumises à dix pour cent de dommages, lorsqu'elles sont tirées sur quelque personne en Europe, aux Indes Occidentales, et dans toute partie de l'Amérique en dehors du territoire des Etats-Unis ou de l'Amérique du Nord Britannique.

Lorsqu'elles sont tirées sur quelque personne dans le Haut-Canada, ou dans quelque autre colonie de l'Amérique du Nord Britannique ou dans les Etats-Unis, et qu'elles reviennent comme il est dit plus haut, elles sont soumises à quatre pour cent de dommages.

Avec intérêt dans les deux cas à raison de six pour cent à compter de la date du protêt.

S. R. B. C., *ibid.*, s. 1.

2337. Le montant des dommages et les intérêts spécifiés dans l'article qui précède, sont remboursés au porteur de la lettre au cours du change au jour que le protêt est présenté et le remboursement demandé, le porteur ayant droit de recouvrer une somme suffisante pour acheter une autre lettre de change sur le même lieu, à même terme et pour le même montant, avec ensemble

les dommages et les intérêts et tous les frais de note, de protêt et de poste.

Ibid, § 2.

2338. Lorsqu'avis du protêt d'une lettre retournée faute de paiement est donné par le porteur à une partie qui n'est obligée que secondairement, soit en personne, ou par un écrit laissé à une personne raisonnable à son comptoir ou à sa résidence, et qu'ils diffèrent quant au taux du change, le porteur et la partie notifiée nomment chacun un arbitre pour le fixer ; et au cas de désaccord ces arbitres en nomment un troisième, et la décision de deux d'entre eux donnée par écrit au porteur de la lettre est finale quant au taux du change et règle la somme qui doit être payée en conséquence.

Ibid., s. 2.

2339. Si le porteur ou la partie notifiée, ainsi qu'il est prescrit en l'article précédent, ne nomme pas son arbitre dans les quarante-huit heures après qu'il en a été requis, la décision du seul arbitre nommé par l'autre partie est finale.

Ibid., § 2.

SECTION IX.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2340. Dans toute matière relative aux lettres de change pour laquelle il ne se trouve pas de disposition dans ce code, on doit avoir recours aux lois d'Angleterre qui étaient en force le trente de mai mil huit cent quarante-neuf.

Ibid., s. 30.

2341. Dans l'enquête des faits sur actions ou poursuites pour le recouvrement de lettres de change tirées ou endossées par des commerçants ou autres, on doit avoir recours aux lois d'Angleterre qui étaient en force à l'époque mentionnée dans l'article qui précède, sans que l'on doive ou puisse faire une preuve additionnelle ou différente à raison de ce que quelqu'une des parties sur la lettre de change n'est pas commerçante.

Ibid., § 2. Code Civil B. C., *Obl.*, c. 9, s. 6.

2342. Dans les actions ou poursuites mentionnées dans l'article qui précède, les parties peuvent être exami-

nées sous serment, ainsi qu'il est pourvu au titre: *Des Obligations.*

Ibid., § 3.

2343. Les règles quant à la prescription des lettres de change sont contenues dans le titre: *De la Prescription.*

Code Civil B.-C., art. 2260.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DES BILLETS PROMISSOIRES.

2344. Un billet promissoire est une promesse par écrit pour le paiement d'une somme d'argent à tout événement et sans condition. Il doit contenir la signature ou le nom du faiseur et être fait seulement pour le paiement d'une somme d'argent déterminée. Il peut être rédigé dans aucune forme compatible avec les règles qui précèdent.

Pothier, *Change*, No. 216. 2 Pardessus, *Droit Com.*, No. 478. Bayley, *Bills*, p. 1. Story, *Prom. Notes*, No. 1. Code Civil B. C., art. 2279.

2345. Les parties à un billet promissoire au temps où il est fait sont le faiseur et le preneur. Le faiseur est soumis aux mêmes obligations que l'accepteur d'une lettre de change.

Bayley, *Bills*, p. 169. Story, *Prom. Notes*, No. 4. S. R. B. C., ch. 64.

2346. Les dispositions relatives aux lettres de change contenues dans ce titre s'appliquent aux billets promissoires quant aux matières suivantes, savoir:

1. L'indication du preneur;
2. Le temps et le lieu du paiement;
3. L'expression de la valeur;
4. La responsabilité des parties;
5. La négociation par endossement ou par délivrance;
6. La présentation et le paiement;
7. Le protêt faute de paiement et l'avis;
8. L'intérêt, la commission et l'usure;
9. La loi et la preuve applicables;
10. La prescription.

2347. Les parties obligées sur un billet promissoire

fait payable à demande n'ont pas droit aux jours de grâce pour en effectuer le paiement.

S. R. B. C., *ib.*, s. 6, ¿ 2.

2348. L'émission, la circulation et le paiement des billets de banque sont réglés par les dispositions d'un statut intitulé : *Acte concernant les banques et le libre commerce des banques*, et par les actes particuliers incorporant les banques respectivement.

S. R. C., c. 55.

CHAPITRE TROISIÈME.

DES CHÈQUES OU MANDATS A ORDRE.

2349. Le *chèque* ou mandat à ordre est un ordre par écrit sur une banque ou un banquier pour le paiement d'une somme d'argent. Il peut être fait payable à une personne en particulier, ou à ordre, ou au porteur, et est négociable de la même manière qu'une lettre de change et un billet promissoire.

Chitty, *Bills*, p. 545 (8e éd.) Chitty and Hulme, p. 24. Roscoe, *Bills*, p. 9. 2 Pardessus, *Droit Com.*, 464 à 467. Story, *Prom. Notes*, Nos. 488, 490, 491.

2350. Le *chèque* est payable sur présentation sans jours de grâce.

Autorités à l'art. 2349.

2351. Le porteur d'un *chèque* n'est pas tenu d'en faire la présentation à part de la demande de paiement ; néanmoins, si le *chèque* est accepté, le porteur a l'action directe contre la banque ou le banquier, sans préjudice à son recours contre le tireur, soit sur le *chèque* même, ou sur la dette pour laquelle il a été reçu.

Pothier, *Change*, Nos. 230, 232. Story, *Prom. Notes*, No. 494*a*.

2352. Si le *chèque* n'est pas présenté pour paiement sous un délai raisonnable et que la banque tombe en faillite dans l'intervalle entre la réception et la présentation, le tireur ou l'endosseur est déchargé jusqu'à concurrence de ce qu'il en souffre.

Pothier, *Change*, No. 229. Chitty and Hulme, pp. 32, 48. Story, *Prom. Notes*, Nos. 493, 498. 3 Kent, *Com.*, p. 104, *note d*. Code Civil B.-C., art. 2223.

2353. Sans préjudice aux dispositions contenues

dans l'article qui précède, le porteur d'un *chèque* qui l'a reçu du tireur peut, sur refus de paiement par la banque ou le banquier, le renvoyer au tireur sous un délai raisonnable, et recouvrer de lui la dette pour laquelle le *chèque* a été donné; ou bien il peut garder le *chèque* et en poursuivre le recouvrement sans protêt.

Si le *chèque* a été reçu d'un autre que le tireur, le porteur peut également le renvoyer à la personne qui le lui a donné; ou bien il peut en poursuivre le recouvrement contre les personnes dont il porte les noms, comme dans le cas d'une lettre de change à l'intérieur.

Pothier, *Change*, No. 229. 1 Savary, pp. 238, 244; *ib.*, 2d *vol.*, 166, 169, 715, 719, 745, 748. Story, *Prom. Notes*, No. 498.

2354. En l'absence de dispositions spéciales dans cette section, les *chèques* sont soumis aux règles relatives aux lettres de change à l'intérieur, en autant que l'application en est compatible avec l'usage du commerce.

1 Chitty and Hulme, p. 24. Roscoe, *Bills*, p. 9. Smith, *Mer. Law*, p. 206. 3 Kent, *Com.*, pp. 75, 77. Story, *Prom. Notes*, Nos. 488, 489.

TITRE DEUXIÈME.

DES BATIMENTS MARCHANDS.

2355. L'acte du Parlement Impérial intitulé: *The Merchant Shipping Act*, 1854, contient les lois relatives aux bâtiments anglais dans le Bas-Canada quant aux matières auxquelles il est pourvu par cet acte et en autant que les dispositions y sont déclarées applicables.

Stat. Imp. 17 et 18 Vic., c. 104.

CHAPITRE PREMIER.

DE L'ENREGISTREMENT DES BATIMENTS.

2356. Les bâtiments anglais doivent être enregistrés de la manière et d'après les règles et formalités prescrites dans l'acte mentionné en l'article qui précède.

Les bâtiments de moins de quinze tonneaux et ceux de moins de trente tonneaux de port, employés respectivement à certaine navigation particulière ou dans le com-

merce de cabotage, tel que spécifié dans l'acte ci-dessus mentionné, ne sont pas assujettis à l'enregistrement.

The Merchant Shipping Act, 1854, part. 2, ss. 17, 19, §§ 2, 3. Abbott, part. 1, ch. 2.

2357. Toute personne qui réclame la propriété d'un bâtiment du port de plus de quinze tonneaux naviguant à l'intérieur de cette province et non enregistré comme bâtiment anglais, doit faire enregistrer son droit de propriété et en obtenir un certificat de l'officier autorisé à l'accorder ; le tout de la manière et suivant les règles et les formalités prescrites par l'acte intitulé : *Acte concernant l'enregistrement des vaisseaux naviguant à l'intérieur.*

S. R. C., ch. 41, ss. 1, 2, 3, 4, 5, 6.

2358. Les règles spéciales relatives au jaugeage des bâtiments de l'espèce mentionnée en l'article précédent, au certificat du constructeur, au changement de maîtres, à celui du nom de tels bâtiments, à l'octroi des certificats de propriété et à l'endossement de ces certificats, et celle relative aux pouvoirs et aux devoirs des percepteurs et autres officiers à l'égard de cette matière, sont contenues dans l'acte auquel il est ci-dessus en dernier lieu renvoyé.

Ibid., ss. 7, 8, 9, 10, 11, 12, 19, 20, 21, 22, 28.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DU TRANSPORT DES BATIMENTS ENREGISTRÉS.

2359. Le transport d'un bâtiment anglais enregistré ne peut se faire que par un bordereau de vente fait en présence d'un témoin ou plus, et contenant l'exposé prescrit par l'acte du parlement impérial intitulé : *The Merchant Shipping* Act, 1854, et entré au livre d'enregistrement de propriété, tel que pourvu par cet acte. Les règles concernant les personnes habiles à faire et à recevoir tels transports, ainsi que celles relatives à l'enregistrement et au certificat de propriété et à la priorité des droits, sont contenues dans le même acte.

Stat. Imp. 17 et 18 Vic., c. 104, s. 81, Nos. 10, 11. Smith, *Merc. Law*, (*6e édit.*), 30, 193-4. Abbott, *on Shipping*, pp. 57, 58.

2360. Le transport entre sujets anglais de bâtiments coloniaux naviguant à l'intérieur de cette province et

enregistrés, mais non comme bâtiments anglais, ne peu se faire que par un bordereau de vente ou autre écri contenant les énonciations spécifiées dans l'acte provin cial intitulé : *Acte concernant l'enregistrement des vais seaux naviguant à l'intérieur*, et enregistré dans le regis tre de propriété, tel que pourvu par cet acte.

S R. C., c. 41, ss. 13, 16.

2361. Le transport des bâtiments ou vaisseau décrits dans les deux articles précédents qui n'est pa fait et enrégistré de la manière respectivement prescrite ne transmet à l'acquéreur aucun titre ou intérêt dans l bâtiment ou vaisseau qui en est l'objet.

Stat. Imp., *loc. cit.*, s. 43. S. R. C., *loc. cit.* Smith *Merc. Law*, *loc. cit.*, p. 33. Abbott, *on Shipping*, *lo cit.*

2362. Il ne peut être enregistré de transport d'un fraction d'une des soixante-et-quatre parts dans lesque les les bâtiments enregistrés sont divisés en vertu de l loi ; et il ne peut non plus être enregistré, par suite d ventes, plus de trente-deux personnes comme proprié taires en même temps de tel bâtiment.

Stat. Imp., s. 37, Nos. 1, 2. S. R. C., ss. 14, 15.

2363. Lorsque les personnes enregistrées comm propriétaires légaux des parts d'un bâtiment destiné l'intérieur n'excèdent pas le nombre de trente-deux, l droit que peuvent avoir *en équité* les mineurs, les héritier les légataires, ou les créanciers au-delà de ce nombr représentés par tels propriétaires ou quelqu'un d'eux, o ayant leurs droits, ne peut être affecté.

S. R. C., c. 41, s. 15. Merch. Ship. Act, 1854, s. 37 § 2.

2364. Si, dans quelque temps que ce soit, le droi d'un des propriétaires d'un bâtiment naviguant à l'in térieur ne peut être divisé en un nombre entier de soixante-quatre parts intégrales, sa propriété, quant au fractions de parts, n'est pas affectée par le défaut d'en registrement.

S. R. C., c. 41, s. 14, § 2.

2365. Tout nombre de propriétaires nommés dan le certificat de propriété et membre d'une société faisan commerce dans quelque partie des domaines de Sa Ma jesté, peut posséder un bâtiment de l'intérieur, ou de

parts dans ce bâtiment au nom de la société comme propriétaires conjoints, sans désigner l'intérêt individuel qu'y a chacun, et le bâtiment ainsi possédé est censé sous tous rapports propriété de la société.

S. R. C., c. 41, s. 14, § 3.

2366. Lorsque le bordereau de vente pour le transport d'un bâtiment ou de quelque part en icelui est entré dans le livre d'enregistrement des certificats de propriété, il transfère la chose qui en est l'objet à toutes fins et à l'encontre de toute personne autre que les acquéreurs ou créanciers hypothécaires subséquents qui ont les premiers obtenu l'endossement qui doit être fait sur le certificat de propriété, ainsi qu'il est ci-après déclaré.

S. R. C., c. 41, s. 17.

2367. Lorsqu'un bordereau de vente pour le transport d'un bâtiment entier naviguant à l'intérieur, ou pour quelque part seulement, a été entré dans le livre d'enregistrement des certificats de propriété, il ne peut être entré aucun autre bordereau de vente pour le transport du même bâtiment ou des mêmes parts, par le même vendeur ou gagiste, à un autre, qu'après l'expiration de trente jours à compter de la date de la première entrée, ou de l'arrivée du bâtiment dans le port auquel il appartient, si au temps de la première entrée il en était absent. Lorsqu'il y a plus de deux transports de la nature cidessus, le même délai de trente jours doit être observé en faisant chacune des entrées successives.

S. R. C., c. 41, s. 18.

2368. Lorsqu'il y a deux transports ou plus du même droit de propriété dans un bâtiment par le même propriétaire, il est fait par l'officier compétent sur le certificat de propriété du bâtiment, un endossement contenant les détails du bordereau de vente invoqué par la personne qui produit le certificat dans les trente jours qui suivent l'entrée de son bordereau de vente dans le registre, ou dans les trente jours après le retour du bâtiment dans le port auquel il appartient, s'il en était absent lors de telle entrée ; et si le certificat n'est pas produit dans ce délai, l'endossement est alors accordé à la personne qui la première présente le certificat à cet effet.

S. R. C., c. 41, s. 18, § 2.

2369. Dans les cas spécifiés dans l'article qui précède,

le droit de priorité entre les réclamants est déterminé non par l'ordre du temps dans lequel le détail des bordereaux de vente respectifs est entré dans le livre d'enregistrement, mais par le temps auquel l'endossement est mis sur le certificat de propriété.

S. R. C., c. 41, s. 18, § 2.

2370. L'officier compétent peut, dans les cas et sauf les règles contenues dans l'acte concernant l'enregistrement des bâtiments naviguant à l'intérieur, étendre le délai accordé par la loi pour le recouvrement d'un certificat perdu ou détenu, ou pour l'enregistrement *de novo* du droit de propriété.

S. R. C., c. 41, s. 18, §§ 2, 3.

2371. Lorsque le transport d'un bâtiment ou seulement de quelque part de bâtiment est fait comme sûreté du paiement d'une somme d'argent, il en doit être fait mention dans l'entrée de ce transport au livre d'enregistrement, et dans l'endossement au certificat de propriété; et celui à qui tel transport est fait, non plus que toute personne exerçant ses droits à cet égard, n'est réputé propriétaire de tel bâtiment ou de telle part de bâtiment qu'en autant qu'il en est besoin pour en tirer parti par vente ou autrement et obtenir le paiement des deniers ainsi assurés.

S. R. C., ch. 41, s. 23.

2372. Lorsqu'un transport de la nature de celui mentionné dans l'article précédent est fait et dûment enregistré, ni le droit du cessionnaire, ni ses intérêts ne peuvent être affectés par un acte de faillite du cédant commis après l'enregistrement du transport, lors même que le cédant au moment de sa faillite serait réputé propriétaire de tel bâtiment ou de telle part de bâtiment et l'aurait en sa possession ou à sa disposition.

S. R. C., c. 41, s. 24.

2373. Les bâtiments construits en cette province peuvent aussi être transportés en garantie de prêts de la manière exposée dans le chapitre qui suit.

CHAPITRE TROISIÈME

DE L'HYPOTHÈQUE SUR LES BATIMENTS.

2374. Les règles concernant l'hypothèque sur les

bâtiments pour prêts à la grosse sont contenues dans le titre *Du prêt à la grosse*.

L'hypothèque sur bâtiment anglais enregistré s'établit suivant les dispositions contenues dans l'acte du parlement impérial intitulé : *The Merchant Shipping Act*, 1854. Ss. 66 et suiv.

2375. Les bâtiments construits en cette province peuvent être hypothéqués ou transportés sous l'autorité de l'acte intitulé : *Acte pour encourager la construction des vaisseaux*, conformément aux règles exposées dans les articles suivants de ce chapitre.

S. R. C., c. 42.

2376. Aussitôt que, dans cette province, la quille d'un bâtiment est placée sur chantier, le propriétaire peut l'hypothéquer, et accorder sur le bâtiment un privilége ou gage en faveur de toute personne qui s'engage à fournir des deniers ou effets pour le parachever, et telle hypothèque et privilége restent attachés au bâtiment pendant et après sa construction, jusqu'à ce qu'ils soient éteints par le paiement de la dette ou autrement.

S. R. C., c. 42, s. 1.

2377. Après la première hypothèque ou gage de l'espèce mentionnée en l'article précédent, aucune autre ne peut être accordée sans le consentement du premier créancier ; et toute hypothèque ou privilége subséquent accordé sans tel consentement est nul.

S. R. C., c. 42, s. 1, § 2.

2378. Les parties contractantes peuvent convenir que le bâtiment dont la quille est posée sera la propriété de la personne qui avance les deniers ou effets pour le parachever, et cette convention transfère de plein droit à celui qui fait les avances, pour lui en assurer le paiement, non-seulement la propriété de la partie du bâtiment alors construite, mais celle du bâtiment jusqu'à et subséquemment à son parachèvement, en sorte qu'il peut obtenir l'enregistrement du bâtiment, le vendre et en consentir un titre quitte et valable ; sauf au propriétaire son droit d'action en reddition de compte, ou autre recours que la loi lui accorde contre celui qui a fait les avances.

S. R. C., c. 42, s. 2.

2379. Celui qui a fait les premières avances peut,

de la même manière, hypothéquer le bâtiment, l'affecter d'un droit de gage, ou le transporter à tout autre fournisseur, et celui-ci à un autre subséquent, pourvu que les formalités ci-après prescrites soient observées et non autrement ; et dans tel cas le propriétaire a son action en reddition de compte contre le premier fournisseur et les fournisseurs snbséquents conjointement et solidairement.

S. R. C., c. 42, s. 3.

2380. Tout contrat fait en vertu de l'article 2375 et de l'acte y mentionné, doit être passé devant un notaire, ou fait double en présence de deux témoins ; et ce contrat ou un bordereau doit être enregistré en la manière et suivant les règles prescrites par cet acte, au bureau d'enregistrement du comté ou de la localité où le bâtiment se construit. Tel contrat et les droits qui en découlent n'ont d'effet que de la date de cet enregistrement, à défaut duquel les parties ne peuvent invoquer le bénéfice que l'acte a en vue et qui est exposé dans les quatre articles qui précèdent.

S. R. C., c. 42, ss. 5, 6.

2381. L'enregistrement du bâtiment est accordé par l'officier compétent au fournisseur, et s'il y en a plus d'un, au dernier en date dont le contrat est dûment enregistré, sur production d'une copie authentique de ce contrat, ou de l'original même si le contrat n'est pas notarié, avec endossement du certificat d'enregistrement et accompagné du certificat du constructeur.

Si le propriétaire produit un certificat qu'aucun contrat de la nature ci-dessus spécifiée dans l'article 2380 n'a été enregistré, avec ensemble le certificat du constructeur, il a droit d'obtenir l'enregistrement du bâtiment.

S. R. C., c. 42, s. 4.

2382. Les dispositions contenues dans les précédents articles de ce chapitre et dans l'acte auquel il y est renvoyé, ne privent aucune partie des droits, gages, priviléges ou hypothèques qu'elle avait avant l'époque de l'enregistrement d'un contrat de l'espèce décrite dans ces articles, et n'ôtent à aucune personne le droit d'action en reddition de compte que la loi lui accorde.

S. R. C., c. 42, s. 7.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU PRIVILÉGE OU GAGE MARITIME SUR LES BATIMENTS, LEUR CARGAISON, ET LEUR FRET.

2383. Il y a privilége sur les bâtiments pour le paiement des créances ci-après :

1. Les frais de saisie et de vente suivant l'article 1995 ;
2. Les droits de pilotage, de quaiage et de hâvre, et les pénalités encourues pour infractions aux règlements légaux du hâvre ;
3. Les frais de garde du bâtiment et de ses agrès, et les réparations faites à ces derniers depuis le dernier voyage ;
4. Les gages et loyers du maître et de l'équipage pour le dernier voyage ;
5. Les sommes dues pour réparer le bâtiment et l'approvisionner pour son dernier voyage et le prix des marchandises vendues par le maître pour le même objet ;
6. Les hypothèques sur le bâtiment suivant les règles contenues au chapitre troisième ci-dessus et dans le titre du prêt à la grosse ;
7. Les primes d'assurance sur le bâtiment pour le dernier voyage ;
8. Les dommages causés aux chargeurs, pour défaut de délivrance de la marchandise qu'ils ont embarquée, ou pour remboursement des avaries survenues à la marchandise par la faute du maître ou de l'équipage.

Si le bâtiment n'a pas encore fait de voyage, le vendeur, les ouvriers employés à la construction et ceux qui ont fourni les matériaux pour le compléter, sont payés par préférence à tous créanciers autres que ceux portés aux paragraphes 1 et 2.

ff L. 26 ; L. 34, *de rebus auctoritate* ; L. 5 ; L. 6, *qui potiores in pignore*. 1 Valin, p. 66 ; p. 362, art. 16 ; p. 367, art. 17. Pothier, Ass., No. 192. 1 Émérigon, 85, 86, 584 et suiv., ch. 12. Ord. de la Mar., *tit. des navires, arts.* 2, 3 et liv. 3, tit. 4, art. 19. Abbott, 105, 531, 532 et suiv. 2 Bell, *Com.*, 512 et suiv. C. Com., 191. 3 Pardessus, pp. 612 et suiv. Flanders, *Shipping*, 166-7-8, 179, 180, 318, 319, 320, 324. Smith, *Merc. Law*, 324, 457. Stat. Imp.

17 et 18 *Vic.*, c. 104, s. 191. Toubeau, 2e *part.*, p. 305. Guyot, *Rép.*, *vo. Privilége sur bâtiments.*

2384. Le gérant du bâtiment ou autre agent porteur des papiers de bord, a droit de les retenir pour ses avances et tout ce qui lui est dû pour l'administration des affaires du bâtiment.

1 Bell, *Com.*, (5e *édit.*), 512. Code Civil B. C., arts. 1713, 1723.

2385. Les créances suivantes sont payées par privilége sur la cargaison :

1. Les frais de saisie et de vente ;
2. Les droits de quaiage ;
3. Le fret sur la marchandise suivant les règles exposées au titre de l'affrétement, et le prix du passage des propriétaires de telle marchandise ;
4. Les prêts à la grosse sur la marchandise ;
5. Les primes d'assurance sur la marchandise.

Code Civil B. C., arts. 2382, 2453.

2386. Les créances suivantes sont payées par privilége sur le fret ;

1. Les frais de saisie et de distribution ;
2. Les gages du maître, des matelots et autres employés du bâtiment ;
3. Les prêts à la grosse sur le bâtiment suivant les règles contenues au titre : *Du prêt à la grosse.*

Suprà, art. 2382.

2387. L'ordre des priviléges énumérés dans les articles précédents est sans préjudice aux dommages pour abordage, à la contribution aux avaries, et aux frais de sauvetage, qui sont payés par privilége après les créances énumérées en premier lieu et second lieu dans les articles 2383 et 2385, et avant ou après d'autres créances privilégiées, suivant les circonstances dans lesquelles la créance prend naissance, et les usages du commerce.

2 Valin, *tit. des Naufrages*, arts. 24, 26, p. 617. 2 Emérigon, 613. Abbott, 532, 535. 1 Bell, (5e *édit.*), 583, 589; 2 Bell, 103. Maclachlan, 287, 288. Merchant Shipping Act, 1854, *part* 8, s. 468.

2388. Les dispositions contenues en ce chapitre ne s'appliquent pas aux causes en cour de Vice-Amirauté.

Les causes devant ce tribunal sont jugées suivant les lois civiles et maritimes d'Angleterre.

Stuart's Vice-Admiralty cases, 376. Mary-Jane, 267. Hercyna, 275, 276.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES PROPRIÉTAIRES, DU MAITRE ET DES MATELOTS.

2389. Les propriétaires ou la majorité d'entre eux choisissent le maître et peuvent le congédier sans en spécifier la cause, à moins que le contraire ne soit expressément stipulé.

1 Valin, *tit. des Propriétaires*, art. 4, pp. 571, 573, 574; Ib., *tit. de la saisie des vaisseaux*, art. 13, pp. 538, 539. C. Com., 218. 1 Bell, 506, 508. Maclachlan, 186. 3 Kent, 162.

2390. Les propriétaires sont responsables civilement des actes du maître dans toutes les matières qui concernent le bâtiment et le voyage et pour tous dommages causés par sa faute ou par celle de l'équipage.

Ils sont de même responsables des actes et des fautes de toute personne légalement substituée au maître.

Le tout sujet néanmoins aux dispositions contenues dans ce chapitre et dans les titres : *De l'affrétement ; Du prêt à la grosse ;* et dans l'acte impérial : *The Merchant Shipping Act*, 1854.

ff L. 1, §§ 1, 3, 5, 7, 11, 12, *de exercitoriâ act.* Vinnius, *in Pekium, tit. de exer. act., fol.* 149, 153. 1 Valin, *tit. des Propriétaires*, art. 2, p. 568, 569. Maclachlan, 105, 121, 128, 152, 153. Story, *Partnership*, §§ 455, 456, 458. 1 Bell, 522-5, 559. Abbott, *Ship.*, *chs.* 6 et 7. 3 Kent, 133, 161, 162, 176. C. Com., 216. Code Civil B. C., arts. 2432, 2433, 2434, 2435, 2603 et 2604. The Merchant Shipping Act, 1854, *part.* 9.

2391. Toute personne qui affréte un bâtiment pour en avoir le contrôle et le naviguer seul est réputée en être le propriétaire pendant le temps de tel affrétement, et en avoir tous les droits et toute la responsabilité relativement aux tiers.

ff L. 1, § 15, *de exercit. act.* Abbott, *Ship.*, 35, 208. 1 Bell, *Com.*, 521. 3 Kent, 137, 138. Code Civil B. C., art. 2408.

2392. Dans les matières d'un intérêt commun aux propriétaires concernant l'équipement et la conduite du bâtiment, l'opinion de la majorité en valeur prévaut, à moins de convention contraire.

S'il y a partage égal d'opinion relativement à l'emploi du bâtiment, celle en faveur de l'emploi prévaut.

Sauf, dans les deux cas, aux propriétaires opposants le droit de se faire déclarer non responsables, et de se faire indemniser suivant les circonstances, et à la discrétion du tribunal compétent.

Cod., L. *ult.*, *qui bonis cedere possunt.* 1 Valin, *tit. des Propriétaires*, art. 5, pp. 575, 582, 584. Cleirac, art. 59, *de l'ord. Hans.* Straccha, *de navibus*, *part.* 2, *n.* 6. C. Com., 220. 1 Boulay-Paty, *Droit Com. Mar.*, 339, 347. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 621. Abbott, *Ship.*, *part.* 1, *ch.* 3. 1 Bell, *Com.*, 502, 503. Erskine, *Instit.*, *livre* 3, tit. 3, § 56. 3 Kent, 151 et suiv., et 155, 156. Levi, *Com. Law*, p. 209, Nos. 35, 36, 37. Story, *Partnership*, § 429, 430, 434.

2393. La vente par licitation d'un bâtiment ne peut être ordonnée que sur la demande des propriétaires possédant au moins la moitié de tout l'intérêt dans le bâtiment, sauf le cas d'une stipulation contraire.

1 Valin, *tit. des Propriétaires*, art. 6, p. 584. C. Com., 220. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 623. Molloy, liv. 2, ch. 1, §§ 2, 3, pp. 308, 310. Story, *Partnership*, §§ 437, 438, 439, *et les autorités citées par lui.* Erskine, *Instit.*, liv. 3, tit. 3, § 56. 1 Bell, *Com.*, 504.

2394. Les pouvoirs généraux du maître d'obliger le propriétaire du bâtiment personnellement, et leurs obligations réciproques, sont régis par les dispositions contenues dans le titre : *Du Louage*, et dans le titre : *Du Mandat.*

Code Civil B. C., *Louage*, c. 3; *Mandat*, arts. 1705, 1715, *et* c. 3, sec. 2.

2395. Le maître est personnellement responsable envers les tiers pour toutes les obligations qu'il contracte à l'égard du bâtiment, à moins que le crédit n'ait été donné en termes exprès au propriétaire seul.

ff L. 1, § 17, *de exercit. act.* 1 Valin, 569. 1 Bell, *Com.*, 508, 511, 519, 522. 3 Kent, 161. Abbott, pp. 97, 98. Maclachlan, 104, 121, 128.

2396. Le maître engage l'équipage du bâtiment;

mais il le fait de concert avec les propriétaires ou le gérant du bâtiment lorsqu'ils sont sur les lieux.

Ord. de la Mar., liv. 2. tit. 1, arts. 5, 8. 1 Valin, 384, 393 ; liv. 3, tit. 4, art. 1. 1 Valin, 675. Merch. Ship. Act, 1854, sec. 149. C. Com., 233. Pardessus, *Dr. Com.*, No. 629.

2397. Le maître doit aussi veiller à ce que le bâtiment soit équipé et avitaillé convenablement pour le voyage ; mais si les propriétaires ou le gérant du bâtiment sont sur les lieux, le maître ne peut, sans une autorisation spéciale, faire faire des réparations extraordinaires au bâtiment, ou acheter des voiles, cordages ou provisions pour le voyage, ni emprunter des deniers à cet effet, sauf l'exception contenue en l'article 2604.

Suprà. art. 2395. 1 Valin, liv. 2, tit. 1, arts. 17, 18, pp. 439, 440. Maclachlan, 131, 132, 133. 1 Bell, (5*e édit.*), 524, 525.

2398. Le maître doit mettre à la voile au jour fixé et poursuivre son voyage sans déviation ni retard, sujet aux dispositions contenues au titre : *De l'Affrètement.*

Code Civil B.-C., arts. 2410, 2411, 2426, 2447, 2448, *et les autorités citées sous ces articles.*

2399. Il peut en cas de nécessité, pendant le voyage, emprunter des deniers, ou, si l'emprunt est impossible, vendre partie de la cargaison pour réparer le bâtiment ou le fournir des provisions et autres choses nécessaires.

Code Civil B. C., art. 2449, *et les autorités citées sous cet article.* C. Com., 234. Pardessus, *Dr. Com.*, No. 606. 1 Bell (5*e édit.*), 525, 528, 536. 3 Kent, 173. Abbott, 274, 275. Tudor, *Merc. Law*, 66.

2400. Il ne peut vendre le bâtiment sans l'autorisation expresse des propriétaires, excepté dans le cas d'impossibilité de continuer le voyage et de nécessité manifeste et urgente de faire cette vente.

Abbott, 11, 12, 14. Maclachlan, 148, 149, 150. 1 Bell, (5e édit.), 536. C. Com., 237. 3 Kent, 174, 175. Tudor, *Merc. Law*, 67, 68. *Contrà*, 1 Valin, *tit. du Capitaine*, art. 19, pp. 441, 443, 444.

2401. Le maître a, sur les matelots et autres personnes à bord, y compris les passagers, toute l'autorité nécessaire pour naviguer le bâtiment en sûreté, le diriger

et veiller à sa conservation ainsi que pour y maintenir le bon ordre.

Ord. de la Mar., liv. 2, tit. 1, art. 22. 1 Valin, 449, 450. Casaregis, disc. 136, No. 14. Abbott, 129, 130, 160. Maclachlan, 182 et suiv. Pardessus, *Dr. Com.*, Nos. 638, 697.

2402. Il peut jeter à l'eau une partie ou même la totalité de la cargaison dans le cas de péril imminent et lorsque ce jet est nécessaire pour le salut du bâtiment.

ff L. 1, *de lege Rhodiâ de jactu.* Ord. de la Mar., liv. 3, tit. 8, art. 1. 2 Valin, 188. C. Com., 410. Pardessus, *Dr. Com.*, No. 734. Maclachlan, 142. Abbott, part. 4, ch. 10, pp. 361 et suiv.

2403. Les droits, les pouvoirs et les obligations des propriétaires et du maître à l'égard du bâtiment et de la cargaison, sont en outre exposés aux titres : *De l'Affrètement* et *De l'Assurance.*

Les règles relatives à son pouvoir d'hypothéquer le bâtiment et la cargaison sont en outre énoncées dans le titre : *Du Prêt à la Grosse.*

Code Civil B. C., arts. 2408, 2420, 2603, 2604.

2404. Les devoirs spéciaux des maîtres quant à la tenue du livre officiel de loch et autres matières pour lesquelles il n'est pas pourvu dans ce titre, quant à l'engagement et au traitement des matelots, le paiement de leurs loyers ou la manière d'en disposer, et la décharge des matelots, sont réglés par les dispositions contenues respectivement dans l'acte du parlement impérial, intitulé : *The Merchant Shipping Act*, 1854, et dans l'acte du parlement du Canada, intitulé : *Acte concernant l'engagement des matelots.*

The Merchant Shipping Act, 1854, part. 3. 18 et 19 Vict., c. 91. 25 et 26 Vict., c. 63. S. R. B. C., c. 55.

2405. Les loyers dus à un matelot n'excédant pas quatre-vingt-dix-sept piastres et trente-trois centins, pour service à bord d'un bâtiment appartenant au Bas-Canada ou qui y a été enregistré, peuvent être recouvrés devant deux juges de paix en la manière et suivant les règles prescrites dans l'acte du parlement du Canada, intitulé : *Acte concernant le recouvrement des gages dus aux matelots dans certains cas.*

S. R. B. C., c. 57.

2406. La prescription ne commence à courir à l'encontre des réclamations des matelots pour leurs loyers, qu'après le parachèvement du voyage.

Pothier, *Louage Mar.*, 228.

TITRE TROISIÈME.

DE L'AFFRÈTEMENT.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2407. Le contrat d'affrètement se fait soit par charte-partie, ou pour le transport de marchandises dans un navire chargeant à la cueillette.

1 Valin, p. 618. Pothier, *Charte-Partie*, Nos. 3, 4. Smith, *Merc. Law*, p. 299. Abbott, *Shipping*, pp. 90, 168, 233.

2408. Le contrat peut être fait par le propriétaire ou le maître du bâtiment ou par le *gérant* du bâtiment comme agent du propriétaire.

Si le contrat est fait par le maître, il s'oblige lui-même et oblige le propriétaire, à moins que le contrat ne soit fait au lieu où se trouve le propriétaire ou le gérant du bâtiment et n'en soit répudié ; et dans ce cas il ne lie que le maître.

Si la personne qui a loué un bâtiment le sous-loue, elle est assujettie, quant au contrat d'affrètement, aux mêmes règles que si elle était propriétaire.

ff L. 1, §§ 7, 15, *de exercitoriâ actione*. Domat, liv. 1, tit. 16, sec. 3, Nos. 2, 3. Ord. de la Mar., liv. 3, tit. 1, art. 2. 1 Valin, pp. 621, 622. Abbott, *Shipping*, pp. 90, 91, 92, 172. 3 Kent, *Com.*, p. 162. Story, *Agency*, No. 35, No. 3, et Nos. 116, 118. Smith, *Merc. Law*, p. 299. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 19, 46, 47, 48. C. Com., 232. 2 Boulay-Paty, pp. 50, 54, 55, 56. 3 Pardessus, 165. Maclachlan, 164-166. 1 Bell, *Com.*, (5*e Edit.*), 504.

2409. Le bâtiment, avec ses agrès et le fret, sont affectés à l'exécution des obligations du locateur ou fréteur, et la cargaison à l'accomplissement des obligations du locataire ou affréteur.

Cleirac, art. 2, *des Jugements d'Oléron*, No. 3, p. 86, et art. 18, tit. *de la Navigation des rivières*, p. 597. Valin, *Ord. de la Mar.*, art. 11, pp. 629, 630. Abbott, *Ship.*, pp. 204, 205. C. Com., arts. 191, 280. Patterson vs. Davidson, 2 *Revue de Légis.*, p. 77.

2410. Si, avant le départ du bâtiment, il y a déclaration de guerre ou interdiction de commerce avec le pays auquel il est destiné, ou si, à raison de quelque autre cas de force majeure, le voyage ne peut s'effectuer, les conventions sont résolues sans dommages-intérêts de part ni d'autre.

Les frais pour charger et décharger la cargaison sont supportés par le chargeur.

1 Valin, tit. *Ch.-Part.*, art. 7, p. 626. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 98, 99. C. Com., 276. Abbott, *Ship.*, p. 426. 3 Kent, pp. 248, 249. 2 Boulay-Paty, pp. 288, 289.

2411. Si le port de destination est fermé, ou si le bâtiment est arrêté par force majeure, pour quelque temps seulement, le contrat subsiste et le maître et l'affréteur sont réciproquement tenus d'attendre l'ouverture du port et la liberté du bâtiment, sans dommages-intérêts de part ni d'autre.

La même règle s'applique si l'empêchement s'élève pendant le voyage ; et il n'y a pas lieu à demander une augmentation du fret.

1 Valin, tit. *Ch.-Part.*, art. 8. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 100. C. Com., 277. Abbott, *Ship.*, pp. 427, 428. 3 Kent, p. 249.

2412. L'affréteur peut néanmoins faire décharger sa marchandise pendant l'arrêt du bâtiment pour les causes énoncées dans l'article qui précède, sous l'obligation de la recharger lorsque l'empêchement aura cessé, ou d'indemniser le fréteur du fret entier, à moins que la marchandise ne soit d'une nature à ne pouvoir être conservée, ni être remplacée, auquel cas le fret n'est dû que jusqu'au lieu où le déchargement a lieu.

1 Valin, tit. *Ch.-Part.*, art. 9, p. 628. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 101, 102. C. Com., 278. Abbott, *Ship.*, pp. 428, 429. 3 Kent, p. 249. 3 Pardessus, No. 714, p. 182.

2413. Le contrat d'affrètement et les obligations qui en résultent pour les parties sont sujets aux règles relatives aux entrepreneurs de transport contenues dans le

titre *Du Louage*, en autant qu'ils sont compatibles avec ceux du présent titre.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE LA CHARTE-PARTIE.

2414. L'affrétement par charte-partie peut être fait de la totalité, ou de quelque partie principale du bâtiment, ou être fait pour un voyage déterminé ou pour un temps spécifié.

Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 3, 4. Maclachlan, p. 307. Abbott, *Ship.*, p. 168. Smith, *Merc. Law*, p. 299.

2415. L'acte ou le bordereau de charte-partie énonce ordinairement le nom et le tonnage du bâtiment, avec déclaration qu'il est étanche et bien conditionné, fourni et équipé pour le voyage. Il contient aussi les conditions quant au lieu et au temps convenus pour la charge, le jour du départ, le prix et le paiement du fret, les conditions de surestarie, avec une déclaration des cas fortuits qui exemptent le fréteur de la responsabilité, et toutes autres conventions que les parties jugent à propos d'ajouter.

1 Valin, tit. *Ch.-Part.*, art. 3, pp. 618, 623. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 13 et suiv. C. Com., 373. Abbott, *Ship.*, pp. 172, 173. Smith, *Merc. Law*, pp. 300, 301, N. C. 3 Kent, *Com.*, pp. 203, 204. 2 Boulay-Paty, 268-9. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 708, pp. 168, 170.

2416. Si le temps de la charge et de la décharge du bâtiment, et les frais de surestarie ne sont pas arrêtés, ils sont réglés par l'usage.

Ord. de la Mar., art. 4. 1 Valin, p. 624. Abbott, *Ship.*, pp. 227, 228. C. Com., 274.

2417. Lorsque des marchandises sont chargées sur un bâtiment en exécution de la charte-partie, le maître en signe un connaissement à l'effet mentionné en l'article 2420.

Ord. de la Mar., tit. 2, art. 1. 1 Valin, pp. 631-2. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 16. Abbott, *Ship.*, p. 198. *Infrà*, art. 2420.

2418. Si le bâtiment est loué en totalité et que l'affréteur ne lui fournisse pas tout son chargement, le maître ne peut, sans son consentement, prendre d'autre

chargement, et dans le cas où il en serait reçu l'affréteur a droit au fret.

Ord. de la Mar., tit. 3, art. 2. 1 Valin, p. 641. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 20 à 24. C. Com., 287. Smith, *Merc. Law*, p. 303. Abbott, *Ship.*, p. 311.

CHAPITRE TROISIÈME.

DU TRANSPORT DES MARCHANDISES A LA CUEILLETTE.

2419. Le contrat pour le transport de marchandises à la cueillette est celui que le maître ou le propriétaire d'un bâtiment destiné pour un voyage particulier, fait séparément avec diverses personnes qui n'ont pas de liaison entre elles, pour transporter, suivant le connaissement, leur marchandise respective au lieu de sa destination, et l'y délivrer.

Abbott, *Ship.*, p. 233. Smith, *Mer. Law*, p. 305.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DU CONNAISSEMENT.

2420. Le connaissement est signé et donné par le maître ou commis, en trois exemplaires ou plus, dont le maître retient un ; le chargeur en garde un et en envoie un au consignataire.

Outre les noms des parties et celui du bâtiment, le connaissement énonce la nature et la quantité de la marchandise, avec sa marque et le numéro en marge, le lieu où elle doit être délivrée, le nom du consignataire, le lieu de la charge et celui de la destination du bâtiment, avec le taux et le mode de paiement du fret, de la prime et de la contribution.

1 Valin, *tit. Connaissement*, arts. 1, 2, 3, pp. 631 à 634. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 17. C. Com., 281, 282. Abbott, *Ship.*, 234. Smith, *Merc. Law*, p. 306.

2421. Lorsque d'après les termes du connaissement la délivrance de la marchandise doit être faite à une personne ou à ses ayants cause, cette personne peut transporter son droit par endossement et délivrance du connaissement, et la propriété de la marchandise ainsi que tous les droits et obligations y relatifs sont par là

censés passer au porteur, sauf néanmoins les droits des tiers, tel que pourvu dans ce code.

C. Com., 281. 3 Pardessus, p. 727. 2 Boulay-Paty, pp. 313, 314. Abbott, *Ship.*, pp. 246, 247. Smith, *Merc. Law*, p. 309. Stat. Imp. 19 et 20 Vic., c. 111, s. 1.

2422. L'affréteur ou locataire, après que le connaissement a été signé et lui a été livré, est tenu de remettre les reçus qui lui ont été donnés des effets chargés.

Le connaissement entre les mains du consignataire ou de celui en faveur de qui il a été endossé est une preuve concluante contre la partie qui l'a signé, à moins qu'il n'y ait fraude et que le porteur en ait connaissance.

1 Valin, p. 638. C. Com., 283. Abbott, *Ship.*, p. 238. Maclachlan, 339, 340. Stat. Imp. 19 et 20 Vic., c. 111.

CHAPITRE CINQUIÈME.

DES OBLIGATIONS DU PROPRIÉTAIRE OU FRÉTEUR ET DU MAÎTRE.

2423. Le fréteur est obligé de fournir un bâtiment du port stipulé, étanche et bien conditionné, garni de tous agrès et apparaux nécessaires pour le voyage, avec un maître compétent et un nombre suffisant de personnes habiles et capables de le conduire, et il doit le tenir en cet état jusqu'à la fin du voyage. Le maître est obligé de prendre à bord un pilote lorsque la loi du pays l'exige.

Ord. de la Mar., *tit. Fret*, art. 12, p. 653. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 30. Abbott, *Ship.*, pp. 254, 257. 3 Kent, *Com.*, pp. 203, 205, 206.

2424. Le maître est obligé de recevoir les effets et les placer et arrimer dans le bâtiment, et sur la remise qui lui est faite des reçus donnés pour la marchandise, signer tels connaissements que l'affréteur peut requérir conformément à l'article 2420.

Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 27, 28. Abbott, *Ship.*, 234. Smith, *Merc. Law*, p. 312.

2425. La marchandise ne peut être placée sur le tillac sans le consentement de l'affréteur ; à moins que ce ne soit pour quelque trafic particulier, ou pour les voyages à l'intérieur ou sur les côtes où il existe quelque usage établi à cet effet. Si elle est ainsi placée sans tel

consentement ou usage et est perdue par suite des périls de la mer, le maître en est responsable personnellement.

1 Valin, *tit. du Capitaine*, art. 12, p. 397. C. Com., 229. Abbott, 366, 367, No. F. 3 Kent, 206. Gaherty et Torrance *et al.*, 13 Décis. des Trib. B. C., p. 401.

2426. Le bâtiment doit faire voile au jour fixé par le contrat, ou, s'il n'y a pas de jour fixé, sous un délai raisonnable suivant les circonstances et l'usage, et il doit se rendre au lieu de sa destination sans déviation. Si le bâtiment est retardé dans son départ, pendant le voyage, ou au lieu du débarquement, par la faute du maître, et qu'il s'ensuive quelque perte ou avarie, ce dernier est responsable des dommages.

Ord. de la Mar., *tit. Fret*, art. 12. 1 Valin, p. 650. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 29. Abbott, *Ship.*, pp. 261, 271, 273. Smith, *Merc. Law*, p. 313. 3 Kent, pp. 209, 210.

2427. Le maître doit prendre tout le soin nécessaire de la cargaison, et dans le cas de naufrage ou autre empêchement au voyage par cas fortuit ou force majeure, il est tenu d'employer toute la diligence et le soin d'un bon père de famille pour sauver la marchandise et la rendre au lieu de sa destination, et à cette fin de se procurer un autre bâtiment, s'il est nécessaire.

Ord. de la Mar., liv. 3, tit. 3, art. 11. 1 Valin, pp. 651, 652. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 68. 1 Emérigon, 428, 429. 2 Boulay-Paty, 400-5. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 644. Abbott, *Ship.*, 275-6-7-8. Smith, *Merc. Law*, pp. 313, 329. 3 Kent, pp. 207, 212. C. Com., 296.

2428. Le voyage étant parachevé, et après s'être conformé aux lois et aux règlements du port, le maître est obligé de remettre la marchandise sans délai au consignataire, ou à ses ayants cause, sur production du connaissement et sur paiement du fret et autres sommes dues à cet égard.

Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 35, 36. Abbott, *Ship.*, p. 281. Smith, *Merc. Law*, p. 314.

2429. La marchandise doit être délivrée conformément aux termes du connaissement et suivant la loi et l'usage en force au lieu de la délivrance.

1 Valin, *tit. Fret*, art. 17, p. 659. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 40. C. Com., 306. 3 Pardessus, No. 719, p. 189, et

No. 727, p. 201. Smith, *Merc. Law*, p. 315. Abbott, *Ship.*, p. 283, N. A. 3 Kent, *Com.*, p. 216.

2430. Lorsqu'un bâtiment arrive à sa destination dans un port du Bas-Canada, et que le maître a signifié au consignataire, soit par avis public ou autrement, que la cargaison est rendue au lieu indiqué par le connaissement, le consignataire est tenu de la recevoir dans les vingt-quatre heures après tel avis ; et à compter de ce moment telle cargaison, sitôt qu'elle est déposée sur le quai, est aux risques et à la chage du consignataire ou propriétaire.

S. R. B. C., c. 60, s. 1.

2431. Le temps accordé pour la décharge de la cargaison de certaines marchandises est réglé par l'acte intitulé : *Acte concernant le débarquement des cargaisons de vaisseaux.*

Ibid., s. 2.

2432. Le propriétaire, non plus que le maître, n'est responsable des pertes et dommages causés par la faute ou incapacité d'un pilote qualifié qui s'est chargé du bâtiment dans l'étendue d'un district où l'emploi d'un tel pilote est prescrit par la loi.

Stat. Imp, 17 & 18 Vic., c. 104, s. 388. Smith, *Merc. Law*, p. 319.

2433. Le propriétaire d'un bâtiment de mer n'est pas responsable de la perte ou avarie qui survient sans sa faute actuelle ou sa participation ;

1. A raison de l'incendie de quelque objet à bord de tel bâtiment ; ou

2. A raison du vol, détournement, disparition ou recélé de l'or ou argent, des diamants, montres, joyaux ou pierres précieuses à bord de tel bâtiment, à moins que le propriétaire ou affréteur de tels objets, au temps de leur mise à bord, en ait spécifié dans le connaissement, ou déclaré autrement par écrit au maître ou propriétaire du bâtiment, la véritable nature et valeur.

17 & 18 Vic., c. 104, s. 503. Gaherty et Torrance *et al.*, 13, Déc. des Trib. B. C., p. 401.

2434. Dans le cas de dommage ou perte de quelque chose à bord d'un bâtiment de mer, sans qu'il y ait faute ou participation du propriétaire, ce dernier n'est pas responsable des dommages au-delà de la valeur du bâti-

ment et du fret qui est ou deviendra dû pendant le voyage; pourvu que telle valeur ne soit pas réputée moindre que quinze louis sterling par tonneau suivant l'enregistrement, et que le propriétaire demeure néanmoins toujours responsable dans la même mesure de chaque perte et dommage survenus en diverses occasions, de même que s'il n'était pas survenu d'autre perte ou dommage.

17 & 18 Vic., c. 104, ss. 504, 506. C. Com., 216. 1 Valin, *tit. des Propriétaires*, art. 2, p. 568.

2435. Le fret mentionné dans l'article précédent est censé, à cette fin, comprendre la valeur du transport de la marchandise appartenant au propriétaire du bâtiment, le prix des passages et le louage dû ou à devenir dû en vertu de tout contrat, non compris néanmoins, dans le cas d'un bâtiment loué à terme, le loyer qui ne commencera à courir qu'après six mois à compter de la perte ou avarie.

17 & 18 Vic., c. 104, s. 505.

2436. Les dispositions contenues dans les articles 2433 et 2434 ne s'appliquent pas au maître ou marinier qui est en même temps propriétaire de la totalité ou de partie du bâtiment auquel il est attaché, de manière à ôter ou diminuer la responsabilité à laquelle il est assujetti en sa qualité de maître ou marinier.

17 & 18 Vic., c. 104, s. 516. C. Com., 216.

CHAPITRE SIXIÈME.

DES OBLIGATIONS DE L'AFFRÉTEUR.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2437. Les principales obligations de l'affréteur sont: 1° de fournir au bâtiment le chargement convenu et cela dans le temps fixé par le contrat, ou, si tel temps n'est pas fixé, sous un détai raisonnable; et 2° de payer le fret avec la prime, la contribution et les frais de surestarié lorsqu'il en est dû.

1 Valin, tit. *Fret*, art. 3, p. 642. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 56. C. Com., 288. 2 Boulay-Paty, pp. 363 et suiv. Smith, *Merc. Law*, pp. 321, 322.

2438. L'affréteur ne peut mettre à bord, sans en donner avis au maître ou au propriétaire, aucune marchandise prohibée ou non douanée, et qui pourrait soumettre le bâtiment à la détention ou à la confiscation, non plus que des marchandises d'une nature dangereuse.

1 Valin, p. 650. Abbott, *Ship.*, p. 304. Smith, *Merc. Law*, p. 321-2. Merch. Ship. Act., 1854, s. 329.

2439. Si l'affréteur ne charge pas le bâtiment en entier tel que porté par la charte-partie, ou si, après l'avoir chargé, il retire la marchandise avant le départ du bâtiment ou pendant le voyage, il doit le fret en entier et il est tenu d'indemniser le maître de toute dépense et responsabilité qui en résultent.

1 Valin, tit. *Fret*, arts. 3, 6, 8, pp. 642-6-8. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 73, 74, 77, 78, 79, 80. C. Com., 288, 291. Abbott, *Ship.*, pp. 311, 424, n. a. Maclachlan, pp. 502, 384. 3 Kent, p. 219.

2440. Si le bâtiment est arrêté au départ ou pendant la route, par la faute de l'affréteur, ce dernier est tenu de l'indemnité pour retardement et des autres accessoires.

1 Valin, tit. *Fret.*, art. 9, p. 649. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 75, 76. C. Com., 294.

2441. Si l'affréteur est convenu d'un chargement pour le retour, et ne le fournit pas, et que le bâtiment se trouve dans la nécessité de revenir sans chargement, l'affréteur doit le fret entier, sauf, dans le dernier cas, la déduction de ce que le bâtiment a gagné dans le retour.

Valin, Pothier, C. Com., *loc. cit.* 2 Boulay-Paty, pp. 390, 391. Abbott, *Ship.*, p. 312. 3 Kent, p. 219.

SECTION II.

DU FRET, DE LA PRIME, DE LA CONTRIBUTION ET DES FRAIS DE SURESTARIE.

2442. Le fret est le prix payable pour le loyer d'un bâtiment, ou le transport de marchandises, pour un voyage licite au lieu de la destination. En l'absence de convention expresse, il n'est dû que lorsque le transport

de la marchandise est parachevé, excepté dans les cas énoncés dans cette section.

Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 57, 58. C. Com., 286. 2 Boulay-Paty, pp. 330, 331. Abbott, *Ship.*, pp. 307, 308, 323. Maclachlan, pp. 306, 384. Smith, *Merc. Law*, pp. 323, 324. 3 Kent, p. 219.

2443. Le montant du fret est réglé par la convention dans la charte-partie, ou par le connaissement, soit à un prix pour tout le bâtiment ou partie d'icelui, soit à un taux fixé pour chaque tonneau, colis, ou autrement.

S'il n'est pas fixé par la convention, le taux en est estimé d'après la valeur des services rendus, conformément à l'usage du commerce.

1 Valin, tit. *Fret*, p. 639. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 8. C. Com. 273, 286. Abbott, *Ship.*, p. 311. Smith, *Merc, Law*, pp. 323, 324.

2444. Le montant du fret n'est pas affecté par la durée plus ou moins longue du voyage ; à moins que la convention ne soit d'une certaine somme par mois, par semaine ou autre division de temps, auquel cas le fret court, (à défaut d'autre stipulation), du commencement du voyage, et continue ainsi, tant pendant la route que pendant tout retard inévitable qui n'est pas causé par la faute du maître ou du fréteur ; sauf néanmoins l'exception contenue dans l'article qui suit.

Ord. de la Mar., tit. 3, art. 9. 1 Valin, p. 649. C. Com., 275. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, p. 706. Abbott, *Ship.*, p. 313. Smith, *Merc. Law*, p. 325.

2445. Si le bâtiment est arrêté par l'ordre d'une puissance souveraine, le fret payable au temps ne continue pas à courir pendant la détention. Les loyers des matelots et leur nourriture sont en ce cas matière de contribution générale.

1 Valin, *Fret*, art. 16, p. 657. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 85. 1 Emérigon, pp. 539, 624. 1 Beawes, *Lex Merc.*, 160-1. *Dub.* Abbott, *Ship.*, p. 380. Smith, *Merc. Law.*, p. 331. 3 Kent, p. 237, 238. C. Com., 300, 400.

2446. Le maître peut faire mettre à terre dans le lieu du chargement, les marchandises qu'il trouve dans son bâtiment si elles ne lui ont pas été déclarées, ou en exiger le fret au taux usuel au lieu du chargement pour des marchandises de même nature.

1 Valin, tit. *Fret.*, art. 7, p. 647. Pothier, *Ch.-Part.*, p. 9. C. Com., 292. 2 Boulay-Paty, pp. 372, 373. Maclachlan, p. 341.

2447. Si le bâtiment est obligé de revenir avec son chargement à raison d'interdiction de commerce survenant pendant le voyage avec le pays pour lequel le bâtiment est engagé, le fret n'est dû que pour le voyage de l'aller, quoiqu'il ait été stipulé un chargement de retour.

1 Valin, *Fret*, p. 656. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 69. C. Com., 299. Abbott, *Ship.*, p. 323. 3 Kent, p. 222.

2448. Si sans aucune faute préalable du maître ou du fréteur, il devient nécessaire de réparer le bâtiment pendant le voyage, l'affréteur est tenu de souffrir le retard ou de payer le fret en entier. Dans le cas où le bâtiment ne peut être réparé, le maître est tenu d'en louer un autre ; et s'il ne le peut, le fret n'est dû que proportionnellement à la partie du voyage accomplie.

Ord. de la Mar., liv. 3, tit. 3, art. 11. 1 Valin, pp. 651, 652. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 68. C. Com., 296, 297. Abbott, *Ship.*, pp. 276, 277, 278, 330.

2449. Le fret est dû pour les marchandises que le maître a été contraint de vendre pour subvenir aux réparations, victuailles et autres nécessités pressantes du bâtiment, et le maître est tenu de payer pour telles marchandises le prix qu'elles auraient rapporté au lieu de leur destination.

Cette règle s'applique également, lors même que le bâtiment aurait péri subséquemment pendant le voyage ; mais dans ce cas, il n'est tenu de payer que le prix qu'elles ont effectivement rapporté.

1 Valin, tit. *Fret*, art. 14, p. 655. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 34, 71, 72. Ord. de Wisbuy, arts. 35, 69. Jugements d'Oléron, 22. C. Com., 298. Abbott, *Ship.*, 322. Smith, *Merc. Law*, p. 323-4. 3 Kent, p. 214, 222.

2450. Le fret est payable sur les marchandises jetées à la mer pour la conservation du bâtiment et du reste du chargement, et la valeur de ces marchandises doit être payée au propriétaire par contribution générale.

1 Valin, tit. *Fret*, art. 13, p. 654. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 70. C. Com., 301. Abbott, *Ship.*, p. 322. Smith, *Merc. Law*, 323.

2451. Le fret n'est pas dû sur les marchandises

perdues par naufrage, prises par des pirates ou capturées par l'ennemi, ou qui sans la faute de l'affréteur ont entièrement péri par cas fortuit, autrement qu'il est pourvu dans l'article précédent. Si le fret ou partie d'icelui en a été payé d'avance, le maître est tenu au remboursement, à moins d'une stipulation contraire.

1 Valin, tit. *Fret*, art. 18, pp. 660, 661. Guidon, art. 2, ch. 6. Jugements d'Oléron, art. 9, note 9. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 63. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 716. Abbott, *Ship.*, p. 307. Smith, *Merc. Law*, p. 323. 3 Kent, pp. 219, 223. C. Com., 303.

2452. Si les marchandises sont reprises, ou sauvées du naufrage, le fret est dû jusqu'au lieu de la prise ou du naufrage, et si, plus tard, elles sont rendues par le maître au lieu de leur destination, le fret est dû en entier, sujet au droit de sauvetage.

1 Valin, art. 19, p. 662. Pothier, *Ch.-Part.*, No. 67. C. Com., 303. Abbott, *Ship.*, 331, 359. Smith, *Merc. Law*, p. 324. *Contrà*, 3 Kent, p. 223.

2453. Le capitaine ne peut retenir dans son bâtiment les marchandises faute de paiement du fret, mais il peut dans le temps de la décharge en empêcher l'enlèvement, ou les faire saisir. Il a sur elles un privilége spécial tant qu'elles sont en sa possession, ou en celle de son agent, pour le paiement du fret avec la prime et la contribution ordinaire, tel qu'exprimé dans le connaissement.

1 Valin, tit. *Fret*, arts. 23, 24. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 89, 90. Ord. de Wisbuy, art. 57. C. Com., 306. 2 Boulay-Paty, pp. 479-80. Abbott, *Ship.*, p. 282. 3 Kent, pp. 220, 221. Brewster *et al* vs. Hooker *et al*, 1 *L. C. Jurist*, p. 90.

2454. Tout consignataire ou autre personne autorisée qui reçoit les marchandises est tenu d'en donner reçu au maître; et la réception des marchandises sous un connaissement en vertu duquel elles doivent être délivrées au consignataire ou à ses ayants cause en par eux en payant le fret, rend la personne qui les reçoit débitrice de leur fret, à moins que cette personne ne soit l'agent reconnu de l'affréteur.

1 Valin, tit. *Connaissement*, art. 5, p. 636. C. Com., 285. Abbott, *Ship.*, pp. 319, 320. 3 Kent, pp. 221, 222.

2455. Les marchandises qui ont diminué de valeur ou ont été détériorées par leur vice propre ou par cas fortuit, ne peuvent être abandonnées pour le fret.

Mais si, sans le fait de l'affréteur, des futailles contenant vin, huile, miel, mélasse ou autre chose semblable, ont tellement coulé qu'elles soient vides ou presque vides, elles peuvent être abandonnées pour le fret.

1 Valin, arts. 25, 26, pp. 669, 672. Pothier, *Ch.-Part.*, Nos. 59, 60. Cons. d. m., ch. 234. Guidon, ch. 7, art. 11. C. Com., 310. 2 Boulay-Paty, pp. 492 à 498. 2 Delvincourt, p. 293. Abbott, *Ship.*, pp. 325 à 329. Bell, *Com.*, p. 570. 3 Kent, pp. 224, 225. Maclachlan, pp. 399 et suiv.

2456. L'obligation de payer la prime et la contribution qui sont mentionnées dans le connaissement, est sujette aux mêmes règles que l'obligation du fret; la prime est payable au maître en son propre droit à moins de stipulation contraire.

Pothier, *Ch.-Part.*, No. 57. Abbott, *Ship.*, p. 305. 3 Kent, p. 232, n. a.

2457. Les frais de surestarie sont la compensation que doit payer l'affréteur pour la détention du bâtiment au-delà du temps convenu ou accordé par l'usage pour la charge et la décharge.

Abbott, *Ship.*, pp. 220, 221, 223. Maclachlan, p. 445. 3 Kent, p. 303.

2458. Toute personne qui reçoit des marchandises sous un connaissement portant obligation de payer les frais de surestarie, est responsable de l'indemnité qui peut être due sur la décharge des marchandises, sujet aux règles énoncées en l'article 2454.

Abbott, *Ship.*, pp. 220, 221, 222. Maclachlan, pp. 446, 447.

2459. Les frais de surestarie sous un contrat exprès sont dus pour tout délai qui n'est pas le fait du propriétaire du bâtiment ou de ses agents. Ils ne commencent à être calculés qu'à compter du moment où les marchandises sont prêtes à être déchargées, après lequel temps si le terme stipulé est expiré, il doit être accordé un temps raisonnable pour la décharge.

Abbott, *Ship.*, pp. 224, 225, 227, 231, 232. Maclachlan,

pp. 445, 446, 451, 452, 453. 3 Kent, p. 203. Smith, *Merc. Law*, p. 302.

2460. Si le temps, les conditions et le taux de la surestarie ne sont pas arrêtés, ils sont réglés par la loi et l'usage du port où la réclamation prend naissance.

Abbott, *Ship.*, p. 227.

TITRE QUATRIÈME.

DU TRANSPORT DES PASSAGERS PAR BATIMENT MARCHAND.

2461. Les contrats pour le transport des passagers par bâtiment marchand sont sujets aux dispositions contenues dans les articles du titre *De l'affrètement*, en autant qu'elles peuvent s'y appliquer, et aussi aux régles contenues dans le titre *Du louage*, relatives au transport des passagers.

2462. Les règles spéciales concernant le transport des passagers par mer voyageant dans des batiments à passagers du Royaume-Uni en cette province, ou d'une colonie à une autre, ou de cette province au Royaume-Uni dans quelque bâtiment que ce soit, sont contenues dans les actes du Parlement Impérial intitulés : *The Passengers Act*, 1855, et *The Passengers Act Amendment Act*, 1863, et dans les ordonnances et règlements légaux faits par l'autorité compétente en vertu de ces statuts.

Stat. Imp. 18 et 19 *Vic.*, ch. 119 ; 26 et 27 *Vic.*, ch. 51. Ordre de Sa Majesté en Conseil, 7 Janvier 1864.

2463. Les règles spéciales concernant les bâtiments qui arrivent dans le port de Québec ou dans celui de Montréal, de quelque port du Royaume-Uni ou de toute autre partie de l'Europe, avec des passagers ou émigrés, ainsi que les règles relatives aux droits et devoirs des maîtres de tels bâtiments et à la protection des passagers et émigrés, sont contenues dans l'acte intitulé : *Acte concernant les émigrés et la quarantaine.*

S. R. C., c. 40.

2464. Les passagers, pendant qu'ils sont dans le bâtiment, ont droit d'être accommodés et nourris convenablement, suivant les stipulations et les lois spéciales mentionnées dans les articles qui précèdent ; ou,

s'il n'y a ni stipulation ni règle à cet égard, suivant l'usage et suivant la condition des passagers.

2465. Le propriétaire ou le maître a un droit et privilége sur les effets et autres biens des passagers à bord de son bâtiment pour le prix du passage.

Maclachlan, 294. Wolf and Summers, 2 Camp., 631.

2466. Le passager est soumis à l'autorité du maître tel qu'exprimé au titre *Des bâtiments Marchands*.

Code Civil B. C., art. 2361.

2467. Les réclamations résultant de dommages personnels soufferts par les passagers sont soumises aux règles spéciales contenues aux articles 2434, 2435 et 2436.

TITRE CINQUIÈME.

DE L'ASSURANCE.

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

SECTION I.

DE LA NATURE ET DE LA FORME DU CONTRAT.

2468. L'assurance est un contrat par lequel l'un des contractants appelé l'assureur, en considération d'une valeur, s'engage à indemniser l'autre qu'on appelle l'assuré, ou ses représentants, contre la perte ou la responsabilité résultant de certains risques ou périls auxquels l'objet assuré peut être exposé, ou contre la chance d'un événement.

Pothier, *Ass.*, 2. 1 Bell, *Com.*, (4e édit.), No. 534, p. 509. 1 Emérigon, p. 2. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, 588; 3 Do., No. 756. 1 Arnould, p. 1, § 1. 3 Kent, 252. 1 Alauzet, *Ass.*, No. 108. 1 Phillips, *Ins.*, sec. 1, p. 1. Marshall, *Ins.*, *Pr. Disc.*, p. 1.

2469. La valeur ou le prix que l'assuré s'oblige de payer pour l'assurance se nomme *prime*. Soit que l'assureur ait ou non reçu la prime, il n'y a droit que du moment que le risque commence.

Pothier, *Ass.*, 179. 1 Emérigon, 61. 2 Valin, *ord.* 1681,

p. 93. 2 Pardessus, 591, p. 467. Marshall, *Ins.*,
1 Phillips, *Ins.*, p. 79. C. Com., 349.

2470. L'assurance maritime est toujours un con
commercial ; toute autre assurance n'est pas de sa na
un contrat commercial, mais elle l'est dans tous les
où elle est contractée pour une prime par des person
qui en font un trafic, sauf l'exception contenue en
ticle qui suit.

Smith vs. Irvine, 1 *Revue de Législ.*, p. 47. 2 Pardes
No. 588, pp. 443-4. 1 Dalloz, *Dict.*, *vo. Assurance*
Nos. 19, 20, 22. Boudousquié, Nos. 70, 77, 384. C. C
633.

2471. L'assurance mutuelle n'est pas une opéra
commerciale. Elle est réglée par des statuts spécia
et par les règles générales contenues dans ce titre
autant qu'elles peuvent s'y appliquer et qu'elles ne
pas contraires à ces statuts.

S. R. B. C., c. 68. *Suprà*, art. 2470.

2472. Toute personne capable de contracter
prendre une assurance sur des objets dans lesq
elle a un intérêt et qui sont exposés à quelque risqu

Suprà, art. 2468. Pothier, *Ass.*, 10, 45. 2 Pardes
592. 1 Phillips, pp. 19, 26, ch. 3, sec. 1.

2473. Les choses corporelles et celles qui ne le s
pas, de même que la vie humaine et la santé, peuv
être l'objet d'un contrat d'assurance.

Pothier, *Ass.*, 26, (*contrà, quant à l'assurance sur la*
2 Pardessus, Dr. Com., 589, 590. Marshall, *Ins.*,
Suprà, art. 2470.

2474. Une personne a un intérêt susceptible d
surance dans la chose à assurer dans tous les cas où
peut souffrir un dommage direct et immédiat par
perte ou détérioratien de cette chose.

1 Arnould, 281. 1 Phillips, 27.

2475. L'intérêt assuré doit exister au temps d
perte de la chose, à moins que la police ne contienne
stipulation de bonnes ou mauvaises nouvelles.

Cette règle souffre exception quant à l'assurance
la vie.

Arnould, 285. 2 Phillips, 27.

2476. L'assurance peut être stipulée contre to
pertes provenant d'accidents inévitables ou de f

majeure, ou d'événements sur lesquels l'assuré n'a pas de contrôle, sauf les règles générales relatives aux contrats illégaux et contraires aux bonnes mœurs.

2 Pardessus, 591. Marshall, *Prel. disc.*, p. 1. Phillips, 157, ch. 10. Code Civil B. C., art. 1068. Alauzet, *Ass.*, ch. 9, pp. 299 et suiv.

2477. L'assureur peut lui-même prendre une réassurance, et l'assuré peut aussi assurer la solvabilité de son assureur.

2 Valin, Ord. M., art. 20, p. 65. Le Guidon de la Mer, ch. 2, arts. 19, 20. 3 Pardessus, No. 767. Angell, *Life and Fire Ins., Pr. View*, §§ 24, 25, 83, 84. Parsons, *Merc. Law.*, 514. Marshall, 137 et suiv.

2478. Dans les cas de perte, l'assuré doit sous un délai raisonnable en donner avis à l'assureur, et il doit se conformer aux conditions spéciales contenues dans la police relativement à l'avis et à la preuve préliminaire de sa réclamation, à moins que l'assureur ne l'en dispense.

S'il est impossible pour l'assuré de donner l'avis et de faire la preuve préliminaire dans le délai spécifié en la police, il a droit à une prolongation de délai raisonnable.

Scott vs. Phœnix Ass. Co., *Stuart's Rep.*, pp. 152, 355. Dill vs. Quebec Ass. Co., 1 *Revue de Législation*, 113.

2479. L'assurance se divise, relativement à son objet et à la nature des risques, en trois espèces principales :

1. L'assurance maritime ;
2. L'assurance contre le feu ;
3. L'assurance sur la vie.

2480. Le contrat d'assurance est ordinairement constaté par un document auquel on donne le nom de police d'assurance.

La police déclare la valeur de la chose assurée et se nomme alors police évaluée, ou bien elle ne contient aucune déclaration de valeur et se nomme en ce cas police à découvert.

Les polices d'aventure ou de jeu, sur des objets dans lesquels l'assuré n'a aucun intérêt susceptible d'assurance, sont illégales.

Pothier, *Ass.*, Nos. 99 et suiv. Emérigon, ch. 1, sec. 1. 1 Phillips, 4, 5, 305, 320 ; ch. 14, secs. 1, 2, et pp. 2, 3,

note b. Stat. Imp. 19 Geo. II, c. 37. 2 Pardessus, Nos. 592, 593, 3°; 594; p. 481, Nos. 593 et suiv. ch. 3. 1 Arnould, 12, 13, Nos. 14, 16. C. Com., 332, 339.

2481. L'acceptation d'une proposition d'assurance constitue une convention valide d'assurer, à moins que la loi n'exige que l'assureur ne contracte exclusivement sous une autre forme.

The Montreal Assurance Co. and McGillivray, 9 Déc. des Trib. B. C., p. 488. Pothier, *Ass.*, 99. Marshall, 290 *n*. Parsons, *Merc. Law*, 492, *n*. 1. 1 Phillips, *Ins.*, p. 5.

2482. La police d'assurance peut être transportée par endossement et délivrance, ou par simple délivrance, sous les conditions qui y sont exprimées.

Mais la police d'assurance maritime ou contre le feu ne peut être transportée qu'à une personne qui a dans l'objet assuré un intérêt susceptible d'assurance.

2 Valin, p. 45. Arnould, 211. 1 Phillips, 11, 12; 2 Phillips, 17, 18. Marshall, 800, 803.

2483. A défaut du consentement ou de la participation de l'assureur, le simple transport de la chose assurée ne transfère pas la police d'assurance.

L'assurance est par là terminée, sauf les dispositions contenues en l'article 2576.

Code Civil B. C., arts. 2475, 2576. Leclaire vs. Crapser, 5 Déc. des Trib. B. C., p. 487. 3 Kent, 261, *n*. 2.

2484. Les énonciations et clauses qui sont essentielles ou ordinaires dans les polices d'assurance sont déclarées dans les articles qui suivent relativement à chaque espèce d'assurance en particulier.

SECTION II.

DES DÉCLARATIONS ET RÉTICENCES.

2485. L'assuré est tenu de déclarer pleinement et franchement tout fait qui peut indiquer la nature et l'étendue du risque, empêcher de l'assumer, ou influer sur le taux de la prime.

2 Pardessus, Nos. 593, 5°. *Infrà*, arts. 2486, 2487.

2486. L'assuré n'est pas tenu de déclarer des faits que l'assureur connaît, ou qu'il est censé connaître d'après leur caractère public et leur notoriété; il n'est pas non plus obligé de déclarer les faits qui sont cou-

verts par la garantie expresse ou implicite, excepté en réponse aux questions que l'assureur peut lui faire.

Infrà, art. 2487. 3 Kent, 285, 286. 1 Phillips, 88, 89.

2487. Les fausses représentations ou réticences par erreur ou de propos délibéré sur un fait de nature à diminuer l'appréciation du risque, ou à en changer l'objet, sont des causes de nullité. Le contrat peut, en ces cas, être annulé lors même que la perte ne résulterait aucunement du fait mal représenté ou caché.

Pothier, *Ass.*, ch. 3, secs. 3, 194 à 199. 1 Alauzet, No. 202, pp. 371, 380, 381; 2 Alauzet, p. 414. Marshall, 452, 453, 479. 3 Kent, 283. 1 Phillips, 80, 81, 103. 1 Arnould, 544, No. 194. Casey et Goldsmith, 2 Décis. des Trib. B. C., 202, et 4 Déc. des Trib. B. C., 107. 1 Dalloz, *Dict., vo. Assurances ter.*, No. 85. C. Com., 348. 1 Bell, *Com.*, p. 532 et suiv., No. 558. Boudousquié, ch. 1, sec. 4, § 1.

2488. Les fausses représentations ou réticences frauduleuses de la part de l'assureur ou de l'assuré sont dans tous les cas des causes de nullité du contrat que la partie qui est de bonne foi peut invoquer.

Suprà, art. 2487.

2489. L'obligation de l'assuré en ce qui concerne les déclarations est suffisamment remplie si le fait est en substance tel que représenté et s'il n'y a pas de réticence importante.

Suprà, art. 2487.

SECTION III.

DES GARANTIES.

2490. Les garanties et conditions font partie du contrat; elles doivent être vraies si elles sont affirmatives, et elles doivent être exécutées si elles sont promissoires; autrement le contrat peut être annulé nonobstant la bonne foi de l'assuré.

Elles sont ou expresses ou implicites.

3 Kent, 288. 1 Phillips, 117, 127, ch. 8, 9. 1 Arnould, 625, § 223; 689, ch. 4. Scott vs. Quebec Fire Ass. Co., et Scott vs. Phœnix Ass. Co., *Stuart's Rep.*, 147, 354. 1 Bell, *Com.*, 529, 530, No. 1.

2491. Une garantie expresse est une stipulation ou

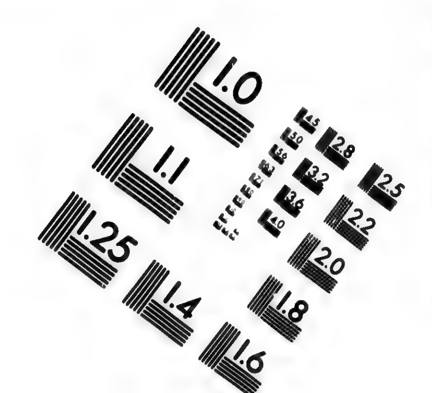
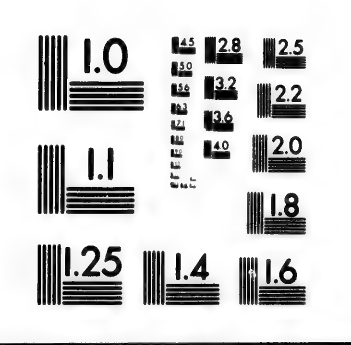


IMAGE EVALUATION TEST TARGET (MT-3)



6"

condition exprimée dans la police, ou qui y est énoncée comme en faisant partie.

Les garanties implicites sont définies dans les chapitres suivants relatifs aux différentes espèces d'assurance.

Marshall, 353. 3 Kent, 287 à 290. 1 Arnould, ch. 3, pp. 625, 629, 630, 689. 1 Phillips, 112, 124, 127.

CHAPITRE DEUXIÈME.

DE L'ASSURANCE MARITIME.

SECTION I.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

2492. La police d'assurance maritime contient :

Le nom de l'assuré ou de son agent ;

La désignation de la chose assurée, du voyage, du temps auquel le risque doit commencer et de l'époque à laquelle il doit finir, et des périls contre lesquels l'assurance est effectuée ;

Le nom du vaisseau et celui du maître, excepté lorsque l'assurance est prise sur un bâtiment ou des bâtiments généralement ;

La prime ;

Le montant assuré ;

La souscription de l'assureur avec sa date.

Elle contient encore toutes autres clauses et énonciations dont les parties conviennent.

2 Valin, *Ord. de la marine*, h. t., art. 3, p. 31. 1 Emérigon, ch. 2, sec. 7, p. 52. Pothier, *Ass.*, 104. 1 Bell, *Com.*, No. 542, p. 516. 1 Arnould, ch. 2, sec. 3, p. 19, § 18 et suiv. 1 Alauzet, No. 209 et suiv., ch. 14. Marshall, *Ins.*, pp. 313 et suiv. C. Com., 332.

2493. L'assurance peut être effectuée sur les bâtiments, les marchandises, le fret, les prêts à la grosse, les profits et commissions, les primes d'assurance et sur toutes autres choses appréciables en argent et exposées aux risques de la navigation, à l'exception des salaires des matelots sur lesquels l'assurance ne peut avoir lieu légalement, et sauf les règles générales concernant les contrats contraires à la loi ou aux bonnes mœurs.

2 Valin, *Ord. de la marine*, h. t., art. 7 ; arts. 15 et 16, *contrà*, quant au fret, au prêt à la grosse et aux profits.

Pothier, *Ass.*, ch. 1, sec. 2, art. 1, § 2. 3 Kent, pp. 270-1-2. 1 Phillips, *Ins.*, pp. 64 à 74, ch. 5. 1 Arnould, ch. 11, p. 249. Marshall, B. I., ch. 3, pp. 51, 93 et suiv. C. Com., 334, *contrà*, quant au fret et aux profits.

2494. L'assurance peut être faite pour tous voyages et transports par mer, rivière et canaux navigables, soit pour tout le voyage ou pour un temps limité.

C. Com., 335.

2495. Le risque de perte ou de détérioration de la chose par sinistre ou fortune de mer est de l'essence du contrat d'assurance maritime.

Les risques ordinairement spécifiés dans la police sont : la tempête et le naufrage, l'échouement, l'abordage, le changement forcé de la route du bâtiment ou du voyage, ou le changement du bâtiment même, le feu, le jet, le pillage, la piraterie, la prise, la reprise et tous autres accidents de guerre, l'arrêt par ordre de puissance, la baraterie du maître et de l'équipage, et toutes autres fortunes de mer d'où peut résulter perte ou dommage.

Les parties par convention spéciale peuvent limiter ou étendre le risque.

2 Valin, *loc. cit.*, art. 26, p. 74. Pothier, *Ass.*, *loc. cit.*, § 2, Nos. 49 et suiv. 1 Bell, 518. 1 Arnould, 17, 30. 3 Pardessus, Nos. 770 et suiv. C. Com., 350.

2496. Si le temps où le risque doit commencer et se terminer n'est pas spécifié dans la police, il est réglé conformément aux dispositions de l'article 2598.

2497. Dans le cas de doute quant à l'interprétation d'une police d'assurance maritime, on doit se guider par l'usage bien établi et connu du négoce auquel elle se rapporte ; tel usage est censé compris dans la police, à moins qu'il n'en soit autrement convenu d'une manière spéciale.

1 Arnould, 71.

2498. L'assurance effectuée après la perte ou l'arrivée de l'objet est nulle, si au temps de l'assurance l'assuré connaissait la perte, ou l'assureur l'arrivage.

Cette connaissance se présume si l'information a pu en être reçue par les voies et dans le temps de transmission ordinaires.

3 Valin, Ord., h. t., art. 38, p. 93. Pothier, *Ass.*, 46, 47. 1 Arnould, 585. C. Com., 365. 2 Duer. *Ins.*, 433.

Voir la règle spéciale de l'Ordonnance, art. 39, et C. Com., 366.

SECTION II.

DES OBLIGATIONS DE L'ASSURÉ.

2499. Les principales obligations de l'assuré se rapportent :

A la prime ;

Aux déclarations et réticences ;

Aux garanties et conditions ;

Au délaissement, dont il est traité en la cinquième section.

§ 1. *De la prime.*

2500. L'assuré est tenu de payer le montant ou taux de prime convenu, aux termes du contrat.

Si le temps du paiement n'est pas spécifié, la prime est payable comptant.

2 Valin, *eod. loco*, art, 6, p. 47. Pothier, *Ass.*, 81. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, 789. 1 Phillips, *Ins.*, 76.

2501. Dans les cas ci-après énumérés, la prime n'est pas due, et si elle a été payée, elle peut être répétée, le contrat étant nul :

1. Lorsque le risque contre lequel l'assurance a été prise n'a pas lieu, soit parce que le voyage a été entièrement rompu avant le départ du bâtiment, ou pour quelque autre cause, celle même résultant sans fraude de l'acte de l'assuré ;

2. Lorsqu'il y a absence d'intérêt susceptible d'assurance ou quelqu'autre cause de nullité, sans fraude de la part de l'assuré.

Dans ces cas l'assureur a droit à un demi pour cent sur la somme assurée, par forme d'indemnité, à moins que la police ne soit illégale ou invalidée par suite de fraude, fausse représentation ou réticence de sa part.

Si la police est illégale, il n'y a pas d'action pour recouvrer la prime, ni pour la répéter si elle a été payée.

2 Valin, *eod. loco*, arts, 37, 38, p. 93, art. 41, p. 96. Pothier, *Ass.*, 179, 180, 182. 1 Emérigon, p. 12 ; 2 ditto, ch. 16, sec. 1, p. 187. 2 Arnould, ch. 11, p. 1209, § 424 et suiv. 1 Phillips, *Ins.*, 503, 514 ; 2 ditto, 353. Mar-

shall, 464, 662, 663. 1 Alauzet, No. 179. Pardessus, No. 872. 4 Boulay-Paty, *Dr. Com. Mar.*, pp. 1, 3, 114. 1 Arnould, 349. C. Com., 349.

2502. L'article qui précède s'applique, lorsque le risque n'a lieu que pour partie de la valeur, quant au non-paiement ou remboursement d'une proportion de la prime, et ce suivant les circonstances et la discrétion du tribunal.

Pothier, *Ass.*, 183. *Suprà*, art. 2501.

§ 2. *Des déclarations et réticences.*

2503. Les règles relatives aux déclarations et à l'effet des fausses représentations et réticences sont énoncées au chapitre premier, section deuxiéme.

Suprà, arts. 2485, 2486, 2487, 2488.

§ 3. *Des garanties.*

2504. Les règles générales concernant les garanties sont contenues dans le premier chapitre, section troisième.

Suprà, arts. 2490, 2491.

2505. Dans tout contrat d'assurance maritime, il y a garantie implicite que le bâtiment sera propre à la mer à l'époque du départ. Il est propre à la mer s'il est dans un état convenable quant aux réparations, avitaillement, équipage et sous tous autres rapports pour entreprendre le voyage.

3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 866, p. 438 et suiv. 1 Arnould, 689. 3 Kent, 287, 288. 1 Phillips, *Ins.*, 112, 113. 1 Bell, *Com.*, 530 et suiv.

2506. Dans le cas d'assurance au profit du propriétaire du bâtiment, il y a garantie implicite que le bâtiment sera pourvu de tous les papiers nécessaires et sera conduit conformément aux lois et traités du pays auquel il appartient et au droit des nations.

3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 866, p. 437. Marshall, 177. 1 Phillips, 113, 119. 1 Arnould, sec. 4, art. 1, p. 727 et suiv. C. Com., 352-3. Bell, *Ibid.*

SECTION III.

DES OBLIGATIONS DE L'ASSUREUR.

2507. L'obligation principale de l'assureur est de

payer à l'assuré toutes pertes que ce dernier souffre par suite des risques contre lesquels il est assuré et conformément aux termes du contrat.

Cette responsabilité est sujette aux règles contenues en la section qui précède et aux règles et conditions ci-après exposées.

Pothier, *Ass.*, 115, 117, 118. 3 Pardessus, ch. 3, sec. 4, p. 365. C. Com., 350.

2508. L'assureur n'est pas tenu des pertes souffertes après une déviation ou un changement du risque fait sans son consentement, ou par le changement, contrairement à l'usage reçu, de la route ou du voyage du bâtiment, ou par le changement de bâtiment, provenant du fait de l'assuré, à moins que telle déviation ou changement n'ait eu lieu par nécessité ou pour sauver quelque vie en péril.

L'assureur a néanmoins droit à la prime si le risque a commencé.

2 Valin, *Ord. de la Mar.*, h. t., art. 27, p. 77; art. 36, p. 87. Pothier, *Ass.*, 51, 68 et suiv. 1 Emérigon, 363, 418, 419; ch. 2, secs. 2, 15, 16; vol. 2, ch. 13, sec. 16, p. 98. 1 Arnould, ch. 15, pp. 39[illegible] et suiv. 2 *ditto*, ch. 1, sec. 3. 3 Kent, 314, 315 et suiv. 1 Phillips, ch. 12, p. 179; ch. 13, p. 224. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, Nos. 66, 867. C. Com., 351, 352, 364.

2509. L'assureur n'est pas tenu des pertes et dommages qui arrivent par le vice propre de la chose, ou qui sont causés par le fait répréhensible ou la négligence grossière de l'assuré.

2 Valin, h. t., art. 29, p. 80. Pothier, *Ass.*, 66. 3 Kent, 306, 397, note *e*. C. Com., 352.

2510. L'assureur n'est pas tenu des pertes provenant de la baraterie du maître ou de l'équipage, s'il n'y a convention à cet effet.

2 Valin, h. t., art. 28, p. 79. Marshall, 338. Arnould, 17, 31. C. Com., 353.

2511. La baraterie est tout acte de prévarication volontaire du maître ou de l'équipage qui cause une perte aux propriétaires ou aux affréteurs.

2 Arnould, 843, 845, 864. 1 Phillips, ch. 13, sec. 2, pp. 230, 231. 3 Kent, 304, 305. Marshall, 519, 521, *qui cite Casaregis, Dis.* 1, No. 77. Toubeau, 658.

2512. L'assureur n'est pas tenu des frais ordinaires connus sous le nom de petites avaries, comme pilotage, touage, tonnage, ancrage, acquits de douane, ou droits imposés sur le bâtiment et la cargaison.

2 Valin, h. t., art. 30, p. 81. Pothier, *Ass.*, 67. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 884. 2 Arnould, 1006. C. Com., 354.

2513. La restriction de la responsabilité de l'assureur quant à des avaries particulières au-dessous d'un certain montant, ou pour la perte ou détérioration de certains articles énumérés dans le memorandum commun de garantie comme exempts de contribution, est réglée par les termes de ce memorandum contenu dans la police.

S'il n'y a pas tel memorandum de garantie, les règles générales contenues dans ce titre reçoivent leur application.

Stevens, *On average*, 219 et suiv. 2 Arnould, ch. 3, pp. 872, 873, 874. 1 Phillips, ch. 18, p. 483. 4 Boulay-Paty, *Dr. Com. mar.*, p. 87. *Contrà*, 1 Emérigon, ch. 12, sec. 9. Pothier, *Ass.*, 166. C. Com., 408-9.

2514. Un contrat d'assurance fait frauduleusement de la part de l'assuré pour une somme excédant la valeur de la chose, peut être annulé quant à l'assureur, qui, dans ce cas, a droit à demi pour cent sur le montant assuré.

Valin, h. t., art. 22, p. 71. C. Com., 357.

2515. Dans le cas de l'article précédent, s'il n'y a pas de fraude, le contrat est valable jusqu'à concurrence de la valeur de la chose assurée.

L'assureur n'a pas droit à la prime entière sur l'excès de valeur assurée, mais seulement à demi pour cent.

2 Valin, h. t., art. 23, p. 72. C. Com., 358.

2516. S'il existe plusieurs contrats d'assurance faits sans fraude sur le même objet et contre les mêmes risques, et que le premier contrat assure l'entière valeur de l'objet, ce dernier est seul exécutoire.

Les assureurs subséquents sont exempts de toute responsabilité et sont tenus de restituer la prime, sauf le demi pour cent.

Sujet néanmoins aux conditions et conventions qui peuvent être contenues dans les polices d'assurance.

2 Valin, h. t., art. 24, p. 73. 2 Alauzet, pp. 52 et suiv. 2 Pardessus, 589 ; 3 *ditto*, 767. 1 Arnould, ch. 12, sec. 5, pp. 345 à 351. Marshall, 139. C. Com., 359.

2517. Lorsque dans le cas spécifié en l'article qui précède, l'entière valeur de l'objet n'est pas assurée par le premier contrat, les assureurs subséquents sont responsables de l'excédant en suivant l'ordre de la date de leurs contrats respectifs, sous la même restriction.

Valin, *eod. loco*, art. 25. *Suprà*, art. 2516.

2518. Si l'assurance subséquente est entachée de fraude de la part de l'assuré, il est tenu à la prime entière sur cette assurance, sans en pouvoir rien réclamer.

1 Emérigon, ch. 9, sec. 2, pp. 270, 272, et *Comm. par* Boulay-Paty, *ibid*, 272-273. 4 Boulay-Paty, *Dr. Com., Mar.*, pp. 124, 125. 1 Arnould, 348. C. Com., 357.

2519. Lorsqu'il y a perte partielle d'un objet assuré par plusieurs assurances, pour un montant n'excédant pas son entière valeur, les assureurs en sont responsables à proportien des sommes pour lesquelles ils ont respectivement assuré.

C. Com., 360, 401. 2 Valin, 73, 74.

2520. Lorsque l'assurance est faite divisément sur des marchandises qui doivent être chargées sur différents bâtiments, si le chargement entier est mis sur un seul bâtiment ou sur un moindre nombre qu'il n'en est désigné, l'assureur n'est tenu que de la somme qu'il a assurée sur les marchandises qui, d'après la convention, devaient être mises sur le bâtiment ou les bâtiments qui ont reçu le chargement, nonobstant la perte de tous les bâtiments désignés. Il a cependant droit au demi pour cent de prime sur le reste du montant total assuré.

2 Valin, h. t., art. 22, p. 84. 1 Alauzet, 61, 67. C. Com., 361. Emérigon, ch. 1, sec. 5, pp. 174 à 178. 1 Arnould, ch. 9, sec. 3.

SECTION IV.

DES PERTES.

2521. Les pertes dont l'assureur est responsable sont ou totales ou partielles.

Marshall, 486, et ch. 13, sec. 1, pp. 563, 564.

2522. La perte totale peut être absolue ou implicite.

Elle est absolue lorsque la chose assurée est totalement détruite ou perdue.

Elle est implicite lorsque la chose assurée, quoique non entièrement détruite ou perdue, devient, par suite d'un accident garanti par l'assurance, sans valeur ou d'une valeur minime pour l'assuré, ou lorsque le voyage ou l'expédition sont perdus ou ne valent plus la peine d'être poursuivis.

Avant de pouvoir réclamer sur une perte totale implicite, l'assuré est tenu au délaissement tel que prescrit dans la section qui suit.

Marshall, 597. Arnould, 1007.

2523. Toute perte qui ne tombe pas dans la définition de l'article qui précède est une perte partielle.

2524. Lorsqu'une perte par abordage résulte d'un cas fortuit sans qu'aucune des parties soit en faute, elle tombe sur le bâtiment avarié sans recours contre l'autre, et c'est une perte par fortune de mer dont l'assureur est responsable d'après les termes généraux de la police.

Infrà, art. 2526.

2525. Lorsque l'abordage est causé par la faute du maître ou de l'équipage de l'un des bâtiments, la partie en faute en est responsable envers l'autre, et si le bâtiment assuré est avarié par la faute du maître ou de l'équipage de l'autre, l'assureur est responsable d'après la clause générale; mais si le dommage est causé par la faute du maître ou de l'équipage du bâtiment assuré, l'assureur n'est pas responsable. Si la faute équivaut à baraterie, elle est soumise à la disposition contenue en l'article 2510 en autant qu'il s'agit de l'assureur.

Infrà, art. 2526.

2526. Si la cause de l'abordage est inconnue, ou s'il est impossible de déterminer quelle est la partie en faute, les dommages sont supportés également par chacun des bâtiments, et l'assureur en ce cas est responsable en vertu de la clause générale.

ff L. 29, §§ 2, 3, 4 *ad legem equil.* 1 Emérigon, ch. 12, sec. 14, pp. 409, 416. 2 Valin, *Assur.*, art. 26; *Avaries*, arts. 10, 11, pp. 177, 183. Pothier, *Ass.*, No. 50. Marshall, 494. 2 Arnould, 828, 829, 830. Cleirac, *Us et coutumes de la mer*, 68. Merchant Shipping Act, 1854, secs. 295, 300. 3 Kent, 230 et suiv. 1 Phillips, (3e édit.), 635, et vol.

2, pp. 177, 179. 1 Boulay-Paty, sur Emérigon, 418. 4 Boulay-Paty, *Cours de Dr. Com.*, p. 7. C. Com., 407.

2527. Les frais extraordinaires encourus nécessairement pour le seul avantage de quelque intérêt particulier, tel que pour le bâtiment seul, ou pour la cargaison seule, et les dommages soufferts par le bâtiment seul ou la cargaison seule, et qui n'ont pas été encourus volontairement pour le salut commun, sont des avaries particulières dont l'assureur est tenu envers l'assuré en vertu des termes généraux de la police, lorsque ces pertes sont causées par fortune de la mer.

2 Valin, *Avaries*, arts. 3, 4, 5, pp. 160, 164. 4 Boulay-Paty, *Dr. Com. mar.*, 481. Arnould, 970. Benecke, *Pr. of Indem.*, 165, 166, 425. C. Com., 403, 404.

2528. Les frais de sauvetage sont des avaries par fortune de mer, et l'assureur en est tenu en vertu des termes généraux de la police.

Des règles spéciales concernant le sauvetage sont contenues dans l'acte intitulé: "*The Merchant Shipping Act*, 1854."

2 Valin, p. 164. 2 Emérigon, ch. 17, sec. 7. Arnould, 867. Marshall, 552, 553. Code Civil B. C., art. 2387.

2529. Les règles concernant les pertes résultant de la contribution se trouvent en la section sixième de ce titre.

2530. Si dans le cours du voyage le bâtiment se trouve dans l'impossibilité de le parfaire, à cause d'innavigabilité, le maître est tenu de se procurer un autre bâtiment pour rendre la cargaison à sa destination, si la chose peut se faire avec avantage pour les parties intéressées, et dans ce cas la responsabilité de l'assureur continue après le transbordement à cet effet.

Code Civil B. C., art. 2427. 3 Kent, 321, N. B. Marshall, 164-5, N. B. 626, 627. C. Com., 390, 391, 392. Emérigon, c. 12, s. 16.

2531. Dans le cas de l'article qui précède, l'assureur est encore tenu des avaries, frais de déchargement, magasinage, rembarquement, avitaillement, fret et tous autres frais jusqu'à concurrence seulement du montant assuré.

C. Com., 393. *Suprà*, art. 2530.

2532. Dans le cas de l'article 2530, si le maître ne

peut sous un délai raisonnable se procurer un autre bâtiment pour rendre la cargaison à sa destination, l'assuré peut faire le délaissement.

C. Com., 394. *Suprà*, art. 2530.

2533. Dans l'assurance sous une police à découvert, la valeur du bâtiment est réglée par celle qu'il avait au port où a commencé le voyage, y compris tout ce qui ajoute à sa valeur permanente ou est nécessaire pour le mettre en état de faire le voyage, et aussi les frais d'assurance.

1 Bell, 527. Marshall, 633.

2534. La valeur des marchandises assurées sous une police à découvert est établie par la facture, ou, si cela ne peut se faire, elle est estimée suivant leur prix courant au temps du chargement ; y compris tous les frais et dépens encourus jusqu'à ce moment, ainsi que la prime d'assurance.

2 Valin, art. 64, p. 146. 1 Emérigon, 261, 262, 263. 3 Kent, 335-6. Marshall, 629, 631-2. Arnould, 381, 382. Le Guidon de la mer, ch. 2, art. 9 ; c. 15, arts. 3, 13, 15. C. Com., 339.

2535. Le montant que l'assureur est tenu de payer sur une perte partielle est constaté par la comparaison du produit brut de la vente de ce qui est avarié et de ce qui ne l'est pas, et appliquant la proportion à la valeur des effets telle qu'énoncée dans la police, ou établie de la manière indiquée dans l'article qui précède.

Arnould, 985. 1 Phillips, 375-6-7. Johnston vs. Shedden, 2 *East Rep.*, 581.

2536. L'assuré est tenu en faisant sa demande d'indemnité de déclarer, s'il en est requis, toutes autres assurances qu'il peut avoir prises sur la chose assurée et tous les prêts à la grosse qu'il a obtenus sur cette chose.

Il ne peut exiger son paiement avant que cette déclaration soit faite, lorsqu'elle a été demandée, et si cette déclaration est fausse ou frauduleuse, il perd son recours.

Valin, *Ord.*, arts. 53, 54, pp. 135-6. Marshall, 145, 702. C. Com., 379, 380. Arnould, 353. Stat. Imp. 19 Geo. II, c. 37, s. 6.

2537. L'assuré est tenu de faire de bonne foi tout ce qui est en son pouvoir, entre l'époque du sinistre et le délaissement, pour sauver les effets assurés. Ses actes

et ceux de ses agents à cet égard sont aux profit, dépens et risque de l'assureur.

2 Valin, 45, p. 98. Marshall, 626, 627. C. Com., 381.

SECTION V.

DU DÉLAISSEMENT.

2538. L'assuré peut faire à l'assureur le délaissement de la chose assurée dans tous les cas où la perte en est implicite, et peut en conséquence recouvrer comme si la perte était totale. S'il ne fait pas le délaissement dans ces cas, il a droit de recouvrer à titre d'avarie seulement.

2 Valin, h. t., art. 46, p. 99. Marshall, 564, c. 13, p. 567. C. Com., 369, 371.

2539. Le délaissement ne peut être partiel ni conditionnel. Il ne s'étend cependant qu'aux effets qui sont l'objet du risque au temps du sinistre.

2 Valin, art. 47, pp. 108 et suiv. 2 Emérigon, p. 249, c. 17, s. 8. Marshall, 611, 612. Arnould, 1160, 1161. 4 Boulay-Paty, *Dr. Com. Mar.*, p. 289. C. Com., 372.

2540. Si différentes choses ou classes de choses sont assurées sous une même police et évaluées séparément, le droit de délaisser peut exister à l'égard d'une partie évaluée séparément de même que pour la totalité.

Suprà, art. 2539.

2541. Le délaissement doit être fait sous un délai raisonnable après que l'assuré a reçu avis du sinistre.

Si à raison de l'incertitude des nouvelles ou de la nature du sinistre, l'assuré a besoin de plus ample information et investigation pour être en état de décider s'il fera le délaissement ou non, il lui est accordé un délai raisonnable pour ce faire, suivant les circonstances.

Valin, arts. 48, 49. Marshall, 606. Arnould, 1169. C. Com., 373.

2542. A défaut par l'assuré de faire le délaissement sous un délai raisonnable, tel que pourvu en l'article qui précède, il est censé s'être désisté de ce droit et ne peut recouvrer qu'à titre d'avarie.

Suprà, art. 2541.

2543. Le délaissement se fait par un avis que l'as-

suré donne à l'assureur du sinistre et de l'abandon qu'il lui fait de tous ses intérêts dans la chose assurée.

Valin, art. 24. 2 Emérigon, 190. Pothier, *Ass.*, 126. Marshall, 610. Arnould, 1162, 1163. C. Com., 374.

2544. L'avis du délaissement doit être explicite et contenir un exposé des motifs du délaissement. Ces motifs doivent être réels et suffisants au temps où l'avis est donné.

Arnould, 1163-8. *Suprà,* art. 2543.

2545. Le délaissement, fondé sur l'innavigabilité du bâtiment résultant d'échouement ne peut avoir lieu si le bâtiment peut être relevé et mis en état de continuer son voyage jusqu'au lieu de sa destination.

En ce cas l'assuré a recours contre l'assureur pour les frais et l'avarie résultant de l'échouement.

Emérigon, c. 12, s. 13, p. 404 et suiv. 1 Phillips, *Ins.*, 393 ; *vol.* 2, p. 285. C. Com., 389.

2546. Si l'on n'a reçu aucune nouvelle du bâtiment sous un délai raisonnable à compter de son départ ou de la réception des dernières informations à son égard, il est présumé avoir sombré en mer et l'assuré peut faire le délaissement et réclamer comme sur une perte totale implicite.

Le temps requis pour justifier cette présomption est déterminé par le tribunal suivant les circonstances.

2 Valin, arts. 58, 59, p. 141. Marshall, 189, 192. 2 Arnould, 817, 818. C. Com., 375, 377.

2547. Le délaissement fait et accepté équivaut à une cession, et la chose délaissée et tous les droits y attachés deviennent dès cet instant la propriété de l'assureur.

L'acceptation peut être expresse ou tacite.

2 Valin, pp. 143 et suiv. 2 Emérigon, 230 ; notes par Boulay-Paty, pp. 233-4. Le Guidon, c. 7, art. 1. 3 Kent, 324, 325, N. B. Marshall, 612-3. 2 Phillips, 321, c. 17, s. 14. Levi, *Com. Law*, p. 167, No. 542. C. Com., 385.

2548. [Dans le cas d'acceptation du délaissement du bâtiment, le fret gagné après le sinistre appartient à l'assureur, et celui gagné auparavant appartient au propriétaire du bâtiment ou à l'assureur du fret à qui il a été abandonné.]

2 Valin, *Ass.*, art. 15, pp. 58, 115-6 Emérigon, c. 17,

s. 9, pp. 251 et suiv.; Notes par Boulay-Paty, p. 259. 3 Kent, 332-3. 2 Phillips, c. 17, s. 17, p. 473 et suiv. Arnould, 1153-4-5-8. C. Com., 386.

2549. Le délaissement fait sur cause suffisante et accepté est obligatoire pour les deux parties. Il ne peut être mis au néant par un événement subséquent, ou révoqué, si ce n'est de consentement mutuel.

2 Emérigon, c. 17, § 6, p. 331. Pothier, *Ass.*, 138. Marshall, 625. Levi, *Com. Law*, p. 166, Nos. 557-8-9. *Contrà*, Arnould, 1069. 2 Valin, pp. 143-4. C. Com., 385.

2550. Si l'assureur refuse d'accepter un délaissement valable, il est responsable comme sur une perte totale absolue, en déduisant néanmoins du montant tout ce qui est provenu de la chose délaissée et qui a tourné au profit de l'assuré.

2 Marshall, 609.

SECTION VI.

DES PERTES RÉSULTANT DE LA CONTRIBUTION.

2551. En l'absence de conventions spéciales entre les parties, la contribution est réglée par les dispositions des articles de la présente section, et lorsque ces dispositions ne peuvent s'appliquer, par l'usage du commerce.

L'assureur est tenu de rembourser à l'assuré sa contribution, pourvu qu'elle n'excède pas le montant assuré.

2 Arnould, 967. C. Com., 398.

2552. La contribution par le bâtiment et le fret et par la cargaison, soit qu'elle soit sauvée ou perdue, proportionnellement et suivant leur valeur respective, a lieu pour toute avarie encourue volontairement et pour toute dépense extraordinaire faite pour la sûreté commune du bâtiment et de la cargaison.

Ces pertes sont appelées avaries générales ou communes et sont les suivantes :

1. Les deniers ou autres choses données, comme compensation, à des corsaires pour racheter le bâtiment et la cargaison, ou comme droit de sauvetage sur la reprise ;
2. Les choses jetées à la mer ;
3. Les mâts, cables, ancres ou autres apparaux du bâtiment coupés, détruits ou abondonnés ;

4. Les dommages causés par le jet aux marchandises restées à bord du bâtiment ou au bâtiment lui-même;

5. Les salaires et l'entretien de l'équipage pendant l'arrêt du bâtiment par ordre de puissance, durant le voyage, et pendant les réparations nécessaires de quelque dommage qui donne lieu à la contribution;

6. Les frais de déchargement pour alléger le bâtiment et le faire entrer dans un havre ou dans une rivière, quand le navire est contraint de le faire par la tempête ou par la poursuite de l'ennemi;

7. Les frais et dommages résultant de l'échouement volontaire du bâtiment pour éviter la perte totale ou la prise;

Et en général tous dommages soufferts volontairement et les dépenses extraordinaires encourues pour la sûreté commune du bâtiment et de la cargaison, depuis le temps du chargement et départ du bâtiment jusqu'à son arrivée et déchargement au port de sa destination.

ff, lib. 14, tit. 2, LL. 1, 2, 3, 4, 4, 5. 2 Valin, *h. t.*, arts. 2, 6, 7, pp. 159, 165, 168. 1 Emérigon, c. 12, s, 13, pp. 404 et suiv.; s. 41, pp. 598 et suiv. Consulat de la mer, c. 51, 192, 193, 150, en 2 vols. Pardessus, *Collection des loix marit.*, p. 166. Casaregis, *disc.*, 45, Nos. 60 et suiv. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, c. 4, s. 1, Nos. 731 à 741. 2 Marshall, pp. 538 à 548. Arnould, c. 4, ss. 2, 3, pp. 894. 934, 935. 3 Kent, 233 à 239. Code Civil B. C., art. 2402. C. Com., 400, 401, 422. Code Civil B. C., art. 2445. 2 Arnould, 933. Abbott, c. 346, 347.

2553. Le jet ne donne lieu à contribution que dans le cas de péril imminent et lorsqu'il est indispensable pour la conservation du bâtiment et de la cargaison.

Le jet peut être de la cargaison, des provisions, ou des agrès et fournitures du bâtiment,

ff lib. 14, tit. 2, L. 1; L. 2, § 2, *de lege Rhodiâ de jactu.* 2 Valin, *h. t.*, arts. 1, 2, pp. 188, 189. 1 Emérigon, 605, c. 12, s. 40. 2 Arnould, 900-4. 1 Phillips, 331-2; 2 *Do.*, p. 245, Marshall, 540. 3 Kent, 233-4 et note *a*. C. Com., 410.

2554. Les choses les moins nécessaires, les plus pesantes et de moindre valeur sont jetées les premières.

2 Valin, art. 3, p. 189. 3 Kent, 333. C. Com., 411.

2555. Les munitions de guerre, les provisions du

bâtiment et les hardes de l'équipage, ne contribuent pas au jet, mais la valeur de ceux de ces effets qui sont jetés à la mer est payée par contribution sur les autres effets généralement.

Le bagage des passagers ne contribue pas. S'il est perdu il est payé par contribution à laquelle il prend part.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, art. 11, pp. 199, 201. 1 Magens, p. 63, ss. 55, 56. 1 Emérigon, 624-5-6. Arnould, 936. 1 Phillips, 364. 3 Kent, 241-2. 4 Boulay-Paty, 561-2. C. Com., 419.

2556. Les effets dont il n'y a pas de connaissement ou reconnaissance du maître ou qui sont mis à bord contrairement à la charte-partie, ne sont pas payés par contribution s'ils sont jetés. Ils contribuent s'ils sont sauvés.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, 11, p. 202. 2 Arnould, 904. C. Com., 420.

2557. Les effets chargés sur le tillac, s'ils sont jetés ou endommagés par le jet, ne sont pas payés par contribution, à moins qu'ils ne soient ainsi transportés conformément à un usage reçu ou à celui du commerce.

Ils contribuent s'ils sont sauvés.

2 Valin, *h. t.*, art. 13, p. 203. Emérigon, c. 12, s. 40, p. 623. Arnould, 904. Benecke, *Pr. of Indem.*, 293. 1 Phillips, 364. Abbott, *Ship.*, 350. Code Civil B. C., art. 2425. C. Com., 421.

2558. Au cas de contribution pour avaries, le bâtiment et le fret sont estimés suivant leur valeur au lieu du déchargement.

Les effets jetés de même que ceux qui sont sauvés sont estimés de la même manière, déduction faite du fret, des droits et autres frais.

ff L. 2, § 4, *de lege Rhodiâ de jactu*. 2 Valin, *h. t.*, arts. 6, 7, pp. 194-7. Pothier, *Avaries*, 130. 1 Emérigon, 636-7. Marshall, 550-1. Arnould, ss. 6, 7, pp. 946, 948, 950, 951. 3 Kent, 242. Code Civil B. C., art. 2449. C. Com., 402, 415, 417.

2559. Nonobstant la règle d'évaluation contenue dans l'article qui précède, le montant que l'assureur est tenu de rembourser à l'assuré pour sa contribution est réglé par la valeur du bâtiment et de la cargaison,

suivant les articles 2533 et 2534 ou par la somme portée dans la police évaluée, et non d'après leur valeur de contribution.

2 Valin, *Ord.*, p. 115. 2 Emérigon, p. 2; *Ibid, conférence* par Boulay-Paty, p. 8. Arnould, 967-8. 2 Phillips, 253-4. Benecke, *Pr. of Indem.*, 328. Magens, 245, cas XIV. Levi, *Com. Law*, 460.

2560. Il n'y a pas lieu à contribution pour les avaries particulières. Elles sont supportées et payées par le propriétaire de la chose qui a essuyé le dommage ou occasionné la dépense, sauf son recours contre l'assureur, tel qu'énoncé en l'article 2527.

Code Civil B. C., art. 2527.

2561. Si le jet ne sauve pas le bâtiment, il n'y a lieu à aucune contribution, et les choses sauvées ne sont point tenues de contribuer pour celles qui ont été perdues ou endommagées.

ff L. 4, § 1, *de lege Rhodiâ de jactu.* 2 Valin, *Ord.*, art. 15, *h. t.*, p. 205. Pothier, *Jet et contrib.*, Nos. 113, 114. 1 Emérigon, c. 12, s. 41, p. 601. Marshall, 541. 3 Kent, 235. C. Com., 423. *Contrà*, Arnould, 943 et suiv.

2562. Si le jet sauve le bâtiment et si le bâtiment continue son voyage et se perd ensuite, les effets sauvés contribuent suivant leur valeur actuelle, déduction faite des frais de sauvetage.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, art 16. C. Com., 424.

2563. Les effets jetés ne contribuent en aucun cas au paiement des dommages essuyés ensuite par les effets sauvés.

La cargaison ne contribue pas au paiement du navire perdu ou réduit à l'état d'innavigabilité.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, art. 17. C. Com., 425.

2564. En cas de perte des marchandises mises dans des alléges pour permettre au bâtiment d'entrer dans un port ou une rivière, le bâtiment et la cargaison sont sujets à contribution; mais si le bâtiment périt avec le reste de son chargement, les effets mis sur les alléges ne sont pas assujettis à la contribution quoiqu'ils arrivent à bon port.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, arts. 19, 20, pp. 209, 210. C. Com., 427. 2 Marshall, 541.

2565. Il est du devoir du maître à son arrivée au premier port, de faire sa déclaration et ses protestations en la forme accoutumée et aussi d'affirmer sous serment, conjointenent avec quelqu'un de son équipage, que les avaries ou les frais essuyés étaient pour la sûreté du bâtiment et de l'équipage. Sa négligence à le faire ne peut cependant préjudicier aux droits des parties intéressées.

2 Valin, *h. t.*, arts. 5, 6, pp., 190, 191. Marshall, 550. Arnould, 900. Stevens, *on average*, 29. C. Com., 411, 412.

2566. Le propriétaire et le maître ont un privilége et un droit de rétention sur les effets à bord du bâtiment ou sur le prix en provenant pour le montant de la contribution sur ces effets.

2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, art. 51, p. 211. Arnould, 965. Marshal, 550. C. Com., 428.

2567. Si depuis la contribution les effets jetés sont recouvrés par le propriétaire, il est tenu de remettre au maître et autres intéressés ce qu'il a reçu dans la contribution, déduction faite des dommages causés par le jet et des frais de sauvetage.

ff L. 2, §§ 7, 8, *de lege Rhodià de jactu.* 2 Valin, *Ord.*, *h. t.*, art. 22, p. 211. Domat, liv. 2, tit. 9, s. 2, No. 17. 1 Emérigon, 640. Arnould, 907. C. Com., 429.

CHAPITRE TROISIÈME.

DE L'ASSURANCE CONTRE LE FEU.

2568. L'assurance contre les pertes par le feu est soumise aux dispositions contenues dans le premier chapitre de ce titre, et est aussi sujette aux règles contenues dans le second chapitre lorsqu'elles peuvent s'y appliquer et qu'elles ne sont pas incompatibles avec les articles du présent chapitre.

2569. La police contre le feu contient :

Le nom de celui en faveur de qui elle est faite ;

Une description ou désignation suffisante de l'objet de l'assurance et de la nature de l'intérêt qu'y a l'assuré ;

Une déclaration du montant couvert par l'assurance, du montant ou du taux de la prime, et de la nature, commencement et durée du risque ;

La souscription de l'assureur avec sa date ;

Toutes autres énonciations et conditions dont les parties peuvent légalement convenir.

Boudousquié, Nos. 202, 203, 204. Quenault, ch. 7, § 2, Nos. 163 à 191. 2 Alauzet, § 401, p. 298. 1 Bell, *Com.*, No. 561, p. 540 et suiv. Scott vs. Phœnix Ass. Co.; *Stuart's Rep.*, 152 et 355.

2570. Les déclarations qui ne sont pas insérées dans la police ou qui n'en font pas partie ne sont pas reçues pour en affecter le sens ou les effets.

2 Phillips, 96.

2571. L'intérêt d'une personne qui assure contre le feu peut être celui de propriétaire ou de créancier, ou tout autre intérêt dans la chose assurée, appréciable en argent ; mais la nature de cet intérêt doit être spécifiée.

Marshall, 789. Boudousquié, Nos. 28 et suiv. 1 Bell, *Com.*, 540.

2572. Il y a garantie implicite de la part de l'assuré que la description qu'il a donnée de l'objet assuré est telle qu'elle montre vraiment sous quelle classe de risque elle tombe, d'après les propositions et les conditions de la police.

1 Bell, *Com.*, p. 541. Ellis, (Shaw's), p. 48. Quenault, Nos. 174, 175, 176. Boudousquié, No. 202, p. 241, Nos. 104, 111, 112.

2573. Une assurance sur des effets sans désignation et qui se trouvent dans un certain lieu ne se restreint pas aux effets particuliers qui s'y trouvaient au temps où l'assurance a été prise, mais elle couvre tous effets du même genre qui se trouvent sur le lieu au temps du sinistre, à moins que la police n'indique une intention contraire.

2 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 594, p. 489. Angell, §§ 101-2. Quenault, *Ass.*, No. 78. The British Amer. Ins. Comp. et Joseph, 9 Décis. des Trib. B. C., 448. Boudousquié, No. 122.

2574. Tout changement dans l'usage ou l'état de la chose assurée, tels que restreints par la police, faite sans le consentement de l'assureur, par des moyens sur lesquels l'assuré a un contrôle, et qui augmente le risque, est une cause de nullité de la police. Si le changement n'augmente pas le risque, la police n'en est pas affectée.

3 Kent, 374. 2 Phillips, ch. 7, sec. 2, § 2, pp. 96 et suiv. 2 Pardessus, No. 595. Boudousquié, No. 119, p. 149. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 883.

2575. Le montant de l'assurance ne fait aucune preuve quant à la valeur de l'objet assuré ; cette valeur doit être prouvée de la manière prescrite dans les conditions de la police et par les règles générales de la preuve, à moins qu'il n'y ait une évaluation spéciale dans la police.

2 Alauzet, 304. Angell, *Ins.*, § 11. 1 Bell, *Com.*, 542, 543.

2576. L'assurance devient nulle par la cession que l'assuré fait à un tiers de l'intérêt qu'il a dans la chose, à moins que ce transport n'ait lieu avec le consentement ou la participation de l'assureur.

La règle ci-dessus ne s'applique pas au cas de droits acquis à titre successif ou dans le cas spécifié en l'article qui suit. Elle est sujette aux dispositions contenues dans l'*Acte concernant la faillite*, 1864.

L'assuré a le droit de transporter la police avec la chose assurée sous les conditions qui y sont exprimées.

Code Civil B. C., arts. 2482, 2483. Marshall, 803. Angell, *Intr.*, § 11, et § 193 et suiv. 1 Arnould, 211. Leclaire vs. Crapser, 5 Décis. des Trib. B. C., p. 487. Ellis, *L. and F. Ins.*, 76, 77.

2577. La cession d'intérêt entre co-associés ou copropriétaires d'immeubles, qui ont assuré conjointement, ne rend pas la police nulle.

2578. L'assureur est responsable des dommages causés par l'assuré autres que ceux résultant de sa fraude ou de sa négligence grossière.

Angell, 122 et suiv. Alauzet, 431. Boudousquié, No. 294, pp. 340 et suiv. 3 Kent, p. 374, n. c.

2579. L'assureur est aussi responsable des dommages causés par la faute des serviteurs de l'assuré hors de la connaissance et sans le consentement de ce dernier.

Suprà, art. 2578.

2580. L'assureur est responsable de tous les dommages qui sont une conséquence immédiate du feu ou de la combustion, qu'elle qu'en soit la cause, y compris le dommage essuyé par les effets assurés en les transpor-

tant, ou par les moyens employés pour éteindre le feu, sauf les exceptions spéciales contenues dans la police.

Angell, § 115. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 595, p. 493. Quenault, *Ass.*, No. 66, p. 56. *Infrà*, art. 2582. The British Amer. Ins. Comp. et Joseph, 9 Décis. des Trib., 448.

2581. L'assureur n'est pas responsable des pertes causées seulement par l'excessive chaleur d'une fournaise, d'un poële ou autre mode de communiquer la chaleur, lorsqu'il n'y a pas combustion ou ignition actuelle de la chose assurée,

Pothier, *Ass.*, ch. 1. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, pp. 494, 495. Ellis, (Shaw's), p. 77. Angell, 111, 112, 115, 116 et suiv. 1 Bell, *Com.*, 540, 541.

2582. Dans le cas de perte par le feu, l'assureur est responsable du montant entier de la perte, pourvu qu'il n'excède pas la somme assurée, saus aucune déduction ni contribution.

Peddie vs. Quebec Fire Ass. Co., *Stuart's Rep.*, p. 178. 1 Phillips, *Ins.*, 375. 1 Bell, *Com.*, 543.

2583. Lorsque par les conditions de la police il est accordé un délai pour le paiement de la prime de renouvellement, l'assurance subsiste, et s'il survient un sinistre pendant ce délai, l'assureur en est responsable, en déduisant le montant de la prime due.

Ellis, (Shaw's), p. 119 et suiv. Angell, § 51. Marshall, 799, 800. 2 Pardessus, No. 596. Bell, *Com.*, pp. 540-1, § 3. *Mais voir* Ellis, 249 et suiv., *cause de* Want vs. Blunt, (*Life Ins.*). 12 *East*, 183.

2584. L'assureur, en payant l'indemnité, a droit à la cession des droits de l'assuré contre ceux qui ont causé le feu ou la perte.

The Quebec Fire Ass. Co. vs. Molson et al., 1 Décis. des Trib. B. C., pp. 223 et suiv. Ellis, (Shaw's), p. 112, No. 1. Marshall, 796. 2 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 595, pp. 498-9, 500, *quant à la subrogation* pleno jure.

CHAPITRE QUATRIÈME.

DE L'ASSURANCE SUR LA VIE.

2585. L'assurance sur la vie est réglée par les dispositions contenues dans le premier chapitre et est aussi

sujette aux règles contenues dans le deuxième chapitre lorsqu'elles peuvent s'y appliquer et qu'elles ne sont pas incompatibles avec les articles du présent chapitre.

Les articles 2570 et 2583 s'appliquent aux assurances sur la vie.

2586. L'assurance sur la vie est aussi sujette aux règles contenues dans les articles 1902, 1903, 1904, 1905, 1906, relativement aux personnes sur la vie desquelles elle peut être effectuée.

2587. La police d'assurance sur la vie contient :

Le nom ou une désignation suffisante de la personne en faveur de qui elle est faite et de celle dont la vie est assurée ;

Une déclaration du montant de l'assurance, du montant ou du taux de la prime, et du commencement et de la durée du risque ;

La souscription de l'assurance avec sa date ;

Toutes autres énonciations et conditions dont les parties peuvent légalement convenir.

2. Alauzet, 489. Angell, § 284.

2588. La déclaration dans la police de l'âge et de l'état de la santé de la personne sur la vie de laquelle l'assurance est prise, comporte une garantie de l'exactitude de laquelle dépend le contrat.

Néanmoins, en l'absence de fraude, la garantie que la personne est en bonne santé doit être interprétée favorablement, et ne comporte pas que la personne est exempte de toute infirmité ou indisposition.

Marshall, 772, 773. Ellis, (Shaw's), ch. 2, pp. 205 et suiv. *et notes*.

2589. Dans l'assurance sur la vie, la somme assurée peut être stipulée payable au décès de la personne sur la vie de laquelle elle est effectuée, ou au cas où il survivrait à une époque déterminée, ou périodiquement sa vie durant, ou autrement, selon quelque événement relatif à la continuation ou à l'extinction de sa vie.

Angell, *F. and L. Ins*, §§ 274, 275. Ellis, (Shaw's), *Ins.*, p. 187.

2590. L'assuré doit avoir un intérêt susceptible d'assurance dans la vie sur laquelle l'assurance est effectuée.

Il a un intérêt susceptible d'assurance :

1. Dans sa propre vie ;

2. Dans celle de toute personne dont il dépend en tout ou en partie pour son soutien et son éducation ;

3. Dans celle de toute personne qui lui est endettée d'une somme de deniers, ou qui lui doit des biens ou des services dont la mort ou la maladie pourrait éteindre ou empêcher la prestation ;

4. Dans celle de toute personne de laquelle dépend quelque propriété ou intérêt dont l'assuré est investi.

1 Bell, *Com.*, 544. Angell, *F. and L. Ins.*, § 297-300 et suiv. Dowdswell, *F. and L. Ins.*, p. 21. Stat Imp. 14 Geo. III, c. 48, s. 1. Ellis, (Shaw's), ch. 3, pp. 232 et suiv. 2 Alauzet, Nos. 551 à 556. Quenault, *Ass. Ter.*, Nos. 50, 51, 53.

2591. Une police d'assurance sur la vie ou la santé peut passer par cession, testament ou succession à toute personne quelconque, soit qu'elle ait ou non un intérêt susceptible d'assurance dans la vie de la personne assurée.

1 Bell, *Com.*, 545. Ellis, (Shaw's), ch. 5, pp. 263 et 264. No. 1.

2592. La mesure de l'intérêt de l'assuré est la somme spécifiée dans la police : excepté dans le cas d'assurance par un créancier ou autres cas semblables où l'intérêt est susceptible d'une appréciation pécuniaire exacte. Dans ces cas, la somme fixée est réduite au montant de l'intérêt actuel.

2 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 593, p. 479. 1 Bell, *Com.*, 544, 546. Angell, § 288. 2 Alauzet, No. 552, p. 484.

2593. L'assurance prise par un individu sur sa propre vie est sans effet s'il périt par la main de la justice, en duel, ou par suicide.

Ellis, (Shaw's), 192, 193, *n.* 1, 195, *n.* 1. 4 Bligh R., 164, N. S. (Bolland vs. Disney). 2 Alauzet, 563. Angell, ch. 13. § 289 et suiv.

TITRE SIXIÈME.

DU PRÊT A LA GROSSE.

2594. Le prêt à la grosse est un contrat par lequel le propriétaire d'un bâtiment, ou son agent,

en considération d'une somme d'argent prêtée pour le besoin du bâtiment, s'engage conditionnellement à la restituer avec intérêt, et hypothèque le bâtiment pour l'exécution du contrat. La condition essentielle du prêt est que si le bâtiment est perdu par cas fortuit ou force majeure, le prêteur perd ses deniers; autrement il en est remboursé avec un certain profit pour l'intérêt et le risque.

1 Valin, *Ord. de la mar.*, liv. 3, tit. 5, art. 2. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 9. 2 Emérigon, pp. 411, 417. 3 Pardessus, *Droit Com.*, Nos. 887, 890. 1 Bell, *Com.*, 433. Smith, *Merc. Law*, 419. Abbott, *Shipping*, 113 et suiv. Woolrych, *Com. Law*, p. 35. Marshall, *Insurance*, pp. 742, 743. 3 Kent, *Com.*, pp. 353, 354, 355. 1 Phillips, *Insurance*, No. 298. C. Com., 314. 2 Bornier, sur l'Ord. 1673, tit. 7, art. 2, p. 649.

2595. Lorsque le prêt est fait non sur le bâtiment, mais sur les marchandises qui y sont contenues, c'est encore un prêt à la grosse.

Autorités sous l'art. précédent.

2596. Le prêt peut être fait sur le bâtiment, le fret et la cargaison à la fois, ou sur telle portion de l'un ou des autres dont les parties conviennent.

Autorités sur l'art. 2594.

2597. Le contrat doit spécifier:

1 La somme de deniers prêtée avec le taux des intérêts à payer; 2. L'objet sur lequel le prêt est fait. Il spécifie aussi la nature du risque.

Pothier, *Prêt à la grosse*, Nos. 7 et suiv. Maclachlan, pp. 52, 53. Smith, *Merc. Law*, p. 419. 1 Bell, *Com.*, p. 434. 3 Pardessus, *Dr. Com.*, No. 890. C. Com., 311.

2598. Si la durée du risque n'est pas exprimée dans le contrat, elle court, quant au bâtiment et son fret, du jour de la mise à la voile, jusqu'à ce que le bâtiment soit ancré ou amarré au lieu de sa destination.

A l'égard de la cargaison, le risque court depuis le temps de la charge de la marchandise jusqu'à sa délivrance à terre.

ff L. 3, *de nautico fenore.* 2 Valin, *Ord. de la mar.*, *ib.*, art. 13, p. 15. Marshall, *Insurance*, p. 764. C. Com., 328.

2599. Dans les prêts faits sur le bâtiment, le bâti-

ment avec ses agrès, apparaux, armement et provisions ainsi que le fret gagné sont affectés par privilége au paiement du capital et des intérêts des deniers prêtés sur leur sûreté.

Dans les prêts sur la cargaison, elle est affectée de la même manière.

Si le prêt n'est fait que sur partie du bâtiment ou de la cargaison, il n'y a que cette partie d'affectée au paiement.

2 Valin, *Ord. de la mar.*, *ib.*, art. 7, p. 9. Pothier, *Prêt à la grosse*, Nos. 9 et suiv. Marshall, *Insurance*, p. 750. C. Com., 320.

2600. Les prêts de la nature du contrat à la grosse ne peuvent avoir lieu sur les gages des matelots.

Valin, *Ord. de la mar.*, *ib.*, arts. 5, 6. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 15. 2 Émérigon, pp. 507, 508. 1 Bell, *Com.*, p. 435, No. 465. 3 Kent, *Com.*, p. 363. Marshall, *Insurance*, p. 754. C. Com., 319.

2601. Les prêts faits pour une somme excédant la valeur des objets qui sont affectés au paiement peuvent être annulés à la demande du prêteur, s'il y a preuve de fraude de la part de l'emprunteur.

S'il n'y pas de fraude, le contrat vaut jusqu'à concurrence de la valeur des objets affectés au paiement, et le surplus de la somme prêtée doit être restitué, avec l'intérêt légal au cours du lieu où l'emprunt a été fait.

2 Valin, *Ord. de la mar.*, *ib.*, arts. 3, 15, pp. 6, 16. Pothier, *Prêt à la grosse*, Nos. 12, 13. 2 Émérigon, pp. 501 et suiv. Marshall, *Insurance*, pp. 750, 751. 3 Kent, *Com.*, p. 357. C. Com., 316, 317.

2602. L'emprunteur sur cargaison n'est pas déchargé de sa responsabilité par la perte du bâtiment et de la cargaison, à moins qu'il ne prouve qu'il avait à bord, au temps du sinistre, des effets au montant de la somme prêtée.

2 Valin, *Ord. de la mar.*, *ib.*, art. 14, p. 15. 3 Pardessus, *Droit Com.*, No. 929. C. Com., 329. *Autorités citées sous l'art. précédent.*

2603. Le prêt à la grosse peut être contracté par le maître pour radoub ou autre nécessité urgente du bâtiment ; mais s'il lui est fait au lieu où demeurent les propriétaires, sans leur autorisation, il n'y a que la partie

du bâtiment ou de la cargaison dont le maître est propriétaire qui soit tenue au paiement de l'emprunt, sauf les dispositions contenues en l'article qui suit.

2 Valin, *Ord. de la mar., ib.*, art. 8, p. 10. 2 Emérigon, pp. 424, 436. 3 Pardessus, *Droit Com.*, No. 909, p. 507. 1 Bell, *Com.*, pp. 428 à 432, *et voir cause de "Gratidudine,"* p. 441. 3 Kent, *Com.*, pp. 356, 357. Smith, *Merc. Law*, pp. 421, 422. Abbott, *Shipping*, pp. 153, 154. C. Com., 321.

2604. Les parts des propriétaires, même lorsqu'ils résident au lieu où l'emprunt est fait, sont tenues au paiement des deniers prêtés au maître pour réparations ou approvisionnement, lorsque le bâtiment a été frété du consentement de ces propriétaires et qu'ils ont refusé de fournir leur contingent pour mettre le bâtiment en condition convenable pour le voyage.

2 Valin, *Ord. de la mar., ib.*, art. 9; liv. 2, tit. 1, art. 17. C. Com., 322. *Autorités citées sous l'art. précédent.*

2605. Les prêts à la grosse, soit sur le bâtiment ou sur les marchandises, faits pour le dernier voyage, sont préférés à ceux faits pour le voyage précédent, même quand il serait déclaré que ces derniers sont continués par un renouvellement formel.

Les sommes prêtées pendant le voyage sont préférées à celles qui ont été empruntées avant le départ du bâtiment; et s'il y a plusieurs emprunts faits pendant le même voyage, le dernier emprunt est préféré à ceux qui le précèdent.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 10, p. 11. Guidon de la Mer, ch. 19, arts. 2, 3. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 53. 3 Pardessus, *Droit Com.*, No. 919. Smith, *Merc. Law*, p. 424. Abbott, *Shipping*, pp. 163, 164. 1 Bell, *Com.*, p. 438, No. 475. 3 Kent, p. 358. C. Com., 323.

2606. Le prêteur sur cargaison ne supporte pas la perte des marchandises arrivée par fortune de mer, si elles ont été transbordées du bâtiment désigné dans le contrat, sur un autre, à moins qu'il ne soit constaté que ce transbordement a eu lieu par suite de force majeure.

Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 18. 2 Emérigon, p. 549. 3 Boulay-Paty, pp. 158, 164, 171, 176. Marshall, *Insurance*, p. 764. 3 Kent, *Com.*, p. 360. C. Com., 324.

2607. Si le bâtiment ou la cargaison sur laquelle le

prêt a été fait sont entièrement perdus et que la perte soit arrivée par cas fortuit, dans le temps et dans le lieu des risques, la somme prêtée ne peut être réclamée.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 11, p. 12. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 16. Marshall, *Insurance*, 759, 760, 762, 768. 1 Bell, *Com.*, p. 433, No. 460. 1 Kent, *Com.*, p. 355. C. Com., 325.

2608. Les déchets qui arrivent par le vice propre de la chose et les dommages causés par le fait des propriétaires, du maître ou du chargeur, ne sont pas considérés comme des cas fortuits, à moins qu'il n'y ait convention contraire.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 12, p. 14. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 34. Emérigon, *Cont. à la grosse*, c. 1, s. 2. 1 Bell, *Com.*, p. 437. Marshall, *Insurance*, p. 762. 3 Kent, p. 355. C. Com., 326.

2609. Dans le cas de perte partielle par naufrage ou autre cas fortuit, le paiement de la somme prêtée est réduit à la valeur des effets qui y sont affectés et qui ont été sauvés.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 17, pp. 12, 20. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 47. 2 Emérigon, pp. 544, 547. 3 Kent, *Com.*, p. 359. Marshall, *Insurance*, p. 768. C. Com., 327.

2610. Les prêteurs à la grosse sur le bâtiment ou sur la cargaison contribuent, à la décharge de l'emprêteur, aux avaries communes.

Mais ils ne contribuent pas aux simples avaries ou dommages particuliers, à moins qu'il n'y ait stipulatiou à cet effet.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 16, p. 19. 2 Emérigon, p. 529. Pothier, *Prêt à la grosse*, Nos. 42-46. Marshall, *Insurance*, pp. 760, 765. 1 Bell, *Com.*, p. 437, No. 472. *Contrà*, C. Com. 330, 400, 403. 3 Kent, 359, 360.

2611. S'il y a en même temps prêt et assurance sur le même bâtiment ou sur la même cargaison, le prêteur est préféré à l'assureur, sur tout ce qui peut être sauvé du naufrage, mais seulement pour le capital prêté.

2 Valin, *Ord. de la Mar., ib.*, art. 18, pp. 12, 13, 20. Pothier, *Prêt à la grosse*, No. 49, 3*e al.* 2 Emérigon, pp. 267, 268. 1 Phillips, *Insurance*, pp. 301, 302. *Contrà*,

C. Com., 3331. Pardessus, *Droit Com.*, 855. Merlin, *Rép., vo. Grosse aven.*, p. 322, *2e col.* Arnould, *Mar. Insur.*, p. 1188.

2612. Les actes de prêts à la grosse sur le bâtiment, ou sur la cargaison, qui sont faits payables à ordre, peuvent être négociés par simple endossement. Ce mode de négociation a le même effet et produit le même droit que le transport de tout autre effet négociable.

2 Emérigon, pp. 553, 554. Maclachlan, p. 53. Abbott, *Shipping*, p. 115.

DISPOSITIONS FINALES.

2613. Les lois en force, lors de la mise en force de ce code, sont abrogées dans les cas :

Où il contient une disposition qui a expressément ou implicitement cet effet ;

Où elles sont contraires ou incompatibles avec quelques dispositions qu'il contient ;

Où il contient une disposition expresse sur le sujet particulier de telles lois.

Sauf toujours qu'en ce qui concerne les transactions, matières et choses antérieures à la mise en force de ce code et auxquelles on ne pourrait en appliquer les dispositions sans leur donner un effet rétroactif, les dispositions de la loi qui, sans ce code, s'appliqueraient à ces transactions, matières et choses, restent en force et s'y appliquent, et ce code ne s'y applique qu'en autant qu'il coïncide avec ces dispositions.

2614. La déclaration que certaines matières sont réglées par le code de procédure civile n'aura l'effet de rappeler aucune procédure maintenant usitée que lorsque ce code de procédure civile aura obtenu force de loi.

2615. Dans le cas de différence entre les deux textes du présent code sur les lois existantes à l'époque de sa promulgation, le texte le plus compatible avec les dispositions des lois existantes doit prévaloir. Si la différence se trouve dans un article indiqué comme modifiant les lois existantes, le texte le plus compatible avec l'intention de l'article d'après les règles ordinaires d'interprétation, doit prévaloir.

FIN.

TABLE ALPHABÉTIQUE DES MATIÈRES.

Absents, des, 86.—De la curatelle aux, 87.—De la possession provisoire des héritiers des, 93.—Des effets de l'absence relativement aux droits éventuels qui peuvent compéter aux, 104.—De la surveillance des enfants mineurs du père qu'à disparu, 113.—Des effets de l'absence relativement au mariage, 108.

Acceptation, de l', des successions, 641.—De l', de la communauté, 1338.

Accession, du droit d', sur ce qui est produit par la chose, 409.—Du droit d', sur ce qui s'unit et s'incorpore à la chose, 413.—Du droit d', relativement aux choses immobilières, 414.—Du droit d', relativement aux choses mobilières, 429.

Acheteur, des obligations de l', 1532.

Actes Notariés, des, 1208.

Action hypothécaire, de l', 2058.—De l'effet de l', 2074.

Actions, des sociétés par, 1889.

Affrêtement, de l', 2407.—De la charte-partie, 2414.—Du transport des marchandises à la cueillette, 2419.—Du connaissement, 2420.—Des obligations du propriétaire ou fréteur et du maître, 2423.—Des obligations de l'affréteur, 2437.—Du fret, de la prime, de la contribution et des frais de surestarie, 2442.

Affréteur, des obligations de l', 2437.

Ameublissement, de la clause d', 1390.

Anonymes, des sociétés, 1870.

Assurance, de l', 2468.—De la nature et de la forme du contrat, 2468.—Des déclarations et réticences, 2485.—Des garanties, 2490.

Assurance contre le feu, de l', 2568.

Assurance maritime, de l', 2492.—Des obligations de l'assuré, 2499.—De la prime, 2500.—Des déclarations et réticences, 2503.—Des garanties, 2504.—Des obligations de l'assureur, 2507.—Des pertes, 2521.—Du délaissement, 2538.—Des pertes résultant de la contribution, 2551.

Assurance mutuelle, hypothèque légale des compagnies d', 2033.

Assurance sur la vie, de l', 2585.

Assuré, des obligations de l', (*Dans l'assurance maritime*), 2499.

Assureur, des obligations de l', (*Dans l'assurance maritime*), 2507.

Aveu, de l', 1243.

Avocats, procureurs et notaires, des, 1732.

Bail à cheptel, du, 1698.

Bail à rente, du 1593.

Bail de maison, règles particulières au, 1642.

Bail des terres, règles particulières au, et propriétés rurales, 1646.

Batiments marchands, des, 2355.—De l'enregistrement des, 2356.—Du transport des bâtiments enregistrés, 2359.—De l'hypothèque sur les, 2374.—Du privilége ou gage maritime sur les bâtiments, leur cargaison et leur fret, 2383.—Des propriétaires, du maître et des matelots, 2389.—Du transport des passagers par, 2461.

Biens, de la distinction des, 374.—Des immeubles, 375.—Des meubles, 383.—Des biens dans leurs rapports avec ceux à qui ils appartiennent ou qui les possèdent, 399.

Billets promissoires, des, 2344.

Caution, de la, 1929.—De l'effet du cautionnement entre le créancier et la, 1941.—De l'effet du cautionne-

ment entre le débiteur et la, 1948.—De la caution légale et de la caution judiciaire, 2990 et 1962 et suiv.

Cautionnement, Du, 1929.—De la nature, de la division et de l'étendue du, 1929.—De l'effet du cautionnement entre le créancier et la caution, 1941.—De l'effet du cautionnement entre le débiteur et la caution, 1948.—De l'effet du cautionnement entre les cofidéjusseurs, 1955.—De l'extinction du, 1956.—De la caution légale et de la caution judiciaire, 1962.

Charte-Partie, de la, 2414.

Chèques, des, 2349.

Choses, du louage des, 1605.—Des obligations et des droits du locateur, 1612.—Des obligations et des droits du locataire, 1626.

Code, effet de la mise en force de ce, 2613.—Cas de différence entre les textes anglais et français de ce, 2615.

Cofidéjusseurs, de l'effet du cautionnement entre les, 1955.

Collectif, des sociétés en nom, 1865.

Commandite, des sociétés en, 1871.

Commodat, du prêt à usage ou, 1763.—Des obligations de l'emprunteur, 1766.—Des obligations du prêteur, 1773.

Communauté de biens, de la, 1268.—De la communauté légale, 1270.—De ce qui compose la communauté légale tant en actif qu'en passif, 1272.—De l'administration de la, 1292.—De l'effet des actes de l'un et de l'autre époux relativement à la société conjugale, 1296.—De la dissolution de la communauté et de sa continuation dans certains cas, 1310.—De la dissolution de la, 1310.—De la continuation de la, 1323.—De l'acceptation de la, 1338.—De la renonciation à la, 1343.—Du partage de la, 1354.—Du partage de l'actif, 1355.—Du passif de la communauté et de la contribution aux dettes, 1369.—De la renonciation à la communauté et de ses effets, 1379.—De la communauté conventionnelle, 1384.—Des conditions les plus ordinaires qui peuvent modifier ou même exclure la communauté légale, 1384.—De la clause de réalisation, 1385.—De la clause d'a-

meublissement, 1390.—De la clause de séparation de dettes, 1396.—De la faculté accordée à la femme de reprendre apport franc et quitte, 1400.—Du préciput conventionnel, 1401.—Des clauses par lesquelles on assigne à chacun des époux des parts inégales dans la communauté, 1406.—De la communauté à titre universel, 1412.—Dispositions communes à la, 1413.—Des conventions exclusives de la communauté, 1415.—De la clause portant que les époux se marient sans communauté, 1416.—De la clause de séparation de biens, 1422.—Des douaires, 1426.—Dispositions particulières au douaire de la femme, 1450.—Dispositions particulières au douaire des enfants, 1466.

Compensation, de la, 1187.

Confusion, de la, 1198.

Connaissement, du, 2420.

Consommation, du prêt de, 1777.—Des obligations du prêteur, 1781.—Des obligations de l'emprunteur, 1782.

Constitution de rente, de la, 1787.

Contrats, des, 984.—De ce qui est nécessaire pour la validité des, 984.—De la capacité légale pour contracter, 985.—Du consentement, 988.—De la cause ou considération des, 989.— De l'objet des, 1058.— Des causes de nullité des, 991.— De l'erreur, 992.— De la fraude, 993.—De la violence et de la crainte, 994.—De la lésion, 1001.—De l'interprétation des, 1013.—De l'effet des, 1022.—De l'effet des contrats à l'égard des tiers, 1028.—De l'annullation des contrats et paiements faits en fraude des créanciers, 1032.

Conventions matrimoniales, des, 1257.

Corporations, des, 352.—De la nature, de la source et de la division des, 352.—Des droits des, 357.—Des priviléges des, 362.—Des incapacités des, 364.—De l'extinction des, 368.—De la liquidation des affaires des corporations éteintes, 371.

Couronne, hypothèque légale de la, 2032.

Courtiers, facteurs et autres agents de commerce, des, 1735.

Créance privilégiée, de l'exception résultant d'une, 2073.

Cueillette, du transport des marchandises à la, 2419.

Curatelle, de la, 337.

Dation en paiement, de la, 1592.

Délaissement, du, 2538.

Délivrance, de la, 1492.

Délits et quasi-délits, des, 1053.

Demeure, de la, 1067.

Dépositaire, des obligations du, 1802.

Dépot, du, 1794.—Du dépôt simple, 1795.—Du dépôt volontaire, 1799.—Des obligations du dépositaire, 1802.—Des obligations de celui qui fait le, 1812.—Du dépôt nécessaire, 1813.—Du séquestre, 1817.—Du séquestre conventionnel, 1818.—Du séquestre judiciaire, 1823.

Dévis, de l'ouvrage par, 1683.

Discussion, de l'exception de, 2066.

Domestiques, du louage du service personnel des, 1667.

Domicile, du, 79.

Donations entrevifs et testamentaires, des, 754.

Donations entrevifs, des, 761.—De la capacité de donner et de recevoir par, 761.—De la forme et de l'acceptation des, 776.—De l'effet des, 795.—De l'enregistrement quant aux, 804.—De la révocation des, 811.—Des donations par contrat de mariage, tant de biens présents qu'à cause de mort, 817.

Douaires, des, 1426.—Dispositions particulières au douaire de la femme, 1450.—Dispositions particulières au douaire des enfants, 1466.

Droits civils, de la jouissance des, 18.—De la privation des, 30.

Echange, de l', 1596.

Ecrits authentiques, des, 1207.

Emancipation, de l', 314.

Emphythéose, de l', 567.—Définition de l', 567.—Des droits et obligations respectives du bailleur et du preneur, 573.—Comment finit l', 579.

Emprisonnement en matières civiles, de l', 2271.

Emprunteur, des obligations de l', (*dans le commodat*), 1766.—(*Dans le prêt de consommation*), 1782.

Enchères, de la vente aux, 1564.

Enregistrement, de l', quand aux donations entrevifs en particulier, 804.—De l'enregistrement des substitutions, 938.

Enregistrement des droits réels, de l', 2082.—Règles particulières à différents titres d'acquisition de droits réels, 2098.—Du rang que les droits réels ont entre eux, 2130.—Du mode et des formalités de l', 2131.—De la transcription, 2132.—De l'inscription, 2136.—De la radiation de l', 2148.—De l'organisation des bureaux et des registres, 2158.—Du plan et du livre de renvoi officiel et dispositions qui s'y rattachent, 2166.—De la publicité des registres, 2177.—De l'enregistrement des bâtiments marchands, 2356.

Epoux, des droits et des devoirs respectifs des, 173.

Etat civil, des actes de l', 39.—De la rectification des actes et régistres de l', 75.

Exception de discussion, de l', 2066.

Exception de garantie, de l', 2068.

Exception de subrogation, de l', 2070.

Exception résultant des impenses, de l', 2072.

Femmes mariées, hypothèque légale des, 2029.

Filiation, de la, 218.—De la filiation des enfants légitimes ou conçus pendant le mariage, 218.—Des preuves de la filiation des enfants légitimes, 228.—Des enfants naturels, 237.

Frêt, du, 2442.

Frêteur, des obligations du, 2423.

Gage, du, 1968.

Garantie, de la, 1506.—De la garantie contre l'éviction, 1508.—De la garantie des défaut cachés, 1522.

Garantie, de l'exception de, 2068.

Habitation, de l', 487.

Heritier beneficiaire, de l', 672 et suiv.

Hypothèques, des, (voir **Privilèges et Hypothèques**), 1980.

Immeubles, des, 375.

Immeubles, du nantissement des, 1967.

Inscription, de l' 2136.

Interdiction, de l', 325.

Interdits, hypothèques légale des, 2030.

Intérêt, du prêt à, 1785.

Inventaire, du bénéfice d', 660 et suiv.—Des effets du, 671.—Des obligations de l'héritier bénéficiaire, 672.

Jeu, du, et du pari, 1927.

Legs, des, 863.—Des légataires universels, 873.–Des legs à titre particulier, 880.—De la saisine du légataire, 891.—De la révocation des, 892. — De la caducité des, 903.

Lésion, de la rescision de la vente pour cause de, 1561.

Lettres de change, des, 2279.—De la nature et de l'essence des, 2279.—De la négociation des, 2286.—De l'acceptation des, 2290.—De la note et du protêt faute d'acceptation, 2298.—Du paiement, 2306.—Du protêt faute de paiement, 2319.—De l'avis du protêt, 2326.—Des intérêts, de la commission et des dommages, 2332.—Dispositions générales, 2340.

Licitation, de la, 1562.

Locataire, des obligations et des droits du, 1626.

Locateur, des obligations et des droits du, 1612.

Lois, des, 1.—De la promulgation des,.—De la distribution des,.—De l'effet des,.—De l'application des,.—De l'interprétation des,.—De l'exécution des,. I à 17.

Lois Commerciales, 2278.

Louage, du, 1600.—Du louage des choses, 1605.—Des obligations et des droits du locateur, 1612.—Des obligations et des droits du locataire, 1626.—Règles particulières au bail de maison, 1642.—Règles particulières au bail des terres et propriétés rurales, 1646.—Du louage d'ouvrage, 1666.—Du louage du service personnel des ouvriers, domestiques et autres, 1667.—Des voituriers, 1672.—De l'ouvrage par devis et marchés, 1683.

Louage des choses, du, 1605.

Louage d'ouvrage, du, 1666.

Majorité, de la, 324.

Mandant, des obligations du, envers le mandataire, 1720.—Des obligations du, envers les tiers, 1727.

Mandat, du, 1701.—Des obligations du mandataire envers le mandant, 1709.—Des obligations du mandataire envers les tiers, 1715.—Des obligations du mandant envers le mandataire, 1720.—Des obligations du mandant envers les tiers, 1727.—De l'extinction du, 1755.

Mandataire, des obligations du, envers le mandant, 1709.—Des obligation du, envers les tiers, 1715.

Mariage, des actes de, 57.—Des effets de l'absence relativement au, 108.—Des qualités et conditions requises pour pouvoir contracter, 115.—Des formalités relatives à la célébration du, 128.—Des oppositions au, 136.—Des demandes en nullité de, 148.—Des obligations qui naissent du, 165.—Des droits et des devoirs respectifs des époux, 173.—De la dissolution du, 185.

Meubles, des, 383.

Mineurs, hypothèque légale des, 2030.

Minorité, de la, 246.

Mort civile, de la, 31.—Des effets de la, 35.

Naissance, des actes de, 54.

Novation, de la, 1169.

Nantissement, du contrat de, 1966.—Du nantissement des immeubles, 1967.—Du gage, 1968.

Obligations, des, 982.—Des contrats, 984.—De ce qui est nécessaire pour la validité des contrats, 984.—

Des causes de nullité des contrats, 991.—De l'interprétation des contrats, 1013.—Des quasi-contrats, 1041.—Des délits et quasi-délits, 1053.—Des obligations qui résultent de l'opération de la loi seule, 1057.—De l'objet des, 1058.—De l'effet des, 1063.—De la demeure, 1067.—Des dommages-intérêts résultant de l'inexécution des, 1070.—Des diverses espèces d', 1079.—Des obligations conditionnelles, 1079.—Des obligations à terme, 1089.—Des obligations alternatives, 1093.—Des obligations solidaires, 1100.—De la solidarité entre les créanciers, 1100.—De la solidarité entre les debiteurs, 1103.—Des obligations divisibles et indivisibles, 1121.—Des obligations avec clause pénale, 1131.—De l'extinction des, 1138.—Du paiement, 1139.—Du paiement avec subrogation, 1154.—De l'imputation des paiements, 1158.—Des offres et de la consignation, 1162.—De la novation, 1169.—De la remise, 1181.—De la compensation, 1187.—De la confusion, 1198.—De l'impossibilité d'exécuter l'obligation, 1200.—De la preuve, 1203.—De la preuve littérale, 1207.—Des écrits authentiques, 1207.—Des copies des titres, 1215.—De certains écrits faits hors du Bas-Canada, 1220.—Des écritures privées, 1221.—De la preuve testimoniale, 1230.—Des présomptions, 1238.—De l'aveu, 1243.—Du serment des parties, 1246.—Du serment décisoire, 1247.—Du serment déféré d'office, 1254.

Obligations, des, de l'acheteur, 1532.

Obligations, des, de l'affréteur, 2437.

Obligations, des, des associés envers les tiers, 1854.

Obligations, des, de l'assuré (*Dans l'assurance maritime*), 2499.

Obligations, des, de l'assureur (*Dans l'assurance maritime*), 2507.

Obligations, des, du dépositaire, 1802.

Obligations, des, de celui qui fait le dépôt, 1812.

Obligations, des, et des droits des associés entre eux, 1839.

Obligations, des, et des droits du locataire, 1626.

Obligations, des, et des droits du locateur, 1612.

Obligations, des, de l'emprunteur, 1766.

Obligations, des, du frêteur ou propriétaire et du maître, 2423.

Obligations, des, envers le mandataire, 1720.—Envers les tiers, 1727.

Obligations, des, du mandataire envers le mandant, 1709.—Envers les tiers, 1715.

Obligations, des, qui naissent du mariage, 165.

Obligations, des, du prêteur, 1773.

Obligations, des, du vendeur, 1491.

Offres et de la consignation, des, 1162.

Ouvrage, du louage d', 1666.

Ouvriers, du louage du service personnel des, 1667.

Paiement, du, 1139.—Du paiement avec subrogation, 1154.—De l'imputation des paiements, 1158.

Pari, du, 1927.

Partage, du, 689.—De l'action en, 689.—Des effets du, 746.—De la garantie des lots, 748.—De la rescision en matière de, 751.

Personnes, des, 18.

Possession, de la, 2192.

Préciput conventionnel, du, 1401.

Prescription, de la, 2183.—Des causes qui empêchent la, 2201.—De certaines choses imprescriptibles et des prescriptions privilégiées, 2211.—Des causes qui interrompent la, 2222.—Des causes qui suspendent le cours de la, 2232.—Du temps requis pour prescrire, 2240.—De la prescription trentenaire, de celle des rentes et intérêts, et de la durée de l'exception, 2242.—De la prescription par les tiers-acquéreurs, 2251.—De quelques prescriptions de dix ans, 2258.—De quelques courtes prescriptions, 2260.—Dispositions transitoires, 2270.

Presomptions, des, 1238.

Prêt, du, 1762.—Du prêt à usage ou commodat, 1763.—Des obligations de l'emprunteur, 1766.—Des obligations du prêteur, 1773.—Du prêt de consommation,

1777.—Des obligations du prêteur, 1781.—Des obligations de l'emprunteur, 1782.—Du prêt à intérêt, 1785.—De la constitution de rente, 1787.

Prêt à intérêt, Du, 1785.

Prêt à la grosse, Du, 2594.

Prêteur, Des obligations du, (*Dans le commodat*), 1773.—(*Dans le prêt de consommation*), 1781.

Preuve, de la, 1203.—De la preuve littérale, 1207.—Des écrits authentiques, 1207.— Des copies des titres, 1215.—De certains écrits faits hors du Bas-Canada, 1220.—Des écritures privées, 1221.—De la preuve testimoniale, 1230.—Des présomptions, 1238.—De l'aveu, 1243.—Du serment des parties, 1246.—Du serment décisoire, 1247.—Du serment déféré d'office, 1254.

Prime, de la, 2500.

Priviléges et Hypothèques, des, 1980.—Des priviléges, 1983. — Des priviléges sur les biens meubles, 1993.—Des priviléges sur les immeubles, 2009.—Comment se conservent les priviléges sur les immeubles, 2015.—Des hypothèques, 2016.—Des hypothèques légales, 2024.—Hypothèque légale des femmes mariées, 2029.—Hypothèque légale des mineurs et des interdits, 2030.—Hypothèque légale de la couronne, 2032.—Hypothéque légale des compagnies d'assurance mutuelle, 2033.—De l'hypothèque judiciaire, 2034.—De l'hypothèque conventionnelle, 2037.—Du rang que les hypothèques ont entre elles, 2047.—De l'effet des, relativement au débiteur et au tiers détenteur, 2053.—De l'action hypothécaire, 2058.—De l'exception de discussion, 2066.—De l'exception de garantie, 2068.—De l'exception de subrogation, 2070.—De l'exception résultant des impenses, 2072.—De l'exception résultant d'une créance privilégiée ou hypothèque antérieure, 2073.—De l'effet de l'action hypothécaire, 2074.—De l'extinction des, 2081.

Profession religieuse, des actes de, 70.

Prohibition d'aliéner, de la, 968.

Propriété, de la, 406.—De l'acquisition et de l'exercice des droits de, 583.

Protêt, du, faute d'acceptation, 2298.—Du, faute de paiements, 2319.—De l'avis du, 2326.

Puissance paternelle, de la, 242.

Rapports, des, 712.

Quasi-Contrats, des, 1041.—Du quasi-contrat *negotiorum gestio*, 1043.—Du quasi-contrat résultant de la réception d'une chose non-due, 1047.

Radiation de l'enregistrement, de la, 2148.

Réalisation, de la clause de, 1385.

Réméré, du droit de, 1546.

Renonciation, de la, aux succession, 651.—De la, à la communauté, 1379.

Rente, de la constitution de, 1787.

Rentes viagères, des, 1901.—Des effets du contrat des, 1907.

Représentation, de la, 619.

Saisine, de la, 891.

Séparation de biens, de la clause de, 1422.

Séparation de corps, de la, 186.—Des causes de la, 186.—Des formalités de la demande en, 192.—Des mesures provisoires auxquelles peut donner lieu la demande en, 200.—Des effets de la, 206.

Séparation de dettes, de la clause de, 1396.

Sépulture, des actes de, 66.

Séquestre, du, 1817.—Du séquestre conventionnel, 1818.—Du séquestre judiciaire, 1823.

Serment, du, 1246.—Du serment des parties, 1246.—Du serment décisoire, 1247.—Du serment déféré d'office, 1254.

Servitudes réelles, des, 499.—Des servitudes qui dérivent de la situation des lieux, 501.—Des servitudes établies par la loi, 506.—Du mur et du fossé mitoyen et du découvert, 510.—De la distance et des ouvrages intermédiaires pour certaines constructions, 532.—Des vues sur la propriété du voisin, 539.—Des égouts des toits, 539.—Du droit de passage, 540.—Des servi-

tudes établies par le fait de l'homme, 545.—Des diverses espèces de servitudes qui peuvent être établies sur les biens, 545.—Comment s'établissent les, 540.—Des droits du propriétaire du fonds auquel la servitude est due, 553.—Comment s'éteignent les, 559.

Société, de la, 1830.—Des obligations et des droits des associées entre eux, 1839.—Des obligations des associés envers les tiers, 1854.—Des diverses espèces de sociétés, 1857.—Des sociétés universelles, 1858.—Des sociétés particulières, 1862.—Des sociétés commerciales, 1863.—Des sociétés en nom collectif, 1865.—Des sociétés anonymes, 1870.—Des sociétés en commandite, 1871.—Des sociétés par actions, 1889.—De la dissolution de la, 1892.—Des effets de la dissolution de la, 1897.

Solidarité, de la, entre les créanciers, 1100.—De la solidarité de la part des débiteurs, 1103.

Subrogation, de l'exception de, 2070.

Subrogé-tuteur, du, 267.

Substitutions, des, 925.—Division des, 925.—Règles sur la nature et la forme des, 926 et suiv.—De l'enregistrement des, 938.—De la substitution avant l'ouverture, 944.—De l'ouverture et de la restitution des biens, 961.—De la prohibition d'aliéner, 968.

Successions, des, 600.—De l'ouverture des, 600.—De la saisine des héritiers, 606.—Des qualités requises pour succéder, 608.—Des divers ordres de, 614.—Des degrés de parenté, 616.—De la représentation, 619.—Des successions déférées aux ascendants, 626.—Des successions déférées aux descendants, 625.—Des successions collatérales, 631.—Des successions irrégulières, 636.—Des l'acceptation des, 641.—De la renonciation aux, 651.—Des formalités de l'acceptation des, 660.—Du bénéfice d'inventaire, 660 et suiv.—Des effets du bénéfice d'inventaire, 671.—Des obligations de l'héritier bénéficiaire, 672.—Des successions vacantes, 684.—Du partage, 689.—De l'action en partage et de sa forme, 689.—Des rapports, 712.—Du paiement des dettes, 735.—Des effets du partage, 746.—De la garantie de lots, 748.—De la rescision en matière de partage, 751.

Surestarie, des frais de, 2457.

Testaments, des, 831.—De la capacité de donner et de recevoir par, 831.—De la forme des, 840.—De la vérification et de la preuve des, 856.—Des legs en général, 863.—Des legs universels et à titre universel, 873.—Des legs à titre particulier, 880.—De la saisine du légataire, 891.—De la révocation des, 892.—De la caducité des dispositions testamentaires, 900 et 904.—De la caducité des legs, 903.—Des exécuteurs testamentaires, 905.

Transactions, des, 1918.

Transcription, de la, 2132.

Tutelle, de la, 249.—De la nomination du tuteur, 249.—Du subrogé-tuteur, 267.—Des causes qui dispensent de la, 272.—De l'incapacité, des exclusions et destitutions de la, 282.—De l'administration du tuteur, 290. —Du compte de la, 308.

Usage, De l', et de l'habitation 487.

Usufruit, de l', 443.—Des droits de l'usufruitier, 447.—Des obligations de l'usufruitier, 463.—Comment l'usufruit prend fin, 479.

Vendeur, des obligation du, 1491.

Vente, de la, 1372.—De la capacité d'acheter ou de vendre, 1482.—Des choses qui peuvent être vendues, 1486.—Des obligations du vendeur, 1491.—De la délivrance, 1492.—De la garantie, 1506.—De la garantie contre l'éviction, 1508.—De la garantie des défauts cachés, 1522.—Des obligations de l'acheteur, 1532.—De la résolution et de l'annullation du contrat de, 1545.—Du droit de réméré, 1546.—De la rescision de la vente pour cause de lésion, 1561.—De la licitation, 1562.—De la vente aux enchères, 1564.—De la vente des vaisseaux enregistrés, 1569.—De la vente des créances et droits d'action, 1570.—De la vente des droits successifs, 1579. De la vente des droits litigieux, 1582.—Des ventes forcées, 1585.—De la dation en paiement, 1592.—Du bail à rente, 1593.

Voituriers, des, 1672.

FIN DE LA TABLE ALPHABÉTIQUE.

s.

de donner
40.—De la
en général,
, 873.—Des
légataire,
cité des dis-
aducité des
5.

du tuteur,
dispensent
s et desti-
uteur, 290.

usufruitier,
—Comment

heter ou de
vendues,
De la déli-
a garantie
défauts ca-
32.—De la
1545.—Du
vente pour
2.—De la
vaisseaux
s et droits
ssifs, 1579.
Des ventes
1592.—Du